UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE-METZ

École doctorale Perspectives interculturelles : écrits, médias, espaces, sociétés (ÉD 411)

Centre de recherche sur les médiations (ÉA 3476)

L'engagement associatif à l'ère de la mondialisation.

Pratiques sociales et Internet chez les militants d'ATTAC-54.

Thèse pour le doctorat
en sciences de l'information et de la communication

présentée et soutenue le 30 octobre 2009
par
Irma Ramos Santana

Jury

M. le Professeur Roger Delbarre, Université Paris 13, examinateur
Mme. le Professeur Béatrice Fleury, Université de Nancy, directeur de thèse
M. le Professeur Hans-Jürgen Lüsebrink, Universität de Saarlandes, rapporteur
M. le Professeur Arnaud Mercier, Université de Metz, examinateur
Mme. le Professeur Laurence Monnoyer-Smith, Université Technologique de Compiègne, rapporteur

Remerciements

Je souhaiterais remercier Madame Béatrice Fleury pour la direction de mon travail de recherche où elle a constamment fait preuve de la grande attention et de la grande disponibilité à l'égard des questions, ses conseils, ces commentaires qui m'ont aidé à progresser tout au long de ce travail. Je voudrais faire un remerciement tout particulier aux militants et sympathisants d'ATTAC pour leur patience, collaboration, temps et accessibilité de ceux ayant accédé à répondre au questionnaire et ceux qui ont bien voulu procéder à un entretien. Au personnel des Bibliothèques Universitaires de Nancy pour leur aide et leurs conseils qui ont facilité l'accès à certains documents primordiaux dans mes recherches. Sans doute tous ont participé à leur manière dans l'aboutissement de ce travail. Je voudrais cependant remercier en particulier les plus proches pour son soutien, conseils et aide, mes parents, mes sœurs, mon frère, mes enfants Jésus, Manuel, Gabriela et parmi mes amis Mme Conception Canales.

Sommaire

Introduction 6
La mondialisation comme objet d'étude 8
Les mouvements altermondialistes : une réponse à la mondialisation ? 11
Le militantisme associatif 15
Les militants d'ATTAC-54 17

Première partie : 20
La construction de la mondialisation 20
Quelques notions pour comprendre l'évolution des dynamiques socio économiques et politiques à l'ère d'Internet 20
I.1. Introduction : l'état des lieux d'un concept passe partout 21
I.2. La terminologie et ses origines 34
I.2.1 « Internationalisation » 36
I.2.2 « Mondialisation » 37
I.2.3 « Globalisation » 40
I.2.4 Vers une nouvelle approche à l'étude de la mondialisation ? 43
I.3. Historique de la mondialisation 45
I.3.1 Les origines du capitalisme 45
I.3.2. Les « périodes globalisantes » 47
I.4. La mondialisation au XXe Siècle 59
I.4.1 Les acteurs de la mondialisation 66
I.4.2. Les effets de la mondialisation 94
I.4.3 Indicateurs de la mondialisation 110
I. 5 La mondialisation et le discours journalistique 123
I.6. Conclusion 131

Deuxième partie : 133
Les mouvements altermondialistes 133
Une réponse à la mondialisation 133
II.1. Introduction : la mouvance contestataire altermondialiste 134
II.2. Une définition de mouvements altermondialistes 147
II.2.1. L'évolution des termes 151
II.2.2. Les conditions d'émergence des termes 153
II.3. L'émergence des mouvements altermondialistes 158
II.4. Les mobilisations fondatrices 169
II.4. 1. Le mouvement zapatiste 178
Chiapas and the Zapatista rebellion 180
II.4. 2. La bataille de Seattle 186
II.4. 4. Gênes : consolidation du mouvement des mouvements 192
II.5. La mouvance contestataire en France 199
II.5.1. La participation à des manifestations 203
II.5.2. Le lobbying 203
II.5.3. Les publications 203
II.5.4. Le contre-pouvoir 204
II.5.5. Les ONG 204
II.5.6. Les nouveaux mouvements sociaux 205

II.5.7. Les nouveaux groupes contestataires 206
II.6. L'Association ATTAC 207
II.6.1 L'image internationale d'ATTAC 209
II.6.2. La production de documents et les actions des comités locaux 219
II.7. Conclusion 227

Troisième partie : 230
Le militantisme associatif 230
Les militants d'ATTAC-54 230
III.1. Introduction 231
III.2. Le militantisme associatif 244
III.2.1. Le néo militantisme 257
II.2 L'usage des TIC 260
III.2.3. La cyber militance 262
III.2.4. Les communautés militantes virtuelles 266
III.3. ATTAC-54 273
III.3.1. Les commissions 275
III.3.2. Les réunions 277
III. 4. Méthodologie 284
III.4.1. Observation participante 288
III.4.2. Enquête par questionnaire 292
III.4.3. L'entretien semi-directif 294
III. 5. Analyse des résultats 295
III.5.1. Profil sociographique des militants altermondialistes 298
III.5.2. La participation politique 304
III.5.3. Usage d'Internet 310
III.5.4. Usage des médias de masse 321
II. 6. Conclusion 332

Conclusion 336

Bibliographie 349

Annexe 373

Introduction

À l'aube du XXIe siècle et à l'heure d'Internet, les actions militantes sont toujours présentes comme démontrent les mobilisations contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle le 19 novembre 1999, contre la guerre en Irak en 2003, ou plus récemment contre le sommet du G20 à Londres en 2009. Ces événements sont souvent considérés (Rangeon, 1986 ; Mercure, 2001 ; Tarrow, 2005) comme l'émergence d'une société civile internationale et, de ce fait, d'une démocratie planétaire en devenir.

Des chercheurs (Dahlgren, 2000 ; Gingras, 2003 ; Wolton, 2005 ; Gerstlé, 2008) ont démontré l'importance des médias dans le jeu politique et plus particulièrement celui des technologies de l'information et la communication (TIC), notamment Internet. Internet serait donc mis à contribution pour diffuser le plus largement possible l'information produite et tenter, par ce moyen, d'obtenir une forme de consensus fondée sur une vision particulière du monde.

Depuis les années 80, nous assistons à l'accroissement du processus de la mondialisation et à l'émergence d'un large mouvement d'opposition qui a fait apparaître des modes nouveaux de résistance, attribués notamment aux dispositifs de communication offerts par Internet. Différentes associations, ONG, des syndicats, et d'autres groupes minoritaires, appartenant à la mouvance altermondialiste, utilisent Internet comme moyen d'information et de communication.

Nous analyserons ces mouvements altermondialistes, et tenterons de lister les thématiques qui leur sont communes, ainsi que les stratégies mises en œuvre pour accéder à la visibilité et occuper l'espace public via des discours et actions. L'objectif de cette recherche est d'abord de préciser l'origine des mouvements altermondialistes, en tentant de comprendre comment ces derniers s'approprient l'outil informatique, les effets de cet usage sur la représentation médiatique, du militantisme ainsi que sur les formes d'engagement militant et l'identité militante.

L'une des organisations créées *ex novo* pour la mobilisation antimondialiste – et sans doute l'une des plus influentes au niveau transnational – est l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC). Cette association a été créée en France en 1998 dans le but d'exercer un contrôle démocratique sur les institutions

supranationales qui guident le processus de mondialisation économique. La place spécifique d'ATTAC au sein des espaces militants, médiatiques et intellectuels français, est particulièrement importante car elle a ouvert la voie à d'autres organismes engagés dans la lutte contre la mondialisation.

ATTAC est souvent présentée comme un modèle des formes nouvelles de mobilisation sociale (Sommier, 2001 ; Agrikoliansky et *al.*, 2004 ; Granjon, 2001 ; George, 2001). Elle constitue pour nous un cas d'étude pertinent, compte tenu de la place importante qu'Internet occupe dès la création de l'Association, et qui n'a cessé de croître faisant du débat démocratique un thème central. De plus, les militants d'ATTAC sont supposés être à la recherche d'une autre manière de s'engager politiquement, ce qui se traduit par une exigence et un questionnement importants à l'égard de la démocratie interne du mouvement. Nous supposons donc que si Internet peut contribuer au renforcement et/ou au renouveau démocratique, une association comme ATTAC doit en être une bonne illustration.

Nos hypothèses sont les suivantes : les TIC font-elles avancer le débat politique, elles contribuent à élaborer des stratégies de construction identitaire des groupes minoritaires ou encore structurent-ils une société plus démocratique avec l'extension d'un espace public virtuel *via* Internet. Comment pourrions-nous expliquer l'usage que de l'outil informatique fait l'association ATTAC, qui n'est pas précisément en accord avec l'idéologie manifeste des mouvements altermondialistes?

Afin de mettre nos hypothèses à l'épreuve, nous devons d'abord délimiter les deux objets d'analyse étroitement liés à notre objectif principal de recherche : l'émergence dans l'espace public de la mondialisation et des mouvements altermondialistes.

La mondialisation comme objet d'étude

Les dix dernières années du XXe siècle ont été marquées par une transformation structurelle historique à l'échelle mondiale, avec l'effondrement des anciens pays communistes et leur ouverture rapide aux incitations économiques induites par le marché, la libéralisation des marchés financiers et surtout une réduction sans précédent des coûts du traitement de

l'information et de la communication. Le système de l'économie du marché s'impose partout dans le monde et s'accentue dans les années 90 avec la création d'organismes à vocation mondiale de surveillance des échanges commerciaux et de finances. La politique délibérée de libéralisation du commerce – imposée par les marchés financiers, les grandes entreprises multinationales et les organisations internationales –, est désignée par les termes « mondialisme » (Périllier, 1977 : 4), « mondialisation » (Moreau, 1997 : 7), « globalisation » (Crochet, 1996 : 31), « internationalisation » (Moreau, 1997 : 36), et parfois « globalisme » (Mercure, 2001 : 19). Chacun de ces termes accompagne le processus économique, financier, social et culturel, que connaissent les sociétés du monde entier depuis les années 70.Proches, ces termes sont souvent employés de façon indistincte, sinon comme des références interchangeables. Or, les distinguer permet de préciser leur singularité, leur interdépendance et leurs interactions. La première question a formuler concerne la polysémie des termes : quatre termes qui sont employés sans distinction, et ne sont pourtant pas synonymes, reflètent-ils des réalités différentes ? Une deuxième question s'énonce : quelle est la nouveauté de ce phénomène, qui n'apparaît pas subitement, mais qui relève d'un processus dynamique, progressif et constamment en mouvement.

La première difficulté à laquelle nous sommes confrontés lorsque nous abordons de manière critique les textes sur la mondialisation, c'est que chaque auteur propose sa définition dépendant de sa discipline. Par exemple, Luc Bolstanski (1999 : 37) argumente que la mondialisation est beaucoup plus large qu'un simple phénomène politique, qu'elle implique à la fois une mondialisation de l'économie à travers la production, la consommation, le capital et les marchés financiers, mais aussi une mondialisation de l'information impliquant une intensification des réseaux de flux d'échanges portant non seulement sur des biens et services matériels mais aussi sur des valeurs immatérielles. Pour Manuel Castells ([1997] 1999 : 90), « La mondialisation et l'informationnalisation, mises en œuvre par les réseaux de l'argent, de la technologie et du pouvoir, sont en train de transformer notre univers ». Daniel Mercure (2001 : 9) estime que « la compréhension d'un tel phénomène nécessite-t-elle au préalable de circonscrire les dynamiques sociales en cours dans une perspective sociohistorique ». Plus critique, Ignacio Ramonet (2002 : 11) considère que « la mondialisation économique touche les moindres recoins de la planète, ignorant aussi bien l'indépendance des peuples que la diversité des régimes politiques ».

La mondialisation économique de la planète, la libre circulation des capitaux, de la main d'œuvre, des marchandises et de l'information, sans l'intervention de l'État, est revendiquée comme la clé de la prospérité du monde. D'autres chercheurs (Forrester, 1996 : 42) postulent que le libéralisme économique déferle sur le monde, servi par divers groupements régionaux comme : l'Union européenne (UE), l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), la Coopération économique Asie Pacifique (APEC). L'auteur souligne que « des réseaux économiques privés, transnationaux dominent de plus en plus les pouvoirs étatiques ; loin d'être contrôlés par eux, ils les contrôlent et forment, en somme, une sorte de nation qui, hors de tout sol, de toute institution gouvernementale, commande sans cesse davantage les institutions des divers pays, leurs politiques, souvent par les biais d'organisations comme la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le rôle des organisations mondiales comme l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), devenue en 1995 l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est mise en cause de la même façon que le soutien financier de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI). Giovanni Busino (2001 : 167) désigne par le terme mondialisation « une situation de crise marquée par l'apparition de pouvoirs et de contraintes nouveaux (économiques, financiers, scientifiques, culturels) ainsi que par les cadres de vie inédits indiscernables et pourtant bien concrets, comme le nivellement et l'uniformisation des phénomènes sociaux, le durcissement de la compétition économique, les inégalités des conditions de production, la circulation non maîtrisable des capitaux ».

Pour James Petras et H. Veltmeyer (2001 : pp), « le terme mondialisation est à la fois descriptif et normatif, de sorte qu'il sert à la fois d'explication et d'idéologie, dominant à présent la pensée, les pouvoirs et les pratiques politiques. En tant que description, la mondialisation s'applique à l'élargissement et à l'approfondissement des flux internationaux du commerce, des capitaux, de la technologie et de l'information dans un sens unique mondial intégré. En tant que norme, elle implique la libération des marchés nationaux et du marché mondial, suivant la croyance que la libre circulation du commerce, des capitaux et de l'information produira le meilleur résultat pour la croissance et le bien être de l'humanité ». Selon Gérard Lafay (2002 : 7), « la mondialisation résulte de la conjonction de deux mouvements historiques : d'une part, l'émergence de la troisième révolution industrielle, marquée par l'abaissement continu des frais de transport et l'explosion des technologies en information et communication (TIC), d'autre part, la généralisation de l'économie de marché,

découlant du déferlement de la vague libérale et de l'effondrement du système communiste. Mais cette évolution se traduit également par l'accumulation de déséquilibres : persistance d'un chômage de masse ; accroissement des inégalités entre les pays et entre les catégories sociales ; succession de crises financières affectant différents pays du Sud, s'étendant maintenant au cœur même de la puissance américaine ; perte du contrôle de la part des autorités politiques ».

Selon Eric Dacheux (2008 : 23) « l'utopie[1] de la mondialisation se présente donc en deux versions inséparables et néanmoins opposées : l'utopie lumineuse d'un monde sans barrières ni frontières, et l'utopie sombre d'un monde homogène soumis aux logiques invisibles dirigées par le capital financier. Ceci peut déboucher sur un clivage handicapant entre ceux qui sont « pour » et ceux qui sont « contre » ».

Au vu de ceci, nous partirons de plusieurs configurations de la mondialisation indépendantes en lien avec les questions sociales, économiques, politiques et culturelles. Chacune d'elles est multiforme et complexe, si bien qu'il est impossible d'isoler les aspects « négatifs » de ceux « positifs ». Étant donné que le processus de la mondialisation se retrouve au cœur de notre recherche, nous privilégierons un regard à plusieurs niveaux, afin de dégager ce qui nous semble être ses valeurs et enjeux principaux.

Les mouvements altermondialistes : une réponse à la mondialisation ?

Dans ce contexte historique, la recrudescence du mécontentement contre la politique néo-libérale, le réchauffement climatique de la planète, l'exploitation au travail et nombreuses autres questions (Castells, [1997] 1999 ; Negri, 2000), convergeront en 1997 vers la formation progressive d'un mouvement qualifié par les journalistes comme « anti-mondialiste », terme

[1] Selon Éric Dacheux (2008 : 23), « l'utopie est fille d'imagination. Elle cherche à faire advenir un nouveau monde. Elle possède donc, une composante onirique. Mais l'utopie reste ancrée dans le présent puisqu'elle possède, aussi une dimension critique. Principe de dénonciation de l'ordre établi (Roit-Sarcey, 1998), l'utopie développe, dans l'espace public, un discours dénonçant les normes en vigueur. Mais l'utopie est également un formidable outil de mobilisation politique puisqu'elle parvient à conjuguer l'espérance et le rationnel. En effet, l'utopie ne s'épuise pas dans ses dimensions onirique et contestataire et porte en elle une rationalisation administrative et totalisante du monde (Lapouge, 1978). L'utopie est aussi un projet politique et si la nature onirique de l'utopie fait que ce projet est appelé à ne jamais se réaliser totalement, sa dimension totalisante explique pourquoi elle se transforme, parfois, en idéologie ».

qui sera employé jusqu'en 2000. Ce mouvement hybride est composé de groupes militants d'origines diverses, qui ont des sujets d'intérêt variés, mais qui portent fondamentalement leur critique sur les formes prises par les systèmes capitalistes et démocratiques (George, 2002 : 16).

À partir des années 2000, l'utilisation du terme alternatif « altermondialiste », fut en usage pour définir les groupes qui luttent contre une certaine forme de mondialisation, axée sur l'économie et notamment sur la finance, mais qui ne sont pas forcément contre le processus plus vaste de la mondialisation. Ces groupes qui dans leur discours utilisent des expressions telles que « le monde n'est pas une marchandise » (Bové, Dufour, 2000) ou « il s'agit de se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde » (ATTAC, 2000), proposent de penser le monde d'une autre façon et d'envisager d'autres modes de régulation que le marché.

Dans la suite de notre réflexion, nous préférons dénommer les mobilisations actuelles, contre une certaine forme de mondialisation, comme mouvements « altermondialistes », que pour nous sont un exemple du militantisme associatif et des Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS).

L'expression NMS désigne l'ensemble des mobilisations qui se déploient dans l'après-68 en dehors de la sphère du travail : écologie, pacifisme, féminisme, mouvement homosexuel, contre-culture, etc. (Sommier, 2003 : 22). Pour Erik Neveu ([2002] 2005), les NMS acquièrent une dimension plus globale, dépassant les pays industrialisés, et insistent sur le caractère international de l'enjeu, cherchant à dépasser le cadre traditionnel de l'État-nation. Les NMS s'affranchirent des stratégies partisanes, ignorant largement les structures et les procédures politiques traditionnelles. Souvent ils ne sont pas liés à des intérêts immédiats et personnels, et ils favorisent surtout des actions non violentes, pragmatiques et planifiées.

En autre, les NMS se singularisent par une inventivité dans la mise en œuvre de formes peu institutionnalisées de protestation, leur adjoignant souvent une dimension ludique, une anticipation des attentes des médias. En effet, ces mouvements accordent une grande importance aux médias comme moyen de mobilisation d'opinion. Aussi les médias permettent-ils aux mouvements sociaux d'étendre leur champ d'influence à un ample public et les actions non conventionnelles des mouvements sont souvent menées en raison de leur impact médiatique.

Patrick Champagne (1993 : 95-123) considère ce recours à l'appui de l'opinion publique par le biais de l'espace public médiatisé, comme étant la caractéristique principale des NMS. En conséquence, des nouveaux dispositifs de protestation se sont organisés en réseaux et orientés vers la défense de groupes à faibles ressources. En France, les luttes contre le chômage (Maurer, 2001), le sida (Barbot, 2002), la défense des droits de l'homme (Péchu, 1996) sont à l'origine de la création de nombreuses organisations contestataires : AC !!, Agir ensemble contre le chômage, Act Up-Paris, Droits devant !! Pour ne citer que quelques-unes parmi les plus médiatisées.

Aujourd'hui, l'analyse de l'action collective se situe au confluent de trois grands courants de recherche : l'étude du comportement collectif (Smelser, 1963), la théorie de la mobilisation des ressources (Zald et *al*., 1987) et la théorie des NMS (Offe, 1997 ; Habermas, 1998 ; Touraine, 1999 ; Neveu, 1999). Mais quel éclairage, ces études théoriques apportent-elles sur l'internationalité des contestations comme c'est le cas des mouvements altermondialistes ?

Face aux effets négatifs que la mondialisation engendre et à la peur que suscite une standardisation de la planète, des associations se sont créées pour tenter de lutter si ce n'est maîtriser ce fait. Les combats qui se sont déroulés ces dernières années de Seattle à Gênes ont permis aux mouvements altermondialistes d'étendre leurs bases et de former un large réseau social fondé sur les intérêts communs. Depuis environ une vingtaine d'années, certains auteurs dénoncent un déclin de la propension à s'engager dans la France contemporaine. Jacques Ion (1997) prédit « la fin des militants », en décrivant une crise généralisée qui affecterait les formes classiques du militantisme (partisanes et syndicales), au profit d'une nouvelle forme d'engagement distancié, aux revendications « post-matérialistes ». À la suite, nous posons l'hypothèse que l'engagement est toujours présent, mais qu'il a changé de direction et emprunté des voies non conventionnelles, en particulier celles des secteurs associatifs. Néanmoins, la forme associative ne peut pas être isolée des autres groupements qui interviennent dans l'espace public : les partis, les syndicats et les organisations non gouvernementales (ONG).

Selon Dirk Jarré (2006 : 2-8), le rôle de l'État s'avère nécessaire pour assumer des responsabilités fondamentales et incontestables qu'aucune des deux autres composantes de la société (le marché et la société civile) ne peut pleinement assumer, c'est-à-dire pour garantir

les droits de l'homme, la primauté du droit, la liberté, l'égalité, la justice sociale et la procédure démocratique. Mais l'État se révèle également nécessaire dans des domaines comme la protection de l'environnement, pour vieller au bien être de la société, les États modernes ont besoin de la coopération des autres secteurs constitutifs de la société démocratique : les forces du marché et les organisations émanant de la société civile, plus précisément des organisations non gouvernementales (ONG). Au cours des dernières décennies, l'irruption des ONG sur la scène internationale a constitué un phénomène politique et social de grande importance. En occident, la majorité de celles-ci agit au niveau politique afin d'orienter de manière progressiste les normes et des structures sociales. Leurs engagements sont relayés par des dizaines de milliers d'autres associations dans les pays du Sud.

Les ONG reflètent les tendances sociales, voire les mouvements de la société démocratique. Elles encouragent la solidarité et agissent selon les modèles coopératifs et leurs fonctions sont multiples. Elles peuvent fournir des services, organiser et représenter des intérêts divers, attaquer les questions non résolues sous un angle politique et social différent : susciter le changement social, sensibiliser le public aux problèmes et lancer le débat public, contribuer à l'intégration des individus dans la société et dans les processus politique, être acteurs de l'organisation de communautés, mais aussi jouer un rôle décisif pour la démocratisation de la société ou la sauvegarde de la démocratie.

Avant tout, ces organisations sociales ne sont pas organisées par l'État ; elles sont le fruit d'interactions et d'efforts bénévoles des citoyens. Les personnes qui s'investissent dans ces organisations parviennent à un degré élevé d'identification sur la base de valeurs et des convictions communes et éprouvent un vif sentiment d'appartenance. En effet, elles considèrent que ces organisations sont véritablement les leurs, ce qui ne ressemble en rien à la relation d'un individu avec l'État et avec le marché. Les organisations de ce nouveau courant protestataire justifient leur existence par la volonté de réclamer réparation des injustices et revendiquent des politiques différenciés d'intérêt général qui vont jusqu'à l'élaboration de projets plus globaux comme le rejet des politiques néo-libérales. Par la suite, ces autres acteurs sociaux utilisent les médias en tant qu'espace public.

Le militantisme associatif

ATTAC est une association à but non lucratif qui connaît plusieurs objectifs le plus concret d'entre eux est la taxation des transactions entre monnaies sur le principe de la taxe Tobin proposée dans les années 70 par le Prix Nobel d'économie James Tobin, le plus abstrait étant la reconquête du pouvoir par les citoyennes et les citoyens. En France, ATTAC a atteint une taille respectable en attirant plus de 13 000 adhérents en mois de deux ans et est désormais volontiers présentée comme l'un des symboles de réinvestissement des citoyens dans la vie politique. Elle s'est fait connaître à l'occasion de la lutte contre le projet de l'AMI et contre les négociations de l'OMC à Seattle. La question des médias est donc plus que jamais centrale pour comprendre les fondements de l'ordre néo-libéral, économique et idéologique. Le combat d'ATTAC contre la mondialisation capitaliste l'oblige à intervenir sur le terrain médiatique. Il a conduit aussi à prendre en compte l'évolution des médias, celle-ci étant étroitement liée à l'action qu'un capitalisme financier mondialisé impose aux domaines de l'activité sociale, intellectuelle et artistique.

À une époque où le désintérêt des citoyens se manifeste par l'abstention, la baisse du militantisme ou l'éclatement des partis politiques, il peut donc être pertinent de poser plusieurs questions. Comment les associations se forment-elles ? Comment recrutent-elles et mobilisent les adhérents et des militants ? Comment ATTAC se construit-t-elle comme acteur de l'information et du débat public ? Quelles sont les ressources médiatiques utilisées par cette dernière, pour mobiliser et quelles sont les dispositions qu'elle engage pour l'action collective ?

L'universalité étendue par les groupes contestataires « altermondialistes » révèle une nouvelle dimension médiatique qui se manifeste depuis 1999. Les manifestations organisées à Seattle (1999), Washington (2000), Prague (2000), Québec (2000), Gênes (2001), Doha (2002) et plus récemment à Londres (2009), contre les dirigeants des pays riches et les symboles de la mondialisation : l'OMC, le FMI, la BM, ou l'ALENA, sont des exemples frappants d'une nouvelle forme d'action politique internationale, rassemblant des gens de tous les continents et concernant des sujets mondiaux. Par ailleurs, les manifestations « altermondialistes » sont mises en scène devant la presse du monde entier, les protestations ont lieu sous les yeux des médias mondiaux, pendant les sommets de politiciens et des chefs d'entreprises. Si certains chercheurs (Sommier, 2003 : 74) considèrent que ce qui rend possible ce genre de

mobilisations, consiste en leur organisation *via* les TIC, notamment le média planétaire qu'est Internet, d'autres (Granjon, 2001 : 29) soutiennent que c'est encore trop tôt pour formuler des conclusions définitives.

D'un point de vue sociopolitique, « Internet a été présenté soit comme un moyen de rapprocher gouvernants et gouvernés dans le cadre d'une conception de la démocratie axée sur les principes de représentation et de délégation ou comme un moyen de favoriser une plus grande implication des citoyens et de citoyennes dans la vie de la Cité » (George, 2001 : 23). Pour François Bernard Huyghe (2001 : 6) « les TIC redéfinissent frontières, institutions, normes et critères de puissance. La question est géoéconomique. Avec la guerre économique, la concurrence se fait conflit. Sabotage ou espionnage, intoxication, déstabilisation ou manipulation se banalisent. La mondialisation implique des zones d'influence et des stratégies planétaires ; on se bat pour imposer les règles du jeu ». Selon l'auteur le citoyen hésite « entre diverses craintes : les firmes qui nous « profilent », les épidémies numériques, le flicage génétique, le fichage étatique, le vandalisme cybernétique… De nouvelles communautés se forment, de nouvelles tribus aux noms bizarres, *hackers*, *cyberpunks*, lancent des attaques. Les affrontements ne se déroulent pas seulement sur le plan horizontal (État contre État, particuliers contre particuliers) mais « diagonalement » : moyens étatiques, voire militaires contre entreprises, citoyens contre État ou entités économiques, etc., sans oublier le rôle perturbateur d'organisations criminelles parfois aussi puissantes que les États » (Huyghe, 2001 : 6). Ainsi, certains usages d'Internet comme support de propagande aux groupes « néo-fascistes » (Matuszak, 2006) ou le piratage informatique à des fins politiques par les groupes « hacktivistes » (Jordan, 2003 ; Gayer, 2003), ont constitué un bouleversement.

Pour d'autres usages, il s'agit tout autant de combattre que de convaincre et mobiliser les opinions internationales, on qualifie ces actions comme cyber-activisme, ou bien néo-militantisme. D'autre part, les médias traditionnels ont incontestablement été les principaux moyens des révolutionnaires ou des minorités pour dénoncer ce contre qui ils luttaient. Désormais, Internet leur donne les moyens de faire eux-mêmes ce que les médias traditionnels ont toujours fait : faire connaître leur cause dans le monde. Cela ne signifie pas que les médias traditionnels n'ont plus de rôle à jouer dans cette stratégie de communication, au contraire la presse et la télévision relève mieux encore qu'auparavant la propagande de ces groupes, une fois que ces derniers se sont fait entendre sur le *web*. Ainsi les médias traditionnels sont-ils devenus le « bonus » de la cyber-propagande (Huyghe, 2001).

Dans la mondialisation de la politique, l'originalité d'Internet, réside en la possibilité qu'elle offre aux groupes militants de s'organiser et de se coordonner en temps réel sur l'échelle internationale. Nonobstant, certains auteurs considèrent Internet comme un véhicule du discours que vise à accentuer la fragilité des systèmes sociaux. D'autres se demandent comment comprendre la nature et l'impact des médias, notamment d'Internet dans la participation démocratique. Selon Dominique Wolton, (1997 : 175) : « la longue bataille pour la démocratie a consisté à faire reconnaître le lien entre expression, communication et action. Pas de politique démocratique sans capacité d'expression des opinions, et sans communication entre les acteurs ». Mais la communication est également le produit d'une pratique sociale : les individus s'informent sur la société, se mobilisent pour la transformer, à travers leurs conditions d'existence ; les débats entre amis et camarades, les réunions publiques, les luttes collectives, sont autant de formes de « médias » alternatifs, susceptibles à ce titre de contredire et de combattre l'information officielle. Dans ce cas, Internet devient également un instrument alternatif, un vecteur de légitimation des groupes marginaux.

Au vu de ces discussions théoriques, quelques questions s'imposent : existe-t-ils des contradictions entre les manifestations de rue et le *cyberespace*, est-ce que les unes nourrissent l'autre ? Comment les individus deviennent-ils des néo-militants ? Quels sont les contextes de réception des destinataires du message électronique ? Est-ce qu'Internet augmente l'opportunité des individus à participer dans le débat politique ?

Les militants d'ATTAC-54

Nous tenterons de répondre à ces questions par l'analyse articulée de deux types de données : des récits des acteurs sociaux sur leur pratique militante et les entretiens enregistrées des adhérents de l'association ATTAC-54. Bien que les TIC offrent aux mouvements altermondialistes une tribune d'expression alternative pour s'organiser et éventuellement se montrer dans l'espace public médiatique, nous voudrions approfondir sur la façon dont les médias en général favorisent la consolidation de cet espace public et en quoi Internet modifie les modes de représentation de soi des militants. De manière empirique, à partir du cas précis d'ATTAC-54 il faudra d'abord, sur le plan conceptuel, l'analyser à la lumière des théories de

l'action collective, des NMS et de la politique contestataire. Ensuite il s'agira de répondre à quelques questions sur le passage du mouvement local à l'action transnationale Comment interpréter la reconfiguration du processus de cadrage des enjeux et des techniques de mobilisation ? Comment opère le renouvellement du répertoire de l'action collective et des stratégies des luttes ?

L'objectif de notre étude est d'approfondir la connaissance de communautés virtuelles et leur organisation, en étudiant les motivations et les attitudes suivies par les militants de l'association ATTAC-54. Pour ce faire, nous fixons les hypothèses suivantes : le souhait formulé par une personne de rejoindre un collectif en ligne est orientée par ses propres motivations ; sa volonté d'adhérer à une association est fonction de son image dans la société ; les potentialités techniques de l'outil informatique et les pratiques sociales de l'engagement distancié consolident les liens de solidarité entre adhérents ; les nouvelles pratiques informatiques d'Internet facilitent l'intégration des nouveaux adhérents d'une association et leur engagement à la problématique de la communauté locale ; Internet pourrait dynamiser, dans des groupes institués, l'émergence de nouvelles forces politiques ou sociales jusque-là dépourvues d'un dispositif mondialement structuré

L'analyse d'une situation d'enquête en tant qu'interaction sociale et son influence sur la production du discours renvoie aux différentes manières de définir cette situation. Nous travaillerons sur les motivations à l'engagement distancié dont la source la plus sûre et la mieux adaptée est, de loin, la parole militante. Pour atteindre cet objectif, nous avons choisi trois méthodes : l'observation participante, l'enquête par questionnaire et l'enquête par entretien semi directif.

L'étude de cas concerne principalement le collectif ATTAC-54 de Nancy. Les contacts avec les militants ont été faits selon des démarches différentes : lors des manifestations, par contact direct des militants de l'Association, et par Internet. Notre analyse se fonde sur l'observation participante menée en tant que sympathisante de l'association ATTAC 54 à Nancy de 2002 à 2007. Pendant cette période, l'assistance aux réunions internes, aux réunions publiques, ainsi que la contribution à l'organisation des actions militantes, telle la participation à des séances de discussion de spécialistes, permet de recueillir les données nécessaires au développement de l'étude empirique.

La constitution d'une base empirique codant ces observations s'avère pour nous fondamental. Notre questionnaire écrit, a été élaboré en utilisant le logiciel Modalisa. Nous avons fixé trois objectifs principaux, en plus des questions classiques, d'ordre sociographique et d'orientation politique. Le questionnaire (voir annexe) aborde sept thèmes : données socio-économiques ; usage d'Internet ; actions militantes ; participation à la vie civique ; usage des médias locaux ; rapport au politique et rapport aux TIC.

L'enquête quantitative Militantisme associatif a été réalisée sur un échantillon d'adhérents, militants ou sympathisants de l'association ATTAC-54, et tiendra comme objectif : l'analyse des motivations des adhérents au regard de leurs identité militante, afin de rendre compte de la diversité des parcours d'engagement et les moyens médiatiques utilisés pour y arriver. Les participants à cette enquête seront interrogés sur leur parcours militant, leur implication politique, leur usage des outils de communication et leur origine socio-économique.

Notre travail envisage de répondre aux questionnes posées ici notamment sur les mutations du militantisme et sur les pratiques médiatiques des acteurs de la société civile, dans l'occurrence ATTAC-54.

Première partie :
La construction de la mondialisation
Quelques notions pour comprendre l'évolution des dynamiques socio économiques et politiques à l'ère d'Internet

« Le chercheur n'est ni un prophète ni un maître à penser. Il doit inventer un rôle nouveau qui est très difficile : il doit écouter, il doit chercher et inventer ; il doit essayer d'aider les organismes qui se donnent pour mission – de plus en plus mollement, malheureusement, y compris les syndicats – de résister à la politique néolibérale ; il doit se donner comme tâche de les assister en leur fournissant des instruments. En particulier des instruments contre l'effet symbolique qu'exercent les « experts » engagés auprès des grandes entreprises multinationales »[2].

Je doute fort qu'il existe même quelque chose de nouveau au sein du système capitaliste qu'on pourrait appeler mondialisation[3].

I.1. Introduction : l'état des lieux d'un concept passe partout

Ce premier chapitre vise à donner une idée générale des axes principaux qui ont orienté la pensée sur la mondialisation et la manière dont ils ont été abordés tout au long des deux dernières décennies du XXe siècle, autant par le discours scientifique que médiatique. Nous allons retracer les transformations auxquelles sont sujettes les arènes médiatiques[4] nationales et internationales sur l'influence hypothétique des technologies en information et communication (TIC). Transformations qui suscitent des questionnements concernant la modification de l'opinion publique vis-à-vis de la mondialisation ? Y a-t-il par conséquent l'émergence des nouveaux espaces publics ? Pourrions-nous parler d'espaces élargis et entretenus par une sorte de discussion « globale »? Les mouvements sociaux transnationaux d'opposition à ce phénomène, connus depuis 2001 comme mouvements « altermondialistes » sont-ils inclus dans cette catégorie ? Situer le phénomène de la « mondialisation » historiquement, connaître les termes utilisés par les chercheurs de diverses disciplines afin de découvrir les causes, repérer les effets et envisager les conséquences, sont les éléments constitutifs de cette partie.

[2] « Pour un savoir engagé », Pierre Bourdieu, *Manière de voir*, 104, Avril - mai 2009.
[3] « La mondialisation n'est pas nouvelle ». Postface à la 2e édition du livre : *Le capitalisme historique*, Paris, Éd. La Découverte, 2002.
[4] Pour André Gosselin « Les arènes de la communication sont constituées par l'ensemble des dispositifs, des formules, des cadres, des règles et des stratégies qui définissent les situations d'interaction où les discours des acteurs politiques peuvent se confronter, se diffuser publiquement et s'évaluer » (Gosselin, 1995 : 18).

L'affluence dans le message médiatique de diverses acceptions du mot « mondialisation » c'est fortement accru à partir de l'année 2001. Les mots « internationalisation », « mondialisation », « globalisation » renvoient à l'image d'un monde unique, au travers du flux quotidien des messages. Ce point de vue « global » s'étend à peu près partout (par exemple dans les modes alimentaires, vestimentaires, langagières) tout en privilégiant quelques paradigmes, stylistiques, moraux, esthétiques, qui nourrissent la dite culture de la mondialisation.

Les commentaires constants du phénomène « global » dans les médias (journaux, télévision, radio, Internet[5]) font penser à l'émergence d'une « discussion globale », amplement étayée par les représentants politiques partout dans le monde, pour lesquels l'usage des « autoroutes de l'information[6] » est devenu essentiel pour l'élargissement du débat politique. Parmi les déclarations plus marquantes allant en ce sens, le discours du vice-président américain Al Gore (en fonction du 20 janvier 1993 au 20 janvier 2001), fait référence à cette « conversation globale » dans laquelle toute personne aurait son mot à dire dans « *a new Athenian Age of democracy* », et également à la promesse d'une « démocratisation de la démocratie » (Gore, 1995).

> *"The Global Information Infrastructure ...will circle the globe with information superhighways on which all people can travel. These highways ...will allow us to share information, to connect, and to communicate as a global community. From these connections we will derive robust and sustainable economic progress, strong democracies, better solutions to global and local environmental challenges, improved health care, and - ultimately - a greater sense of shared stewardship of our small planet. The GII [Global Information Infrastructure] will spread participatory democracy. In a sense, the GII will be a metaphor for democracy itself" (Gore, 1995)*[7].

[5] Internet est le réseau informatique planétaire, issu du réseau Arpanet, crée en 1968 par le département américain de la Défense pour relier ses centres de recherche. En français, l'application d'une majuscule à Internet est parfois débattue, il y a eu diverses publications au Journal officiel de la République française. L'une d'elle indique qu'il faut utiliser le mot Internet comme un nom commun, c'est-à-dire sans majuscule. Par ailleurs, l'Académie Française recommande l'usage de « l'internet », comme on dit habituellement « le *web* ». À l'origine, la graphie avec majuscule s'est imposée pour souligner son caractère unique. Plus récemment, la graphie avec minuscule a fait son apparition dans la presse francophone et sur Internet. Actuellement, les deux graphies coexistent dans l'usage, s'Internet est considéré comme une entité unique (nom propre), on choisit la majuscule, et s'Internet est considéré comme un média qui permet d'envoyer et de recevoir de l'information, parmi d'autres, on choisit la minuscule (nom commun). Dans ce travail nous privilégierons la graphie avec majuscule.

[6] La métaphore des « Autoroutes de l'Information », forgée par Al Gore vice-président des États-Unis, assimile la circulation de ces informations numériques à celles des voitures sur des voies de circulation de grande capacité.

[7] L'infrastructure globale de l'information ... entourera le globe avec les autoroutes de l'information sur lesquelles toutes les personnes pourrons voyager. Ces autoroutes ... nous permettront de partager l'information, de nous connecter, et de communiquer en tant que communauté globale. De ces connexions nous tirerons le progrès économique robuste et stable, des démocraties fortes, de meilleures solutions aux défis environnementaux globaux et locaux, des services médicaux améliorés et - en fin de compte - un sens plus grand de gestion partagée de notre petite planète. Le GII [l'Infrastructure globale de l'information] étendra la démocratie participative. Dans une certaine mesure, le GII sera une métaphore pour la démocratie elle-même. (Traduction personnelle)

Quant le thème de la mondialisation est abordée dans ce type de discussion globale (Robertson, 1992 ; Giddens, 1994 ; Holton, 1998 ; Castells, 2001), il réunit fréquemment deux termes différents, mondialisation et globalisation, dans un débat habituellement chargé de connotations complémentaires parfois, opposées souvent. Il n'est donc pas surprenant que lorsque nous essayons d'aborder de manière critique ces références, la première difficulté à laquelle nous sommes confrontés est celle de la multiplicité des significations, la juxtaposition et l'imbrication des sens codés et des connotations des mots.

De la même manière, dans la communauté scientifique, les termes mondialisme, mondialisation, globalisation, internationalisation, et parfois globalisme sont utilisés de façon indifférenciée dans pratiquement toutes les disciplines de l'économie à la sociologie, en passant par l'anthropologie, les sciences politiques, l'histoire, la géographie, les études urbaines, la linguistique, la communication et la philosophie. Ceci a généré l'apparition d'un certain chaos sémantique qui s'étend jusqu'à nos jours. Pour Robert J. Holton, (1998), il s'agit du « *globe-talk* », quant à Ankie Hoogvert (2001), il est question de « *globe-babble* » terme qui permet d'expliquer la pénétration du discours « global » dans toutes les sociétés.

Il n'est pas difficile de constater que les divergences sur la nature de la mondialisation portent tout d'abord sur la polysémie du terme. En effet, il paraît délicat de retenir une définition sur laquelle tout le monde s'accorderait et qui soit suffisamment porteuse de sens. Et pourtant, la plupart des auteurs, toute discipline confondue, s'accordent à considérer la mondialisation comme un processus multidimensionnel aux aspects divers : économique, financier, social, politique et culturel, avec des centres d'action et des acteurs multiples (Held, [1995] 2008 ; Beck, [1997] 2000 ; Appadurai, [1996] 2005 ; Assayag, 2005). Dans cette partie de notre travail nous nous référerons aux auteurs cités et nous étudierons la mondialisation en tant que processus, ce qui permettra de la situer dans un cadre historique, tout en gardant l'aspect culturel comme axe principal de recherche.

Etant donné sa complexité, il s'avère nécessaire de considérer la constitution progressive du sens du terme à partir des significations que des auteurs dans les différentes disciplines lui attribuent, lorsqu'ils prennent la mondialisation comme objet d'étude. En partant de la thèse que celle-ci n'est pas une invention du XXe siècle (Braudel, 1985 ; Vindt, 1998 ; Bénichi, 2003) sinon un processus de longue durée qui remonte loin dans le temps. Aussi est-il

nécessaire de retracer les phases de l'évolution capitaliste les dites « périodes globalisantes » qui l'ont précédée, à leur sujet Robert Holton (1998) parle de « *mini-globalizations* ».

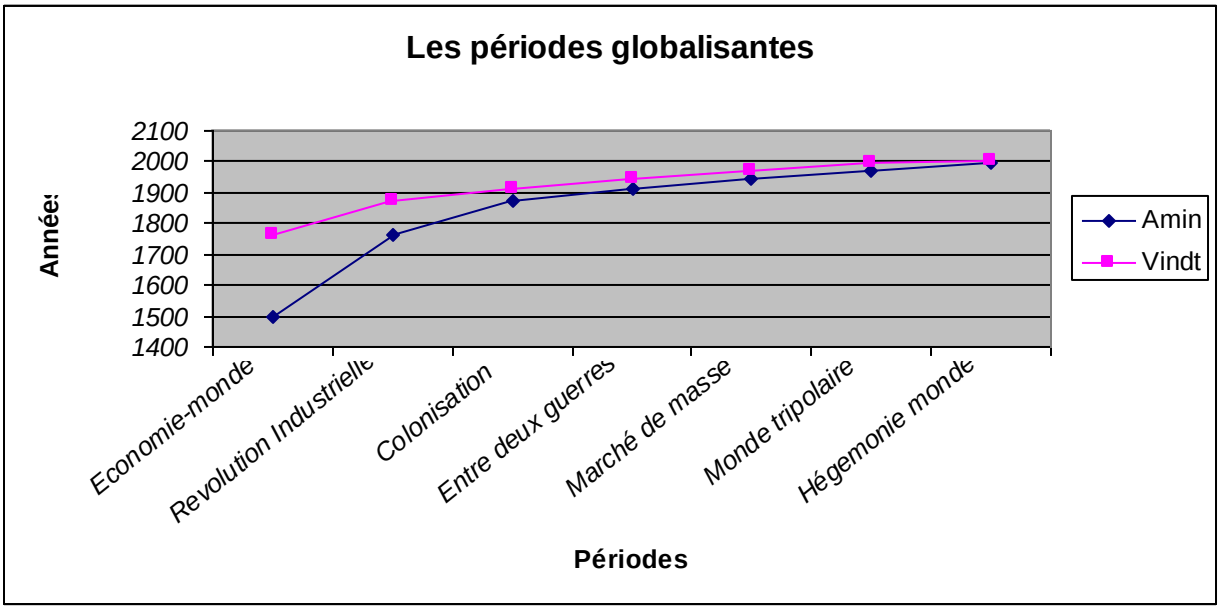


Figure I.1. Les périodes globalisantes.
Sources : Amin (2002) ; Vindt (1998).

La mise en perspective historique permettra ensuite l'analyse de ce qui a trait aujourd'hui à la mondialisation. Pour orienter notre réflexion, il est essentiel de prendre en compte les controverses et débats suscités par ce processus, tant au niveau théorique qu'au niveau social ainsi que les conséquences en termes économiques, et les répercutions sociales. Nous privilégions les argumentations contre la mondialisation, car pour des chercheurs comme Isabelle Sommier (2003), Éric Agrikoliansky (2004), Érik Neveu (2005), entre autres spécialistes de ces questions, l'essor des mouvements sociaux transnationaux des années 90 est lié en grande partie aux changements d'ordre international provoqués par ce processus.

Généralement abordé selon des perspectives économique, historique, géographique, politique, la mondialisation est incontestablement liée au développement des télécommunications, et considérée comme relevant de l'immatérialité, du flux instantané, de la fluidité des marchés, de la possibilité de communiquer en temps réel d'un bout à l'autre du « *global village* », bref de communiquer sans contraintes d'espace et de temps (Mc Luhan, [1989] 1970 ; Mattelart, 2000). L'importance du rôle des médias dans la mondialisation de l'information et de la

communication, telle qu'elle est exposée dans nombre d'ouvrages et d'articles écrits sur la mondialisation, est réduite très fréquemment à sa dimension économique. Le phénomène est décrit à travers l'essor des échanges économiques, la multinationalisation des entreprises, et la globalisation des marchés financiers.

Selon cette perspective, certains auteurs (Ohmae, 1990 ; Habermas, 1998 ; Cerny 2000 ; Senarclens, 2002) associent la mondialisation à l'affaiblissement, voire à la fin de la souveraineté étatique. C'est bien cette aspect de déclin qui est saluée par les auteurs les plus conservateurs notamment : Kenichi Ohmae (1995), Thomas Friedman (1999). Pour Philip Cerny (2005), l'effacement simultané des frontières et des privilèges de l'État-nation[8], « *competition state* », met en question et transforme sa capacité à établir de façon efficace les prises de décision et d'action collectives, car comme souligné par Paul Hirst et Grahame Thompson (1996), le système économique mondial devient entièrement autonome. Par ailleurs, le terrorisme international en tant que dimension d'un phénomène plus large, transforme le système international et la politique intérieure et conduit à l'apparition d'une nouvelle alternative de sécurité dans la politique mondiale, que Philip Cerny considère une sorte de « *neomedievalism* ».

La thèse du déclin de l'État-nation, qui aurait de moins en moins de pouvoir pour réguler les flux financiers et migratoires et imposer son autorité sur l'économie est notamment appuyée par des auteurs comme Manuel Castells (2001) et Scott Lash et John Urry (1994 : 325). Dans son ouvrage *Après l'État nation. Une nouvelle constellation politique*, Jürgen Habermas (1998 : 56) avance que « Le terme de mondialisation évoque en effet l'image de rivières en crue qui sapent les contrôles aux frontières et risquent de provoquer l'effondrement de l'édifice national ». Pour le philosophe, la mondialisation mettrait ainsi en cause, sinon la légitimité du processus démocratique, du moins la souveraineté telle qu'elle s'est inscrite dans le cadre de l'État-nation.

Le registre des fondements et des bienfaits de l'État, discussions quasi permanentes depuis les années 60, qui vont de la désacralisation de l'État moderne étudié par François Demers (1995) aux propos plus caustiques d'auteurs comme Thomas Friedman (2006 : 37) : « On pourrait

[8] L'État-nation est une communauté dotée d'un territoire d'exclusion défini par des frontières physiques et pourvu de compétences spécifiques qui définissent sa souveraineté, affirmé par un monopole de violence légitime qui ne lui sera pas contesté de l'extérieur. L'État-nation n'existe que grâce au consensus de l'ensemble des États-nations pour le définir, l'identifier et le reconnaître.

s'en passer depuis longtemps de l'État-nation », encouragent la coopération des autres acteurs constitutifs de la société démocratique : les forces du marché et les organisations émanant de la société civile et plus précisément des organisations non gouvernementales (ONG)[9].

Pour Pierre de Senarclens « au cours des dernières décennies du XXe siècle, l'irruption des ONG sur la scène internationale a constitué un phénomène politique et social de grande importance. L'organisation des Nations Unies (ONU)[10], et les institutions spécialisées, ont marqué cette évolution s'imposant comme « la galaxie des ONG », image qui traduit bien les rapports nécessaires et complexes entre ces deux types d'organisation » (Senarclens, 2002 : 41). Les ONG s'emploient à mobiliser des réseaux d'experts pour rassembler des données et des analyses susceptibles d'éclairer des situations contraires aux conventions et aux idéaux dont se réclament les Nations unies, par exemple certaines études produites par Médecins sans frontières (MSF)[11]. Elles ont souvent un poids indéniable dans la mise en œuvre des instruments juridiques adoptés par les États. Ainsi la convention sur les mouvements transfrontaliers et la gestion des déchets dangereux adoptée sous l'égide des Nations unies a-t-elle été conçue par le secrétariat de *Greenpeace*[12].

Ces organisations forment occasionnellement des coalitions transnationales contre certaines politiques propagées sous l'égide du Fond monétaire international (FMI)[13], la Banque mondiale (BM)[14], l'Organisation mondiale du commerce (OMC)[15] durant des contre sommets

[9]Ces organisations oeuvrent dans le domaine de l'aide au développement et de la lutte contre la pauvreté dans le pays du Sud, de la défense de l'environnement, de la solidarité, de la promotion du commerce équitable, de la défense des droits de l'homme, de la condition féminine ou des minorités sexuelles. Leurs activités les conduisent à identifier certains éléments associés à la mondialisation comme étant parmi les causes des difficultés subies par les populations qu'elles aident (Fougier, 2002).

[10] L'Organisation des Nations Unies (ONU) est fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondial. Instrument permettant de maintenir la paix et d'assurer la coopération internationale, composée de six organes principaux, dont les plus importants sont l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

[11] Médecins sans frontières (MSF) est créé à l'issue de la guerre du Nigéria-Biafra, en 1971, par des médecins de la Croix-Rouge française, en partie parce que certains croyaient que des secours suffisants n'avaient pu parvenir au Biafra pendant la guerre civile nigériane, car le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se préoccupait trop d'obtenir l'accord de la partie fédérale. À l'aide d'urgence se superpose le devoir de témoigner publiquement, une attitude qui s'apparente en l'occurrence à un service involontaire de propagande au profit de la cause sécessionniste biafraise. En 1979, après des débats internes très animés, MSF opte majoritairement pour une structure indépendante et plus opérationnelle, se séparant dans la foulée des « légitimistes » informels de la première heure, incarnés par Bernard Kouchner (Weber, 1995).

[12]Organisation non gouvernementale fondée en 1971 à Vancouver (Canada) par des opposants aux essais des bombes atomiques. Depuis cette organisation est un des principaux auteurs en faveur de la préservation de la nature et des espèces menacées dans le monde (Ferrante, 2000).

[13] Le Fond monétaire international (FMI) est né en 1944 avec la signature des accords de Bretton Woods, afin de garantir la stabilité du système monétaire international. Après 1976 et la disparition d'un système de échange fixe, le FMI est maintenu, parmi ses fonctions : il impose ses programmes d'ajustement structurels et l'intervention financière pour aider des États touchés par une crise financière. Son mode de décision est celui d'une répartition des droits de vote en fonction du montant de la cotisation des États membres.

[14] Créée en 1944 à Bretton Woods, dans le cadre d'un nouveau système monétaire international, la Banque possède un capital apporté par les pays membres et surtout emprunte sur les marchés internationaux des capitaux. La Banque finance des projets

et des grandes manifestations. Des organisations très diverses – partis politiques, syndicats, organisations non gouvernementales (ONG), associations, organisations humanitaires, médicales et de développement, écologistes, féministes, de défense des droits de l'homme, de lutte contre le racisme, etc. – participent à de telles rencontres. Ce phénomène, souvent présenté comme la naissance d'une société civile et d'une opinion publique internationales, se caractérise essentiellement par son rejet de la gestion libérale de l'économie (privatisation, dérégulation, ouverture commerciale). Il s'articule autour d'une opposition entre le marché et la figure emblématique du citoyen, et se concentre sur les conséquences d'une mondialisation tirée de l'économie, la finance et le commerce. Dans ces sommets, les priorités choisies par la communauté internationale *via* les institutions financières et commerciales (FMI, BM, OMC) et les cadres de coopération comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)[16] et le groupe des pays les plus riches de la planète (G8)[17], sont clairement questionnées par l'opinion publique[18] et remises en cause par les mouvements sociaux et citoyens, englobés dans le terme « anti-mondialistes ». Récemment, le terme « alter mondialisation » apparu depuis 2001, est utilisé pour remarquer que l'opposition n'est pas contre la mondialisation comme telle mais plutôt contre la « mondialisation libérale ».

C'est sur ces fondations que s'édifient les principaux effets et conséquences de la mondialisation, particulièrement la stratification de l'économie (Held, [2004] 2005) et la montée des inégalités (Castells, [1997] 1999). Ce sont précisément ces inégalités entre les

---

sectoriels, publics ou privés, à destination des pays du Tiers Monde et des ex-pays dits socialistes. Avec l'accroissement de l'endettement, la BM a, en accord avec le FMI, développé ses interventions dans une perspective macro-économique. Ainsi la Banque impose-t-elle de plus en plus la mise en place de politiques d'ajustement destinées à équilibrer la balance des paiements des pays lourdement endettés.

[15] L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la seule organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'Organisation se trouvent les Accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but est d'aider les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités.

[16] L'OCDE a remplacée l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), crée en 1947, afin d'administrer l'aide américaine et canadienne dans le cadre du Plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Elle a pour mission d'aider les gouvernements à réaliser une croissance durable de l'économie et de l'emploi et de favoriser la progression du niveau de vie dans les pays membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à favoriser ainsi le développement de l'économie mondiale.

[17] Proposé par la France en 1975, le G8 est un groupe informel de discussion entre les chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus industrialisés. Le G8 a pour objectif d'identifier les mesures à prendre sur les grandes questions touchant à la mondialisation et de favoriser leur mise en œuvre dans les organisations internationales compétentes. Les membres du G8 représentent ensemble 15% de la population mondiale, 65% du PNB, 40% des droits de vote à la Banque mondiale. Sans personnalité juridique, ni secrétariat permanent, le G8 ne prend pas de mesures de caractère obligatoire.

[18] David Zaret (1996), dans un article iconoclaste a analysé l'émergence d'un « espace public », comme le rôle décisif de l'usage, ou plutôt du piratage, du droit de pétition comme outil d'« invention de l'opinion » publique lors de la première révolution anglaise au XVIIe siècle. L'un des éléments centraux de la thèse de Zaret consiste à montrer que la subversion du droit de pétition est historiquement l'élément fondateur d'une opinion publique. Celle-ci est une fiction discursive, elle n'existe que mise en énoncé dans un discours public « L'opinion publique veut ceci ». Mais des individus mobilisés (auteurs, diffuseurs, signataires, lecteurs, auditeurs) participent simultanément à donner corps à cette fiction. La pétition est une médiation entre ce que Zaret désigne comme les mouvements nominaux et réels de l'opinion publique.

pays riches et les pays pauvres, entre le Nord et le Sud, voire l'Est, qui suscite une vive opposition à la mondialisation. Pour Giovanni Busino (2006), ce sont les groupes situés à chaque extrémité de l'éventail social qui sont les plus menacés par les bouleversements et les disparités économiques, qui ont contribué au développement des conflits sociaux émergeant au cours de la dernière décennie du XXe siècle. Ainsi, sous le masque faussement intégrateur de la mondialisation, observe-t-on d'énormes disparités économiques et sociales, de même que les processus de fragmentation identitaires et d'appropriations spécifiques de différents contenus ou éléments de styles de la culture mondialisée. Face aux chocs entre modèles traditionnels et systèmes culturels importés, l'on voit se multiplier les affirmations de particularismes et les revendications identitaires (Castells, [1997] 1999 ; Proulx, 1999).

L'apparition de réseaux mondiaux d'opposition à la mondialisation, d'abord au Chiapas en 1994 contre l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)[19], puis à Seattle en 1999 contre l'OMC, ont en quelque sorte lancé le mouvement des manifestations massives « altermondialistes », qui s'est poursuivi avec le rassemblement de Gênes en 2001 contre le sommet du G8 puis à Davos et Porto-Alegre. Ces évènements ont fait l'objet d'une intense couverture médiatique qui a permis de donner à ces mouvements une résonance à l'échelle mondiale, et ont attiré l'attention sur le potentiel des technologies en information et communication (TIC), en particulier du réseau Internet dans les opérations de mobilisation sociale internationale.

Organisées à travers les structures transnationales accomplissant les stratégies mobilisatrices et le *leadership*, ces manifestations ont complètement transformé la compréhension des rapports entre l'État et le mouvement social. Ces événements démontrent comment les politiques au niveau global influent sur une grande variété d'acteurs sociaux locaux et nationaux, et en même temps posent la question de la pérennité des mobilisations au-delà des frontières nationales, et du dépassement des divisions culturelles et de classe (Smith, 1997). Désormais, la contestation est à la fois localisée, nationalisée et mondialisée à la manière de la mondialisation économique, qui traverse les frontières géopolitiques. Les mouvements altermondialistes se diffusent aussi de manière transnationale, et sont vus comme un appui à

[19] En janvier 1994, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont lancé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et formé ainsi la plus vaste zone de libre-échange du monde. L'Accord renferme un échéancier ambitieux en vue de la suppression de la plupart des tarifs et d'une réduction des barrières non tarifaires, de même que des dispositions globales sur la conduite des affaires dans la zone de libre-échange. Elles comprennent notamment des règles portant sur les investissements, les services, la propriété intellectuelle, la concurrence, les mouvements transfrontières, les approvisionnements gouvernementaux, et un mécanisme amélioré de règlement des litiges.

la démocratie et à la solidarité entre les peuples dans différents pays et favorisant par là, l'émergence de ce que Sidney Tarrow (2000) appelle la « société civile mondiale ». Cet auteur évoque « qu'à l'ère de la diffusion à l'échelon mondial, des programmes de télévision, d'Internet et du courrier électronique, les structures politiques à l'échelon national peuvent être remplacées par leurs équivalents transnationaux pour réaliser des actions collectives » (Tarrow, 2000 : 212). Toujours selon Sidney Tarrrow (Tarrow, 2000 : 215), « l'État-nation est peut être en train de perdre sa capacité à circonscrire et à structurer l'action collective. Cette incapacité croissante des États à contrôler l'économie mondiale a permis à des individus et à des groupes d'avoir accès à de nouvelles sortes de ressources pour organiser des actions collectives par delà les frontières. Il s'agit notamment des voyages à l'étranger, des contacts avec des personnes partageant la même opinion dans d'autres pays et d'un savoir faire croissant dans le maniement de la communication transnationale ».

Plusieurs auteurs considèrent que, dans ces événements, les médias ont joué un rôle primordial, car ils sont devenus une institution économique centrale des sociétés partout dans le monde. De son côté, Serge Proulx (1999 : 145) considère l'espace médiatique à la fois comme un espace économique et stratégique, mais aussi comme un lieu pratiqué par des imaginaires spéculatifs et faisant l'objet d'une négociation dans un ensemble infini de possibilités (De Certeau, 1990). Cet aperçu de l'espace médiatique semble reproduire le modèle de la « turbulence globale » que James Roseneau (1990) propose de la mondialisation : un monde devenu unipolaire, après la guerre froide, mais turbulent et multicentrique**,** qu'induit selon la pensée de Arjun Appadurai ([1996] 2005) à l'émergence de nouveaux territoires ethniques et culturels et construit des identités mixtes et complexes tout en révélant de nouveaux imaginaires, engendrés par l'usage massif des médias électroniques, où l'image devient le principal vecteur social de la communication. Des nouvelles communautés, voire de nouveaux mondes sont inventés, mondes qui combinent le local et le global dans un enchevêtrement de « *scapes* », définies par Arjun Appadurai (2005 : 70) comme : « […] des flux culturels globaux ». Le terme –*scape*-, tiré de *landscape*, « paysage », permet de mettre en lumière les formes fluides, irrégulières des paysages sociaux, formes qui caractérisent le capital international. Il s'agit pour cet auteur de « […] constructions profondément mises en perspective, infléchies par la situation historique, linguistique et politique de différents types d'acteurs : États-nations, multinationales, communautés diasporiques, certains groupes et mouvements sous nationaux (qu'ils soient religieux,

politiques ou économiques), et même des groupes plus intimes comme les villages, les quartiers, les familles » (Appadurai, 2005 : 71).

Selon cette approche, la culturelle globale, comme ses spécificités locales, se caractériserait aujourd'hui par les disjonctions entre cinq « *scapes* » à construction irrégulière, des paysages d'ethnies, de médias, de technologies, de finance, d'idéologies : *ethnoscapes*, *mediascapes*, *technoscapes*, *finanscapes* et *ideoscapes*, où des nouvelles situations sont crées à partir des brassages entre eux. Les flux médiatiques qui sont à la fois la conséquence de la distribution des moyens électroniques pour produire et disséminer de l'information, désormais accessibles à un nombre croissant d'intérêts publics et privés à travers le monde, et les images du monde crées par ces médias (Appadurai 2005 : 76), constituent, selon nous, le principal fondement à la question capitale « […] quelle est la nature du *local* en tant qu'expérience vécue dans un monde globalisé et déterritorialisé ? (Appadurai 2005 : 96) ».

L'offre informationnelle globale occupe un marché caractérisé par la production et consolidation de la différence et de la variété sur des marchés segmentés, donc par l'internationalisation et la fragmentation des publics, dénommée au début des années 90 par Ronald Robertson (1995) par le terme « *glocalization* »[20] concept qu'on retrouve à la fin des années 90, chez des auteurs tels que Zygmunt Bauman (1999), Barry Wellman (1999), et plus récemment Clifford Geertz (2003), Jackie Assayag (2005) Thomas Friedman ([2005] 2006) entre autres. En langue française le terme glocalisation, dans certaines disciplines comme l'anthropologie (Tardif, 2006), la philosophie (Virilio, 1996), la sociologie (Galland, 1995) les sciences de l'information et de la communication (SIC) (Macé, 2006), les sciences politiques (Fougier, 2004 ; Beck, 2000), les ouvrages qui font référence, reste limité ; ce qui nous amène à nous questionner sur l'acceptation du terme et du concept, ainsi que sur sa diffusion, en comparaison aux études réalisés ailleurs. Parmi ces auteurs, l'approche de Blaise Galland (1995) sur le processus de la glocalisation caractérise l'effet des TIC sur l'aménagement du territoire comme une nouvelle phase de l'évolution urbaine dans « un processus double par lequel la ville se décharge de sa fonction de production, d'échange et de traitement de l'information en la déplaçant dans le cyberespace, tout en développant, conséquemment, de nouvelles formes d'organisations socio spatiales au niveau local »

[20] La notion serait issu du terme japonais *dochakuka* (dérivé de *dochaku*, « vire sur sa propre terre ») qui fait référence à l'adaptation d'une technique agricole aux conditions locales ; il à été repris par les hommes d'affaires nippons dans les années 80 (Robertson, 1992).

(Galland, 1996 : 4). A ce nouveau mode d'échange permis par le cyberspace, correspondrait une réorganisation de l'espace vécu, qu'il soit privé ou public, et la notion de glocalisation sert à analyser la manière dont les acteurs sociaux construisent des formes identitaires et institutionnelles dans le contexte de la mondialisation, conçue en termes multidimensionnels.

Pour des auteurs comme Arjun Appadurai (2001) et Jackie Assayag (2005), la glocalisation, comprise en tant que production et consolidation de la différence et de la variété sur des marchés segmentés, est ainsi devenue l'ingrédient essentiel du capitalisme contemporain. Paradoxalement, l'agencement des nouvelles formes d'organisation s'appuie sur l'existence d'un système médiatique largement imprégné par les valeurs économiques et financières. Désormais, l'industrie des médias et de la communication devient un élément important du fonctionnement économique. Ce concept permet d'articuler des aspects de macro échelles et de micro échelles du monde social, connections souvent obscurcies par l'approche économique de la mondialisation représentée par les macro processus, tel que le marché mondial, les entreprises multinationales ou encore les accords des organisations internationales, en opposition aux microprocessus particuliers, les communautés en l'occurrence. En bref, la glocalisation permet de concilier les dichotomies global/local, macro/micro et homogénéité/hétérogénéité qui nuisent amplement l'analyse de la mondialisation.

L'impact créé par les TIC fait converger « l'offre médiatique globale » et les multiples supports d'information, en intégrant à la fois un nouveau système de communication et un nouveau système de diffusion. Dans cet éventail, Internet, avec sa particularité de donner accès à un public de plus en plus chaotique, éparpillé et embrouillé dans sa composition, virtuellement infini, dont l'échelle est la planète, et de permettre aux médias anciens une visibilité et une accessibilité sur le réseau mondial, encourage ainsi la multiplication de l'offre de produits culturels sur le marché global, ayant comme conséquence l'ouverture « d'un système d'exploitation qui risque de bouleverser le modèle industriel et stratégique du monde de la communication » (Tardif, 2006 : 277). Ce panorama conduit à réfléchir aux paradoxes de la mondialisation culturelle : d'un côté, la mondialisation des médias permet l'exportation des incitations à consommer et à adhérer aux valeurs de la société de consommation, d'un autre, l'intensification du message médiatique fait que les conditions de sa réception, imposées par le contexte de la mondialisation ne peuvent se formuler qu'en pensant simultanément les dimensions « locale » et « globale » du phénomène, comme souligné par

Peter Dahlgren (2000), Eric Macé (2006), Armand Mattelart (2007), Serge Proulx, (1999), entre autres. À noter également l'existence de termes alternatifs pour designer le même phénomène comme la notion d'« assemblage » proposée par Saskia Sassen (2004) à propos des strates multiples d'espaces et de temporalités dans chaque contexte concret. Cet auteur déconstruit le phénomène de la mondialisation en des lieux stratégiques, dans lesquels les processus à l'œuvre dans la mondialisation prennent leurs racines, et des relations qui relient ces lieux entre eux. L'ensemble de ces lieux se traduit par une nouvelle géographie économique, typique de la mondialisation, qui met en évidence le fait que ce phénomène ne constitue pas une réalité achevée, planétaire. À cette géographie en mouvement, Saskia Sassen annexe le cyberspace.

Du point de vue spatial, nous assistons à une très forte dispersion des activités économiques, et ce au niveau des grandes villes, comme au niveau des États ou au niveau planétaire. Le monde de la communication en est affecté, cette dispersion est à l'origine d'une demande de territoires d'un genre nouveau, à savoir des lieux conçus pour centraliser l'ensemble des activités de direction et de contrôle. En effet, les marchés, qu'ils soient nationaux ou mondiaux, et de manière générale, toutes les organisations d'envergure mondiale ont besoin de ces lieux pour que le travail spécifique qu'implique le processus de mondialisation puisse s'effectuer. C'est l'émergence d'une nouvelle entité qui intègre et dépasse la vieille économie internationale, qui ne reconnaît plus les dichotomies entre l'interne et l'externe, entre le domestique et l'étranger (Michalet, 2007). Une autre contradiction se manifeste par le discours des partisans d'une mondialisation heureuse, et la réplique des convaincus de l'horreur globalisée, comme témoigne la publication en France des ouvrages parus la même année : *La mondialisation heureuse* de l'auteur Alain Minc (1997), ainsi que *L'horreur économique* écrit par Viviane Forrester (1996).

Lorsqu'on examine la profusion du discours sur la mondialisation, ce qui frappe c'est la convergence des représentations données, fréquemment équivalentes, autant par les causes que par leurs conséquences et effets. Comme souligné par Immanuel Wallerstein, dans son ouvrage *Comprendre le monde Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, publié en 2005[21] :

[21] Presque deux décennies après la sortie de son ouvrage majeur *Le capitalisme historique* en 1988.

> « Les médias, tout comme les chercheurs en sciences sociales, nous répètent à l'envi que deux phénomènes dominent le monde dans lequel nous vivons depuis les dernières décennies du XXe siècle : la mondialisation et le terrorisme ».

Dans cette conjoncture, il semblerait que, grâce aux médias, la mondialisation et le terrorisme deviennent équivalents, autant que mondialisation et immigration clandestine, mondialisation et crises financières, mondialisation et catastrophes écologiques, mondialisation et homogénéisation culturelle etc. Mais si les causes et les effets de la mondialisation sont de plus en plus difficiles à distinguer, la tendance dominante est de considérer tout au même niveau : des produits d'un marché à étendue planétaire.

A la lumière de ces observations, des vastes questions apparaissent : Quelle est la nature du rôle joué par les médias dans l'étayement du message politique sur la mondialisation ? Comment les médias véhiculent-ils le discours sur la mondialisation, et quelle réalité nous présentent-ils ? Est-ce que la lutte contre la mondialisation peut être perçue comme la lutte contre la pensée unique véhiculée par une *overclass* médiatique (Bernard, 2002) finançant « les théories qui valorisent son action » ? Peut-on parler d'un discours international ? Comment devons-nous interpréter de façon critique et théoriser la complexité du « discours global », y compris les lieux et les processus de production et les nouvelles pratiques discursives ? Quelles sont les caractéristiques du cadre institutionnel, privé ou public, qu'appuient la diversité et la complexité de ce discours, aussi bien dans sa dimension globale que locale ?

C'est autour de ces interrogations que ce chapitre est articulé. Les questions sont à la fois d'ordre théorique et méthodologique, la réponse à celles-ci permettra de délimiter scientifiquement le flux discursif global. Mais, préalablement, l'étude de l'évolution du sens des termes mondialisation, alter mondialisation, glocalisation sous l'angle des travaux en sciences de l'information et de la communication (SIC), chez des auteurs tels que : Armand Mattelart (1995), Manuel Castells ([1996] 1998), Ignacio Ramonet (1997), Arjun Appadurai, ([1999] 2005 ; 2001), Eric Macé (2006), s'avère fondamentale pour clarifier l'état actuel du dénommé « discours global ».

I.2. La terminologie et ses origines

Dans l'ouvrage *La Mondialité,* paru en 1977, les auteurs Louis Périllier et Jean Jacques Tur, situent l'origine moderne de la notion mondialisation en France, au cours des années 70, dans le contexte politique qui a suivi le premier choc pétrolier. C'est au cours d'une réunion de presse le 24 octobre 1974 que le Président de la République française Valéry Giscard d'Estaing déclare : « l'interdépendance croissante des États et des peuples prouve jour après jour qu'il y a « mondialisation », « planétarisation » des problèmes ». La presse écrite s'empare du terme le lendemain de cette déclaration, car il apparaît à la Une du journal *Le Monde* du 26 octobre 1974 :

> Une approche « mondialiste ». La perspective du président de la République est mondialiste. Aucun pays ne peut tirer seul son épingle du jeu. Tous, pauvres ou riches, producteurs ou consommateurs de pétrole, sont forcés de trouver ensemble une solution globale à un problème global. *Le Monde*, 26/10/74.

Selon Giovanni Busino (Mercure, 2001 : 167), « le terme mondialisation et son compère globalisation, au sens que nous leur attribuons, ont fait leur apparition dans le vocabulaire français dès la fin des années 50. D'emblée, ces termes ont désigné une situation de crise marquée par l'apparition de pouvoirs et de nouvelles contraintes (économiques, financiers, scientifiques, culturels) ainsi que par des cadres de vie inédits indiscernables et pourtant bien concrets, tels que le nivellement et l'uniformisation des phénomènes, le durcissement de la compétition économique, les inégalités des conditions de production, la circulation non maîtrisable des capitaux, etc ».

Pour James Petras ([2001] 2002), le terme mondialisation «est à la fois descriptif et normatif, de sorte qu'il sert à la fois d'explication […] et d'idéologie, dominant à présent la pensée, les pouvoirs et la pratique politiques ». Selon cet auteur, à manière de description, ce terme s'applique à l'élargissement et à l'approfondissement des flux internationaux du commerce, des capitaux, de la technologie et de l'information dans un modèle unique mondial intégré. Au moyen d'expressions comme « village global », elle identifie aussi bien un ensemble de changements produits par les dynamiques du développement capitaliste que la diffusion de valeurs et de pratiques culturelles associées à ce développement. Dans ce contexte, on fait souvent référence aux changements dans l'organisation capitaliste de la production et de la société, aux extensions d'un processus d'accumulation du capital qui, jusqu'alors, jouait

surtout au niveau national et se maintenait dans les limites géographiques de l'Etat, et dans celles que celui-ci imposait, grâce à ses pouvoirs régulateurs. En tant que norme, la « mondialisation » implique la libération des marchés nationaux et du marché mondial, suivant la croyance que la libre circulation du commerce, des capitaux et de l'information produira le meilleur résultat pour la croissance et le bien être de l'humanité.

C'est à partir des années 80, et notamment dans la dernière décennie du XXe siècle, que le système de l'économie de marché va s'imposer partout dans le monde et s'accentuer avec la création d'organismes à vocation mondiale de surveillance des échanges commerciaux et de finances. La politique de libéralisation du commerce, imposée par les marchés financiers, les grandes entreprises multinationales et les organisations internationales, est désignée partout par les termes : internationalisation, mondialisme, mondialisation, globalisation, et parfois globalisme. Nous résumons dans le Tableau I.1 l'évolution des termes entre 2004 et 2007. Les données ont été obtenues en lançant une recherche par mot-clé sur le moteur de recherche Amazon.com.

Amazon.com (USA)	Année 2004	Année 2007	Amazon.fr (France)	Année 2004	Année 2007
Internationalization	5486	4734	Internationalisation	36	97
Globalisation	15441	13165	Globalisation	66	691
Worldisation	36	83	Mondialisation	625	1085

Tableau I.1. Le nombre de citations des termes dans Amazon.com
(Données enregistrées le 18/01/2004 et le 3/09/2007)

Notre réflexion sur la mondialisation commence par retracer historiquement l'apparition des mots associés à ce processus. Dans la langue française existent trois termes : internationalisation, mondialisation et globalisation, même si ceux-ci ne sont pas synonymes, car ils désignent des réalités différentes, ils sont généralement employés sans distinction. L'utilisation d'un même terme pour désigner des objets différents ne peut qu'interpeller le chercheur. Lorsqu'une même notion est utilisée pour désigner des objets par ailleurs considérés comme très différents, deux explications sont possibles. Soit les objets en question sont mal observés, mal analysés et mal compris, soit l'outil servant à mener ces observations et à développer ces analyses n'est pas utilisé avec suffisamment de rigueur. Nous considérons que les conditions historiques et les rapports d'inégalité qui ont conduit à la construction des

notions d'internationalisation, mondialisation et globalisation restent des facteurs essentiels à leur distinction.

I.2.1 « Internationalisation »

Selon René Dagorn (2000), c'est le philosophe Jeremy Bentham qui a forgé le terme international dans les années 1780. Cet auteur considère que Jeremy Bentham saisit son temps car « (il) en éclaire une réalité profonde, l'émergence des Etats nations et l'augmentation des relations transfrontalières entre eux. Les gens ne parlaient pas de relations internationales avant cette époque, car l'humanité n'était alors pas organisée en communautés nationales et en Etats territoriaux ». Le *Dictionnaire de L'Académie Française, 8th Edition* (1932 : 72), situe l'apparition du mot « International », à la fin du XVIIIe siècle et donne la définition suivante :

> INTERNATIONAL, ALE. adj. Qui a lieu de nation à nation, entre plusieurs nations. *Commerce international. Rapports internationaux*.
> *Droit international*, Droit qui règle les rapports des nations entre elles.
> Substantivement, *L'Internationale*, Groupement de prolétaires organisés en vue d'une lutte contre la société bourgeoise et capitaliste. Ce mot désigne aussi le chant de ce groupement.
> Internationalement, adv. D'une façon international. Synon. Mondialement, universellement. Internationalement connu. L'action des prolétaires s'exercera de plus en plus internationalement (JAURES, Et. Soc., 1901, p.130). L'athlétisme moderne se décompose en courses, sauts et lancers soumis à des noms internationalement acceptés (Jeux et sports, 1967, p. 1223).
> INTERNATIONALISATION, subst. fém.
> A.- Action de rendre international ; résultat de cette action. *Internationalisation d'un conflit. En même temps qu'agonise le mythe politique de l'Internationale, se produit une internationalisation sans précédent de la culture la suppression et la méconnaissance des particularités raciales ou géographiques (*GIDE*, Journal, 1933, p. 1179) :*
> La distinction des divers espaces économiques dissipe l'illusion d'une **internationalisation** effective et complète de la monnaie, et indique comment une **internationalisation** praticable peut être obtenue… PERROUX, xxe s., 1964, p. 135.
> B.- Administration d'un lieu par une autorité internationale. *Internationalisation de Tanger, du canal de Suez. L'internationalisation du fleuve Rhin serait un autre facteur propice à la coopération en Europe Occidentale (*DE GAULLE*, Mém. Guerre, 1959. p. 561).*
> Etymol. Et Hist. 1. 1845 « action d'internationaliser, de rendre international » (RICHARD) ; 2. 1959 « administration d'un lieu par une autorité internationale » (DE GAULLE, loc. cit.). Dér. de *internationaliser** ; suff. (a)tion*. Bbg. QUEM. DDL t. 4, 5, 12, 15, 17.
> INTERNATIONALISER, verbe trans.

> A.- Rendre international, donner un caractère international à ; Internationaliser un conflit.
> B.- Placer sous le contrôle d'une autorité internationale. Internationaliser un port, une zone (ROB), un territoire.

Le *Dictionnaire historique de la Langue Française* (1998) fait le résumé suivant de l'apparition de ce mot :

> INTERNATIONAL, ALE, aux adj. : de inter-*, apparaît au début du XIXe s (1802) dans la traduction d'un ouvrage de Jeremy Bentham, publié en Angleterre en 1780. L'adjectif français est donc un anglicisme ; il s'applique à ce qui concerne les nations entre elles, puis qualifié (1836) ce qui a lieu de nation à nation entre plusieurs nations.

À l'origine, le terme international faisait référence au développement de l'économie, souvent perçu comme un processus se déroulant dans les pays du centre et étroitement lié au pouvoir exercé par les entreprises coloniales. De manière générale on constate que pour certains auteurs (Siroën, 2004 ; Sassen, 2004 ; Berger, 2007), l'internationalisation serait une des formes passées de la mondialisation, que semblerait caractériser les années 70 et 80. L'évolution historique de ce terme est essentiellement liée aux rapports d'inégalité qui ont présidé l'émergence des États-nations et leur interdépendance. Ainsi les États-nations demeurent-ils des unités d'analyse pertinentes, dotés de prérogatives irréductibles, séparés par des frontières plus ou moins perméables qui permettent de fixer l'espace de la souveraineté nationale pour rétablir, par exemple, le contrôle des capitaux, de repérer les caractéristiques qui fixeront et, en même temps, limiteront, la demande de coopération internationale. Par les biais d'organisations « internationales » - dont l'autonomie se limite à celle que leur accordent les États-nations qui en sont membres et qui les dirigent collectivement - les États-nations peuvent ainsi coordonner leurs actions.

Nous considérerons par la suite que le terme internationalisation, et les expressions dérivées relations internationales, études internationales, réseaux internationaux, font référence aux échanges de diverses natures (économiques, politiques, culturels) entre nations, mais également aux relations qui en résultent, pacifiques ou conflictuelles, de complémentarité ou de concurrence.

I.2.2 « Mondialisation »

Alors que le terme international existe depuis la fin du XVIIIe siècle avec l'émergence des États-nations, l'apparition du mot mondialisation a lieu au début des années 60. Pour sa part, le monde anglo-saxon invente, quelques années auparavant, le terme **«** *globalization* » qui devient globalisation en français. Ces deux termes apparaissent dans la presse écrite pour décrire l'extension des échanges internationaux et transnationaux à l'échelle du monde, conséquence de la rapidité des transports et des communications dans la civilisation contemporaine. La première définition du mot « mondial » apparaît dans le *Dictionnaire de L'Académie Française*, 8th Edition (1932 : 200) et des mots dérivés : mondialiser, mondialisation, mondialisme, et mondialiste :

> MONDIAL, ALE, AUX, adj. Qui est répandu dans le monde entier, sur toute la terre. *Succès mondial. Politique mondiale. Guerre mondiale.*
>
> MONDIALISER, verbe trans.
>
> Donner un caractère, une dimension mondial(e) à quelque chose. *Culture mondialisée. L'espace économique du monde est un réseau d'échanges et de forces tissé auteur de pôles (…) mondialiser l'économie, c'est maintenir ou valoriser entre ces pôles (…) les communications et les coopérations* (PERROUX*, Écon. XXe s., 1964, p. 366*).
>
> -Emploi pronom. réfl. dir. *Ici encore le problème s'européanise, se mondialise (*A. THIBAUDET*, in N. R. F., n° 176, mai 1928, 682 ds* QUEM*. DDL t.15). Dans la mesure où la CGE s'internationalise, se mondialise, grandit, accroît son autonomie d'action par la quête obstinée de la puissance, l'état-major, incontestablement, prend de plus en plus d'importance (Les Informations, 22 avr. 1974, p.83, col.2).*
>
> **REM. Mondialisation**, sust. fém. Action, fait de donner une dimension mondiale à quelque chose. *Mondialisation de la nature. L'industrialisation, ses ressorts réels et son idéologie stimulent la mondialisation de certains marchés et de la lutte entre les « marchés » occidentaux et les « marchés » soviétiques* (PERROUX *Écon. XXe s., 1964, p. 286*).
>
> Etymol. Et Hist. 1928 verbe pronom. (A. THIBAUDET, *loc. cit.*) ; 1964 verbe trans (PERROUX, *loc. cit.*). Dér. de *mondial** ; suff. *–is*er*.
>
> *MONDIALISME, subst. masc.*
>
> *POL.* Attitude qui consiste à considérer tous les peuples comme dépendants les uns des autres ou constituant une seule communauté humaine. *Le mondialisme et l'économie planétaire ont bien été moqués mais c'est à la façon de ces utopies irrésistibles que l'histoire prend en charge et met en œuvre* (PERROUX *Écon. XXe s., 1964, p. 276*).
>
> REM. Mondialiste, adj. Relatif au mondialisme. *Film mondialiste. La solution « mondialiste » est elle un leurre qu'il conviendrait d'abandonner (…) ?* (PERROUX *Écon. XXe s., 1964, p. 29*).
>
> Étymol. et Hist. 1963 (*Lar, encyclop*.). Dér. de *mondial** ; suff. *–isme**.
>
> MONDIALISATION n. f. XXe siècle. Dérive de *mondialiser*.
>
> Le fait de se répandre dans le monde entier, de concerner toute l'humanité. *La mondialisation d'un conflit. Mondialisation des échanges économiques*. Absolt. *La mondialisation*, nouveau concept désignant la généralisation des relations internationales dans les domaines politique, économique et culturel.
>
> MONDIALISER v. tr. XXe siècle. Dérivé de *mondial*. Etendre à l'ensemble du monde. Pron. *Se mondialiser*.

Des exemples illustrant leur usage sont répertoriés dans le *Trésor de la Langue française. Dictionnaire de la langue du XIXe et du XXe siècle* (1789-1960) Gallimard (1985) :

> Banque, commerce, économie mondial(e) ; actualité, crise, guerre, révolution, échelle, opinion mondiale. Dans fort peu d'années l'Allemagne exigera des colonies et s'engagera bientôt dans une politique d'expansion mondiale qui conduira fatalement à la guerre et à la ruine de son œuvre (VALERY, Variété IV, 1938, p 201).
> La France, quatrième puissance atomique mondiale, a fait son entrée en 1960 dans le club de nations productrices d'armes atomiques (GOLD-SCHMITH, Avent, atom, 1962, p. 136). Le marché mondial ne peut être construit que pour l'acceptation d'un projet et d'un plan de développement mondial (PERROUX, Econ. XXe s., 1964, p. 281).

Quant à l'apparition des ces mots le *Dictionnaire historique de la Langue Française* propose le résumé suivant :

> Monde a produit l'adjectif MONDIAL, ALE, AUX (déb. XVIe s.), d'abord avec une valeur religieuse, « du monde profane », sur le modèle du latin ecclésiastique *mundialis* « terrestre, profane » (VIe s.). Le sens moderne, « relatif à la terre entière », semble récent (1904) et est concurrencé par planétaire. Il y a quelques dérivés, MONDIALISER v. tr. (1928), MONDIALISME n.m., MONDIALISTE adj. et n. (tous deux dans le dictionnaire depuis (1963).

A l'origine circonscrit au domaine de l'économie, le terme mondialisation s'est imposé au cours des années 80 dans celui de la communication, la culture et la finance. Avant d'être popularisé dans les années 90 par le consultant Kenichi Ohmae, le mot mondialisation est la traduction du néologisme « *globalization* » apparu, semble-t-il, pour la première fois sous la plume de l'économiste américain Théodore Levitt, dans un article paru en 1983 (Dagorn, 2007). Par ailleurs, Paul Hirst et Grahame Thompson dans *Globalization in Question* (1996) distinguent mondialisation internationale ou internationalisation et mondialisation globale ou globalisation. Suivant leur perspective, la mondialisation est limitée à des conditions économiques. En conséquence, nous assistons au prolongement d'une économie internationalisée qui se poursuit depuis le siècle dernier. En opposant l'économie mondialisée à l'économie internationalisée, on laisse entendre le fait que des critères globaux ne sont pas encore à l'œuvre. Par ailleurs, Jean Marc Siroën (2004), reconnaît dans la mondialisation un

processus où l'adjectif « international » en décrit la nature, une forme moderne et avancée d'« internationalisation », forme particulière d'interdépendance caractérisée par des réseaux de connexions complexes.

Après analyse, les principales caractéristiques du terme mondialisation peuvent être résumées ainsi : premièrement comme la génération et l'expansion du volume des échanges entre pays lointains, la généralisation de l'ouverture commerciale et l'internationalisation des services, avec la généralisation des investissements à l'étranger. Ensuite, comme une perspective historique cyclique, qui n'est pas considérée comme un phénomène nouveau, mais qui correspondrait seulement à des phases de l'activité économique, modulées par des événements exogènes comme les guerres. Par ailleurs, pour certains auteurs la « mondialisation » actuelle serait très similaire à celle atteinte avant la période qu'a précédée la première guerre mondiale (1870-1914), pourtant caractérisée par deux cycles économiques auxquels se superposent des cycles protectionnistes. Enfin, la structuration du monde en entités politiques distinctes et indépendantes est un constant historique qui n'est pas remise en cause.

Le terme mondialisation, abordé d'un point de vue des sciences de l'information et de la communication, fait souvent référence à l'extension planétaire des échanges qu'ils soient économiques, culturels, politiques ou autres. Ce terme est associé au développement des réseaux télématiques, rappelant le « village global » avec une culture commune par l'augmentation de circulation de l'information, *via* la télévision, Internet, et les migrations humaines. Aussi contestés que soient les aspects de la mondialisation, l'intensification de l'interaction est incontestable, avec des conséquences inévitables pour l'économie mondiale. Les TIC et leur influence sur les usages des médias sont l'exemple le plus évident de ce phénomène avec des nouvelles formes d'organisation, changeant à la fois de forme et de contenu.

I.2.3 « Globalisation »

La première définition du mot « global », est apparue dans la 8e Édition du *Dictionnaire de L'Académie Française*, (1932 : 600). On y trouve aussi le verbe transitif « globaliser », et le substantif féminin « globalisation » paru tardivement, vers la décennie des années 60 :

> GLOBAL, ALE. adj des deux genres. Qui s'applique en bloc à l'ensemble d'un certain nombre de choses matérielles ou morales. *Impôt global sur les revenus. Somme globale.*
> GLOBALISER, verbe trans.
> Réunir (plusieurs éléments) en un tout ;
> *Dès l'instant où les méthodes de collaboration permettraient à l'administration élue à l'administration nommée de dégager ensemble des échéanciers pluriannuels d'opérations à réaliser, il semblerait opportun que les prêts puissent* ***être globalisés****…* (BELORGEY,
> **REM. Globalisation,** subst. fém., philos., phychol. Fait de percevoir, et de concevoir quelque chose ou quelqu'un comme un tout. *Le processus de globalisation lutte contre la tendance de chaque poussée d'activité à se constituer en faisceau séparé de l'activité totale* (MOUNIER*, Traité caract., 1946, p. 444*).
> **Étymol. et Hist**. 1965, 18 août (*Le Monde ds* GILB. : Il est si tentant de « **globaliser** », si ardu est de distinguer) Dér. de *global** ; suff. *–iser** ; cf.l'angl. *to globalize*, 1959(ds NED Suppl).

En France, le terme globalisation est considéré comme un américanisme imposé par la pauvreté de la langue anglaise incapable de proposer l'équivalent du terme mondialisation. L'usage du terme est rare et tend à régresser, tout comme celui d' « internationalisation » comme nous le montrerons ultérieurement. De même, le terme « *globalisation* » ou « *globalization* »[22] est traduit généralement par le terme « mondialisation ». Entre 1990 et 1995, le terme s'impose largement dans le domaine économique, particulièrement dans les analyses du fonctionnement des multinationales et des marchés financiers planétaires.

Le mot globalisation fait souvent référence à l'hypothétique « société globale », concept introduit par Marshall McLuhan en ([1968] 1970) dans son livre *Guerre et paix dans le village planétaire*. Pour cet auteur, il s'agit de la naissance d'une société radicalement nouvelle par rapport au passé. Bouleversement attribué à la façon dont la guerre de Vietnam a été couverte en directe par la télévision. Mais l'originalité de sa démarche consiste plutôt dans la méthode d'analyse qu'il propose. Selon Marshall McLuhan, il n'est plus possible d'utiliser le modèle traditionnel et d'étudier séparément une découverte technologique, car l'adoption de nouveaux outils provoque des grandes transformations dans la conduite et les propos ordinaires de l'homme et la société. Zbigniew Brzezinski ([1970] 1971), est convaincu que la puissance des États-Unis dans les communications et la haute technologie, transforme la société américaine en la « première société globale de l'histoire ». Dans *La révolution technétronique,* il insiste sur le fait que le mode de vie des américains « *American Way of*

[22] Les deux orthographes sont utilisées.

Life » est en passe de devenir le mode de vie mondial, et par conséquence le « modèle global de modernité ».

Plus récemment, Carlos Milani (2003) considère que nous assistons depuis la fin des années 90, à l'essai de construction d'une société globale fondée sur le marché, ce processus majeur s'inscrit dans une histoire qui se dévoile toute au long du XXe siècle, que le monde anglo-saxon saisit à travers le concept de « *globalization* », tandis que les francophones *préfèrent*[23] souvent la nommer mondialisation.

Si bien que le terme globalisation trouve son origine dans la littérature consacrée aux firmes multinationales. Peu à peu, son sens s'impose aussi dans les domaines des finances, des sciences sociales et humaines. Au moins trois particularités relevées par la majorité des auteurs caractérisent ce terme : la mobilisation accrue des capitaux à partir des années 80 ; ces mouvements Nord/Sud (Putman, 1993) qui deviennent aussi des mouvements Nord/Nord ; l'abandon par l'État-nation du contrôle des mouvements jusqu'alors compris dans une logique d'internationalisation de l'économie.

Dans son acception actuelle, nous constatons que le terme globalisation fait référence à l'émergence d'un « système monde » (Wallerstein, 1980 ; Braudel, 1985) au-delà des relations internationales, au-delà de la mondialisation. Ce terme est porteur de deux éléments forts : une idée de changement d'échelle, mais surtout une vision de décomposition, voire de destruction des anciens systèmes de fonctionnement de l'économie internationale interétatique. Tandis que le terme mondial signifie que le phénomène étudié concerne le monde entier, le terme global fait référence à « un ensemble possédant alors des propriétés que ses composantes n'ont pas »[24]. Pour Alain Crochet (1997), il s'agit d'un nouvel « espace », démographique et géographique d'abord, mais aussi d'un espace délocalisé et constituant un niveau spécifique de l'activité économique, sociale et culturelle. Le mot globalisation désignerait donc l'extension supposée du raisonnement économique à toutes les activités humaines.

[23] C'est nous qui soulignons.
[24]Qui est considéré en bloc, dans sa totalité, qui s'applique à un ensemble sans considérer le détail. *Dictionnaire Larousse* (2000).

I.2.4 Vers une nouvelle approche à l'étude de la mondialisation ?

Phénomène[25], condition, processus, fait social total[26], fin d'un processus, sont autant de manières cherchant à définir soit la mondialisation, soit la globalisation. Même si la dimension médiatique est écartée par la plupart des auteurs qui font référence à la mondialisation / globalisation, ils adoptent partiellement la thèse de Marshall Mc Luhan ([1970] 1989) quant à la possibilité de communiquer en temps réel à l'autre bout du « village global », sans contraintes d'espace et de temps. John Tomlinson (1999) reprend cet aspect dans sa définition « *complex connectivity* » en la considérant comme étant une condition[27] empirique de la modernité, ancrée dans l'actualité et non comme un processus. Il souligne le caractère multidimensionnel de la *globalization*, économique, politique, sociale, technologique, environnementale, culturelle, etc. comme démontrée par la manifestation contemporaine de ses occurrences.

À la différence de John Tomlinson (1999), Paul Hirst et Grahame Thompson (1996), considèrent la mondialisation / globalisation comme un processus[28]. Ulrich Beck ([1986] 2008) signale l'émergence d'une série de nouveaux risques résultant de la mondialisation une sorte de processus « protéiforme », occasionnée par la complexité grandissante des sociétés, qu'exige la transformation du rôle de l'État dans la gestion du risque social associé aux interruptions d'emploi, à la précarité liée aux emplois occasionnels, à la possibilité pour les salariés de se soumettre à un recyclage ou à une reconversion plus de deux fois au cours de leur vie.

Revenant sur des points qu'il avait déjà développés dans *Beyond Left and Right*, Anthony Giddens (1994), soutient l'idée - *positive welfare* – que, pour éviter une croissance exponentielle des charges de la protection sociale, il faut réduire les causes qui incitent les citoyens à attendre et exiger plus en termes de protection. Car en déplaçant le cœur du débat

[25] Un phénomène est ce qui est perceptible par un sujet conscient. Les phénomènes constituent le monde tel que nous le percevons, et révèlent un monde dont l'existence est au contrario indépendante de notre expérience. *Dictionnaire Larousse* (2000).
[26] Pour Marcel Mauss, phénomène social où apparaissent les divers institutions d'une société donnée. *Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse* (1983).
[27] Condition : Elément d'un tout qu'il aide à constituer de manière essentielle ; l'élément est présenté comme un principe d'existence de ce tout. Circonstances qui déterminent le caractère ou l'existence d'un phénomène. *Dictionnaire Larousse* (2000).
[28] Suite continue de faits, de phénomènes présentant une certaine unité ou une certaine régularité dans son déroulement. Ensemble d'opérations successives organisées en vue d'un résultat déterminé. Suite d'actions élémentaires dont le résultat est équivalent à l'action principale dont elles sont la décomposition. *Dictionnaire Larousse* (2000).

de la « protection garantie » à un soutien à la prise de risques ou à la minimisation des risques, Anthony Giddens cherche à remettre en cause l'idée d'une protection sociale garantie par l'État sur tout le cycle de la vie. Il s'empresse d'ailleurs d'ajouter que le principe de la troisième voie est bien celui du refus d'accorder des droits créances ou, plus exactement, des droits sans responsabilités. La priorité d'un examen du risque dans toute négociation d'un « *new deal* » (Giddens, 1994), découle de la nécessité d'esquisser clairement les responsabilités de l'État consécutives aux décisions d'entrer dans l'économie mondiale. Décisions qui conduiront à l'émergence de nouveaux risques, par exemple : le fait de ne pas investir dans l'éducation, la santé et dans d'autres services publiques ; et aux conséquences involontaires des activités antérieures de l'Etat, par exemple : le maintien passif du revenu des personnes en âge de travailler.

Pour traduire l'étendue du phénomène de la mondialisation, Elie Cohen (2005) parle d'un « fait social total »[29]. Dans leur majorité, les représentations qui sont faites aujourd'hui de la « mondialisation » mettent en valeur les trois aspects suivants : l'hyper mobilité, les communications à l'échelle planétaire et la perte de sens des notions de lieu et de distance. L'existence d'un système économique planétaire est de plus en plus souvent perçue comme un fait établi qui ne serait que l'expression de la puissance des entreprises multinationales combinée à la possibilité de communiquer à l'échelle planétaire. Pourtant, les moyens qui permettent d'entreprendre des activités d'envergure mondiale, de les coordonner et de les contrôler, moyens que les nouvelles technologies de l'information et la puissance des entreprises multinationales mettent en œuvre, doivent eux-mêmes être produits.

Les auteurs cités ci-dessus rendent compte d'une distinction entre deux formes de mondialisation répondant à deux logiques différentes, l'une internationale, l'autre globale. Le fait que les deux logiques soient concomitantes n'implique pas qu'elles soient confondues car leurs implications sont radicalement différentes et apportent des réponses spécifiques aux questions mises en cause par la mondialisation. Cette distinction invite à jeter un regard critique sur les études historiques conduites ces dernières années pour comparer les différents épisodes de la mondialisation, les périodes globalisantes.

[29] Fait social : selon Émile Durkheim, phénomène extérieur aux consciences individuelles, exerçant sa contrainte sur la vie sociale ; selon Max Weber, phénomène relevant de l'interaction des acteurs sociaux. *Grand Dictionnaire Encyclopédique Larousse (tome 6)* (2000).

I.3. Historique de la mondialisation

La mise en perspective historique peut contribuer à élucider la pensée actuelle sur le processus de la mondialisation. Parmi d'autres auteurs, James Petras (2002) considère ce processus comme l'élargissement et l'approfondissement des flux internationaux du commerce, des capitaux, de la technologie et de l'information dans un marché unique mondial intégré. Comme la plupart des spécialistes, il souligne l'existence d'un ensemble de processus indépendants inscrits dans les structures du système en place fondé sur les modes capitalistes de production globale. Pour d'autres auteurs tels Régis Bénichi (2003), Ronald Robertson (1992) ou encore David Held (2005), le mot est nouveau mais le phénomène qu'il désigne est ancien, c'est un processus historique de longue durée qui accompagne l'histoire du capitalisme[30] depuis au moins cinq siècles. Durant les Trente Glorieuses d'après guerre, la théorie du néolibéralisme[31] reste dans l'ombre de l'État social capitaliste, lorsque ce système entre en crise au début des années 70, le néolibéralisme se présente comme l'alternative idéal, il est en effet en grande partie liée à la problématique de la mondialisation. Quelques auteurs (Valenduc, 1991 ; Vindt, 1998) soutiennent que, loin d'être une tendance linéaire et irréversible, la « mondialisation » comporte de fortes alternances entre des phases d'ouverture et d'essor des échanges et des phases d'arrêt ou même de repli parfois très prononcé que Nicolas Kondratieff (1992), dans l'ouvrage *Les Grands cycles de la conjoncture* a dénommé les Cycles qui portent son nom. Aujourd'hui, le système capitaliste semble dominer le monde, donc la compréhension de son fonctionnement, ses évolutions, les différentes formes qu'il a prises, ses atouts, ses faiblesses et ses dangers deviennent une nécessité afin d'interpréter les effets sur la structuration du système international et la vie sociale.

I.3.1 Les origines du capitalisme

Au sens moderne du terme, les premières formes de capitalisme, sont apparues graduellement en Occident. Pour certains auteurs, comme Jean Baechler (1971), l'embryon du capitalisme est déjà bien là dans certaines villes marchandes de la fin du Moyen Âge, davantage dégagées

[30] Régime économique et social dans lequel les capitaux, source de revenu, appartiennent à des personnes privées et sont gérées par les entreprises, des banques privées (capitalisme libéral) ou partiellement par l'État. Le *Dictionnaire Le Robert illustré* (1996) ; « […] l'économie tendant à faire de toute consommation une marchandise, animée par des entrepreneurs concurrents, où le capital, possède et commande à des salariés, où la production l'accumulation du capital et croissance des marchés », tout dans un cadre institutionnel favorable, *Dictionnaire Larousse* (2000).

[31] Néolibéralisme : apparu en 1844, le terme désigne une forme de libéralisme qui admet une intervention limitée de l'État. *Dictionnaire Larousse* (2000).

que d'autres de la société féodale. Douglass North ([1973] 1980) met en relief le rôle central du droit de propriété et suit son évolution depuis le Xe siècle. De son côté, Angus Maddison (1981), étudiant les phases du développement capitaliste, ne parle de capitalisme commercial qu'à partir de 1700, moment où le progrès technique est mis au service d'un accroissement de capital significatif. Auparavant, ce sont des « périodes agraires ». Pour Karl Polanyi (1944), le capitalisme est encore plus tardif, il naît avec la Révolution industrielle, lorsque l'économie s'émancipe du carcan politique et social (Vindt, 1998).

Pour d'autres penseurs tels que Karl Marx ([1848] 1981), Werner Sombart ([1932] 1990), Immanuel Wallerstein ([1983] 2002), la datation du capitalisme correspond à l'enclenchement d'un processus où apparaît un ensemble de traits, certains embryonnaires, d'autres déjà bien développés. Avant tout, l'expansion des activités commerciales des grands marchands européens à l'échelle mondiale. Dans son ouvrage *500 ans de capitalisme* (1998), Gérard Vindt contemple six grandes étapes de la « mondialisation capitaliste»: La première est en lien avec l'expansion de « l'économie-monde » européenne, entre 1500-1765, caractérisée par un capitalisme commercial, entente entre grands négociants et leurs États. Le centre est placé successivement d'Anvers à Gênes puis à Amsterdam, sous l'hégémonie hollandaise. Une deuxième mondialisation entre 1765-1873, partie d'Angleterre et marquée par la Révolution industrielle, favorise le triomphe du capitalisme grâce à l'industrialisation et la conquête des marchés intérieurs, et constitue la base de l'hégémonie anglaise.

Entre 1873-1914, à la suite de vingt années de dépression suivie de la prospérité de la « *Belle Epoque* » et le début de la deuxième révolution industrielle (chimie, électricité, puis automobile), une troisième mondialisation s'est déclenché par la colonisation, l'exploitation mondiale des matières premières, les concentrations industrielles et la naissance des grandes firmes multinationales. Ce processus a mis fin à la hégémonie anglaise, vivement contestée par l'Allemagne et les États-Unis.

La quatrième mondialisation des années 1914 à 1945 a comme caractéristique la grande crise où les États-nations, creuset du capitalisme, s'affrontent dans la Première Guerre mondiale que si bien elle est suivie d'une courte période de prospérité répercute sur une crise économique et politique qui aboutit à la Seconde Guerre mondiale. Un système concurrent est né entre les Etats-Unis et l'URSS, lutte violente pour l'hégémonie au sein du monde capitaliste. La cinquième mondialisation se manifeste entre 1945-1973, avec les particularités

d'une forte croissance, la production et le marché de masse en Europe, l'essor japonais et la libération des échanges sous l'hégémonie américaine.

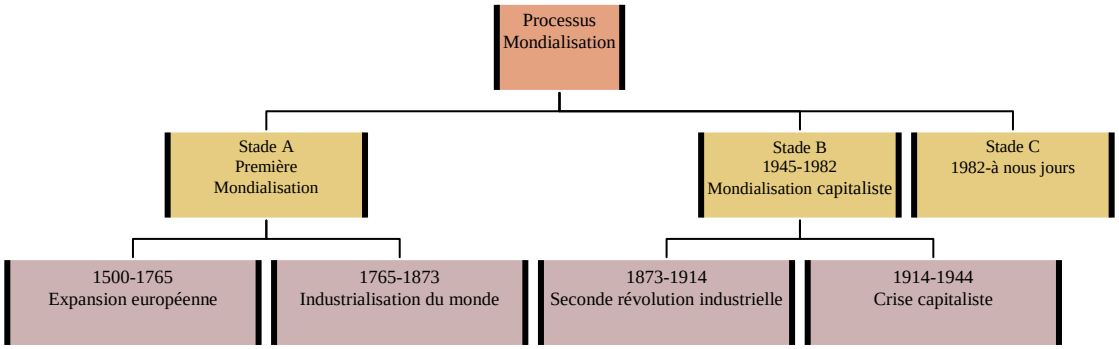


Figure I.2. La mondialisation comme processus.

Entre 1973-1998, on assiste à la sixième mondialisation avec la formation d'un monde tripolaire, dépression mondiale, libéralisation croissante des flux de biens, de services et de capitaux, développement du capitalisme dans un tiers du monde, et le début de l'écroulement de l'empire soviétique à la fin de l'année 1989 marqué par la chute du Mur de Berlin. Nous schématisons cette analyse dans la Figure I.2 (voir supra).

I.3.2. Les « périodes globalisantes »

Depuis les années 80, les scientifiques soutiennent l'idée que l'on peut distinguer les périodes délimitant le processus de la « mondialisation ». Pour Philipe Moreau Defarges ([1997] 2005 : 9), « la mondialisation c'est un mouvement d'appropriation de la terre par l'homme, qui s'amorce probablement il y a quelques millions d'années, depuis que notre ancêtre - Lucy - émerge de sa condition de l'animalité et apprend à regarder au loin. Plus tard l'*Homo sapiens* commence ses interminables migrations et se répand peu à peu sur toute la planète. Le développement de l'agriculture écrase l'espace et l'homme se sédentarise, commençant de cette façon l'enracinement quasi totalité de l'humanité ».

L'occupation de la terre est d'abord le résultat d'un éparpillement des multiples noyaux de peuplement. Les migrations des hommes et la diffusion des innovations vont créer les

conditions d'une mise en relation, préalable à la naissance du système-monde (Wallerstein, 2002). De la préhistoire au Moyen Âge, l'Europe est balayée de grands déplacements de population. Les groupes qui se déplacent apportent leurs équipements, leur savoir, leur langue, leurs croyances et leurs mentalités qui se mêlent ou se substituent à ceux des groupes qu'ils infiltrent. L'extension et la maîtrise de l'*œcoumène* sont liées à l'apparition et à la diffusion d'innovations techniques et sociales, malgré que cette diffusion ait été lente, gênée par la distance, les obstacles physiques, les mentalités rebelles à leur adoption.

L'Europe du Ve au Xe siècle, rappelle Fernand Braudel (1985), est une citadelle assiégée qui fait face tant bien que mal aux invasions des Huns à l'est, des Arabes au sud et des Vikings au nord. Son espace intérieur, en voie de défrichement, est éclaté en une multitude de minuscules seigneuries isolées les unes des autres, constituant chacune des unités économiques et politiques autonomes (Vindt, 1998 : 9). Au sortir d'une longue période de troubles et d'invasions, l'Europe du Xe siècle n'était qu'un isthme du vaste continent eurasiatique que rien ne promettait à un rôle significatif sur la planète. Pourtant une transformation totale des bases de la production soutenant une forte croissance démographique, la plus déterminante depuis le néolithique, a commencé par une longue période de cinq siècles, avec l'invention du développement économique et du capitalisme. Les échanges ont mis en contact les différents points de la planète économiquement autonomes, capables pour l'essentiel de se suffire à eux-mêmes et auxquels ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique, une sorte d'économie-monde selon la notion de Fernand Braudel (1985 : 27) :

> Par économie-monde, mot que j'ai forgé à partir du mot allemand *Weltwirtschaft*, j'entends l'économie d'une portion seulement de notre planète, dans la mesure où elle forme un tout économique…Une économie-monde peut se définir comme une triple réalité : elle occupe un espace géographiquement donné […] ; elle accepte toujours un pôle, un centre […] ; toute économie monde se partage en zones successives. Le cœur, c'est-à-dire la région qui s'étend autour du centre […]. Puis viennent les zones intermédiaires autour du pivot central. Enfin, très larges, des marges qui, dans la division du travail qui caractérise l'économie-monde, se trouvent subordonnées et dépendantes plus que participantes[32].

Karl Marx ([1848] 1981) reconnaît une première ébauche de production et d'accumulation capitalistes dans les villes italiennes à la fin du Moyen Age : d'abord Venise qui domine l'Adriatique après la prise de Corfou en 1383 ; puis Gênes et Florence ; au nord Bruges et les

[32] Fernand Braudel, *La Dynamique du capitalisme*, Arthaud, 1985 : 27.

villes hanséatiques ; quand la prééminence passe de la Méditerranée à l'Atlantique, les ports de la mer du Nord vont s'affirmer, Amsterdam puis Londres qui l'emporte. David S. Landes (2000) souligne l'exception européenne : les économies-monde qui s'y épanouissent ne se dissolvent pas dans un empire-monde, en raison sans doute du morcellement territorial, de la division du pouvoir.

Pour Immanuel Wallerstein, la date clé de 1557 marque l'échec des Habsbourg et des Valois à acquérir la suprématie et le contrôle d'Europe. Dès lors, l'économie-monde européenne s'épanouit jusqu'à dominer la planète vers 1900. Comme Fernand Braudel, et bien d'autres, Immanuel Wallerstein (1980 : 19) s'est montré sensible à la qualité d'unicité de l'économie-monde :

> C'est à la fin du 15e siècle et au début du 16e qu'apparut… l'économie-monde européenne… C'était quelque chose de différent, de radicalement nouveau, un type de système social tel que le monde n'en avait pas connu jusqu'alors, et ce qui est le trait distinctif du système mondial moderne… C'était une entité économique et non pas politique, comme les empires… Le lien fondamental… était l'ordre économique, même si, dans une certaine mesure, il était renforcé par des liens culturels et parfois… par des accords politiques.

Jacques Le Goff (2001) évoque d'autres mondialisations historiques : la Phénicie antique, Carthage, Rome, l'Islam, la Chine, l'Inde. Ces mondialisations, qui prennent aussi la forme d'empires, se sont d'abord présentées comme des constructions essentiellement politiques : c'est le cas de Rome, c'est le cas de la Chine et de la guirlande des pays dépendants dont elle s'est entourée, c'est aussi le cas de l'Inde. Le cas de Rome est particulièrement intéressant, parce que les Romains avaient le sentiment et l'intention d'étendre leur domination sur l'ensemble du monde habité – l'*œcoumène* – et l'Empire romain se présentait comme le gouvernement de l'*œcoumène*. Selon cet auteur on trouve des mondialisations partielles, par exemple la Hanse qui regroupait au Moyen Âge toute une série de villes et de corporations dans l'Europe du Nord. Ces systèmes économiques ont été subjugués, absorbés et vidés de leur dynamisme par des constructions politiques que Immanuel Wallerstein ([1974] 1980) a appelées empires-mondes dont le ressort n'était pas le profit issu de l'échange mais le prélèvement au profit des administrations bureaucratiques et militaires les gouvernants. Avec les grandes découvertes, menées par les Européens, la Terre dévient un espace mondial unique, en même temps que la formation des liens s'étend à toute la terre… ou presque (Moreau Defarges, 2005).

Dans son ouvrage *Histoire de la mondialisation*, Régis Bénichi (2003) affirme que la mondialisation n'est pas une invention de la fin du XXe siècle. Il considère que, contrairement à certains discours contemporains qui la présentent comme une nouvelle forme de capitalisme engendrée par l'ouverture des frontières, la « fin des territoires », la révolution néo-libérale des années 1980 et l'effondrement du système communiste depuis 1990, la mondialisation est un processus de longue durée qui remonte loin dans le temps puisqu'il existait déjà un marché mondial des épices au Moyen Âge, un marché mondial des métaux précieux des le XVIe siècle à la suite des Grandes Découvertes, un marché mondial de tissus de coton venus de l'Inde au XVIIIe siècle, sans oublier le « commerce triangulaire » entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique dans lequel s'intègre la traite des Noirs. La mondialisation s'esquisse donc bien avant l'époque contemporaine, elle s'amorce avec les grandes découvertes de la fin du XVe siècle qui permettent l'essor du commerce transatlantique entre l'Ancien et le Nouveau Monde et entraînent la naissance du grand capitalisme marchand. Les échanges sont cependant limités par les conditions techniques de navigation et par la montée des mercantilismes qui enferment les métropoles et leurs dépendances dans des régionalisations fermées fondées sur « l'exclusif » et le « monopole de pavillon ».

Pour Henri Sée (1926), la source plus féconde du capitalisme moderne, ce sont les grandes découvertes maritimes, les expéditions des Portugais dans l'Océan Indien, à la suite desquelles ils ont établi de florissants comptoirs dans l'Inde et pris pied à Java, à Sumatra, aux Moluques, c'est aussi la prise de possession de l'Amérique par ces mêmes Portugais et surtout par les Espagnols. Ce sont ces peuples de l'Atlantique qui constituent, au XVIe siècle, les grandes puissances maritimes, ils vont chercher directement dans les pays producteurs le coton, la soie, les épices, le sucre, qui entrent dans la consommation courante, ainsi que des produits inconnus jusqu'alors, les bois de teinture, l'indigo, le café, le tabac etc. À ses débuts, le commerce colonial consiste surtout, comme l'explique Werner Sombart ([1932] 1990), dans l'extorsion des populations primitives et c'est grâce à des actions de la piraterie que les commerçants des pays européens réalisent d'énormes profits, et ces richesses se sont répandues en Europe. Grâce au commerce, les anciennes pratiques commerciales se sont perfectionnées, de nouvelles ont pris naissance, et un véritable code maritime s'est élaboré. Les négociants portugais et espagnols sont souvent des agents commerciaux, représentants d'importantes firmes des pays su Sud, courtiers et financiers, tout au moins vers 1550, car dans la seconde moitié du siècle, s'opère, dans les fonctions commerciales, une véritable

division du travail. Le progrès des transactions commerciales, lié à l'énorme flux des métaux précieux, de l'or et de l'argent, agi sur l'expansion du capitalisme, en un siècle, la production de ces métaux s'accroît énormément, surtout celle de l'argent, qui a presque quintuplé de 1520 à 1620. Dans une large mesure le XVIe siècle est caractérisé, sur le plan international, par la lutte pour le contrôle de la nouvelle économie mondiale (Leclerc, 2000). Cette lutte est d'abord celle de petits pays (Portugal, puis Hollande et Angleterre) dont la puissance provient d'avantages technologiques et économiques : meilleurs navires, meilleures armes, meilleurs services commerciaux. Des petits pays aussi qui sont d'abord des puissances maritimes, longtemps périphériques, et qui désormais se trouvent au cœur des routes commerciales internationales. Le déplacement des routes commerciales de la Méditerranée vers l'Atlantique signifiait que l'Europe toute entière cessait d'être en position de marginalité et de périphérie, pour devenir une civilisation centrale et hégémonique.

Pour Immanuel Wallerstein ([1974] 1980), l'Europe n'était pas un empire mais une économie monde. Pour cet auteur, un empire est un moyen primaire de domination économique, il suppose une superstructure dispendieuse, un gaspillage politique dans le fonctionnement des mécanismes d'exploitation des ressources et des hommes. Le monde moderne a inventé, à partir du 16e siècle, en Europe, une machinerie économique beaucoup plus performante : l'économie monde, c'est-à-dire le capitalisme, le marché généralisé, fonctionnant à une échelle jamais vue auparavant. Avant l'époque moderne, les économies monde étaient des structures très instables, tendant soit à se convertir en empires, soit à se désintégrer. C'est la particularité du système mondial moderne qu'une économie monde ait pu survivre cinq siècles durant sans se transformer en empire monde, elle est l'aspect politique du type d'organisation appelé « capitalisme » (Wallerstein, 1980 : 313), une nouvelle forme de mondialisation qui commence au XVIe siècle, forme particulière qui émerge avec le capitalisme et le primat de l'économie (Le Goff, 2001). Au travers de cette dernière approche, l'hypothèse d'une rupture soutenue par Michel Beaud (2000) est mise à mal car il ne s'agirait, aujourd'hui, que la poursuite d'une forme particulière d'un système monde. Olivier Dollfus (2001), dans un cadre systémique, introduit les problématiques de l'articulation des réseaux et territoires, de la circulation d'information, les distances spatiales et sociales étant modifiées, et de la concentration des pouvoirs et populations.

Les expéditions maritimes ont contribué à l'accumulation des capitaux chez les nations de l'Europe occidentale ; en conséquence ce fut l'accroissement de leur puissance politique qui

explique la place que la France, l'Angleterre et la Hollande tiendront au XVIIe siècle. L'évolution du capitalisme au XVIIe siècle est marquée par le fait que, de plus en plus les profits du commerce du Nouveau Monde échappent à l'Espagne pour tomber entre les mains de puissances plus actives, Hollande, Angleterre, France, le monopole commercial de l'Espagne s'effondre progressivement. Amsterdam devient au XVIIe siècle, le grand marché monétaire d'Europe, en grande partie, la conséquence du grand commerce que la Hollande fait avec l'Espagne et surtout avec Cadix. À la fin du siècle, 30 ou 50 bateaux hollandais font le transport des métaux précieux et d'espèces monnayées, et enlèvent plus de la moitié des stocks qui arrivent à Cadix, depuis la guerre de Hollande, ils ont, dans une forte mesure, supplanté le commerce français. Déjà au XVIe siècle la Hollande, l'Angleterre et la France pratiquaient un commerce interlope, dans les espaces de l'Amérique espagnole. Mais ce phénomène se développe surtout dans la seconde moitié de XVIIe siècle, et s'étend à d'autres pays d'Europe et jusqu'à l'Inde, contrairement aux règles du système mercantile en usage.

La Hollande a été la première à se substituer aux anciennes grandes puissances maritimes, Espagne et Portugal, héritant de l'empire colonial de ce dernier, et à acquérir aux dépens de celui-ci, d'importants comptoirs dans l'Inde ; elle va donc cueillir directement dans les îles de l'Océan Indien les épices, notamment le poivre, dont elle a le monopole. Cette puissance a pu avoir un établissement au Japon et capter aussi une partie du commerce de la Chine, bien avant son ouverture au commerce européen. La Hollande grande puissance commercial, avec le stock monétaire qu'elle a accumulé, fut aussi la plus grande puissance financière d'Europe grâce à deux institutions fondamentales : la Compagnie des Indes Orientales et la Banque d'Amsterdam. En 1602 est fondée à Amsterdam la VOC (*Vereenigte Ooste Indische Compagnie*), la « Compagnie réunie des Indes orientales », qui a exercé, pendant dix-neuf ans, le monopole du commerce dans les Indes Orientales, monopole qui fut renouvelé régulièrement par la suite. C'était une société par actions, la valeur des actions montait suivant les fluctuations du commerce et les événements politiques, et donnait lieu à des spéculations continuelles. Nous pouvons parler de la première bulle spéculative[33] en 1630. Enfin la Compagnie a émis aussi des obligations, pour une somme de 12 600 000 florins, et dont l'intérêt est de 3.5%, administrée par une institution d'État, avec des directeurs, une

[33] Bulle spéculative : aussi appelée bulle boursière ou bulle financière, désigne une montée des cours pour des raisons non fondamentales, est une hausse des prix excessive sur le marché des actifs financiers, de l'immobilier, des changes, des matières premières, etc. Elle donne lieu à terme à une correction des cours, et plus cette correction est subite et marquée, plus les risques de krach sont élevés. *Dictionnaire Larousse* (2000).

Assemblée (des Dix-sept), un Général des Indes, qui dirige sur place les affaires, et une masse de fonctionnaires. Cette organisation a servi de modèle à la plupart des compagnies de commerce privilégiées, créées dans les autres pays aux XVIIe et XVIIIe siècles.

L'organisation de la Banque d'Amsterdam, fondée en 1608 par le Conseil de Ville et dont le siège se trouve à l'hôtel de ville, a le caractère d'une véritable institution d'État, sous l'autorité des magistrats municipaux, elle est régie par des officiers assermentés, (gardes du Trésor, teneurs de livres, caissiers, etc.). Constituée par de « l'argent de banque », plus fort que les espèces courantes, et dont les variations de valeur déterminent « l'agio », la Banque reçoit aussi en dépôt des espèces monnayées, qu'elle fait fructifier, et tire profit aussi de son **«** lombard », sorte de mont-de-piété. Les lettres de change des pays étrangers sur Amsterdam et vice-versa se paient en banque, de même les transactions de la Compagnie des Indes Orientales, d'ailleurs les marchandises sont vendues meilleur marché, quand le règlement se fait en banque. La Banque d'Amsterdam n'émet pas de billets, elle n'est pas non plus une banque de crédit, bien qu'elle ait fait de fortes avances à la Compagnie des Indes Orientales et même à la ville d'Amsterdam, à plusieurs reprises, elle a drainé une grande partie du numéraire de la France, notamment lors de l'inflation de 1720 et pendant la crise commerciale de 1763.

Dès le début du XVIIe siècle, l'Angleterre commence à devenir une puissance coloniale. C'est aux dépends de l'Espagne que sont acquises les premières colonies anglaises des Antilles : les Barbades en 1605, les Bermudes en 1612, Saint Christophe, en 1622-1624, et plus tard la Jamaïque. La traite négrière est organisée par la Compagnie de Guinée fondée en 1618 à cet effet. Ils se sont implantés. Dès les dernières années du XVIe siècle, les anglais s'implantent en l'Amérique du Nord en Virginie, en attendant leur établissement dans la Nouvelle Angleterre qui leur sera cédée par la Hollande, en 1667, *New Amsterdam*, et qui deviendra *New York*. En 1600, est fondée la *Est India Company* (Compagnie des Indes Orientales), qui, dès 1622, se transforme en société par actions, en 1606 sont fondées les Compagnies de Londres et de Plymouth. Plusieurs comptoirs sont fondés dans l'Inde : Surate, en 1609 ; Madras, en 1639 ; Hougly, en 1650 ; Bombay, en 1665.

Amsterdam devient au XVIIe siècle et une bonne partie du XVIIIe, le grand marché financier du monde. C'est là que se négocie le plus grand nombre de « papiers », les cours des changes etc. Werner Sombart, dans son ouvrage *Les Juifs et la vie économique* (1911), considère que

la Hollande a contribué à « commercialiser » la vie économique, à rendre le crédit « impersonnel », condition indispensable pour l'extension et le triomphe du capitalisme, ainsi que pour la formation de la « mentalité capitaliste ». L'exemple de la Hollande montre l'étroite relation existante entre l'expansion du grand commerce maritime et l'apparition des phénomènes caractéristiques du capitalisme : sociétés par actions, spéculations sur les valeurs de bourse, achat à terme, etc. (Sée, 1926). Cette conception mercantiliste, qui sera combattue au XVIIIe siècle par l'école libérale, avait sa raison d'être au moment où le capitalisme commercial et financier en était encore à sa période d'élan, où les échanges commerciaux entre las puissances européennes étaient assez peu développés, où chaque Etat vivait, en quelque sorte, replié sur lui-même. Les progrès du commerce et du capitalisme auront précisément pour effet la ruine de ce système.

La première moitié du XVIIIe ne marque pas une période nouvelle dans l'histoire du capitalisme, c'est toujours le capitalisme commercial qui est prédominant. Cependant, l'accumulation des capitaux devient si considérable qu'elle prépare des nouvelles transformations. La décadence de la Hollande advient après 1750, même si Amsterdam reste encore longtemps le grand marché financier de Europe, grâce à son énorme stock monétaire, à sa puissante organisation bancaire ; dans cette ville se négocient les lettres de change, les « papiers » de l'Europe tout entière ; à sa Bourse sont cotées toutes les valeurs mobilières. Cependant, dès la seconde moitié du XVIIIe siècle, la place de Londres, même au point de vue financier, tend à supplanter Amsterdam. Au cours du XVIIIe siècle s'affirme la prédominance maritime et coloniale de l'Angleterre, après sa lutte victorieuse contre la France en Amérique, marqué par le traité de Paris, en 1763. L'évolution du capitalisme en Angleterre a été déterminée non seulement par ses progrès coloniaux, mais aussi par l'importance croissante de son commerce extérieur. Le commerce extérieur, représenté par le chiffre de 7.5 millions de livres sterling en 1700, atteint 14 millions en 1801. Les importations, qui ne figuraient que pour 6 millions de livres sterling, en 1715, s'élèvent à 16 millions, en 1785, et à 30 millions, en 1800. Le fait significatif se manifeste dans une courbe où le niveau des exportations est plus fort que celui des importations (Sée, [1926] 1951 ; 85). L'expansion si remarquable du commerce maritime et colonial a eu pour conséquence l'épanouissement du capital financier. La Banque d'Angleterre, dont le capital, fixé primitivement à 1 200 000 livres sterling, et qui, en 1697, s'était élevé à 2 200 000 livres, atteint, en 1710, le chiffre de 5 559 000 livres. En 1708, une grave crise financière avait minée un grand nombre de sociétés.

Un fait caractéristique de cette période est la création des compagnies d'assurances capitalistes par des assureurs individuels, en concurrence avec deux compagnies d'actionnaires, la *London Company* et le *Royal Exchange*. À la même époque, se développe l'assurance sur la vie et l'assurance contre l'incendie, en 1706 est créée la *Company of London Insurers,* qui assure non seulement les maisons, mais les marchandises. Ainsi pouvons-nous dire qu'à la fin de la deuxième période globalisante (voir fig1), dès le premier tiers du XVIIIe siècle, se manifestent en Angleterre, tous les caractères du capitalisme moderne : la fièvre des spéculations, des jeux de la bourse, les crises succédant à des périodes prospères.

En suivant la classification de Gérard Vindt (1998), la « troisième mondialisation » (1873-1914) ou « mini globalisation », se manifeste au XIXe siècle par des mutations telle la révolution industrielle, la révolution des transports, et la révolution démographique qui amplifient et accélèrent le phénomène tout particulièrement de 1880 à 1914. Le Royaume-Uni et, à sa suite, les pays d'Europe occidentale, forts de leur avance technologique, de la puissance et de la richesse que leur procure la révolution industrielle, se lancent à la conquête du monde pour y trouver des approvisionnements et des débouchés, des territoires de peuplement, des colonies et des zones d'influence. Favorisé par la révolution des transports terrestres et maritimes, le volume du commerce mondial est multiplié par sept entre 1880 à 1914. L'exportation des capitaux n'est pas moins impressionnante. En effet, plusieurs auteurs constatent que comparé au produit mondial, le volume de capitaux exportés en 1913 est supérieur à celui du début des années 1990.

À cette époque a lieu la plus grande migration de l'histoire (Held, [2004] 2005), quelques 50 millions d'Européens s'embarquent vers les pays neufs, de cette façon l'Europe répand partout avant 1914 ses techniques, ses religions, ses valeurs. Cette phase aiguë de « mondialisation » est accompagnée aussi de guerres économiques, d'une compétition acharnée entre vieilles puissances et pays émergents et de l'irruption spectaculaire des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon. Cette période coïncide également avec des nouvelles vagues de conquêtes impérialistes, facilitées par l'évolution des armements, et d'une manière générale, par la supériorité des industries et des systèmes administratifs des pays colonisateurs. Elle est marquée par la diffusion générale des modes de production capitalistes aux dépens des économies traditionnelles. Karl Marx dans le *Manifeste du Parti communiste* publié en 1848, fait référence à cette problématique.

Le marxisme s'inspire du matérialisme français du XVIIIe siècle, de la philosophie classique allemande, de l'économie politique anglaise, ainsi que du socialisme utopique français, fondé sur la conception matérialiste de l'Histoire ainsi que sur la méthode dialectique, l'ensemble constituant le matérialisme historique. Elaboré au XIXe siècle par Karl Marx et Friedrich Engels, le marxisme est une méthode d'analyse qui insiste, d'une part, sur le développement des forces de production et, d'autre part, sur l'interaction entre les classes sociales, à savoir qui fait le travail, qui donne les ordres et qui a le droit de posséder, d'utiliser ou de consommer les produits. Économiquement, le marxisme est une analyse du capitalisme, du système dont la finalité est l'accumulation du capital par le biais des profits (ou plus-values). Ces profits représentent la part non rétribuée du travail des prolétaires à qui l'on donne seulement de quoi renouveler leur force de production. La classe dominante est maîtresse de l'économie et de l'État, exerçant sa domination en forçant les classes inférieures à lui remettre une partie de leur production. Selon l'analyse marxiste ce prélèvement est le fondement de l'exploitation et le motif de la lutte des classes, qui est elle-même le moteur essentiel des transformations historiques. L'exploitation est provoquée lorsque le capital contraint les travailleurs, au delà du travail nécessaire, à un surplus de travail. C'est seulement de cette façon qu'il se réalise lui-même et crée une plus value. Cette valeur en surplus doit toutefois trouver un marché adéquat pour pouvoir être réalisée.

La classe capitaliste, et les autres classes qui partagent ses profits, consomment une partie de cette valeur en surplus. Au lieu de consommer la totalité de la valeur en surplus, les capitalistes doivent pratiquer l'abstinence, ce qui revient à dire qu'ils doivent accumuler. Le capital lui-même exige que les capitalistes renoncent aux plaisirs et s'abstiennent autant que possible de « gaspiller » les plus-values pour leur propre consommation (Hardt, 2000). Karl Marx indique que, afin de réaliser la plus-value engendrée dans le processus de production et d'éviter la dévaluation résultant d'une surproduction, le capital doit étendre son domaine. L'expansion de la sphère de circulation peut se faire par l'intensification des marchés existants à l'intérieur de la sphère capitaliste, par la création de nouveaux besoins, mais le montant des salaires dont les travailleurs disposent et le besoin d'accumulation des capitalistes imposent une barrière rigide à cette expansion. La seule solution efficace, pour le capital, est de se tourner vers l'extérieur et de découvrir des marchés non capitalistes où échanger les marchandises et réaliser leur valeur. Lorsque le capitalisme ne peut plus prélever une « plus value » suffisante, dont le profit est un élément important, cela entraîne des crises

économiques et un taux de chômage élevé. Karl Marx et Friedrich Engels estiment que la prise de pouvoir par le prolétariat est nécessaire et que cette révolution doit aboutir inéluctablement à une forme de société, le communisme, sans classe et sans État, mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et qui le rendra maître de son histoire.

Tous ces éléments vont accélérer la marche vers la « quatrième mondialisation » (1914-1945) et le premier conflit mondiale d'envergure. La Première Guerre mondiale (1914-1945) ouvre une longue phase de repli et de fragmentation qui dure jusqu'en 1945. Ruinée par le conflit, l'Europe cesse d'investir dans le monde et la révolution bolchevique coupe l'URSS des échanges mondiaux. Dès 1920, la fermeture des pays d'accueil entraîne un effondrement des migrations internationales. La montée du protectionnisme et l'instabilité monétaire suscitent une atonie du commerce mondial. La fragmentation atteint son maximum dans les années 30. La crise de 1929 suscite un repli général ponctué de droits de douane prohibitifs, de contingentements et de dévaluations compétitives. Les dictatures s'enferment dans des politiques d'autarcie, les puissances coloniales comme la France et le Royaume-Uni se réfugient dans des préférences impériales. Le commerce international recule de plus de deux tiers en valeur et de près de moitié en volume. Le monde est fracturé en zones monétaires rivales et confronté à l'opposition croissante entre métropoles et colonies, capitalisme et socialisme, démocraties et dictatures.

À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la part de la production mondiale faisant l'objet d'échanges internationaux est retombé au même niveau qu'un siècle plus tôt, c'est-à-dire que le volume des échanges internationaux à ce moment là représentait la même part du produit interne brut (PIB) qu'au XIXe siècle (Savitch, 2002). Suivant cette logique, on pourrait aussi dire qu'au Moyen Âge, le commerce représentait une part encore plus grande du produit intérieur brut, et pourtant on ne pourrait pas dire qu'aucun changement radical ne soit intervenu au cours des cinq cents dernières années.

Philip Cerny (2005) qualifie la quatrième « mondialisation » en cours de « *neomedievalism* », mais il reconnaît également le changement radical qu'elle a entraîné. Pour ces auteurs, ce qui compte c'est non pas le volume des échanges internationaux mais la façon radicalement différente dont ils s'effectuent désormais et l'effet que cette transformation produit sur la vie des peuples. Ainsi le commerce peut-il toujours remplir une fonction nécessaire, mais la

mondialisation l'a transformé en profondeur d'une façon entièrement nouvelle, avec des conséquences sans équivalent auparavant.

La « cinquième mondialisation » ou période globalisante se développe depuis la fin des années 40 (1945-1973). Pendant les Trente Glorieuses, l'ouverture ne fait que compenser le profond repli de l'entre-deux guerres : en 1975, la part de la production mondiale échangée retrouve son niveau de 1914 et, malgré les commentaires passionnés qu'ils suscitent, les investissements directs à l'étranger (IDE) restent très en deçà de ceux du début du siècle. Il est vrai qu'ils proviennent alors quasi exclusivement des firmes américaines et non plus, comme à la Belle Époque, des pays d'Europe occidentale.

Dans son ouvrage majeur, *La grande Transformation*, l'historien Karl Polanyi ([1944] 1983) analyse les rapports entre l'économie, la politique et la société. L'auteur montre comment le marché traditionnel, qui existait depuis de millénaires dans toutes les sociétés comme lieu de rencontre des producteurs et des consommateurs et, par conséquent comme lieu d'échange de biens, s'est progressivement transformé. Au XIXe siècle, le marché est devenu un système autonome international, détaché de tout contexte social et indépendant de tout État. L'idéologie libérale mercantiliste a voulu que cette économie de marché s'auto réglemente, et les Etats on suivi. Karl Polanyi considérait que le marché engendrait des effets pernicieux pour l'homme et pour la société, et qu'il risquait de détruire l'un et l'autre. L'économie de marché a pris le pas sur tout le reste, dorénavant elle domine et subjugue la société, la culture et l'environnement. Toujours selon Karl Polanyi, l'économie de marché, grâce à la liberté dont elle jouit depuis le début du XIXe siècle, est devenue hégémonique.

L'hégémonie définit par Immanuel Wallerstein ([1983] 2002) est un déséquilibre entre des grandes puissances qui permet à l'une d'elles « d'imposer ses règles et ses volontés dans les arènes économique, politique, militaire, diplomatique et même culturelle ». Dans son analyse, cet auteur fait l'historique des trois hégémonies successives de « l'économie monde » : celles du Pays Bas au XVIIe siècle, de l'Angleterre au XIXe siècle et les États-Unis au XXe siècle. Selon Karl Polanyi le XIXe siècle avait vu l'émergence d'une économie et d'une société de marché qui étaient parvenues à balayer l'ordre ancien en créant de vastes marchés « autorégulateurs » dépassant les horizons des marchés locaux ancestraux et, surtout, en soumettant aux lois du marché le travail, la nature et la monnaie. La pensée libérale

néoclassique du troisième quart du XIXe siècle était très mondialiste ; elle faisait écho à la pensée marxiste qui se situait également dans une tradition mondialiste. Cette période était antérieure à *La Grande Transformation* dont parle Karl Polanyi, c'est-à-dire l'effondrement d'un système fondé sur l'équilibre des grandes puissances, l'étalon or, le marché autorégulateur et l'État libéral.

Pendant les 25 dernières années du XXe siècle, la sixième « mondialisation » s'est cependant fortement accélérée. Les progrès du libre-échange et des transports ainsi que la conversion d'un nombre croissant de pays à l'ouverture commerciale ont dynamisé les échanges internationaux qui concernent en l'an 2000 plus de 25 % de la production mondiale. Les investissements directs à l'étranger (IDE) ont pris une ampleur exceptionnelle, dont les Etats-Unis ne sont plus les seuls protagonistes. Désormais, tous les pays capitalistes développés et un nombre croissant de pays émergents participent à cette stratégie mondiale du capital. À la multiplication des firmes multinationales, s'ajoute l'apparition de firmes « globales », apatrides, multiculturelles, organisées en réseaux planétaires dont la stratégie est fondée sur la réalisation d'un produit mondial, assemblage de pièces détachées fabriquées au meilleur coût un peu partout dans le monde et dont la commercialisation puisse être planétaire. Ces flux de capitaux à long terme s'accompagnent d'une extrême volatilité des capitaux spéculatifs dont les déplacements sont favorisés par la déréglementation[34] et l'interconnexion des marchés financiers et dont la puissance est suffisante pour peser sur les taux de change, les cours boursiers ou immobiliers, l'aisance ou la ruine des États-nations, en particulier des pays en développement.

I.4. La mondialisation au XXe Siècle

L'histoire moderne du capitalisme est associée aux trois grandes phases de la révolution industrielle. Amorcée au milieu du XVIIIe siècle en Angleterre, la première phase a été marquée par la montée du capitalisme et la naissance du prolétariat. Fondée sur le textile, le charbon et la machine à vapeur, cette première phase fut suivie, à la fin du XIXe siècle, d'une deuxième phase caractérisée, entre autres, par la découverte du pétrole et de l'électricité,

[34] Le terme de déréglementation désigne le concept anglais de *deregulation*, le fait de laisser jouer les mécanismes du marché en supprimant ou réduisant les règles, limitations et interventions publiques.

l'utilisation massive de l'acier et l'expansion des grandes entreprises. La troisième phase de la révolution industrielle, qui commence au milieu du XXe siècle, représente une nouvelle mutation industrielle, revêt un caractère scientifique et technique inédit, comme en témoignent l'utilisation de sources d'énergie par exemple, l'énergie atomique ; le développement de l'automation grâce notamment à l'essor de la cybernétique et de l'électronique ; les avancées spectaculaires de l'industrie chimique qui permirent la fabrication de nombreux produits synthétiques, les innovations progressives dans le domaine du traitement et de la diffusion de l'information, de même que l'expansion sans précédent du secteur des services et des grandes bureaucraties.

Grand nombre d'auteurs évoquent comment les deux guerres mondiales ont modifié les structures économiques et politiques des relations internationales, après l'effondrement des puissances de l'Axe en 1945, de ce fait la paix est devenue une aspiration largement partagée au sein des pays industrialisés. Les principaux courants idéologiques inspirant la vie politique des pays industrialisés, le libéralisme, le socialisme ou même le communisme, défendent des projets de société étrangers aux valeurs nationalistes du passé. Il se réclament, à des titres divers, d'un héritage des Lumières et réaffirment un humanisme à connotation utilitaire qui place l'individu au centre de leur projet politique.

Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale avec la victoire des Alliés, débute une période de forte croissance économique, dite les *Trente Glorieuses*, marquée par un mode novateur de développement économique, inspirée par les théories keynésiennes, et des régulations des sociétés, soit la régulation fordiste. Cette dernière désigne trois ordres de réalité : d'abord le système de production de consommation de masse, fabrication en série de biens standardisés au moyen de longues chaînes d'assemblage alimentées par une main d'œuvre peu qualifiée. Ensuite, l'extension du salariat et la hausse du taux global de syndicalisation, soit un rapport salarial fondé sur un contrat de travail à long terme, la présence de garanties d'emploi et la progression de salaires au rythme du gain de productivité. Enfin l'accroissement du niveau de vie de la population et l'essor de l'État providence, autrement dit, un régime d'accumulation de la richesse caractérisé par l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés et la mise en place de mécanismes étatiques de redistribution de la richesse.

Lors du triomphe du capitalisme libéral dans l'Angleterre victorienne, un large accord existait, parmi les économistes, sur l'efficacité et le caractère autorégulateur des marchés, sur

le rôle de l'État, limité à l'encadrement juridique des activités économiques. Ce consensus se désintègre au début du XXe siècle avec l'essor du nouveau libéralisme. Les théoriciens anglais tels que Thomas H. Green, Leonard T. Hobhouse et John A. Hobson, comme les institutionnalistes américains, Walter Lippmann entre autres, ou les partisans de l'école historique allemande Ludwig von Mises ([1938] 1952), Friedrich von Hayek ([1945] 2002), estiment que l'État doit intervenir pour corriger les maux engendrés par l'économie de marché : fluctuations de l'activité économique, chômage, inégalités de revenus inacceptables, pauvreté. Ainsi assiste-t-on à une transformation du cadre de pensée hérité de la période de la Révolution industrielle anglaise, dont la notion du libéralisme, dans ses dimensions politique, économique et sociale, subit une mutation profonde. Dorénavant, la société se doit d'intervenir pour réduire les inégalités si elle veut préserver la liberté individuelle.

Les deux guerres mondiales, séparées par un entracte relativement bref, ont considérablement freiné le processus incontrôlé de la cinquième « mondialisation », après la Crise de 1929, les gouvernements des États-nations se sont au contraire assuré une mainmise sans précédent sur l'économie en poussant au maximum leurs pouvoirs en la matière. L'URSS vit le triomphe d'un socialisme fortement interventionniste et la quasi-disparition du secteur privé. Dans d'autres pays totalitaires comme l'Allemagne nazi, l'Italie fasciste, l'Espagne et le Japon, la tutelle de l'État, d'inspiration plus mercantiliste que socialiste, fut aussi renforcée au maximum. Même les « grandes démocraties » (États-Unis, Grande-Bretagne et France) durent adopter des mesures économiques dirigistes et interventionnistes pour faire face à ce qui apparaissait comme une crise sans issue.

Cette crise est à l'origine de l'extension mondiale, d'une remise en cause radicale et généralisée des certitudes libérales sur l'efficacité des marchés, et le développement d'un processus de transformations institutionnelles, économiques et politiques, dénommée « révolution keynésienne » dès la fin des années 1930. John Maynard Keynes, dans son livre publié en 1936, la *Théorie général de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, propose un nouveau regard sur les problèmes économiques, ce qu'on appelle désormais le keynésianisme. La légitimation de l'économie mixte conférant un rôle bien défini à l'État, transforme lentement la doctrine économique orthodoxe sur le plan pratique comme sur le plan théorique dans la plupart des pays industrialisés au 20e siècle (Valaskakis, 1978).

C'est après la Seconde Guerre que la plupart des gouvernements des pays occidentaux, et les Nations Unies en 1948, proclament le principe en vertu duquel l'État a la responsabilité d'assurer le plein emploi, la stabilité économique et une juste répartition des revenus, et qu'ils se donnent, avec la panoplie des politiques fiscales et monétaires inspirées par le keynésianisme, les moyens de mettre en œuvre ces politiques. Ce qu'on appelle l'État providence, le *Welfare State,* pour désigner la conjonction et l'articulation entre les politiques économiques et les politiques sociales, est né.

La défaite des puissances totalitaires a laissé deux vainqueurs dans une économie mondiale ruinée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. D'un côté, l'occident assez peu interventionniste, partisan d'un contrôle étatique réduit au minimum, symbole de la pensée économique occidentale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), issue de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), devient la vitrine de philosophies relativement libérales. C'est en un sens l'équivalent de l'OTAN[35] face au bloc soviétique. L'autre vainqueur de la Seconde Guerre mondiale, le bloc soviétique, soutient la maximisation de l'intervention de l'État, dans un régime de propriété collective intégrale des moyens de production. La confrontation des deux blocs, connue sous le nom de « guerre froide » est celle de coalitions d'États-nations. Cependant, il est important de noter que même les nations occidentales du groupe de l'OCDE ont cru aux vertus de l'économie mixte et suivi le plus souvent les idées et les politiques keynésiennes. De cette manière les gouvernements des États-nations ont gardé la haute main sur les relations internationales, des deux côtés de la ligne de démarcation idéologique, et resteront les principaux acteurs de l'économie mondiale. En 1945, les États-Unis sont la seule puissance industrielle à avoir échappé aux destructions de la guerre. Déjà très forte en 1939, leur capacité industrielle a augmenté énormément pendant la guerre, ils se trouvent sans concurrent économique sérieux dans le monde. Les infrastructures de l'Europe, de l'URSS, et de l'Asie d'Extrême-Orient sont largement détruites et surgit partout un besoin de « reconstruction ». À l'époque aucun pays ne peut produire des biens aussi efficacement, aussi bon marché que les États-Unis, donc les entreprises américaines peuvent concurrencer ces pays même sur leurs propres territoires. Le système commercial international arrive à un tournant décisif de son histoire. Lors d'un discours à l'Université *Harvard,* le secrétaire américain George C. Marshall propose un

[35] Afin de se protéger des menaces soviétiques, les pays occidentaux établissent en 1949 un système de défense régionale : l'Alliance atlantique. L'Alliance, complétée par la convention d'Ottawa, créé le 20 septembre 1951 l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

programme d'aide destiné à stimuler la « reconstruction » de l'Europe. Mise en place dans le cadre de la doctrine du président Harry Truman, cette aide est refusée par l'URSS qui fait d'ailleurs pression sur les pays d'Europe centrale pour qu'ils fassent de même. Par contre, l'aide est très bien accueillie en Europe occidentale qui crée l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), qui deviendra l'Organisation de Coordination et de Développement Economique (OCDE), afin de répartir les aides financières proposées par le Plan Marshall.

Dans ce contexte, une série d'organismes, connus généralement sous l'appellation d'institutions de *Bretton Woods* (BM, FMI, etc.), destinés à coordonner et à réglementer la coopération économique internationale ont vu le jour, dont l'institution destinée à réglementer le commerce a été envisagée, l'Organisation internationale du commerce (OIC). En dépit du fait que cette institution n'a jamais vu le jour, un groupe de pays a entamé, durant la même période des négociations sur les tarifs douaniers, parvenant à s'entendre sur un ensemble de normes destinées à libéraliser leurs échanges commerciaux. Ces normes et ces concessions relatives aux tarifs douaniers, adoptées « provisoirement », ont donné lieu à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)[36]. Des critiques sur cette période font référence au caractère impérialiste du plan Marshall, visant à satelliser l'Europe de l'Ouest en face de l'Europe de l'Est, le bloc soviétique. Certes, les Américains sont intervenus pour mettre fin aux régimes totalitaires en Europe, mais cette intervention s'accompagnait de l'espoir de faciliter les échanges entre les États-Unis et l'Europe. Certains auteurs considèrent que la croissance de nombreux pays européens était rétablie bien avant l'arrivée à grande échelle de l'aide provenant des États-Unis, et que la construction d'une union européenne pouvait déséquilibrer les deux blocs qui se mettaient en place. De cette manière, l'Administration Truman, en appuyant l'intégration européenne, bâtit une nouvelle force afin de combattre l'avancée du Communisme en Europe. Le plan Marshall sera fondé sur l'endiguement (*containment*), et permettra à la fois de combattre le communisme, et convertir l'économie de guerre américaine en économie de paix. Mais en même temps, débute la formation des blocs autour des deux superpuissances, et s'inaugure la vision bipolaire du monde qui le plonge dans la guerre froide. Cependant, cet affrontement est détourné dans tous les domaines, aussi bien dans le domaine militaire que dans le domaine économique,

[36] GATT : L'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (*General Agreement on Tariffs and Trade*), ce texte signé le 30 octobre 1947 et administré par une commission intérimaire, crée pour harmoniser les politiques douanières des états adhérents, qui deviennent parties contractantes, statut en vigueur jusqu'au remplacement du GATT par l'OMC en 1994.

scientifique ou culturel. Par conséquent, la notion de guerre froide souligne l'incompatibilité des idéologies : marxiste-léniniste d'une part et capitaliste libérale d'autre part. Le monde est partagé entre les deux idéologies rivales ; à l'Est le communisme, à l'Ouest le capitalisme. Pendant cette guerre il n'y a pas d'affrontement direct entre les deux grands, mais des affrontements par pays interposés. La guerre froide débute en Europe dès 1947 avant de s'étendre en Asie. Pour quelques auteurs, elle s'achève en 1956, quand Nikita Khrouchtchev propose aux États-Unis la coexistence pacifique (Aron, 1996). Pour la plupart de ces auteurs, elle finira avec la chute du mur de Berlin en 1989.

Pendant la guerre froide, le développement du bloc occidental a créé trois des principales conditions de la mondialisation contemporaine : les institutions économiques à l'échelle mondiale avec une légitimité de plus en plus globale ; l'intégration, ainsi que l'alliance entre les États-nations, et la démocratie comme condition normale d'entrée au bloc mondial dominant. Martin Shaw (2000) argumente que la conséquence ultime de la guerre froide a été l'intégration, non la désintégration du monde. Même si elle a créé des fissures profondes entre l'Est et l'Ouest, elle a servi à l'intégration du bloc occidental, a stimulé et a tenté d'intégrer le tiers monde dans le premier monde, et a éventuellement contribué au système mondial unique dans une époque de transition. Mais si l'intégration militaire occidentale a été le point de départ et la condition de ces développements, elle a induit également des luttes sociales provoqués par le partage du monde entre les deux blocs durant la Guerre froide. Aussi longtemps que la guerre froide a continué, elle a écarté l'évolution démocratique mondiale. La guerre froide qui a opposé capitalisme et communisme entre 1947 et 1991, est également considérée comme une période marquée par un système bipolaire du pouvoir, régi par trois grands principes : la dissuasion nucléaire en tant qu'instrument ultime de la régulation entre l'Est et l'Ouest, la prévalence du facteur politico stratégique sur les contraintes économiques, la dépendance des conflits du théâtre périphérique à ceux du centre. La fin de la guerre froide a consacrée le triomphe d'un de ces systèmes économiques, par rapport auquel chaque État-nation devait désormais se positionner, ce fait coïncide avec le début de la sixième mondialisation proposée par Gérard Vindt, (1998 : 42) soulevant la question du rapport causal entre les deux, et la transformation du monde bipolaire en une sphère globale.

La fin de la guerre froide, ainsi que l'écroulement de tout ce qu'il représentait, a paru marquer le triomphe ultime du « bloc OCDE », c'est-à-dire des démocraties moins interventionnistes. De ce fait, au début des années 90, tout le monde a voulu imiter l'Occident, adopter ses

institutions et sa philosophie, privatiser les industries de l'État, déréglementer et réduire l'intervention et les dépenses des pouvoirs publics. En l'espace des dix dernières années du XXe siècle, presque tous les gouvernements du monde, indépendamment de leur idéologie, ont réduit le volume de leurs activités en même temps que les agents du secteur privé développaient les leurs, remplaçant ainsi peu à peu les gouvernements dans les premiers rôles économiques sur la scène mondiale.

En conséquence, la mondialisation en cours est issue de l'expansion réussie du bloc occidental, puis de l'incapacité de l'Union soviétique à offrir une réponse efficace à ce défi. Un des enjeux fondamentaux du nouvel ordre mondial était celui de proposer ou d'imposer une nouvelle hiérarchisation de la puissance, fondée sur une nouvelle stratégie combinant la diplomatie et l'économie, dès lors que les deux logiques politico-militaires successives qui la régissaient jusque-là (celle des vainqueurs de la guerre, puis les protagonistes de la guerre froide) apparaissaient insuffisantes pour gérer la pluralité des contraintes du nouveau système international.

Nombreux sont les chercheurs qui placent la mondialisation à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec l'avènement de l'ère nucléaire, l'émancipation des colonies, la nouvelle expansion du commerce et des investissements, et l'essor économique de l'Asie du Nord-Est. Elle est également située au commencement du démantèlement de la *pax americana* au début des années 70, ou avec la montée de l'idéologie néolibérale, à la fin des années 70 et au début des années 80. Dans un cadre plus théorique, Stephen J. Kobrin (1982), distingue entre le commerce et d'investissement de l'internationalisation du XIXe siècle et le réseau des communications et des informations de la fin du XXe siècle. Enfin, il convient de noter que le terme anglais « *globalization* » a été utilisé pour la première fois autour des années 60 dans le monde entier, avec un nouveau sens : comme quelque chose sphérique, totale ou universelle, par opposition à un sens beaucoup plus ancien du phénomène.

Charles-Albert Michalet (2007 : 81) considère que la globalisation financière est née le 15 août 1971, le jour où le président américain Richard Nixon a décidé unilatéralement que le dollar des États-Unis ne serait plus convertible en or, la Réserve fédérale ne pouvait plus assurer sa convertibilité, donc l'or ne serait plus l'étalon monétaire international. Son cours, ainsi que celui des autres monnaies, sera désormais fixé par l'offre et la demande sur les marchés. Le régime des taux d'échange flottants sera entériné en 1973 à la conférence de la

Jamaïque. Cependant, c'est le « *Big Bang* »[37] introduit au Royaume-Uni, par Margaret Thatcher, suivie en cela par l'administration du président Ronald Reagan, qui ouvrira la voie à la mise en place d'un véritable « *level playing field* » dans le domaine financier. Ce « terrain de jeu » est la condition nécessaire pour que les firmes puissent déployer une stratégie et une organisation afin d'exploiter les opportunités offertes par les disparités des différents territoires de l'économie mondiale. Au milieu des années 70, les exigences du marché bouleversèrent la logique traditionnelle de la production de masse au profit de la production flexible. La crise de la croissance, marquée par des nombreux ratés au chapitre des gains de productivité, se traduisit par une crise des finances publiques et la remise en question de l'Etat-providence. La crise de l'emploi et l'essor de la sous-traitance ébranlèrent les fondements du salariat contemporain et les formes traditionnelles du lien social fondé sur le salariat. Tel est le régime de régulation de la société qui a accompagné la croissance économique des pays industrialisés depuis la période de l'après guerre jusqu'au premier choc pétrolier de 1973-1974.

I.4.1 Les acteurs de la mondialisation

Tout passage à une nouvelle ère entraîne des bouleversements, Joseph Schumpeter (1950) nomme « destruction créatrice » le processus qui permet aux forces du marché d'agir de façon impersonnelle et impitoyable en réduisant à néant des pratiques anciennes et statiques et en inaugurant une manière nouvelle et dynamique de procéder. Le bien-être immédiat de la population ne pèse guère, comparé aux perspectives offertes par des machines nouvelles, des bien plus nombreux et des profits plus importants, c'est précisément ce coût qui suscitera une vive opposition à la mondialisation, des réactions qui viendront des groupes très variés de l'éventail social (Savitch, 2002 : 209). Nombreux sont les auteurs qui s'accordent à penser « la mondialisation en cours comme le résultat d'une révolution technologique qui a rétrécit le temps et l'espace et se définit par cinq éléments essentiels : les nouvelles technologies, le rôle capital de l'information grâce aux communications instantanées, la tendance croissante à la normalisation des produits économiques et sociaux, une intégration internationale accrue, et la fragilité réciproque due à une plus grande interdépendance » (Savitch, 2002 : 205). Entre les nouveaux acteurs qui dominent à présent la scène mondiale et provenant principalement du

[37] L'expression « *Big Bang* » désigne l'ensemble des mesures de libération des marchés financiers britanniques prises le 27 octobre 1986, cette dérégulation inaugure l'ère de l'argent roi et des golden boys à la City de Londres.

secteur privé (Valaskakis, 1978), se trouvent les organisations intergouvernementales (OIG), les organisations non gouvernementales (ONG), les sociétés transnationales, les groupes d'intérêt, les gouvernements des États-nations,et la société civile internationale.

I.4.1.1. Les organisations intergouvernementales (OIG)

Après la fin de la guerre froide, les États nations et leurs gouvernements se sont consacrés à l'organisation des nouveaux rapports mondiaux. Les fondateurs du système des Nations Unies marqués par les conséquences tragiques de la Dépression des années trente ainsi que par les troubles politiques qu'elle avait engendrés, étaient persuadés que la coopération internationale dans les sphères économique, sociale et culturelle était devenue une nécessité, car la pauvreté, le chômage ou le sous-emploi ne pourraient être combattus sans établir des institutions permettant la gestion en commun de l'économie internationale. Cela a encouragé à la création des institutions telles que l'ONU, la BM, l'FMI et le GATT.

L'imbrication entre les sphères étatiques et celle des relations internationales a exigé la constitution d'un nombre toujours plus élevé d'organisations intergouvernementales, qui jouent un rôle de première importance dans la vie politique internationale. Les organisations intergouvernementales se comptent aujourd'hui par milliers, elles ont reçu des mandats très divers recouvrant tous les domaines de l'activité humaine : économique, politique, sociale et culturelle. Au sein des Nations Unies, les États ont mis en place toute une série d'organisations dont les mandats sont de nature technique, telles que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Certaines organisations spécialisées du système des Nations Unies, telles que l'UNESCO[38], l'Organisation international du travail (OTI), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ou l'Organisation mondiale de la santé l'OMS[39] ont des mandats touchant à des questions sociales et culturelles qui se sont avérées politiquement très sensibles. Ces organisations se sont vues confier des tâches d'assistance technique aux pays « arriérés » qui ont pris de

[38] L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) est née le 16 novembre 1945. L'objectif que s'est fixé cette agence spécialisée des Nations Unies, est vaste et ambitieux : construire la paix dans l'esprit des hommes à travers l'éducation, la science, la culture et la communication.

[39] L'OMS est l'autorité directrice et coordonnatrice, dans le domaine de la santé, des travaux ayant un caractère international au sein du système des Nations Unies. Elle est chargée de diriger l'action sanitaire mondiale, de définir les programmes de recherche en santé, de fixer des normes et des critères, de présenter des options politiques fondées sur des données probantes, de fournir un soutien technique aux pays et de suivre et d'apprécier les tendances en matière de santé.

l'ampleur en 1965 avec la création de PNUD[40]. Depuis lors, ce programme de l'ONU soutient les gouvernements des pays pauvres grâce aux ressources humaines et matérielles qu'il est en mesure de mobiliser. Son financement dépend avant tout de contributions volontaires des pays riches.

Parmi les institutions importantes, hors du système de l'ONU, il convient d'évoquer l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), qui produit aussi de nombreuses études économiques et sociales dont certaines ont une orientation prospective, telles que les « Perspectives économiques de l'OCDE ». En particulier il est responsable des fameux examens annuels de la situation économique des pays membres. L'OCDE offre aussi un lieu de rencontre pour les responsables des politiques économiques et sociales de ses États membres, permettant des délibérations régulières au niveau ministériel, mais également au niveau des hauts fonctionnaires des administrations nationales et des experts, dans les domaines des affaires étrangères, des finances, de l'économie et du commerce international, ou dans des domaines plus spécialisés, tels que l'éducation, l'environnement, le développement ou les affaires sociales. Son secrétariat facilite aussi les négociations entre les pays industrialisés et assiste les administrations nationales et leur gouvernement dans leur prise de décision. En outre les États membres adoptent sous l'égide de l'OCDE, les règles de comportement qui deviennent obligatoires lorsqu'elles ont été acceptées à l'unanimité. Par ses décisions et recommandations, par la nature et l'orientation de ses travaux et publications, cette organisation est restée un relais puissant des conceptions économiques libérales propagées par les sphères dirigeantes américaines. Selon Pierre de Senarclens (2002) les codes de libération des mouvements de capitaux et des transactions invisibles courantes adoptés par le conseil de l'Organisation en 1961 ont exercé une influence incontestable sur le développement de la mondialisation.

En un sens, la naissance des organisations internationales gouvernementales (OIG) destinées à établir des relations entre organismes gouvernementaux, constitue la réponse des gouvernements à la mondialisation. Ces coalitions des gouvernements d'États-nations cherchent à agir collectivement dans des domaines où l'action unilatérale n'est pas efficace.

[40] Le PNUD est le réseau mondial de développement dont dispose le système des Nations Unies. Il prône le changement, et relie les pays aux connaissances, expériences et ressources dont leurs populations ont besoin pour améliorer leur vie. Présents sur le terrain dans 166 pays pour les aider à identifier leurs propres solutions aux défis nationaux et mondiaux auxquels ils sont confrontés en matière de développement.

Les OIG recueillent une partie du pouvoir que les gouvernements des Etats membres ont accepté de céder, mais leur force réside aussi dans leur capacité d'agir en concertation.
Alors que la force de frappe politique des différents gouvernements agissant seuls va en s'amoindrissant, celles des grandes OIG agissant à l'unisson de leurs membres demeure très grande. Ces coalitions sont toutefois composées d'États reconnus comme souverains dans leur propre sphère territoriale, ce qui signifie qu'il n'existe pas d'instance supranationale pouvant déterminer leur système juridique interne ou interférer dans l'orientation de leur régime. Ce principe est inscrit dans la charte de l'ONU qui affirme, dans son article 2, l'égalité souveraine des États. Le principe de souveraineté étatique est intrinsèque à l'ordre politique contemporaine, il exprime la nature de l'État. En d'autres termes, il n'y pas d'État sans souveraineté. Pour Olivier Beaud (1994 : 9) : « La souveraineté interne, qui signifie la domination à l'intérieur du territoire, présuppose la souveraineté internationale qui exclut le pouvoir de domination d'un État tiers, de même que la souveraineté internationale implique la souveraineté interne pour pouvoir être effective ». En conséquence la politique internationale est structurée par la coexistence pacifique ou conflictuelle d'États indépendants. L'importance croissante acquise, au cours des dernières décennies, par d'autres acteurs (entreprises transnationales, OIG, ONG), les interactions toujours plus denses entre les sociétés nationales, les processus d'intégration régionale et le développement de mouvements de contestation, n'affectent pas, du point de vue juridique, cette centralité de l'État dans la politique internationale.

I.4.1.2 L'État-nation

Le principe de souveraineté éclaire la distinction entre la sphère intérieure de l'État et celle de la politique internationale, entre un milieu relativement intégré et hiérarchisé, d'une part, et un domaine hétérogène et anarchique, d'autre part. Les deux dimensions, externe et interne de la souveraineté, sont indissociables. Éliminer l'une ou l'autre induit non seulement la destruction de l'Etat, mais aussi celle de la société civile et de la communauté politique. Comme souligné par Bertrand Badie (1999), la souveraineté a souvent été l'instrument d'un centralisme interventionniste et même répressif, et il est indéniable que l'État souverain n'a pas toujours été un Etat de droit. Cependant, la souveraineté appartient au peuple, même si on ne le laisse pas toujours s'en servir : l'Etat et les représentants élus l'exercent en son nom. La communauté politique se constitue par un pacte entre les citoyens et le pouvoir souverain,

(aujourd'hui l'Etat) en tant que fondement de la légitimité démocratique. Dans le contexte actuel, une autre caractéristique de la souveraineté étatique, est l'usage différencié que les États font de ses dimensions stratégiques et économiques. Au plan stratégique et militaire, l'exercice de la souveraineté est toujours revendiqué, selon le schéma classique des rapports de force encadrés par le droit international. Dans le domaine économique et financier, les États les plus puissants ont volontairement accepté le recul de leurs prérogatives souveraines face au capitalisme. Cela a des conséquences négatives pour les régimes démocratiques et les classes sociales défavorisées, majoritaires dans le monde. En revanche, les élites, les grands acteurs économiques et un certain nombre d'États adhèrent volontiers à la mondialisation néolibérale. Nous assistons donc, d'un côté, à une logique souverainiste et de l'autre à son affaiblissement organisé.

Aujourd'hui, de plus en plus de pressions s'exercent pour que les gouvernements prennent la mesure des conséquences sociales à plus long terme des politiques de libéralisation de l'économie poursuivies depuis les années 80. Ces politiques sont peut-être parvenues à soutenir la croissance économique en général, mais elles ont aussi soumis le tissu social à de très fortes pressions. La persistance de niveaux élevés de chômage, la polarisation des revenus, et la montée de l'exclusion sociale, alimentent un sentiment d'insécurité de plus en plus vif et répandu au sein de la population. C'est en réponse au désenchantement politique causé par la poursuite effrénée de mesures qui favorisent une concurrence accrue des marchés, que la question sociale est depuis peu redevenue une préoccupation des gouvernements. C'est dans ce contexte qu'apparaissent des mots nouveaux comme « exclusion sociale », « capital social », « cohésion sociale », et celle de « gouvernance ». Pour reprendre les termes de Karl Polanyi ([1944] 1983), chaque période de « grande transformation » produit son lot de nouveaux concepts que les individus inventent pour décrire les changements qui surgissent dans les structures et les réalités sociales. Toutefois, dans une perspective plus précise, la mise en œuvre de la notion de « gouvernance » est censée contribuer à éviter le désintérêt des citoyens à l'égard de la chose publique en mettant l'accent sur la participation de la société civile aux prises de décisions et à améliorer l'efficacité de la gestion du secteur public par l'action en réseaux et en partenariat. La gouvernance s'appuie donc sur une recomposition des liens entre les sphères publique et privée, ainsi qu'entre État, marché et société civile.

L'avènement de la mondialisation conduit à l'impossibilité de penser l'organisation et la stabilité du monde sur la base de l'ancien système interétatique, d'où le concept de « gouvernance » mondiale qui sous-entend que la régulation mondiale n'est précisément plus réductible à la régulation exclusive des États. La gouvernance renvoie fondamentalement à l'idée que les choix et les décisions passent de plus en plus par des jeux de transactions entre acteurs de nature différente (États, entreprises privées et organisations non étatiques), plutôt que par une logique hiérarchique où un acteur – en l'occurrence l'État – dicterait sa conduite aux autres. Pour Jean-Pierre Gaudin (2002), la gouvernance est un processus de réduction de l'indétermination historique qui pèse sur l'avenir de l'État à travers la construction d'arrangements entre acteurs hétérogènes du système mondial. Elle est une manière de penser la politique en dehors et au-delà de la question de la souveraineté, question à laquelle a été historiquement liée la réflexion sur l'État. La gouvernance sanctionne par là même la fin des visions téléologiques qui assigneraient à un sujet historique – l'État par exemple – une responsabilité particulière. C'est la raison pour laquelle toute tentative destinée à assigner à un nouvel acteur – par exemple, la société civile – une sorte de nouvelle responsabilité historique qui succéderait à celle jouée par les États, paraît peu crédible.

La prise de conscience des enjeux que sous-tendent le libéralisme et le néo-libéralisme sur l'État-nation, est manifeste depuis le début des années 80. La vague libérale prend la forme d'une mondialisation des échanges, qui se distingue de la phase précédente d'internationalisation des échanges commerciaux commencée par le GATT et poursuivie par l'OMC. Philip Cerny (1995) considère que la mondialisation, loin d'être un changement de degré de l'internationalisation des échanges commerciaux est un changement de nature. Pour cet auteur, l'internationalisation se structurait à partir des nations, la mondialisation se pense à partir du monde, indépendamment de l'existence des États-nations. Autrement dit, auparavant, les échanges étaient de nature interétatique, dorénavant, ils sont de nature trans-étatique, cela entraîne un débordement de l'État, conséquence de l'existence d'un hiatus entre l'État régulateur et la libération des échanges. L'État providence a été construit dans le cadre d'une économie fermée, dont il pouvait commander l'évolution ; l'instauration d'une économie ouverte le prive de ses moyens d'actions traditionnels et rend aléatoire la définition de toute stratégie économique. Philip Cerny signale l'existence d'un désajustement entre le pouvoir politique encore enfermé dans ses frontières et un pouvoir économique transfrontière mondialisé.

C'est en ce sens que, dans son ouvrage *Pourquoi la gouvernance ?*, Jean Pierre Gaudin (2002) propose l'hypothèse que la gouvernance constitue, à partir du milieu des années 90, le nouveau discours ou la nouvelle conception de l'État mis en avant par les tenants de la *Third Way* dans les pays anglo-saxons. Le concept de « troisième voie », développé par Anthony Giddens ([2000] 2002) et Ulrich Beck ([1986] 2008), décrit les divers éléments d'une idéologie en émergence cherchant à établir une position mitoyenne entre les alternatives dominantes du néo-libéralisme radical et du socialisme démocratique.

La gouvernance remet en cause la conception constitutionnelle ou formelle des systèmes de gouvernement, et suppose que la mondialisation rend de plus en plus obsolète ou fictif le principe de la souveraineté des États. Le problème est profond et fondamental, il tient à la nature même de l'État. « Dans la tradition aristotélicienne du politique l'État était perçu comme une « association civique » réunissant des citoyens autour des objectifs et valeurs communs (Oakeshott, 1975). Elle suppose donc le partage du « bien commun » à tous les citoyens, lié à l'existence d'un idéal régulateur dont les citoyens accepteraient le caractère transcendant. Néanmoins, cette vision de l'État comme « association civile » semble aujourd'hui concurrencée par celle d'un État comme « entreprise associative » (Oakeshott, 2006). Dans cette problématique, l'État apparaîtrait comme une coalition instable d'intérêts fragmentés qui réduirait sa capacité ou sa prétention à incarner l'intérêt général. La régulation s'opérerait alors plus à travers des mécanismes concrets - pour l'essentiel des mécanismes de marché - que par référence à des valeurs ou des idéaux strictement politiques. » (Laïdi, 2004).

Selon Zaki Laïdi (2001 : 7) « la mondialisation contribue à la mise en place d'une nouvelle économie du temps qui structure les positions de pouvoir et les enjeux par rapport à ce temps. Ainsi, « le capitalisme mondialisé, instrumentalise l'espace en le fragmentant chaque jour davantage ». Cet auteur (Laïdi, 1994 : IX), remarque qu'à l'échelle mondiale, après l'effondrement de l'URSS, « l'État est devenu un acteur fractal, en ce qu'il est à la fois le tout et une partie du tout. Un tout tirant sa légitimité de la démocratie représentative, et une partie dans la mesure où cette légitimité n'est plus suffisante pour assurer l'efficacité de l'action, celle-ci devant être convenue et relayée par d'autres acteurs. L'État fractal est donc en permanence, en déplacement. Il passe de la position du Tout à cella de Partie chaque fois la nécessité de négocier sa place… La légitimité de l'État n'est plus assure de manière durable. Elle se construit en flux tendu ». Pour Zaki Laïdi (2004 : 23) « cet enjeu est amplifié par le fait que la relation entre la partie et le tout se pose non seulement dans l'espace national, mais

dans l'espace mondial. L'État national doit de plus en plus se mouvoir dans un espace de contractualisation plus large, dans lequel interviennent d'autres États, mais également des acteurs économiques puissants : sociétés transnationales, groupes d'intérêt, organisations intergouvernementales (OIG), organisations non gouvernementales (ONG), ou la société civile internationale. Ainsi la mondialisation accentue-t-elle la fractabilité de l'État de deux façons. D'une part, en le plaçant progressivement dans la position d'une partie dans un tout mondialisé. D'autre part, en décentrant l'espace de référence de l'intérêt général qui justifiait sa position de surplomb. Cet intérêt général mondial est naturellement difficile à définir. Mais on voit bien qu'à travers la notion de biens publics mondiaux, c'est bel et bien l'intérêt général mondial qui est mis en débat. L'exemple de la défense de l'environnement montre la difficulté d'agir sur une base strictement nationale. Il y a dans ce domaine un intérêt général mondial, qui peut devenir légitimement opposable à un intérêt national qui tenterait de s'y soustraire. La mise en place de politiques publiques mondiales, n'a aucune chance d'intervenir si elles ne bénéficient pas du concours des États capables de garantir la légitimité et l'effectivité de ces politiques ».

Dans son ouvrage *Après l'État nation. Une nouvelle constellation politique* (1998) Jürgen Habermas souligne un danger structurel menaçant l'État social et il esquisse alors une réponse mettant l'accent sur la création d'institutions supranationales. Ensuite, il envisage la question de l'Union européenne pour tenter d'aller au-delà de l'État-nation. Enfin Jürgen Habermas analyse aussi la crise du concept d'État-nation, dans le contexte de la mondialisation, mais pour lui, cette crise ne signifie pas pour autant la fin du concept. L'Etat-nation a un avenir. Dans cet ordre des choses, la question est de savoir quels problèmes l'État peut encore résoudre dans le cadre d'une politique nationale. Il semble que, dans les questions d'intérêt local, il peut être souhaitable de limiter l'intervention de l'État, quant aux problèmes internationaux, ils sont pris en charge par des structures supranationales ou alors ils semblent insolubles. D'après Dirk Jarré (2006), le rôle de l'État s'avère nécessaire pour assumer des responsabilités fondamentales et incontestables qu'aucune des deux autres composantes de la société (le marché et la société civile) ne peut pleinement assumer, c'est-à-dire garantir les droits de l'homme, la primauté du droit, la liberté, l'égalité, la justice sociale et la procédure démocratique. Mais l'État se révèle également nécessaire dans des domaines comme la protection de l'environnement, ou pour veiller au bien être de la société.

I.4.1.3. Les Organisations non gouvernementales (ONG)

Les États modernes ont besoin de la coopération des autres secteurs constitutifs de la société démocratique : les forces du marché et les organisations émanant de la société civile et plus précisément des organisations non gouvernementales (ONG). Les organisations non gouvernementales, plus connues sous l'acronyme ONG, regroupent un ensemble très hétérogène d'associations de taille et vocation diverses, la seule chose que les ONG ont en commun c'est le fait de fonctionner en dehors des gouvernements. Pourtant, aux yeux de l'opinion publique, elles sont toutes parées des mêmes vertus : généreuses, elles n'ont pas cessé de se mobiliser aux côtés des laissés-pour-compte ou de protéger la planète (Cohen, 2005).

L'irruption des ONG sur la scène internationale est assez récente. La création de la première d'entre elles, en 1864 : la Croix Rouge. Suite aux Conventions de Genève, les signataires adoptent des règles internationales définissant le sort des personnes aux mains de l'ennemi et qui ne participent pas au combat. De grandes associations sont créées au tournant du siècle comme la Ligue des droits de l'homme, ou la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté puis la Chambre de commerce internationale (CCI), au lendemain de la Première Guerre mondiale. Cependant, il faut attendre les années 50 pour observer la multiplication des ONG, notamment dans le secteur humanitaire. Certaines de celles qui furent alors créées existent encore aujourd'hui et jouissent d'une forte notoriété à l'instar de *CARE*[41], aux États-Unis, d'*OXFAM*[42], en Grande-Bretagne ou du Secours Catholique en France[43].

Durant les années 60, le secteur associatif va prendre une véritable ampleur et s'ouvrir à des nouveaux domaines comme la consommation, les droits de l'homme et la protection de l'environnement. C'est surtout par l'action ciblée qu'elles exercent leur influence sur la scène

[41] *Care international*, acronyme de *Cooperative for American Remittances to Europe* est une association humanitaire fondée en 1945 aux Etats-Unis à la fin de la seconde guerre mondial dans le cadre du Plan Marshall. Aujourd'hui, l'acronyme a changé de signification pour *Cooperative for Assistance and Relief Everywhere*, l'étendue de sa mission est mondiale.

[42] *Oxfam* ou *Oxford Commitee for Famine Relief*, a été créé en Angleterre en 1942. Des étudiants et citoyens de la ville d'Oxford se sont réunis pour agir contre la famine provoquée par l'occupation nazie en Grèce. Par la suite, des ONG de coopération au développement se sont constituées indépendamment sous le nom d'*Oxfam* dans différents pays développés. *Oxfam* International vise à sensibiliser à l'échelle mondiale l'opinion publique sur la question de la justice économique et sociale qui constitue un facteur primordial du développement durable.

[43] Association de loi 1901 à but non lucratif, le Secours Catholique lutte contre toutes les formes de pauvreté et d'exclusion et cherche à promouvoir la justice sociale. En France, l'association développe des actions en faveur de publics vulnérables : sans abri, détenus indigents, demandeurs d'emploi, enfants et jeunes en difficulté. Par son action auprès les pouvoirs publics, participe à l'évolution des réglementations et des politiques mises en place pour enrayer la pauvreté. À l'international, *Caritas* France soutient des programmes d'urgence et appuie les initiatives de développement de ses partenaires locaux en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

mondiale, en faisant souvent appel aux médias pour transmettre leur message à l'opinion, et ceci va au fil du temps, constituer un véritable contre-pouvoir. Les raisons sociales de ces organisations sont diverses, mais elles ont un point en commun : elles sont nées dans l'hémisphère nord. Les ONG sont souvent très actives et partenaires ou relais des Organisations internationales gouvernementales, mais elles ne constituent pas un contre-pouvoir ni même un tiers secteur international. Si le premier clivage de répartition géographique des ONG est économique, le second est politique comme le note Samy Cohen : « H*uman Right Watch*[44], *Amnesty International*[45] ou *Greenpeace* sont considérés avec beaucoup de suspicion. Des pays tels que la Chine, la Russie et certains pays arabes les combattent et tentent de les discréditer. Elles sont perçues comme des forces d'opposition au régime » (Cohen, 2005). Créées dans les pays riches, là où règnent la paix et la démocratie et où de nouveaux enjeux, comme les droits de l'homme et la protection de l'environnement ont remplacé ceux de la seule subsistance, les grandes ONG internationales ont pour terrain d'action les pays les plus pauvres au risque, parfois, de se substituer à l'appareil d'État.

Les ONG reflètent les tendances sociales ou même les mouvements de la société démocratique, elles sont les caisses de résonance des besoins, des aspirations, des espoirs et des craintes de la population. Elles encouragent la solidarité et agissent selon les modèles coopératifs ; leurs fonctions sont multiples. Elles peuvent fournir des services, organiser et représenter des intérêts très divers, attaquer les questions non résolues sous un angle politique et social différent, jouer un rôle novateur, susciter le changement social, sensibiliser le public aux problèmes et lancer le débat public, contribuer à l'intégration des individus dans la société et dans les processus politiques, être acteurs de l'organisation de communautés, mais aussi jouer un rôle décisif pour la démocratisation de la société ou la sauvegarde de la démocratie. Les ONG peuvent être considérées comme défendant des intérêts particuliers plutôt que l'intérêt général. Elles sont à la merci de déficits de démocratie car, le contrôle, le financement, la prise des décisions et la représentativité des ONG varie énormément selon les cas. Selon Kimon Valaskakis (1978), il peut y avoir de « bonnes » et de « mauvaises » ONG,

[44] *Human Right Watch* ou HRW est une ONG qui défend des droits humains, fondé en 1978 pour vérifier que l'Union soviétique respectait les accords d'Helsinki. Membre de l'*International Freedom of Expression Exchange*, un réseau virtuel d'ONG qui surveille les violations à la liberté d'expression et qui organise, fédère ou relaie les campagnes conjointes ou organisées par ses membres, pour la défense des journaliste, écrivains et d'autres personnes persécutées alors qu'elles exercent leur droit à la liberté d'expression.

[45] *Amnesty International*, en français Amnistie International, est une ONG qui défend les droits de l'homme et le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette organisation milite notamment pour les prisonniers d'opinion, l'abolition de la peine de mort et de la torture et l'arrête des crimes politiques. AI entretient des sections dans plus de 50 pays et se voit reconnaître le caractère d'organisme à voix consultative auprès de la ONU, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe, et de l'Organisation des États Américains (OEA).

leur caractère spontané atteste qu'elles représentent certains intérêts mais, de par leur nature même, elles ne sauraient être présumées plus représentatives que des gouvernements démocratiques élus. Certains auteurs plus critiques accusent les ONG d'être le cheval de Troie de l'idéologie libérale de l'Occident, en exportant un modèle de développement dans des pays qui ne l'ont pas nécessairement choisi et sans contrôle démocratique. Un modèle économique plus que politique qui, au demeurant, n'est pas forcément le mieux adapté, voire le plus souhaitable, dans ces contrées (Delacroix, 2004).

Depuis trente ans, le rôle des ONG a évolué ; revendiquant d'abord le titre d'observateur, voire de supplétif, elles sont actuellement des acteurs à part entière au nom du droit d'ingérence. Ainsi ont-elles progressivement constitué une sorte de Tiers-état planétaire – le mouvement alter – véritable contre-pouvoir face aux institutions. Leur succès auprès de l'opinion publique, notamment après le Sommet de l'OMC, à Seattle, en 1999, fait d'elles des puissants acteurs, comme dans le cas de Porto Alegre (Brésil) où se tint en 2001, le premier Forum Social Mondial (FMS), cette mobilisation se continue tout au long de l'année par de relais comme les mouvements ATTAC ou *Via Campesina*[46]. Des réseaux se créent, dans un nombre croissant de pays à l'image de l'outil qui fait leur force et leur rapidité de mobilisation : Internet. L'association ATTAC est emblématique de ce développement, créée en France en juin 1998, afin de « mener des actions de tout ordre en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle ». Cette association compte aujourd'hui plus de 15 000 membres organisés dans 217 comités locaux (mars 2007)[47] et est représentée dans une cinquantaine de pays. Le besoin de reconnaissance des ONG par les institutions nationales et internationales est due principalement au rôle très utile qu'elles jouent en sensibilisant l'opinion publique mondiale, mais ne sauraient espérer remplacer les gouvernements, les sociétés privées ou les groupes d'influence dans les grands rôles du théâtre mondial. Par ailleurs, même si elles sont pleinement représentatives, les ONG n'ont aucun pouvoir de contrainte. Elles peuvent agir sur l'opinion publique mais n'ont pas le pouvoir moral ou matériel d'imposer leurs décisions à quiconque. En ce sens, elles restent moins puissantes que l'État-nation et que les gouvernements infranationaux qui conservent, dans leur arsenal,

[46] *Via Campesina* est un mouvement international qui coordonne des organisations de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, des femmes rurales, de communautés indigènes d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Afrique. Composée par des organisations paysannes nationales ou régionales dont l'autonomie est respectée, elle milite pour le droit à la souveraineté alimentaire.

[47] Données recensées dans le site attac.org le 3 mars 2008.

plusieurs instruments de contrainte. Elles s'apparentent à des groupes de pression qui sont soucieux d'obtenir des concessions portant sur des enjeux particuliers : droits de l'homme, environnement, santé, etc. Une minorité d'entre elles ont une stratégie d'affrontement, *Amnesty International*, *Oxfam* ou le *WWF*[48] en critiquant ouvertement la diplomatie des Etats occidentaux en raison de la passivité coupable dont ils font preuve à l'égard des régimes autoritaires ou de leur immobilisme en matière d'aide au développement. *Greenpeace* et *Friends of the Earth*[49], dont les stratégies consistent à doser harcèlement, provocation et coopération sont plus offensives, mais l'État reste l'interlocuteur privilégié sans lequel rien n'est possible. Ainsi l'État et les organisations cherchent-ils à garder une relation qui est par fois ambiguë.

Sur la scène de la mondialisation, elles jouent un rôle important, parce qu'elles peuvent prendre position avec plus de liberté et de souplesse que les gouvernements et s'adresser à un public bien plus vaste que les sociétés privées, soumises aux intérêts de leurs actionnaires. L'influence des ONG, leur utilité sociale, et la vitalité du secteur associatif sont en effet une chance pour la démocratie. Alors que les élections se soldent par une abstention croissante, leur succès auprès de l'opinion publique montre qu'il n'y a pas, grâce à elles, de véritable désenchantement et donc de risque de prise du pouvoir par une minorité. L'émergence du secteur associatif, a permis le renouvellement du politique, comme souligné par Pierre Rosanvallon (2006 : 24) : « On peut constater que le recul de la participation électorale a souvent été accompagné d'un développement plus général de l'activité démocratique, et secondé par le Bilan de la vie associative 2003 qui montre qu'en France, le taux d'adhésion à une ou plusieurs associations est passé, durant les vingt dernières années, de 42 % à 45 % de la population, progressant notamment chez les jeunes ».

Cette métamorphose de la représentation politique reste assez ambiguë, elle contemple l'événement fondateur, et pourtant pas sans danger : « complexe car se mêlent souvent des éléments de privatisation discutable du monde et des formes de réinvention de l'intervention

[48] *World Wildlife Fund*, fondée en 1961, rebaptisé ensuite *World Wide Fund for Nature*, puis en 2001 simplement *WWF*, est une ONG internationale de protection de la nature et de l'environnement, fortement impliquée dans le développement durable. La *WWF* compte plus de 4.7 millions de membres à travers le monde, avec pour objectifs la protection de la faune, des ses habitants, de la nature en général. L'organisation dispose d'un réseau opérationnel dans 96 pays proposant 12000 programmes de protection de la nature.

[49] *Friends of the Earth*, Les Amis de la Terre, est une ONG de protection de l'homme et l'environnement, fondée en 1970, elle constitue le premier réseau écologiste mondial. Cette ONG est présent dans 72 pays, la coordination des ses actions aux niveaux locaux, national et international lui permet de répondre aux crises environnementales et sociales majeures. L'association faite partie des réseaux Sortir du nucléaire, Réseau Action Climat, et s'est beaucoup impliquée dans la protection des forêts primaires et anciennes et en faveur de la certification forestière.

collective […] et problématique car l'évolution vers une démocratie civile risque de conduire à des formes de fragmentation là où il faut affirmer l'exigence d'une cohérence et d'une globalité ». Nous retrouvons ici le principe déjà évoqué par d'autres auteurs : dans sa forme moderne, la société civile est formée d'associations et des groupes actifs, organisés au sein de la sphère culturelle – ONG, organisations populaires, universités, médias, groupes religieux, etc. – avec des défis que leur sont caractéristiques (Perlas, 2003). Nous reviendrons sur la question de l'émergence du secteur associatif, et le renouvellement du politique, notamment au deuxième chapitre.

I.4.1.4 La Société civile

La question de la société civile se pose depuis quelques années, sans que la notion ait jamais été définie avec précision. Étant donné que l'État n'est plus le seul « maître à bord », les frontières physiques et même symboliques qui délimitaient sa sphère d'influence sont devenues floues ; par exemple l'identité nationale, à partir de laquelle est forgé le lien politique, relève de moins en moins de l'évidence. Autres changements aussi importants, se manifestent par l'apparition des grandes organisations internationales – OMC, BM, FMI, OCDE, etc. – qui veulent remplacer les États actuels incapables de gérer ces mutations, ou encore à cause de l'importance grandissante des ONG. Selon toute vraisemblance les gouvernements, et les OIG ne peuvent plus dicter elles seules les réponses aux questions de politique mondiale ; de ce fait le secteur privé et la société civile (ONG, médias, groupes professionnels et grand public) exercent une influence croissante sur pratiquement toutes les problématiques mondiales.

La notion de société civile est une des notions les plus ambiguës du débat politique actuel, certains auteurs la définissent par opposition à l'État (Marx, [1848] 1981 ; Habermas, 1998). La société civile étant l'ensemble des institutions : famille, entreprises, associations, où les individus poursuivent des intérêts communs sans interférence de l'État et selon des procédures qui leur sont propres, élaborant des valeurs spécifiques. Pour d'autres auteurs (Tönnies, 1988 ; Simmel, 1999), la société civile ne serait pas le simple envers de l'État mais au contraire « le lieu où le privé et le public s'interpénètrent », en argumentant que « il y a de l'autorité, de l'institution, de la loi dans la société civile elle-même ». L'ambivalence du rapport de la société civile à l'État, s'articule avec une double approche de la société civile,

que certains auteurs réduisent à sa dimension économique alors que d'autres insistent au contraire sur la nécessité de « valoriser toutes les dimensions non marchandes de la société civile ». Cette société civile est souvent évoquée par ses multiples qualités, – liberté, initiative, auto organisation –, caractéristiques de son hétérogénéité.

Le mot « société civile » apparaît dans la langue française du XVIIe siècle, en même temps que son contraire « l'état de nature », succède ensuite l'opposition toujours en vigueur entre la société civile et l'État. Cette évolution engendre une inversion du sens du mot société civile qui a d'abord signifié la société politiquement organisée c'est-à-dire l'Etat, puis le contraire, c'est-à-dire la société privée ou la société sans l'Etat. La signification du mot s'inscrit dans une double problématique, celle du rapport civil/naturel et celle de la relation Etat/Société. Séparée de l'Etat par Friedrich Hegel et Benjamin Constant, identifiée à la société bourgeoise par Karl Marx. Réinsérée ensuite dans la sphère des superstructures par Antonio Gramsci, la notion de société civile semble se diluer en une multitude de significations, sans qu'une logique quelconque semble relier entre eux les divers usages de la notion. François Rangeon (1986), estime illusoire d'opposer radicalement la version marxiste à la version libérale de la société civile. Toutes les deux présentent de nombreux points communs, en particulier la séparation, voire l'opposition entre l'État et la société civile.

C'est au XXe siècle que la notion connaît une véritable métamorphose. Après avoir pris les formes successives de l'État, puis des relations privées entre individus, et en particulier des relations économiques, ou encore des relations idéologiques, le mot société civile semble disparaître au XXe siècle, pour renaître ensuite sous d'autres aspects. La notion est absente dans les discours des théoriciens contemporains du libéralisme, tels que Frédéric Hayek, John Rawls, Raymond Aron parmi d'autres. Jean Louis Quermonne (1986 : 187), définit la société civile comme « l'ensemble des rapports interindividuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, qui se déploient dans une société donnée, en dehors du cadre et de l'intervention de l'État ».

En réalité, la société civile et l'État s'entremêlent, peu d'activités humaines échappent aux règlements ou aux subventions de l'État, comme les familles par exemple, qui jouissent d'exemptions fiscales ou de garderies subventionnées. Néanmoins, même si elles sont parfois difficiles à discriminer, ces deux réalités gagnent à être distinguées. La société civile inclut généralement les individus, les familles, les associations, les organisations bénévoles, tout ce

qu'on appelle les corps intermédiaires - intermédiaires entre l'Etat et l'individu - dans la mesure où ils n'émanent pas de l'État, comme l'Église. Aux États-Unis, partisans du libéralisme économique on inclut le marché dans la société civile ; d'autres préfèrent le placer hors d'elle, de cette manière elle se trouve parfois « coincée » entre le marché et l'État. S'interroger sur la place qu'elle devrait occuper est au cœur du débat contemporain.

De nos jours, nous ne pouvons pas négliger l'acception courante de société civile : l'espace d'interactions sociales entre l'économie et l'État, qui se compose avant tout de l'espace privé (en particulier la famille), de l'espace public associatif (notamment les associations de bénévoles), des mouvements sociaux et de nouvelles formes de communication publique. La société civile moderne se créé à travers divers modes d'autoconstitution et d'automobilisation. Elle s'institutionnalise et se généralise par des lois, et en particulier par des droits subjectifs qui stabilisent les différences sociales. Si les dimensions autocréatrices et institutionnalisées peuvent exister séparément, l'action indépendante et l'institutionnalisation sont, à terme, toutes deux nécessaires pour la reproduction de la société civile.

Jean Cohen et Andrew Arato (1994), dans *Civil Society and Political Theory*, passant en revue les travaux d'Aristote, de Georg Wilhelm Friedrich Hegel, de Antonio Gramsci, de Talcott Parsons, de Niklas Luhman, de Jürgen Habermas et d'autres auteurs, démontrent qu'une des clés pour réaliser le développement durable de l'être humain et de la société réside dans la triple nature de la société contemporaine. Dans le concept de « tri-articulation »[50] de la société, ils repèrent les trois sous-systèmes ou institutions clés de la société qui sont : la société civile, l'État et le Marché. En reliant la société civile à des processus culturels, notamment à travers la notion de compétence communicationnelle cher à Jürgen Habermas, ces auteurs ancrent aussi la société civile à des aspects plus modernes de la culture, comme l'intégration normative et la communication ouverte. En effet les TIC, en particulier depuis l'avènement d'Internet au milieu des années 90, renouvellent la problématique des relations entre le marché, l'espace public, les moyens de communication et la démocratie, telle que Jürgen Habermas (l962 : 66) l'avait formulée au début des années 60 : « L'espace public est caractérisé comme un espace de médiation entre l'État et la société, qui permet la discussion publique dans une reconnaissance commune de la puissance de la raison et de la richesse de l'échange d'arguments entre individus, des confrontations d'idées et des opinions éclairées.

[50] Pour d'autres auteurs il s'agit d'une « tri-formation », voir par exemple Nicanor Perlas, 2003, Paris, Michel.

Le principe de publicité se définit comme mettant à la connaissance de l'opinion publique les éléments d'information qui concernent l'intérêt général. Le développement des lois du marché, leur intrusion dans la sphère de la production culturelle, substituent à ce raisonnement, à ce principe de publicité et à cette communication publique, des formes de communication de plus en plus inspirées par un modèle commercial de fabrication de l'opinion ». Par ailleurs, Jürgen Habermas estime que les sociétés civiles telles que constituées dans les sociétés libres et pluralistes forment des subdivisions s'opérant à l'intérieur même des espaces publics. Elles sont un niveau d'interaction intermédiaire entre les autorités ou pouvoirs publics et les citoyens.

Actuellement dans les discours politiques, la société civile apparaît souvent comme l'envers de l'État, sa renaissance sur des formes diverses : multiplication des associations, décentralisation et diffusion des responsabilités à travers le corps social, développement du secteur de l'économie sociale. En quelque sorte, à l'État providence mettant en tutelle une société civile épuisée succéderait une société plus conviviale, rationnelle. La société civile sortirait enfin de sa longue léthargie, poussant désormais l'État à adopter une position défensive. Cette société civile multiforme, dont on ne sait plus très bien ce qu'elle recouvre, est parée de multiples vertus : créativité, liberté, spontanéité, il nous semble que la valorisation de la société civile contribue à la constitution d'un mythe politique au sens que Roland Barthes (1970) donnait à ce mot. Avant d'être un concept ou une idée, la société civile évoque d'abord un ensemble de valeurs positives : l'autonomie, la responsabilité, la prise en charge par les individus eux-mêmes de leurs propres problèmes.

Par sa dimension collective, la société civile semble échapper aux dangers de l'individualisme et inciter à la solidarité, à l'auto organisation. En novembre 1999 à Seattle, pendant la conférence de l'Organisation mondiale du commerce OMC, ces caractéristiques seront mises en évidence, la société civile du monde entier brisa le monopole du discours capitaliste sur la mondialisation. C'est l'entrée en scène de la « société civile mondiale », à côté des gouvernements et des marchés, et connue depuis comme la « bataille de Seattle ». Par cet acte, la société civile mondiale recadra le débat sur la « mondialisation », en posant la question des valeurs et du sens et en se démarquant du discours des élites dominants qui placent leur légitimité en rationalisant un désir de pouvoir sans borne et une avidité immodérée pour l'argent.

Parallèlement, depuis 1999, à côte des Organisations non gouvernementales qui luttent contre la « mondialisation », il y a les grands groupes d'intérêts. À partir de 2001, ces coalitions essaient de piloter un pluralisme capable de corriger la mondialisation sauvage actuelle, sous la tutelle de la dénommée « société civile mondiale ». Ces groupes qui ne dépendent pas des gouvernements ni des sociétés, non plus des ONG traditionnelles, sont différents d'un pays à l'autre, ils peuvent être des armées ou des forces de police nationales, des groupes terroristes, des mafias, des sociétés secrètes, des groupes religieux fondamentalistes, des institutions religieuses ou des groupes de pression au service d'un seul objectif. En tant qu'alliances qui cherchent à influencer l'opinion publique, les groupes d'intérêt sont des acteurs majeurs de la vie politique contemporaine, et rangés dans des configurations sociopolitiques, pour l'essentiel à l'aide de trois grands modèles : le pluralisme, le néo-corporatisme, et les réseaux de politique publique.

D'un contexte politique à l'autre, les stratégies mises en oeuvre (lobbying[51], protestation, etc.) ne sont pas les mêmes mais, dans les démocraties contemporaines, les rapports entre l'Etat et la société civile sont d'intérêt primordial afin d'élucider les modes d'action des groupes d'intérêt qui varient fortement, au sein d'un même espace public, d'un secteur à l'autre (néo-corporatisme agricole, contacts réguliers des chasseurs avec les acteurs de l'environnement, etc.…). Le lobbying est souvent compris comme une action d'influence sur tous les organes de responsabilité et de décision publique aussi bien sur le pouvoir législatif comme sur le pouvoir exécutif, au niveau mondial, national et local. Il convient de distinguer le lobby du lobbyiste, Eric Eugène (2002), fait une distinction entre, l'acteur, le canal et le lobby. L'acteur est la personne qui présente la revendication, le plus souvent il est le lobbyiste. Le canal est l'institution, l'association ou la structure qui, sans la créer, porte la revendication (l'utilisation d'un canal apparemment sans lien avec le lobby peut servir à camoufler son identité : par exemple une association ou un groupe d'experts dont les activités sont financées en tout ou en partie par un lobby sans que ce financement soit publiquement connu). Un lobby est une personne ou un groupe de personnes à qui profite *in fine* l'action de lobbying et qui décide d'organiser et de mettre en œuvre un certain nombre d'actions d'influence afin de faire

[51] Le mot anglais *lobby*, signifie littéralement vestibule ou couloir, évoque les couloirs du Congrès américain à Washington et ceux de la Chambre des Communes à Londres. Les lieux où divers représentants de groupes constitués et leurs avocats cherchent à rencontrer les parlementaires ou leurs assistants et conseillers. L'expression *lobbying*, en France, est associé au concept « groupe de pression » : groupement, organisation ou association défendant des intérêts financiers, politiques ou professionnels, en exerçant des pressions sur les milieux parlementaires ou des milieux influents, notamment les organes de presse.

prévaloir ses revendications et d'infléchir les décisions des titulaires de charges publiques dans un sens favorable à ses intérêts. Le lobbying professionnel, c'est-à-dire celui effectué d'une façon récurrente et organisée, est exercé par trois types de lobbyistes : les lobbyistes-conseil, les lobbyistes d'entreprise (employés par une personne dont les activités sont lucratives) et les lobbyistes d'organisation (employés par une association ou un groupement non lucratif).

Plusieurs personnes sont concernées directement ou indirectement par les actions d'influence auprès des décideurs publics. En premier lieu, il s'agit des titulaires de charges publiques qui sont les cibles des actions d'influence : les élus, les fonctionnaires, les personnes en charge d'une mission de service public, les dirigeants des entreprises et organismes publics. En second lieu, il s'agit des concurrents et des personnes ou groupes de personnes dont les intérêts s'opposent à ceux revendiqués par les lobbies. Ils peuvent déjà agir en qualité de lobby, c'est-à-dire être organisés pour influer. Ce peut être également des personnes non encore organisées pour cette forme d'action et dont les intérêts sont directement concernés par les pressions exercées sur le décideur public. Enfin, les citoyens sont aussi concernés puisque l'action des lobbies peut avoir une incidence sur les décisions publiques touchant à des questions d'intérêt général et qui pourraient même être contraires aux engagements pris par les élus lors des campagnes électorales.

Finalement, la principale concernée par l'action des lobbys est la démocratie représentative, car plus le lobbying se développe, plus le travail des représentants est susceptible d'être influencé par les revendications des lobbys. De là vient l'importance pour les citoyens du développement aux côtés de la démocratie représentative, d'une démocratie participative, dans laquelle on ne favorise pas seulement ceux qui disposent des moyens sociaux et financiers de se faire entendre auprès des décideurs et où il s'exerce un contrôle afin que chacun puisse être assuré de l'indépendance de jugement des élus. La notion de « *lobbying* » suscite une certaine méfiance en France, associée au concept venu aussi d'outre Atlantique : le « *think tanks*[52] », officiellement banni du vocabulaire institutionnel hexagonal. L'apparition des *think tanks* fait suite à de graves crises internationales qui ont modifié le paysage

[52] *Think tanks* : le terme est issu d'un jeu de mot américain qui illustre la particularité de ces structures et leur origine, et traduit en France par réservoirs d'idées, laboratoires d'idées ou cercles de réflexion.

politique. Le plus ancien *think tank* recensé, la Fabien Society, a été créé en Grande-Bretagne en 1884 pour favoriser le changement social après la révolution industrielle.

La première vague de *think tanks* apparaît aux États-Unis et en Grande-Bretagne avant et pendant la Première Guerre mondial. Encore inconnus sous le nom de *think tanks*, des centres de réflexion politique émergent au début du XXe siècle pour faire bénéficier élus et fonctionnaires de conseils impartiaux et des progrès des sciences sociales. Ces pionniers sont apolitiques, généralistes et d'inspiration universitaire. Leur souci est de promouvoir l'intérêt général. Cette première génération d'apporteurs d'idées sur la politique et les relations internationales se fait l'avocate du multilatéralisme et de l'engagement des Etats-Unis dans les affaires du monde. En Grande-Bretagne, le *Royal Institute of International Affaires* (RIIA), plus connu sous le nom de son quartier général de Londres, *Chatham House*, est créé en 1920 pour des raisons similaires. Le *Brain's Trust* qui conseillait le président Franklin D. Roosevelt, après son élection en 1932 au creux de la Grande Dépression, n'était pas formellement un *think tank* mais a joué un rôle de contributeur d'idées dans la mise en oeuvre du *New Deal* inspiré des idées de l'économiste anglais John Maynard Keynes pour sortir l'économie américaine de la crise de 1929 (Boucher, 2006).

Première Vague		
1884	*Fabien Society*	RU
1910	Fondation Carnegie	USA
1914	Institut d'économie de Kiel	Allemagne
1916	*Institute for Government Research*	USA
1920	*Royal Institute of International Affairs*	R.U.
1925	Institut allemand pour la recherche économique	Allemagne
1927	Institut autrichien pour la recherche économique	Autriche

Tableau I.2. La première vague de création des *think tanks*. Source : Eugène, 2002.

Après la Seconde Guerre mondiale, le concept se diffuse rapidement, cette seconde vague est née du constat des élites américaines qu'il fallait mettre fin à l'isolationnisme qui avait guidé jusqu'alors la politique étrangère de Washington et assumer les responsabilités de grande puissance qui lui étaient échues. C'est en 1946 qu'apparaît la *RAND Corporation*, sans doute le plus grand *think tank* au monde, alors financé par les fonds de l'*US Airforce*, consacré à la promotion de solutions pour « réaliser des objectifs scientifiques, éducatifs et caritatifs dans le but de promouvoir le bien-être et la sécurité des États-Unis d'Amérique ».

La troisième vague de création de ces laboratoires d'idées a lieu après les chocs pétroliers des années 70, aux États-Unis comme en Europe. Les organisations qui apparaissent au cours des trois décennies sont plus spécialisées et pour certaines se font l'avocat de points de vue particuliers. De nombreux centres de recherche n'abordent plus qu'un champ de politique sectoriel, tel que l'environnement, la paix, ou les politiques sociales. Si de nombreuses organisations s'inscrivent dans la tradition des générations précédentes, souvent la recherche n'aspire plus à l'objectivité scientifique, elle devient militante. Les anglophones parlent de *advocacy tanks*, réservoirs non plus de pensée mais d'arguments en faveur d'une cause, se faisant concurrence sur un marché d'idées de plus en plus encombré. La quatrième vague de création des *think tanks,* aux États-Unis et en Europe, s'est produite dans les années 90. La fin de la guerre froide a conduit les chercheurs à se poser de nouvelles questions sur le fonctionnement des relations internationales. D'un monde figé par l'équilibre de la terreur et le partage de la puissance entre les États-Unis et l'Union soviétique, l'Occident s'est trouvé projeté dans un monde mouvant, fluide où la suprématie américaine reste sans rivale, avec une montée en puissance de la Chine.

Deuxième Vague		
1943	*American Entreprise Institute*	USA
1946	RAND Corporation	USA
1947	Institut royal des relations internationales	
1947	Société du Mont-Pèlerin	
1955	*Institute of Economic Affairs*	R.U.
1961	*Hudson Institute*	USA
1962	CSIS	USA
1968	*Urban Institute*	USA

Tableau I.3. Deuxième vague de création des *think tanks*. Source : Eugène, 2002.

La mondialisation et le développement du capitalisme financier posent de nouveaux problèmes et font naître un besoin croissant d'explication. Selon Stephen Boucher (2006), l'effondrement des régimes communistes a créé un appel d'air sans précédent pour des organisations capables de conseiller les États en transition. Les *think tanks* sont très vite apparus comme une alternative flexible et moderne aux centres d'analyse bureaucratiques de l'ère communiste. Pour les fondations américaines ceci a représenté une opportunité unique d'étendre leur influence, en particulier celles qui font la promotion de politiques ultralibérales, donnant comme résultat qu'un tiers de ces nouveaux centres de recherche reprennent dans

leur raison social les termes : marché libre, libéralisme ou reforme. Souvent seule source d'expertise disponible, ces centres de recherche ont considérablement influencé l'agenda des privatisations et la restructuration des appareils d'État en Europe de l'Est. Cette période est aussi marquée par une internationalisation croissante des centres de recherche. Les *think tanks* spécialistes de l'Union européenne sont ainsi passés d'une petite dizaine à la fin des années 80 à presque quarante en 2004, reflétant l'augmentation des compétences de l'Union, l'importance des décisions prises à Bruxelles, et finalement son pouvoir.

Troisième Vague		
1973	*Heritage Foundation*	USA
1977	*Okö Institut*	Allemagne
1977	*Cato Institute*	USA
1977	*Adam Smith Institute*	R.U.
1979	IFRI	France
1981	*Institute of International Economics*	USA
1982	Fondation Saint-Simon	France
1986	*Economic Policy Institute*	USA

Tableau I.4. Troisième vague de création des *think tanks*. Source : Eugène, 2002.

Aux États-Unis le PNAC[53] crée en 1997, a une influence déterminante sur le choix de la politique étrangère de la Maison Blanche. Sous la présidence de George W Bush (en fonction du 20 janvier 2001 au 20 janvier 2009) émergent de nouveaux *think tanks* spécialisés dans les questions de renseignement et de terrorisme. Les *advocacy tanks*, tels que le PNAC, par leurs efforts de communication, leur tendance à se vanter de leur capacité d'influence, et d'une couverture médiatique qui les privilégie, semblent actuellement omniprésents. Difficiles à distinguer d'autres *think tanks* au premier abord, ils vendent souvent leurs compétences à des grandes entreprises de tous secteurs qui utilisent cette couverture d'honorabilité intellectuelle pour justifier leur développement, pour argumenter leurs campagnes de *lobbying* et généralement pour améliorer leur image. La concurrence a imposé aux centres indépendants de recherche de se singulariser pour être aisément reconnus et, finalement, obtenir des contrats de recherche. Cela les a conduits à radicaliser leurs positions, car ils se sont rendus compte qu'il était devenu prioritaire de développer des techniques marketing efficaces pour renforcer leur statut au sein de la communauté des décideurs politiques. La communication

[53] PNAC *Project for the New American Century*, propose une nouvelle vision du « *leadership* global des Etats-Unis ». Sa doctrine, jusqu'à aujourd'hui, s'appuie sur deux principes : « Le *leadership* américain est bon pour les Etats-Unis et le reste du monde » ; « Un tel *leadership* nécessite la puissance militaire, l'énergie diplomatique, et l'adhésion à des principes moraux ».

prenait ainsi une importance croissante par rapport à la capacité de proposer des recommandations solides et impartiales aux décideurs politiques. Dans un contexte de polarisation croissante de la politique américaine, les donateurs privés choisissent les officines les plus aptes à défendre leur vision du monde. Les *think tanks* font partie intégrante du système de réflexion politique et sont reconnus comme tels.

Quatrième Vague		
1989	*Adam Smith Research Centre*	PO
1991	*Milken Institute*	USA
1991	Confrontations	France
1992	*Foundation for a Market Economics*	Hongrie
1996	Notre Europe	France
1997	PNAC	USA
1998	*Europeum*	TCH
1998	*Progressive Policy Institute*	USA
2000	Institut Montaigne	France
2001	*Initiative & Referendum Institute*	UE
2001	*European Union Institute for Security Studies*	
2001	IDDRI	France
2003	*Center for American Progress*	USA
2003	*Policy Network*	R.U.
2005	Bruegel	UE

Tableau I.5. Quatrième vague de création des *think tanks*. Source : Eugène, 2002.

Si les *think tanks* ont d'abord gagné leurs lettres de noblesse dans les sociétés anglo-américaines, c'est en partie pour des raisons culturelles et structurelles liées au système politique anglo-américain. Leur multiplication ces dernières années est aussi la conséquence de la mondialisation, des structures se sont propagées ainsi, moins pour faire de la recherche académique que pour défendre des points de vue partisans, politiques, économiques ou idéologiques, avec l'aide notamment de riches fondations américaines. La perméabilité de l'administration américaine à la société civile est illustrée par le fait que de nombreux fonctionnaires américains font d'abord carrière dans l'entreprise privée avant de rejoindre la fonction publique. Le vocabulaire reflète d'ailleurs les différences d'appréhension du métier politique. Par nature, les *think tanks* ne s'occupent pas de politique au sens large, mais plutôt de *policy*, mot qui recouvre les notions de conception et mise en œuvre de politiques publiques.

Actuellement, aucune démocratie ne pourrait fonctionner efficacement sans délibération collective riche et transparente entre les citoyens, les groupes intermédiaires, les

administrations et les représentants élus. Instrument de renouveau de la démocratie pour les uns, menace pour les autres, le propre des *think tanks* est non seulement de produire des idées originales mais aussi d'avoir de l'influence auprès des décideurs politiques pour voir leurs idées appliquées. Dans ce contexte, il semble difficile d'échapper aux pièges tendus de toutes parts à la société civile avec les médias et le nouveau culte de l'image choc, souvent par les acteurs politiques avides de solutions rapides et leurs concurrents de plus en plus nombreux. Une des causes de cette transformation, d'après Xavier Delacroix (2005), c'est le passage d'un monde organisé et fermé à un monde complexe et ouvert dans lequel l'influence ne se réduit plus à la gestion des relations statiques entre les acteurs.

En conclusion, le *lobbying* exige de prévoir les problématiques et d'anticiper le changement, le point déterminant est l'accès à la bonne information au bon moment pour peser sur les consciences, sur les opinions et sur les décisions. De toutes les stratégies publicitaires auxquelles recourent les groupes d'intérêt, la plus efficace, à l'époque actuelle, est celle utilisée par la télévision qui diffuse souvent à des vastes auditoires ; elle représente l'outil de choix pour les associations qui peuvent se permettre le coût élevé du temps d'antenne, car ces groupes savent que leur efficacité tient dans une large mesure à leur capacité d'influencer aussi bien l'opinion publique que les candidats à un poste de pouvoir.

Ces groupes exercent leur pouvoir par divers moyens et interviennent le plus souvent dans le secret, avec les possibilités qu'offrent la mondialisation et les TIC en particulier Internet, ils peuvent opérer simultanément dans de nombreux pays et échapper partout au contrôle des pouvoirs publics, affaiblissant ainsi davantage encore la puissance des États-nations. Michael Cartier (2002) dans son livre *Les groupes d'intérêts et les collectivités locales*, note que « il existe au-delà de 100 000 groupes, collectivités, listes etc., de toutes sortes sur le réseau de réseaux ». On voit mal comment cette collection amorphe peut être rangée dans un même groupe, mais pour le moment, on peut admettre l'hypothèse que la « société civile » joue un rôle sur la scène mondiale, un peu au sens où l'on se sert de notions comme l'opinion publique ou l'intérêt général sans autre précision. La société civile se manifeste essentiellement à travers les sondages d'opinion, par des attitudes générales devant tel ou tel problème et par la voix de porte-parole ou d'interprètes comme les ONG, mais comme ses fondements ontologiques restent souvent vagues, il y a trop d'organisations qui peuvent prétendre la représenter, et parfois contradictoirement. Pour Nicanor Perlas (2003), il est nécessaire de distinguer la société civile de la société politique, faite de partis, d'organisations

politiques et des instances politiques publiques (notamment les parlements), mais aussi de la distinguer de la société économique composée d'organisations de production et de distribution, c'est-à-dire globalement de firmes, de coopératives, de sociétés de personnes, etc. En conséquence, la société civile doit apprendre à connaître le contexte dans lequel les entreprises et les gouvernements opèrent dans la pratique ainsi que les contraintes qui leur sont imposées.

I.4.1.5 Les entreprises transnationales

Les entreprises transnationales, ou sociétés transnationales, sont les acteurs nouveaux par excellence, qu'il s'agisse des grosses multinationales ou des petites entreprises actives dans de nombreux pays. Leur dynamisme, leur ardeur à rechercher le profit et les possibilités que leur ouvre la « mondialisation » en font les têtes d'affiche, et elles sont courtisées par tous les acteurs gouvernementaux. D'après l'OCDE (Rapport OCDE, 2007) sur les 200 premiers acteurs économiques du monde, il y a quelque 160 sociétés privées et une quarantaine seulement d'États-nations. La force des sociétés est encore accrue par les fusion, acquisitions et alliances stratégiques qui étendent leur rayon d'action et les rendent plus puissantes, comme anticipé en 1983, par Théodore Levitt. Dans *The Globalisation of Markets*, cet auteur analyse la naissance d'une nouvelle forme d'entreprise, la « firme globale », qui vend partout de la même façon et ne s'adapte aux marchés locaux que contrainte et forcée. Il y voit la naissance d'un commerce différent d'ouverture traditionnelle des marchés, une mondialisation des marchés : « Les firmes doivent apprendre à travailler comme si le monde était un grand marché unique, en ignorant les différences régionales et nationales […]. Le monde est plat »[54]. Cette idée est développée par Kenichi Ohmae (1985), dans son ouvrage *La Triade, émergence d'une stratégie mondiale de la puissance* où il envisage, dans l'évolution récente des multinationales, le passage obligé à la « dimension triadique » : l'entreprise globale, pour s'implanter et prospérer dans l'oligopole mondial, doit accéder à une vision et à un fonctionnement qui dépassent le cadre national. Cette vision globale est la condition nécessaire à la survie des entreprises de taille importante. En 1991, Ohmae revient sur cette idée dans *L'entreprise sans frontières, nouveaux impératifs stratégiques* où il analyse cinq étapes de développement d'une entreprise, dont la cinquième et dernière est celle de

[54] Thomas L. Friedman (2006), dans *La terre est plat*, un essai sur la « mondialisation », souligne que notre monde est devenu plat, sans frontières commerciales ni politiques, sous le double effet de la mondialisation financière et la révolution numérique.

l'intégration globale, celle où les firmes […] financent leurs investissements et recrutent leur personnel à l'échelle mondiale.

Suivant le même ordre d'idées, Wladimir Andreff, publie en 1990, *Les multinationales*. Dans sa mise à jour en 1996, le titre change et devient *Les multinationales globales* où il souligne l'importance des multinationales dans les changements du fonctionnement économique du monde. Antérieurement, Charles Albert Michalet (1976), dans son ouvrage *Le capitalisme mondial*, analysant le phénomène de multinationalisation, recommande de « renverser le vieux paradigme de l'économie internationale pour le substituer par celui de l'économie mondiale », s'inscrivant de la sorte dans la suite des travaux de François Perroux qui, dès 1961, dans *L'économie du XXe siècle* fournissait des approches très novatrices sur l'économie internationale. Comme l'indiquait déjà Karl Marx en 1848, dans *Le manifeste du parti communiste* (réédition de 1981) où il souligne que « Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier […]. Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par des nouvelles industries qui n'emploient plus de matières premières indigènes, mais de matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe […]. À la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations ». Ultérieurement, des auteurs comme Pierre de Senarclens, Charles A. Michalet, René Dagorn, parmi d'autres, évoquent ce passage dans leurs analyses pour montrer que les idées du changement d'échelle des firmes et du découplage entre espaces nationaux et espaces des firmes, ne sont pas nouvelles.

Désormais, nous vivons dans un monde tripolaire où les forces, les capacités et les ressources disponibles de la planète sont concentrées entre les mains du Marché, des Gouvernements et de la Société Civile mondiale. Ces trois grands pouvoirs déterminent aujourd'hui mondialement la manière dont les questions de société les plus brûlantes sont comprises et traitées. De 1945 à 1989, l'humanité a vécu dans un monde bipolaire, déterminé par la guerre froide entre les forces économiques du capitalisme et le pouvoir politique du communisme. Pendant cette période, les dirigeants ont considéré les événements du monde et élaboré des

politiques, des lois et des programmes sur la base des préoccupations et des points de vue essentiellement politiques et économiques (Perlas, 2003). Après la chute du mur de Berlin en 1989, cette bipolarisation du monde a commencé à s'effriter au profit, semble-t-il, d'un monde unipolaire, caractérisé par la croyance en la « fin de la histoire »[55] et le triomphe généralisé du capitalisme néolibéral sur le communisme.

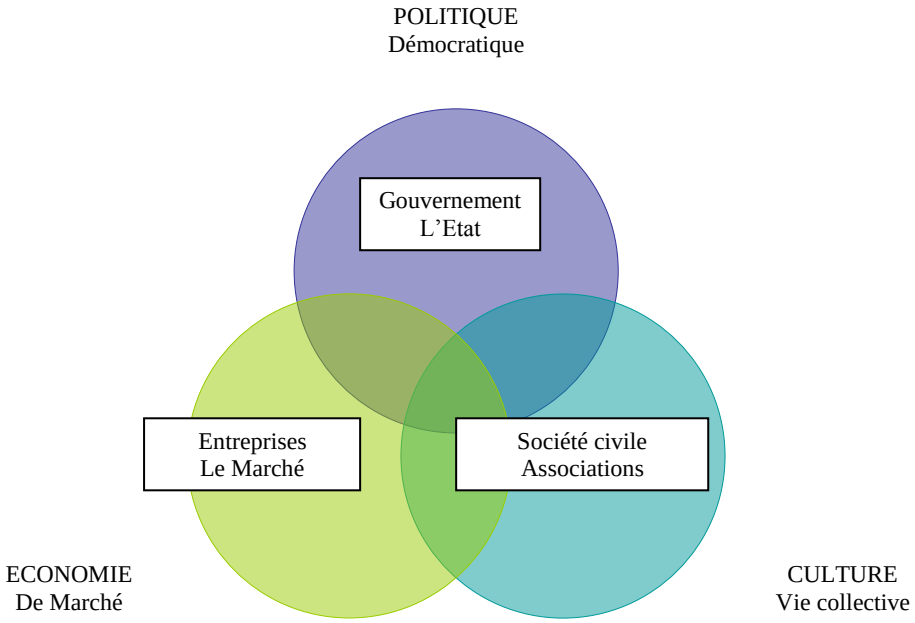


Figure I.3. Schème qui résume notre réflexion sur les relations entre les secteurs de la société. Source : *La société civile : le 3e pouvoir* (Perlas, 2003).

Dans son expression moderne la société civile se conçoit comme un contrepoids face aux tendances dominatrices de l'Etat et du Marché. En s'affirmant en tant que nouveau pouvoir institutionnel, la société civile donne naissance à un phénomène très important, la sphère culturelle, qui stimule la vie culturelle et lui confère une autonomie au sein de la société au sens large. De ce fait, les trois dimensions essentielles de la société – l'économique, la politique et la culturelle –, sont représentées par les sphères de la culture, du politique et de

[55] Francis Fukuyama écrit en 1992, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, où il rend compte de ces jours euphoriques de la mondialisation élitaire. Dans cet ouvrage le terme « Histoire était à prendre dans son sens hégélien marxiste d'une évolution progressive des institutions politiques et économiques de l'humanité », parmi les critiques pertinentes du début, beaucoup émanaient de marxistes qui ne partageaient pas son avis selon lequel l'Histoire « culminait dans la démocratie libérale bourgeoise et non dans le socialisme ».

l'économie comme montrée dans la figure I.3. C'est la nature des interactions entre ces trois sphères qui détermine le type de société ; dans une société saine, les trois sphères se reconnaissent et se confortent mutuellement. Elles développent leurs initiatives en étant conscientes de leur impact potentiel sur les deux autres sphères.

D'après Steve Waddell (2005), toutes les organisations du monde peuvent être classées dans l'un ou l'autre secteur du schéma évoqué plus haut (Figure I.3). Ainsi une organisation appartiendra t-elle soit au secteur de l'État (gouvernement), soit à celui du Marché (entreprises), soit à celui de la société civile (ONG), ou à un mélange des trois. Pour établir des relations constructives entre ces secteurs, il est essentiel de comprendre les différences fondamentales entre eux et de comparer leurs lignes de forces. Même si nous nous intéressons ici aux relations entre les entreprises et les ONG, il faut, pour les comprendre bien saisir aussi le rôle de l'État.

Caractéristiques distinctives et comparatives entre les secteurs			
Secteur	De l'État	Du Marché	Société Civile
Intérêt principal	Politique	Economique	Social
Principaux auteurs	Electeurs/gouvernants	Propriétaires	Populations locales
Principale forme de pouvoir	Coercitive	Rémunératrice	Normative
Biens produits	Publics	Privés	De groupe
Principaux buts	Ordre Social	Création de richesse	Expression de valeurs
Critère d'évaluation	Légalité	Rentabilité	Justice
Forme dominante d'organisation	Gouvernementale	A but lucratif	A but non lucratif
Base relationnelle	Réglementations	Transactions	Valeurs

Tableau I.6. Caractérisation des trois secteurs de la société civile.
Source : *La société civile : le 3e pouvoir* (Perlas, 2003).

Règne donc aujourd'hui une grande confusion au sujet de ce qui distingue fondamentalement les trois secteurs. Certains auteurs ont mis en évidence l'idée selon laquelle le critère juridique reste un indicateur insuffisant pour déterminer si une organisation est véritablement une ONG, une entreprise ou une organisation intergouvernementale (OIG). Le Tableau I.6 propose un ensemble de critères permettant d'indiquer dans quelle mesure une organisation peut être considérée comme une ONG, une entreprise ou une agence gouvernementale. Un groupe écologiste qui dépend de la contribution bénévole de ses membres pour son financement et ses activités est un exemple classique d'organisation de la société civile ; toutefois la société civile comprend aussi les syndicats, les églises, les organisations artistiques et les associations engagées dans le développement local. Un bon exemple de secteur hybride - État, marché,

société civile - est celui des coopératives qui produisent des biens et des services mais ont des membres actifs. Cependant, dans la plupart des cas, une organisation a des caractéristiques qui la placent principalement dans un secteur. Malgré cela, il existe quelques nuances, difficiles à expliquer : par exemple, dans certains pays, les syndicats sont considérés comme faisant partie des entreprises, parce que la principale activité des travailleurs a lieu dans la sphère économique.

Avec la mondialisation, le contrôle des ressources est concentré entre les mains de sociétés transnationales qui n'ont de comptes à rendre que devant les dirigeants de grands fonds d'investissement, ceux-ci n'ayant à répondre à leur tour que des revenus financiers générés par leurs portefeuilles. Ces entreprises transnationales géantes possèdent des médias, influencent les programmes scolaires, commercialisent l'art et mènent des campagnes publicitaires massives, exerçant leur emprise sur les processus de mondialisation culturelle. Ainsi, selon David C. Korten (2001), se crée à l'échelle mondiale une culture unique fondée sur les valeurs du matérialisme et de la consommation, valeurs qui renforcent la légitimité des entreprises et aliènent chaque individu dans sa vie spirituelle intérieure, à tel point que les logo[56] des entreprises deviennent la première source d'identité et de sens des individus. De même les firmes dominantes utilisent leurs pouvoirs financiers illimités, leur mainmise sur les médias, les groupes d'intérêts des entreprises, les cabinets de relations publiques et de pseudo groupes d'avant-garde citoyenne pour contrôler les institutions politiques en achetant les politiciens, en dominant le débat public et en créant un grossier simulacre de démocratie. Ainsi, en dehors d'une petite élite, la grande majorité des gens est-elle exclue du processus politique. Cependant, aujourd'hui, à cause du caractère décentralisateur du principal moyen de communication, Internet, l'individu se retrouve face à une logique d'ouverture à la pratique sociale et à l'engagement, lui permettant de s'inscrire dans des lieux virtuels de citoyens, qui créent un nouvel espace public où se développent les consensus qui cherchent à influencer l'opinion publique et à interpeller les institutions gouvernementales ou privées. Par ce mouvement vont apparaître de nouvelles stratégies favorisant l'émergence d'une démocratie participative et de gouvernance locale.

[56] Un logotype plus couramment appelé logo, est une représentation graphique qui sert à identifier de manière unique et immédiate les sociétés, associations, institutions, produits, services, événements, ou toute autre sorte d'organisations dans le but de différencier le propriétaire du logotype des autres entités. www.fr.wikipédia.org, consulté le 20 janvier 2009.

I.4.2. Les effets de la mondialisation

Le mot mondialisation désigne l'ouverture aux échanges de biens, services et mouvements de capitaux entre tous les pays du monde, avec de moins en moins de limitations et de taxes et obstacles divers. L'observation montre que, avec quelques interruptions seulement de temps à autre, ce phénomène en fait est à l'œuvre depuis longtemps. Abondants sont les travaux qui montrent la mondialisation en cours comme le résultat d'une révolution technologique qui a rétréci le temps et l'espace (Flichy, 1991 ; Giddens, 1994 ; Castells, [1996] 1998 ; Savitch, 1999) et se définit par cinq éléments essentiels : les nouvelles technologies, le rôle capital de l'information grâce aux communications instantanées, la tendance croissante à la normalisation des produits économiques et sociaux, une intégration internationale accrue, et la fragilité de tous ces éléments due à une plus grande interdépendance (Savitch, 1999 : 206).

I.4.2.1 Les technologies en information et communication TIC

Une transformation importante attribuée à la mondialisation, consiste en la révolution des technologies du traitement de l'information et de la communication. Amorcée dans les milieux restreints de la recherche militaire et scientifique dès la fin des années 50, la révolution des technologies de l'information s'est répandue à l'ensemble de nos sociétés au cours des années 80 et 90, principalement afin de répondre aux nouvelles exigences du monde capitaliste. L'avènement des microprocesseurs a permis la multiplication des micro-ordinateurs, qui soutenus par le progrès sans précédent tant dans le champ des télécommunications que dans celui de la conception des nouveaux logiciels, devinrent plus souples tout en permettant leur mise en réseaux. Les outils de production, de traitement et de transmission d'information furent adaptés afin de répondre aux exigences de l'industrie, du commerce et des marchés financiers. La conception des logiciels plus performants et la diffusion rapide d'Internet ont favorisé l'extension des communications électroniques à un très vaste public réparti dans plusieurs pays.

Les technologies de pointe absorbent un milliard et demi de dollars dans le monde chaque jour. Aux États-Unis, les échanges internationaux d'actions et d'obligations sont cinquante fois supérieurs à ce qu'ils étaient en 1970. À titre de comparaison, en Allemagne et au Japon, ils sont respectivement soixante fois et cinquante fois supérieurs. Des études ont montré que

le commerce international assure la pérennité de l'organisation mondiale et a modifié les relations économiques, la structure sociale et le rôle de la localisation géographique (Sassen, 2004). La technologie permet aussi aux individus de se déplacer en un temps record, à un rythme et dans des proportions inégales. Entre 1991 et 2000, le trafic aérien de voyageurs a augmenté en moyenne d'environ 51 % alors que le fret a fait un bond de 131 % (*Airports Council International*, 1991 et 2000).

À l'aube de l'ère post-industrielle, au milieu des années 70, il n'y avait que cinquante mille ordinateurs dans le monde. Il y en a aujourd'hui 556 millions, ce qui permet aux individus de communiquer d'un bout à l'autre de la planète. Selon les statistiques, plus de la moitié des américains et plus d'un quart des habitants de l'Europe occidentale, les villes, grandes et petites, sont câblées pour des communications instantanées. Des exploitants comme la BBC ou CNN ont créé des réseaux mondiaux d'information qui permettent dans le monde entier d'assister aux mêmes événements, au même moment, occasionnant des réactions immédiates. La baisse du coût des services téléphoniques et le développement des câbles à fibre optique ont propulsé les communications personnelles à des niveaux jamais atteints. En 2000, les appels téléphoniques internationaux ont atteint les cent milliards de minutes (Kearney, 2006).

L'époque actuelle est poussée en avant par les technologies de transmission de l'information, ce changement technologique n'a pas précédé le changement des formes de concurrence, il s'est déroulé en interaction avec lui, dans une sorte de co-évolution. Le dernier quart du XXe siècle a été appelé à juste titre « l'ère de l'information » car il annonçait une véritable révolution technologique (Castells, [1996] 1998). Le monde du cyberspace n'est qu'une technologie parmi d'autres qui rend cette révolution possible. Des changements réels et observables, indiquent une transformation ou l'apparition de catégories globales, par exemple le caractère instantanée des messages (informations), le monde *on line*. Nous sommes informés des événements dans l'instant, et ils atteignent immédiatement une grande partie de l'humanité. Nous avons l'illusion d'avoir une vision d'ensemble du monde, mais c'est une vision superficielle, parfois fausse, qui suggère l'idée d'ensemble. Un regard systémique permet de concevoir d'autres formes de l'envisager ou de le dominer.

La modification dans la conceptualisation du temps et de l'espace est apportée par les TIC. Le temps qu'exigeaient auparavant les traversées entre continents s'est transformé en fractions infinitésimales de secondes. L'espace change d'apparence et se transforme en une nouvelle

réalité : le cyberspace. Nous pouvons accéder à des banques de données lointaines depuis notre bureau, nous pouvons dialoguer avec des personnes vivant aux antipodes, en étant installés dans le nouvel espace virtuel par lequel nous passons instantanément. L'explosion de l'information, tant dans le monde réel, que dans le cyberspace, oblige les gouvernements à plus de responsabilité et de transparence mais renforce aussi les exigences et les attentes du citoyen, ce qui représente pour les institutions locales une pression démesurée, jusqu'à maintenant inédite. L'incertitude liée au changement et le fait que les citoyens se demandent à qui incombent véritablement les responsabilités sont une source d'instabilité et cette incertitude entraîne des réactions par fois troublantes de la part des groupes extrémistes.

Il est incontestable que les forces qui façonnent notre société, la mondialisation et les convergences technologiques, imposent une réorganisation de tous les médias anciens et nouveaux. En ce qui concerne les TIC, certains auteurs soulignent le contraste entre le monde communautaire ancien, fait de groupes réunis autour d'un point géographique en dépit de leurs différences, et la communauté virtuelle qui réunit des gens à partir de leurs similitudes et pas nécessairement à partir de leurs liens géographiques, situant les groupes d'intérêts virtuels entre la communication interpersonnelle et les médias. Ce lieu d'interaction transforme lentement la réalité sociale et modifie autant les structures organisationnelles, comme des structures politiques. Aujourd'hui, le foisonnement de l'information a une influence non seulement en faveur de la démocratie mais encourage également le pluralisme et une grande responsabilité citoyenne. Cette évolution contribue à renforcer la classe moyenne et en fin de compte, à consolider la stabilité institutionnelle. Si Internet ne peut garantir la démocratie, il peut assurer la diffusion de l'information, faciliter les échanges entre les groupes et développer la communication entre gouvernants et gouvernés. Même avec des revers ou des exceptions, l'avenir démocratique reste prometteur, puisque les TIC faciliteront encore davantage le pluralisme, la diversité et la responsabilité politique.

Depuis le début des années 70, les États démocratiques ont remplacé peu à peu les régimes autoritaires. Pendant cette période, les pays considérés comme démocratiques sont passés de 30 à 59, tandis que le nombre de régimes autoritaires a chuté de 92 à 72. En Europe, l'Espagne et le Portugal ont rejoint les autres États démocratiques. En Amérique latine, le passage à la démocratie a été particulièrement marqué. Le Brésil, l'Équateur, le Chili, l'Argentine, le Guatemala et la Bolivie ont désormais rejoint les rangs de la démocratie. En Europe de l'Est, la chute du communisme a poussé de nombreux pays vers la démocratie. Au

Moyen-Orient, seul Israël peut figurer au nombre des démocraties libérales bien qu'une poignée d'autres nations (la Jordanie et les petits États de la péninsule arabe) aient commencé à relâcher les rênes de l'autoritarisme.

L'uniformisation de l'information est une autre caractéristique de la mondialisation. Quand les biens et les services se ressemblent, ils deviennent reconnaissables et interchangeables, par exemple les mêmes unités de mesure, des critères de qualité universels, des pièces de rechange interchangeables et des symboles identiques sont autant de caractéristiques de la mondialisation, mais aussi l'homogénéisation progressive des manifestations culturelles (musique, cinéma, télévision, arts en général), les coutumes, les vêtements, la gastronomie. L'harmonisation favorise la mondialisation, qu'il s'agisse d'une monnaie commune, des procédures bien établies d'enregistrement et d'exploitation des brevets, ou de la construction de matériel mécanique ou électronique compatible. L'octroi des licences et la certification professionnelle sont des procédures qui ont elles aussi été uniformisées afin de permettre aux ressources humaines de franchir les frontières. On constate même une harmonisation dans le domaine sportif ; ce sont ainsi des organisations agrées qui valident telle ou telle discipline et définissent les règles des compétitions à niveau mondial.

Si le monde est entré dans ce qui ressemblerait à une ère nouvelle, où l'accès à toute la planète est devenu une caractéristique primordiale de la production comme de la consommation, c'est bien les TIC qui sont au centre du processus. En permettant d'abaisser spectaculairement les coûts de l'utilisation et du traitement de la communication et de l'information, elles ont eu une part décisive dans l'expansion qui a débouché dans la dimension culturelle de la mondialisation. La tendance à l'universalisation de l'accès à l'information et au savoir est intrinsèquement liée à la capacité des TIC de les codifier indépendamment de la distance et du temps, et pourtant elles n'ont pas un impact semblable sur tous les pays ni tous les secteurs. Dans certains cas comme celui du secteur financier, qui en utilise énormément et où la diffusion des opérations est fondée sur la libéralisation et la déréglementation institutionnelle, le processus de mondialisation a été particulièrement rapide. Les capitaux financiers sont en majeure partie d'une mobilité parfaite à l'échelle mondiale.

Dans les industries manufacturières traditionnelles, la baisse de coûts de la communication et de l'information a encore accru la transparence internationale des marchés. Les entreprises

sont mieux à même de choisir les implantations de leurs productions et leurs stratégies de commercialisation en fonction des marchés. Ces technologies ont aussi accéléré le rythme de l'innovation de produits. Dans les domaines comme les services, les nouvelles TIC assurent, sur toute la surface du globe, un accès peu coûteux aux lieux où la main-d'œuvre est bon marché, ce qui facilite le redéploiement géographique de diverses fonctions et activités de service « courantes ». Elles ont aussi permis de pousser plus loin la différentiation des produits et de diffuser des tarifs très précisément modulés, ouvrant la voie à la gestion différenciée. Dans les branches de services intermédiaires, elles ont renforcé les tendances à la déréglementation, transformant profondément ces activités. Entreprises et organisations ont ainsi découvert à la fois les avantages des écarts internationaux de coûts de main-d'œuvre et, en sens inverse, ceux de la convergence des compétences.

Mais tous les pays n'ont pas tiré également profit des TIC. Celles-ci contribuent à la transparence économique mondiale dans la mesure où elles mettent en pleine lumière les avantages de coût ainsi que les compétences spécifiques d'autres implantations possibles, mais cette clarification des avantages préexistants n'est pas neutre. En effet, les TIC, ont créé tout un ensemble de conditions nouvelles à remplir par les particuliers, les organisations et les réseaux toujours au profit des groupes dominants. En outre, si elles ont eu une action positive sur l'accès international à l'information et au savoir « codifié », ce qui est utile pour organiser les processus de production et avoir accès aux marchés partout dans le monde, elles sont cependant limitées dans leurs possibilités par les différences de capacités locales d'utilisation ou de transformation de ce savoir « codifié ». Danièle Archibugi et Bengt-Åke Lundvall, (2001) expriment ceci en expliquant que les possibilités de rattrapage que la transparence économique des avantages peut offrir sur le plan de la compétitivité sont strictement subordonnées à un certain savoir « tacite » et à d'autres éléments de compétence par définition difficilement transférable. Le danger de segmentation rigide ou de plus en plus prononcé que ce processus implique est *de facto* l'un des grands enjeux de la phase actuelle de la mondialisation, portée en grande partie par l'aptitude à maîtriser les TIC. La glocalisation analyse comment celles-ci transforment la relation entre les niveaux locaux et le niveau mondial, en examinant certains changements qui se produisent à l'échelon local des entreprises avant d'évaluer ce qu'il reste comme perspectives aux politiques des États-nations dans le nouveau contexte.

La diffusion de l'information et du savoir à travers les activités universitaires (réunions scientifiques, publications etc.) et les médias (la presse, générale ou spécialisé, aussi bien que la télévision, la radio, et les nouvelles technologies), contribue aussi à la dimension culturelle de la « mondialisation ». Les universités et les centres de recherche publics jouent un rôle prépondérant dans la mondialisation de l'innovation. Les indicateurs font apparaître une progression de la coopération internationale entre les universitaires et les autres chercheurs du secteur public. En 2008, 35 % des articles scientifiques publiés aux États-Unis et au Japon étaient le fruit d'une coopération internationale, contre 50 % en Europe. La même année, il y avait à peu près 30 % d'étrangers parmi les étudiants de troisième cycle aux États-Unis. La convergence des technologies de l'informatique et des télécommunications a étendu le champ de ces interactions internationales d'universitaires et de professionnels. À cet égard, Internet représente la dernière étape en date de ce processus de diffusion, il offre en outre une bonne illustration du processus de mondialisation, car sa propre évolution est en étroite corrélation avec les niveaux de développement, mais elle laisse aussi certains pays à la traîne cependant que d'autres prennent de l'avance.

Le double visage de la mondialisation dans les systèmes de consommation, de distribution, de production des TIC, est illustré d'un côté par la tendance à la normalisation de la consommation et de la distribution dans les pays occidentaux et, de l'autre, par la permanence des facteurs traditionnels (économiques et culturels) dans des pays en développement. Cela vient s'ajouter à l'impact, positif ou négatif, des politiques macroéconomiques et structurelles. L'ensemble de ces facteurs détermine pour chaque pays et plus particulièrement pour les pays en développement, leur capacité à jouer un rôle sur la scène internationale.

Une masse d'informations est désormais disponible partout dans le monde, elle est à la fois accessible et utilisable, les possibilités d'y accéder et de l'utiliser dépendent du savoir qu'il faut bâtir. L'essor de l'enseignement supérieur et de la recherche publique a permis de réduire considérablement les obstacles. Les TIC et les accords régionaux ont beaucoup contribué à la dissémination internationale de l'information et du savoir, et la codification de l'information que ces technologies exigent l'a assurément facilitée, mais elle ne saurait pour autant se substituer au savoir tacite qui est indispensable en vue des applications industrielles. On peut se demander jusqu'à quel point le développement d'une certaine internationalisation de la recherche universitaire et des médias spécialisés a vraiment contribué au processus de la mondialisation culturelle.

I.4.2.2 L'émergence de « la nouvelle économie »

Au milieu des années 70, la majeure partie des pays de l'OCDE doit affronter un ralentissement notable du taux de croissance de la productivité. Les principaux pays industrialisés ont dû faire face à de nouvelles pressions économiques, d'abord liées aux chocs pétroliers de 1973-1974 et de 1979-1980, puis à l'intensification de la concurrence en provenance des pays asiatiques. Les effets inflationnistes des crises pétrolières ont eu comme conséquence l'augmentation de l'endettement des États, ce qui s'est traduit par le renforcement du pouvoir de négociation du capital financier, lequel constitue aujourd'hui l'acteur central des stratégies de la « mondialisation ». Ces faits s'inscrivent dans une dynamique politique et économique de plus grande amplitude, dynamique marquée tant par l'essor de l'idéologie néo-libérale que par un vaste mouvement de quête de flexibilité chez les grandes entreprises.

Les mouvements internationaux de capitaux, dont on connaît la rapidité et leur considérable expansion, méritent d'autre part une attention particulière. La liberté des mouvements de capitaux est devenue à peu près totale dans tous les pays au cours des vingt dernières années, aucun pays ne pouvant courir le risque, qui pourrait être considérable, de vouloir s'exclure des mouvements portant sur des montants dont l'importance phénoménale est souvent signalée. Il s'agit cependant aujourd'hui beaucoup moins de mouvements à long terme, initiateurs d'investissements productifs ou destinés à les permettre, comme au XIXe siècle, et beaucoup plus de mouvements spéculatifs à court terme en vue d'un profit rapide et susceptibles de déstabiliser l'économie d'un pays. Parfois il s'agit de mouvements destinés à cacher des transactions occultes, qui font les gros titres dans les journaux quand elles sont découvertes. Souvent, ces mouvements ont contraint un pays à une dévaluation, comme on l'a vu de façon répétée, au cours des années 90 en particulier. Afin d'éviter des déplacements spéculatifs contre les monnaies affaiblies, James Tobin, à qui a été attribué par la suite un prix Nobel d'économie, avait proposé, il y a un certain temps déjà, d'établir une taxe sur ces mouvements. En France s'était créé en faveur de cette taxe Tobin le mouvement ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens).

On a assisté ainsi à une transformation structurelle de l'économie de nos sociétés, en particulier par l'émergence de « la nouvelle économie ». Celle-ci s'appuie sur quatre pôles stratégiques de croissance, ces pôles constituant, dans les faits, les nouveaux moteurs du développement économique, du moins en Amérique du Nord. Ces pôles sont le secteur des ordinateurs, des semi-conducteurs et des logiciels ; celui des biotechnologies et des produits pharmaceutiques ; celui des communications et des télécommunications et, enfin, le vaste secteur de l'instrumentation et de l'optique. La « nouvelle économie » est au centre d'une redéfinition de la vie de nos sociétés, car tous ses secteurs moteurs se singularisent par le fait qu'ils reposent sur le savoir, ce dont témoigne l'expression journalistique, d'« économie du savoir ».

À mesure que la décentralisation et le libre-échange poursuivent leur avancée, de plus en plus de collectivités territoriales se morcèlent et se comportent en concurrents solitaires qui prennent les devants sur le marché mondial. La disparition d'un certain nombre de contraintes a donné lieu à une nouvelle division internationale du travail et a incité les villes à rechercher leurs propres avantages compétitifs. Dans le cadre d'une longue et inévitable réflexion critique sur leur action, les décideurs locaux se demandent comment trouver leur créneau sur le marché mondial, national ou régional. Divers moyens pour acquérir un avantage compétitif sont mis à l'œuvre. L'un consiste à proposer des biens et des services à plus bas prix, et parfois, à mettre en place des chaînes d'approvisionnement pour des produits de contrebande. Les régions à forte croissance créent une demande accrue d'employés de maison faiblement rémunérés, de services personnalisés et de produits rares. Une partie de cette demande s'est transformée en économie parallèle constituée dans une large mesure de travailleurs immigrés. Une autre façon d'affronter la concurrence mondiale consiste à réduire les coûts de production. Différentes méthodes sont envisageables, mais la plus répandue est celle de l'offre. Il s'agit notamment d'alléger la fiscalité, de fournir la main-d'œuvre à bon marché, d'offrir une formation professionnelle, de construire de nouvelles infrastructures, d'assouplir ou de supprimer la réglementation en matière d'environnement et de former de partenariats entre l'État et les entreprises pour minimiser les risques liés à l'investissement. Lorsque les villes cherchent à abaisser les impôts ou à attirer les entreprises par des mesures d'incitation axées sur l'offre, elles risquent de devoir réduire les services sociaux ou de s'acheminer vers de difficultés budgétaires. Au plan local, ces difficultés peuvent poser un problème durable.
Pour les gouvernements nationaux et régionaux des pays moins avancés, la crise économique chronique n'est pas un phénomène nouveau, mais l'est dans les pays développés où elle se

distingue par sa durée et son caractère international. Au fil des années, les difficultés budgétaires ont crée un climat dans lequel les villes prennent des risques pour conserver leur équilibre. Lorsque ces risques sont mal mesurés, leurs conséquences peuvent se ressentir au-delà des frontières locales. Les difficultés budgétaires rencontrées par la Corée du Sud, la Malaisie, l'Indonésie, l'Argentine, le Mexique et le Brésil ont conduit à des crises majeures qui peuvent se reproduire dans d'autres régions du globe.

La mondialisation fait davantage intervenir la production, les fournisseurs de composants notamment, l'investissement, y compris immatériel, les fusions et acquisitions, les partenariats, les alliances dites « stratégiques », et ainsi de suite. Comme de nombreux auteurs (Bauman 1999 ; Siroën, 2004 ; Michalet, 2007) le constatent dans les analyses récentes de l'activité économique internationale, les grandes entreprises sont de plus en plus tournées vers des implantations stratégiques à visée mondiale. Celles-ci assurent un équilibre en permettant de recueillir certains des avantages des marchés à l'échelle mondiale qui sont de plus en plus associés aux services immatériels (recherche, communication, commercialisation, logistique et gestion) tout en exploitant la diversité, souvent déterminée par la géographie, des consommateurs et des facteurs de production. Une grande entreprise transnationale possède les techniques d'organisation et les technologies de production qui lui assureront la souplesse nécessaire pour affronter cette diversité.

La décentralisation de leurs unités de production, voire de leurs activités de développement de produits nouveaux, jointe à une diversité de leurs sous-traitants, permettra aux transnationales de tirer le maximum de cette diversité. C'est ce qui explique le mouvement général apparemment contradictoire de glocalisation qui repose sur une présence physique et des conditions de production apparaissant parfois assez « autarciques » dans les divers grands blocs commerciaux (UE, ALENA, ANASE, Chine) avec des produits « locaux » souvent très différenciés. Cette tendance contribue au développement d'un échange mondial des compétences technologiques génériques du groupe, notamment à travers la constitution d'alliances et de réseaux avec d'autres groupes et d'autres formes d'échange international.

Le lieu de l'implantation effective des installations de production d'une firme déterminée dépend toujours beaucoup de considérations d'environnement local. Son choix est souvent fonction des disponibilités locales en matière de qualifications, d'infrastructure et d'accès au savoir. De son côté, la firme contribuera aussi au développement à long terme des ressources

humaines, de l'accès au savoir, du savoir-faire des fournisseurs locaux et des réseaux, ainsi qu'à la possibilité de les utiliser. Tous ces facteurs, souvent rares et parfois fixés géographiquement, favorisent l'existence de rendements croissants dans le développement à long terme. Ces tendances apparemment opposées soulèvent un certain nombre de questions importantes pour les gouvernements, dont celle du niveau auquel leur action devrait être mise en œuvre pour avoir le maximum d'efficacité. De toute évidence, les entreprises mondiales ou transnationales remettent de plus en plus en question la signification de bien des politiques nationales. Pour les gouvernements des pays concernés, il devient difficile, sinon impossible de tracer les limites, parce que les principes directeurs actuels de l'OCDE en matière d'IDE ne fournissent guère qu'une norme non contraignante de bonne conduite internationale. Par ailleurs, une firme dite « multidomestique » remet aussi en question la pertinence des politiques nationales dans une perspective régionale ou locale, car l'exploitation des avantages créés localement et la part qu'elles prennent à leur création, se traduit souvent par des rivalités concernant les services offerts à ces entreprises, rivalités qui aboutissent, comme les exemples européens le prouvent, à la multiplication de pôles de croissance, parcs des sciences et autres technopoles. Or, aucun de ces établissements n'est parvenu à la taille critique nécessaire pour s'assurer certains des externalités et des caractéristiques de la croissance à rendements croissants qui sont indispensables, ils ont tous alourdi le coût de la communication et de l'interaction.

Avec l'intensification de la concurrence mondiale, les données régionales, y compris la politique régionale, ont pris davantage d'importance. De plus en plus, le citoyen voit dans les conditions locales (qualité de l'environnement et de l'éducation, accès à des services sociaux et culturels) les éléments essentiels de son bien-être et de sa qualité de vie personnels. D'où une pression croissante en faveur d'une décentralisation des pouvoirs de décision, en matière financière notamment, au profit des collectivités territoriales (régions, villes et autres). Avec l'érosion des pouvoirs des gouvernements nationaux, les citoyens demandent qu'un pourcentage plus élevé des impôts nationaux qu'ils acquittent contribue directement à l'amélioration de leurs conditions de vie locales.

Comme résultat de l'entrée dans une phase nouvelle de la mondialisation, dans nombre d'ouvrages (Friedman 1992 ; Ohmae, 1995 ; Badie, 1999 ; Krulic, 1999 ; Cohen, 2005), on tend à associer ce processus à la fin de l'État-nation, car elle altère son pouvoir traditionnel. Avec l'expansion des secteurs publics et l'enrichissement des cadres réglementaires, les

politiques macro-économiques keynésiennes classiques, et leurs instruments monétaires et budgétaires, jouaient un rôle central dans la régulation des économies nationales. En assurant plus ou moins directement aux agents économiques un certain rayon d'action à caractère mondial, le contexte nouveau apparu depuis lors a limité la puissance et la portée de ces politiques, tout en favorisant la déréglementation et la privatisation des secteurs publics. Les anciens outils, qui avaient permis aux États-nations de contrôler plus ou moins bien leurs économies, sont devenus pratiquement inopérants. Cependant, cela ne signifie pas la disparition de toute marge de manœuvre. On peut encore voir des raisons pour lesquelles les États-nations joueront, dans l'avenir, un rôle efficace dans le processus de croissance économique.

En conclusion, les changements structurels observés durant les dernières décennies auront ouvert aux États-nations des possibilités de mener de politiques industrielles globales, mais ils ne sont pas en mesure de les mettre directement à profit. Il leur faut tenir compte du nouvel équilibre des pouvoirs entre les différents niveaux local, national, régional et mondial. Ils sont donc, amenés à articuler leurs actions en conséquence. Cette reconfiguration leur permet d'intervenir, à condition de procéder à un ajustement pour tenter de contrôler des processus très complets d'apprentissage du mode d'utilisation de la nouvelle logistique de marché. Les États-nations demeurent des acteurs primordiaux parce qu'ils possèdent une légitimité exceptionnelle et un savoir-faire profondément ancré dans l'histoire, pour mettre en place des dispositifs qui touchent deux grands domaines : l'éducation et la formation de la population active et les grands réseaux de services (transport, communication, distribution et services financiers) qu'impliquent le fonctionnement des marchés et la bonne marche des processus de production.

La mondialisation se concrétise aussi par la réorganisation à un niveau mondial de certains types d'activités sectorielles. Ces nouvelles perspectives mondiales comportent aussi des éléments socioculturels qui font partie intégrante de l'explosion de l'information et la croissance des classes moyennes. Pour Hank J. Savitch (2004), les sociétés post-industrielles se caractérisent par des styles de vie modernes qui mettent l'accent sur la protection de l'environnement, les intérêts des consommateurs et la politique identitaire (le féminisme, les droits des homosexuels). Des recherches (Bauman, 2005) ont mis en évidence l'existence d'une nouvelle culture politique fondée sur la motivation individuelle, et non pas sur l'appartenance à une classe sociale, les respect des marchés et un plus grand intérêt pour le

gouvernement local par opposition à l'autorité nationale. D'autres auteurs considèrent les sociétés post-industrielles comme le foyer d'une culture post-matérialiste qui privilégie le militantisme citoyen et les questions sociales (Giddens, [1990] 1994 ; McLuhan, 2005).

I.4.2.3. L'intégration internationale

Dans le monde « globalisé », l'intégration internationale est une caractéristique fondamentale. La mondialisation a amplifié les relations entre États, localités et mouvements sociaux partout dans le monde. Trois grands facteurs sont à la source des transformations contemporaines de nos sociétés (Mercure, 2001 : 10) : « le développement des organisations multilatérales, la création des pactes régionaux et les discussions dans un monde sans frontières, signe visible de cette évolution ». Selon W. J. Savitch (2004 : 210) « Les États, les collectivités locales, les ONG et la main d'œuvre font de moins en moins cas des anciennes frontières et agissent beaucoup plus que par le passé sous l'effet des stimuli apparemment contradictoires de la coopération et de la concurrence. L'intégration, elle aussi, comporte une composante socioculturelle avec le développement d'une société plus ouverte, multipolaire et multiculturelle, dans laquelle les migrations constituent un sous-produit particulièrement important. Ce qui distingue les migrations actuelles des précédents mouvements migratoires, est le caractère fractionné et provisoire des modes d'installation. Précédemment, les hommes partent vivre à l'étranger pendant de longues périodes et envoient une partie de leur salaire dans leur pays d'origine. Quand les familles entières émigrent, elles sont souvent traitées comme des étrangers de longue date, s'assimilent rarement, et il arrive même que les enfants nés dans le pays d'accueil n'en acquièrent pas la nationalité. En fait, la révolution des télécommunications a conféré un caractère permanent à ce statut provisoire. Les technologies peu coûteuses et efficaces resserrent l'espace et le temps, permettant ainsi aux individus de conserver des liens avec leur pays d'origine et de préserver leur culture. Désormais lors des migrations, les cultures ethniques s'épanouissent dans un espace « transnational » où la langue, les coutumes et les traditions sont maintenues quelle que soit la situation géographique ».

Les bouleversements et les disparités économiques ont contribué au développement des conflits sociaux. Au cours des trois dernières décennies, on a assisté à une multiplication des migrations, à des désunions familiales et à un renforcement de la ségrégation et à des ruptures

dans le tissu social. Les migrations ne constituent pas un fait nouveau dans le monde, mais elles n'ont jamais été aussi étroitement associées à des séparations familiales et à un niveau de vie précaire. Selon Anthony Giddens ([2000] 2002), les modèles de pauvreté et d'exclusion sociale, même s'ils sont certainement en partie affectés par la « mondialisation », sont aussi influencés par des changements endogènes, notamment la transformation des structures familiales.

Ce changement s'est produit non seulement à l'Ouest mais aussi dans des pays moins développés qui accueillent des millions d'émigrés. Dans la plupart des cas, ces derniers affluent vers les centres villes et, actuellement, par exemple, un quart de la population de New York, Londres et Toronto est d'origine étrangère. Les migrations post-industrielles se distinguent des autres mouvements migratoires par leur caractère durable et parce qu'elles ont donné naissance à ce qu'on a appelé des communautés transnationales. Ces communautés, selon toute vraisemblance, conserveront leur identité socioculturelle nationale, voire leur citoyenneté politique, tout en résidant à l'étranger. Les communications et les voyages vers les pays d'origine des immigrés se font à un rythme régulier.

Cependant, la politique du multiculturalisme peut contribuer à consolider les frontières ethniques et raciales, et aussi à encourager la sauvegarde des communautés et des cultures minoritaires. Ceci rend l'égalité des chances plus difficile, divise la société et augmente les possibilités de conflits entre groupes ethniques et raciaux. C'est pourquoi les immigrants créent de nouvelles formes culturelles hybrides, grâce à la facilité et à l'immédiateté des moyens de communication électroniques. Des individus ou des groupes peuvent ainsi se radicaliser, en s'identifiant avec des mouvements implantés ailleurs ou sous l'influence d'événements se produisant à des milliers de kilomètres. Le pluralisme est une donnée sur laquelle on ne peut pas revenir, et les immigrants continueront d'arriver, légalement ou non, même si la plupart des pays européens voient aussi partir bon nombre de leurs ressortissants. À l'heure actuelle, la proportion dans la population de personnes nées à l'étranger varie significativement d'un pays à l'autre : en 2002, elle était de 5,3 % en Espagne, 8,3 % en Grande-Bretagne, 10 % en France et aux Pays-Bas ; elle atteignait 12,4 % aux États-Unis, 19,3 % au Canada et 23 % en Australie.

La notion de régime international rend compte de l'autonomie relative des Organisations internationales gouvernementales (OIG), dont chacune possède des règles, une histoire et un

équilibre de pouvoirs qui lui sont propres. L'industrie pétrolière et les marchés financiers sont des exemples d'un tel régime. Les États-nations usent de leur pouvoir politique pour établir des droits sur le pétrole et fixer ainsi les prix de son exploitation et de sa distribution. Un rôle totalement différent est joué par l'État-nation dans le contexte des marchés financiers, l'implantation de leurs activités partout dans le monde, même dans les paradis fiscaux, donne très nettement l'impression qu'il s'agit d'une industrie totalement délocalisée. Même si l'activité financière demeure installée sur de places historiques, les États-nations sont les seuls acteurs susceptibles d'empêcher le système d'assumer trop de risques et de finir par s'écrouler. L'un des paradoxes du régime financier actuel est que sans la croyance que les États-nations seront toujours disposés à payer pour éviter les banqueroutes, un profond manque de confiance ne tarderait pas à mettre un terme à l'expansion du secteur financier. La place importante que les États-nations occupent dans les structures de gouvernance des régimes internationaux très développés évoqués souligne aussi l'intérêt de la notion de droits de propriété intellectuelle, droits qui jouent un rôle capital dans les formes actuelles de la concurrence. En fait, ils conditionnent l'existence et la durée de presque toutes les rentes découlant de l'innovation et ils sont donc au cœur de la dynamique même de la compétitivité hors prix, dont l'importance n'a cessé de grandir durant les dernières décennies.

Ces exemples démontrent l'importance des États-nations ; néanmoins le pouvoir de chacun d'eux est limité par la place qu'il occupe dans le concert de nations, lequel est généralement dirigé par une puissance hégémonique. Il y a deux questions qui sont d'emblée mondiales par nature et exigent une certaine coordination internationale explicite que les États-nations sont les seuls acteurs à pouvoir engager, domaines où les États-nations vu l'autonomie et les capacités limitées des ONG, sont les seuls acteurs capables d'impulser et de forger les institutions nécessaires à la coopération. Ce sont la science et la technologie d'une part, et l'environnement de l'autre. Dès lors qu'on tient compte de la complexité de la science et la technologie dans toutes ses dimensions, il est évident que les avantages de l'interaction internationale, la construction de réseaux et la coordination des activités de recherche fondamentale et à long terme parrainées par les gouvernements, constituent une chance à exploiter. Lorsque des problèmes d'environnement entrent en jeu, cette coopération en matière de sciences fondamentales devient un impératif.

Ces avantages à l'échelle du globe se sont manifestés surtout dans le cas des efforts de recherche dans les « sciences dures », où aucun pays, voire bloc de pays au sein d'une triade,

ne peut à lui seul assurer toute la gamme des disciplines, des démarches et des méthodes scientifiques requises, et encore moins assumer les coûts en matériel et équipement rapidement croissants de ces recherches. D'où la question du devoir des pays les plus riches et les plus développés de supporter la charge internationale de ces efforts de recherche dans ce domaine. Il y a de très grandes différences entre les pays de l'OCDE dans la part de leur PIB qu'ils consacrent à la recherche fondamentale.

Ce devoir à l'échelle du globe apparaît encore plus manifeste lorsqu'on introduit dans l'analyse la demande « globale » et les problèmes d'environnement vraiment planétaires auxquels le monde doit faire face (sans parler de la famine, des maladies, de la désertification, des questions d'énergie, etc.). Un développement écologique durable exige toute une panoplie de politiques complémentaires, ne serait-ce qu'à l'appui des investissements qui sont nécessaires dans les nouvelles technologies. Les accords internationaux instituant des réglementations en matière d'environnement, qui sont probablement l'expression la plus explicite de l'intégration positive, soulèvent des difficultés redoutables pour l'action gouvernementale. Aucune des institutions internationales existantes n'est capable de faire face à des problèmes d'environnement revêtant l'ampleur actuelle ; seuls les États-nations peuvent coordonner leurs actions et mettre en place les institutions appropriées, encore que cette coopération ne soit pas une entreprise facile à mener à bien.

Étant donné le caractère international des problèmes d'environnement, l'objectif d'un développement écologique durable est important pour toutes les régions et nations du monde sans distinction. Le caractère multinational tant des problèmes que de leurs solutions donne à penser que les nouvelles organisations supranationales auront là un rôle dynamique à jouer, aux niveaux régional, national et local. Tout cela demande la création, à travers la coopération des États-nations, de tout un nouvel ensemble d'institutions conçues pour fonctionner dans une transparence et sur un mode non bureaucratique, suivant les critères admis de nos jours dans la plupart des pays. Pour Giovanni Busino (2001), la mondialisation actuelle n'aurait pas été possible sans les nombreuses interventions des Etats les plus importants, notamment des Etats-Unis et les pays du G7 (G8).

Certains traités visent l'intégration régionale, tels le traité de Maastricht pour l'Union européenne, l'accord de Mercosur qui régit plusieurs pays de l'Amérique du Sud, ou encore le traité de libre-échange nord-américain (ALENA). D'autres visent l'intégration économique

mondiale, notamment le traité de Marrakech, qui institue en 1994, l'Organisation mondial du commerce (OMC). C'est au milieu des années 70 que les penseurs ultralibéraux comme Murray Rothbard ([1970] 1991) et David Friedman (1992) s'employèrent à prouver la validité sociale d'une idéologie fondée sur le retour du laisser-faire intégral en faisant de la « liberté des marchés » le point nodal de leurs analyses. Ce discours trouve ses origines au sein de l'école d'économie autrichienne, en particulier chez Ludwig Von Mises ([1938] 1952) et Friedrich Von Hayek ([1945] 2002). Dans les années 70-80, ce discours a inspiré les politiques économiques en Grande-Bretagne, le thatchérisme, et aux Etats-Unis, le reaganisme, qui a été au cœur d'une série de transformations importantes, dont les décisions politiques relatives d'abord à l'élaboration d'une nouvelle politique monétaire, ensuite à la déréglementation des marchés financiers, enfin à la ratification de plusieurs traités.

Dans ce contexte, la mondialisation, sous couvert du néolibéralisme, est un euphémisme actuellement utilisé pour désigner cette phase avancée du capitalisme ultralibéral mondial dont le but est d'augmenter à tout prix ses taux de profit sur des territoires toujours de plus en plus larges, en s'abritant derrière la tendance généralisée à la libéralisation du commerce et des marchés de capitaux, à l'internationalisation croissante des stratégies des entreprises de production et de distribution, au développement technologique. Autrement dit, des nouvelles stratégies qui servent le vieil idéal d'accumulation et de reproduction du capital (Segrelles, 1999). À ce sujet, à la suite de Immanuel Wallerstein ([1974] 1980) qui indique que les échanges inégaux et la trans-nationalisation des marchandises sont des pratiques anciennes qui caractérisent le capitalisme du XVIe siècle comme celui du XXe siècle, nous pouvons dire qu'elles seront aussi celles du XXIe siècle. Seuls changent l'intensité et l'amplitude du phénomène, les stratégies et méthodes empruntées ou les possibilités technologiques, mais non l'essence du processus ni la dynamique capitaliste.

À la fin du XXe siècle, le monde est effectivement devenu le « *village planétaire* » dont Marshall McLuhan ([1968] 1971) avait eu vision, où le « vaisseau spatial Terre » décrit par l'architecte américain Buckminster Fuller (1973), à la différence de ce qui s'était passé au début du siècle, où la mondialisation était impulsée par le commerce et l'empire, ce sont la technologie et les flux de capitaux qui, dans sa dernière décennie, en auront été les nouveaux moteurs. La figure I.4 synthétise le processus de la mondialisation, où sont considérés autant les acteurs (l'États-nations, les multinationales, transnationales) que les supports pour mettre en place ce processus (les flux, les réseaux) et enfin les effets, (l'augmentation de

l'urbanisation, les croissances démographique et économique, les inégalités reparties selon les sociétés, les régions et les continents) et l'émergence d'une société monde avec l'apparition des disparités locales.

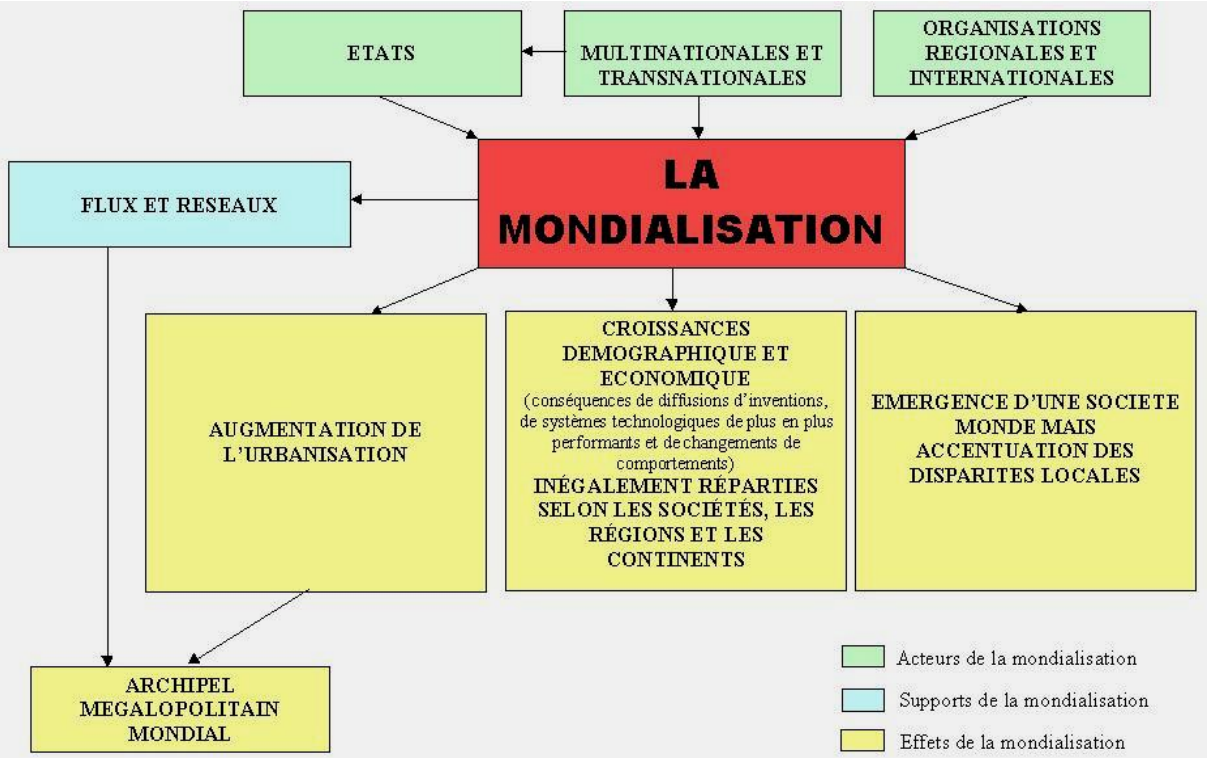


Figure I.4. Le processus de la mondialisation des années 90.

Source : Site www.La mondialisation au 20 siècle (consulté en novembre 2000).

I.4.3 Indicateurs de la mondialisation

La mondialisation est fondée sur la coordination de différentes formes de pouvoirs : l'économique, le politique, l'administratif, le patronal, celui des intellectuels et les médias, tous mobilisés autour du marché global. Il n'est donc pas surprenant que ce soit l'économie qui a d'abord développé des indicateurs pour rendre le phénomène plus accessible. Dans le Tableau I.7, nous résumons les indicateurs de la « mondialisation » (Annuaire économique géopolitique mondial, 2006). Les indicateurs[57] peuvent avoir leur signification propre.

[57] Un indicateur est un outil d'évaluation et d'aide à la décision grâce auquel peut-on mesurer une situation ou une tendance de manière relativement objective *Dictionnaire Larousse* (2000).

Certains sont représentatifs du niveau d'activité économique, de la croissance, des potentialités de production, d'autres sont représentatifs des aspects externes du sous-développement et en particulier du caractère de dominé de ce type d'économie.

INDICATEURS	UNITE	1980	1990	2003	2006
Indicateurs économiques					
PIB total (PPA)	(milliard $)	529.4	1009.6	1 648.8	2 260
PIB par habitant	($)	9 853	17 356	26 768	35 816
Investissement (FBCF)	(% PIB)	23.7	23.1	19.0	20.0
Recherche et Développement (R&D)	(% PIB)	2.2.	2.7	2.9	--
Aide au Développement	(% PIB)	0.54	0.63	0.41	0.42
Taux d'inflation	(%)	9.6	2.2	2.2	2.3
Indicateurs socioculturels					
Indicateur du développement humain	(IDH)	--	0.746	0.925	0.942
Taux d'analphabétisme					
Livres publiés	(titre)	32 218	41 742	39 083	--
Immigration nette	%	1.5	2.0	°°	2.0
Appels téléphoniques		--	1600	2 174	
Accès à Internet	Par 1000 hab	--	--	131	263
ONG		14 273	26 656	48 350	100 000

Tableau I.7. Les Indicateurs de la mondialisation. L'exemple de la France.

Sources : L'État du monde 2006 ; Annuaire économique géopolitique mondial 2006.

I.4.3.1 Indicateurs économiques

Les économistes ont établi autour de leur discipline, la manière de définir un certain nombre de phénomènes sociaux de façon qualitative et surtout quantitative ; cette approche reste très limitée, lorsque l'on cherche à les traduire par des chiffres. Leur diversité, qui peut aller jusqu'à l'incompatibilité des théories économiques existantes, pose le problème de la neutralité des mesures. Pourtant, dans le contexte actuel, largement dominé par des échanges commerciaux, les mesures en unités monétaires pourraient être un indicateur fiable. Au cours des dernières décennies, l'espace mondial a profondément changé de physionomie ; la carte du monde a été remodelée, tant par les bouleversements politiques que par les mutations technologiques, malgré cela l'économie de marché a triomphé sur la quasi-totalité de la planète (Lafay, 2002).

Pour les économistes (Boyer, 1996, Thurow, 1997), deux instruments économiques essentiels servent à prouver l'argument du développement de la mondialisation : l'évolution du commerce (comparé à la production de marchandises) dans le monde, et l'évolution des investissements directs étrangers (IDE). Or, de nombreux économistes estiment que ces deux critères sont mis en avant à juste titre, mais que nombreux autres indicateurs, qui ne vont pas dans le même sens, sont laissés de côté (par exemple le rapport exportation / PBI). Le produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse créée dans le pays pendant l'année, en additionnant la valeur ajoutée dans les différentes branches. Cela exige quelques compromis. La valeur ajoutée de la production paysanne pour l'autoconsommation ainsi que celles des « services non marchandes » (éducation publique, défense nationale, etc.) sont inclues. En revanche, le travail au noir, les activités illégales (comme le trafic de drogue), le travail domestique des femmes mariées, ne sont pas comptabilisés. Le PBI par habitant est calculé en divisant la valeur totale de l'activité économique par la population totale.

Le revenu national brut (RNB) est égal au PIB additionné des revenus rapatriés par les travailleurs et les capitaux nationaux à l'étranger (subventions, revenus des investissements), diminué des revenus exportés par les travailleurs et les capitaux étrangers présents dans chaque pays. On se référait auparavant au produit national brut (PNB), qui reflète les revenus engendrés par toutes les activités économiques ayant recours au travail, au capital et à la terre des nationaux. Afin de comparer le niveau de richesse atteint par les différents pays, leur PIB doit être exprimé dans une monnaie commune, généralement le dollar des États-Unis (US $). Plusieurs méthodes sont habituellement employées pour convertir les PIB en dollars. La parité du pouvoir d'achat (PPA) est une conversion du PBI ou du revenu national brut (RNB) en dollars basée sur le pouvoir d'achat. Elle correspond au pouvoir d'achat d'un dollar en biens et en services dans un pays donné, comparé au pouvoir d'achat d'un dollar dépensé aux Etats-Unis. Cet indicateur réduit fortement les écarts entre pays pauvres et pays riches, puisqu'il tient compte du contexte économique national. Ce sont les PIB à parité de pouvoir d'achat (PPA) qui sont présentés dans les tableaux statistiques des pays et des régions. La distinction entre le PIB et le RNB est importante dans la mesure où beaucoup de pays en voie de développement sont largement tributaires du capital étranger et des multinationales. Lorsque les étrangers investissent, ils désirent rapatrier partiellement ou totalement les bénéfices. Dans certains cas, la différence entre les deux indicateurs devient très importante. Le PIB peut dépasser le RNB jusqu'à 20 %. Les investisseurs principaux sont des multinationales dont les noms sont souvent familiers, Shell, Heinz, Nestlé…

Selon la définition de référence du FMI, les investissements directs étrangers (IDE) correspondent aux opérations financières menées par les firmes transnationales destinées à contrôler ou à exercer une influence significative sur la marche et la gestion d'entreprises implantées dans un pays différent de celui de la maison mère. Ces opérations sont de deux types : d'une part celles menées par croissance interne, c'est-à-dire entre les maisons mères et leurs différents établissements de par le monde (création de nouvelles unités (*greenfield*), extension de capacité, augmentation de capital, prêt, avance de trésorerie, réinvestissement local des bénéfices) ; d'autre part, celles réalisées par croissance externe, à l'occasion de l'entrée dans le capital d'une entreprise étrangère *via* les marchés boursiers, à condition cependant d'atteindre au moins 10 % de son capital. Les prises de participation inférieures à ce seuil minimal relèvent d'une autre catégorie, celle des « investissements de portefeuille », par définition beaucoup plus volatiles, dans la mesure où ils ne s'accompagnent pas d'une prise de contrôle de l'entreprise concernée. Les IDE constituent, avec les flux du commerce international, l'un des indicateurs majeurs permettant d'appréhender en première instance la dynamique de la mondialisation de l'économie. Si les flux d'IDE ont accompagné l'internationalisation des entreprises depuis le début du XIXe siècle, c'est seulement durant la décennie 1980 que ceux-ci ont commencé à prendre la dynamique que nous leur connaissons aujourd'hui, marquée par son ampleur sans précédent et sa diffusion véritablement planétaire. L'internationalisation tous azimuts des grandes entreprises (promues au rang de firmes transnationales) et des PMI[58] et PME[59] innovantes n'a enfin été rendue possible que par la diffusion inédite des TIC, condition indispensable à l'internationalisation des services de haut niveau (banque, assurance, etc.).

La montée des flux d'IDE devient véritablement foudroyante à partir de 1997, les flux passant de 690 à 1 092 milliards de dollars entre 1998 et 1999, pour culminer au niveau record de 1 396,5 milliards de dollars en 2000 (soit 7 fois plus qu'en 1990) selon le *World Investment Report* de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement CNUCED[60], publication de référence sur la question des IDE. L'envolée des IDE a pris un tour d'autant

[58] Petites et moyennes industries (PMI).

[59] La catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée par des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions de euros et dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions de euros.

[60] Crée en 1964, la CNUCED vise à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor. Les travaux de cette institution visent à orienter le débat et la réflexion actuels sur la politique générale du développement, en s'attachant tout particulièrement à faire en sorte que les politiques nationales et l'action internationale concourent ensemble à faire naître le développement durable.

plus spectaculaire que le nombre de pays concernés n'a jamais été aussi important, compte tenu de l'ouverture au capitalisme des pays jusque-là rétifs par l'idéologie (effondrement du communisme en Europe orientale à partir de 1989, ouverture progressive de la Chine aux investissements étrangers à partir de 1978). La figure I.5 indique clairement que la mondialisation de l'économie n'est pas un processus linéaire. À la suite des attentats du *World Trade Center* (11 septembre 2001) aux États-Unis et du ralentissement de l'activité économique mondiale lié au contexte nouveau d'incertitude, les flux d'IDE se sont littéralement effondrés jusqu'en 2003. Ils n'ont repris des couleurs qu'en 2004 et surtout en 2005, mais restent très en deçà de leur record de 2000.

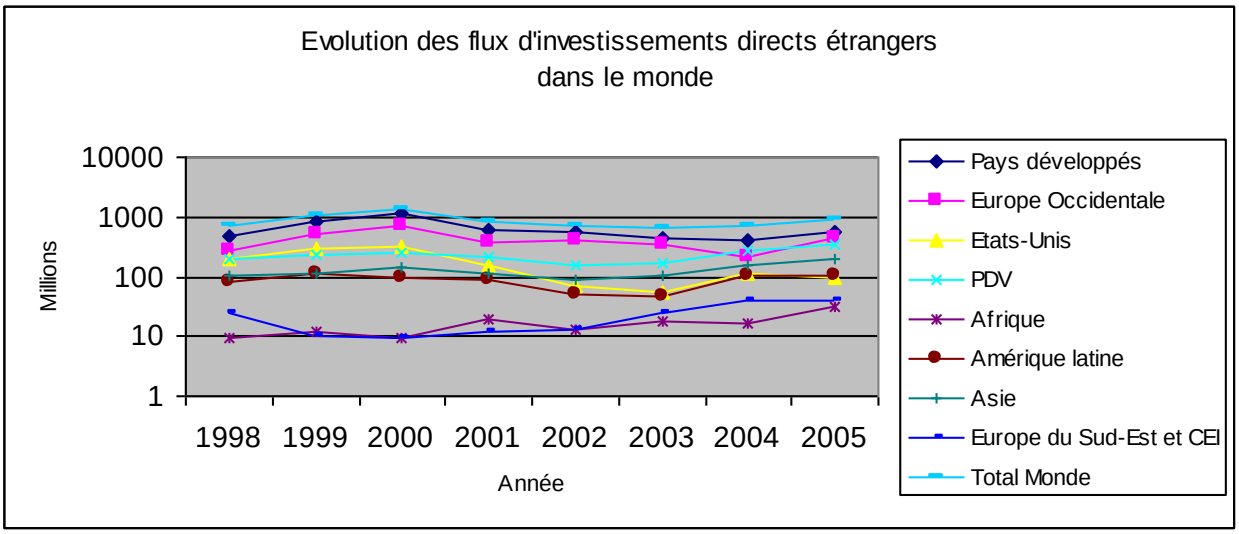


Figure I.5. Évolution des investissements directs étrangers (IDE) (1998-2005).
Source : Données obtenuées dans *World Investment Report*, (1998-2005).

L'économiste américain, Lester Thurow (1997 : 38), dans son ouvrage The *Future of Capitalism. How Today's Economic Forces Shape Tomorrow's World ?*, soutient que les nouvelles technologies ont imposé la déréglementation (suppression de barrières réglementaires) car elles ont rendu obsolète le contrôle des mouvements de capitaux. « Lorsqu'il fallait transporter l'argent dans un sac à dos et traverser les Alpes à pied, de l'Italie à la Suisse, le gouvernement italien pouvait assurer un contrôle des changes. Lorsque l'argent peut être déplacé instantanément à partir d'un ordinateur personnel, la notion même de contrôle sur les mouvements de capitaux est dépourvu de sens ». Zygmunt Bauman (1999 : 92) dans *Le Coût humain de la mondialisation* estime que c'est cette impression

récente et déconcertante que les choses « échappent à tout contrôle » qui est exprimée par le concept de la mondialisation économique.

I.4.3.2 Indicateurs socioculturels

La mondialisation n'est plus simplement un phénomène économique, elle induit des tendances culturelles, influence les politiques intérieures, elle attaque violemment et de façon systématique les notions traditionnelles de souveraineté nationale et modifie la société. Le rôle de l'État-nation apparaît comme la principale cible de l'activisme social, provoqué par la perte de légitimité de l'État-nation en tant qu'institution politique souveraine. Selon Manuel Castells ([1996] 1998) la mondialisation ignore la persistance de l'État-nation et le rôle essentiel des gouvernements dans l'orientation des structures et de la dynamique de l'économie nouvelle. Cependant Pierre De Senarclens (2002 : 33) considère que « la mondialisation n'empêche pas les gouvernements d'être les principaux pôles d'autorité politique, les principaux pourvoyeurs de normes et de régimes, les principales sources de légitimité. Il n'existe pas d'autre instance pour maintenir la cohésion des sociétés, pour abriter ou atténuer leurs conflits internes, pour réaliser les conditions politiques nécessaires à la production, aux échanges et à la répartition des biens et des services ».

Mais, désormais, l'incidence des effets de la politique internationale provoquant des mouvements sociaux, devient désormais incontestable. Pour Donatella Della Porta (2003) « cette perception provient du constat que si le processus d'interdépendance à large échelle a des origines lointaines dans le temps, la révolution technologique des années 80 a contribué à une intensification tant de la réalité de l'interdépendance globale que de la conscience du monde comme un tout ». Les mouvements sociaux transnationaux peuvent être interprétés comme une contribution à la société civile transnationale grâce à laquelle ils exercent une pression sur les institutions politiques supranationales et sur les organisations transnationales, y compris les firmes multinationales, afin d'obtenir un soutien ou un retrait de leur part.

D'après Robert O'Brien (2000 : 5) et ses collaborateurs, « *we are witnessing the development of a hybrid form of multilaterism. We call this hybrid complex multilat*erism[61] » qui permet aux mouvements sociaux d'avoir plus de poids sur les politiques des institutions économiques

[61] Nous sommes dans une phase de développement d'une forme hybride de « multilatéralisme complexe ».

internationales ainsi que sur les États. La caractéristique de ce nouveau type de relations est que ses composantes sont divisées par des objectifs et des motivations parfois conflictuels. L'objectif des institutions est de maintenir la direction des politiques existantes alors que celui des acteurs du mouvement social est de changer la direction politique des institutions. En revanche, l'impact de ce multilatéralisme complexe dépend largement de la position préexistante de chaque État dans le système international. Autrement dit qu'il tend à renforcer le rôle des États puissants en affaiblissant le rôle de plusieurs pays en développement. Selon Robert O'Brien « *Five of the most significant structural changes in the global political economy which provide a background to increased MEI-GMS contact are : the liberalisation of economies, innovation in information technology, the creation of new centres of authority, inestability in the global financial system, and changes in ideology*[62] » (O'Brien R. et *all*, 2000 : 12).

Il convient de rappeler que les statistiques, si elles sont le seul moyen de dépasser les impressions intuitives, ne reflètent la réalité économique et sociale que de manière très approximative, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'il est rare que l'on puisse mesurer directement un phénomène économique ou social : le « taux de chômage officiel », au sens du Bureau international du travail (BIT), par exemple, même lorsque il a été harmonisé par les organisations internationales, n'est pas un bon critère pour comparer le chômage entre les différents pays. Et même lorsqu'on compare la situation d'un même pays dans le temps, il se révèle être un indicateur incertain, tant il existe de moyens de l'influencer, surtout en période électorale.

Les études de Amartya Sen ([1999] 2003) sur l'économie du bien être, cherchent à évaluer les politiques économiques en termes des effets sur le bien être des communautés. Cet auteur propose des méthodes pour mesurer la pauvreté en incorporant des problèmes tels que les droits individuels, l'accès à l'information et les conditions de vie imposées par l'orientation politique du moment. Ces études ont eu une influence considérable dans la formulation du Rapport sur le Développement Humain publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Cette publication annuelle classe les pays sur la base de différents indicateurs sociaux et économiques, en intégrant dans le cadre de la mesure économique la

[62] Cinq des plus importants changements structurels dans l'économie mondiale qui sont liés au développement de ces mouvements sociaux sont : la libération de la économie, les innovations dans les technologies de l'information, la création de nouveaux centres d'autorité et l'instabilité du système financier mondial.

pauvreté et les inégalités. Leur objectif est de comprendre, d'expliquer et de prévoir le comportement humain de telle sorte qu'on puisse étudier utilement les relations économiques, et les utiliser pour la description, les prévisions et la formulation de politiques. L'indicateur du développement humain (IDH), exprimé sur une échelle allant de 0 à 1, est un indicateur composite. Cet indicateur mesuré par le PNUD depuis 1990, tient compte de 3 éléments : la durée de vie (espérance de vie à la naissance), le niveau d'éducation de la population (avec la prise en compte du taux d'alphabétisation des adultes et du taux brut de scolarisation) et le revenu moyen par habitant (PIB par habitant). Cet indicateur a été calculé par les pays membres de l'ONU pour lesquels on dispose de données fiables pour toutes les composantes. Outre le niveau de développement, la taille et le peuplement d'un pays sont des facteurs importants de richesse : les PIB chinois et indien sont au niveau de ceux des pays développés. Ces indicateurs traduisent néanmoins une réalité plus complexe que la seule puissance économique. L'élévation des coûts salariaux, les évolutions de la durée du temps de travail, les externalités diverses (temps et coûts de transports, pollution…) influent sur ces indicateurs. Le PIB/PPA est une des variables prise en compte dans le calcul de l'IDH, afin de ne pas réduire l'appréciation du développement à un classement reposant sur la seule dimension économique qui sous-tend une compétition internationale pour l'accumulation de richesses.

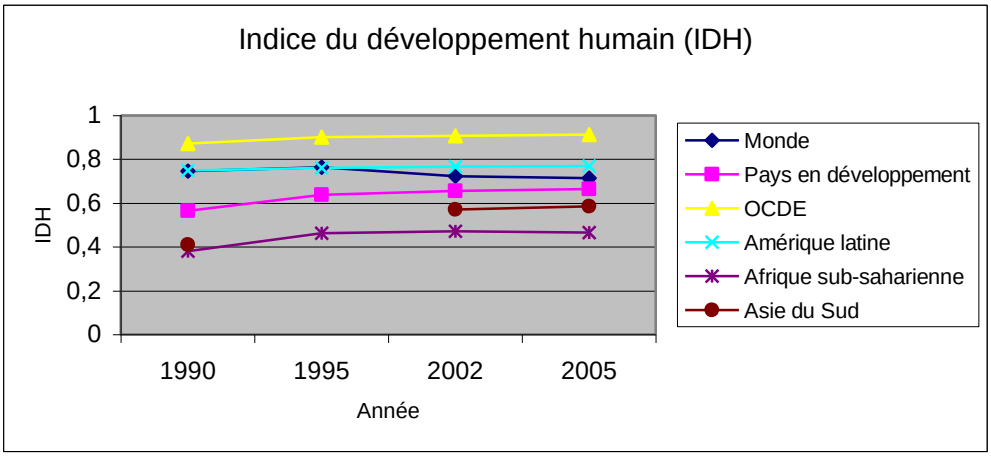


Figure I.6. L'évolution de l'indice du développement humain (IDH) (1990-2005).

Source : Données obtenuées dans *World Investment Report*, (1998-2005).

L'IDH du Rapport de 2006 fait ressortir l'ampleur des écarts en terme de bien être et d'espérance de vie qui continue de diviser de manière croissante notre monde. Parallèlement à

l'IDH, d'autres indicateurs furent créés afin de le compléter et le préciser, le taux d'analphabétisme, l'espérance de scolarisation, les livres publiés, les lignes téléphoniques, ou l'accès à Internet entre autres. Le taux d'analphabétisme concerne les personnes ne sachant ni lire ni écrire dans la catégorie d'âge « 15 ans et plus ». Le niveau de scolarisation est mesuré par plusieurs indicateurs. L'espérance de scolarisation (inspirée de l'espérance de vie) mesure le nombre d'années d'enseignement auquel peut aspirer, pendant sa vie, une personne née pendant l'année si, pendant toute sa vie, prévaut le taux d'inscription par âge de cette année. En ce qui concerne l'indicateur des livres publiés, on considère les recommandations de l'UNESCO sur « la standardisation des statistiques internationales concernant la publication de livres (1964) », qui définit comme livre toute publication non périodique, de 49 pages au moins et disponible au public.

La téléphonie est devenue un outil essentiel pour maintenir des rapports à l'intérieur des pays, tandis que le réseau Internet consolide toutes les relations, familiales, professionnelles ou associatives, par-delà les distances et les migrations. Le nombre de serveurs Internet est passé en quinze ans d'une poignée à près de 6 millions dans le monde. Si la moyenne mondiale d'accès à Internet est de 22 %, la pénétration du réseau est de 74 % en Amérique du Nord, de 48 % en Europe et de 15 % en Asie. Dans les pays riches, l'accès à l'information se partage dorénavant en parts égales entre la télévision et le *web* (Internetworldstats.com, 2009). D'où l'importance de l'indicateur « Accès à Internet » qui désigne le nombre d'usagers d'Internet ayant accès au réseau mondial pour 1 000 habitants. Les chiffres ont été calculés par l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour son *World Telecommunication Development Report* 2008.

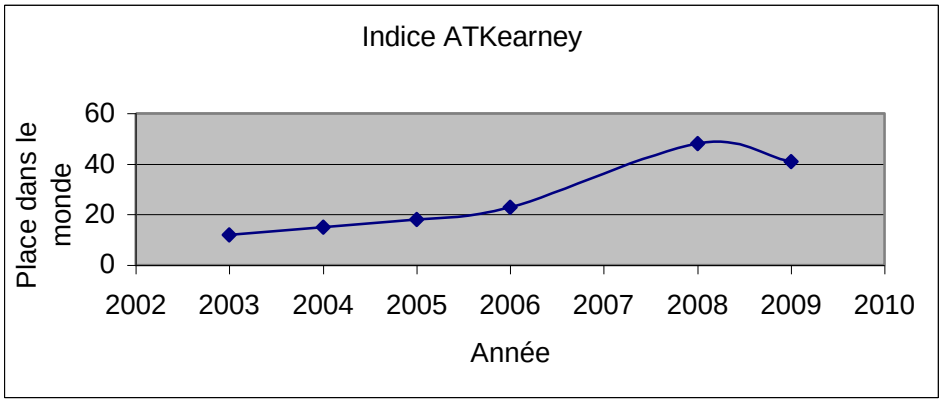


Figure I.7. L'accélération de la mondialisation. Le cas de la France (2002-2009).

Source : Donnés obtenues sur le site www.atkearney.org

La complexité de la mondialisation actuellement en cours explique qu'elle fasse l'objet de tant de controverses, même si elle échappe à toute définition facile. Andrew Thomas Kearney a développé l'indice ATKearney ou *Foreing Policy Globalisation Index*, première tentative de définir et de mesurer le phénomène afin d'en comprendre les conséquences de façon plus nuancée (Laudicina, 2005). Cet indice analyse la mondialisation à partir de quatre composantes : l'intégration économique, l'engagement politique, la connectivité technologique et la facilité des contacts avec l'étranger. Ces composantes fournissent une base permettant de mesurer l'intégration internationale de 62 pays, représentant 84 % de la population et 96 % de la production économique mondiales. L'indice évalue également l'impact de la mondialisation sur plusieurs indicateurs clés : bien être, niveau de liberté politique et de corruption, dépenses sociales et de santé. Ses résultats permettent aussi de décrire graphiquement l'accélération de la mondialisation depuis 1990, voir figure I.7.

À la fin des années 60, apparaît la notion anglo-saxonne « *global village* » pour évoquer l'idée d'une communication rapide et commune à l'ensemble du monde, en s'inspirant des travaux de Marshal Mc Luhan. Dans *Guerre et paix dans le village planétaire*, Marshal Mc Luhan ([1968] 1970), décrit la naissance d'une société radicalement nouvelle par rapport au passé. Le révélateur de cette nouveauté est la guerre du Vietnam, ou plutôt la façon dont la guerre a été couverte en direct par la télévision. Selon cet auteur on assiste à la naissance du « village global », terme repris d'une idée développée au début des années soixante dans son ouvrage *La galaxie Gutenberg*, où il affirme que « l'interdépendance nouvelle qu'impose l'électronique, recrée le monde à l'image d'un village global ». Dans *La révolution technétronique*, Zbigniew Brzezinski ([1970] 1971 : 67), rejoint cette idée, en considérant les États-Unis comme la « première société globale de l'histoire », il met en évidence la puissance de ce pays dans les communications et la haute technologie. Mais surtout, il insiste sur le fait que le mode de vie des américains « *American Way of Life* » est en phase de devenir le mode de vie mondial. Donc c'est un « modèle global de modernité ». L'intégration des nouvelles TIC vient faciliter la gestion en temps réel, elle ouvre la voie à une gestion accélérée du capital. Du même coup, le transfert de technologie s'amplifie. En conséquence, le souci de protection de la propriété intellectuelle l'emporte désormais sur celui de la protection du capital (Michalet, 2007 : 94).

I.4.3.3 Indicateurs sociopolitiques

Dans le champ politique, l'émergence d'acteurs transnationaux ne remet pas en cause fondamentalement l'Etat-nation, mais le réduit à être un acteur stratégique, tant en interne comme en externe ; privé d'une partie de sa souveraineté d'autrefois, il est obligé de composer avec des communautés identitaires, des fractions de la société civile de même que avec les Organismes internationaux qui ne correspondent plus aux territoires clos des périodes antérieures. Les initiatives commerciales régionales ou mondiales, ou leur absence, affectent souvent les décisions des entreprises. Les résultats de ces dernières sont en effet inexorablement liés à la viabilité d'institutions politiques mondiales comme l'OMC, qui travaille à abaisser les barrières douanières et à faciliter les investissements étrangers. Si les grandes nations en sont désormais pratiquement toutes membres, un certain nombre de problèmes ardus restent encore à résoudre : la réglementation des organismes génétiquement modifies, la diffusion des médicaments génériques, les règles gouvernant les droits de la propriété intellectuelle, l'application des lois et accords antitrust, le gouvernement d'entreprise, les normes comptables et les subventions agricoles aux Etats-Unis et en Europe, entre autres.

La tendance de plus en plus marquée à court-circuiter l'OMC en faveur d'accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux est également préoccupante. Des initiatives bilatérales prises récemment par les États-Unis, le Japon, la Chine et l'Inde montrent que ces pays essaient de se placer avantageusement dans le système commercial international. À une plus grande échelle, la mondialisation politique implique l'intervention d'un ensemble d'institutions conçues pour minimiser les conflits et veiller à ce que le système mondial fonctionne sans heurts, du Conseil de coopération des douanes à l'Organisation internationale de normalisation. Bon nombre de ces institutions ont vieilli, elles ont du mal à rester pertinentes dans un monde où les entreprises et les ONG se sont hissées auprès des États-nations en tant qu'acteurs influents sur la scène mondiale.

La première d'entre elles est l'ONU, qui intervient dans toutes sortes de domaines, de l'aide humanitaire aux droits de l'homme, en passant par l'énergie nucléaire et la sécurité mondiale. L'ONU, « est un creuset de complexité… C'est à la fois une organisation de l'aube nouvelle, offrant le seul forum à un village mondial toujours plus petit, et une organisation du crépuscule, fondée sur le principe selon lequel les États-nations poursuivant leurs intérêts

nationaux finiront, d'une manière ou d'une autre, pour veiller aux intérêts généraux de la planète » (Laudicina, 2005).

Les migrations internationales sont les déplacements de populations d'un Etat à un autre à des fins essentiellement d'emploi, d'asile, de regroupement familial, d'études, d'activité d'expertise, de tourisme, de visite familiale ou de soins médicaux. En ce début du XXIe siècle, les migrations internationales se sont mondialisées. Presque tous les pays du monde sont concernés, de près ou de loin, par les migrations, qu'il s'agisse du départ, de l'accueil ou du transit ; certains pays comme le Maroc, la Turquie ou le Mexique étant l'un et l'autre à la fois. La plupart des facteurs de la migration sont le fruit d'une conjoncture récente, datant de ces vingt dernières années. L'information, notamment télévisuelle, a produit un imaginaire migratoire autour de l'envie d'ailleurs, fait de liberté et de consommation et transformant le passage clandestin en une odyssée moderne (Wieviorka, 2003).

En résumé, d'après la plupart des auteurs pour nous cités, il n'existe pas de définition claire de ce concept ; le mot mondialisation comporte de nombreuses acceptions, mais il ne correspond pas à un concept clair. Dans la mesure où il est défini, on a tendance à l'employer comme un mot parmi d'autres pour désigner simplement l'internationalisation plus poussée de l'activité économique s'exprimant par une intégration et une interdépendance accrues des économies nationales. La Commission européenne a proposé dans cet esprit une définition classique de la mondialisation :

> « La mondialisation peut se définir comme le processus par lequel l'interdépendance entre les marchés et la production de différents pays s'accroît sous l'effet des échanges de biens et des services ainsi que des flux financiers et technologiques ; Il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau, mais de la poursuite d'une évolution amorcée depuis bien longtemps » (Commission européenne, 1997 : 51).

Nous pourrions dire que la période actuelle présente une particularité qui la distingue des périodes antérieures : la possibilité d'une transformation structurelle du capitalisme international. Le processus, dit de mondialisation, n'est pas un phénomène de la dernière décennie du XXe siècle. Certains auteurs (Amin, 2002 ; Houtart, 2002 : Wallestein, ([1983] 2002) défendent l'idée que la mondialisation existait bien avant. Cela dit, le problème aujourd'hui n'est pas son existence mais les effets sur la structuration du système international et la vie sociale.

> La « mondialisation », n'est pas un phénomène entièrement nouveau. Elle a seulement pris (…) une ampleur sans précédent : elle est devenue un enjeu stratégique d'affrontements géopolitiques et sociaux, débouchant sur d'inquiétantes destructions culturelles (*Le Nouvel Observateur Hors série*, N° 57, déc. 2004-jan 2005).

David Held ([2004] 2005) et Georges Soros (2002), entre autres auteurs, considèrent que ce qui est nouveau, c'est la rapidité avec laquelle un événement se répercute, c'est la quantité des gens et des pays qui sont concernés, c'est la constante irruption du planétaire dans les vies singulières et la reproduction des inégalités En ce qui concerne la sphère financière mondiale, nous pourrons dire que simultanéité, portée et ampleur, sont les produits de moyens de communication qui transmet l'information instantanément et sur toute la planète. L'abolition simultanée du temps et de l'espace est promulgué par les marchés boursiers fonctionnant en continu, l'information en direct des coins les plus reculés de la planète des entreprises sans siège social physique et faisant, toutes, leurs opérations par Internet.

Disciplines	Années	Domaine	Mots clés
Economie	1970>	Multinationales Banques, technologies	Entreprise globale Production globale Capitalisme global
Etudes Culturelles	1970>	Médias de masse, Identité, Style de vie	Village global *McDonalisation*, *McWorld*
Sciences Politiques Relations Internationales	1980>	Société Civile, Mouvements sociaux ONG	Internationalisation de l'État Société civile globale Politique post-internationale
Sociologie	1800>	Modernité	Capitalisme Industrialisation État-nation
Economie politique	1500>	Capitalisme moderne	Marché mondial
Histoire anthropologie	5000 AJ>	Échange cultural global Migration Technologies Religions mondiales	Flux globaux *Global oecumène* *Élargissement de la coopération dans le temps*

Tableau I.8. La « mondialisation » selon les disciplines en Sciences Sociales.
Source : *Globalization and Social Movements*, (Hamel, 2001 : 23).

Dans son ouvrage *La grande désillusion* paru en 1987, Joseph E. Stiglitz présente une critique de l'actuel processus de mondialisation. Cet essai met au pilori l'idéologie qui sous-tend la mondialisation néolibérale ainsi que ses principaux thuriféraires, le FMI, le Trésor américain el la communauté financière internationale. Néanmoins, les partisans de la mondialisation affirment qu'elle représente une tendance irréversible du capitalisme contemporain contre laquelle il serait vain de lutter (Stigler, 1987 ; Friedman, 1992). Elle est par ailleurs généralement ressentie comme une nouveauté amorcée par les politiques de libre-échange développées depuis la Seconde Guerre mondiale, amplifiée par la révolution du transport qui amenuise les coûts et supprime les distances et accélérée par la vague néo-libérale de la fin du XXe siècle qui détruit les réglementations et favorise la libre circulation des capitaux. Dans le tableau I.8 nous résumons les disciplines qui ont traitée le thème de la mondialisation ainsi que leurs domaines d'étude et les mots le plus souvent mentionnés.

I. 5 La mondialisation et le discours journalistique

De la même manière qu'un dictionnaire inscrit l'usage que font les sujets parlant d'une langue à un moment donné, les articles de presse présentent un intérêt particulier du point de vue socioculturel, car ils sont le lieu d'inscription d'un grand nombre d'expressions captant l'« air du temps ». Dans l'analyse d'utilisation des mots mondialisation, internationalisation et globalisation, nous adoptons la définition du terme globalisation comme l'extension supposée du raisonnement économique à toutes les activités humaines, tandis que par le terme mondialisation nous désignerons l'extension planétaire des échanges qu'ils soient économiques, culturels, politiques ou autres.

L'ensemble des médias traditionnels – presse, radio, télévision – est considéré par Régine Chaniac (2003) comme médias de masse puisque ils s'adressent à un large auditoire, généralement composé d'individus ou de groupes d'individus isolés les uns des autres, anonymes, répartis sur un territoire plus ou moins vaste et sans possibilité de réponse immédiate. Nous faisons le choix d'étudier premièrement la presse, en tant que média de

masse, car c'est un objet dont les propos demeurent dans l'espace et le temps et permettent d'accéder aux contextes dans lesquelles la pensée s'est exprimée.

Pour Dominique Augey (2002 : 74) « L'étude de l'industrie de presse constitue un cadre de réflexion particulièrement intéressant, car à partir des années 80, ces industries sont immergées dans un environnement économique triplement articulé comprenant : nouvelles politiques économiques, nouvelles technologies, et nouveaux publics. Du fait de changement des règles du monde économique, les pays développés ont adopté des nouvelles politiques économiques. Les politiques keynésiennes de relance économique par stimulation de la demande des consommateurs- redistribution des revenus, plan de relance par la consommation et/ou les dépenses publiques, ont été remplacées par des politiques de type libéral fondées sur la dynamisation de l'offre des entreprises (libération des marchés). De ce fait, tant dans les pays développés que pour les pays émergents, le rôle de l'État est mis en question à cause du glissement prononcé vers le marché. Ce changement de politique économique se traduit par l'articulation de trois phénomènes interdépendants entre eux : la déréglementation (ou dérégulation), l'intensification de la concurrence, la libéralisation du commerce mondial ».

Dans les industries de médias, déréglementer signifie que l'on donne aux entreprises la possibilité d'accéder à des activités économiques auparavant difficiles ou impossibles d'accès[63]. La concurrence vue comme un moyen de développement économique induit les gouvernements à pousser leur logique et à choisir la concurrence internationale, c'est-à-dire l'effacement des frontières. La presse française illustre bien ce processus. La libre circulation des capitaux offre aux entreprises la possibilité de ne plus se cantonner à leur marché national mais leur permet de s'intéresser à d'autres marchés européens dont les caractéristiques sont proches[64]. L'internationalisation des industries de presse leur permet de minimiser les risques en répartissant leur chiffre d'affaires sur différents marchés tout en faisant des économies d'échelle. La presse magazine est depuis longtemps le secteur le plus internationalisé à double sens, car de cette manière les groupes français dupliquent leurs magazines dans de multiples éditions à l'étranger via la création de filiales tandis que la présence de capitaux internationaux au sein de groupes français est fortement marquée. L'environnement interne

[63] Les industries de médias, en France, relevant d'un monopole d'État, la radio et télévision en 1981, les réseaux de communication actuellement.
[64] Ces caractéristiques pour la France, sont celles des pays membres de la communauté Européenne, niveau de vie comparable, habitudes de consommation voisines, proximité géographique et culturelle.

des industries de médias a également changé avec l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), modifiant profondément la production des journaux, désormais sur des supports numériques.

Selon Dominique Augey (2003 : 75) « les TIC et Internet en particulier interviennent dans l'évolution des techniques parallèle à l'évolution de l'économie. Elles sont en concurrence pour promouvoir des industries dont le métier est de produire et de faire circuler l'information vite et loin, suivant en cela l'exemple des agences de presse regroupées au sein de grands groupes industriels. L'évolution de l'économie et la technologie accompagne celle des publics, ce qui a pour conséquence la chute des tirages de la presse quotidienne généraliste ».

À l'ère de la mondialisation, la presse est considéré comme n'importe quel produit, ainsi pour faire face à la concurrence des autres médias, elle doit investir et se moderniser, afin d'assurer sa rentabilité. « En France, le chiffre d'affaires de la presse dépend à 50 %, en moyenne, de la régie publicitaire. La presse est sur un double marché apparent, la vente directe au kiosque ou par abonnement et la publicité, ce double marché n'en recouvre qu'un seul, le lectorat. Les recettes publicitaires dépendent principalement du nombre de lecteurs et de leurs profils » (Augey, 2003 : 75). Le cas de la presse quotidienne généraliste cumule un lectorat en baisse et des profils de lecteurs non spécifiques. Non seulement les recettes publicitaires peuvent être fragilisées pour des raisons propres à chaque journal, mais elles subissent aussi la concurrence des autres médias. Avec les médias traditionnels, comme la radio, la télévision, et aussi avec les nouveaux médias, la presse gratuite et la presse en ligne. Étant donné qu'elles dépendent aussi de la conjoncture économique générale, c'est-à-dire de la santé économique nationale et internationale, ralentissement de la croissance ou du pessimisme des annonceurs, aucune entreprise médiatique ne peut assurer sa pérennité.

Nous avons étudié l'évolution de l'apparition des mots internationalisation, mondialisation, globalisation dans quatre quotidiens nationaux français : *Le Monde*[65], *Le Figaro*[66],

[65] *Le Monde* est un journal quotidien français fondé en 1944. C'est un journal « du soir » qui paraît l'après midi et est daté du lendemain. Quotidien de référence, sa diffusion en France payée moyennée du lundi à samedi a été de 320 583 exemplaires sur la période 2006-2007. Il est le quotidien français le plus diffusé à l'étranger avec une diffusion journalière hors France de 40 000 exemplaires. D'une façon générale, sa ligne éditoriale est plutôt de centre-gauche, selon le spectre politique français habituellement utilisé.

[66] *Le Figaro* est un journal quotidien français fondé en 1826. Il est à ce titre le plus ancien quotidien français. C'est une filiale de la Socpresse, premier groupe de presse de France, dont le président est l'industriel et sénateur maire de Corbeil-Essonnes, Serge Dassault. D'une façon générale, sa ligne éditoriale est de droite ou de centre droite, selon le spectre politique français habituellement utilisé.

Libération[67] et *l'Humanité*[68], dans la période qui va des années 1999 aux années 2007. Ces journaux ont été sélectionnés pour leur représentativité, puisqu'ils ont les recettes le plus élevées, comme nous pouvons l'observer, chiffres surlignées dans le Tableau I.9, qui restitue les données publiées par l'association professionnelle française OJD, dont le rôle est de certifier la diffusion, la distribution et le dénombrement des journaux, périodiques et de tout autre support publicitaire.

Journal	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Le Parisien	479 112	486 145	506 610	509 114	505 419	501 492	499 957	510 121
La Croix	086 400	086 574	087 891	092 673	094 929	096 317	097 662	096 887
Les Echos	122 999	128 342	127 445	120 333	116 903	119 370	118 722	119 178
L'Équipe	386 189	397 898	370 661	331 638	336 533	365 752	365 654	365 411
Le Figaro	366 690	360 909	366 529	359 108	352 706	341 083	337 118	332 863
L'Humanité		050 097	047 051	046 126	048 175	048 996	051 783	051 860
Libération	169 427	169 011	171 551	164 286	158 115	146 109	142 557	132 754
Le Monde	390 640	392 772	405 983	407 085	389 249	371 803	360 610	350 039

Tableau I.9. La diffusion payée en France des principaux quotidiens nationaux.
Sources : OJD[69] entre 1999 et 2006.

Afin d'illustrer ce que René Eric Dargorn (1999 : 187) a appelé « la multiplicité, la juxtaposition et l'imbrication des sens et des connotations des mots mondialisation, internationalisation, globalisation », nous avons sélectionné un corpus d'articles parus dans la presse quotidienne française, *Le Monde, Le Figaro*, *Libération* et *L'Humanité,* entre 1987 et 2006. Un premier résumé dû à l'apparition historique (occurrences) des mots est montré dans les figures I.8, I.9, I.10 et I.11.

[67] *Libération* est un quotidien généraliste national français de presse écrite. Fondé sous l'égide de Jean-Paul Sartre en avril 1973. Positionné à l'extrême gauche à ses débuts évolue vers la gauche sociale-démocrate au début des années 80. Le journal se revendique alors libéral-libertaire.

[68] L'*Humanité* est un journal français communiste, fondée en 1904 par le dirigeant socialiste Jean Jaurès. Organe central du Parti communiste français de 1920-1994, il reste très proche du PCF malgré l'ouverture de ses pages à d'autres composantes de la gauche.

[69] L'association OJD (marque déposée, à laquelle ne correspond plus aucune appellation officielle développée) est une association professionnelle française dont le rôle est de certifier la diffusion, la distribution et le dénombrement des journaux, périodiques et de toute autre support de publicité.

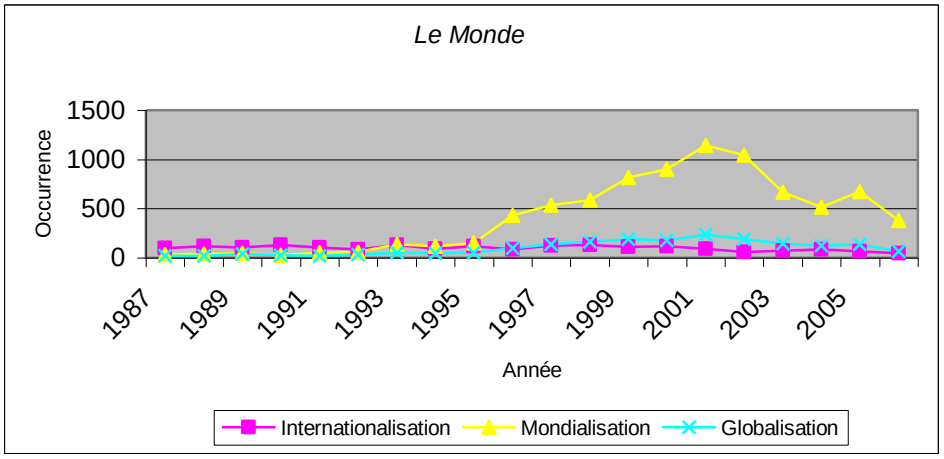


Figure 8. Occurrences des mots : Internationalisation, Globalisation, Mondialisation. Journal *Le Monde*.

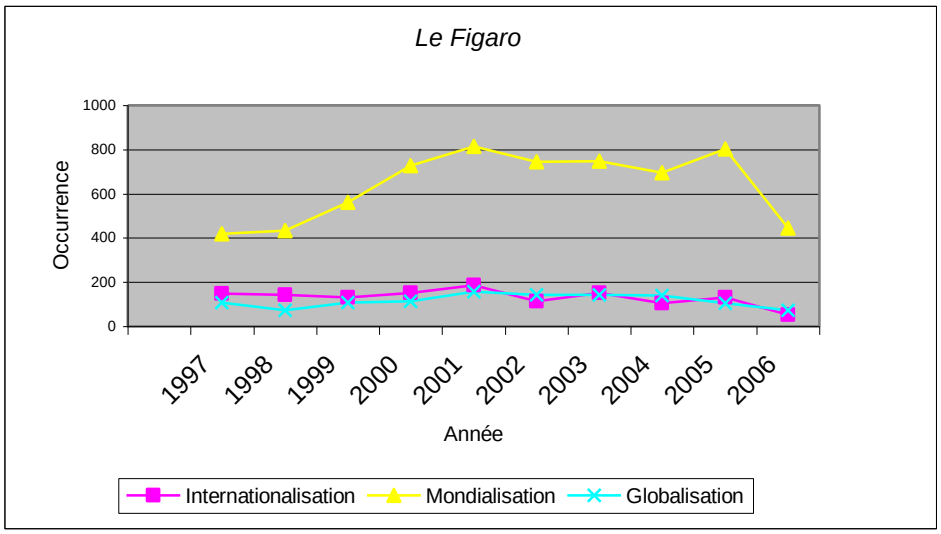


Figure 9. Occurrences des mots : Internationalisation, Globalisation, Mondialisation. Journal *Le Figaro*.

Nous remarquons que c'est au début du XXIe siècle, précisément pendant l'année 2001, que le terme mondialisation fait l'objet d'une immense popularité, mot-clé non seulement dans le discours politique dominant, mais aussi dans le langage quotidien. Et pourtant les termes internationalisation et globalisation, qui jouissent du même traitement jusqu'à l'année 1996, et présentent une évolution similaire, sont devenues « archaïques » dans le discours journalistique. L'emploi des mots s'est développé au fur et à mesure que le phénomène du capitalisme libéral s'est installé pendant la dernière décennie du XXe siècle.

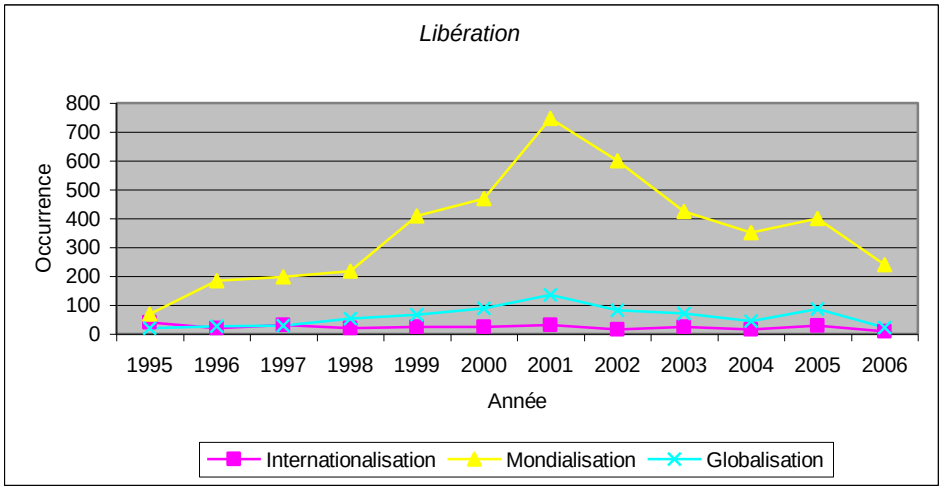


Figure 10. Occurrences des mots : *Internationalisation, Globalisation, Mondialisation* Journal *Libération*.

Dans le journal *Libération* de l'année 1987, nous avons recensé 35 articles qui parlent de la mondialisation, dix ans plus tard, en 1997, les occurrences s'élèvent a 536, le discours est répétitif, les acteurs sont fréquemment absents, et la connotation des termes est indifférente. À partir des années 2000 les acteurs sont de plus en plus mentionnés, ainsi que les conséquences. Dès son apparition, le problème de la mondialisation est fortement lié aux concepts de l'économie, d'ailleurs c'est dans la section Économie que nous trouvons les occurrences plus nombreuses.

Le 17 janvier 1987, le journal *Le Monde* publie un article sur la « mondialisation : financiarisation », où il donne la parole aux économistes en rassemblant des ripostes :

La mondialisation de l'économie s'accompagne d'une "financiarisation" croissante de ses activités. C'est fascinant et … angoissant de penser que vingt quatre heures sur vingt quatre de n'importe quel coin du globe, vous pouvez acheter ou vendre les titres de n'importe quelle société (*Le Monde*, 17 janvier 1987, Section Économie).

Les termes sont souvent remplacés ou mentionnés avec le même niveau de pertinence. Dans un article de février 1987, le journaliste décrit « l'internationalisation, multinationalisation, mondialisation » comme le repère d'un problème à « dimension mondiale », il la définit comme étant une « dépendance globale » avec un forte influence nationaliste. Par ailleurs, l'affirmation – il n'est pas de problème national ou local qui ne doive être pensé dans sa

dimension mondiale – démontre l'utilité du mot « glocalisation » employé aujourd'hui pour définir cette problématique sociétale.

Internationalisation multinationalisation, mondialisation des nations et du monde : il n'est pas de problème national ou local qui ne doive être pensé dans sa dimension mondiale ; il n'est pas de problème mondial qui puisse être compris si on ne prend pas en compte les rapports de forces entre les nations et les stratégies nationales. (…) chacun à sa manière, ont le mieux réduit les « dépendances pétrolières globales » (*Le Monde*, 17 février 1987, Section Économie).

Par ailleurs on assiste à l'invention de tout un vocabulaire pour qualifier les conséquences de la mondialisation, vocabulaire utilisé pour illustrer le phénomène. L'article du journal *Le Monde* du 19 mai 1987, décrit la « mondialisation : globalisation » comme un « combat » contre la dérive « néolibérale » de l'économie :

Nous ne sommes qu'à l'aube, (…) du media monde, tout comme naquit au XVIe siècle l'Economie monde. Plus de frontières à franchir ni de limites spatiales temporelles pour cet « univers fluide et instantanée ». Réseaux mondiaux ou centraux d'informations ou d'images alimentant mondialement d'innombrables petits réseaux ; flux électronique immatériel immédiatement planétaire à côté de la lente circulation du papier journal » (*Le Monde*, 19 mai 1987, Section Communication).

Les acteurs de la mondialisation, quant ils sont évoqués, sont présentés comme partie d'un ensemble, difficilement fragmentable qui est à l'origine d'une perception déterministe du phénomène.

« L'économie mondiale se substitue à l'économie internationale », avec « l'intensification des relations internationales », le « développement d'agents qui échappent à la tutelle des nations, les entreprises multinationales, et de nouvelles règles d'échange fixées par les organismes internationaux » (*Le Monde*, 27 juin 1987, Section Économie).

ONU, OCDE et … les entreprises multinationales elles mêmes, occuper le champ de la critique ou de la régulation de la mondialisation. Ils n'ont rejoint massivement les rangs du Forum social mondial, créé à Porto Alegre au Brésil en 2001. » (*Le Monde*, 25 avril 2006, Section Économie).

Deux décennies plus tard les mêmes ambiguïtés persistent dans l'usage des termes. Nous pouvons comparer les articles parus le 25 novembre 1987 et le 6 mars 2006 :

Le bicentenaire de la Révolution sous le signe de la mondialisation médiatique […] 1989 sera avant tout placée sous le signe de … la mondialisation médiatique quasi instantanée de quelques grandes manifestations qui

seront de ce fait pensées et réalisées en fonction des impératifs … (*Le Monde*, 25 novembre 1987, Section Culture).

Hewlett-Packard ferme une usine à Grenoble, on doit expliquer ce qu'est une implantation industrielle, ce qu'est la mondialisation, si la globalisation sert ou dessert les gens. (*Le Monde*, 6 mars 2006).

Dès la première décennie du XXIe siècle vont apparaître les connotations négatives du terme, liées fondamentalement à la précarisation, le terrorisme, l'immigration. Nous avons constaté que il n'existe pas une grande différence entre l'usage actuel du mot mondialisation et celui d'internationalisation comme illustré par les extraits suivants des journaux *Le Monde, Libération,* et *L'Humanité*.

G7 ont eux aussi leurs exclus de la mondialisation, recalés d'un modèle de compétition précisément accrue par la globalisation des échanges : chômeurs européens ou représentants d'une classe moyenne américaine "la classe anxieuse" (*Le Monde*, 28 juin, 1996)

La mondialisation affiche ses peurs […], le Forum social mondial, qui en est à sa seconde édition, se positionne comme l'« anti-Davos », avec la volonté de proposer des contre remèdes au libéralisme (*Le Figaro*, 28 janvier, 2002)

Face à la globalisation […] à une mondialisation « qui génère des déséquilibres entre pays et à l'intérieur de chaque pays », synonyme de « précarisation accrue », les syndicats doivent « reconstruire des solidarités internationales efficaces » (*L'Humanité*, 25 avril 2006).

Dans les journaux du corpus, nous remarquons une démarche discursive fondée sur les conséquences du processus et non sur le processus lui-même. Ce type d'approche écarte nécessairement toute l'étendue de ce qui est en train de s'accomplir pour ne retenir que le déjà survenu ou le déjà échoué, des éléments qui viennent renforcer l'idée déterministe du processus de la « mondialisation ». Une analyse approfondie du problème de la médiatisation sera traitée toute au long de ce travail. Ici nous faisons uniquement un résumé des multiples usages des acceptions des mots mondialisation, que ce soit sociaux, économiques, financiers etc.

I.6. Conclusion

L'analyse de la mondialisation, que nous présentons ici, nécessite un effort de synthèse, du fait de l'abondance tant des ouvrages, que de l'ambiguïté dans l'usage des mots, associés à ce phénomène. Le sens du mot mondialisation se présente aujourd'hui comme un fait ambigu ou du moins multiple et pluriel, c'est un des nombreux mots qui perturbent par leur usage abondant, de la presse d'information générale ou dans les ouvrages à vocation généraliste le terme englobe des sens divers, voire opposés, en allant de la « mondialisation heureuse » d'Alain Minc (1997), à l'horreur économique de Viviane Forrester (1996), ou à la grande désillusion de Joseph Stiglitz ([1987] 2002). Certains l'envisagent comme un fait inévitable et positif (Rothbard, 1991 ; Friedman, 1992 ; Stigler, 1942), d'autres le considèrent comme un euphémisme qui désigne l'américanisation croissante des goûts du consommateur (Barber, 2007 ; Chomsky, [1999] 2003 ; Klein, 2007) : ses habitudes culturelles et ses pratiques commerciales.

Si nous avons abordé la question de la mondialisation à partir de son origine dans une perspective historique, c'est pour montrer que celle-ci est un phénomène ancien, observé à partir du XVIe siècle. Cet ancrage dans l'histoire permet de constater la volonté des puissances dominantes à imposer des normes au reste du monde afin de le diriger et de le modeler de façon à mieux servir leurs intérêts économiques. Ainsi la mondialisation hollandaise, celle de l'empire britannique, celle du Portugal, et l'Espagne, qui s'est étendue à travers l'Amérique, l'Asie et l'Afrique, est-elle révélatrice de ce phénomène.

Mais à partir des années 90, la mondialisation devient un processus de transformation de la société, articulé dans les dimensionnes économique, financière, sociale, politique et culturelle, où les TIC jouent un rôle primordial. La vie quotidienne intègre ces diverses dimensions et leurs interactions dans un tout. À ceci s'ajoute que la dimension économique provoque un écart important entre riches et pauvres. En dépit des promesses des politiques « mondialistes », le nombre réel de pauvres s'est accru de près de cent millions. S'en sont suivies des situations de grande précarité dans la sphère sociale : l'exclusion, la recrudescence du chômage des personnes en âge productive, la fragilité des familles des classes ouvriers et de personnes âgés. Bref, l'apparition du quatrième monde (Castells, [1996] 1998) dans les pays développés.

Les classes moyennes des pays les plus riches se sentent aussi touchées par les résultats de la mondialisation dans l'économie de marché et cela induit un processus de réflexion des citoyens des pays occidentaux. Nestor Garcia Clancini (2002) fait remarquer que ce qu'on appelle flexibilité dans le travail est en réalité une fragilisation dans les conditions d'embauche et dans l'incertitude à conserver l'emploi. Les salariés travaillent de plus en plus pour des personnes non identifiables liés aux entreprises transnationales et dont on ne sait pas précisément quels sont les centres de décision. Ce fait n'est pas nouveau ; pendant des décennies, les cris des pauvres du monde en développement, n'étaient pas entendus en Occident. Grâce aux TIC, les réactions contre la mondialisation ont émergé, que ce soit dans les rues de Prague, à Seattle, au Washington et Gênes, et plus récemment au Porto Alegre.

L'apparition des termes tels que gouvernance ou glocalisation illustre la difficulté de percevoir clairement les liens existant entre les problèmes locaux et les influences mondiales sur la politique de l'emploi, de l'éducation, de la migration, etc., de même que l'influence sur la scène mondiale, des actions locales, comme les mobilisations contre le chômage, les actions contre la culture des OGM, contre les licenciements abusifs, contre la guerre en Irak etc.

En fonction des caractéristiques de la mondialisation, et en partant des éléments historiques que nous avons avancés dans ce premier chapitre, nous constatons que, à l'ère de la mondialisation sur l'ensemble de la planète, ce sont les mêmes théories économiques, les mêmes pratiques, les mêmes rapports de force qui aboutissent à la concentration accélérée de la richesse et du pouvoir entre les mains de quelques uns. Ceci concerne plus particulièrement l'industrie où les nouvelles TIC sont une dimension prépondérante. Quelques entreprises transnationales concentrent le pouvoir mondial de l'information et privilégient, par conséquent, les mêmes élites, mettant ainsi en cause la notion même de démocratie. L'alternative de la mondialisation s'accompagne de l'émergence des nouveaux mouvements sociaux sur la scène politique (mouvements de protestation) et de nouvelles formes de mobilisation collective qui cherchent a redéfinir la politique et le concept de bien commun, thèmes qui seront développés dans les chapitres suivants.

Deuxième partie :

Les mouvements altermondialistes

Une réponse à la mondialisation

Think Global, Act Local[70]

Il s'agit tout simplement de se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde[71]

Le monde n'est pas une marchandise[72]

II.1. Introduction : la mouvance contestataire altermondialiste

La problématique liée au discours « global » montre que la notion de mondialisation n'a pas toujours été suffisamment définie. Quand elle est explicite, son sens est proche de celui qui prévalait dans les années 70 : un phénomène au niveau global qui a des conséquences sur les niveaux locaux, et la mise en évidence d'un système créateur de pauvreté et d'inégalités (Senarclens, 2002). En bref, le terme mondialisation a une origine économique et gestionnaire (Mercure, 2000 : 14), désignant dans son acception le plus courante :

- l'augmentation plus rapide du commerce que celle de la production internationale ;
- l'accroissement des investissements directs à l'étranger ;
- l'accroissement des échanges financiers internationaux qui ont été rendus possibles par des mesures de libération de ceux-ci ;
- une certaine internationalisation des processus de production.

Ainsi la mondialisation, en désignant surtout un mouvement d'extension de l'économie de marché, exprime-t-elle une vision du monde déterminée *a priori* par des phénomènes d'ordre économique, alors que le terme est aujourd'hui souvent utilisé pour désigner les conséquences que le phénomène occasionne et qui ont une influence sur les modes de vie ou sur la culture, ayant par conséquent des répercussions dans d'autres sphères de la vie sociale. Le chômage, le terrorisme, les flux de migration massive, la crise alimentaire mondiale, sont les conséquences les plus significatives du phénomène de la mondialisation (Senarclens, 2002 ; Ramonet, 1997). Pour nombre d'auteurs (par exemple Rothbard, 1991 ; Friedman, 1992 ; Stigler, [1947] 1980), la mondialisation de l'économie est jugée comme une force créatrice de richesses considérables, pour d'autres, elle est à l'origine des terribles inégalités (voir Sassen, 1991 ; Appadurai, 2001 ; Petras, 2003 entre autres). Les conséquences de la mondialisation

[70] Penser global, agir local. Slogan altermondialiste.
[71] Slogan d'ATTAC (ATTAC, 2000).
[72] Slogan altermondialiste, ouvrage du même titre (Bové, Dufour, 2000).

néolibérale se vivent au quotidien : détournement considérable de transactions financières et monétaires, hyper puissance des firmes transnationales, catastrophes environnementales, dégradation des droits à la santé et des droits sociaux, marginalisation et pauvreté croissantes en particulier des groupes minoritaires. Bref, des inégalités sans cesse grandissantes (Castells, [1996] 1998 ; Passet, 1999, 2001 ; Sen, [1999] 2003).

L'élan mondialiste fait émerger des mouvements de contestation opposés à cette mondialisation néolibérale, incarnée par les institutions économiques internationales comme l'Organisation mondial du commerce (OMC), la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI), et par les gouvernements des pays les plus riches de la planète (G7 et G8). Des nouvelles formes de résistance se sont mises en place, ayant pour objectif la redéfinition d'une « autre mondialisation », en rupture totale avec le capitalisme néolibéral (Plihon, 2002 : 107-114). Ainsi, à l'heure de l'information et des réseaux, la mondialisation et les mouvements antimondialistes représentent un phénomène fondamental dans la compréhension du monde contemporain, qui ne peut pas être déconnecté des réalités locales.

Quelques auteurs (voir Robertson, 1992 ; Castells, [1997] 1999) considèrent que les anciennes intégrations sociales de la société industrielle se fragmentent au fur et à mesure que la dite mondialisation culturelle s'impose, encourageant la défense des spécificités individuelles et collectives. Pendant la dernière décennie du XXe siècle, une vaste évolution des formes de résistance contre ce phénomène a émergé en même temps qu'une ample diversité d'actions collectives. Pour nommer ces phénomènes de protestation, d'emblée très différents, la tendance habituelle est de les appeler mouvements même si, fréquemment, cette dénomination n'est pas soutenue par des supports théoriques. Il s'agit des descriptions événementielles impliquant des groupes d'individus qui ont des caractéristiques communes, et qui se regroupent autour de projets communs. Si bien que les caractéristiques décrivant des phénomènes collectifs permettent d'établir ou des appartenances de genre, ou des engagements individuels, etc. Néanmoins, ils ne sont pas suffisants pour établir les bases qu'une analyse approfondie exigerait. Face à l'éventail des mouvements contre le processus de la mondialisation, le choix d'un cadre théorique s'impose afin de parvenir à une définition conforme au panorama assez flou de ces phénomènes collectifs. En effet, il existe un nombre quasi-illimité d'expressions : antimondialisation, altermondialisation, une autre mondialisation, une mondialisation à visage humain, mondialisation de la solidarité, *no*

global[73], *globalization from below*[74], *global justice movement*[75](MJG), *globalofobie*[76]. Tous sont des formes alternatives du terme.

Considérant l'ensemble de mobilisations et de pratiques, aussi nombreuses qu'hétérogènes, on peut s'interroger sur le sens de la crise qui traverse l'action politique, et sur la définition précise du mouvement altermondialiste (MAM). Cette précision permettra de déterminer s'il s'agit d'un mouvement ou d'un ensemble de mouvements et d'établir les critères nécessaires pour différencier ce phénomène collectif par rapport aux autres. Dans ces conditions, il s'avère nécessaire d'élucider comment se vérifie le passage de la résistance individuel à l'action collective et d'expliquer comment les groupes contestataires ont contribué à faire de la mondialisation un enjeu politique explicite.

Quelle que soit l'appellation qui lui est attribuée, l'apparition du MAM ne fait pas de doute, comme l'attestent de nombreuses recherches menées sur le sujet (voir Sommier, 2001, 2003 ; Smith, 2002 ; Agrikoliansky et ali. 2004, 2005 ; Della Porta, 1999, 2003 ; Tarrow, 2005). En revanche, les limites dans lesquelles la contestation transnationale supplante les formes traditionnelles de protestation demeurent moins claires, de même que le moment où elle franchit les frontières de l'État-nation pour atteindre un niveau transnational. Certains auteurs, afin d'éviter une confusion entre les mouvements ouvriers et les mouvements émergeants à la fin des années 60, les ont dénommés Nouveaux mouvements sociaux (NMS) (Neveu, 1996 ; Sommier, 2001). Ceux-ci présentent la caractéristique d'être formés fréquemment en dehors du monde du travail et vont des mouvements étudiants, féministes et écologistes, aux mouvements urbains et pacifistes. De là, le recours à d'autres critères s'impose pour les distinguer. Le problème ne consiste pas seulement à définir le mouvement en tant que tel, mais à le définir comme une composante de la vie collective. C'est-à-dire distinguer si le mouvement se définit comme une composante du déroulement normal ou s'il s'agit d'un événement exceptionnel de la vie collective ; s'il s'agit d'une conduite rationnelle ou irrationnelle ; s'il consiste en une action de classe qui se transpose dans des projets politiques ou dans un groupe de pression. En somme, s'il représente une forme d'opposition et d'alternative à la domination sociale ou s'il consiste en un comportement déviant, défini comme une action délimitée ou comme des activités en rapport avec l'émancipation de la

[73] Anti-globalisation.
[74] Mouvement pour une mondialisation par le bas.
[75] Mouvement pour une justice globale.
[76]En espagnol phobie à la globalisation.

société et de l'évolution historique (Farro, 2000). Mais la notion ne permet pas de distinguer cette conduite des autres phénomènes collectifs et de la situer dans le contexte des explications générales de la vie sociale. En d'autres termes, la définition du mouvement demande des explications théoriques.

Les MAM sont caractérisés par l'anti-capitalisme, l'autogestion, l'horizontalité, l'utilisation de l'action directe, l'accent étant mis sur les mouvements de base et leur adoption d'un point de vue global. Cependant, on distingue trois types de mouvements. Un premier fondé sur l'idée de l'émergence d'une société civile globale, que cherche à transcender les « *specificities and adress the problems of humanity as a whole*[77] » (Drainville, 1998 : 48), en participant à la gouvernance mondiale par un « *cosmopolitalism from bellow*[78] » (Della Porta, 2006). Pour des auteurs tel Tom Mertes (2004), le nouveau « cycle de contestation » transnational se caractérise par l'apparition d'un « mouvement de mouvements » et reflète le déclin des formes de contestation relevant uniquement de facteurs nationaux. Ces mouvements ont comme champs de pratique l'anticipation d'un parti politique global (Kreml, 1996), la démocratisation de l'ONU (Held, [1995] 2008), ou la gouvernance à visage humain (Falk, 2004). Cependant, cette conception de la contestation transnationale passe sous silence l'impact crucial d'un certain nombre de facteurs locaux et exagère l'importance du développement d'une société civile globale (Gobille, 2005), car comme souligne Eric Agrikoliansky (2005), chaque cycle de protestation repose sur des structures de mobilisation et des épisodes de contestation précurseurs dans des arènes de contestation locales.

Ces mouvements de contestation revendiquent le respect de l'ensemble des droits sociaux dans un contexte local, mais aussi à travers le monde, ils prennent en compte les conséquences de la mondialisation dans les différents domaines sociétaux. La mondialisation rend donc nécessaire le travail conjoint des divers acteurs sociaux, tels que les organisations non gouvernementales (ONG), les associations, les partis politiques, les réseaux sociaux… Ainsi ces mouvements à caractère internationale récupèrent-ils lentement le schéma des mouvementes des années 70, dont les conditions d'émergence et d'action viennent concurrencer l'État et préfigurer l'apparition d'une société civile internationale, ou globale ;

[77] Une société civile globale, que cherche à transcender les spécificités et résoudre les problèmes de l'humanité dans son ensemble.
[78] « Cosmopolitisme par le bas ».

concept que l'on retrouve chez des auteurs tels Ronnie Lipschutz (1996), Hanspeter Kriesi (1998), Jackie Smith (1997) et Anne-Marie Goetz (2000) entre autres chercheurs.

Une telle approche précise que devant l'internationalisation des problèmes, il y a nécessité de construire des réseaux globaux à l'intérieur de la société civile dans laquelle, selon Kathryn Sikkink (2002), les mouvements sociaux transnationaux mais surtout les ONG assumeront le leadership. Cette société civile est couramment présentée comme une entité sociale distincte, voire opposée à l'État-nation. Cette distinction est pourtant loin d'être aussi claire, mais elle tend à être considérée avec plus de rigidité encore, là où la société civile est présentée comme une alternative au déclin de l'État-nation. En particulier, dans la démarche de Martin Shaw (1996), le développement d'une société civile globale est une réponse à l'effondrement de l'État-nation.

La notion de société civile à l'échelle nationale renvoie à l'idée d'une médiation entre les citoyens et l'État. La question qui se pose est : à quelles institutions la société civile internationale s'adresse-t-elle ? Certains auteurs laissent même entendre que la société civile internationale résulterait purement et simplement de l'addition des sociétés civiles nationales, sans toutefois en expliquer le processus ni en tirer les conséquences (Salamon, 1999). Nombreux sont ceux qui voient dans cet acteur un potentiel de forces contre hégémoniques et progressistes qui permettrait la construction d'un monde plus multilatéral et plus juste, une importante force travaillant à la démocratisation des processus de décision voire la préfiguration d'un nouveau multilatéralisme englobant la communauté des hommes (Lipschutz, 1996). Le défi de cette approche réside, de fait, dans la nécessité de lier une très grande pluralité d'organisations dans une analyse globale afin de déterminer par quel processus une société civile peut émerger à l'échelle mondiale et quels sont les acteurs concernés.

Le second type peut être qualifié de mouvements sociaux globaux, de résistance globale, « *global contention*[79] », ou « *grassroots transnationalism*[80] ». Dans l'analyse des conflits transnationaux, Sidney Tarrow (2005) se demande si la mondialisation et l'internationalisation sont en voie de convertir de simples citoyens en citoyens transnationaux. Ces militants se caractérisent moins par leur cosmopolitisme cognitif que par les liens

[79] Protestation globale.
[80] Cosmopolitisme enraciné.

relationnels qui les unissent à leur propre société, à d'autres pays et aux institutions internationales. Pour Sidney Tarrow (2007), ce n'est pas une nouvelle vague de conscience internationaliste, ni la mondialisation économique qui ont entraîné cette poussée du cosmopolitisme enraciné, mais bien l'imbrication croissante des réseaux d'une communauté internationale d'une grande complexité.

Cette protestation globale est composée de mouvements sociaux adoptant une perspective que certains auteurs qualifieront de radicale parce qu'ils remettent en cause les principes de la démocratie représentative et du capitalisme, et qu'ils sont ancrés dans des réseaux sociaux et des cadres culturels nationaux, mais ils s'engagent dans des activités politiques au sein de réseaux transnationaux d'échanges et de conflits. Le militantisme transnational trouve bien souvent son principe dans la conscience globale engendrée par les liens affectifs ou les relations professionnelles tissées avec l'étranger au sein d'un univers familial ou au cours d'une vie. Pour Sidney Tarrow (2007), le concept cosmopolitisme enraciné implique qu'en s'éloignant physiquement et cognitivement de leur lieu d'origine, les individus n'en restent pas moins attachés à ce lieu et aux réseaux sociaux qui le traversent, sans pour autant perdre accès aux ressources, expériences et possibilités qu'il leur offre. Quant à Mitchell Cohen ([1987] 1990), il suggère l'élaboration d'un concept dialectique du cosmopolitisme enraciné qui, sous réserve d'un terrain d'entente commun, admettrait des branches et des racines multiples, reposerait sur la légitimation de loyautés plurielles et le droit de Cité dans de nombreux espaces.

Le cosmopolitisme n'a certes rien de nouveau, mais sa progression s'est accélérée avec la multiplication des liens transfrontaliers et des capacités de mobilisation des citoyens, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs sociétés. Le militantisme transnational mise toutefois sur des ressources et des possibilités propres à notre ère, la rapidité des moyens de communication interpersonnelle, les voyages internationaux bon marché, et un meilleur accès à l'éducation supérieure. Il s'avère que les militants transnationaux rassemblent des groupes et des individus qui mobilisent des ressources et possibilités nationales et internationales pour faire valoir leurs revendications au nom d'acteurs externes, contre les adversaires externes ou en appui à des objectifs qu'ils partagent avec leurs alliés transnationaux. Mais la question est de savoir dans quelle mesure le schéma du militantisme transnational est répandue parmi les communautés militantes, et quelles en sont les répercussions politiques ?

Une troisième catégorie inspirée par la théorie des NMS, mais adaptée aux caractéristiques du contexte de la mondialisation, consiste à concevoir cette opposition sous la forme de réseaux de NMS. Ces réseaux peuvent être définis comme une forme d'action (Melucci, 1999) ou de conduite (Touraine, 1997) collective fondée sur la solidarité. Pour Antonio Melucci, ils visent à repousser les limites du système, pour Alain Touraine (1997), ils impliquent la direction de l'historicité, alors que pour Antimo Farro (2000), ils tendent vers le contrôle des orientations culturelles de la vie sociale. Selon Isabelle Sommier (2001), c'est dans la seconde moitié des années 70, avec le développement et la visibilité médiatique que d'autres formes d'engagement construisent les fondements des mobilisations actuelles, telles que le militantisme associatif et les Nouveaux mouvements sociaux (NMS). D'après Erik Neveu (1996), ce terme désigne l'ensemble des mobilisations qui se déploient dans l'après 68 en dehors de la sphère du travail : écologie, pacifisme, féminisme, mouvement homosexuel, contre-culture, etc. Les marques distinctives des NMS semblent être d'abord le profil sociologique des groupes engagés, caractérisé par la surreprésentation des jeunes et des femmes actives, membres essentiellement issus de la classe moyenne instruite, mobilisant en particulier des salariés des services publics. Ensuite, leurs demandes sont centrées sur la vie quotidienne, la culture, le cadre de vie, la protection de l'environnement, l'autonomie du sujet face au renforcement du contrôle social, la subjectivité, etc., soit des valeurs dites « post-matérialistes[81] », en opposition avec la logique instrumentale et productiviste du système capitaliste, mais aussi avec les demandes d'ordre quantitatif, attributs du mouvement ouvrier. Enfin, les formes de mobilisation et les modes d'action sont innovantes car, il s'agit de groupes instables, organisés en réseaux à partir de relations interpersonnelles, très décentralisés, animés par un souci de démocratie directe, d'un refus de la délégation et de la hiérarchie (Neveu, 1996).

Actuellement, les mouvements collectifs ne s'expliquent plus par rapport aux problèmes de la production et de l'économie, car en tant que NMS, ils tendent à se différencier de la figure classique du mouvement ouvrier en mettant en scène de nouveaux acteurs, qui partagent des rôles ambigus. Pour Antimo Farro (2000), ils se définissent surtout par la façon dont ils mettent en avant des questions culturelles, qui deviennent cruciales pour la vie individuelle et collective, des questions qui naissent des actions de ces mouvements et qui se propagent dans

[81]Ronald Inglehart (1977) défini le post matérialisme comme un courant de transformation culturel en raison de l'augmentation globale de la sécurité économique et la croissance économique.

l'ensemble de la vie sociale. Il s'agit, par exemple, de questions telles que les rapports entre les deux sexes, que le mouvement des femmes a fait surgir dans la vie sociale contre la domination masculine et le respect des subjectivités féminines et des spécificités culturelles. Il s'agit aussi de questions telles que le développement, domaine que les écologistes ne veulent plus fonder sur la seule croissance économique, souhaitant qu'il devienne durable et qu'il respecte l'environnement.

Pour Marco Giugni (2007), un nouvel acteur collectif a émergé, dont l'appellation varie d'un pays ou d'un contexte à l'autre : tantôt *no global*, antimondialisation, altermondialiste, pour une justice humaine ou mouvement pour une mondialisation par le bas, cet acteur mobilise un large éventail de groupes, réseaux et mouvements sociaux à travers une vaste palette de thèmes et de problématiques éclectiques, mais liés à la lutte contre le néolibéralisme (Sommier, 2003). Si bien que la plupart des recherches analysant ces mouvements situent la naissance des mouvements altermondialistes lors des grandes manifestations de Seattle en novembre 1999, le mouvement Zapatiste de janvier 1994 étant considéré par certains auteurs (les néo-radicaux) comme le premier mouvement contre le néo-libéralisme, avec la désobéissance civile par mot d'ordre, qui a inspiré un grand nombre de mouvements de toutes sortes. La sociologue Jackie Smith (2008) considère que les manifestations de Seattle ont complètement bouleversé la compréhension de la relation entre État et mouvement social, parce qu'elles démontrent comment les politiques au niveau global influent sur une grande variété d'acteurs locaux et nationaux.

Il est certain que le mouvement est devenu visible à Seattle. On y assiste à la convergence des mouvements de travailleurs salariés et des mouvements paysans, des mouvements écologistes, des mouvements de consommateurs, des mouvements de solidarité internationale. Le tournant de Seattle a mis en évidence les positions des mouvements qui, de la contestation de l'AMI[82] à celle de l'OMC, des manifestations de Washington aux rencontres de Porto Alegre, remettent en cause le cours dominant de la mondialisation et non pas forcément la mondialisation. Certains auteurs soulignent que Seattle a donné de la légitimation à la recherche des alternatives et un nouveau souffle aux mobilisations. Il a également accru la confiance des mouvements porteurs d'initiatives et de propositions. En outre, les événements de Gênes ont montré le déficit de légitimité auprès de l'opinion publique internationale, des

[82] Accord Multilatéral d'Investissements.

dirigeants des pays riches, de ce bloc majoritaire d'actionnaires de l'économie mondiale. Enfin, même s'il n'existait aucune organisation ou structure altermondialiste internationale supervisant l'ensemble des mouvements, le Forum social mondial (FSM) peut être considéré une sorte de congrès annuel recueillant toutes leurs revendications.

Après les contre sommets, les altermondialistes ont progressivement décidé de privilégier leurs propres rassemblements, à travers le processus des forums sociaux, dans l'objectif de parvenir à définir une alternative à la « mondialisation libérale ». Ainsi le premier FSM a-t-il démarré à Porto Alegre au Brésil en janvier 2001, aux mêmes dates que le Forum économique mondial (FEM) de Davos en Suisse, symbole de cette « mondialisation libérale ». Ce forum, selon la Charte de principes du FSM, n'est pas une organisation ou une association qui serait à l'origine de campagnes ou de mobilisations internationales. Il est « un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratiques, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme », ce forum s'est transformé en « un processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives ». Après trois éditions à Porto Alegre, de 2001 à 2003, le FSM, s'est décliné à une échelle continentale, et le premier Forum social européen (FSE) s'est tenu à Florence en Italie en novembre 2002.

Les groupes contestataires ne s'opposent pas tous de la même façon à la mondialisation. En France, les mouvements contestataires voient principalement ce phénomène sous un angle financier (libéralisation des mouvements de capitaux, globalisation financière, rôle des marchés financiers, des actionnaires et des fonds de pension), mais aussi culturel et identitaire (incidences de la mondialisation et de ce qui est perçu comme une « américanisation » sur les modes de vie, l'alimentation ou les « préférences collectives » nationales). Ainsi les principales figures contestataires françaises sont-elles une association, l'association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC) et un syndicat paysan, la Confédération paysanne, dont le porte-parole est José Bové.

Pour les groupes contestataires américains, la mondialisation, c'est d'abord la libéralisation des échanges, notamment avec les pays de faible coût de main-d'œuvre (Chine, Mexique, etc.) et l'activité des entreprises multinationales dans les pays du Sud. Outre-atlantique, la lutte contre la mondialisation s'est ainsi appuyée sur les syndicats plutôt protectionnistes

(AFL-CIO[83]), de puissantes organisations de consommateurs (*Public Citizen*[84]) ou des groupes, à la fois observatoires et groupes de pression, au nom significatif (*WTO Watch*[85], ou *Global Exchange*[86]). Les groupes contestataires, apparus à l'occasion du débat sur l'ALENA, se focalisent tout particulièrement sur les échanges : ALENA, accords de l'OMC, projet de la Zone libre-échange des Amériques. Dans d'autres pays ou régions, la mondialisation est perçue à travers des figures diverses : le FMI ou des entreprises américaines en Amérique Latine, les entreprises multinationales, les droits de propriété intellectuelle ou la construction de grands barrages en Inde, ou encore l'occidentalisation dans les pays arabes. Enfin, pour beaucoup de contestataires du Sud, la mondialisation équivaut à une forme de néocolonialisme. Celle-ci a donc un sens différent selon les lieux et ce n'est pas toujours la même mondialisation que les contestataires rejettent.

Comme pour la plupart des auteurs cités, après Seattle, on cherche à comprendre comment l'intégration sociale, économique et politique du monde touche à la fois la mobilisation et l'action collective aux niveaux locaux et globaux. Dans des contextes nationaux marqués par un certain répit de luttes politiques et un anéantissement du champ militant, la question est de savoir comment le label altermondialiste peut les renouveler. Somme toute, on cherche à savoir comment des groupes militants, ancrés localement, parviennent à mobiliser les ressources internationales à des fins locales et à convertir un capital politique local en ressources utiles à la mobilisation transnationale.

Pour répondre aux questions formulées, il s'avère nécessaire de montrer, dans une perspective historique, comment les contestations altermondialistes ont émergé partout dans le monde. Il faut aussi repérer les traditions militantes et les courants idéologiques anciens qui trouvent dans ce nouveau combat des espaces de mutation. Avec l'émergence des « anti-mondialistes » des années 90, on assiste à l'extension protestataire d'un mouvement qui rassemble des actions locales à dimension planétaire. Le caractère ambigu du terme a donné lieu à des multiples dénominations, mais depuis l'année 2000, il est amplement connu sur l'appellation de mouvement altermondialiste ou des mouvements altermondialistes. La multiplicité et

[83] L'AFL-CIO est un syndicat né en 1955 du regroupement des deux plus importants syndicats américains : *l'American Federation of Labor* ou Fédération américaine du travail, fondée en 1886, se compose de syndicats de métiers spécialisés et le *Congress of Industrial Organizations* (CIO) ou Congrès des organisations industrielles créé en 1937, se groupant par industries plutôt que par métiers. Ce syndicat représente 25 % des ouvriers américains et constitue le plus puissant des syndicats des pays occidentaux.
[84] Association engagée en la défense des droits des consommateurs et du citoyen.
[85] Centre international d'information sur l'OMC, on trouve tous les sujets relatifs au commerce mondial.
[86] Organisme consacré à la promotion sociale, économique et environnementale dans le monde.

diversité quant à la définition doit être clarifiée afin de justifier l'approche analytique du processus, c'est-à-dire l'aspect dynamique de sa continuité ou de son éventuelle transformation tout au long des ces dernières années.

Bien que ces mouvements peuvent être considérés comme des NMS (Farro, 2000 : 142 ; Neveu, [1996] 2008), la question qui se pose est de savoir quels acteurs sont impliqués dans cette dynamique. Lorsque nous examinons l'opposition à la mondialisation néolibérale à la lumière de la théorie des NMS, on doit considérer que l'identité des acteurs ne relève plus de l'inscription dans les rapports socioéconomiques, mais surtout d'une résistance à divers types d'une domination et d'une participation à certaines actions collectives. Il faut en conséquence déterminer s'il s'agit d'une résistance contre des codes dominants, d'une résistance contre le contrôle social, ou d'un élargissement des espaces d'autonomie.

Plusieurs auteurs (Della Porta, 1999 ; Sommier, 2001 ; Fougier, 2002) s'accordent à dire qu'il n'existe pas d'identification précise des acteurs du mouvement altermondialiste, car il s'agit d'une pléiade hétéroclite comprenant des organisations non gouvernementales (ONG) d'alliances diverses, des syndicats, des groupes de pression, des collectifs aux intérêts multiples, des associations aux causes variées, et des entreprises médiatiques, etc. Dans cette hétérogénéité, les questions sur les dynamiques d'organisation et des processus de prise de décision deviennent centrales. Une hypothèse est que l'exigence de résoudre ces difficultés a poussé le mouvement et les militants vers des pratiques innovantes de démocratie interne qui dépendent largement de l'utilisation des TIC, et d'Internet en particulier.

Dans le contexte d'un nouvel ordre mondial, d'autres ruptures sont fréquemment citées, par exemple la fracture numérique[87], parce qu'elle a des conséquences importantes sur les structures des médias transnationaux. La fracture numérique est considérée comme simultanément technologique et sociale, générée par les marchés et les réseaux sociopolitiques des organisations au pouvoir. De ce fait, nous assistons à la mondialisation d'une identité collective avec des caractéristiques idéologiques, religieuses, de classe, de sexe et ethniques, qui contribuent à la formation des nouvelles communautés transnationales. Dans cette évolution, les médias en tant qu'acteurs sociaux sont à la fois signalés comme les

[87] La fracture numérique concerne les inégalités dans l'usage et l'accès aux TIC comme le téléphone portable, l'ordinateur ou le réseau Internet. On parle aussi de fossé numérique, elle existe entre pays du Nord et pays du Sud, entre zones rurales et zones urbaines, également entre catégories sociales et entre sexes.

moteurs de l'évolution démocratique de la société civile, mais ils sont aussi accusés d'ignorer les clivages mondiaux, en masquant leurs positions ou en favorisant l'occidentalisation.

Pour Peter Dahlgren (2004), la construction de la communication politique dans la société actuelle, est liée à l'usage des TIC. Cet auteur analyse comment les moyens de communication massifs contribuent à la formation des citoyens et à l'élaboration de leurs prises de décision. Jürgen Habermas (1998) considère également l'importance de la communication médiatique dans l'avenir de la démocratie. Le cœur de la démocratie délibérative se trouve dans la délibération publique, ce que le philosophe appelle l'espace public. Cet espace est une structure de communication ancrée dans le monde vécu par l'intermédiaire de sa base constituée par la société civile (Habermas, 1998). Dans les sociétés démocratiques modernes, la notion d'espace public au sens habermassien désigne un espace où la participation politique se concrétise au moyen des discussions. C'est l'espace où les citoyens débattent de leurs affaires communes, et donc une arène institutionnalisée d'interaction du discours (Fraser, 2000). Il est un espace typique où une communication libre a lieu entre citoyens informés qui débattent de façon rationnelle des affaires politiques, et donc une vision normative de l'organisation démocratique de la volonté collective (Habermas, 1974).

Avec les médias, le message politique ne change pas seulement de support mais d'univers. La parole publique s'élevait en des circonstances collectives et en des lieux publics : événements, cérémonies, réunions électorales, manifestations, etc. Avec la radio et la télévision, elle pénètre dans l'espace privé du foyer. L'espace public qui était d'abord un espace physique : la rue, la place, devient virtuel avec le développement d'Internet. L'entrée dans la société de l'information conduit à la multiplication des canaux et des supports, notamment du fait de la croissance vertigineuse d'Internet. Face à ce phénomène, le grand public se trouve confronté à une profusion de messages de nature très diverses. Par le grand éventail de formats et de types de médias, il contribue à la fragmentation de la société civile en niveaux nationaux, régionaux, mondiaux, mais aussi au partage médiatique entre médias élitistes et médias populaires. La distinction entre les diverses fractions de la société civile est progressivement plus floue, particulièrement dans le cas de l'expansion et la modernisation des systèmes médiatiques, généralement liées aux stratégies du marché et aux médias transnationaux au service de la gouvernance politique. Ce sont ces transformations que signalent les médias

comme des acteurs importants à l'origine de la création de nouveaux forums à l'échelle mondiale.

Une étude approfondie de ces évolutions s'impose donc, ce qui nous permettra tant d'identifier les stratégies médiatiques que ceux qui manipulent les médias, et en conséquence leurs relations complexes. Car dans cette problématique, le rôle des médias constitue un défi majeur autant que la dite mouvance altermondialiste, l'expansion de la démocratie dans le monde, et les inégalités mises à l'ordre du jour à la fois par les médias traditionnels et les médias alternatifs. Ceci constitue l'objectif de notre travail.

Le thème de la mondialisation permet d'évoquer la complexité de la société postmoderne. En effet, les individus sont absorbés par des systèmes politiques visant à assurer leur représentation et leur participation – institutionnellement médiatisée – à la définition des objectifs de la vie collective. Le fonctionnement autoréférentiel du système politique fait en sorte que ce dernier est amené à déterminer et à prendre en charge de plus en plus de problèmes sociaux. Le système politique intègre ainsi le thème de la mondialisation, dans la mesure où il constitue pour lui un moyen de définir encore mieux les problèmes à sa charge, et il contribue en retour à différencier ce qui est mondial de ce qui est local. C'est précisément en recourant à ces comparaisons qu'il peut décider ce qui vaut pour l'ensemble de la société, d'une part, et ce qui ne peut pas décrire la société dans son entier, d'autre part.

Certes, la mondialisation est la manière par laquelle la société postmoderne peut expliquer pourquoi certains événements se produisent et d'autres pas, pourquoi certains comportements s'imposent et d'autres disparaissent, pourquoi certains discours se diffusent et d'autres s'étouffent, etc. Ainsi en est-il quand on parle de métissage culturel, de la diffusion du pouvoir politique à l'échelle mondiale, de l'impact des phénomènes migratoires, des infrastructures qui donnent corps à l'espace, des TIC qui donnent vie à ces infrastructures, des influences immatérielles qui traversent les frontières des pays, des mouvements des marchandises, on parle également en termes de mondialisation. Pareillement, les mouvements sociaux qui protestent contre la mondialisation le font avec d'autant plus de visibilité et de publicité qu'ils sont eux-mêmes devenus mondiaux par l'utilisation des TIC.

L'idée générale qui sera développée dans cette partie, consiste à montrer comment la mouvance militante altermondialiste qui, certes, a trouvé un écho médiatique mondial à partir

du sommet de Seattle, existait avant cet événement fondateur. Par une approche de type descriptif, il s'agira, de mettre au jour les manières d'agir et de s'organiser des innombrables groupes, associations, coordinations, ONG qui se reconnaissent dans la société civile internationale. Cependant, parmi les innombrables acteurs de la société civile mondialisée, il faudra faire un choix des critères de sélection fondés, d'une part sur la représentativité des groupes – selon les orientations générales du discours tenu par les MAM – et, d'autre part, à leur volonté énoncé de poursuivre par leurs actions, cohérentes avec ces mouvements.

Nous reviendrons sur la difficulté que représente le choix d'un corpus d'étude, celui-ci étant théoriquement illimité dans la mesure où l'organisation en réseaux de cette nébuleuse amène les acteurs à circuler d'un groupe à l'autre, ceci pour amplifier en temps réel les contacts entre niveaux locaux et globaux. Sur la base, d'une part, des matériaux recueillis dans le chapitre précédent, et à partir, d'autre part, des critères de comparaison fournis par l'étude descriptive des MAM, on remarque les grandes lignes d'une problématique dont l'articulation demande une étude approfondie des courants théoriques des mouvements sociaux. Finalement, nous chercherons les marques de l'influence médiatique à cette dynamique, pour démontrer une éventuelle surévaluation au sein de la mouvance altermondialiste.

II.2. Une définition de mouvements altermondialistes

Parmi les nombreuses questions posées, une consiste à chercher une définition du mouvement collectif dans son acception actuelle afin de le situer dans la continuité des autres mouvements qui ont marqué la deuxième moitié du XXe siècle. Il faudrait également élucider s'il s'agit d'un seul mouvement altermondialiste ou d'un ensemble de mouvements. Sur ce point, plusieurs auteurs s'accordent à dire que, avec l'apparition des mouvements altermondialistes (MAM), pour la première fois depuis longtemps, les mouvements citoyens se saisissent directement des enjeux mondiaux, parce que leurs acteurs sont en quête d'un citoyenneté mondiale et cherchent à influencer l'opinion publique internationale.

La définition du mot mouvement fait souvent référence à l'action collective qui vise à infléchir une situation sociale ou politique : mouvement de grève, mouvement d'insurrection. Selon Antimo Farro (2000 : 8), pour nommer certains phénomènes de protestation, même très

différents, on a tendance à les appeler mouvements. Cette dénomination spontanée, qui n'est pas soutenue par des courants théoriques, désigne d'habitude des ensembles d'individus qui ont des caractéristiques communes et qui sont organisés de telle façon qu'ils poursuivent les mêmes buts. Celles-ci permettent d'établir les traits spécifiques d'un phénomène collectif et de le différencier par rapport aux autres. Ces particularités sont sociales, comme dans le cas des ouvriers ou des étudiants, ou renvoient à des appartenances de genre, comme dans le cas des femmes. Elles peuvent aussi être thématiques comme c'est le cas des écologistes. Ces mouvements qui commencent à naître à la fin des années 60 en dehors du monde industriel, et qui vont des mouvements étudiants, féministes et écologistes, aux mouvements urbains et pacifistes, sont appelés nouveaux mouvements sociaux (NMS).

Actuellement, le courant contestataire qui relève plutôt de la société civile, est souvent présenté comme le « mouvement antimondialisation[88] ». Cette dénomination même fait l'objet d'un vif débat et de nombreuses polémiques. En effet, le terme antimondialisation, qui est le plus couramment utilisé par les médias, n'apparaît pas vraiment pertinent. René Passet dans *Éloge du mondialisme* (2001), souligne que l'étiquette antimondialisation, vise à discréditer ceux qui combattent le système. Ce terme est largement rejeté par la plupart des contestataires eux-mêmes qui s'opposent certes à la mondialisation telle qu'elle existe aujourd'hui, mais pas à la mondialisation en tant que telle. Ils sont, pour une grande partie d'entre eux, internationalistes ou mondialistes, et militent pour « une forme alternative de mondialisation, c'est-à-dire une mondialisation démocratique, juste et écologique » (George, 2001 : 4).

Pour Eddy Fougier (2002 : 25), le terme le plus adéquat en la matière serait celui-ci : « mouvement pour une autre mondialisation » ou « mouvement altermondialiste ». Pour les partisans d'une *globalization from below*, le mouvement antimondialisation est un mouvement mondial de personnes, un exemple vivant de la mondialisation par la base (Della Porta, 2006). Pour Eddy Fougier, dans cette mobilisation par la base, nous devons faire attention de ne pas être un miroir d'une globalisation élitiste, ce qui est on ne peut plus facile quand nos sens sont brouillés par des médias aux mains de la mondialisation. Cependant, la notion même de mouvement ne paraît pas non plus appropriée. À l'échelle internationale

[88] Le terme antimondialiste, altermondialiste, adjectif singulier invariant en genre : opposé au fait de rendre ou de devenir mondial, commerce, politique social, culture. Nom singulier invariant en genre : personne opposée à la mondialisation économique, au capitalisme mondial et à la spéculation qu'il génère. *Le Dictionnaire Le Nouveau Petit Robert de la langue française*, 2008, Paris, Dictionnaires Le Robert.

comme à l'échelle nationale, il n'existe pas, à proprement parler, de mouvement contestataire structuré. Il s'agit, en fait, d'une nébuleuse composée de divers groupes souvent disparates par leurs structures, leurs objectifs ou leurs effectifs. Cette nébuleuse n'a pas de véritable structure, de hiérarchie, de tête, de centre ou d'idéologie commune. Il n'existe pas d' « Internationale contestataire ». Au contraire, au sein de cette nébuleuse, prévalent les principes de réseau, d'autonomie des différents groupes, de « division du travail » en fonction des compétences, intérêts ou de la proximité idéologique, et du regroupement d'organisations. Cet auteur (Fougier, 2006 : 25) préfère l'emploi du terme « mouvance de contestation de la mondialisation », qu'il définit « comme la nébuleuse des groupes et des individus qui dénoncent le processus de « mondialisation libérale », ce que les Anglo-Saxons appellent la « *corporate-led globalization*[89] ».

Toujours selon Eddy Fougier, un groupe peut se définir comme appartenant à cette mouvance contestataire à partir de ses pratiques et de son discours. Mais il est aussi possible d'identifier un certain nombre de critères permettant d'évaluer l'appartenance d'un groupe, et l'intensité de celle-ci, à la mouvance contestataire. Les quatre critères retenus par Eddy Fougier, qui renvoient également à quatre formes spécifiques d'action sont : la participation à des manifestations, le lobbying, les publications et l'exercice d'un contre-pouvoir. Un groupe appartient à la mouvance contestataire s'il participe régulièrement à des manifestations à l'occasion de sommets internationaux (BM, FMI, OMC, G7-G8, UE, etc.) ou d'autres formes de rencontres internationales (en particulier le Forum économique mondial de Davos[90]) ; s'il participe à des forums internationaux d'ONG et de la société civile, notamment ceux organisés, sous l'égide des Nations unies, dans le cadre de grands sommets thématiques (sommet de la Terre à Rio ou Johannesburg, conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey, etc.) ; ou s'il participe à des sommets organisés par les contestataires eux-mêmes (le Forum social mondial, FSM à Porto Alegre).

Après la grande manifestation à Seattle en 1999, très médiatisée, de nombreux militants de tous horizons géographiques et politiques (écologistes, libertaires, syndicalistes, sympathisants, etc.) sont passés en première ligne et revendiquent une révolte contre l'ordre établi dans sa totalité. Le postulat général de cette manifestation demeure dans la

[89] Action dirigée par la mondialisation.
[90] En 1971, à Davos, en Suisse se réunissent les décideurs du monde politique, économique et même social, c'est le début du forum économique mondial.

revendication des formes plus directes de la démocratie. Il faut remarquer que cette revendication rencontre la sympathie voire l'assentiment d'un important public (qui dépasse largement le cercle des militants alter) de déçus « du », « de la » et « des » politiques. Cette manifestation peut être également considérée comme étant la résultante, sur le plan de la culture politique, d'une sensibilité plus globale, expressive et libertaire, qui s'est massivement exprimée au cours des années 60 et a su se reproduire depuis.

Il s'agit des mouvements sociaux que l'on peut qualifier de « politiques » au sens indiqué notamment par Erik Neveu (1996 : 13), c'est-à-dire de ces mouvements qui font « appel aux autorités politiques (gouvernement, collectivités locales, administrations…) pour apporter, par une intervention publique, la réponse à une revendication, qui impute [nt] aux autorités politiques la responsabilité des problèmes qui sont à l'origine de la mobilisation ». Le mouvement altermondialiste, qui s'appelle dans ce domaine « *Our World is not for Sale*[91] » et sa branche européenne, dont ATTAC France fait partie, sont prêts à participer à ce travail d'élaboration d'un nouveau cadre qui vise le partage, la justice, le respect des droits humains et de l'environnement.

Pour Eddy Fougier (2004), ce qui caractérise l'altermondialisme, c'est son extrême diversité et les contrastes saisissants. En témoigne la querelle à propos de sa dénomination. Présenté dans un premier temps comme un mouvement contre la mondialisation (anti-mondialisation), celui-ci se définit désormais, suite aux pressions exercées par les activistes, comme altermondialiste. Cependant, ce terme n'est utilisé qu'en langue française ou espagnole, « *altermundialistas* ». Aucune traduction n'est employée en anglais. En Italie, le mouvement s'appelle « *No Global* » et la plupart des pays qualifient le mouvement d'anti-globalisation ou d'anti-capitalisme. C'est le cas au Brésil (*Movimento antiglobalização*), en Allemagne (*Antiglobalisierung*) ou dans le pays anglo-saxons (*Antiglobalization*). Enfin, les activistes tendent aussi à parler de mouvement pour la justice globale, de mouvement citoyen mondial, de mouvement social international, de mouvement de résistance globale ou de mouvement des mouvements (Fougier, 2004).

Christian Losson et Paul Quinio (2002 : 19) avancent que « derrière la sémantique, (et) la guerre des mots, se cache souvent la volonté de discréditer, (de) réduire, (de) marginaliser.

[91] Notre monde n'est pas à vendre.

Donc, le terme « Antimondialiste » est un contresens, parce que l'immense majorité des groupes et des organisations se veut internationaliste et résolument mondialiste. La nébuleuse accueille une frange souverainiste, protectionniste, voire nationaliste, mais elle reste marginale ». Selon ces auteurs, le terme antimondialisation est impropre, car la plupart des acteurs se revendiquent pro mondialisation, et ils sont souvent le produit et se nourrissent de son brassage culturel et de ces avancées technologiques. Ils dénoncent en revanche les formes et les pratiques que revêt la mondialisation actuelle, qualifiée de « libérale » ou « néolibérale ». Pour Christian Losson et Paul Quinio, le terme « Alter mondialistes » est moins caricatural (2002 : 20), car la plupart des acteurs se promulguent partisans d'une « autre mondialisation », porteurs de l'espoir qu'un « autre monde est possible ».

Dans la perspective adoptée par Donatella Della Porta (2003), les raisons de l'existence d'un mouvement apparaissent dans l'analyse du fonctionnement de ce même mouvement (alliances, processus de décision, répertoires d'action). Pour cette auteur, d'un point de vue organisationnel, le mouvement est un réseau de réseaux, que génèrent d'intenses échanges et des actions conjointes, multipliant les opportunités pour l'union et le consensus dans les campagnes spécifiques. Ces caractéristiques donnent lieu à l'acception du terme « mouvement des mouvements » considéré quelquefois un *melting-pot*[92], tantôt une organisation de copropriété, et d'autres fois encore une forme de métissage.

Après observation, nous remarquons que les mots antimondialisation, altermondialisation, altermondialiste, sont généralement liés aux termes mouvements, mouvance ou encore mobilisations. Dans le chapitre précédent, nous avons montré l'évolution des mots mondialisation. Ces termes se sont imposés tout au long de la deuxième moitié du XXe siècle, nous cherchons dans ce qui suit l'évolution des mots antimondialisation, altermondialisation, altermondialiste.

II.2.1. L'évolution des termes

Depuis quelque temps, les notions d'antimondialisation, altermondialisation, altermondialiste sont entrées dans le langage quotidien. On retrouve ces mots non seulement dans les travaux

[92] Brassage d'éléments de population différents. *Le Dictionnaire Le Nouveau Petit Robert de la langue française*, 2008, Paris, Dictionnaires Le Robert.

développés par les chercheurs universitaires, mais aussi dans l'espace médiatique (presse, radio, télévision, Internet, cinéma). Du terme d'antimondialisation du début des années 90, en passant par la confusion de la fin des années 90 avec le terme altermondialisation, à l'imposition de ce dernier à partir de la première décennie des années 2000.

Si ces termes semblent être devenus les nouveaux mots à la mode, les motifs d'une telle affluence restent à préciser. Mais en premier lieu, il faut définir précisément ces mots, en examinant leur signification étymologique et dégager les conditions de son émergence. Pour ensuite expliquer les raisons suivant lesquelles le mot altermondialisation est actuellement à la mode. Puis dans un dernier temps, chercher à démontrer en quel sens la notion d'altermondialisme croise la question de la contestation.

Nous examinons d'abord les termes antimondialisation et antimondialisme. Le *Dictionnaire Le Nouveau Petit Robert de la langue française* (2008) nous apprend que l'expression « antimondialisation » n'apparaît en France, qu'au XXe siècle. En 1997, il la définissait de la manière suivante :

> ANTIMONDIALISATION n. f. et adj. inv. – 1997 ◊ de l'*anti-* et *mondialisation* □ Mouvement de protestation qui s'oppose à la mondialisation, qui redoute ses conséquences économiques, sociales, écologiques > aussi **altermondialisation**, **altermondialisme**. – adj. inv. *Les militants antimondialisation* > **antimondialiste**.
>
> ANTIMONDIALISME adj. et n. – 1997 ◊ de *anti-*, d'après antimondialisation. De l'antimondialisation > **altermondialiste**. *Mouvement antimondialiste* ◊ Partisan de l'antimondialisation. – **n.** *Les antimondialistes*.

En ce qui concerne le terme altermondialisation, nous trouvons les définitions suivantes dans le Dictionnaire Le Nouveau Petit Robert de la langue française (2008) :

> ALTERMONDIALISATION **n. f.** – 2002 ◊ de *antimondialisation*, d'après *altermondialisme*. □ Courant d'opinion qui propose un type de développement économique opposé au modèle libéral (mondialisation) plus soucieux du développement de l'homme et de la protection de l'environnement. > *altermondialisme*.

ALTERMONDIALISME **n. m**. – 2002 ◊ du latin *alter* « autre », d'après *antimondialiste*. ☐ Mouvement qui conteste la mondialisation libérale et réclame d'autres modèles économiques, sociaux, écologiques et culturels. > altermondialisation, antimondialisation.

ALTERMONDIALISTE **adj.** – 2002 ◊ du latin *alter* « autre » et (anti) *mondialiste* ◊ Relatif à l'altermondialisme, *Rassemblement altermondialiste* ◊ Partisan de l'altermondialisme. *Militant altermondialiste* –n. *Les altermondialistes*. ABRÉV. ALTER *Les alters*.

Sur le plan historique, nous observons que le mot altermondialisation va s'imposer à partir de 2002 et contribuer à rendre obsolète l'usage du mot antimondialisation, d'ailleurs apparu en 1997, selon le Dictionnaire Le Nouveau Petit Robert de la langue française (2008). Des termes souvent confondus et utilisés de façon irréfléchie.

Face au flou général qui entoure ces notions d'antimondialisation, altermondialisation, altermondialiste, il convient dans un premier temps de procéder à une analyse terminologique afin de savoir, de quoi on parle. Qu'est-ce que l'antimondialisation, et l'altermondialisation ? Ces expressions sont-elles historiquement marquées ? Quels acteurs sont regroupés sous ces termes? Y a t-il des débats théoriques à ce sujet ?

II.2.2. Les conditions d'émergence des termes

La notion d'antimondialisation est devenue d'actualité autour des années 95. Pourquoi ? Pour comprendre cette émergence, dans la premier partie de notre travail nous avons identifié certains changements structuraux dans les sociétés occidentales, entre autres : la vague néolibérale qui déferle à partir des années 80 en Occident ; le début de l'écroulement de l'URSS à la fin de l'année 1989 lors de la chute du Mur de Berlin, la remise en question du rôle de l'Etat-nation et une approche plus libérale des marchés. Ainsi les organismes internationaux comme le BM, et le FMI, ou encore l'OMC, sont-ils considérés comme un excellent outil pour promouvoir les réformes néolibérales que la mondialisation économique

annonce. Se développant au milieu des années 90, ce discours sera amplement lié à l'apparition des contestations contre ce phénomène.

Dans ce contexte mondialiste, nous avons étudié l'évolution de l'apparition des mots anti-OMC, anti-mondialisme, altermondialisme et altermondialiste, dans quatre quotidiens nationaux français : *Le Monde*[93], *Le Figaro*[94], *Libération*[95] et *l'Humanité*[96], dans la période qui va de l'année 1999 à l'année 2007. Ces journaux ont été sélectionnés pour leur représentativité, ceux-ci bénéficiant des recettes le plus élevées, comme nous pouvons l'observer dans le Tableau II.1 qui restitue les données publiées par l'association professionnelle[97] française OJD[98] (http://www.ojd.com) dont le rôle est de certifier la diffusion, la distribution et le dénombrement des journaux, périodiques et de tout autre support publicitaire.

Journal	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Le Parisien	479 112	486 145	506 610	509 114	505 419	501 492	499 957	510 121
La Croix	086 400	086 574	087 891	092 673	094 929	096 317	097 662	096 887
Les Echos	122 999	128 342	127 445	120 333	116 903	119 370	118 722	119 178
L'Équipe	386 189	397 898	370 661	331 638	336 533	365 752	365 654	365 411
Le Figaro	366 690	360 909	366 529	359 108	352 706	341 083	337 118	332 863
L'Humanité		050 097	047 051	046 126	048 175	048 996	051 783	051 860
Libération	169 427	169 011	171 551	164 286	158 115	146 109	142 557	132 754
Le Monde	390 640	392 772	405 983	407 085	389 249	371 803	360 610	350 039

Tableau II.1. La diffusion payée en France des principaux quotidiens nationaux. Sources : OJD entre 1999 et 2006.

[93] *Le Monde* est un journal quotidien français fondé en 1944. C'est un journal « du soir » qui paraît l'après midi et est daté du lendemain. Quotidien de référence, sa diffusion en France payée moyennée du lundi à samedi a été de320 583 exemplaires sur la période 2006-2007. Il est le quotidien français le plus diffusé à l'étranger avec une diffusion journalière hors France de 40 000 exemplaires. D'une façon générale, sa ligne éditoriale est plutôt de centre-gauche, selon le spectre politique français habituellement utilisé.

[94] *Le Figaro* est un journal quotidien français fondé en 1826. Il est à ce titre le plus ancien quotidien français. C'est une filiale de la Socpresse, premier groupe de presse de France, dont le président est l'industriel et sénateur maire de Corbeil-Essonnes, Serge Dassault. D'une façon générale, sa ligne éditoriale est de droite ou de centre droite, selon le spectre politique français habituellement utilisé.

[95] *Libération* est un quotidien généraliste national français de presse écrite. Fondé sous l'égide de Jean-Paul Sartre en avril 1973. Positionné à l'extrême gauche à ses débuts évolue vers la gauche sociale-démocrate au début des années 80. Le journal se revendique alors libéral-libertaire.

[96] L'*Humanité* est un journal français communiste, fondée en 1904 par le dirigeant socialiste Jean Jaurès. Organe central du Parti communiste français de 1920-1994, il reste très proche du PCF malgré l'ouverture de ses pages à d'autres composantes de la gauche.

[97]

[98] L'association OJD (marque déposée, à laquelle ne correspond plus aucune appellation officielle développée) est une association professionnelle française dont le rôle est de certifier la diffusion, la distribution et le dénombrement des journaux, périodiques et de toute autre support de publicité.

Afin d'illustrer la multiplicité, la juxtaposition et l'imbrication des sens et des connotations des mots « anti-OMC, antimondialisation, altermondialisation », nous avons sélectionné un corpus d'articles parus dans la presse quotidienne française, *Le Monde, Le Figaro, Libération* et *L'Humanité*, entre 1999 et 2007. La constitution de notre corpus d'articles est justifiée par les résultats des estimations de diffusion des quotidiens nationaux en France. Le tableau met clairement en évidence la forte dominance de trois journaux nationaux *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, à l'exception du journal *L'Humanité*, que nous avons choisi du fait de sa ligne éditoriale de gauche.

Nous avons recueilli les données en les sites *web* des journaux *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, et *l'Humanité*, en utilisant le moteur de recherche Yahoo. Nous examinons l'évolution de trois termes : anti-OMC, antimondialisation et altermondialisation durant la période 1999-2007. Le résultat des occurrences des mots, anti-OMC, antimondialisation, altermondialisation, ainsi recueillies sont représentes par des graphes dans les figures II.1-4. Les données recueillies dans les articles parus dans le journal *Le Monde*, sont illustrées dans la figure II.1. Ce graphe met en comparaison l'évolution des trois termes : anti-OMC, antimondialisation et altermondialisation durant la période 1999-2007. Une année depuis son apparition en 2003, c'est le terme altermondialisation qui détient le plus grand nombre d'articles avec une valeur maximale durant la période 2004-2005. Durant la période étudiée, nous remarquons également une tendance relativement proche entre les termes antimondialisation et anti-OMC, avec une légère prédominance des occurrences de ce dernier.

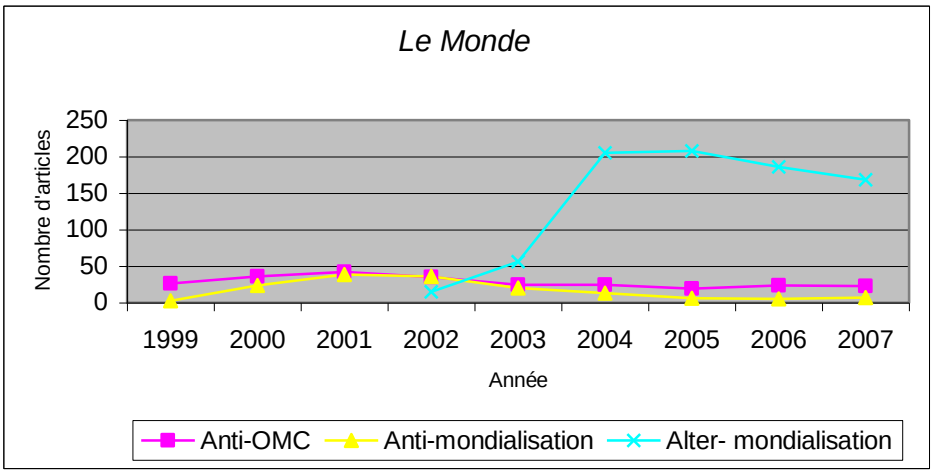


Figure II.1. Occurrences des mots : Anti-OMC, Anti-mondialisation, Alter mondialisation Journal *Le Monde*.

La figure II.2, représente les occurrences des mots parus dans les articles publiés entre 1997-2007 par le journal *Le Figaro*. Nous constatons une baisse singulière des articles qui parlent de l'anti-OMC à partir de l'année 2001 dont le plus bas niveau est situé au courant de l'année 2005. En revanche, les occurrences du terme altermondialisation apparaissent seulement pendant l'année 2002.

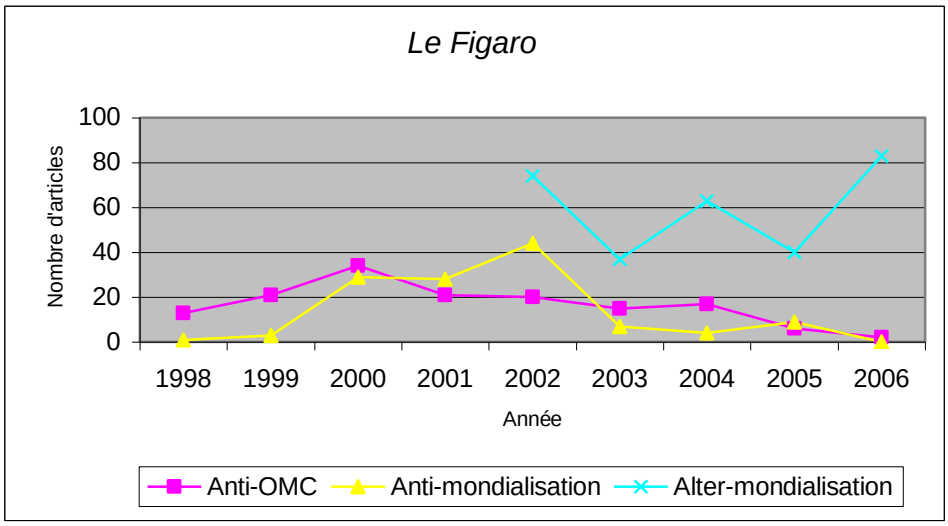


Figure II.2. Occurrences des mots : Anti-OMC, Anti-mondialisation, Alter-mondialisation Journal *Le Figaro*.

La figure II.3, représente les occurrences des mots « anti-OMC, antimondialisation, altermondialisation », dans les articles apparus entre 1997-2007 en le journal *Libération.* Nous constatons une baisse singulière des articles qui parlent de l'anti-OMC à partir de l'année 2001. En revanche, le nombre d'articles faisant allusion au terme altermondialisation, n'apparaissent que globalement pendant l'année 2002.

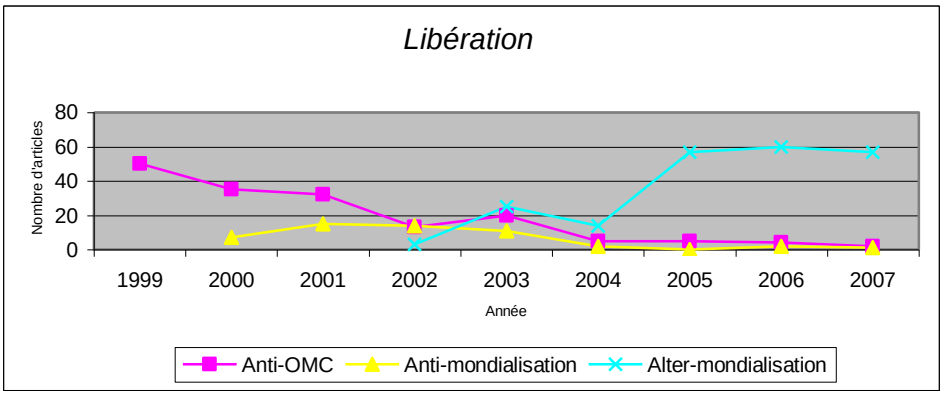


Figure II.3. Occurrences des mots : Anti-OMC, Anti-mondialisation, Alter-mondialisation Journal *Libération*.

L'ensemble des courbes de la figure II.4, ci-dessous, fait apparaître la variation dans l'évolution du nombre d'articles publiés par le journal quotidien généraliste *L'Humanité*, pendant les huit dernières années. La tendance du nombre d'articles sur l'occurrence anti-OMC, est en augmentation depuis l'année 1999, ce terme reste davantage visible tout au long de la période étudiée. La période 2001-2002, marque un recul du nombre d'occurrences, dû en partie à l'émergence du terme altermondialiste.

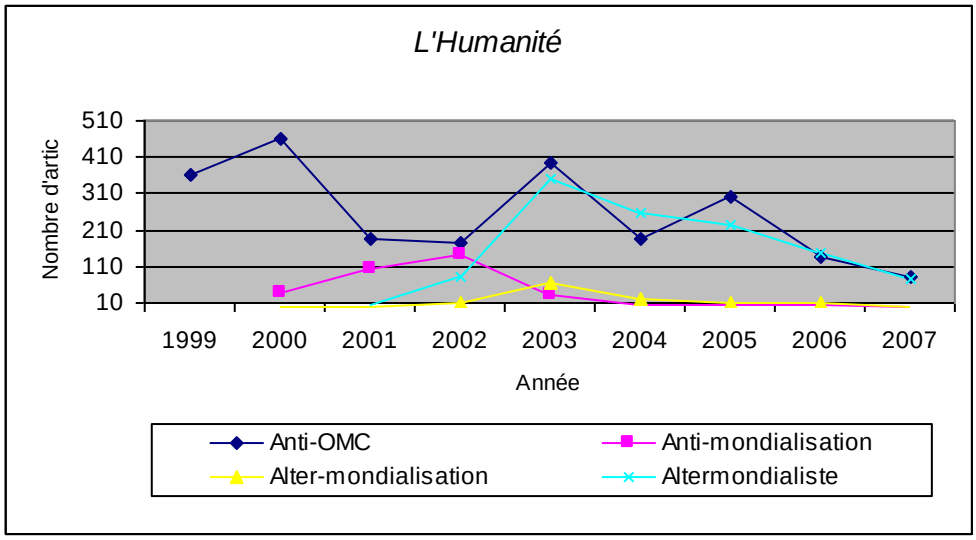


Figure II.4. Occurrences des mots : Anti-OMC, Anti-mondialisation, Alter-mondialisation Journal *L'Humanité*.

À l'issue de cette analyse, il nous semble que, pour répondre à la question « existe-t-il un discours "altermondialiste" », il faut faire d'abord l'hypothèse qu'il existe un discours sur la mondialisation, qui présente certaines caractéristiques auxquelles il faudrait comparer celles du discours altermondialiste. Lors de l'analyse du discours sur la mondialisation, nous avons démontré comment il est principalement parcouru de thématiques économiques et financières, même si on constate la lente émergence d'un discours à caractère culturel.

En ce qui concerne l'altermondialisme, il est considéré d'abord en tant que discours, mais aussi comme « cadre d'action collective[99] », formulant un ensemble de principes d'action ou de justifications de celle-ci, autour duquel s'agrègent des organisations qui se définissent

[99] Un « cadre d'action collective » concerne la qualification d'une situation comme injuste, l'identification d'un responsable de l'injustice et la spécification des moyens qui peuvent être mis en œuvre pour faire cesser cette injustice Irving Goffman (1975).

d'une nouvelle façon avec des objectifs qui se manifestent aux échelons local, régional, national et mondial (Agrikoliansky, 2005).

Les graphes présentés dans les figures II.1 à II.4 font partie des options méthodologiques que nous aborderons ailleurs afin de construire le corpus d'articles que sera analysés en tant que discours d'information, censé relater les faits.

Nous concluons cette partie par le résumé que propose Eddy Fougier du mot altermondialisme dans l'ouvrage *L'Alter-mondialisme* (2004) et que nous adopterons par la suite : « Il désigne le courant des mouvements appartenant principalement à la société civile, qui dénoncent le caractère néolibéral de l'actuel processus de mondialisation, aspirent à une autre mondialisation et tendent à lier cette critique et ce souhait aux luttes qu'ils mènent à une échelle locale et nationale » (Fougier, 2004 : 5). Utilisé pour la première fois par Arnaud Zacharie, alors porte-parole d'Attac-Belgique, il est principalement employé en langues latines : *movimiento altermundialista* (espagnol), *movimento altermondialista* (italien), et *movimento alterglobalização* (portugais). En France, le terme s'est imposé progressivement dans les médias à partir du Forum social européen organisé dans la région parisienne en novembre 2003. Sa traduction anglaise, *Alterglobalism*, semble assez peu utilisée. Même si certains emploient l'expression fortement influencée par le français, *Altermondialist Movement*, les Anglo-Saxons préfèrent parler d'*Antiglobalization*, et surtout pour les militants, de *Global Justice Movement* (mouvement pour la justice globale). On retrouve des mots relativement proches en langue allemande avec *Antiglobalisierung*. Il existe néanmoins d'autres formes d'expression, telles que *No Global* chez les Italiens ou *Globalisierungskritiker* (critique de la mondialisation) en Allemagne. Ce courant présente donc la spécificité de ne pas avoir de mot universellement admis pour le désigner (Fougier, 2004 : 5).

II.3. L'émergence des mouvements altermondialistes

L'altermondialisme ou altermondialisation est un mouvement social qui, face à une logique de mondialisation libérale, revendique et met en avant des valeurs comme la démocratie, la justice économique, la sauvegarde de l'environnement, des droits humains en vue d'une autre

mondialisation. Comme pour tout mouvement social, le mouvement altermondialiste est l'enjeu, en son sein et à l'extérieur, de luttes symboliques ayant pour objet de donner sens à son existence. Dans le temps très court de son histoire, il fait également l'objet de discussions et de mutations d'un pays et d'un groupe à l'autre.



Site www.iacenter.org consulté le 25 juillet 2009.

Pendant la contestation du sommet de l'OMC à Seattle en décembre 1999, des militants portant des slogans comme « *Our World is not for Sale*[100] » ; « *Non Globalization without Participation*[101] » ; « *We are Citizens, not only Consumers*[102] » ; « *WTO= Capitalism without Conscience*[103] » ; « *Trade : Clean, Green, and Fair*[104] », ont manifesté contre la « mondialisation de la économie ». Cette mobilisation a rassemblé 1 387 groupes, incluant des associations, ONG, syndicats, écologistes, et un grand nombre de organisations religieuses (Della Porta, 2002). Les manifestations qui ont entouré la tenue de cette rencontre, par leur ampleur, ont clairement fait ressortir l'existence, au sein de la société, d'une réelle inquiétude en ce qui concerne les répercussions de la mondialisation.

La mondialisation est un phénomène complexe, multidimensionnel, qui remarie le système avec les acteurs. Appliquée au marché, à l'organisation de la production des biens et des services, en tant que mécanisme de valorisation et d'accumulation du capital, elle décloisonne les frontières, libéralise les échanges, fait circuler librement les capitaux, sans aucunement

[100] Notre monde n'est pas à vendre.
[101] Non à la globalisation sans participation.
[102] Nous sommes des citoyens, pas seulement des consommateurs.
[103] OMC= capitalisme sans conscience.
[104] Traité : propre, vert et équitable.

tenir compte des attentes des salariés. Dans certains cas, elle met en cause le conservatisme sociétal et contribue ainsi à modifier les rapports sociaux. Elle est aussi l'idéologie qui voudrait imposer et légitimer la régulation marchande de l'ordre mondial. Pourtant, tous les phénomènes contemporains ne peuvent pas être expliqués par la mondialisation économique. Il est hasardeux de lui imputer la responsabilité des malheurs sociaux, d'en faire le pouvoir maléfique par essence. Il existe de multiples mondialisations qui s'imbriquent les unes dans les autres, et qui touchent des ordres de réalité divers et distincts : le sport, les divertissements, le tourisme, la médicine, la science, le droit, le crime organisé, l'enseignement, l'industrie des médias, etc. Ces mondes distincts utilisent les mêmes TIC pour véhiculer toutes sortes de messages instantanément.

En suivant Ulrich Beck (2003 : 517), la résistance à la mondialisation parachève la mondialisation par les moyens de la résistance. La mondialisation considérée comme un processus circulaire est mise en œuvre de deux façons radicalement opposées : soit on est pour, soit on est contre, donnant pour résultat de cette résistance, l'accélération de la mondialisation. Richard Falk (2004) résume ces propos en une formule : la résistance à la mondialisation par le haut, grâce à une mondialisation par le bas (Portes, 2003). Ainsi cette singulière contrainte, qui consiste à ne pouvoir pratiquer et justifier la résistance à la mondialisation qu'en se fixant pour objectif une autre mondialisation, « la bonne mondialisation », prend-elle de multiples formes.

Il est incontestable que, dès les années 80, la mondialisation néolibérale a contribué à modifier l'ensemble des relations établies entre les sphères économiques, sociales et politiques, instaurées au sein des États-nations. Ces transformations ont provoqué des bouleversements sociaux majeurs dans tous les pays. Au Nord comme au Sud, une forte résistance s'est développée contre le déclin des activités économiques traditionnelles, de la protection sociale et du contrôle sur les décisions politiques, par une mobilisation des travailleurs, des citoyens et groupes de la société civile. Un tel rejet de la mondialisation néolibérale et ses effets s'est doublé dans de nombreux pays d'un regain d'inquiétude quant à l'accroissement des inégalités mondiales, à la violation des droits et à la destruction environnementale, conduisant à un essor de la solidarité et du militantisme transnationaux. Mais c'est l'émergence de mobilisations sociales sur des enjeux mondiaux qui a constitué l'événement le plus significatif de ces dernières décennies. De telles mobilisations revêtent un

caractère réellement transnational tant par leurs objectifs, leurs formes d'organisation et d'action, que par leurs cibles et leur conception.

Plusieurs réponses ont émergé : une attitude antimondialisation, avec des combats pour résister au processus en cours et des efforts pour maintenir le pouvoir des États-nations ; des tentatives pour développer une mondialisation des droits et des responsabilités, avec des formes de gouvernance mondiale impliquant des institutions internationales et des gouvernements progressistes ; un projet de mondialisation par le bas, fondé sur les liens transnationaux au sein de la société civile, avec des mouvements sociaux défendant et pratiquant les valeurs de paix, justice et démocratie. Ce nouveau militantisme est au cœur des mouvements sociaux mondiaux que ont surgi partout dans le monde à partir des années 90.

Les travaux de Charles Tilly (1986 ; 1999 ; 2004) situent l'émergence de la contestation politique moderne dans le passage d'un ancien à un nouveau répertoire de contestation. Cet auteur conceptualise les mouvements sociaux comme appartenant principalement à des phénomènes nationaux ou locaux. Les mouvements contre la mondialisation des années 90 semblent pouvoir être en partie analysés à la lumière des travaux sur les NMS qui ont émergé au début des années 60, en rupture avec les formes traditionnelles de mobilisation symbolisées principalement par le mouvement ouvrier, car on retrouve les caractéristiques classiques : revendications circonscrites et monothématiques, formes d'action innovantes et spectaculaires, aspirations gratifiantes post-matérialistes, solidarités dégagées des appartenances de classe.

Par ailleurs, Jürgen Habermas (1998) définit les NMS comme des mouvements revendiquant des styles de vie et d'identité contre les distorsions d'un système de plus en plus intrusif. Le philosophe Jürgen Habermas interprète l'apparition des NMS comme une réaction au processus de colonisation du « quotidien » introduit par les impératifs fonctionnels du système économique et politico juridique. Selon lui, les acteurs de ces mouvements construisent un espace ouvert au débat où ils peuvent avancer des questions lies à la légitimité et à la responsabilité du système. Donc le caractère nouveau des mouvements sociaux réside en ce qu'ils opposent une expérience subjective et expressive aux logiques instrumentales du « système », des organisations et des intérêts. Tout se passe comme si, rationalisation et loi du marché aidant, les acteurs sociaux se constituaient sur une sphère subjective et « morale », « vécue », « contre » les contraintes des organisations et de l'action instrumentale.

Du point de vu de Mario Pianta et Duccio Zola (2008), les NMS mondiaux sont des mobilisations sociales transnationales prolongées et collectives sur des problèmes mondiaux, fondées sur des groupes, des réseaux et des campagnes permanents et/ou occasionnels, avec une dimension organisationnelle transnationale, évoluant vers des valeurs et des identités partagées, qui défient et protestent contre le pouvoir économique ou politique et réclament des changements à l'échelon des problèmes mondiaux. Ils partagent une vision générale des problèmes à traiter, ont un champ d'action global, et peuvent avoir des objectifs supranationaux ou nationaux.

Eric Agrikoliansky (2005 : 21) considère qu'« on n'a pas à faire à "un" mouvement transnational, mais à une nébuleuse de mobilisations marquées par l'histoire et la spécificité de leurs ancrages nationaux, qui se rallient temporairement au label polysémique de la lutte contre la mondialisation néolibérale et/ou du combat pour une justice sociale ». Pour cet auteur, une rupture radicale paraît très relative, car les acteurs de ces mobilisations, les enjeux dont ils traitent et les répertoires[105] qu'ils emploient pour s'exprimer ne sont pas nouveaux. Un examen de la scène des mouvements sociaux depuis les années 70, permet de constater que la plupart des thématiques abordées par les MAM, sont antérieures à la fin des années 90. De plus, les acteurs politiques transnationaux et des formes transnationales d'action militante, semblent avoir eu un ancrage spatio-temporel plus étendu.

Pour certains chercheurs (Keck, 1998 ; Sikkink, 2002) la lutte contre la mondialisation n'est pas initialement un mouvement à recrutement direct, mais plutôt une « mobilisation de mobilisations » ; pour d'autres il s'agit d'une méso mobilisation (Gerhards et Rutch, 1992), revalorisée par l'émergence au cours des années 90, des nouvelles organisations spécialisées et d'enchaînement des mouvements qui les précèdent. Selon Éric Agrikoliansky, la lutte anti-mondialisation est comme d'autres mouvements sociaux, liée à la mobilisation de structures collectives et d'entrepreneurs qui fournissent les ressources, matérielles, idéologiques, relationnelles, nécessaires au processus d'émergence d'une contestation organisée. Des acteurs hétérogènes s'investissent progressivement dans cette lutte : associations de solidarité Nord-sud, des syndicats de salariés ou de paysans, des mouvements de « sans », des

[105] Selon Charles Tilly (1986), les acteurs sociaux disposent d'un nombre limité de procédés d'action et ne réinventent donc pas à chaque fois les procédés qu'ils mettent en œuvre. Par les « répertoires d'action collective » les mouvements sociaux ont recours à des actions prédéfinies, institutionnalisées pour intervenir sur la scène publique.

organisations écologistes, des partis politiques, même si leurs objectifs initiaux pouvaient être très éloignés des problèmes formulés dans le cadre de cette cause.

De manière à déconstruire graduellement le combat contre la mondialisation, afin d'établir une généalogie des MAM, il faut faire également l'histoire d'un discours critique qui rassemble une série hétérogène d'organisations avec des trajectoires militantes diverses (écologistes, syndicalistes, droits de l'homme, féministes, la panoplie de « sans », etc.) en leur attribuant une nouvelle cause, (les conséquences de la mondialisation économique), tout en définissant de nouvelles cibles des protestataires (OMC, FMI, BM, G8, les marchés). L'émergence d'un mouvement altermondialiste en France est habituellement située à la fin des années 90, plus précisément avec la mobilisation contre l'AMI en 1997 et à la création d'ATTAC en 1998. Cependant, c'est à partir des années 90 que les mobilisations transnationales se sont répandues dans le monde entier, en même temps que l'élargissement de leur champ d'action et le devenir de leurs militants en acteurs de la société mondiale en formation. L'analyse de la nouvelle configuration d'action collective, qui se manifeste par un lent et complexe processus de reconfiguration de forces et des discours, a d'abord l'intérêt d'élargir la chronologie généralement admise pour décrire la genèse de ces mobilisations.

Nous reprenons ici l'analyse que les auteurs Mario Pianta et Duccio Zola (2008) font du militantisme transnational entre 1990 et 2005. Dans cette étude, ils considèrent les événements internationaux dans lesquels les organisations et les mouvements de la société civile issus d'un grand nombre de pays se rencontrent pour faire progresser leurs revendications et leurs propositions alternatives sur la scène mondiale. Ils définissent les événements de la société civile globale de la manière suivante :

- actions organisées par des groupes de la société civile nationale et internationale avec une participation internationale, indépendamment des activités des États et des entreprises ;
- actions qui peuvent résulter de l'initiative autonome de la société civile – ou coïncider avec – ou être liées à des sommets officiels de gouvernements et d'institutions internationales ;
- actions qui abordent des problèmes mondiaux, ou les mêmes que ceux des sommets officiels, avec une perspective critique sur les politiques des gouvernements et des milieux d'affaires ;

- actions qui utilisent des moyens d'information et d'analyse publics, la mobilisation politique et la protestation, et des propositions d'alternatives politiques ;

- actions avec ou sans contacts formels avec les sommets officiels.

Dans la méthodologie utilisée par ces auteurs pour rassembler et organiser l'information sur les actions de la société civile mondiale, ils établissent des contacts directs avec les organisations de la société civile et analysent systématiquement des sites Internet, des journaux et des revues qui accordent une large attention à ces réunions.

Ces événements reflètent la variété de perspectives, de points de vue et de positions des organisations et des militants qui y participent. Ils sont tous organisés indépendamment des activités des pouvoirs économiques et politiques et partagent une perspective critique sur les problèmes mondiaux. Ils doivent être envisagés comme des espaces dans lesquels les groupes et les militants de la société civile se sont impliqués dans des problèmes mondiaux, ont construit des réseaux transnationaux et des stratégies communes, contribuant à l'émergence de mouvements sociaux mondiaux. Cependant, d'autres conditions sont nécessaires : changements dans les attitudes individuelles – valeurs, engagement, solidarité –, dans les comportements collectifs – disposition à la protestation, perception des possibilités de changements – mais aussi dans l'évolution de l'organisation interne des mouvements sociaux.

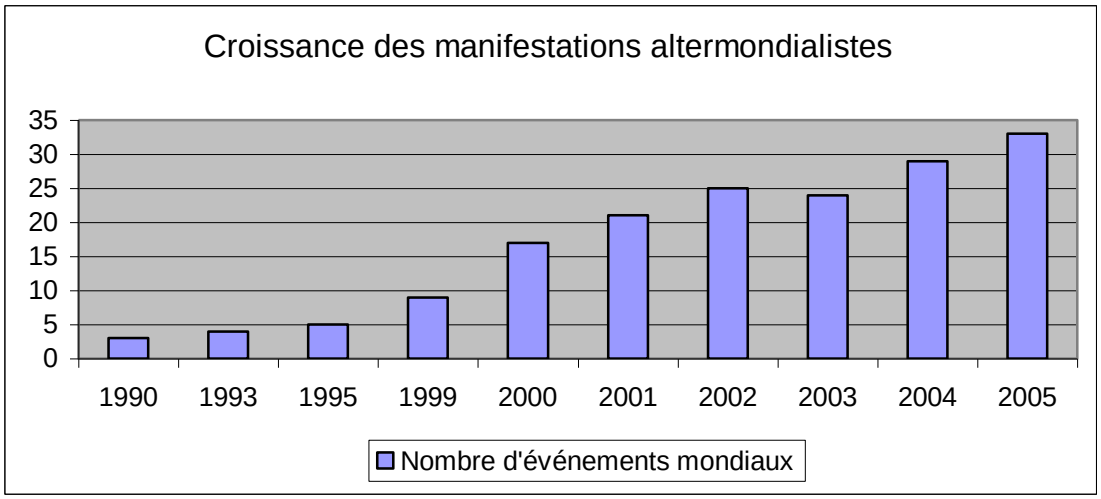


Figure II.5. Croissance des manifestations altermondialistes.
D'après les données de Mario Pianta et Duccio Zola (2008).

Ces auteurs ont identifiée 194 actions de la société civile mondiale, entre 1990 et la fin 2005, y compris les sommets parallèles et les journées d'action internationales. L'augmentation du nombre de mobilisations impliquant la société civile mondiale est montrée dans le graphe de la figure II.5, incluant les conférences internationales, les manifestations de rue et d'autres événements de la période. Nous observons que durant la décennie 90, se produisent des actions modérées en 1993 et 1995. Mais c'est la manifestation de Seattle en 99, contre le « Cycle du Millenium » de l'OMC, qui marque le point de départ d'une croissance très importante et qui sera continuée par le premier FSM de Porto Alegre au Brésil en 2001 ensuite l'expansion d'initiatives du même genre d'une région et d'un continent à l'autre suive un accroissement uniforme du nombre d'actions, sans aucun signe de diminution avéré.

À partir des données recueillies, il est possible d'identifier trois périodes :

1990 – 1999 : l'émergence des mouvements globaux, qui se rencontrent essentiellement lors de sommets parallèles, et sont motivés par des campagnes propres ;

2000 – 2002 : les protestations mondiales de mouvements globaux, avec une large diffusion des conflits, le lancement du FSM et l'intégration des mobilisations dans des perspectives et stratégies communes.

2003 – 2005 : les alternatives des mouvements globaux, avec l'extension rapide des actions propres de la société civile et des forums sociaux, ainsi qu'une autonomie renforcée de leurs activités et de leurs propositions.

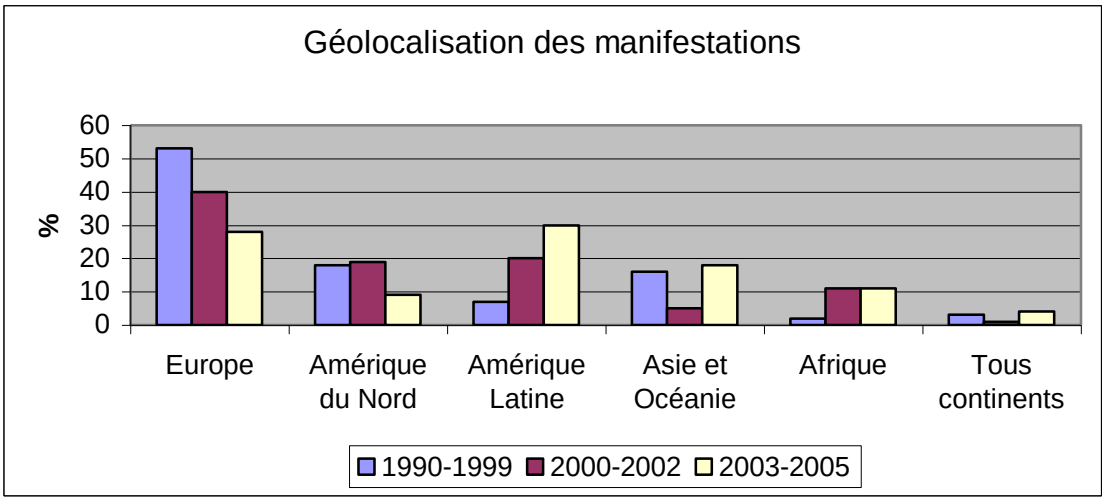


Figure II.6. Géolocalisation des manifestations altermondialistes.
D'après les données de Mario Pianta et Duccio Zola (2008).

La figure II.6 montre l'extension des actions de la société civile et leur propagation d'un continent à l'autre. Alors que durant la décennie 90, l'Europe en centralisait plus de la moitié, durant les trois dernières années considérées (2003 - 2005), cette proportion s'est réduite à un quart, et celle de l'Amérique du Nord a diminué de moitié pour tomber à 9 %. Par contraste, les forums sociaux et sommets parallèles se sont propagés vers l'Amérique latine qui est désormais en tête de liste avec 30 % d'événements pour la période plus récente. L'Amérique latine a participé très tôt aux mobilisations mondiales avec les manifestations contre les accords de libéralisation du commerce comme l'ALENA et la naissance des Forums sociaux ; postérieurement leur diffusion en Asie et en Afrique a été stimulée par le FSM organisé à Bombay en Inde en 2004 et devait se poursuivre en raison de l'impact du forum social polycentrique organisé en 2006 simultanément à Bamako, Karachi et Caracas.

La nature des actions mondiales connaît également une diversification importante comme le montre le graphe de la figure II.7. Durant les années 90, près de 60 % des actions étaient composées de sommets parallèles aux conférences et réunions internationales (ONU, G7, FMI, BM, OMC). Pendant la période 2003 – 2005, ces événements représentent seulement 22 % du total. Entre 2000 et 2002, les sommets régionaux (comme ceux d'Europe et des Amériques) se sont largement diffusés. À cela s'est ajouté le succès du FSM qui s'est répandu au niveau régional, pour représenter maintenant 28 % des cas. De même pour des événements indépendants impliquant la société civile, 34 % en 2003 – 2005, comme les journées mondiales d'action contre la guerre en Irak, les grandes réunions de réseaux transnationaux, les rassemblements de Zapatistes, de *Peoples' Global Action*[106], des Assemblées des Peuples des Nations Unies à Pérouse, etc. De ce fait, les manifestations sur les lieux des sommets officiels, typiques des années 90, ont représenté une étape importante dans les processus d'apprentissage des problèmes mondiaux par les mouvements sociaux. Leur évolution dans les années 2000 est due d'abord à la compréhension des défis posés, ensuite à l'établissement des réseaux transnationaux, ainsi ont-ils été en mesure de s'organiser indépendamment des réunions des institutions mondiales, en développant leurs propres agendas et propositions de changement.

[106] Action mondiale des Peuples.

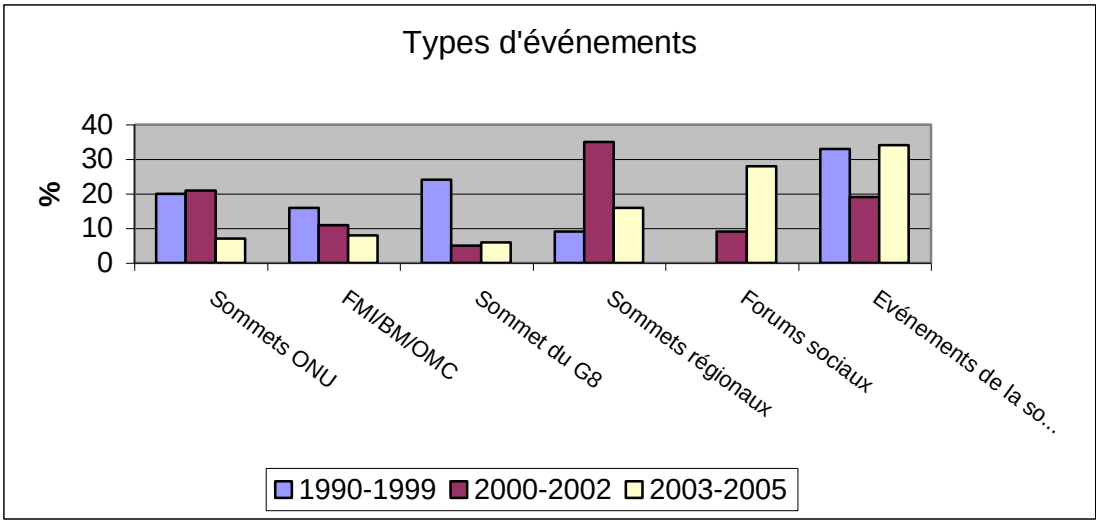


Figure II.7. Diversification des événements altermondialistes.
D'après les données de Mario Pianta et Duccio Zola (2008).

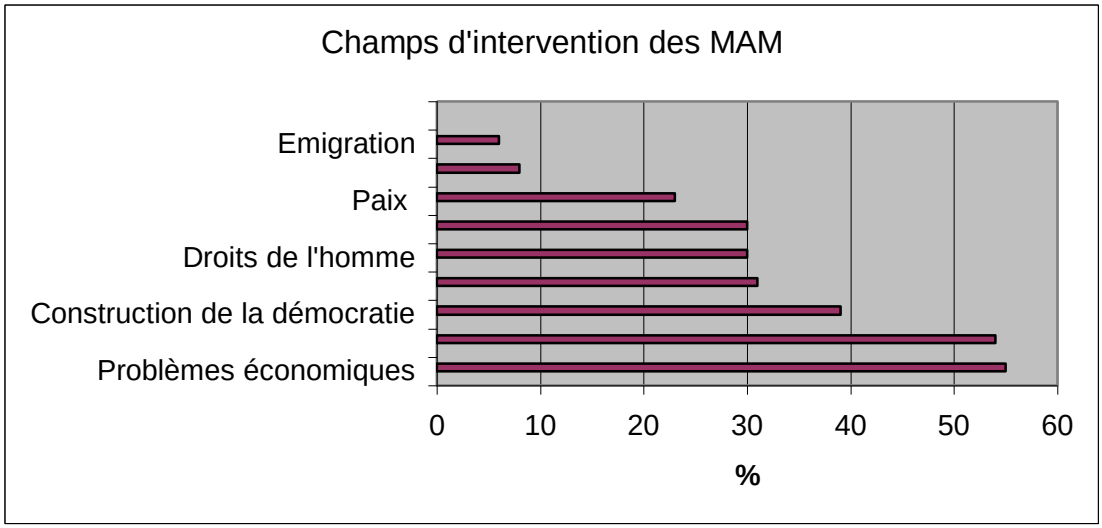


Figure II.8. Champs d'action des mouvements altermondialistes.
D'après les données de Mario Pianta et Duccio Zola (2008).

Dans ces manifestations, les associations nationales et les ONG sont les acteurs essentiels de l'organisation et se joignent dans la plupart des cas à des réseaux et ONG internationaux ; cependant les groupes locaux exercent un rôle primordial, la figure II.8 concentre leurs principaux domaines d'activité. Les questions économiques, les problèmes du développement et de la démocratie représentent les valeurs les plus importantes avec plus de 50 %. Des pourcentages entre 25 à 30 % correspondent aux champs d'action comme les droits de l'homme, l'environnement et la paix. Selon ces auteurs, alors que la paix ne représente pas

pour la plupart des groupes une cause immédiate, on peut remarquer que le thème s'est imposé comme une préoccupation majeure et mobilisatrice à partir de l'événement pionnier du 15 février 2003 et postérieurement lors des journées d'action, en mars 2004 et 2005, de la société civile mondiale contre la guerre en Irak. Cela montre une convergence importante des enjeux des mouvements globaux, ainsi que la capacité des organisations à modifier essentiellement les domaines particuliers de leurs actions.

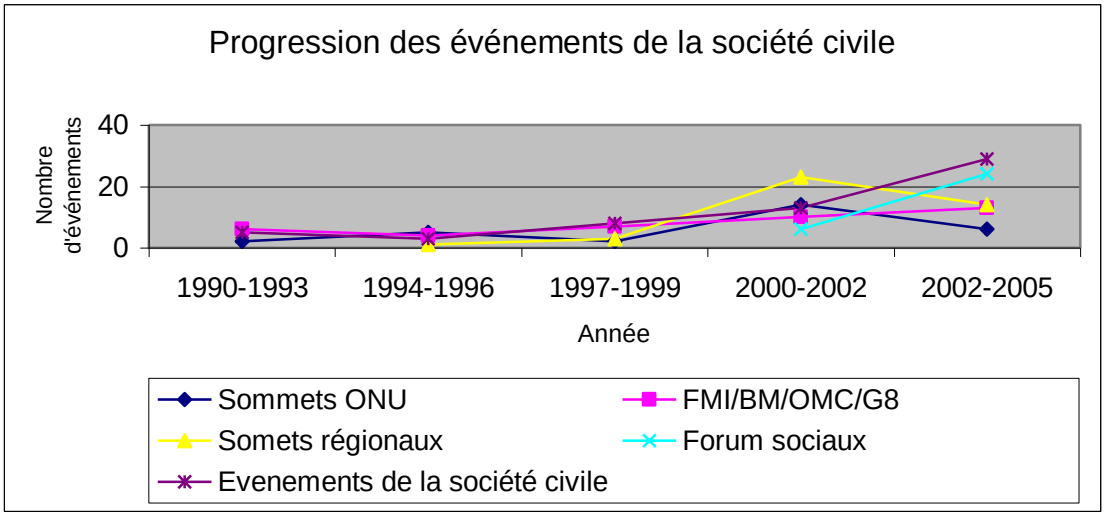


Figure II.9. Progression des événements altermondialistes.
D'après les données de Mario Pianta et Duccio Zola (2008).

L'évolution des événements de la société civile globale des différents types de réunions est montrée dans la figure II.9, elle couvre la période entre 1990 et 2005. Lorsque des sommets parallèles viennent se confronter aux officiels, le nombre limité de manifestations se répartit de manière plutôt stable entre les confrontations avec les réunions du G7 ou de FMI, les sommets de l'ONU et les premières initiatives autonomes de la société civile. La période 2000 – 2002 se caractérise par une prolifération de protestations lors d'autres sommets mondiaux et régionaux (en particulier en Europe et dans les Amériques), avec une extension du modèle de Seattle vers d'autres arènes politiques. C'est ce qui caractérise la dernière période, où ces actions sont remplacées par l'essor rapide des FSM. Les sommets parallèles du G8, du FMI ou de l'OMC continuent de croître lentement, tandis que l'importance des sommets de l'ONU atteint son plus haut niveau en 2000 - 2002.

II.4. Les mobilisations fondatrices

Selon l'étude de Mario Pianta et Duccio Zola (2008), les mobilisations transnationales ont une longue histoire qui remonte au XIX^{è} siècle avec les origines du mouvement ouvrier, les campagnes contre l'esclavage, les mobilisations de femmes pour l'égalité des droits, les combats de libération nationale et ceux contre la guerre. Si certains auteurs trouvent les fondements du mouvement altermondialiste dans les contestations plus anciennes, nous considérons qu'il n'est pas nécessaire d'aller si loin pour trouver les sources d'un mouvement contre la mondialisation néolibérale, et préférons suivre le courant qui situe les premiers signaux d'un tel mouvement dès les années 70. D'abord parce que ces années représentent la maturation du système économique mondial établi à partir de la Deuxième Guerre mondiale. Elles se caractérisent par une forte priorité accordée à l'État-nation, avec des politiques sociales centrés sur les États du Nord, et par l'émergence d'Etats indépendants post-coloniaux dans une grande partie du Sud. Ces années là ont été marquées en même temps par des crises financières et pétrolières. C'est justement à cette époque qu'apparaît un discours critique sur la mondialisation néolibérale et des ouvrages d'auteurs qui plus tard seront des figures emblématiques de l'altermondialisme. C'est le cas de Teresa Hayter qui, en 1972, publie *Aid as Imperialism*[107] et Susan George *How the Other Half Dies*[108].

Bien que le point de départ de la mondialisation soit fondamentalement située au début des années 70, il faudra attendre les années 90 pour connaître l'irruption, dans l'opinion publique, d'une protestation mondiale véhiculée par les moyens de communication. Une recherche plus détaillée retrouve des initiatives qui depuis les années 70 ont été développées autour des différentes tendances qui se dévoilaient : ainsi n'est-il pas difficile de trouver des actions visant à interroger les politiques économiques d'« ajustement structurel » dictées par les institutions financières internationales dans les pays du Sud. Il y a des dénonciations constantes de la création « de zones franches pour les exportations » par des réseaux des multinationales dans les pays périphériques, ou des campagnes publicitaires alternatives à celles destinées à favoriser la consommation des jeunes dans les pays du Nord. Fréquemment des appels d'alerte sont lancés par les peuples indigènes face à la détérioration écologique croissante de la planète, provoquée généralement par des « projets de développement » promus par la BM.

[107] Aide comme impérialisme.
[108] Comment meurt l'autre moitié du monde.

Autour de ces motivations, se sont formés les premiers noyaux et des réseaux de ce qui s'organise ensuite comme un vaste « mouvement de mouvements » à caractère mondial. Son émergence et son évolution se produisent de manière parallèle et réactive aux avances du processus de mondialisation qu'il veut dénoncer, en dotant ainsi progressivement les groupes qui le constituent des « critères mondiaux » afin d'analyser les problèmes locaux et nationaux. Des mobilisations transnationales se répandent partout dans le monde, provoquant l'élargissement du champ d'action des acteurs qui deviennent des militants de la scène mondiale. Cependant, il ne faut pas négliger que les résistances contre la mondialisation néolibérale s'opèrent dans chaque ville et à chaque niveau selon des modes spécifiques, avec des auteurs différents et sur la base des forces, des spécificités et de l'histoire de sa société civile et de sa population.

Afin d'expliquer le phénomène émergent des MAM, nous nous intéresserons à la théorie de Jürgen Habermas (1986) sur les nouveaux mouvements sociaux. Quelques auteurs (Klein, [2000] 2007 ; Hardt et Negri, 2000 ; Monbiot 2003) considèrent les MAM comme une réaction contre la colonisation de la vie quotidienne, où le concept de « colonisation politique », cher à Jürgen Habermas, doit être remplacé par celui de « colonisation économique ». Pour ces auteurs, les MAM ne luttent pas seulement contre l'expansion de la bureaucratie dans l'État-nation, mais aussi contre le pouvoir croissant des entreprises transnationales et des institutions internationales (FMI, BI, OMC).

La théorie de la « colonisation économique », considérée comme une extension de la raison fonctionnelle d'un marché capitaliste global dans les domaines de la vie quotidienne, comme les loisirs et le discours culturaux, par l'establishment de l'argent et du pouvoir des entreprises en tant que règles du principe d'action, est développée par Naomi Klein dans *No Logo* (2000). Dans cet ouvrage, elle illustre à quel point la culture, l'identité, l'éducation, l'emploi et la citoyenneté sont attaqués par les marques et les profits des multinationales. Elle considère que l'espace public est organisé sur la base de l'argent et du pouvoir des entreprises à la place de la discussion publique. Elle ajoute que nous sommes intégralement colonisés par l'industrie de la publicité, que les panneaux d'affichage envahissent les grands centres des villes cèdent aux grandes surfaces, pour faire en sorte que les loisirs soient confinés aux espaces où seulement les messages commerciaux sont permis. Même la communication est en train d'être colonisé, le langage de la marque, provoque un climat de privatisation culturel et linguistique

(Klein, 2000 : 449).

Dans cette recherche, nous défendons l'idée que le rôle des TIC, particulièrement Internet, était surévalué dès les premiers événements contre la mondialisation, du fait que la constitution d'une cause commune, qui plus est globale, suppose un long travail collectif de coordination et de construction des référents partagés. Mais nous supposons également que les acteurs mobilisés soient en mesure de produire une autodéfinition du collectif et de ses manières de se coordonner. C'est donc l'émergence d'un espace public nouveau qui constituera formellement une zone de médiation pour différents acteurs. Il établira les caractéristiques propres d'un espace public c'est-à-dire entrer dans une discussion d'égal à égal avec ses interlocuteurs, engager des discussions, au cours de laquelle des arguments seront échangés, et à l'issue desquels ils pourront parvenir à un accord au sujet des argumentations proposées.

Selon Jürgen Habermas, l'espace public est défini dans une dimension empirique et normative. D'un côté, l'espace public est différencié, institutionnalisé par des interactions écrites et verbales ; d'un autre côté, l'espace public est défini comme un forum où les gens sans pouvoir officiel se réunissent pour former une autorité publique qui sera légitimité avant par l'opinion publique, une opinion publique où l'autorité dépend de son argumentation ouverte. Dans le cas des MAM, l'espace public nouveau crée par les réseaux transnationaux doit lui-même se réintroduire dans les institutions démocratiques et encourager des nouvelles formes institutionnelles qui s'adressent aux problèmes d'espace et temps intrinsèques à la démocratie « globale », y compris des problèmes sur l'identité collective. Les participants des espaces publics transnationaux seront désormais des citoyens du monde, non seulement à cause de leur appartenance à une communauté de fait avec des interdépendances complexes, mais aussi parce que, avec Internet, ils bénéficient d'un espace public *ad hoc* pour formuler des revendications.

Dans les sociétés complexes, Internet s'envisage comme précurseur des nouvelles possibilités pour la participation politique : la démocratie électronique. Dans la démocratie électronique, les attentes semblent être déchues, car les caractéristiques principales d'Internet et de la communication assistée par ordinateur approfondissent la fossé entre l'espace publique et l'interaction politique requise à une authentique réflexion démocratique. Pour autant, nous

essaierons de montrer comment dont les TIC contribuent à la lente émergence d'un nouveau type d'espace publique et, de cette façon, à une nouvelle forme de démocratie.

Nous présenterons l'émergence, à partir des années 90, des mouvements sociaux mondiaux qui sont restés centrés sur des campagnes spécifiques et distinctes. Puis, nous montrerons l'apparition, après 2000, de mouvements qui seront considérés comme ayant un caractère mondial en faveur de la justice économique et sociale et de la démocratie internationale. Nous citerons des exemples emblématiques des actions préfigurant l'éclosion mondiale du mouvement. La plupart des informations sur les mouvements protestataires des années 90 sont répertoriés dans les sites politiques sur Internet, consultées entre 2003 et 2008.

Parmi les exemples les plus symboliques, est à mentionner la campagne internationale contre la multinationale Nestlé. Une étude menée par des chercheurs britanniques montra, au milieu des années 70, la supériorité pour la croissance des nouveau-nés du lait maternel sur le lait en poudre Nestlé. En 1979, 150 organisations internationales fondent l'*International baby food action network*[109] (IBFAN) dont l'objectif est de lutter contre la stratégie de communication de Nestlé. Aux États-Unis, *l'International Nestlé boycott committee*, constitué d'une trentaine d'ONG et d'Églises lança en 77 une campagne boycott, principalement suivie en Amérique du Nord, en Grande Bretagne, en Suède et en Allemagne. La transnationale Nestlé fut aussi accusée de vendre du lait adultéré aux pays du Tiers Monde. Les données sur les diverses campagnes contre Nestlé sont répertoriées dans les sites *web* : www.ibfan.org et www.transnationale.org[110].

L'opposition croissante à la mondialisation vise d'abord les grandes entreprises, les multinationales, puis le pouvoir d'achat et les accords internationaux. Les accusations d'exploitation de la main d'œuvre et de la violation des droits humains remontent aux années 90 quand un certain nombre d'entreprises de grande renommé (entre autres Nike, Gap, Starbucks) ont été accusées d'être antisyndicales, d'imposer des conditions de travail épouvantables à leurs ouvriers et d'exploiter la main d'œuvre infantile. D'autres multinationales bien connues – McDonald's, Monsanto, Shell – ont également accusés d'attribuer des salaires dérisoires, de proposer des prestations sociales minimales, de détruire des forêts, d'utiliser des d'insecticides dangereux, d'utiliser des OGM en agriculture, de violer

[109] Réseau international pour l'alimentation infantile.
[110] Sur ce site, on trouve le profil global de 13000 entreprises mondiales, analysées selon différents critères.

des droits des animaux, d'établir de relations de connivence avec des régimes violents et répressifs, etc.

Nike est un très bon exemple des actions contre ces pratiques. Parmi ces dernières, on peut citer le fait que cette entreprise a parcouru toutes les étapes de la logique néolibérale, par l'extension du nombre des filières et des sous contrats dans des pays périphériques, fondées sur l'exploitation des femmes et des enfants. On peut également mentionner l'innovation publicitaire - le *branding*[111]- visant à encourager la consommation des jeunes. Cette entreprise, dont le logo, la fameuse virgule, est partout, ne vend pas tant la qualité des chaussures, des vêtements, ou de ce sur quoi elle appose sa marque, que la marque elle-même. La société engage des personnalités, des figures sportives emblématiques, pour appuyer ces campagnes publicitaires qui parlent peu du produit, mais cherchent à séduire le consommateur en le faisant rêver de ressembler à Michel Jordan ou Tiger Woods. Ces facteurs ont transformé Nike en cible privilégiée de la critique par des groupes d'étudiants et d'organisations de consommateurs, spécialement dans les pays du « Premier monde ». Face aux accusations, des étudiants se rassemblent devant le siège de Nike à Eugene, en Oregon, pour protester contre les pratiques de travail de la multinationale dans les pays du Tiers monde, amorçant ainsi l'activisme commercial décrit par Naomi Klein ([2000] 2007).



Site : www.studentsagainstsweatshops.org. Consulté le 2 juin 2009.

À partir des années 90, l'association *United Students Against Sweatshops*[112] a eu un rôle important à cause de l'exhortation à « l'achat responsable et sélectif », fondé dans l'exigence des codes de conduite moraux pour ce type d'entreprises. Le même procédé a été reproduit

[111] Stratégie publicitaire visant à vendre une image, une démarche ou un mode de vie plus qu'un produit.
[112] Luttes étudiantes contre les ateliers de la sueur, des informations sur www.studentsagainstsweatshops.org.

avec le plus grand groupe financier américain, *Citigroup*[113] à travers une campagne innovante menée par la *Ruckus Society*[114] contre les multinationales Shell, Starbucks et McDonald's, entre autres. À Seattle, les membres de ce collectif ont participé à des émeutes, allumant des incendies, détruisant des véhicules, brisant des vitres et saccageant un Starbucks et un McDonald's. La *Ruckus Society* a été formée à San Francisco en 1995 par Howard Cannon, militant de *Greenpeace*, et Mike Roselle, co-fondateur à la fois de la *Rainforest Action Network*[115] (RAN) et de *Earth First !*[116] Pour protester contre le projet de loi du Président Bill Clinton, le *Timber Savage Rider*, Howard Cannon et Mike Roselle ont conçu une formation où les militants écologistes peuvent apprendre les tactiques pour lutter contre de telles mesures politiques. Au cours de l'été 1995, au *Mount Hood National Forest*, dans l'Oregon, ils ont organisé un séminaire d'entraînement intitulé « *Forest Action Camp*[117] », qui a assuré la formation du *tree spiking*[118], les blocus, la surveillance des forêts, des médias et de la communication. Depuis sa création, la *Ruckus Society* a formé des milliers de militants dans l'usage de l'agitation et des perturbations techniques. Les sessions de formation contiennent des éléments théoriques aussi bien que de l'entraînement physique. Parmi les sujets abordés, on trouve la planification des actions directes non violentes, la communication avec les médias, la construction du leadership et l'analyse politique. Les stagiaires apprennent des stratégies de blocage des rues, de confrontation avec la police, tout en cherchant à séduire les médias. Ainsi la *Ruckus Society* a-t-elle créé et inspiré d'innombrables actions directes dans touts les pays, provoquant parfois la controverse, au point d'être catalogués d'anarchistes.

[113] Citigroup est un des principaux groupes bancaires mondiaux, est accusé par des ONG de financer une grande partie des projets forestiers, miniers et pétroliers qui contribuent à la déforestation.

[114] La *Ruckus Society* est un collectif de journalistes, écrivains, philosophes, fondée en 1995, accessible à l'adresse www.ruckus.org.

[115] Association créée en 1985, *Rainforest Action Network* milite pour la protection des forêts primaires et humides (faune et flore) et la défense des droits des peuples qui les y habitent. Elle est à l'origine de campagnes nationales et internationales d'activisme et d'actions de boycott contre les entreprises impliquées, directement ou indirectement, dans des opérations de déforestation à travers le monde. Les campagnes menées visent aussi bien les entreprises de la grande distribution (1999, campagne contre *Home Depot*, premier distributeur mondial de bois de charpente) que les sociétés d'exploitation forestière (2000, campagne contre *Boise*, une des principales firmes forestières américaines), les compagnies pétrolières (*Occidental Petroleum*, mise en cause pour son projet d'implantation en Colombie sur le territoire du peuple indigène Uwa) ou encore les banques qui financent les projets mis en cause.

[116] Earth First ! Organisation écologiste apparue aux États-Unis en 80. www.earthfirst.org.

[117] Camp d'action pour la forêt.

[118] Il s'agissait d'introduire des espèces de pics dans les troncs des arbres de façon à ce que les tronçonneuses utilisées pour les abattre, se cassent en heurtant le métal.



Site www.ruckus.org. Consulté le 15 juin 2009.

L'action directe trouve certaines de ses racines dans la désobéissance civile, autres formes d'action nourrie de non-violence et exprimant de façon forte l'action directe. Dans l'action directe, on adopte une attitude consistant à agir pour mettre un terme à ce qui est mal, au lieu de se contenter de penser que la supériorité morale conduira, d'une façon ou d'autre, au changement (Jordan, 2003). Pour les écologistes protestataires des années 90, la vulnérabilité fabriquée garantissait l'acceptation de la transgression au sein de la société. Les protestataires tentent d'avoir un impact direct sur un projet en cours de développement en se plaçant dans des situations où ils sont physiquement vulnérables. Un manifestant essayant d'empêcher la destruction d'un bois, par exemple, peut construire un tunnel et s'enfouir au fond. Les militants se trouvant dans des situations semblables ne recherchent pas la publicité, pour en appeler indirectement au changement, ils font ce qu'ils peuvent pour empêcher la destruction de l'environnement naturel, ils réalisent une action directe. Ces actions sont souvent génératrices de moments symboliques très forts pour les médias, du fait de la visibilité ou du spectacle offert par la confrontation, car il s'agit de transformer le monde à l'image de ce que les militants pensent que celui-ci doit être.

Dans un registre différent, la série des manifestations contre les réunions des organisations internationales des années 80 dérivent aussi des principes d'action directe. L'objectif était d'interrompe les réunions, pour les empêcher d'approfondir le processus de mondialisation. L'histoire des contre sommets révèle qu'ils ne constituaient en rien des cibles naturelles, avant les années 80. Le premier sommet économique mondial, tenu à Bonn en Allemagne en 1978, plus tard nommé sommet du G7, se déroula sans susciter la moindre contestation.

Lorsque en mai 1985 s'ouvre le sommet de Bonn, les Verts et les mouvements de la paix organisent des contre-manifestations. Environ 25 000 manifestants, y compris un large groupe d'autonomes, descendent dans la rue pour dénoncer les leaders politiques qu'ils tiennent, d'après un manifeste, pour responsables de la « faim, de l'exploitation et de l'impérialisme ». Ce sommet fut le premier à être contesté, puisque ces manifestations survenaient à la fin d'un cycle de protestations autour du déploiement des missiles nucléaires. Les mobilisations pour la paix culminaient au début des années 80, avec pour cible privilégiée les sommets de l'OTAN. La campagne contre le FMI et la BM pour obtenir l'annulation de la dette du Tiers-monde a été un des produits de l'alliance nouée en 85.

Trois ans après le sommet de Bonn, une coalition élargie de groupes chrétiens, de NMS, de syndicats et d'organisations partisanes mena une série de manifestations contre la réunion conjointe du FMI et de la BM à Berlin. Pendant les deux années de préparation de cet événement, le souci majeur fut de construire un cadre idéologique commun. Près de 130 groupes aux orientations diverses signèrent un manifeste reflétant une perception commune des institutions internationales, ce qui contribua à resserrer les liens entre acteurs et à mobiliser les populations potentiellement concernées (Gerhards, 1992 : 557). La dénonciation de l'impérialisme du FMI et de la BM était au cœur de ce cadrage commun, le manifeste se référait à la notion d'ordre économique injuste, dans la ligne du discours élaboré en 1985 à l'occasion du sommet de Bonn. Le manifeste déclarait que « les grands pays industrialisés de l'Ouest sont clairement responsables de l'exploitation économique du Tiers-monde, de l'appauvrissement des populations qui y vivent et de la destruction brutale de leurs ressources ». Le volume des activités atteignent un niveau sans précèdent, 475 événements furent organisés pour préparer le rendez-vous de Berlin et le contester directement. L'événement se termine par une grande manifestation de 80 000 personnes contre le libre échange.

L'euphorie suscitée par le sentiment de pouvoir peser sur les décisions publiques culmine avec la participation des ONG aux délégations officielles des conférences mondiales de l'ONU, et tout particulièrement la conférence sur le climat *Sommet de la Terre* de Río de Janeiro en 1992. Ce type de participation souligne une tendance plus générale, à savoir l'engagement de ces mouvements sur des causes plus globales, correspondant à des problèmes transnationaux par nature, à la fois en terme de conséquences et de solutions possibles. Lors du G7 de Munich en juillet 1992 des groupes modérés se désolidarisent des radicaux et

cessent de soutenir le contre sommet au profit d'un plus conventionnel « autre sommet économique et environnemental ». Pourtant, au climax de la préparation du sommet, 17 000 personnes se rassemblèrent pacifiquement. Les autorités avaient interdit toute manifestation dans la ville mais quelques 6 000 manifestants se rassemblèrent et furent harcelés et frappés. L'objectif principal du contre sommet, la célébration du Ve Centenaire de la « Découverte de l'Amérique », a offert le terrain propice à la mise en avant du dialogue international, supposé redéfinir les NMS dans un contexte de disparition du monde bipolaire.



Site www.mst.org. Consulté le 25 juin 2009.

Ces actions ont trouvé des échos auprès des populations indigènes, avec la création en 1993 de l'Internationale paysanne *Via Campesina*[119], et les mouvements en Amérique latine le *Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terrre*[120](MST), au Brésil, ou celui des *Mapuches*[121] au Chili. Le MST a réalisé des occupations massives de terres (*latifundios*) : 30 et 1000 familles montent un campement ; commence alors une bataille réelle, la répression plus ou moins expéditive de la police ou des mercenaires armés des grands propriétaires. Dans le même temps, le MST mène un débat juridique en s'appuyant sur l'article 184[122] de la constitution de 1988 qui donne la définition de la fonction sociale de la terre. En ce qui concerne le peuple mapuche, c'est durant la dictature militaire au Chili entre 1973 et 1990 que les communautés mapuches, alors menacées d'ethnocide, se sont fait entendre internationalement. Profitant de la préoccupation de l'opinion publique internationale pour le respect des Droits de l'Homme, les exilés d'origine mapuche et les dirigeants de l'unique organisation existant à l'époque, *Ad Mapu*, se sont distingués à l'occasion des différentes réunions organisées par l'ONU ou par des ONG. Ils y ont dénoncé les menaces pesant sur leur

[119] En 93 la première Conférence internationale de *Via Campesina*, institue le mouvement comme organisation mondiale, qui coordonne des organisations de petites et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales, de communautés indigènes d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Afrique. Le mouvement milite pour le droit à la souveraineté alimentaire et pour le respect de petits et moyens paysans, www.viacampesina.org.
[120] Le Mouvement des sans-terres est une organisation populaire brésilienne qui milite pour que les paysans brésiliens ne possédant pas de terre, disposent de terrains pour pouvoir cultiver, www.mst.org.br.
[121] Les Mapuches représentent 4 % de la population chilienne, 87,3 % des indigènes, soit un peu plus de 600 000 personnes. Ils habitent principalement dans les zones rurales de la région de l'Araucanie.
[122] Cet article stipule que « Il incombe à l'Union de s'approprier, par intérêt social, aux fins de la réforme agraire, le bien rural qui n'accomplit pas sa fonction sociale ».

peuple et leur culture, et ont formulé pour la première fois les concepts d'autonomie et d'autodétermination. Le mouvement mapuche de ces dernières années est considéré comme un des rares acteurs politiques qui dénonce les problèmes de démocratie et de citoyenneté persistant encore dans le Chili démocratique.

Ces populations tentent de contrôler leur terre et d'empêcher le développement ou la mainmise sur leur monde, souvent par des actions directes, comme la saisie ou la défense communale des terres et des invasions destinées à détruire des programmes d'exploitation. C'est en Amérique Latine que la prise de conscience dans la protestation de masses contre les conséquences du processus de mondialisation, né par le soulèvement néozapatiste de Chiapas le 1er janvier 1994. Au fil des années le zapatisme est devenu ce que Neil Smelser (1962) définit comme « un élément déclencheur » de ce nouveau cycle de mobilisations. La place que ce mouvement occupe dans la généalogie des mouvements altermondialistes mérite de regarder de plus près l'émergence du zapatisme en tant qu'une des premières mobilisations transnationales. Ce qui permet ensuite d'identifier les acteurs et enfin de démêler les stratégies mises au point pour atteindre l'élan médiatique sans précédent dans l'histoire des luttes indigènes en Amérique Latine.

II.4. 1. Le mouvement zapatiste

C'est le 1er janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), que l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a « déclaré la guerre » à l'armée mexicaine avec le cri « *Ya Basta !* [123]». Les zapatistes à la tête d'un mouvement d'insurrection ont pris brièvement le pouvoir à *San Cristobal de las Casas* et dans cinq petites villes du Chiapas. Dans la Déclaration de la jungle Lacandone, ils ont précisé que « *HOY DECIMOS ¡ BASTA !, somos herederos de los verdaderos forjadores de nuestra nacionalidad, los desposeídos somos millones y llamamos a todos nuestros hermanos a que se sumen a este llamado como el único camino para no morir de hambre ante la ambición insaciable de una dictadura de más de 70 años* »[124] (EZLN, 1994 : 33). Dans leur premier communiqué, ils expliquent que l'ALENA, qui interdisait de subventionner des coopératives

[123] Ça suffit !
[124] « Aujourd'hui, nous disons "ça suffit", nous, héritiers des véritables fondateurs de notre nationalité, sommes des millions de démunis et nous demandons à tous nos frères de répondre à cet appel, seule façon de ne pas mourir de faim devant l'insatiable ambition d'une dictature vieille de soixante-dix ans ».

agricoles indigènes, signerait « l'exécution sommaire » de quatre millions d'indigènes mexicains au Chiapas, la province la plus défavorisée du pays (EZLN, 1994 : 49). C'est dans le troisième communiqué émis par l'EZLN, depuis la jungle Lacandone, qu'ils citent pour la première fois le terme « néolibéralisme » : « *Este año que termina 1994, acaba de demostrar el verdadero rostro del sistema brutal que nos domina. El programa político, económico, social y represivo del neoliberalismo ha demostrado su ineficacia, su falsedad y la cruel injusticia que es su escencia. El neoliberalismo como doctrina y realidad debe ser arrojado, ya, al basurero de la historia nacional*[125] » (EZLN 2, 1995 : 80).

L'essence du message zapatiste réside dans l'exhortation à définir sous un terme commun un « mal » qu'ils considèrent comme étant la principale cause des luttes et résistances contemporaines : le néolibéralisme. Dès la *Primera Declaración de La Realidad*, l'EZLN précise que « *Por encima de las fronteras, sin importar razas o colores, el poder del dinero humilla dignidades, insulta honestidades y asesina esperanzas. Renombrado como "Neoliberalismo", el crimen histórico de la concentración de privilegios, riquezas e impunidades, democratiza la miseria y la desesperanza. Una nueva guerra mundial se libra, pero ahora en contra de la humanidad entera. (...) Con el nombre de « globalización » llaman a esta guerra moderna que asesina y olvida* » (ELZN 3, 1996 : 28).

La rébellion du EZLN ne constitue pas véritablement une lutte pour la prise du pouvoir, mais plutôt un mouvement social de résistance au processus dominant de mondialisation. Les néozapatistes contestent les pouvoirs qui se trouvent au dessus ou au dessous du niveau de l'État-nation, appelant à la constitution de réseaux internationaux mais aussi à la défense d'une identité et de pratiques locales. On passait ainsi de la représentation locale d'un mouvement social et du contexte national, à une représentation qui dépasse les frontières pour se référer au néolibéralisme et aux réseaux des résistances qu'il anime. Pour Michel Wieviorka (2003), les années 90 ont marqué le retour de la question sociale avec l'émergence, à l'échelle mondiale, des NMS avec la révolte néozapatiste des Indiens du Chiapas en 1994. Le *Ya basta !* et le refus de la marchandisation du monde jetés à la face des *global leaders*[126] par le Sous commandant Marcos avec l'objectif de transformer des problèmes locaux, (les

[125] Cette année qui se termine, 1994, vient de montrer le véritable visage du brutal système qui nous domine. Le programme politique, économique, social et répressif du néolibéralisme a démontré son inefficacité, sa fausseté et la cruelle injustice qui constitue son essence. Le néolibéralisme en tant que doctrine et réalité doit être jeté, maintenant, à la poubelle de l'histoire nationale.
[126] Leaders mondiaux

droits à la terre et à la culture indienne dans le cas des zapatistes), en enjeux socio-économiques mondiaux, illustrent une méthode pionnière pour articuler global et local et en favoriser les convergences à l'échelle planétaire.

Chiapas and the Zapatista rebellion
Documents, communiques and images from 1994 to 2004/5



Site www.flag.blackened.net. Consulté le 25 juin 2009.

Le mouvement zapatiste est conceptualisé comme étant le premier mouvement postmoderne pour des auteurs tels Roger Burbach, (1994), Gustavo Esteva (1998), Yvon Le Bot (1997), Ignacio Ramonet (2001). Pour d'autres auteurs, c'est un exemple du « *grassroots postmodernism*[127] » (Escobar et Alvarez, 1992). Du point de vue historique, la guérilla zapatiste a vu le jour en pleine apogée de la postmodernité[128]. D'autre part, l'analyse des textes produits au sein de l'EZLN permet de comprendre cette acception. Des textes marqués par l'autocritique, la critique de l'idéologie hégémonique au Mexique, mais aussi des idéologies des gauches latino-américaines traditionnelles (Vanden Bergue, 2005).

Mais l'essentiel pour notre étude est fondé sur l'hypothèse que les médias ont permis aux NMS d'étendre leur champ d'influence à tout le public, avec pour conséquence qu'à l'avenir, les actions non conventionnelles des mouvements seront menées en raison de leur impact médiatique. Avec l'apparition d'Internet, on assiste à l'usage de nouvelles formes d'appel à la mobilisation qui permettent aux militants de se rassembler et de manifester en masse, et ce malgré l'absence de couverture de leur mouvement par les grands médias. En ce qui concerne l'EZLN, c'est en exportant leur projet politique par la voie d'Internet que les zapatistes se sont présentés à l'ensemble de l'humanité comme un mouvement social combattant pour obtenir plus de démocratie, de liberté et de justice sociale. Ces nouveaux modes d'interaction entre les résidents d'un espace virtuel, le cyberespace, et des espaces réels, ont amplifié les

[127] Postmodernisme enraciné
[128] Il convient de distinguer le post-modernisme, compris en tant que mouvement artistique, de la post-modernité, caractéristique des sociétés post-industrielles.

manifestations de sympathie pour les zapatistes. Ainsi, se sont succédée au Mexique et partout à travers le monde, des marches et des caravanes pour la paix organisées pour tenter de se rendre sur la zone du conflit malgré le blocus militaire. Dans l'histoire des NMS, le support fourni par les réseaux électroniques en faveur du mouvement zapatiste, dénommé aussi « cyber zapatisme », est particulièrement important. Il a trouvé un écho mondial grâce au dialogue et à l'échange d'informations avec un auditoire élargi dans le cyberespace. Internet a permis au mouvement de se faire connaître et de se faire entendre par la voix des médias locaux, nationaux et internationaux.

Dans leur discours, les néo-zapatistes font appel à l'humanité toute entière, en misant sur des mots qui touchent à l'émotion, et de ce fait, ils attirent la sympathie des groupes qui, comme eux, luttent ailleurs dans le monde pour la reconnaissance de leurs droits. Le néo-zapatisme est considéré comme un exemple de *globalization from below*. En se servant d'Internet, les sympathisants zapatistes[129], ont réussi la construction d'une sorte de forum démocratique, au sein duquel les zapatistes ont pu exprimer leurs idées politiques. Cette initiative représente un usage original et subtil des médias d'abord pour libérer la presse soumise à l'information officielle de l'Etat, ensuite pour se faire admettre comme partenaire politique. Le mouvement néo-zapatiste peut ainsi internationaliser sa lutte en faisant appel, dans ses communiqués, à partir du 6 janvier 1994 « Aux peuples et gouvernements du monde » (Marcos, 1996 : 64). C'est également le changement du mode d'action militante se caractérisant par le fait que la militance ne se cantonnerait plus à l'intérieur des limites frontalières qu'évoque Isabelle Sommier (2001 : 65). Pour cet auteur, Internet a été un outil précieux pour ce qui représente une autre force des mobilisations actuelles : leur capacité à se constituer en réseaux. C'est de l'informatique que provient ce terme qui sera adopté pour désigner un rassemblement d'individus et de groupes dans un mouvement distendu, faiblement hiérarchisé et institutionnalisé, orienté vers une fin précise et limitée. Donc la question que nous posons est celle de la structure des réseaux et de la façon dont ils contribuent à la mobilisation.

En utilisant les nouveaux moyens de communication et le caractère internationaliste qu'il donne à son combat, le mouvement de l'EZLN prend d'emblée une dimension internationale. Si la lutte des Indiens est dirigée contre la corruption des dirigeants mexicains et la remise en cause du partage inégalitaire des terres, le néo zapatisme fait écho aux luttes indiennes depuis

[129] Nous pouvons citer l'étudiant Joshua Paulson créateur du primer serveur exclusivement consacré aux zapatistes.

cinq siècles tout en inscrivant l'émancipation des peuples dans le rejet d'un nouvel ennemi : le néolibéralisme, « nouveau nom qui rassemble l'injustice, l'esclavage et l'usurpation ». Avec l'EZLN, c'est le Mexique du sous-sol qui se soulève, appelant les opprimés globalisés à faire de même pour trouver leur dignité, « cette patrie sans nationalité qui se moque des frontières ». Avec l'appui des sympathisants du monde entier pour leur mouvement, les zapatistes convoquent, au cours de l'été 1996, la première Rencontre intergalactique pour l'humanité et contre le néolibéralisme, chargée d'étudier les moyens de résister aux aspects économiques, politiques, sociaux et culturels de ce système. Cet événement représente la première rencontre qui a rassemblé des militants des cinq continents et a encouragé une autre façon de faire la politique qu'on retrouvera plus tard dans les mouvements dénommés altermondialistes, articulant pragmatisme, inventivité et radicalité.

Pour Jérôme Baschet, « le soulèvement zapatiste, a donné lieu le plus souvent à une vision étroite, partagée entre une série d'images d'Epinal sympathiques et diverses caricatures cyniques » (Baschet, 2005 : 9). Des points de vue qui parlent de la résurgence d'une sagesse indienne immémoriale, de la réconciliation avec la nature et d'une harmonie communautaire libérée de la mauvaise conscience occidentale. Cette révolte est qualifiée par certains auteurs de première « guérilla post-moderne » (Alvarez, 1992 ; Burbach, 1994 ; Esteva, 1998 ; Le Bot, 1997 ; Ramonet, 2001), « guérilla sémiologique » (Ramonet, 2001 : 47) ou « *guerrilla de papel y de Internet* »[130] (Vázquez, 1999 : 17), dans laquelle les balles sont remplacées par les mots, et le combat de terrain par l'affrontement virtuel sur le *web*. Ceci a alimenté malheureusement la connotation « spectacle de la communication ». D'autant plus que le mouvement zapatiste virtuel a permis d'occulter les révoltés derrière l'écran, contribuant de ce fait à leur mythification.

Paradoxalement, grâce à une technologie, inventée et mise au point par le département américain de la Défense pour exercer un contrôle planétaire, l'oppression de l'économie monde ne fut pas passée sous silence et, étant devenu un évènement global, ce mouvement local a pu bouleverser la conscience planétaire. Pour Serge Latouche (2006 : 10), l'usage que le Sous commandant Marcos fait de la technologie pour populariser la révolte de Chiapas, constitue ainsi la première « guérilla informatique » contre les « nouveaux maîtres du monde ». Il est donc incontestable que les TIC ont donnée des instruments nouveaux au

[130] « Guérilla sur papier et Internet » menée par les néo-zapatistes ».

combat pour l'émancipation des zapatistes. Ce, même si l'instrumentalisation est contemplée comme une invention des médias traditionnels donnant un spectacle qui tente de neutraliser ses ennemis en leurs façonnant une image médiatique politiquement correcte. Pourtant, avec du recul, il est possible d'adopter une perspective différente et de considérer le mouvement néo-zapatiste comme l'une des premières manifestations mondiales d'une résurgence des luttes sociales et de la pensée critique, désormais centrée sur la dénonciation du néolibéralisme. Le soulèvement zapatiste intervient aussi au moment où la vague conservatrice des années 80, (Reaganisme et Thatchérisme ; les gouvernements socialistes de François Mitterrand et Felipe Gonzalez et, au Mexique, les mandats néolibéraux de Miguel de la Madrid et Carlos Salinas de Gortari) commence à manifester quelques signes de fragilité.

Ainsi, selon Jérôme Baschet, la seconde moitié des années 90 connaît-elle une timide renaissance des formes collectives de lutte, depuis les grèves de 1995 en France jusqu'aux protestations contre la mondialisation à Seattle, à la fin de 1999 et l'ébauche d'une nouvelle réflexion critique, jetant quelques grains de sable aux rouages du système. La Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le libéralisme, organisée par les zapatistes en 1996, est sans doute l'un des premiers signes de cette reprise d'une activité critique internationale. De son côté, Ulrich Beck (2003 : 516) retient le 30 janvier 1996, date à laquelle l'EZLN du Chiapas (Mexique) a appelé à réunir une « conférence mondiale contre le libéralisme et pour l'humanité ». La proposition consistait en une série de congrès intercontinentaux, lors desquels les opposants à la mondialisation devaient débattre de leur stratégie. L'appel lancé depuis la forêt Lacandona insistait sur le fait que, partout dans le monde, le pouvoir de l'argent humilie les dignités, insulte les honnêtetés et assassine les espérances. Cette guerre moderne qui assassine et oubliée porte le nom de « mondialisation ».

Contre l'« internationale de la terreur que représente le néolibéralisme », apparaît un nouveau défi, « élever l'internationale de l'espoir » (Beck, 2003 : 503). Nous pouvons dire à la manière d'Ulrich Beck (2003 : 517) que « la mondialisation fabrique ses propres adversaires, hétéroclites, bigarrés : anarchistes, syndicalistes, néo nationaux, écologistes, incendiaires de foyers d'immigrés, petits entrepreneurs, enseignants, prêtres, évêques catholiques, le pape, communistes, fascistes, féministes, ultra orthodoxes, fondamentalistes islamistes […]. Tous suivent intentionnellement ou non, consciemment ou non, le mot d'ordre du mouvement zapatiste : la mondialisation doit être combattue par la mondialisation ! À la mondialisation de la terreur, il faut répondre par la mondialisation de l'espoir ».

Dans *La tyrannie de la communication*, Ignacio Ramonet ([1999] 2001 : 225) avance l'idée qu'« à l'heure de la mondialisation, de la culture globale et de la civilisation unique, se met en place « la société de l'information globale », dont le développement est à la mesure de l'expansion des TIC. Cette infrastructure de l'information globale se déploie à l'échelle de la planète comme une immense toile d'araignée ». Ainsi le mouvement zapatiste au Chiapas a-t-il été un acteur clé dans la résurgence de mouvements protestataires dans les pays du Sud, en particulier paysans, avec les mouvements paysans en Amérique Latine *Sam Terrre*, au Brésil, ou celui des *Mapuches* au Chili. Pour Ignacio Ramonet (2001 : 43), dans le cadre de la mondialisation, le mouvement indigène acquiert un caractère différent car, actuellement, les luttes locales deviennent inévitablement internationales. Ces mouvements ont un impact sur les médias de masse planétaires, avec des répercussions sur les Bourses et dans l'esprit des investisseurs, et cela finit par avoir de l'influence dans les rues et dans les foyers du monde. Partout dans le monde, nombreux groupes s'identifient à ces luttes en se les appropriant et les articulant avec leurs propres revendications. Même si le mouvement zapatiste est considéré comme une source d'inspiration donc de très nombreux altermondialistes, certaines questions se posent, dont celles-ci : dans quelle mesure la médiatisation d'un NMS peut contribuer à changer un système politique et si cette médiatisation a ouvert la voie à une nouvelle façon de considérer les minorités et leurs revendications.

Bien qu'au fil du temps, le concept de mouvement altermondialiste a commencé à inclure un nombre illimité de groupes d'origines diverses, le mouvement zapatiste reste le mouvement fondateur par le déploiement de la cyber propagande. L'usage militant d'Internet a donné naissance au terme « hacktivisme[131] » qui, couramment, désigne le piratage informatique à des fins politiques. Ceci mène à la définition de la cyber criminalité, terme utilisé par nombreux hackers pou se référer à une intrusion dans des réseaux à des fins criminelles. En 1996, l'appel à la désobéissance civile lancé par le *Critical Arts Ensemble*[132] (CAE) favorisait la transition du pouvoir des espaces publiques physiques vers des espaces virtuels. Les responsables du CAE organisation soulignaient que le pouvoir relève de plus en plus de flux d'informations circulant dans le cyberspace et que ces flux peuvent être bloqués. En 98, les tactiques de blocage et de siège, propres de la désobéissance civile, sont mise en œuvre avec

[131] Terme né de la contraction des mots activisme et *hacker*. Le terme *hack* fait référence à des utilisations détournées de la technologie.
[132] Ensemble des arts critiques.

l'initiative du collectif *Electronic Disturbance Theater*[133] (EDT) visant à soutenir les néozapatistes par l'action directe en ligne. Le *sit-in*[134] virtuel organisé par l'EDT, sature le site *web* de la présidence mexicaine.



Site www.thing.net. Consulté le 30 juin 2009.

Avant l'émergence de hacktivistes comme l'EDT, la démarche des hackers ne concernait pratiquement que le monde virtuel, selon le principe fondamental que les flux d'information doivent être libres et accessibles à tous et en toute sécurité. L'action directe virtuelle de masse est une extension plus complexe de l'action directe non violente. Pour Tim Jordan (2003), porter les notions de violence et d'action dans le cyberspace suppose un changement de réalités, car les choses ne sont pas les mêmes en ligne que hors ligne, et les métaphores ou les analogies si souvent utilisées pour comprendre la vie virtuelle sont trompeuses. Nous pouvons citer les fausses informations propagées sur le *web* par des sympathisants zapatistes sur des massacres de populations indigènes par l'armée mexicaine en 1995. Cet exemple montre comment l'usage d'Internet reste largement dans une double tentative visant à empêcher d'un côté les massacres ou des représailles de l'armée mexicaine doublée d'une tentative de soutenir la cause zapatiste par l'opinion publique internationale.

Des usages d'Internet ont tendance à être de plus en plus fréquents et diversifiés. La guérilla cybernétique s'exprime autant à travers le détournement des sites officiels des institutions internationales. Durant la réunion de l'OMC à Seattle en 1999, il y eut simultanément des protestations en ligne et hors ligne. Tandis que les manifestants occupaient les rues, les hacktivistes occupaient les sites Internet. Ces *sit-in* virtuels furent organisés par le collectif anglais *Electrohippie Collective*[135] (*ehippies*) pour barrer des flux d'informations destinés aux délégués de l'OMC. Les *ehippies* affirment que près de 450 000 ordinateurs participèrent sur

[133] EDT est un réseau d'action citoyenne, qui agît sur le *web* et développe des techniques de manifestation en ligne : interpellations électroniques, *net-strikes*, *sit-in* virtuels, www.nyu.edu.
[134] Manifestation contestataire non violente consistant à occuper un lieu public en s'asseyant par terre en groupes.
[135] Le projet des ehippies consiste à développer des outils pour permettre aux activistes d'employer les TIC et de transférer leurs compétences du monde réel au monde virtuel.

cinq jours à cette action et que le réseau OMC fut bloqué par deux fois, et considérablement ralenti durant toute la conférence.



Site www.rts.gn.apc.org. Consulté le 30 juin 2009.

Une action similaire s'est produite en janvier 2001 avec le piratage informatique de la base de données du Forum économique mondial de Davos (Sommier, 2003). C'est essentiellement la contribution au dépassement local des revendications où réside l'importance des usages d'Internet, comme témoignent les 18 millions de signatures en faveur de l'abolition de la dette des pays du Sud envoyées par *Jubilee* 2000[136], ou encore les campagnes pour échapper à la censure et à la répression dans des pays totalitaires. Mais surtout l'emploi des réseaux par des groupes préparant des actions locales qui poursuivent la solidarité internationale, comme en témoigne le blocage de la *City* de Londres, le « Carnaval mondial contre le capitalisme » organisé par le *Reclaim The Streets*[137] (RTS), et la Manifestation à Cologne « contre le chômage, la précarité et les exclusions » avec 30 000 manifestants le 18 juin 1999. Ou encore le démontage du *McDonald's* de Millau en France par la Confédération paysanne, le 12 août. C'est sur ce contexte qu'entre le 30 novembre et le 3 décembre, 40 000 personnes ont manifesté dans les rues de Seattle contre le « Cycle du Millenium », lors du sommet de l'OMC.

II.4. 2. La bataille de Seattle

Les mobilisations de juin 1999 en Cologne précèdent celles du 30 novembre 1999 à Seattle, face au « sommet » de l'OMC et à son projet d'ouvrir une nouveau « Cycle du Millenium » de libéralisation commerciale et d'investissements. À cette date, pour la première fois, on observe la confluence d'une diversité de réseaux et d'initiatives qui avaient mûri et s'étaient développés au cours des années précédentes. La popularité du message diffusé à Seattle –

[136] En avril 1996, en Grande Bretagne a eu lieu le lancement de la campagne *Jubilee* 2000 par trois grandes agences Chrétiennes britanniques d'aide au développement et du Mouvement pour le Développement Mondial. Mouvement international présent en plus de 40 pays, qui appelle à un nouvel départ sans dettes, pour plus d'un milliard d'individus à la vielle du millénaire, www.jubileeresearch.org.
[137] RTS apparu à Londres en 90, actions basées sur l'appropriation temporaire d'un espace public, www.rts.org.

« *Our World is not for Sale*[138] » – et le dénouement sans accord de ce Sommet, dépassent les frontières des Etats-Unis, pour le transformer en symbole du fait qu'il est possible de délégitimer les réunions des élites mondialistes. Pour la revue *The Economist*[139] à Seattle une « catastrophe globale » s'est produite avec la paralysie du sommet et la sympathie gagnée par les manifestants antimondialisation.



Site www.jubileeresearch.org. Consulté le 30 juin 2009.

Les manifestations de Seattle ont été organisées par trois types de secteurs locaux. Dans le premier, se trouvent des groupes comme : *Direct action Network*, *Exchange Global*[140], *Ruckus Society*, *United Students Against Sweatshops*, *Fifty Years is Enough Network*[141], *Jubilee 2000*, qui avaient été mobilisés durant des années précédentes contre la dette externe, contre des entreprises transnationales et autour de la campagne « 50 années ça suffit ! », en coïncidant avec la commémoration de la création des institutions de Bretton Woods. Un deuxième groupe est celui des organisations écologistes, féministes, pacifistes et syndicalistes en général : *Greenpeace*, *Friends of the Earth*[142], *Women's Environment and Development Organisation*[143] (WEDO), AFL-CIO. Le troisième groupe, quantitativement important, est celui des églises, des organisations communautaires, des réseaux civiques et associations professionnelles. Tous ces groupes ont été capables de fournir au mouvement une plus grande légitimité devant l'opinion publique ; il faut ajouter également la contribution des groupes d'autres parties du monde, tant au Nord comme au Sud.

[138] Le monde n'est pas une marchandise.
[139] *The Economist* est un magazine hebdomadaire britannique de référence à l'échelle mondiale publié à la fois sur papier et dans le *web*, défendant une vision libérale classique.
[140] *Global Exchange* est un organisme militant des droits de l'homme organisme consacré à la promotion sociale, économique et environnementale dans le monde, fondée en 1988, www.globalexchange.org
[141] www.50years.org.
[142] Amis de la Terre. Le plus grand réseau mondial d'organisations environnementales « *grass roots* » avec 69 groupes membres en France et quelques 5000 groupes locaux d'activistes sur tous les continents, www.amisdelaterre.org.
[143] WEDO est un réseau international qui cherche à augmenter le pouvoir des femmes dans le monde entier entant qu'acteurs politiques dans les institutions politiques, les débats et processus, à tous les niveaux, www.wedo.org.



Site www.50years.org. Consulté le 3à juillet 2009.

Ce qui s'est produit à Seattle ne peut pas être réduit aux actions de rue, puisque l'organisation de débats et de thèmes de discussion a été la tâche centrale avant, pendant et après ces journées. On récupérait ainsi la tradition des *tech-in*[144] employés pour la première fois dans la protestation contre la guerre du Vietnam pendant les années 60, maintenant cette tâche éducative apparaît comme plus nécessaire dans la déconstruction des discours et des arguments officiels pro-mondialisation. Dans ce cadre il convient de souligner la tenue de sessions « d'un Tribunal Global des Peuples contre les Crimes contre l'Humanité Commis par les Entreprises Transnationales », où ont pris part comme témoins, entre autres, des représentants d'organisations populaires des Philippines et de l'Inde pour dénoncer la surexploitation et les pratiques de la multinationale *Monsanto*, (le plus grand fabricant de transgéniques) ou la catastrophe chimique provoquée par l'*Union Carbide* en 1984.

L'organisation de la mobilisation est relativement originale et utilisée dans les grandes actions postérieures. La mobilisation structurée autour de « groupes d'affinité », a permis une coordination respectueuse de la diversité et de la flexibilité quant aux formes d'action et initiatives ludiques qui stimuleraient l'imagination des participants, avec des ateliers préalables sur la désobéissance civile et la protection face aux actions policières. L'objectif commun était le blocus des lieux de la réunion officielle, chose qui a été obtenue, malgré l'intervention policière. Dans cet ensemble d'activités, l'efficacité de l'activisme électronique a été démontrée, c'est-à-dire l'utilisation des TIC, notamment d'Internet et des listes de diffusion, qui ont favorisé la coordination horizontale et une vaste participation dans les processus de délibération préalables aux journées.

Si Seattle acquiert un écho mondial, c'est sans doute parce qu'il rassemble une série de facteurs : le nombre de participants beaucoup plus élevé que prévu ; la diversité sociale,

[144] L'organisation de débats et de thèmes de discussion.

générationnelle et politique des participants ; la présence de syndicats de travailleurs et, enfin et surtout, le succès surprenant d'entraver les travaux du « sommet » que, finalement, et aussi sous l'influence de ses propres contradictions internes entre les pays du Nord et du Sud, entre les États-Unis et l'Union Européenne, se termine sans aucune résolution. Un changement qualitatif se produit ainsi par la reconnaissance publique et médiatique de la force du mouvement, jusqu'alors seulement « nuage de moustiques » selon l'expression popularisée par Naomi Klein ([2000] 2007), et une sensation de victoire collective des différents réseaux qui s'étaient donné rendez-vous dans cette ville. En outre, le fait d'avoir pu disposer, au cours de ces journées, d'un moyen de contre information comme *Indymedia*[145] a permis la connaissance directe de la version du mouvement par les activistes partout dans le monde : le site *web* a eu plus d'un million et demi de visites pendant la semaine de protestations.

Ce premier succès encourage à lancer un nouveau défi, les adversaires commençant à reprocher au mouvement sa simple attitude de rejet en affirmant qu'il manque d'alternatives face au processus de mondialisation en cours. Selon Christophe Aguiton[146] « avant Seattle, la question posée fréquemment aux responsables des mouvements et qui préparaient des mobilisations, par leurs adversaires ou par la presse, était : Que reprochez-vous à l'OMC ? Après Seattle, les questions se réfèrent davantage aux alternatives : Faut-il réformer l'OMC ? Quel système économique proposez-vous ? Ou encore, Desquelles institutions internationales avons-nous besoin ? » (Fougier, 2002 : 35).

Cependant, il convient de rappeler, que cet événement a un précédent significatif à l'occasion de la publication de l'AMI en 1997, dont le but était de donner de nouveaux droits aux entreprises transnationales. Le texte du projet de cet accord, élaboré en 1995 dans le cadre de l'OCDE, avait été maintenu en secret jusqu'à ce que l'organisation *Public Citizen* aux Etats-Unis comme le journal mensuel *Le Monde Diplomatique*, décident de le rendre public. En peu de temps, à travers Internet se met en place une vaste pression des citoyens (500 organisations de 70 pays ont signé un appel en demandant son annulation) contre ce projet, obtenant finalement du gouvernement français son rejet et son blocage postérieure par l'OCDE. Cependant, les propos de l'AMI seront repris plus tard par l'OMC.

[145] *Indymedia* est un collectif d'organismes de médias indépendants gérés par des modérateurs, affirmant offrir des informations sans esprit corporatif, ce qui permet à tout monde de publier sa propre information ou analyse, www.ingymedia.org.
[146] Militant présent à Seattle durant les manifestations.



Site www.iacenter.org. Consulté le 30 juin 2009.

C'est donc à partir de Seattle que les grands moyens de communication reconnaîtront l'émergence d'un nouvel acteur social et politique appelé mouvement « antimondialisation », bien que les partisans de ce dernier préfèrent être appelés « le peuple de Seattle » ou « mouvement pour une justice social ». Ceci parce qu'on a le sentiment que dans cette ville une expérience collective a été vécue, non seulement entre les participants mais aussi, grâce à sa diffusion médiatique, entre ses sympathisants partout dans le monde. Ainsi se crée la conviction que « oui, nous le pouvons » résister à la mondialisation.

L'événement de Seattle est considéré comme l'exemple d'une stratégie à suivre au moyen d'un agenda de mobilisations qui permet de troubler les sommets des grandes institutions internationales, et celles des riches de la planète. Février 2000 à Bangkok, avril 2000 à Washington, septembre 2000 à Melbourne et Prague, novembre 2000 à Séoul, avril 2001 à Québec et Buenos Aires et juillet 2001 à Gênes, sont peut-être les points de repère les plus significatifs d'un cycle de protestations qui est loin d'être épuisé. Cela ne signifie pas le mépris d'autres points de rencontre qui ont eu une importante portée nationale ou régionale, comme la mobilisation à Barcelone en juin 2001, où la Conférence sur le Développement qui avait été promue par le BM a été annulée. Signalons aussi la « Marche de la couleur de la terre » des zapatistes à Mexico en mars 2001, pour exiger le respect des droits des peuples indigènes et qui a disposé amplement de l'appui des réseaux du mouvement antimondialisation.

Au milieu des sommets alternatifs, on trouve le *Forum Social Mondial de Porto Alegre* qui s'est tenu en janvier 2001 en réponse au Forum Économique de Davos. Il a comme principal

défi de prouver que ces nouveaux mouvements veulent non seulement dénoncer l'état global des choses, mais aussi proposer des ouvertures différentes, en popularisant le message qu'un « Autre monde est possible ». Sa signification politique réside dans le fait que c'est le premier point de rencontre de la plupart des réseaux qui coordonnent des actions antimondialisation, puisque les initiatives précédentes, même si elles avaient une aspiration globale, elles n'impliquaient que quelques groupes sur chaque continent. Le choix des lieux n'a pas été le fruit d'une coïncidence, puisque dans cette ville, se développait depuis des années une expérience de démocratie participative qui, maintenant, s'est étendue à l'ensemble de l'État auquel *Porto Alegre* appartient (*Río Grande do Sul*) ainsi qu'à d'autres villes du Brésil et même d'autres pays.

Comme l'a signalé le rapport des Services de renseignements et de la Sécurité publique du Canada à la veille de la mobilisation qui eut lieu à Québec en avril 2001 (Rapport N° 2000/08, *L'antimondialisation, un phénomène en pleine expansion*, www.csis-scrs.gc.ca. consulté le 20 janvier 2007), « Chacun de ces rendez-vous a connu une période de recherche d'un consensus commun pour l'action collective entre les participants, sans pour autant imposer une homogénéité dans le discours ou sur les sujets à traiter. Dans ces forums et débats, différentes initiatives ont été prises, y compris celles concernant les tensions et la concurrence entre les sensibilités politiques et culturelles présentes, particulièrement en ce qui concerne la violence. L'organisation en « groupes d'affinité » a servi à respecter les différences, spécialement dans les actions de rue. Cependant, en même temps, le sentiment de faire partie du même mouvement a prédominé dans la majorité de ses composants. Néanmoins, la force du mouvement n'était pas particulièrement optimiste » (Rapport N° 2000/08 : 1).

Dans ce rapport (Rapport N° 2000/08 : 3) on reconnaissait que « les protestations antimondialisation ont obtenu l'appui mondial, en partie parce que leur objectif est de nature globale. Les marques bien connues, entre autres *Nike*, *Starbucks*, *Mcdonald's* et *Shell* se trouvent visées par le mouvement. Paradoxalement l'image et le statut de ces entreprises ont été mobilisées pour donner de la visibilité aux accusations qu'on leur imputait ». Ce rapport (Rapport N° 2000/08 : 7) ajoute que « les objectifs des protestations dépassent la supposée mauvaise conduite des entreprises. D'autres cibles du mouvement est l'ensemble des institutions économiques multinationales, comme l'OMC, la BM, et le FMI. Ces organisations sont montrées comme les agents de décision du contrôle et des pratiques du commerce mondial, c'est-à-dire, comme la tête visible de la mondialisation économique. Ils

sont considérés comme les instruments des intérêts des entreprises, qui exercent un pouvoir plus grand que celui qu'ont les gouvernements choisis démocratiquement et qui est motivé uniquement par l'intérêt du profit. Dans la base de ce discours sur la mondialisation il y a une critique à la philosophie capitaliste promu par des activistes de gauche et des militants anarchistes ».

Logiquement, des documents comme celui cité plus haut ont contribué à une réorientation des gouvernements des pays du « Centre », préoccupés par la menace de la délégitimation qui affectait et affecte les organismes chargés de faire appliquer des politiques déjà critiquables en elles mêmes. Des exemples très clairs de ceci ont été des rapports comme ceux de Joseph Stiglitz, ex vice-président de la BM et Prix Nobel d'Économie en 2001, et son assistant Rabbi Kanvur. Ils ont attiré l'attention face aux effets négatifs du Consensus de Washington et les recommandations du FMI qui ont provoqué la crise économique en Asie en 1998, la cause en étant avoir obligé ces pays à éliminer les barrières pour la libre circulation du capital étranger.

II.4. 4. Gênes : consolidation du mouvement des mouvements

Dans ce climat général, les journées de juillet 2001 à Gênes se sont transformées en essai du changement des tactiques par les principaux gouvernements du monde et c'est pourquoi elles ont acquis, dans l'histoire de ce « mouvement de mouvements », une signification spéciale, puisqu'elles ont marqué d'une certaine manière l'« avant » et l'« après », au moins en ce qui concerne le contexte européen. Pour les chefs du G8 qui se réunissaient dans cette ville ainsi que pour l'ample coalition des actions de protestation, l'organisation des journées à Gênes a représenté un grand défi. Face à l'auto légitimation que prenait ce mouvement, le gouvernement de la « nouvelle droite » de Silvio Berlusconi a mis en place une stratégie visant à le discréditer en utilisant comme alibi les actions violentes qui pourraient avoir lieu. Malheureusement, le résultat a été le décès, pour la première fois en Italie depuis 1967, d'un jeune manifestant. Des actions particulièrement violentes de forces de police dans un centre d'appui au mouvement se sont retournées contre le gouvernement italien et ont provoqué une vaste solidarité en Italie et à l'échelle internationale. Les manifestations organisées par groupes d'affinité ont dépassé en nombre et en diversité (plus de 400 organisations) celles connues jusqu'alors dans le continent européen. Selon Vittorio Agnoletto (2004 : 18), porte-parole du forum : « le mouvement est parvenu à s'imposer dans la scène italienne, en tant

qu'entité politique indépendante, car il a été capable de mettre au centre du débat politique, de l'agenda parlementaire et de l'opinion publique, ses propres contenus. Le Forum est parvenu à construire une représentation politique unitaire et un mouvement pluriel, en tenant ensemble des associations, des centres sociaux, des syndicats, des ONG et des forces politiques que, généralement, n'avaient pas des rapports de coopération ».



Site www.rettellliput.org. Consulté le 30 juin 2009.

Les organisations participant au mouvement provenaient d'horizons différents : comme ATTAC, Marche Mondiale de Femmes, *Tute Bianche*[147] ou *Globalize Resistance*[148], des divers réseaux, comme le Réseau Lilliput[149], en passant par des organisations syndicales (FIOM[150], COBAS[151]) culturelles (ARCI) et des ONG (comme *Jubileo Sud* ou Médecins sans Frontières) ou des organisations de la gauche alternative comme *Rifondazione Communista*[152].

Ainsi ces mouvements établissent-ils une nouvelle relation entre les secteurs sociaux, politiques et culturels et, ce qui est plus important, obligent à modifier l'agenda politique et médiatique des élites mondialistes. Mais ne serait pas compréhensible sans la connaissance du contexte historique, brièvement décrit dans le chapitre précédent. Pour la majorité de ces activistes, des décisions qui affectent leur vie quotidienne sont prises dans le cadre et par des institutions qui sont au-dessus ou au-delà des frontières du pays où ils vivent. Ce qui explique leur choix pour situer au premier plan leur confrontation symbolique face aux sommets des organismes internationaux ou des gouvernements des grandes puissances.

---

[147] *Tute Bianche* est née au sein de l'association *Ya Basta*, issue en 1996 de l'alliance des centres sociaux telle que définie dans la « charte de Milan » et regroupant les centres *Pedro de Padoue, Rivolta de Mestre, Leoncavallo de Milan, Corto Circuito* et *Forte Prenestino de Rome, Zapata* et *Terra di Nessuno de Ligurie* entre autres.

[148] Organisation anti-capitaliste et anti-militariste, www.globalizeresistance.org.

[149] Réseau fondé par le groupe catholique *Pax Christi*. Un réseaux pour une économie plus juste www.retelilliput.org.

[150] Fédération Industrielle Ouvrier Métallurgique.

[151] Comités de Base.

[152] Parti de la *Rifondazione Communista*, www.rifondazione.it.



Site www.resist.org. Consulté le 15 juillet 2009.

Cette évolution se fait simultanément au désintéressement citoyen observé à partir des années 1989, en ce qui concerne les institutions démocratiques existantes, spécialement dans les pays du « Centre », où l'on constate que « les citoyens sont moins satisfaits de l'activité de leurs institutions publiques représentatives que 25 ans auparavant ». La tendance à l'inconstance et le scepticisme de l'électorat a augmenté, l'engagement partisan continue à baisser, la confiance dans les Parlements respectifs, aussi. Il n'est pas difficile d'établir une relation entre ces tendances et le constat croissant qu'une minorité concentre la plupart des pouvoirs économiques, politiques et médiatiques de la planète sans le moindre contrôle citoyen (Ion, 2001).

Une caractéristique de la mondialisation (voir I.4.2.3) consiste en la reconstruction géopolitique selon des blocs régionaux, dont l'Union Européenne. Il s'ensuit que les mouvements commencent à fixer leurs propres agendas, par régions. En Amérique Latine, sont à remarquer les mouvements contre l'ALCA (Zone de Libre Echange des Amériques) et contre la dimension continentale qui acquiert le Plan Colombie, actuellement renommé Initiative Régionale Andine. Il n'est pas non plus fortuit que, devant le caractère tellement asymétrique de ce projet et des conséquences des politiques dictées par le FMI et le BM, la crise de crédibilité de la démocratie est plus grande encore dans cette région, comme le montre l'enquête du journal *The Economist* qui conclut : six sur dix latino-américains ne confient plus dans les institutions et les gouvernements de leurs pays.

Jusqu'à ce point de notre étude, nous avons fondamentalement concentré notre attention sur l'histoire de ces mouvements dans les pays du centre, mais nous ne pouvons oublier que tout au long des dernières années, il y a également eu diverses manifestations de malaise social et populaire dans de nombreux pays du Sud face aux effets de la mondialisation néolibérale. Des crises économico financières comme celle du Mexique en 1997, celle du sud-est asiatique en 1997, de l'Équateur en 2000, de la Turquie en 2001 ou, plus récemment, celle de l'Argentine. Ces mouvements ont également produit des dynamiques d'auto organisation qui défiaient ouvertement les recommandations des grands organismes financiers internationaux et des multinationales, généralement suivies de manière inconditionnelle par les gouvernements locaux, eux mêmes impliqués dans une corruption évidente.

Parmi les expériences les plus représentatives des luttes dans le « Sud », nous pouvons mentionner, du fait de son symbolisme spécial, celle du peuple ogoni du Nigeria contre la multinationale *Shell*, responsable de la dévastation de son territoire. Des actions ont abouti aux grandes manifestations au cours des années 1993 et 1994, avec la répression policière et la peine de mort de leur principal porte-parole, Ken Saro Wiva. Un autre cas est la mobilisation du peuple bolivien contre la tentative de privatisation de l'eau (l'augmentation de son prix dans autour de 300 %) qui se termine par la Grande Marche de Cochabamba à la La Paz en avril 2001 (autour de 400 000 personnes). Les grèves générales du peuple équatorien en janvier 2000 (qui ont obtenu la démission du président Mahuad) sont aussi à mentionner. En février 2001, face à l'application des mesures exigées par le FMI, la victoire partielle obtenue en Afrique du Sud contre les multinationales pharmaceutiques, qui ont finalement vu rejeté leur recours aux tribunaux contre l'importation par ce pays de médicaments meilleur marché pour la lutte contre le SIDA. Cette campagne internationale a été appuyée par des ONG comme Médecins sans Frontières, *Oxfam* et *Act-Up*. Mentionnons la campagne de l'ONG *International Labor Rights Found* contre la multinationale *Exxon*, accusée de collaborer à des actes de torture et de meurtres en Indonésie. Ou bien celle des petits agriculteurs et d'écologistes, avec la participation active de l'écrivain Arundhati Roy, en Inde contre la construction du barrage sur le fleuve Narmada. Il faut aussi rappeler les actions innombrables qui ont été développées dans différentes parties du monde contre la production et la consommation d'OGM.

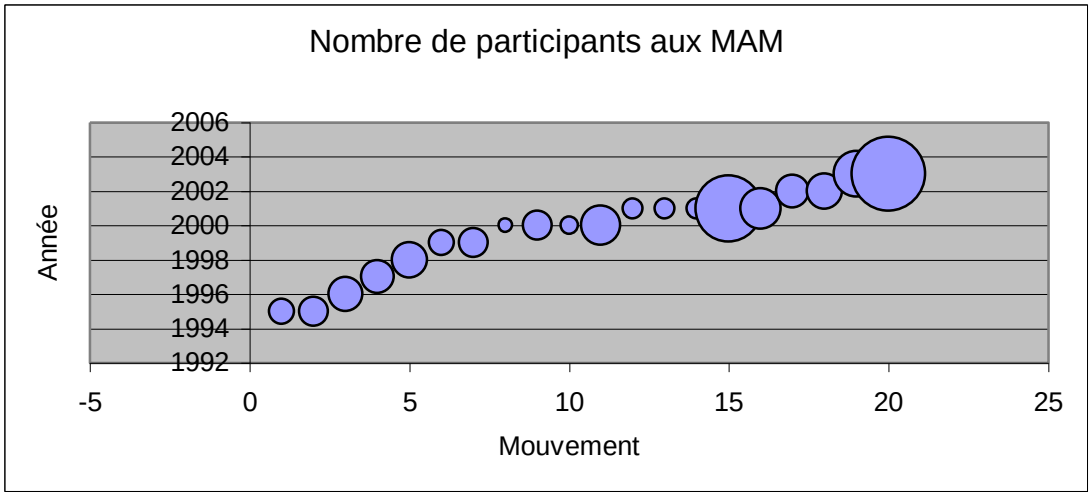


Figure II.10. Progression de nombre de participants aux mouvements altermondialistes. D'après les données de Mario Pianta et Duccio Zola (2008).

Un compte rendu complet de toutes ces luttes commence à être possible grâce aux réseaux d'information parallèles dont ce « mouvement de mouvements » est en train de se doter, mais non grâce à la majorité de moyens de communication, soumis à un processus de concentration de la propriété dans des grands groupes, intéressés à choisir et à déformer la réalité que ces actions véhiculent, et qui paraissent avoir un effet de contagion croissante. Les acteurs des contestations sont des ONG internationales qui ont quadruplé leur nombre, passant de 6 000 à plus de 20 000 au cours des seules années 90. Ces groupes d'activistes ont appris à coordonner leur action, ils maîtrisent les nouvelles TIC, en particulier Internet, pour transformer, à une vitesse incroyable et à des coûts minimes, des campagnes locales ponctuelles en mouvements sociaux à caractère international. Les militants utilisent le téléphone portable pendant leurs manifestations, tant pour communiquer que pour contrôler la situation et ils filment des incidents pour être en mesure de montrer au grand public les violences policières susceptibles de leur gagner des sympathisants. Ils forment des nouveaux réseaux internationaux plus puissants que ceux de leurs prédécesseurs, grâce à l'émergence d'alliances stratégiques internationales entre groupes militants (Laudicina, 2005 : 153).

Apres les manifestations de Seattle en 1999, avec l'apparition et l'essor de la contestation transnationale, un nouvel acteur collectif a émergé, dont l'appellation varie d'un pays ou d'un contexte à l'autre : tantôt *no global*, antimondialisation, altermondialiste, pour une justice humaine ou mouvement pour une mondialisation par le bas. Cet acteur mobilise un large éventail de groupes, réseaux et mouvements sociaux, à travers une vaste palette de thèmes et

de problématiques éclectiques, mais liés essentiellement à la lutte contre le néolibéralisme (Sommier, 2003 ; Giugni, 2007).

Année	Participants	Ville
1995	30 000	Paris
1995	40 000	Paris
1996	55 000	Paris
1997	50 000	Amsterdam
1998	60 000	Birmingham
1999	30 000	Cologne
1999	40 000	Seattle
2000	10 000	Washington
2000	40 000	Millau
2000	15 000	Prague
2000	75 000	Nice
2001	20 000	Porto Alegre
2001	20 000	Barcelone
2001	20 000	Paris
2001	200 000	Gênes
2001	80 000	Bruxelles
2002	50 000	Porto Alegre
2002	60 000	Florence
2003	100 000	Porto Alegre
2003	250 000	Millau

Tableau II.2. Evolution du nombre de manifestants aux MAM.
D'après les données : Sites altermondialistes consultés juin 2009.

Les MAM résultent de la convergence de courants multiples. Ils regroupent des individus d'horizons très dives : paysannerie, couches populaires et petite bourgeoise, pauvres et salariés précaires des pays industrialisés, syndicats ouvriers et enseignants, associations, chercheurs, jeunes, écologistes, antimilitaristes, féministes, communistes, marxistes, nationalistes, anarchistes… Dans la figure II.11 nous présentons une typologie fondée sur les données de Armory Starr (2000).

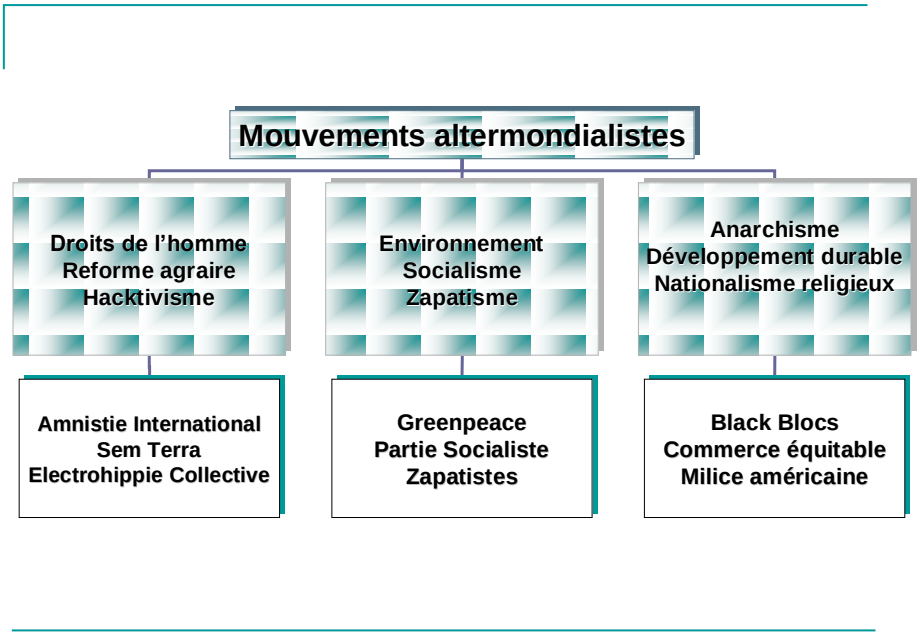


Figure II.11. Typologie des mouvements altermondialistes.
D'après Amory Starr (2000).

Dans cet éventail, les classes moyennes sont des acteurs très actifs politiquement. Généralement, elles sont favorables à la mondialisation, mais préoccupées des inégalités, de l'insécurité économique, de la remise en cause des systèmes de protection sociale, de l'augmentation de la clochardisation, de l'incivilité, soucieuses du ressentiment des exclus, de la criminalité quotidienne, des violences des désespérés, du terrorisme. Ces classes exigent une régulation, une gouvernance globale, des projets pour encadrer les politiques publiques, des actions pour agir sur le réel. Unies par la peur des risques, ces classes ont peu de significations existentielles en commun. D'autres acteurs prennent une importance croissante : les juges, qui interviennent de plus en plus au-delà des limites de leurs compétences territoriales et juridiques ; les experts scientifiques, qui imposent leur arbitrage dans les dossiers internationaux les plus divers ; les gouvernements des banques centrales, qui déterminent les choix des politiques monétaires ; les agences de presse internationales, qui contrôlent les informations livrées au public.

Objectifs	Groupes	Individus
Travail et transformation des conditions de travail	Syndicats, conseils d'entreprises, corporations, fédérations, réseaux activistes, MMSS de base	Travailleur, Salarié, Ouvrier, Indépendant, Chômeur, Précaire
Gestion et protection environnement, écologie	Collectifs, ONG, société civile, lobbys, associations	*Ecowarrior*, Indigènes, fermier, paysan, végétarien, citoyen
Identités culturelles	Communautés, associations culturelles, coopération internationale, ONG	Habitant, citoyen, indépendantiste, immigrant
Identités sexuelles et relations de genre	Groupes de femmes, associations, société civile	Femmes, hommes, minorités, homosexuels, trans-genres, travailleurs du sexe
Gestion et développement territorial	Associations de quartiers, collectivités territoriales, communautés, associations locales, ONG	Habitants, voisins, usagers
Gouvernance, souveraineté et relations hégémoniques	Associations, ONG, société civile, fondations, réseaux, MMSS de base	Citoyen, minorité, exclus, immigrant, réfugié
Commerce, relations économiques transnationales	Associations, ONG, société civile, fondations, MMSS de base	Citoyen, consommateur, usager
Criminalisation, mémoire et communication entre mouvements sociaux	Ensemble du corps organique constitué par les MMSS	Citoyen, activiste, militant

Tableau II.3. Les mouvements sociaux, groupes, objectifs, individus.

D'après les données : Hache, 2006 : 130.

Giovani Busino (2006 : 41) remarque que « la capacité de ces auteurs individuels et collectifs à dérégler le système, à en modifier le fonctionnement, à en détourner les buts, ne doit pas être sous-évaluée. Ces acteurs en réseaux transforment les rapports de pouvoir et les relations interpersonnelles. Sans leur présence et leur participation active, la mondialisation ne serait qu'une fatalité. Ces acteurs font de nouvelles légitimités, imposent de nouveaux rapports de force, déstabilisent de nombreux enchaînements sociétales, font émerger le besoin d'un ordre mondial structuré par le droit, d'un droit humanitaire régissant la souveraineté des États et les activités d'un tribunal international des droits humains. Un espace public qui associe les nouveaux acteurs est en train de surgir et de se constituer de façon rapide et soutenue ».

II.5. La mouvance contestataire en France

Bien que le mouvement altermondialiste ne soit pas né à Seattle, il s'inscrit, du moins en partie, dans la continuité des mouvements antérieurs, parmi lesquels nous pouvons compter le mouvement zapatiste qui a fait l'objet d'une vive contestation en France où, à partir de la fin des années 90, le débat sur la mondialisation et ses conséquences, apparaît prédominant.

En France, la montée de la contestation a été progressive. Dans son analyse Eddy Fougier (2002), distingue quatre grandes étapes, et sans doute une cinquième, plus récente. Les trois premières correspondent à la mise en place des différents formes de contestation : une période « pré mondialisation », le débat sur la construction européenne et le renouveau du mouvement social. La quatrième étape est l'explosion de la contestation à proprement parler, avec l'émergence, sur le devant de la scène publique, de ses acteurs les plus connus, ATTAC et José Bové, et ses premières campagnes explicitement opposées à la mondialisation actuelle (AMI). Enfin, la cinquième étape est la confirmation de la vigueur du courant populiste, également hostile à la mondialisation.

Au cours des années 80, il existe déjà une contestation de ce que l'on peut appeler une « pré mondialisation », c'est-à-dire une mondialisation qui n'est pas encore définie comme telle. Celle-ci est tournée, par exemple, contre les négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT ou contre la politique de la Communauté économique européenne (CEE), notamment à l'instigation des syndicats agricoles, ou encore contre la politique du Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, à l'instigation d'organisations non gouvernementales (ONG). On peut y conclure, d'un certain point de vue, l'émergence d'un fort courant d'extrême droite qui explose à partir des élections européennes de 84 en s'opposant à l'ouverture économique et culturelle du pays, à la présence d'une importante population immigrée et à la construction européenne.

La seconde étape de la contestation en France est portée par des mouvements politiques résultant du débat relatif à la ratification par référendum du traité de Maastricht sur l'Union européenne (UE) en 1992. À cette occasion, apparaît un fort courant politique dit « souverainiste », fortement opposé à l'évolution de la construction européenne et à la remise en cause de la souveraineté nationale et des grands principes républicains qui provoqueraient l'intégration européenne, et notamment l'Union économique et monétaire (UEM). Son émergence conduit à un certain nombre de divisions et de scissions au sein des principaux partis du gouvernement, avec la création de nouveaux mouvements politiques : le mouvement des citoyens (MDC), en 1992, avec des anciens membres du Parti Socialiste (PS) ; le Rassemblement pour la France (RPF), en novembre 1999, avec des anciens membres de l'Union pour la démocratie française (UDF) et du Rassemblement pour la République (RPR). Les résultats du référendum sur Maastricht montrent également que les opposants sont très

nombreux (le « non » à Maastricht recueillant 49 % des suffrages exprimés), tout particulièrement au sein des catégories socialement et culturellement défavorisées.

Ce débat sur l'ouverture économique et culturelle se déplace progressivement du thème de la construction européenne à celui de la mondialisation, en mettant aux prises les mêmes adversaires. Les premiers véritables débats se déroulent en 1993, à l'occasion de la publication d'un rapport parlementaire alarmiste (Arthuis, 1993) qui dénonce le recours croissant aux délocalisations de la part des entreprises et estime qu'elles pourraient aboutir à la suppression, en France, de 5 millions d'emplois, et du débat sur l'« exception culturelle » dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du cycle de l'Uruguay.

La troisième étape correspond à la réapparition, à la fin de l'année 1995, d'importants mouvements sociaux, au premier rang desquels se trouvent les grandes grèves du secteur public de décembre 95, décrites à l'époque comme « la première révolte contre la mondialisation », le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997 ou l'organisation d'« euromarchés » après la fermeture, en 1997, de l'usine Renault de Vilvorde en Belgique. Ces mouvements ont pour particularité d'être à la fois relativement importants du fait de leur mobilisation et de leur impact médiatique, plutôt populaires dans l'opinion publique (Rozès, 2001) et soutenus par nombre d'intellectuels, qui s'invertissent à nouveau dans les luttes sociales.

La quatrième étape va de 1998 à 1999, des principaux acteurs de la contestation française de la mondialisation, avec la mise en place d'une coalition de contestataires autour de la lutte contre le projet d'AMI, en 1998 ; la création du mouvement ATTAC, en juin de la même année ; et le démontage d'un restaurant Mcdonald's à Millau, par des militants de la Confédération paysanne. Ce dernier événement, suivi de l'incarcération de quelques-uns des militants impliqués, rend José Bové célèbre dans le monde entier et fait de lui la figure française emblématique de la contestation. Les premières manifestations de masse organisées par les contestataires, qui réunissent environ 30 000 personnes, se déroulent en novembre 1999, juste avant l'ouverture de la 3e conférence ministérielle de l'OMC, à Seattle. Elles représentent certainement l'apogée de cette forme de contestation en France ; on parle d'ailleurs souvent, à ce propos, d'un « esprit de Millau ». Enfin, l'élection présidentielle de 2002 marque certainement le début d'une nouvelle étape de la contestation de la

mondialisation en France. En 1995, en effet, les candidats opposés ou réticents à la mondialisation

En France, le courant contestataire est souvent présenté comme le « mouvement antimondialisation ». Mais cette dénomination même fait l'objet d'un vif débat et de nombreuses polémiques. Le terme « antimondialisation », qui est le plus couramment utilisé dans les médias, n'apparaît pas vraiment pertinent. Il est largement rejeté par des contestataires eux-mêmes, qui s'opposent certes à la mondialisation telle qu'elle existe aujourd'hui, mais pas à la mondialisation en tant que telle. Ils sont, pour une grande partie d'entre eux, internationalistes ou mondialistes, et militent pour une forme alternative de mondialisation, c'est-à-dire une mondialisation démocratique, juste et écologique (George, 2001). Le terme plus adéquat, en la matière, serait donc : mouvement pour une autre mondialisation ou mouvement altermondialiste.

Cependant, la notion même de mouvement ne paraît pas non plus appropriée. À l'échelle internationale comme à l'échelle nationale, il n'existe pas, à proprement parler, de mouvement contestataire structuré. Il s'agit, en fait, d'une nébuleuse composée de divers groupes souvent très disparates par leurs structures, leurs objectifs ou leurs effectifs. Cette nébuleuse n'a pas de véritable structure, de hiérarchie, de tête, de centre ou d'idéologie commune. Il n'existe pas d'Internationale contestataire et, *a fortiori*, aucune branche française d'une telle Internationale. Règnent, au contraire, au sein de cette nébuleuse, les principes de réseau, d'autonomie des différents groupes, de division du travail entre eux en fonction de leurs compétences, de leurs intérêts ou de leur proximité idéologique, et de regroupement d'organisations souvent *ad hoc* et à géométrie variable pour la mise en œuvre d'une action spécifique. De ce point de vue, on parle de groupes d'affinités.

Le terme « mouvance de contestation de la mondialisation » est défini comme la nébuleuse des groupes et des individus qui dénoncent le processus de « mondialisation libérale » ou la « *corporate-led globalization* » pour les Anglo-Saxons, et qui s'efforcent d'en modifier le cours dans un sens plus conforme à leurs idéaux et à leurs objectifs. Les critères permettant d'évaluer l'appartenance d'un groupe, et l'intensité de celle-ci, à la mouvance contestataire, et qui renvoient à quatre formes spécifiques d'action, sont les suivantes : la participation à des manifestations, le lobbying, les publications et l'exercice d'un contre-pouvoir.

II.5.1. La participation à des manifestations

La participation régulière à des manifestations à l'occasion de sommets internationaux, BM, FMI, OMC, G7-G8, UE, etc. ou d'autres formes de rencontres internationales, en particulier le Forum économique de Davos. La participation à des forums internationaux d'ONG et de la société civile, notamment ceux qui sont organisés, sous l'égide des Nations Unies, dans le cadre de grands sommets thématiques : sommet de la Terre à Rio ou Johannesburg, conférence internationale sur le financement du développement à Monterrey, etc. Participations à des sommets organisés par les contestataires eux-mêmes, tel le Forum social mondial FSM à Porto Alegre.

II.5.2. Le lobbying

Un groupe peut être considéré comme appartenant à la « mouvance contestataire » dans la mesure où il participe à des actions de lobbying par les biais de campagnes de sensibilisation de l'opinion, de campagnes de direction de responsables gouvernementaux ou économiques, ou par le soutien qu'il apporte à des pétitions. Ces campagnes sont soit positives – campagnes en faveur de mesures spécifiques, comme l'allègement de la dette des pays du Sud ou l'accès aux médicaments pour soigner le sida dans ces mêmes pays – soit négatives, opposition à une politique, à des mesures particulières, à des projets ou à des négociations, tels les programmes d'ajustement structurel du FMI ou les négociations portant sur l'AMI.

II.5.3. Les publications

La publication des textes, est considérée aussi comme un critère d'appartenance à la « mouvance contestataire ». Aussi l'organisation de la diffusion d'informations sur les sites Internet et *via* des listes de diffusion, pour dénoncer les conséquences de la « mondialisation libérale » et proposer une alternative. Cette mission d'information et de pédagogie peut également prendre la forme de formations spécifiques en direction de militants ou de sympathisants.

II.5.4. Le contre-pouvoir

Ces groupes revendiquent le rôle de surveillance et d'évaluation de la politique menée par des institutions, nationales ou internationales ou des entreprises. Nous pouvons citer par exemple la publication d'avis relatifs à une décision ou à un rapport officiels (voir par exemple IFI[153] 2001). Bruno Rebelle (*Les Echos*, avril 2002), directeur général de *Greenpeace* France en 1997 puis du programme internationale de *Greenpeace* en 2003, et auteur de l'ouvrage *La terre n'est pas à vendre*, (2003), considère que « Il faut que les dirigeants des organismes internationaux et des multinationales prennent conscience que, désormais, on les surveille au quotidien ». La mouvance contestataire internationale est très diverse. Nous pouvons y trouver différents types d'organisations et de réseaux, que l'on peut regrouper en trois catégories : les ONG, les NMS et les nouveaux groupes contestataires.

II.5.5. Les ONG

La première catégorie est celle des associations ou des ONG qui œuvrent dans le domaine de l'aide au développement et de la lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud, de la défense et l'environnement, de la solidarité, de la promotion du commerce équitable, de la défense des droits de l'homme, de la condition féminine ou des minorités sexuelles.

Développement	Agir ici, AITEC, CCFD, CEDETIM, CRID, Frères des hommes, GRET, Ingénieurs sans frontières, Peuples solidaires, Réseau Afrique Europe Foi et justice, RITIMO, Secours catholique, Solagral, Survie, Terre des hommes
Environnement	Amis de la Terre, Ecoropa, Greenpeace
Solidarité	ATD-Quart monde, Emmaüs France
Commerce équitable	Fédération Artisans du monde, Max Havelaar France
Droits de l'homme	CIMADE, France Libertés, LDH, MRAP, Réseau démocratiser radicalement la démocratie
Féminisme	CADAC, Marche mondiale des femmes, Les Pénélopes
Minorités	Ac Up-Paris

Tableau II.4. Les Organisations non gouvernementales (ONG).

Leurs activités les amènent à identifier certains éléments associés à la mondialisation comme étant parmi les causes des difficultés subies par les populations qu'elles aident. C'est une des raisons pour laquelle certains ONG se sont impliquées dans la contestation de la

[153] IFI : institutions financières internationales.

mondialisation. Ces ONG allient la fourniture de services et d'expertise sur le terrain et le lobbying, notamment par les campagnes de sensibilisation du public et de pression auprès des « décideurs », afin d'améliorer la situation des personnes en faveur desquelles elles interviennent et/ou dont elles défendent le sort.

Les campagnes menées par ces associations sont principalement axées sur l'amélioration de la situation des pays du Sud, que ce soit à travers la défense du développement durable ou de l'annulation de leur dette, ou à travers la lutte contre la politique des institutions financières internationales (BI, FMI). Les ONG sont, en revanche, assez peu présentes dans la critique de l'OMC. Ces groupes appartiennent la plupart du temps à des réseaux internationaux : ATD-Quart monde, *Caritas* international (Secours catholique), Emmaüs, *Friends of the Earth*, *Greenpeace*, *Max Havelaar* ou International Fédération, Terre des hommes. Par ailleurs, ils sont souvent d'origine religieuse : CCFD, CIMADE, Emmaüs, Frère des hommes, Réseau Foi et justice, Secours catholique ou Terre des hommes.

II.5.6. Les nouveaux mouvements sociaux

Une seconde catégorie comprend des mouvements de défense des exclus (ce que l'on appelle les « sans »), des mouvements paysans et des syndicats (Chassard, Fleury, Maire, 2003). Les mouvements sociaux peuvent fournir des services à leurs adhérents, mais ils ont surtout pour objectif de représenter et de défendre des intérêts spécifiques, professionnels ou non, qui paraissent être affectés par la mondialisation. Ceux qui sont impliqués dans la mouvance contestataire française ont pour particularité de conduire des modes d'action assez spectaculaires, en rupture avec les méthodes des syndicats traditionnels[154], qu'il s'agisse de l'occupation de logements vides ou celle de locaux[155], de marches contre le chômage[156], à l'initiative de groupes français.

Mouvements sociaux	AC! DAL, Droits devant!, Marches européennes, MNCP
Mouvements paysans	Confédération paysanne, MODEF
Syndicats	FGTE-CFDT, FSU, Société des réalisateurs de films, SUD-PTT, Union syndicale Groupe des dix, UNEF-ID

Tableau II.5. Les mouvements sociaux.

[154] Grèves ou manifestations de rue.
[155] Comme ceux de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).
[156] Par exemple les marches contre le chômage en 1994 ou la Marche européenne contre le chômage et la précarité (Amsterdam, juin 1997).

Cependant il est à noter que les marches de chômeurs ou les occupations de logements ne sont pas tout à fait nouvelles, puisque les premières marches se sont déroulées dans les années 30 et les premières occupations datent des années 50 (Mathieu, 2001). Qu'il s'agisse d'opérations d'arrachage de plants de maïs transgénique, de démontages de restaurants ou du recours à l'appui de personnalités connues (L'abbé Pierre pour l'occupation de logements de la rue du Dragon ; un groupe de cinéastes pour les sans-papiers ; des intellectuels, en particulier Pierre Bourdieu, pour la lutte des chômeurs), ces groupes se caractérisent également par le développement, en leur sein, d'une véritable contre-expertise. Les mouvements sociaux participent à la contestation de la mondialisation principalement à travers les campagnes et les manifestations contre l'OMC. À quelques exceptions près, ils sont relativement peu présents dans les autres formes de luttes, comme l'opposition aux institutions de Bretton Woods, le soutien aux pays du Sud ou la promotion du développement durable.

II.5.7. Les nouveaux groupes contestataires

La troisième catégorie correspond à un nouveau type de mouvement, celle des groupes qui ont été spécifiquement créés en réaction au processus de la mondialisation. Elle est composée d'associations, de réseaux, d'observateurs ou de « groupes de surveillance ».

Associations	ATTAC, CADTM-France
Réseaux	CCC-OMC, Coordination contre l'AMI
Observatoires	Observatoire de la mondialisation, Observatoire des transnationales

Tableau II.6. Les nouveaux groupes contestataires.

Ces groupes développent une surveillance et une vigilance vis-à-vis du comportement et de la politique de ceux qu'ils considèrent comme les « acteurs » de la mondialisation. Ces « acteurs » seraient les firmes multinationales, les institutions financières, les fonds de pension, les gouvernements du pays du Nord, notamment du G7 et surtout des Etats-Unis, ainsi que les principales organisations multilatérales et régionales (BM, FMI, OMC, CE), sous la forme d'une information et d'une analyse. Ils font également pression sur eux, notamment par le biais de campagnes de dénonciation, de publications ou de promotion de telle ou telle action. En France, ces groupes, sont surtout présents dans la lutte contre l'OMC.

L'association ATTAC occupe bien entendu une place particulière dans cette catégorie : elle en constitue quasiment une à elle seule, tout en étant également une sorte de synthèse de la contestation française. Par les caractéristiques de ses membres fondateurs et par ses actions, ATTAC regroupe, en effet, toutes les tendances de la contestation française. Le Tableau 7 synthétise les ONG et les mouvements sociaux, ainsi que les principaux « médiateurs » des membres fondateurs de l'Association. Les activités d'ATTAC combinent les quatre types d'action contestataire en France : la participation à des manifestations et leur organisation, l'initiative de campagnes de lobbying (taxe Tobin) ou la participation à d'autres campagnes, les publications et le contre-pouvoir, notamment à travers la diffusion d'informations et la formation, puisque l'association se définit comme un « mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action ». Enfin ATTAC intègre les autres facettes de la contestation française, avec une dimension militante propre aux mouvements sociaux, des caractéristiques empruntées aux ONG (contre-pouvoir et campagnes de sensibilisation) et une contre-expertise intellectuelle.

ONG	Agir ici, AITEC, Amis de la Terre, Artisans du monde, CEDETIM, CRID, MRA, Suivie
Mouvements sociaux	AC!, Confédération paysanne, DAL, Droits devant!, FSU, Groupe de dix, Sud-PTT
Médiateurs	Alternatives économiques, Pétition, Golias, Le Monde diplomatique, Politis, Raisons d'agir, Témoignage chrétien, Transversales/Science/Culture

Tableau II.7. Les membres fondateurs d'ATTAC.

II.6. L'Association ATTAC

Toutefois L'association ATTAC présente de nombreuses particularités par rapport à d'autres organisations contestataires. Fondée en 1998, à la suite de l'éditorial du *Monde Diplomatique,* « Désarmer les marches », Ignacio Ramonet :

« Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac) ? En liaison avec les syndicats et les associations à finalité culturelle, sociale ou écologique, elle pourrait agir comme un formidable groupe de pression civique auprès des gouvernements pour les pousser à réclamer, enfin, la mise en oeuvre effective de cet impôt mondial de solidarité »[157].

[157] *Le Monde Diplomatique*, 1er décembre, 1997.

Ainsi a-t-elle créé son propre réseau international, le Mouvement international ATTAC, qui est présente dans une cinquantaine de pays, plus ou moins sur le modèle d'ATTAC France. Par ailleurs, celle-ci est, à la fois co-initiatrice et membre du comité d'organisation du FSM de Porto Alegre en 2001. ATTAC a également institué une sorte de *think tank* interne composé d'experts : un Conseil scientifique de 110 membres, dont l'objet est de « produire de l'information sur […] la sphère financière et de la communiquer » (Charte de l'association ATTAC, Paris, 3 juin 1998.). Le Conseil scientifique, sur demande du Conseil d'administration ou de sa propre initiative, propose des travaux relevant des domaines de lutte de l'association. Il organise ces travaux à travers des groupes de travail thématiques et de séances plénières (mensuelles). Il peut faire appel, sous sa responsabilité, à toute compétence extérieure qu'il juge utile. Les membres du Conseil nommés par le Conseil d'administration, sont choisis en fonction d'une double qualité : une expertise reconnue dans un ou plusieurs domaines et leur engagement militant, passant bien entendu par leur appartenance à ATTAC (www.france.attac.org).

Enfin, la caractéristique plus originale d'ATTAC réside dans sa dimension et son ambition proprement « politiques », tout en se situant dehors de la sphère partisane, puisque selon le *Manifeste 2002* (ATTAC, 2002), l'association « n'est pas un parti ; aucun de ses responsables ne brigue un mandat ; aucun candidat ne sera présenté ou soutenu par elle » et qu'elle ne vise en aucun cas la conquête du pouvoir. Il n'en reste pas moins qu'il existe de nombreux liens entre ATTAC et le monde politique.

On dénombre des comités ATTAC à l'assemblée nationale, au sénat et au parlement européen. En outre, les mouvements politiques de la gauche radicale ou de la gauche à l'ancienne « majorité plurielle » se disent tous proches d'ATTAC. Et la présentation du *Manifeste 2002*, en janvier 2002, en prévision de la séquence électorale de mai et juin, ou le texte *Un socle de séries de mesures pour rompe avec le néolibéralisme* (ATTAC, 2000) de mai 2002, montrent que l'association souhaite avoir un rôle et une influence « politiques », d'autant plus que ce dernier texte, par exemple, soutient un certain nombre de mesures qui ne sont pas spécifiquement liées à la mondialisation : augmentation des minima sociaux, défense du système de retraites par répartition, accroissement de la fiscalité sur les revenus et de l'impôt sur la fortune (ISF), etc. Enfin, l'ambition même du groupe, qui est « de produire et communiquer de l'information, ainsi que de promouvoir et mener des actions de toute ordre

en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde (Article 1 des statuts d'ATTAC) » (ATTAC,1999), apparaît beaucoup plus vaste et plus « politique » que les objectifs que se sont donnés d'autres groupes contestataires équivalents, comme *WTO Watch*[158], *Third World Network* ou l'*International Forum on Globalization*.

En conséquence, d'un certain point de vue, ATTAC peut être définie comme un mouvement politique : elle dispose de nombreux militants et fait preuve d'une réelle ambition politique, tout en se situant en dehors de la sphère politique proprement dite et en ayant la forme d'une ONG. Il s'agit en fait d'un nouveau type d'organisation, qui tient à la fois du mouvement politique, du syndicat, de l'association, de l'ONG et du *think thank*.

II.6.1 L'image internationale d'ATTAC

Pour faire connaître ses revendications et ses idées, l'association organise et participe à des évènements bénéficiant d'une couverture internationale. Sur la forme de Forum ou contre sommet, ATTAC est présente aux quatre coins du globe. Ainsi Göteborg (2002), Seattle (1999), Doha (2001) ou encore Porto Alegre (2001, 2002, 2003, 2005, 2008) sont-ils autant d'opportunités pour ATTAC de « réguler la finance mondiale, en jetant "du sable dans les rouages de la spéculation", en lui évitant ainsi de verser par trop souvent dans la création de bulles spéculatives dont l'éclatement inévitable est toujours préjudiciable au capitalisme dans son ensemble »[159] , de faire connaître leurs revendications et réunir à leur cause le plus grand nombre. L'actualité est riche en évènements auxquels ATTAC a participée et qui lui ont permis d'acquérir une place de premier ordre dans le combat contre la mondialisation financière. Nous examinerons ceux considérées comme principaux.

II.6.1.a. Les événements en Europe

[158] Le centre international d'information sur l'OMC, actualise le calendrier des activités, et met à disposition un centre de presse, sur tous les sujets relatifs au commerce mondial. Le site renvoi vers de nombreux liens : www.wtowatch.org.
[159] Charte de l'association ATTAC, Paris, 3 juin 1998.

Au plan européen, de nombreux contre sommets ont été organisés. Parmi eux, nous pouvons citer : l'Autre Davos, le Forum social européen, et plus récemment le Forum social méditerranéen. Au moment où se tient le Forum Mondial de l'économie à Davos, en Suisse, entre les différentes puissances économiques mondiales se organise en signe de contestation la semaine de l'Autre Davos. Du 27 au 31 janvier 1999 à Zürich, a l'appel de quatre organisations : la coordination contre l'AMI (CCAMI), le Forum Mondial des Alternatives (FMA), le Structural Adjustement Participary Review International (SAPRIN), dont ATTAC, une soixantaine de personnes se sont réunis avec comme objectif montrer leur désaccord avec les négations menées entre les différentes puissances commerciales mondiales dans le cadre de l'OMC. Le thème du commerce et de l'investissement a été abordé avec comme principale revendication le refus du Partenariat Economique transatlantique, successeur de l'AMI et de façon plus générale, les thèmes de l'annulation de la dette des pays du tiers monde qu encore la revendication des droits civiques, syndicaux, sociaux… À la fin de la semaine, une conférence de presse s'est tenue à Davos pour expliquer leur présence à l'autre Davos et dresser le bilan de cette manifestation.

ATTAC s'est également rendu en Suède afin de faire entendre les voix du mouvement antimondialiste. Une réunion du Conseil Européen s'est tenue à Göteborg les 14, 15 et 16 juin 2001. Les gouvernements de l'Union européenne se sont retrouvés en Suède afin de discuter d'une nouvelle étape dans la libération des échanges commerciaux. L'agriculture et les services se trouvaient au centre des débats. C'est fut l'occasion pour ATTAC d'organiser des conférences et des débats sur les thèmes qu'elle revendique avec force ainsi que des manifestations non-violentes qui ont rassemblé jusqu'à 20 000 personnes. Ces différentes actions ont ainsi ponctué le contre sommet organisé en réaction au sommet européen.

L'un des rassemblements ayant eu le plus d'échos fut certainement la manifestation organisée à Gênes dans le cadre du contre sommet préparée par le Genova Social Forum (GSF). Cette manifestation, qui s'est déroulé du 15 au 21 juillet 2001, avait pour but de protester contre la tenue de la réunion du G8 dans cette ville italienne. Ce contre-sommet regroupait plusieurs centaines d'organisations, toutes défendant les thèmes d'ATTAC. Ce rassemblement s'est déroulé dans la plus grande violence notamment à cause de la présence de groupes extrémistes parmi les manifestants : les « Black Block ». À l'issue du sommet des pays les plus industrialisés, des mesures tendant à une accentuation de la mondialisation libérale déjà en place ont adoptées ce qui fait dresser de ce contre sommet un constat d'échec.

Lieu	Année	Événement	Manifestants
Göteborg, Suède	2001	Sommet européen	20 000
Gênes, Italie	2001	Contre sommet G8	300 000
Florence, Italie	2002	1er Forum social européen	1 000 000
Paris, France	2003	2e Forum social européen	150 000
Evian, France	2003	Contre sommet G8	
Larzac, France	2003	Contre l'AGCS	200 000
Londres, Royaume Uni	2004	3e Forum social européen	25 000
Genève, Suisse	2005	Forum mondiale de l'eau	
Glasgow, Royaume Uni	2005	Contre sommet G8	100 000
Barcelone, Espagne	2005	Forum social méditerranéen	15 000
Athènes, Grèce	2006	4e Forum social européen	35 000
Heiligendamm, Allemagne	2007	Contre sommet G8	80 000
Malmö, Suède	2008	5e Forum social européen	20 000

Tableau II.8. La participation d'ATTAC aux événements européens entre 2001 et 2009.
D'après les données : Site ATTAC-France, consulté, juin 2009.

La manifestation internationale la plus importante de l'année 2002 est sans aucun doute celle qui s'est déroulée à Florence entre le 4 et le 10 novembre 2002 sur le slogan « *Aganinst war, racism and neo-liberalism*[160] ». Le Primer Forum Social Européen, avec l'assistance de plus de 1 000 000 personnes et plus de 60 000 délégués, ils ont affirmé son intention de faire face à la mondialisation libérale et pour reprendre les termes de la plateforme ATTAC de 1998, « se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde ».

En juin 2005, le Forum Social Méditerranée (FSMed) est le premier des grands Forums Sociaux Continentaux à s'inscrire dans un espace à la croisée de trois continents dans lequel les situations des populations soient aussi contrastées. Dans ce contexte, le FSMed se veut un espace pour articuler les résistances au néo-libéralisme, établir des convergences sur les combats qui nous sont communs et construire les alternatives à ces politiques qui nous privent d'avenir. Pour la réduction des inégalités et la destruction des murs - réels ou symboliques - qui découpent la Méditerranée en zones d'apartheid et d'exclusion. Le premier FSMed s'articule autour de sept grands axes thématiques : « Démocratie, citoyenneté et droits humains des hommes et des femmes », « Conflits, occupations militaires et paix », « Droits économiques, sociaux et culturels, et modèles de développement », « Migrations »,

[160] Contre la guerre, le racisme et le libéralisme.

« Diversité culturelle et dialogues transculturels », « Écologie et environnement » et « Femmes en Méditerranée ». Pendant quatre jours, les 15 000 altermondialistes attendus, représentant près de 500 organisations des deux rives, se sont rencontrés pour échanger et élaborer des alternatives aux politiques néolibérales et organiser la résistance aux visées impérialistes à l'oeuvre.

Le G8 s'est tenu l'année 2007 à Heiligendamm, en Allemagne. La déclaration officielle se concentre sur la stabilité du marché mondial, le développement de l'Afrique, la lutte contre le réchauffement climatique. Le sommet alternatif, qui est ouvert le mardi 5 juin en soirée pour se clore le jeudi 7 juin, a réuni plus d'une dizaine de tribunes et plus d'une centaine d'ateliers. Pour Aurélie Trouvé (Communiqué d'Attac Belgique, Attac France et Attac Suisse, 5 juin 2007), co-présidente de Attac France : « Ce temps d'échanges entre les acteurs des mouvements sociaux permet de mettre en avant et de débattre d'alternatives concrètes à la marchandisation de la planète ». Parmi les points forts des exigences d'Attac – comme de nombreuses autres organisations présentes – on trouve : la suppression du G8 et le rétablissement de l'ONU dans ses fonctions, en tant qu'institution où chaque pays doit pouvoir faire entendre sa voix au nom du respect des droits humains fondamentaux ; le contrôle des flux financiers et l'instauration de taxes globales pour financer les biens communs ; l'annulation de la dette des pays pauvres et l'abandon des plans d'ajustement structurel ; la mise en place d'un ordre économique qui ne soumet pas l'urgence écologique et les protections sociales à la logique toute-puissante du marché.

Le cinquième Forum social européen (FSE) s'est tenu à Malmö, du 17 au 21 septembre 2008. Rassemblant environ 12 000 participants, il a permis des avancées en termes de développement de réseaux, d'alliances et de préparation de campagnes. Durant le Forum, responsables d'organisations et militants de toute l'Europe, dont beaucoup de membres d'Attac, ont analysée la situation européenne et mondiale, ainsi que les propositions alternatives au néolibéralisme. Pour les participants l'objectif était de construire des alliances et de préparer des mobilisations, autour de propositions concrètes pour fonder une autre Europe, solidaire, écologique et démocratique. Il s'agissait de sensibiliser les citoyens qu'à l'heure où la crise financière et ses conséquences sur l'économie réelle s'aggravent, multipliant les drames sociaux, il est urgent que les États entendent les propositions des altermondialistes et que les citoyens se mobilisent en ce sens.

II.6.1.b. Les événements au niveau mondial

D'autres rassemblements ont également eu lieu au niveau mondial. Présente dans nombre d'entre eux, l'association a su se faire connaître et occuper une place de choix dans la lutte contre la mondialisation financière libérale sur la scène internationale. Le sommet qui a fait connaître ATTAC et les mouvements altermondialistes fut celui de Seattle. Le G7 s'était réunit dans cette ville des États Unies en novembre 1999 afin de lancer de nouvelles négociations dans le cadre de l'OMC concernant le libération des échanges. À cette occasion, a émergé un mouvement citoyen qui va demander entre autre un moratoire sur l'emprise de l'OMC.

À la vision libérale de l'OMC, les antimondialistes lui opposent la vision d'échanges internationaux solidaires, basés sur la coopération et un commerce équitable. La manifestation de Seattle avait pour ambition de demander davantage de considération et un plus grand respect des questions environnementales, sociales et l'interdiction des brevets sur le vivant avec pour corollaire l'interdiction de la production et de la distribution d'OGM. Cette grande manifestation a permis aux antimondialistes d'affirmer leur place et leur présence la scène internationale.

Les représentants des États membres de l'OMC se sont réunis à Doha au Qatar du 9 au 13 novembre 2001. Les différents gouvernements représentés ont pris la décision d'accentuer encore la libéralisation ce qui fait de ce sommet un bilan négatif pour les antimondialistes. Seul a été remporté leur combat pour l'accès aux médicaments génériques pour les pays pauvres. Ce contre sommet n'aura pas abouti à de grandes satisfactions malgré les nombreuses manifestations organisées.

En collaboration avec d'autres mouvements, ATTAC avait organisé, dans le cadre de ce contre sommet des manifestations dans toute la France. La réunion la plus importante de ces dernières années pour les mouvements antimondialisation est sans conteste l'organisation du Forum Mondial à Porto Alegre au Brésil. C'est dans cette ville située dans l'État de *Rio Grande do Sul* que c'est ouvert pour la première fois, le 25 janvier 2001, le Forum Social Mondial. Il constitue un contre sommet au Forum économique mondial qui se tenait lui, à

Davos en Suisse. Il constitue un véritable évènement puisque pour la première fois, les organisations ont en la possibilité de débattre entre elles et de proposer des alternatives à plus grande échelle. ATTAC s'est fortement impliquée dans la préparation et l'organisation de ce forum qui a commencé par une rencontre entre Bernard Cassen[161], président d'ATTAC, et des responsables brésiliens. Le mot d'ordre de ce forum est « un autre monde est possible » et de nombreuses personnes participent à ce grand rassemblement qui en appellera un autre l'année suivante.

Ainsi, du 31 janvier au 5 février 2002, c'est déroulée la deuxième édition du Forum Social Mondial basé dans la même ville de Porto Alegre. Ce contre sommet a attiré davantage de personnes et les conférences, les ateliers et les manifestations furent encore plus nombreuses que celle de l'année précédente. À cette occasion, les différentes structures d'ATTAC international se sont réunies et des décisions ont été adoptées entre autres : la création d'un annuaire international d'ATTAC, l'organisation des actions communes contre l'AGCS. Fut aussi avancée l'idée de lancer des initiatives de contrôle parlementaire et citoyen sur les positions adoptées par les gouvernements dans les grandes instances commerciales internationales.

Lieu	Année	Événement	Manifestants
Seattle, USA	1999	Sommet européen	50 000
Doha, Qatar	2001	Contre sommet G8	300 000
Porto Alegre, Brésil	2001	1er Forum social mondiale	20 000
Porto Alegre, Brésil	2002	2e Forum social mondiale	50 000
Porto Alegre, Brésil	2003	3e Forum social mondiale	140 000
Mumbai, Inde	2004	4eForum social mondiale	100 000
Porto Alegre, Brésil	2005	5e Forum social mondiale	200 000
Bamako, Mali	2006	6e FMS Poly centralisé	5 000
Caracas, Venezuela	2006	6e FMS Poly centralisé	100 000
Nairobi, Kenya	2007	7e Forum social mondiale	
Poly centralisé	2008	8e Forum social mondiale	
Belem, Brésil	2009	9e Forum social mondiale	70 000

Tableau II.9. La participation d'ATTAC aux événements mondiaux entre 2001 et 2009.

D'après les données : Site ATTAC-France, consulté, juin 2009.

[161] Bernard Cassen, est une des figures marquantes du mouvement altermondialiste, en France et sur le plan international. Il a été le premier président de l'association ATTAC, de 1998 à 2002, avant de devenir président d'honneur. Il est resté membre du Bureau d'ATTAC jusqu'en 2006 (Wikipédia.org, consultée le 15 août 2009).

En janvier 2004, le Forum social mondial (FSM), qui avait pris ses habitudes à Porto Alegre, a entamé une mutation décisive : il c'est mondialise lui aussi. Trois années au Brésil lui avaient permis d'incorporer un très grand nombre de mouvements sociaux d'Amérique latine et des Caraïbes à un front de résistance à la mondialisation libérale jusque-là surtout actif en Amérique du Nord et en Europe. En 2004, l'Asie rejoindra massivement ce front de résistance. Quelque 250 parlementaires et législateurs se sont inscrits au Forum de Mombaï, en provenance de nombreux d'environ 25 pays.

C'est ce quatrième Forum qui restera probablement l'apport le plus original de Mombaï au mouvement altermondialiste. Pour la première fois, le mouvement a réussi à s'élargir au-delà des groupes sociaux jusqu'ici les plus fortement impliqués - les classes moyennes, avec un niveau d'études généralement élevé, comme le montrent toutes les études - pour toucher des milieux beaucoup plus modestes. Cela n'avait pas été le cas jusqu'ici à Porto Alegre, malgré la participation important de mouvements comme celui des sans terre brésiliens et, plus généralement, celui des *no vox* (Impressions de Mumbaï, Louis Weber, 19 janvier, 2004).

L'expérience de plus de 5 années de convergences mondiales des résistances au néolibéralisme a permis de créer une nouvelle conscience collective. Les Forums sociaux mondiaux, thématiques, continentaux et nationaux et l'Assemblée des mouvements sociaux en furent les principaux artisans. Réunis à Bamako le 18 janvier 2006, veille de l'ouverture du Forum social mondial polycentrique, les participants à cette Journée consacrée au 50e anniversaire de Bandung ont exprimé leur préoccupation de définir d'autres objectifs du développement, de créer un équilibre des sociétés abolissant l'exploitation de classe, de genre, de race et de caste et de tracer la voie d'un nouveau rapport de forces entre le Sud et le Nord. Plusieurs membres d'ATTAC-France ont animé des ateliers, participé à des tables rondes ou rédigé des comptes rendus pendant cette journée à Bamako : Bernard Cassen, Gus Massiah[162], Jacques Nikonoff[163], Ignacio Ramonet[164]. Susan George[165] était également présente.

[162] Gustave Massiah est président du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), galaxie d'associations d'aide au développement et de soutien aux luttes des pays du Sud. Il a été vice-président d'ATTAC-France jusqu'en 2006 et est toujours membre de son Conseil scientifique (Wikipédia.org, consultée le 15 août 2009).

[163]Jacques Nikonoff a été élu en décembre 2002 à la présidence d'ATTAC-France, qu'il a codirigé jusqu'en 2006 avec Bernard Cassen. Lors de cette période de quatre ans, la codirection d'ATTAC s'est traduite d'un coté par des succès importants an terme d'adhésions et en termes politiques, en particulier du fait de son rôle dans la campagne contre le traité constitutionnel européen rejeté lors du référendum de 2005. Mais d'un autre coté, l'autoritarisme de la direction aussi bien vis-à-vis de l'association que vis-à-vis des diverses tendances du

À Bamako, les thèmes discutés en commissions affirment la volonté de construire l'internationalisme des peuples du Sud et du Nord face aux ravages engendrés par la dictature des marchés financiers et par le déploiement mondialisé incontrôlé des transnationales. Ils parvient a construire la solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques face aux défis du développement au XXIe siècle, le consensus politique, économique et culturel alternatif à la mondialisation néo-libérale et militarisée et à l'hégémonisme des États-Unis et de leurs alliés. Une des propositions d'ATTAC-France à cette problématique réside dans la constitution de synergies et de solidarités au-delà des frontières géographiques et sectorielles. Elle serait la seule manière d'agir dans un monde globalisé et de déboucher sur des alternatives. Une autre proposition montrant l'importance des médias manifesté dans cette déclaration : « Les médias alternatifs et à but non lucratif, sous toutes leurs formes (papier, radio, télévision, Internet), jouent déjà un rôle important pour une information pluraliste et non soumise aux diktats de la finance et des multinationales. C'est pourquoi il faut exiger des gouvernements que ces médias bénéficient de conditions réglementaires et fiscales privilégiées. Un Observatoire des Médias alternatifs pourrait identifier les législations les plus avancées existant actuellement dans le monde. A l'instar de ce que font les propriétaires et directeurs des grands médias, il serait utile d'organiser chaque année une rencontre des responsables des médias alternatifs du monde entier, éventuellement dans le cadre du processus des Forums sociaux mondiaux » (Communiqué ATTAC-France, avril 2006).

Avec le slogan « Ensemble pour un monde solidaire », ATTAC a organisé une semaine d'actions entre le 21 et le 27 janvier 2008, qui culmine avec une journée mondiale de mobilisation et d'actions. Selon l'Association, le moment le plus structurant de l'altermondialisme est la tenue – dernière semaine de janvier – du Forum Social Mondial (FSM), en riposte au forum des « élites » de Davos. Parti de Porto Alegre, le FSM a commencé, pour étendre le processus, par se déplacer à Bombay (2004), puis à Nairobi (2007). Après la tenue d'un FSM poly-centré en 2006 (Bamako, Caracas, Karachi), le Conseil

---

mouvement altermondialiste a entraîné le développement de vives oppositions internes et externes, ce qui s'est traduit dans un premier déclin des adhésions après le sommet de la fin 2005 (Wikipédia.org, consultée le 15 août 2009).

[164] Ignacio Ramonet il en fut le directeur de la rédaction du Monde Diplomatique de 1990 à janvier 2008. Il est le fondateur de l'ONG internationale *Media Watch Global* et de sa version française, l'Observatoire français des médias (Wikipédia.org, consultée le 15 août 2009).

[165]Susan George a participé à la fondation de la première organisation ATTAC-France depuis sa création en 1998. Elle a été membre de son bureau de 1999 à 2006. Le Conseil d'administration d'ATTAC l'a nommée présidente d'honneur en 2008 (Wikipédia.org, consultée le 15 août 2009).

International (CI) du FSM a appelé pour 2008 à la tenue d'un FSM décentralisé, à l'échelon du local : « Nous vous invitons toutes et tous, dans la diversité qui est notre force, à construire de manière créative des actions, manifestations, évènements et convergences sur des thèmes et selon des modalités pratiques que chacun choisira. Agissons ensemble pour un autre monde ! » (Conseil International du Forum social mondial).

L'objectif affiché par l'Association réside dans la construction du rapport de forces du mouvement altermondialiste à l'échelle planétaire en l'ancrant plus avant, aussi loin que possible, dans le local. Il s'agit de donner à partir du local le maximum de visibilité aux luttes, aux résistances, aux alternatives. Insister sur l'aspect culturel participera de cette volonté de montrer qu'un autre monde est possible. Insister sur l'aspect festif montrera que cet autre monde pourrait être joyeux. Ainsi le Forum Social (FS) est-il au cœur de l'altermondialisme car c'est le lieu par excellence de construction du mouvement altermondialiste. Cet espace d'unité plurielle issu de la société civile – et garanti par les principes de la Charte de Porto Alegre – permet, par l'écoute qu'il induit, d'enrichir les analyses et propositions des points de vue des autres, donc d'être plus en situation de peser sur l'avenir du monde, cet espace incubateur d'action permet en sortie l'émergence de nouveaux réseaux de lutte (souvent via la création de forums sociaux thématiques).

L'ancrage du processus FSM dans le local est évidemment décisif car c'est par là que passe son élargissement stratégique, notamment aux couches populaires ; cet élargissement est à comprendre de façon quantitative, mais aussi qualitative : inclusion dans le processus de nouvelles façons de poser les problématiques, et même nouvelles problématiques. Outre le respect des engagements que ATTAC garde vis-à-vis du CI du FSM et du CIFS français (Comité d'initiative pour les Forums Sociaux), le FSM est aussi le moyen de montrer les luttes qui se passent ailleurs, de dénoncer les problèmes que pose la mondialisation marchande. La décentralisation du FSM est aussi un moyen de faire connaître les analyses et positions sur des problématiques du moment, (la crise financière, les accords de partenariat économique (APE), l'Union européenne) plus généralement sur les taxes globales, l'écologie, et la société.

Le Forum social mondial retrouve la terre brésilienne Belem, aux portes de l'Amazonie. C'est là que se tient le neuvième Forum social mondial, 8 ans après Porto Alegre. Après les continents africain et asiatique, le Forum revient au Brésil, où près de 100 000 personnes sont

attendues, avec la participation des peuples d'Amazonie venus de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, de l'Équateur, de la Guyana, du Pérou, du Surinam, du Venezuela et de la Guyane française.

La délégation d'ATTAC-France est composée des adhérents individuels, représentants de comités locaux, membres du Conseil scientifique, du Conseil d'administration, de la commission internationale, des organisations fondatrices. ATTC-France a proposée quatre séminaires : la crise financière (avec les ATTAC du monde, le CADTM international et *Tax Justice Network*), la politique commerciale de l'Union européenne en Amérique latine : démystification des accords d'association (avec les ATTAC d'Europe et d'Amérique latine, le CADTM, « *Enlazando Alternativas* », *A-Sud Italia*), les biens communs et les taxes globales, et le changement climatique et la justice sociale (avec *Focus on the Global South*).

Au niveau du local, en appui à l'évènement FSM de Belem, dans un objectif de renforcer sa visibilité mais aussi de lui apporter le concret de terrain, mobilisateur, des initiatives sont d'ores et déjà en construction dans plus d'une vingtaine de localisations ; ainsi à Grenoble, Rennes, Vannes, Nantes, Toulouse, le Pays Basque Nord, Aix en Provence, Grenoble, le Puy de Dôme, le Limousin, les Monts du Lyonnais, Dijon, Annecy, Nancy, Paris, Ivry, Saint Denis, Saint Quentin, etc. Du communiqué de presse ou de la conférence de presse unitaire jusqu'à la construction d'un Forum Social Local (FSL), en passant par la visioconférence publique avec Belem, la réunion-débat ou la manifestation de rue, Belem se situe ainsi dans la suite du premier événement FSM décentré, en janvier 2008, et se positionne en premier étayage de celui de 2010.

Les altermondialistes semblent ainsi chercher encore la formule la plus appropriée pour les FSM, après avoir testé de nombreuses options : l'alternance entre phases d'élargissement (Mumbai en 2004, Bamako et Karchi en 2006, Nairobi en 2007) et le recours à intervalles réguliers, à Porto Alegre, de forums polycentriques (Bamako-Caracas-Karachi en 2006), ou de journées mondiales de mobilisations (en 2008). Enfin, un grand nombre d'altermondialistes refusent l'idée de prendre le pouvoir. En 2003, ils ont été plus ou moins à l'origine des grandes mobilisations contre la guerre en Irak, mais cela n'a pas rencontré les effets escomptés, et surtout ces manifestations ne se sont pas vraiment pérennisées. En France, les militants ont pu avoir le sentiment d'avoir largement contribué à la victoire du « non » lors du référendum sur le traité constitutionnel européen de mai 2005. Mais cela ne

signifiait pas nécessairement l'existence d'une base pour une majorité antilibérale. Cela a été démontré avec les faibles pourcentages des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle des candidats antilibéraux, José Bové[166] et Marie George Buffet.

Ces dernières années ce désenchantement altermondialiste a été nourri par la grave crise traversée en 2005-2006 par ATTAC, considérée comme la principale organisation altermondialiste. Sa direction, accusée de fraudes et de manipulations lors de l'élection à la présidence, a été contrainte de démissionner fin 2006. Cette crise s'est traduite par un très net renouvellement, notamment générationnel, des instances dirigeantes, et une baisse significative du nombre d'adhérents.

II.6.2. La production de documents et les actions des comités locaux

Un des buts premiers d'ATTAC est la production d'informations et leur diffusion. Pour l'Association, il est capital de fournir aux citoyens une réflexion critique sur la mondialisation financière et ses corollaires et de susciter une action. En effet pour ATTAC, le rôle et l'influence des citoyens sont importants. La formation citoyenne, et dans un premier temps celle des adhérents, apparaît comme une priorité pour ATTAC. Elle passe, entre autres objectifs par la production d'informations qui se retrouvent sous forme de tracts ou de brochures mais aussi d'articles parus dans la presse ou sur le site de l'Association. Elle est également disponible sur la forme des livres.

II.6.2.1 La production de documents et d'information

La production des réflexions revient en particulier au Conseil scientifique qui rédige nombres d'articles sur les thèmes défendus par ATTAC. Il est constitué de groupes dont le nombre n'est pas figé : Biens Publics Mondiaux, Crise financière, Délocalisations, Démocratie Economique, Ecologie et société, Entreprises, Genre et Mondialisation, Fiscalité, Individualisme, LBO, Marché de l'électricité, Migrations, Nanotechnologies, ONU, et Transports. Il apporte une production constante et une contribution non négligeable à la réflexion et à la diffusion des idées.

[166] Membre fondateur d'ATTAC-France en 1998.

Commerce international

Le commerce international, échanges de biens et de services dans le monde, représente un peu plus de 6 000 milliard de dollars US. Il existe 63 000 firmes multinationales qui contrôlent 690 000 filiales à travers le monde, emploient plus de 6 000 000 de personnes et détiennent 1 800 milliards de dollars. La vaste majorité du volume des échanges qui représente le commerce international, s'effectue entre ces firmes ou à l'intérieur d'une même firme multinationale (délocalisation, sous-traitance, etc.).

Développement durable

Le développement économique et social doit être l'objectif prioritaire. Notre modèle de référence est le « développement durable », même si le terme est aujourd'hui utilisé à tort et à travers et fortement récupéré. Nous entendons par là la mise en place d'un développement économe des ressources naturelles non renouvelables et du travail de l'être humain, et organisant l'équité intra générationnelle et intergénérationnelle. En d'autres termes, il s'agit de promouvoir une économie fondée sur le respect de l'être humain et de son environnement, d'organiser l'échange entre les peuples fondé sur l'égalité, la démocratie, le libre choix des peuples.

Les thèmes développés par ATTAC. Site France-attac.org, consulté le 20 janvier 2009.

Les thèmes traités sont représentatifs des revendications d'ATTAC : contrôle des flux financiers, réforme des institutions, réorganisation du système monétaire, criminalité financière, développement durable, désobéissance civique, retraites, services publiques, travail. Les membres du Conseil peuvent inviter diverses personnalités pour que ces dernières leur apporter leur contribution. Ces différentes publications sont ensuite largement diffusées par les groupes locaux d'ATTAC afin de permettre la vulgarisation de ces travaux auprès du plus grand nombre.

Le Conseil d'administration des 23 et 24 juin 2007 a décidé, en application des principes de fonctionnement qu'il avait adoptés le 25 mai, d'ouvrir dans *Lignes d'Attac* une page consacrée alternativement à une expression libre sur les sujets en débat dans l'association et aux initiatives marquantes des comités locaux. Vous trouverez dans cette rubrique des textes faisant écho au débat tenu au sein du CA le 17 mars sur la désobéissance civique. Des membres fondateurs d'Attac, notamment le DAL et la Confédération paysanne, ont une pratique ancienne et efficace de la désobéissance civique. Leurs contributions seront mises également sur le site d'Attac. Ces textes n'engagent pas l'association mais seulement leurs auteurs.

La vulgarisation de textes. Site France-attac.org, consulté le 20 janvier 2009.

L'éducation citoyenne prônée par ATTAC est ensuite assurée par l'organisation de conférences, ouvertes au public, sur les différentes recherches et publications du Conseil

scientifique et des différents groupes suscitant ainsi le débat d'idées. À titre d'exemple, avec l'objectif de présenter l'immigration sous un jour nouveau, le groupe ATTAC-Sciences po organise un Cycle de conférences-débats sur l'immigration. La première conférence « Immigrés confrontés aux politiques d'immigration » a eu lieu le mercredi 12 décembre à 19h15.

> Les immigrés confrontés à la politique d'immigration : évolution du droit des étrangers, loi Hortefeux, tests ADN, expulsions. Dimension juridique, et témoignages d'associations engagées sur le terrain.
> Impact économique de l'immigration sur les pays développés et en développement. Les immigrés ne seront-ils pas ceux qui sauveront nos retraites ? L'immigration peut-elle s'inscrire dans une démarche de co-développement ? Libérer les flux migratoire est-il économiquement « raisonnable » ?
> L'immigration dans sa dimension socioculturelle : problématiques d'intégration, et d'identité nationale et républicaine. Comment combattre le sentiment xénophobe ? Quelle place pour les apports culturels des migrants ? Quel renouvellement de l'identité française ?

Les Conférences d'ATTAC. Site France-attac.org, consulté le 10 décembre 2007.

Cette information se retrouve aussi sous la forme d'un bulletin édité par l'association à l'attention de ses adhérents : *Lignes d'ATTAC*.


Lignes d'attac

Bulletin de l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens ● N°1/avril 1999

Rencontres internationales de Paris de juin 1999 >

Face à la dictature des marchés
Un autre monde est possible !

Les rencontres des 24, 25 et 26 juin, organisées en Seine Saint-Denis, en partenariat avec le conseil général de ce département et avec l'appui d'autres collectivités locales, visent prioritairement à mettre en place un réseau international de lutte contre la dictature des marchés afin, dans la logique de l'« Autre-Davos », d'œuvrer pour la mondialisation des résistances et des luttes. Il s'agit notamment de créer un rapport de forces international afin que des mesures soient enfin prises contre la spéculation financière.

Le bulletin de presse, Lignes d'ATTAC, n° 1 (juin, 1999).

Ce bulletin de presse tient informés les membres de l'association par les articles reprenant les thèmes défendus par ATTAC et également en portant à leur connaissance les différentes actions nationales menées par l'association comme par exemple la campagne lancée le 15

juillet 2008 dans toute la France, « Crise alimentaire : qui sème la misère, récolte la colère » ou celle lancée en juillet 2009 « Paradis fiscal, enfer social ».

Dans cette même optique de diffusion de documents et d'information, ATTAC a lancé sa collection de livres. La publication du premier livre collectif de l'Association paru en octobre 1999 : *Contre la dictature des marchés* a amené par la suite ATTAC à lancer toute une collection. Sont ainsi parus : *Tout sur Attac* (ATTAC, 2000), *Les paradis fiscaux* (ATTAC, 2000), *Enquête au cœur des multinationales* (ATTAC, 2001), *Agir local, penser global* (ATTAC, 2001), *Avenue du plein emploi* (ATTAC, 2001), *Remettre l'OMC à sa place* (ATTAC, 2001) et *Attac au Zénith* (ATTAC, 2002), *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, (ATTAC, 2003), *Le développement a-t-il un avenir ?* (ATTAC, 2004), *L'OMC en guerre contre la société* (ATTAC, 2005), *Pauvreté et inégalités. Ces créatures du néolibéralisme* (ATTAC, 2006), *Le Petit Alter Dictionnaire altermondialiste* (ATTAC, 2006), *Commerce équitable... Produire, vendre et consommer autrement* (ATTAC, 2009), *Souveraineté alimentaire... Que fait l'Europe ?* (ATTAC, 2009), *Sortir de la crise globale, vers un monde écologique et solidaire* (ATTAC, 2009), *L'Europe à quitte ou double* (ATTAC, 2009). La plupart des ouvrages parus aux éditions Mille et une nuits appartiennent au groupe Fayard qui appartient quant à lui au groupe Matra-Hachette Lagardère, second groupe de presse et d'édition français et marchand d'armes.

II.6.2.2. La formation continue

De multiples sessions de formation sont organisées, notamment en économie dans le but de familiariser les membres à la microéconomie et aux mécanismes de fonctionnement de la macroéconomie. Cette alternative permet ainsi aux adhérents de saisir facilement les termes et les sens des articles et autres commentaires économiques nécessaires à la compréhension du phénomène de mondialisation libéral financière.

Pour parfaire les réflexions menées par le Conseil scientifique et relayées par diverses publications sont également organisées des sessions de formation et des universités d'été. Chaque année se déroule cet événement qui s'étend sur une période de cinq jours. Il est réservé aux membres de l'association mais peut s'ouvrir à des personnes extérieures dans le cadre de la formation professionnelle continue dans des conditions particulières. Son objectif

est de proposer un approfondissement des bases de connaissances dans les disciplines enseignées afin de mener à une réflexion sur les enjeux d'aujourd'hui et d'acquérir un regard critique sur les politiques menées aussi bien par les acteurs publics que privés afin de mieux saisir les propositions d'ATTAC.

Depuis la première université d'été organisé fin août 2000, ATTAC France chaque année donne rendez-vous à ses adhérents pour participer à des cycles d'enseignement sur des thématiques d'actualité. À cet effet, l'université d'été se divise entre des cycles d'enseignements et des travaux pratiques et ateliers spécialisés. Elle est complétée par la participation à des tables rondes et des Conférences plénières. Une formation intensive et complète sur les thèmes de la mondialisation permettra à chaque adhérent le choix d'enrichir sa culture personnelle en matière de spéculation financière ou encore des OGM ou d'étudier l'histoire, les mécanismes et le fonctionnement des institutions européennes et les principales politiques communautaires. La formation est assurée par des intervenants reconnus dans leur spécialité, avec une participation entre 800 et 1 2000.

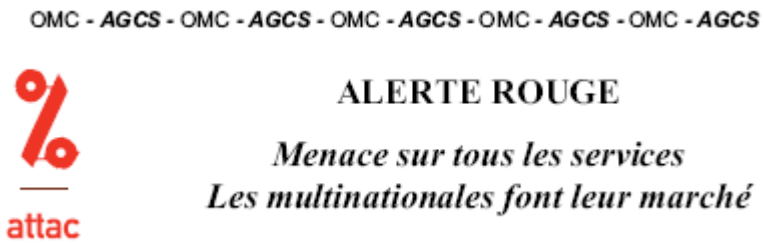
Lieu	Année	Thématique
Université d'été La Cioat,	2000	Pour une économie au service de l'Homme
2ème université d'été Arles	2001	Contre l'emprise de la finance, une économie à finalité humaine
3ème université d'été Arles	2002	Le néolibéralisme dans ses œuvres, et les alternatives à lui opposer
4ème université d'été Arles	2003	Contre la mondialisation libérale, résister et construire
5ème université d'été Arles	2004	Face au libéralisme : résister, riposter et créer
6ème université d'été Poitiers	2005	Le rôle de l'Etat comme soutien à la mondialisation néolibérale, ou comme support de la résistance qui lui être opposé
7ème université d'été Poitiers	2006	Manifeste des alternatives
8ème université d'été Toulouse	2007	Pour construire un monde solidaire, écologique et démocratique
Université citoyenne d'ATTAC-France Toulouse	2008	L'altermondialisme aujourd'hui ?

Tableau II.10. Les universités d'été d'ATTAC 2000-2009.

D'après les données : Site ATTAC-France, consulté, juin 2009.

À titre d'exemple nous signalons la présence de personnages du monde scientifique : Susan George, Dominique Plihon[167], Geneviève Azam[168], François Chesnais[169], entre autres. Toutes ces actions ont pour but d'informer le citoyen et de lui donner la possibilité de susciter le débat.

Cependant, la diffusion d'informations n'est pas l'unique moyen utilisé par l'association pour faire entendre ses revendications. Différentes actions s'organisent par les comités locaux, relais du national. L'interpellation des élus peut être l'un des moyens employés mais l'essentiel des initiatives, outre la production de documents, se trouve dans les opérations de tractage et d'organisation de diverses manifestations.



Modèle de tract sur OMC/AGCS 02/03/2003.



Tract sur La Crise du capitalisme financier, 15/02/2008.

[167] Dominique Plihon est membre fondateur de l'association ATTAC-France il participe activement depuis 1999 à son conseil scientifique que présidait alors René Passet. Quand ce dernier s'est retiré en 2002, il l'a succédé à la présidence de cette instance. Il participe au conseil de rédaction du mensuel *Alternatives économiques*, a été co-rédacteur en chef de la revue *Économie internationale du CEPII* de 2001 à 2005 et publie régulièrement des articles dans l'hebdomadaire *Politis* (Wikipédia.org, consultée le 15 août 2009).

[168] Geneviève Azam a participé à la fondation du comité local ATTAC de Toulouse dont elle a été présidente de 1999 à 2004. Elle est devenue membre du conseil scientifique d'ATTAC-France en 2003. Elle y a monté un groupe de critique des idéologies économiques fondées sur le risque et en est devenue président en 2005. Elle a été élue au conseil d'administration d'ATTAC-France en décembre 2006 (Wikipédia.org, consultée le 15 août 2009).

[169] François Chesnais est membre du conseil scientifique d'ATTAC-France. Depuis 1995, il est un des animateurs de la revue et du Collectif Carré Rouge, publie également dans *Critique Communiste* (la revue théorique de la LCR). Il rédige également des articles de vulgarisation en économie pour le *Grain de sable* d'ATTAC (Wikipédia.org, consultée le 15 août 2009).



Tract sur le G20, 16/03/2009

L'importance de la production et de la diffusion de connaissances à ATTAC est symbolisée par l'existence du Conseil scientifique où sont réunies les compétences de chercheurs et universitaires. De ce fait, l'expertise se construit de manière complémentaire par le Conseil scientifique ainsi que par les adhérents, rassemblés en groupes de travail, sur des thématiques privilégiés par l'Association. Étant donné qu'ATTAC est qualifiée comme un mouvement d'éducation populaire, l'expertise[170] ne peut être uniquement délivrée « d'en haut » en l'occurrence le Conseil scientifique, pour être assimilée « en bas » à la base.

Nous avons remarqué qu'une des activités majeures des comités locaux consiste à relayer des exposés produits par les membres du comité, et parfois par des intervenants extérieurs, souvent membres du Conseil scientifique. Les adhérents, groupes de travail, comités locaux coopèrent entre eux, s'appuient sur les travaux déjà faits pour débuter d'autres propositions. La fluidité de l'information entre les différents lieux et niveaux de l'association, est facilitée par l'outil informatique, Internet en l'occurrence. Ainsi des documents issus des groupes de travail ou des adhérents, peuvent circuler d'abord par le Conseil scientifique, pour ensuite se retrouver sur le site de l'association ou dans les listes électroniques d'ATTAC.

À l'évidence, la diffusion de l'information occupe une place centrale au sein du projet politique d'ATTAC. Cependant, qui produit l'information, comment est-elle véhiculée, et notamment vers qui est-elle dirigée, sont de questions que restent partiellement sans réponse. Etant donné que chaque individu doit contribuer à la production d'informations, cette multiplicité des sources de production et d'information doit être accompagnée aussi de moyens de communication entre les différents niveaux de l'association. Une nouvelle organisation de travail et de nouveaux rapports entre adhérents, que la mise en place des TIC

[170] Expertise : Procédure par laquelle on confie à un ou plusieurs experts le soin de donner un avis sur les éléments d'un différend, quand ceux-ci présentent des aspects techniques. *Dictionnaire Larousse*, 2002.

peuvent structurer dans des différentes sphères de l'association, Conseil scientifique, conseil d'administration, comités locaux, groupes de travail, et des adhérents.

Des auteurs tel Fabien Granjon (2001) postulent l'émergence d'une forme d'organisation tout à fait originale dans la mesure où les regroupements se formèrent à l'infini entre les complexes noyaux de l'Association. Nonobstant, notre observation du fonctionnement des différentes listes de discussion montre une rupture marquée par deux dynamiques propres d'Internet et à l'origine de la création d'ATTAC-France. Une dynamique horizontale, que renvoie à la possibilité de communiquer *many to many*[171], et une dynamique transversale, révélant l'alternative de communication à travers les divers espaces de l'Association : Conseil scientifique, comités locaux, groupes de travail, les adhérents. Nous avons repéré que la dynamique transversale concerne l'ensemble de l'Association, une façon de relier les différents espaces, par contre nous avons constaté que seulement une minorité des adhérents se dit connectée à Internet. Comme démontré par la visibilité médiatique d'ATTAC à l'échelon international, vraisemblablement, le rôle d'Internet ne s'arrête pas au cercle des adhérents connectés aux échelons locaux ou nationaux.

La question sur l'usage de l'outil informatique se structure souvent par rapport à sa réception. Ici, nous distinguons l'usage de « la pratique » dans le même sens que Josiane Jouët : « L'usage est restrictif et renvoie à la simple utilisation tandis que la pratique est une notion plus élaborée qui recouvre non seulement l'emploi des techniques (l'usage) mais aussi les comportements, les attitudes et les représentations des individus qui se rapportent directement ou indirectement à l'outil » (1993 : 371). Il faut considérer, en plus, que les usages sociaux des TIC ne peuvent pas se construire dans le vide, qu'ils s'insèrent dans les rapports sociaux de pouvoir structurés qui traversent les structures sociales sur des formes de domination plus ou moins prononcées.

La naissance parallèle d'ATTAC-France et des outils informatiques ont constitué les points déterminants pour la constitution postérieure de l'identité militante, autant au niveau local que national. Cette association a bénéficié d'une certaine notoriété grâce à l'articulation entre l'émergence d'un espace public alternatif et l'arrivé des mouvements altermondialistes, avec des revendications pour construire un autre monde, traduites par le slogan « Un autre monde

[171] Communiquer de plusieurs à plusieurs.

est possible ». Mais des nouvelles questions se posent sur les TIC, d'abord en tant que productrices de lien social alors qu'elles sont en rupture avec les tendances à l'individualisme et le processus de socialisation dont elles sont, en apparence, le vecteur. Ensuite sur l'exclusion sociale qui serait accentuée par l'appropriation inégale d'Internet (Chambat, 1995), creusant ainsi une fracture démocratique en plus de la fracture numérique (Norris, 2001). Car, il ne suffit pas d'être connecté à Internet pour en faire un instrument d'information politique et de débat démocratique. Aussi souhaitions-nous savoir qui sont ceux qui dans le monde réel militent, comment vivent-ils leur engagement, et quel est leur parcours.

II.7. Conclusion

L'analyse des mouvements altermondialistes conduit à distinguer de nombreuses causes de mobilisation : culturelles, organisationnelles et individuelles. Dans cette perspective se situent de nombreuses ONG et des représentants de la société civile, tels que Médecins sans Frontières, *Greenpeace*, *Amnesty International*, ATTAC, ou encore les groupes manifestants de Seattle, de Washington et de Gênes. Pour tous ces acteurs, le chômage, la précarité, l'augmentation des inégalités, des injustices, de la délinquance, des violences, des peurs, des incertitudes, de la perméabilité des frontières, de la mise au pas des souverainetés nationales, en résumé de la « Mcdonalization » de la société (Ritzer, 2004), sont provoqués par le processus de la mondialisation. Des spectres globaux tels : la subordination de la politique à l'économie, la concentration des pouvoirs aux mains des élites multinationales et le déficit démocratique, font en sorte que les luttes militantes ne peuvent pas être envisagés d'un seul point de vue local. Les nombreuses tendances à l'intérieur des MAM obligent aux divers acteurs à reconsidérer leurs stratégies et à s'engager dans l'élargissement international de leurs actions. Les profondes transformations structurelles telles la multiplication des accords de commerce bilatéraux et régionaux, la création d'un espace économique transnational, libèrent les entreprises du contrôle autrefois exclusif de l'État-nation. On peut s'interroger sur la capacité des MAM à transcender les frontières nationales, et leurs pratiques de manière à répondre à ces transformations structurelles.

Selon Giovanni Busino (2006 : 42), « il n'y a pas encore un pouvoir mondial institutionnalisé, effectif. Certains acteurs sociaux agissent dans des contextes complexes, interconnectés, interdépendants qui contribuent à l'émergence de modèles normatifs, fragiles et temporaires, et de réglementations multiples fondées sur la logique des ententes. Avec l'avènement des TIC qui accélèrent et accroissent la mutuelle dépendance de toutes les activités humaines, les rapports sociaux sont modifiés, l'espace bascule dans l'intemporalité ou la simultanéité, dans l'urgence du présent. Devant un changement social si rapide, les identités se dissolvent, ainsi que les représentations qui fournissent les repères identificateurs et les vecteurs des interdits, de permissions, des espoirs, de la résignation ainsi que de la puissance. Même les identités sociales ne proviennent plus des groupes d'appartenance, mais des modes d'interaction avec des nombreux acteurs de différents groupes. Les interactions entre les individus priment sur toutes les formes de médiations collectives. Les identités des ayants droits anonymes, des bénéficiaires, des exclus, partageant les peurs et les risques mais n'ayant aucune signification en commun, ces identités ne sont plus stables et permanentes. On observe déjà des identités de substitution. Pour agir, pour poursuivre ses intérêts, il faut alors se redéfinir, se doter de nouvelles identités sociohistoriques, sources de sens, de stabilité, de légitimité. Dans le monde contemporain, l'identité culturelle, mieux que l'identification culturelle (celle qui détermine les associations et les antagonismes, les alliances et les orientations pratiques), gagne de plus en plus en importance par comparaison aux autres dimensions de l'identité ».

Manuel Castells dans son ouvrage paru en 1997, *Le pouvoir de l'identité*, envisageait déjà le fait que c'est dans le domaine de la politique symbolique, et le développement de mobilisations autour de problématiques bien définies par des groupes et des individus extérieurs au système politique central, que les nouvelles formes de communication pourraient avoir les effets plus spectaculaires. Et pourtant, l'organisation des MAM comme moyen global, démocratique, est lente et fragile. Pour coordonner action politique et éducation, mais plutôt comme un mécanisme permettant de circuler de façon éthique dans le temps. Nous avons répertorié certaines organisations qui utilisent Internet comme outil de communication, d'information et d'organisation, depuis une vingtaine d'années. Cet outil médiatique, ainsi investi par des organisations telles *Greenpeace*, *Amnesty International* et plus récemment ATTAC, a permis parfois le développement des réseaux militants, mais il demeure essentiellement le témoin de la diffusion de leurs idées. Nous constatons qu'Internet est loin d'encourager la rénovation des liens sociaux entre citoyens. La contribution des TIC à renouveler les médiations entre acteurs politiques et les citoyens, autant que l'extension de

l'espace public, sont remises en question. Bien que les TIC offrent aux mouvements altermondialistes une tribune d'expression alternative, pour s'organiser et éventuellement se montrer dans l'espace public médiatique, nous voudrions approfondir la façon dont les médias en général favorisent la consolidation de cet espace public et en quoi Internet modifie les modes de représentation de soi des militants. De manière empirique, à partir du cas précis d'ATTAC-54, il faudra d'abord, sur le plan conceptuel, l'analyser à la lumière des théories de l'action collective, des NMS et de la politique contestataire. Ensuite, il s'agira de répondre à plusieurs questions sur le passage du mouvement local à l'action transnationale Comment interpréter la reconfiguration du processus de cadrage des enjeux et des techniques de mobilisation ? Comment s'opère le renouvellement du répertoire de l'action collective et des stratégies des luttes ?

Au cours de notre recherche, nous avons assisté à nombreuses réunions d'un comité local, ATTAC-54 dans lesquelles les adhérents présents, membres du conseil d'administration, sont aussi ceux qui utilisent le plus souvent Internet. Cependant, nous constatons que l'investissement aux pratiques informatiques est rare, au profit des pratiques plus classiques telles la participation aux réunions, la distribution de tracts, le présence aux manifestations, etc. Pour notre part, il s'agit désormais de repérer les dynamiques utilisées par ATTAC-54, pour analyser ensuite les modes de réappropriation par les adhérents, nous cherchons à délimiter le rôle joue par les TIC dans leurs pratiques militantes souvent considérées au premier plan, derrière leur volonté de débattre et d'affirmer une identité au sein de l'association.

Troisième partie :

Le militantisme associatif

Les militants d'ATTAC-54

« Nous essayons encore un fois de rendre visibles les mal-logés et de faire comprendre aux Français que ce combat est leur combat ». *Le Monde*, 16 mai 2009

« ATTAC entre dans le débat », *L'Humanité*, 17 janvier 2007

« Le sommet découvre la mondialisation de la manif' », *L'Humanité*, 30 novembre 1999

« Des centaines d'ONG », *L'Humanité*, 30 nov. 1999

« État d'urgence et couvre-feu à Seattle », *L'Humanité*, 2 déc. 1999

III.1. Introduction

Incontestablement, le mouvement altermondialiste a acquis une certaine notoriété sous l'effet de stratégies militantes de mise en forme symbolique et de la construction d'une cause unifiée par les acteurs sociaux, mais aussi du fait de la grande médiatisation de ces mobilisations. Mais il faut signaler qu'au cœur du phénomène, se trouve la question de l'identité sociale et politique des acteurs sociaux mobilisés (Castells, [1997] 1999 ; Appadurai, 2001).

L'élan des mouvements altermondialistes s'est accentué à l'occasion de l'organisation du Forum Social Mondiale de Porto Alegre (2001). Cet évènement se révèle comme un des bastions des luttes altermondialistes, à savoir les droits sociaux, l'environnement, les relations Nord-Sud, la question des minorités, les droits humains, le pacifisme, la place des femmes, la lutte contre les multinationales, contre les paradis fiscaux, les combats pour la démocratie, la liberté de la presse, l'économie solidaire, la qualité de l'eau, la situation du tiers monde, la lutte contre l'hégémonie américaine, la laïcité… (Losson, 2002 ; Sommier, 2003 ; Fillieule, 2004 ; Fougier, 2004). De ce fait, les mouvements altermondialistes (MAM) juxtaposent des combats contre des injustices très différentes, subies par des catégories hétérogènes de victimes et visant des persécuteurs aux multiples profils.

Habituellement, quant on fait référence aux MAM, on pense aux Forums mondiaux de Porto Alegre (1er février 2001, 2002, 2003, 2005), aux grandes mobilisations contre les sommets de l'OMC à Seattle (30 novembre 1999) ou Cancún (14 septembre 2003), aux manifestations contre les sommets du G8 de Gènes (20 juillet 2001) ou d'Évian (29 mai – 3 juin 2003),

contre la Zone de Libre Echange des Amériques à Montréal (28 juillet 2000), Quito (Octobre 2002) ou Buenos Aires (Avril 2003) ou encore aux Forums Sociaux Européens de Florence (2002) ou Paris (4 - 10 novembre 2003) et Londres (1er mai 2004). C'est sans doute parce que ces rencontres internationales ont bénéficié d'une grande médiatisation.

Ces rassemblements de plusieurs milliers de personnes venues de nombreux pays s'inscrivent dans un cycle transnational de contestation dont la plupart des auteurs font remonter l'origine aux manifestations de Seattle (Losson, 2002 ; Agrikoliansky, 2003 ; Sommier, 2003 ; Fillieule, 2004). Cependant, chacune des villes marquées par les MAM, ne constitue qu'un aspect limité des mouvements que les militants altermondialistes vivent et construisent au quotidien à l'échelle locale. Pour Isabelle Sommier « la référence à l'articulation entre les niveaux local et global viserait à :

- connecter mouvement et luttes locales et sectorielles,
- internationaliser les conflits locaux *via* les actions de solidarité,
- dénoncer l'involution politique et la globalisation armée,
- viser l'unité du mouvement face à la répression,
- combiner différentes stratégies de mobilisation et d'action,
- viser éventuellement la rupture avec les institutions représentant le capitalisme mondial » (2003 : 15).

En prenant comme exemple la manifestation à la ville de Seattle, Olivier Fillieule et *al*. (2004 : 14) considèrent que « si Seattle a acquis une telle visibilité, c'est à cause d'un intense travail de mobilisation antérieur, occulté par le succès même de l'événement ». D'autre part, ces auteurs observent que l'émergence de ce mouvement multinational n'a pas connu le même *tempo* ni pris les mêmes chemins selon les contextes nationaux dans lesquels il s'enracine, et que les réseaux d'organisations appelantes, les revendications avancées, les participants, varient d'un moment et d'un lieu à l'autre. Olivier Fillieule et *al*. soutiennent que « l'organisation des manifestations de Seattle demeure tributaire de l'activité de groupes activistes étasuniens, constat renforcé par Paul Almeida et Mark Lichback (2002) qui montrent, dans leur enquête, que la plupart des manifestants y étaient américains ou canadiens et que beaucoup parmi eux étaient syndicalistes » (2004 : 15).

En effet, plus d'un millier d'organisations non gouvernementales (ONG) hétérogènes étaient présentes sur les lieux, dont notamment l'ONG américaine *Public Citizen*, l'Organisation de

défense des consommateurs de Ralph Nader, des organisations contre l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (anti-AMI, MAI-Not), des mouvements ruraux comme la *National Family Coalition*, des réseaux mondiaux comme le *Third World Network*, le Mouvement des *Sams terre*, Terre des hommes international et plus généralement les associations de défense de l'environnement, de consommateurs ou encore de la diversité culturelle et sociale.

Le mouvement syndical a fait lui aussi entendre avec force sa voix à Seattle. Avec, en tout premier lieu, la grande centrale syndicale américaine, l'AFL-CIO. Outre des représentations syndicales nationales venant du monde entier (comme par exemple les Sud-coréens, les Sud-africains, les Français ou encore les Burkinabés), la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Confédération mondiale du travail (CMT) seront activement présentes. Mais l'événement va également attirer une foule anonyme de citoyens soucieux de l'avenir du monde.

À cause de la proximité de Seattle avec le Canada, le Sommet a attiré une importante délégation d'altermondialistes en provenance de la Colombie-Britannique. Le 1er Décembre 1999, *The Province* rapporte qu'à quelques jours du début du sommet, et alors que l'on attend 50 000 manifestants pour la première journée (*The Vancouver Sun*, 27 novembre 1999), 41 bus de militants en provenance de Vancouver traversent la frontière américano-canadienne. Sept de ces bus ont été réservés par le syndicat des employés hospitaliers et deux par la Fédération des enseignants de la Colombie-Britannique : ils craignent respectivement pour l'éducation et les services médicaux, sujets qui seront à l'ordre du jour du Sommet.

En 1997 les militants antimondialistes de la Colombie-Britannique avaient déjà eu l'occasion de manifester contre l'APEC (Coopération économique Asie Pacifique), qui s'est déroulé à Vancouver du 16 au 25 novembre 1997. Ce sommet, qui a révélé la vivacité de la désobéissance civile, avait provoqué des manifestations à l'Université de la Colombie-britannique et dans le centre-ville, en particulier en raison de la présence du dictateur indonésien Suharto.

Une représentation française était également présente parmi les militants altermondialistes avec José Bové, leader de la Confédération paysanne (syndicat français qui représente quelques 40 000 fermiers) s'opposant aux Organismes génétiquement modifiés (OGM). Sa présence à Seattle attire l'attention des médias, d'autant plus que celui-ci vient de recevoir une

assignation à comparaître devant un tribunal pour l'attaque d'un restaurant MacDonald's dans le sud de la France. Auparavant, José Bové avait été condamné pour avoir incité un groupe de militants à entrer par effraction dans un silo à grains privé pour détruire le blé génétiquement modifié qui y était stocké.

Le rôle d'événement fondateur, attribué à la manifestation de Seattle, est indéniable, il serait cependant trompeur de le penser uniquement comme une éruption spontanée, seulement focalisée par la critique du pouvoir capitaliste. Certainement, la mouvance contestataire internationale est née à Seattle, mais il faut souligner le remarquable travail des collectifs locaux avant, pendant, et même après le déroulement de l'événement.

En Europe, les travaux de Donatella Della Porta et son équipe (1999, 2006) ont montré la forte composante nationale de la participation au sommet de Gênes en 2001 et au Forum social Européen de Florence en 2004. Ces auteurs soulignent également une présence très significative des organisations politiques classiques. Les organisations participant au mouvement provenaient d'horizons différents : comme ATTAC, Marche Mondiale de Femmes, *Tute Bianchi*, *Globalize Resistance*. Des réseaux comme le Réseau Lilliput, des organisations syndicales, (FIOM, COBAS) des organisations culturelles (ARCI) et des ONG comme *Jubileo Sud*, ou Médecins sans Frontières ou des organisations de la gauche alternative italienne comme *Rifondazione Communista*.

De la sorte, la configuration lors du contre-G8 de Gênes en juillet 2001 était très différente puisque le Genova social forum (GSF) a été l'unique lieu de coordination, qui respectait cependant, la diversité des organisations participantes (voir figure III.1). Le GSF a su organiser les différentes initiatives, accueillir les internationaux, mettre en place une *zoning* pour la journée de blocage en fonction de la plus ou moins grande volonté de confrontation des différents pôles affinitaires. Il a aussi assumé dans la durée une solidarité active face à la répression extrêmement violente subie par des centaines de personnes et qui a causé la mort d'un jeune militant, Carlo Giuliani.

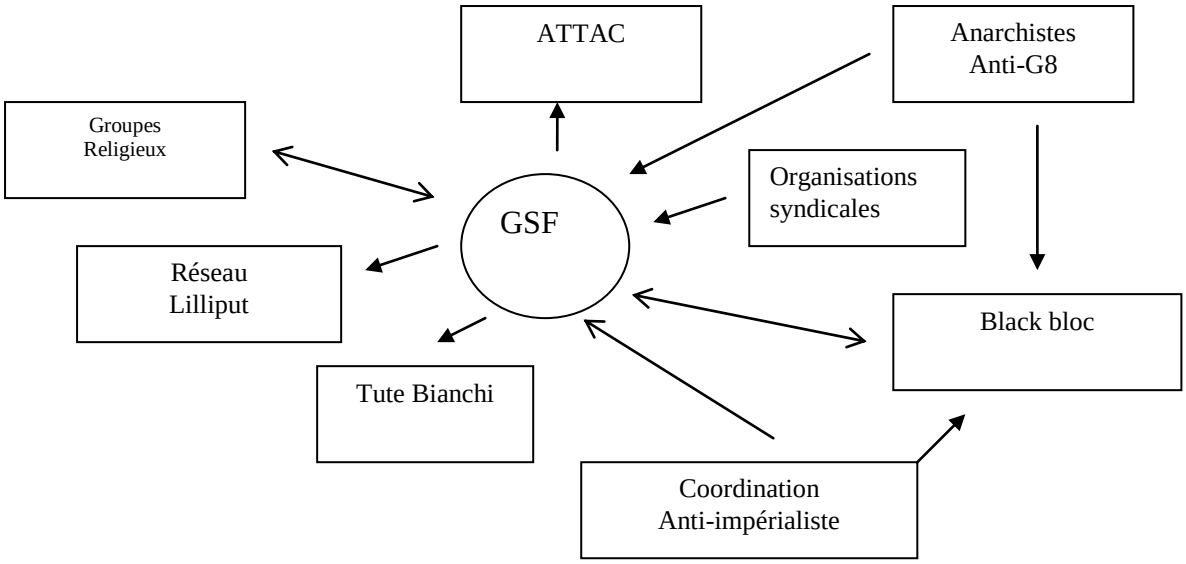


Figure III.1. Le Réseau de protestation à Gênes.
Source : D'après Della Porta, 2006 : 64.

Même si, dans les cas de Gênes en 2001, et à *Gleaneagles* en 2005, c'est la mobilisation de grandes organisations qui a amené des centaines de milliers de personnes à descendre dans la rue, souvent les contre sommets reposent sur les collectifs locaux. Cela implique que la mobilisation repose sur des mécanismes peu coûteux et participatifs. Donc, le rôle crucial joué par les TIC, spécialement d'Internet, a permis une coordination intense à moindre coût entre les individus les plus impliqués tout en offrant la possibilité à tout un chacun de s'agréger au processus. À Gênes, l'information pratique était largement disponible sur les sites des collectifs locaux organisant la mobilisation ainsi que par le biais du réseau *Indymedia*.

Internet, l'agent de ces profonds bouleversements, a eu un impact important, entre autres en permettant aux organisateurs de planifier rapidement et facilement les manifestations, parfois à l'échelle de la planète. Les individus et les groupes peuvent désormais fixer les dates, partager leurs expériences, accepter des responsabilités, régler la logistique et lancer une foule d'autres initiatives, ce qu'ils n'auraient jamais pu faire aussi facilement et aussi rapidement avant. Il est désormais possible de faire en sorte que des manifestations et des activités de protestation se déroulent simultanément en plusieurs endroits.

Le mouvement altermondialiste a reçu avec Internet une nouvelle impulsion, la communication et la coordination des actions échappa de ce fait à une direction centralisée. Étant donné que l'organisation des actions militantes requiert un minimum de ressources et de formalités administratives, Internet a permis aux groupes et aux individus de consolider leurs liens, de s'informer à propos de leurs succès et de recruter des nouveaux membres.

Sur Internet, contrairement aux organisations traditionnelles, l'absence de monopole de l'information rend possible la participation sans conditions. Ce phénomène alimente également l'effet accordéon observé dans le cadre des petits collectifs altermondialistes : en l'absence d'échéance, ceux-ci réunissent au plus quelques dizaines de personnes, mais lorsqu'un événement est en préparation, leur nombre croît fortement. Des personnes ayant déjà été en contact avec le collectif reprennent temporairement du service selon un schéma de militantisme intermittent.

Internet demeurera un facteur important du succès ou de l'échec des activités de protestation et des manifestations contre la mondialisation. Les groupes s'en serviront pour désigner et faire connaître leurs cibles, solliciter des appuis et encourager la participation, organiser et communiquer informations et instructions, faire du recrutement, recueillir des fonds et promouvoir leurs objectifs individuels et collectifs. Internet reste un outil important de motivation et de planification des activités de protestation. Les planificateurs des conférences devront être en éveil pour connaître à l'avance les intentions et les objectifs des manifestants et prévenir ainsi tout incident imprévu.

Mathias Wahlström (2004), dans son analyse de la préparation et du déroulement du sommet de Copenhague en décembre 2002, montre que la mise en place des manifestations était principalement liée à l'activisme d'organisations danoises. Mentionnons les organisations telles que le *Forum stop Volden* (Arrêter la violence), enveloppant les unions syndicales rassemblées autour de *Stop Unionen* (Arrêter l'Europe), le *Folkebevaegelsen mod EU* (Mouvement du peuple contre l'Europe) et *l'Initiativet for et andet Europa* (Initiative pour une autre Europe), laquelle regroupait la plupart des organisations d'extrême gauche comme la fédération anarchiste, *Globale Redder* (Global roots), le *Enhedslisten* (Alliance vert-rouge danoise), en même temps que la section nationale d'ATTAC.

Nous pourrions citer aussi le contre sommet d'Évian en juin 2003, où la production de supports de mobilisation et la coordination logistique étaient réalisées par un collectif occupant une place centrale, le réseau « G8 illégal ». La réalisation de ces évènements impliquait la connexion des différents axes à travers de nombreux collectifs. L'information était fournie par *Indymedia-samizdat, samba, Rythms of resistance- Londres, Amsterdam*. L'expertise était assurée par fondation Copernic, CCFD, ainsi que la mobilisation par les collectifs Attac-campus, ACG et SUD étudiant pour la France, XMG pour la Catalogne, Attac Allemagne, Désobéissants et *Giovanni Communisti* pour l'Italie. L'impression du matériel fournie l'était par Rotographie – imprimerie de la LCR – et SUD étudiant. La mise en place des cadres d'organisation des actions par AARRG !, la cuisine bio par *A seed-Pays Bas*, l'assurance par Les Verts, la fourniture d'aliments approvisionné par la Confédération paysanne et le réseaux du commerce bio ou équitable), etc..

Lors du contre sommet G8 d'Évian en juin 2003, trois initiatives étaient soutenues par leurs organisateurs : une grande manifestation précédée par des actions de blocages, un « sommet pour un autre monde » rassemblant des ONG pour les conférences et les débats, ainsi que des villages alternatifs centrés sur l'expérimentation, l'échange du savoir faire, l'organisation des actions.

Le cadre de coordination avait également une triple dimension : locale d'abord, avec le collectif Haut Savoyard Anti-G8 et le Forum social lémanique côté Suisse. Ensuite, une dimension nationale, avec une coordination parisienne dans laquelle les principales organisations françaises étaient représentées ; international enfin, avec une coordination qui s'est réunie seulement trois fois en plénière et qui jouait le rôle de coordination générale. Ce triple cadre était nécessaire car, d'une part, il s'agissait de ne pas tout organiser depuis Paris et, d'autre part, le tissu militant local étant relativement faible, un cadre national devait soutenir la crédibilité de la mobilisation. Dans ce cas, les cadres locaux et nationaux ont conduit conjointement les négociations avec les autorités.

Des évènements comme la constitution en juin 1998 et le succès rapide d'une association comme ATTAC France, une mobilisation comme celle de Seattle ou encore des manifestations comme celles des Forums sociaux mondiaux, sont ainsi décrits comme les composantes d'une rupture majeure ouvrant un nouveau cycle de protestations, caractérisé par l'émergence d'une société civile transnationale. Pour Sidney Tarrow (2000), la dimension

transnationale des mouvements altermondialistes s'explique par des formes de coordination plus ou moins étendues entre groupes militants de différents pays, par l'élaboration d'analyses et de revendications d'envergure internationale mais, fondamentalement, le processus d'internationalisation des luttes s'enracine dans le cadre de l'État-nation.

Samir Amin (2002) définit la société civile selon deux approches : une première la prévoit comme terrain d'émergence de mouvements sociaux, le lieu où se construisent les « inégalités sociales », là où il existerait des « institutions d'organisations représentant des intérêts de classes divergentes » ; l'autre considère la société civile globale comme un acteur en soi (Kriesi, 1998 ; Goldman, 2007). Une telle approche stipule que, devant l'internationalisation des problèmes, il y a nécessité de construire des réseaux globaux à l'intérieur de la société civile où les mouvements sociaux mais surtout les ONG assumeraient le leadership.

Pour Francis Bernard Huyghe (2005), la société civile regroupe notamment les organisations syndicales et patronales (les partenaires sociaux), les organisations non gouvernementales (ONG), les associations professionnelles, les organisations caritatives, les organisations de base, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale et municipale, avec une contribution spécifique des églises et communautés religieuses. De son côté, Jean Louis Quermonne (1986) considère la société civile comme « l'ensemble des rapports inter individuels, des structures familiales, sociales, économiques, culturelles, religieuses, qui se déploient dans une société donnée, en dehors du cadre et de l'intervention de l'État ».

En résumé, la société civile présente fondamentalement deux caractéristiques dont la première est d'échapper à l'État. Elle occupe le domaine de la vie de la Cité où le souverain n'exerce pas son autorité, n'interdit pas, ne sanctionne pas… Un domaine où les individus suivent leurs propres normes, et non celles de la Loi, se rassemblent suivant leurs croyances ou leurs affinités, recherchent des fins divers (qui peuvent aller du salut de leur âme ou de la planète à la demande de distraction ou à la défense d'intérêts pécuniaires). Bref, la société civile se définit négativement : elle est l'espace où la volonté générale (en principe formée démocratiquement, connue par le vote, exprimée par l'obligation législative, mise en œuvre par l'exécutif et sanctionné par le juge) laisse le loisir à chacun de poursuivre ses objectifs à plusieurs, avec ses parents, ses amis, ou ceux qui partagent les mêmes goûts, désirs ou idéaux. La deuxième concerne son abstraction de la société civile puisqu'elle se fait connaître à travers des médiations qui englobent les relations avec autrui.

Nous pouvons rendre visible cette société civile par deux moyens. D'abord, par les sondages[172] : des individus, choisis en fonction de leur âge, de leur sexe, de leur profession… sont considérés comme étant représentatifs d'un tout. Ces sondages expriment, d'une part, ce que sont les « gens » dans leur diversité et, d'autre part, leur volonté (leurs demandes, leurs revendications, leurs espoirs). Cette volonté serait déformée par le processus de l'élection, par la classe politique, par les élites… Ensuite, la société civile se rend visible par son implication dans des organisations de volontaires représentant chacune des composantes culturelle, religieuse, sociale de la vie commune. Face à la légitimité politique des instances gouvernementales qui résulte de l'élection et de la consultation du peuple suivant des procédures bien précises, les organisations de la société civile tireraient leur légitimité de l'action altruiste, de la noblesse des objectifs ou simplement de la prise en compte des demandes d'une fraction de la société par les biais de sa participation dans des associations, collectifs, syndicats,…

Dans la pratique, la société civile regroupe un ensemble d'organisations entretenant plusieurs formes de rapports avec leurs membres mais aussi avec l'espace public, les autres associations, les médias, l'État et la classe politique. Répondent à cette définition les *think tanks*, *lobbys*, ONG, groupes d'intérêts et associations professionnelles.

En France, les associations (les ONG inclus) sont sujettes à la loi de 1901. Une association se constitue sur une initiative privée et volontaire ; son but est non lucratif, ce n'est pas une entreprise ; elle est financièrement indépendante, même si elle peut recevoir des subventions de l'État ; elle est politiquement indépendante, ce qui ne veut pas dire idéologiquement neutre (d'où, par exemple la difficulté de distinguer une ONG d'une association altermondialiste qui milite contre un certain ordre mais refuse de se constituer en parti politique, d'aller au parlement ou au gouvernement comme telle, etc.…) ; elle recherche un intérêt public et elle est, en ce sens, altruiste (d'où la difficulté de la distinguer d'un groupe d'intérêt qui n'est censé agir que pour le bien de ses membres).

Les associations, au même titre que les ONG, sont donc en principe financées par des dons et contributions, à but non lucratif et vouées à une ou des causes. Ces institutions sont par

[172] Enquête par sondage servant à connaître le point de vue ou les convictions d'une population sur une question idéologique.

excellence productrices d'influence : elles cherchent la réalisation concrète d'une valeur qu'elles défendent, qu'il s'agisse des droits humains, de la protection de l'environnement… Souvent, ces institutions font face à une urgence, une catastrophe naturelle, un scandale sanitaire ou l'atteinte aux droits de l'homme. De ce fait, l'intervention des simples citoyens est justifiée, soit pour interpeller un gouvernement, ou pour apporter de l'aide médicale ou alimentaire.

Contrairement aux partis politiques, qui cherchent à conquérir l'État, les ONG et les associations ne demandent pas à exercer un pouvoir direct de commandement, ni un pouvoir économique. Elles visent des changements effectifs en agissant sur la volonté d'autrui. Cet autrui, peut être le public en général que les associations convainquent de militer, de soutenir une revendication, de s'indigner des actions d'un gouvernement, d'une organisation, d'une entreprise, elles agissent de plus en plus sur les détenteurs du pouvoir, tout cela à travers les médias. La capacité de ces derniers à intervenir directement dans les affaires politiques est utilisée par les associations afin de mettre en valeur leurs actions, même si elles concurrencent les institutions qu'elles critiquent par ailleurs. Le message est d'autant mieux véhiculé par les médias qu'il est à la fois spectaculaire et sans risque de devoir soutenir un pouvoir et donc sans avoir à se compromettre avec une forme quelconque de puissance ou de contrainte.

Actuellement, la légitimité des associations est en partie liée à leur intervention dans les affaires internationales et à l'ample médiatisation de leur discours. Outre leur indépendance réelle ou supposée, elles échappent à la méfiance frappant les formes traditionnelles de la politique, elles proposent un militantisme à la carte cherchant des résultats pratiques ici et maintenant, elles prônent la mise en œuvre de droits ou de certaines valeurs sans avoir de responsabilité politique, ni de régime censé les incarner.

Si on peut parler aujourd'hui d'une société civile internationale de même que de la diversité des notions qui l'ont popularisée : conscience morale planétaire, gouvernance, développement durable, c'est parce qu'elle est souvent représentée par les associations et les ONG. Ces institutions sont plus que de simples contre-pouvoirs protestataires, elles interviennent sur la scène publique avec un mélange d'idéalisme et de pragmatisme, rendu plus visible par des réussites spectaculaires dans l'intervention humanitaire d'urgence, par la dénonciation des catastrophes naturelles ou des périls écologiques, et par leur capacité à interpeller des gouvernements.

Comme souligné par Geoffrey Pleyers (2007), dans des centaines de villes, des convergences de la société civile ont émergé face aux politiques néolibérales, menant à la formation de mouvements altermondialistes locaux. Ce niveau est particulièrement important puisque c'est là que sont sensibilisés de nouveaux sympathisants et que s'organisent toutes les actions et mobilisations, y compris les plus internationales. Ainsi les MAM, même s'ils sont considérés d'emblé comme planétaires, ne sont-ils pas pour autant déconnectés des bases locales.

Ces mouvements ne s'installent cependant pas dans une ville comme sur une table rase, même s'ils sont animés par des objectifs semblables, et qu'ils partagent des valeurs et une certaine dynamique commune. Il semblerait au contraire, qu'ils se construisent de manière différente dans chaque localité en fonction des dynamiques sociales mises à l'œuvre, des activités des associations, des liens entre mouvements, et également des affinités entre groupes militants locaux.

Dans chaque ville, ces nouveaux acteurs sociaux héritent d'une culture contestataire différente, de l'importance relative de divers mouvements sociaux et d'un certain rapport de force face aux autorités politiques. Chaque terrain local possède ainsi des atouts et des carences qui facilitent ou non l'émergence d'un mouvement altermondialiste. Étant donné que la localité semble déterminer la spécificité du militantisme sur lequel les individus tentent de s'insérer, ainsi que la nature des activités qu'ils effectuent pour vivre leur engagement, ce processus ne peut être compris que si nous le concevons enraciné dans les réalités locales (Robertson, 1995 ; Castells, [1996] 1998 ; Beck, 1997).

L'analyse de l'émergence des mouvements altermondialistes fait paraître une image de l'altermondialisme plus nuancée et cohérente que celle qui consiste à considérer le mouvement comme étant unitaire et surtout, organisé à niveau international (Tarrow, 2000). Cette constatation s'applique particulièrement aux Forums Mondiaux Sociaux, car on a du mal à distinguer, dans l'apparente hétérogénéité de ces mouvements, quels sont les groupes protestataires dominants, mais aussi quels sont les enjeux et les groupes qui les soutiennent. Derrière le terme altermondialiste aux différents niveaux local, national et international, se cache une réalité militante complexe où s'enchevêtrent des organisations de taille et d'importance diverses.

Comment comprendre la dynamique des MAM qui traduisent l'apparition d'un militantisme associatif et des associations telle ATTAC ? On peut avancer certaines hypothèses expliquant cette dynamique, qui permettent aussi, en précisant les conditions d'émergence des MAM, de mieux comprendre les facteurs du renouvellement militant à partir de 1998.

Premièrement, est à prendre en compte le caractère nouveau des acteurs des mobilisations. En effet, nous ne pouvons plus présumer *a priori* d'un transfert de l'engagement partisan ou syndical vers l'engagement associatif. Il faudrait donc sonder les motifs de la reconversion d'acteurs hétérogènes, venus des associations de solidarité Nord-Sud, des syndicats de salariés ou de paysans, des mouvements de « sans », des organisations écologistes, des partis politiques, etc. Ensuite, il serait nécessaire de déterminer comment une partie des militants et des dirigeants se sont progressivement investis dans la lutte anti-mondialiste ou altermondialiste, même si leurs objectifs initiaux pouvaient être très éloignés des problèmes formulés par cette cause.

Vu que des thématiques abordées par les MAM sont antérieures à la fin des années 90, mentionnons entre autres combats la lutte pour l'annulation de la dette du tiers monde, l'écologie, en passant par les droits humains pour enfin se cristalliser dans la lutte contre le capitalisme. Nous pouvons nous demander comment la mise à jour de telles thématiques a conduit à l'apparition d'une cause globale et multiple et également au déploiement de formes organisationnelles innovantes.

L'une des organisations créées *ex novo* pour la mobilisation antimondialiste, et sans doute l'une des plus influentes au niveau transnational, est ATTAC. Cette association a été créée en France en 1998 dans le but d'exercer un contrôle démocratique sur les institutions supranationales qui guident le processus de mondialisation économique. La place spécifique d'ATTAC au sein des espaces militants, médiatiques et intellectuels français, est particulièrement importante car elle a ouvert la voie à d'autres organismes engagés dans la lutte contre la mondialisation.

L'association ATTAC est organisée selon une structure classique et revendique entre autres combats une plus grande justice sociale et davantage de démocratie et d'égalité. Cette association se présente sur tous les fronts pour assurer l'existence du « mouvement d'éducation populaire ». Le citoyen est au cœur du débat et l'éduquer et le sensibiliser aux

problèmes actuels de notre société reste son meilleur atout pour faire pression et influer sur le cours des choses.

Le succès incontestable de cette association qui comptait en 2002 autour de 30 000 adhérents, 280 comités locaux, organisés dans 46 pays, conteste les analyses faites sur l'engagement à la cause militante, annoncées depuis les années 90 en termes de mutation, de déclin (Perrineau, 1994), ou de disparition (Ion, 1997). Nous avons souligné dans le chapitre antérieur ses divers moyens d'action. Afin d'analyser cet acteur social devenu international, nous jugeons important d'approfondir l'étude au niveau local pour mieux saisir son fonctionnement au quotidien.

Nous étudierons l'association ATTAC 54 à Nancy, ses militants, son fonctionnement et son orientation. Le cas de Nancy nous a paru intéressant. En effet c'est une de plus petites des grandes villes de France, où les institutions d'enseignement sont très nombreuses et, par conséquent, le milieu intellectuel foisonnant. Par ailleurs, il était évident que la proximité et la connaissance du contexte local faciliteraient notre recherche. Par la suite, nous garderons en mémoire que Nancy représente un certain niveau local par ses caractéristiques spatiales qui facilitent la communication directe entre les individus.

Au début de cette recherche, nous avons émis les hypothèses suivantes : les médias font avancer le débat politique, ils contribuent à élaborer des stratégies de construction identitaire des groupes minoritaires ou, encore, ils structurent une société plus démocratique avec l'extension d'un espace public virtuel *via* Internet.

En résumé, nous venons *grosso modo* d'évoquer la problématique liée au phénomène des MAM et au renouvellement du militantisme associatif. Des questions se posent d'abord sur la crise de représentation qui frappe le système politique français, et il est nécessaire de cerner les causes de l'émergence d'un nouveau type d'engagement : le militantisme associatif. Ensuite, nous nous interrogions sur les sources de la légitimité politique des associations, et des trajectoires qui mènent à ce type de militantisme. Nous nous posions la question de l'identité militante altermondialiste, qu'il faudrait traiter sur l'angle de la spécificité d'une association locale. Nous avons souligné la question réitérée sur l'usage des médias par les militants et sur les stratégies médiatiques employées pour construire collectivement l'intérêt général. Afin de répondre aux questions posées, nous traiterons ici :

- de la participation des militants au sein de l'association ATTAC-54, en nous focalisant sur l'évolution de leur engagement durant la période 2002-2007, ainsi que sur sa nature et sa dynamique,

- du profil sociodémographique des militants de l'association afin de dégager dans quelle mesure ils constituent un groupe particulier par rapport aux autres mouvements altermondialistes,

- des fonctions honorées par l'association ; s'il s'agit d'un simple espace de discussion politique, ne remplit-elle pas aussi d'autres fonctions tels que l'organisation des actions politiques et l'échange d'information,

- de la spécificité du discours proposé sur la mondialisation.

III.2. Le militantisme associatif

Selon le Rapport 2006 de l'Observatoire de la mondialisation[173], l'une des grandes caractéristiques des activités de protestation des MAM[174] réside dans la diversité. Le même rapport souligne que la lutte contre la mondialisation n'est pas la préoccupation première des manifestants. Pour certains, elle éclipse tous les autres problèmes, pour d'autres, ce n'est qu'un objectif commun et les manifestations, un moyen de parvenir à leurs fins. La rencontre de ces groupes et de ces individus en un même lieu produit un effet spectaculaire dont l'impact est fréquemment démesuré par rapport au pouvoir d'action individuel.

Pour certains auteurs, il s'agit des groupes qui s'engagent dans des activités déterminées. Afin de parvenir à leurs objectifs, ils partagent les ressources de nature variée et élaborent une vision commune sur la façon de les atteindre. Ces groupes forment alors les unités constitutives de l'action collective et sont en interaction permanente autour d'une activité principale. De ce fait, leur fusion en une multitude innombrable crée une illusion de puissance qui retient l'attention et suscite l'intérêt des médias, ce qui a pour effet de l'amplifier et de grossir les rangs des manifestants. Nombreux sont ceux qui participent à ces grands

[173] Site de l'Observatoire de la mondialisation www.terresacree.org.

[174] Dont il est souvent dit qu'elles « comblent le fossé des générations », « abolissent les différences de classe » et « défendent une multitude de causes » (Losson, 2002 : 10 ; Sommier, 2003 : 32).

rassemblements, en raison de l'attention qu'ils génèrent (Sommier, 2001, Agrikoliansky, 2003). Les manifestations de Seattle et de Gênes ont révélé toute l'ampleur de la contestation et montré jusqu'où les participants sont prêts à aller pour arrêter la mondialisation ou en limiter l'expansion.

La nouveauté prétendue du militantisme associatif n'explique pas, à elle seule, l'essor de nombreuses associations qui contribuent en conséquence à un renouveau militant. Comme cela été démontré par certains auteurs (Ion, 1997, 2001 ; Sommier, 2003 ; Agrikoliansky, 2004, 2005), le militantisme est une pratique évolutive qui a connu des fluctuations au cours du temps, certaines époques s'avérant plus favorables que d'autres pour s'engager en politique. Aussi remarquent-ils le fait que l'engagement associatif peut suivre une libre circulation des militants dans le temps et dans les organisations. Ce phénomène écarte l'idée préconçue sur la provenance des militants venus de nulle part ou de n'importe où, et qu'ils seraient forcément des « profanes[175] ».

Pour expliquer ou légitimer la progression du militantisme associatif, plusieurs chercheurs (Juhem, 1999 ; Fillieule, 2001 ; Pleyers, 2007) avancent de multiples raisons qui conduisent à choisir l'adhésion à une association, tout en soulignant l'existence des organisations solidement instituées et suffisamment différenciées sur le plan idéologique, dans le champ politique (partis politiques, syndicats). La forme associative ne peut être isolée des autres groupements qui interviennent dans l'espace public. Les partis, les syndicats et les associations, tous constituent une dimension de l'action collective. Selon Jacques Ion (1997 : 21) « l'association, au sens générique du terme, serait ainsi le propre des sociétés modernes ; elle est définissable comme l'acte par lequel un ensemble d'individus se réunissent librement hors de la médiation des appartenances "naturelles", quelles soient territoriales, familiales ou professionnelles. Mais tout comme les partis politiques, le secteur associatif est touché par la crise, uniquement en ce qui concerne sa forme traditionnelle (associations de parents d'élèves, familiales, mouvements de jeunesse et d'éducation populaire) ».

Dans son ouvrage *La fin des militants ?* Jacques Ion (1997) analyse la crise généralisée qui frappe le système politique français (Ion, 1997 : 67) et qui, selon lui, affecterait les formes

[175] Personne qui ne fait pas partie d'un groupe.

classiques du militantisme (partisans et syndicales) au profit d'une nouvelle forme d'engagement distancié, aux revendications « post-matérialistes ». Comme Jacques Ion, on peut poser l'hypothèse selon laquelle l'engagement est toujours présent, mais qu'il a changé de direction, qu'il emprunte des voies non conventionnelles en particulier, celles du secteur associatif.

Cet auteur envisage « la question de l'engagement autrement que comme une question philosophique ou politique, en l'abordant par le biais de l'analyse de l'évolution des formes de groupements intervenant dans l'espace public » (Ion, 1997 : 100). Notamment par l'implication à distance ou l'engagement sans groupement. Jacques Ion distingue deux modèles d'engagement dans l'espace public : l'engagement militant et l'engagement distancié. Le premier est lié à l'existence de groupes généralement organisés sur le mode fédéral, articulant des appartenances et sociabilité primaires avec une insertion sociétaire dans l'espace idéologique politique national, dont la force et légitimité sont fondées sur une logique du nombre faisant masse. Quant au modèle distancié, il suppose des individus déliés de leurs appartenances, valorisant des ressources personnelles, se mobilisant ponctuellement sur des objectifs limités pour une durée déterminée, privilégiant l'action directe et l'efficacité immédiate même restreinte.

Ces modèles permettent de réfléchir à la complexité des réalités du terrain, puisque aucune situation n'incarne de façon pure l'un des deux modèles. Les organisations émergeant à la fin des années 80 et relèvent des traits caractéristiques aussi bien de l'engagement militant que de l'engagement distancié. Elles surgissent à l'occasion de la contestation du système centralisé de représentation et s'adressent directement au pouvoir central ; elles expriment à la fois une logique « individualiste » et valorisent l'action collective fondée sur la base de métiers. Cette double insertion, horizontale et verticale, a longtemps été une caractéristique du paysage sociopolitique français autant qu'un facteur essentiel d'intégration nationale, valorisant le lien direct du citoyen et de la Nation et déniant, en droit, l'expression spécifique des corps intermédiaires. Dans la réalité, la combinaison entre participation à des espaces de sociabilité proche et inscription dans des réseaux nationaux a fait de la vie associative un élément important de l'espace public. L'imbrication entre l'horizontal et le vertical occasionne la perte de force de la vie associative, de telle sorte que si le nombre de groupes ne cesse d'augmenter, cette vitalité ne peut plus être le signe de l'intérêt pour la chose publique.

Selon Jacques Ion, nous assistons à la dissociation croissante entre logique identitaire et logique politique. En conséquence, il existe une multiplicité d'espaces de sociabilité en quelque sorte semi privés, ou apparemment seulement fonctionnels et complètement déconnectés de la vie publique. De même, à l'intérieur ou sur les marges des grandes organisations participant de l'espace publique, peuvent apparaître des « niches ». C'est-à-dire des lieux où se confrontent les identités collectives quand les identités individuelles sont difficilement vivables, et où une partie des membres tente de perpétuer un fonctionnement à l'ancienne, préservant notamment une forte sociabilité interne (un *nous* privé) autorisant des mécanismes de réassurance identitaire (Ion, 1997 : 91). Avec l'émergence des modes d'engagement à distance, les niches – que nous pouvons assimiler à certaines sectes – apparaissent davantage comme des manifestations réactives aux processus d'individuation. Ce phénomène peut prendre autant d'ampleur que les identités individuelles et sociales semblent de moins en moins durables et que les groupements demeurent un des vecteurs possibles d'une reconnaissance identitaire. Mais, simultanément, reste ouverte la question de la participation à la chose publique. Si les groupements restent un lieu important pour traduire l'expression identitaire (les grèves de décembre 1995), ils ne sont plus en revanche le lieu obligé de passage vers l'espace public.

Auparavant, l'engagement, le militant, ou l'adhérent anonyme, étaient indissociables de l'insertion dans des groupes eux-mêmes insérés dans un espace national. C'est à travers cette double inscription que prenaient sens les entités collectives (ouvriers, parents d'élèves, consommateurs) que l'engagement définissait et cherchait à faire prévaloir. Ce sont ces références constitutives de l'engagement militant qui se trouvent aujourd'hui mises en cause : d'une part, les groupes n'apparaissent plus comme l'infrastructure nécessaire d'une interpellation publique ; d'autre part, la Nation ne constitue plus l'horizon de toute mobilisation.

Pour Jacques Ion, la mobilisation présente de nos jours une double caractéristique. La première est fondée sur le postulat d'une commune humanité partagée, en visant un objet apparemment lointain, à savoir le « concernement à distance »[176] : l'humanitaire, le caritatif, l'écologie, etc. La deuxième se fonde indépendamment des appartenances primaires (famille, travail etc.). Cette modalité d'engagement se trouve donc être symptomatique du processus

[176] En référence à l'ouvrage de Luc Boltanski, *La souffrance à distance*, Paris, 1993.

d'individuation. Pour cet auteur, c'est toute la chaîne d'appartenance primaire adhésion, groupement volontaire, mobilisation qui se trouve en ces cas fragmentée. Isabelle Sommier (2001 : 9) souligne que l'engagement distancié de ces groupes témoignent d'un renouveau de la critique sociale qui dénonce l'aggravation de la misère et de l'exploitation. En même temps que s'estompent progressivement les frontières entre le *nous* et le *ils*, se trouvent peu à peu définis de nouveaux rapports entre le *nous* et le *je*. De fait, l'affaiblissement de la puissance du *nous* signale déjà une autre façon de définir des adhérents individuels. C'est aussi une autre régulation des relations entre vie privée et vie militante qui se trouve mise en jeu (Ion, 1997 : 60).

L'engagement distancié ne signifie donc pas forcément une mise en réserve de l'individu. Il suppose seulement l'établissement d'un écart des rôles créés ordinairement dans le fonctionnement des groupes. Cette défiance envers les mécanismes de délégation et la priorité accordée à l'implication personnelle ont pu faire parler de « militantisme moral » (Mayer, 1992). Outre que l'expression et le mode d'engagement, ce terme sert souvent alors à désigner ce qui seraient les nouveaux territoires de l'engagement (l'humanitaire, les droits de l'homme etc.), il ne permet pas, selon nous, de caractériser ce dont nous parlons, à savoir l'engagement distancié qui concerne *a priori* tous les domaines possibles, anciens et nouveaux de l'engagement.

Ainsi le processus selon lequel l'adhésion correspondrait à la confrontation d'une solidarité interne par identification entre une population et une organisation, serait-il en train de s'affaiblir. Tandis que, à l'inverse, le développement de la multi appartenance associative, celui d'adhésions impliquant plus d'actions individualisées que de participation collective avec présence physique des membres adhérents (*Amnesty International*), l'existence de soutiens sans adhésion à certaines causes idéologiques (SOS Racisme), semble marquer l'avènement d'autres formes d'engagement, plus partielles mais pas forcément plus intenses, en définitive peut être plus proches de l'esprit de la loi 1901 que l'engagement identitaire de longue durée dans les organisations de masse.

L'idée de masse supposait des individus anonymes, une foule d'atomes dont le rassemblement valait la force, dans une logique essentiellement quantitative. Le *nous* local référait à un *nous* d'identité collective insécable ; y affirmer un *je*, c'était risquer de fragiliser la force du *nous* ; d'où d'ailleurs la violence qui entourait la plupart du temps les scissions, perçues comme de

véritables drames collectifs mettant en péril l'unité du tout. C'était le groupement en quelque sorte qui définissait la qualité des adhérents, posés comme interchangeables.

Pour Isabelle Sommier (2001), le militantisme associatif se substitue à l'engagement partisan, au terme d'un réexamen implacable de trajectoires militantes antérieures et d'une critique sévère vis-à-vis du champ politique La bureaucratisation des appareils, leur fonctionnement oligarchique et le manque de démocratie interne ont provoqué la dévalorisation des partis politiques depuis le début du XXe siècle. L'auteur ajoute, en ce qui concerne les groupes d'extrême gauche, les luttes intestines et combats fratricides, le décalage entre une phraséologie révolutionnaire et des activités routinières, voire institutionnalisées, la personnification, l'épuisement de l'énergie militante dans des débats théoriques.

Le pragmatisme de l'association ainsi que son activisme la prémunirait contre les querelles idéologiques et jetterait des ponts en direction d'autres organisations suivant une conviction amplement partagée. Cet auteur considère que, pour clarifier les rapports entre l'engagement nouveau et l'ancien, il faudrait envisager comment les auteurs sociaux contournent les obstacles à la contestation pour en faire des atouts, ainsi que l'analyse de nouvelles lignes de fracture et des alliances autrefois censurées : rencontres insolites entre groupes sociaux (intellectuels, paysans, des "sans", chômeurs), utilisation conjointe de modes d'action (lobbying et l'action directe), jonction des activismes local et mondial, fonctionnement en réseaux. Dans son ouvrage, Isabelle Sommier considère l'ensemble des groupes de la nébuleuse contestataire, « car tous revendiquent leur ambition de conduire des luttes "transversales" et beaucoup se trouvent insérés dans des réseaux contestataires transnationaux qui les amènent à participer au mouvement antimondialisation » (Sommier, 2001 : 10).

En ce qui concerne les organisations syndicales traditionnelles, elles seraient en déclin et les grèves en chute libre depuis les années 70, ce qui traduirait une crise profonde de l'engagement. Il y a d'abord une crise quantitative affectant les sympathisants, dont la mobilisation est en net recul aux différentes élections professionnelles ; les adhérents et militants sont également en baisse, bien que la crise de recrutement soit extrêmement difficile à évaluer en raison de la réticence des confédérations syndicales à rendre publics leurs effectifs, voire en raison d'une tendance manifeste à les surévaluer. Au début des années 2001, le taux de syndicalisation s'établirait aux environs de 9 % de la population active, mais il cache de très grandes disparités selon les catégories et branches professionnelles. Les

confédérations syndicales connaissent aussi une crise d'ordre qualitatif. Leur éclipse de la scène contestataire débute avec le développement et la visibilité médiatique d'autres formes d'engagement, telles que le militantisme associatif et les Nouveaux mouvements sociaux (NMS).

Isabelle Sommier désigne les NMS comme l'ensemble des mobilisations qui se déploient dans l'après-68 en dehors de la sphère du travail : écologie, pacifisme, mouvement homosexuel, contre-culture, etc. Selon cet auteur, les NMS se distinguent radicalement des anciens mouvements sociaux par :

- le profil sociologique des groupes engagés : surreprésentation des jeunes et des femmes actives, membres essentiellement issus de la classe moyenne instruite, mobilisant en particulier des salariés des services publics ;

- leurs demandes, centrées sur la vie quotidienne, la culture, le cadre de vie, la protection de l'environnement, l'autonomie de l'individu face au renforcement du contrôle social, la subjectivité etc., soit des valeurs dites « post-matérialistes », en opposition avec la logique instrumentale et productiviste du système capitaliste, mais aussi avec les demandes d'ordre quantitatif qui seraient portées par le mouvement ouvrier ;

- l'antagonisme anciens/nouveaux mouvements sociaux est dépassé, les tendances telles que le déclin des conflits d'entreprise et le déplacement des luttes sur le territoire de la vie quotidienne ; l'émergence d'une nouvelle « culture de contestation » brouillant les frontières de l'espace public et de l'espace privé ;

- leurs formes de mobilisation et leurs modes d'action qui trancheraient également avec ceux des centrales syndicales puisqu'il s'agit de groupes instables, organisés en réseaux à partir de relations interpersonnelles, très décentralisés, animés par un souci de démocratie directe, un refus de la délégation et de la hiérarchie. Les actions se révèlent être résolument non conventionnelles et contrastent, par leur dimension ludique et spectaculaire, avec le ritualisme routinier des défilés syndicaux.

En France, la multiplication des associations, dont le nombre double entre 1975 et 1990, est remarquable. Dans les années 2000, le boom associatif s'est révélé avec éclat lors de l'émergence des MAM, un français sur cinq serait bénévole, les plus actifs étant les professions intermédiaires et les individus à fort capital culturel. Par contraste avec l'enfermement idéologique et la structure bureaucratique qui déploieraient les organisations traditionnelles, syndicats et partis, les associations attireraient par leur insertion locale et leur

projet pragmatique, concret, permettant la participation effective des adhérents. Grâce à la souplesse de fonctionnement, elles ont une faculté d'adaptation plus grande face aux transformations de leur environnement.

Le modèle militant typique du mouvement ouvrier reposait sur le sentiment d'appartenance de classe ; il embrassait tous les pans de l'existence de l'individu, du poste de travail au lieu d'habitation, il était rythmé entre temps de travail, temps de la militance et de la lutte, temps libre aussi, avec ses modes de sociabilité spécifiques, il dictait l'ensemble, ou peu s'en faut, des relations sociales, étroitement superposées : collègues, amis et camarades de combat étaient souvent les mêmes. De là, la forte imbrication entre vie privée et vie militante, mais également une grande implication de soi, d'autant que le groupe, syndical ou partisan, ordonnançait les autres appartenances associatives dans ce que Jacques Ion appelle des constellations idéologiques politiques. Pour Isabelle Sommier, les contraintes d'un tel modèle d'engagement tendent, depuis plusieurs décennies, à être rejetées au profit de formes plus souples et plus respectueuses de l'autonomie de l'individu tant mise en avant par les NMS.

L'engagement associatif serait également porteur d'un enrichissement de la citoyenneté, il serait *a priori* plus respectueux du militant que les organisations traditionnelles, de sa vie privée, de sa volonté d'implication mais aussi de mise à distance. Selon Emmanuelle Reynaud (1983 : 182), dans ce nouveau type de militantisme « moral », l'engagement ne suppose plus une démarche globale d'adhésion à un objectif central, mais un accord parcellaire. Pour cet auteur, seuls les mouvements à vocation autonome connaissent une effervescence militante. La multiplicité, l'engouement pour ce type de groupement à la cause semble-t-il « utile et noble » – selon les militants – ne constitue qu'un seul et même concept : le militantisme moral.

Le concept de militantisme moral se situe dans la lignée des mouvements contestataires nés dans les années 60, qui ont prospéré dans les années 70 (NMS) et ont fait émerger les nouvelles formes de mobilisation et de nouvelles thématiques : écologisme, féminisme… Emmanuelle Reynaud (1983 : 184) « considère que l'émergence de nouveaux thèmes d'action, procéderait de l'affirmation de la possibilité et de la légitimité d'une intervention sociale à travers des identités nouvelles, par des voies nouvelles et sur des domaines nouveaux ».

Pour l'auteur, « cette nouveauté constituera les premiers signes d'un changement de rapport entre les individus ou des groupes restreints et l'ensemble du tissu social : le dévoilement d'un type particulier d'engagement, fondée sur :

- de nouvelles thématiques : lutte contre le racisme, contre le nouvel ordre mondial,
- des objectifs ponctuels et précis,
- l'affirmation d'identité collective et de solidarité, construites autour de la défense d'une cause,
- une structure souple » (Reynaud, 1983 : 192).

Ces mouvements font également émerger d'autres formes de citoyenneté. Ils marquent le refus d'un engagement stable et adoptent un comportement critique vis-à-vis du système politique. La participation associative est présentée « comme une forme de participation adaptée à la vie de la cité, adaptée aux préoccupations des citoyens ancrée dans une société civile et opposée à la politique professionnelle » (Barthélemy, 1998 : 51).

En raison de l'absence d'objectif de conquête de pouvoir, il est légitime de s'interroger sur les motivations des personnes qui s'engagent dans les associations. Pour tenter de les caractériser, nous avons choisi de confronter le concept de militantisme associatif à la théorie des rétributions[177]. En science politique, elle est considérée comme l'intérêt qu'un individu va retirer de son engagement.

Dans son ouvrage *Logique de l'action collective*, Mancur Olson ([1965] 1978) avance l'idée selon laquelle dans le cadre d'un groupe inorganisé, l'existence et la reconnaissance d'un intérêt commun ne suffisent pas à entraîner une action collective destinée à satisfaire cet intérêt. Le modèle est valide pour des individus « raisonnables et intéressés » dont l'auteur affirme d'emblée qu'ils « ne s'emploieront pas volontairement à défendre leur intérêt commun » (Olson, [1965] 1978 : 22), en l'absence de « dispositions particulières ». Cette proposition est retraduite en théorie des finances publiques, dans le langage des « biens collectifs[178] » : toutes les personnes appartenant à un même groupe ont donc avantage à

[177] Etymologiquement, il s'agit d'une somme d'argent donnée en échange d'un travail ou d'un service.
[178] Tout bien dont la jouissance, une fois qu'elle est acquise par un membre d'un groupe, ne peut, en pratique, être refusée a ses autres membres.

l'obtention du bien collectif[179] mais cette concordance d'intérêt, pourtant manifeste, ne suffit pas à les faire concourir à sa production.

Anthony Oberschall, dans son ouvrage *Social Conflit and Social Movements* (1973), avance la thèse selon laquelle le passage à l'action collective des groupes sociaux est plus plausible dans des collectifs attachés à un territoire ou à un patrimoine perçus comme menacés, ou dans des collectifs liés par des relations à haute densité. L'appartenance à une « communauté » et la soumission à une « hiérarchie » renforcent le partage de l'attachement à un bien commun et la chance d'un passage à l'action collective. Anthony Oberschall souligne l'importance de la loyauté partagée et de la confiance mutuelle entre membres de la mobilisation d'une collectivité. Ce critère est celui de la rareté ou de la densité horizontale des liens internes. L'anomie est un handicap pour la mobilisation. L'auteur distingue entre organisations traditionnelles, soudées par les appartenances de famille, de clan ou de tribu et organisations médiatisées par des solidarités et des loyautés associatives, toutes sortes de situations intermédiaires pouvant se présenter entre ces deux pôles de la communauté et de la société.

D'ailleurs, le chercheur s'inquiète des liens qui unissent la collectivité à d'autres institutions, en particulier à des élites ou à des centres de pouvoir. Ce critère correspond à l'intégration ou à la segmentation verticale. L'existence de canaux de circulation de l'information, mais aussi d'échanges clientélistes de faveurs et des services dans leurs trajectoires biographiques, les amène à nouer des liens de qualité différente avec d'autres personnes et d'autres collectifs, et à entretenir des rapports de qualité différente avec les institutions publiques.

Le schéma de base est toujours le même : pour un but particulier, sujet au dilemme du *free rider*[180] plutôt qu'à des « effets de rassemblement (*crowding*) », la valeur d'un bien collectif (V) varie selon les individus. Chacun évalue le degré d'efficacité de sa contribution personnelle au succès (P), les coûts de participation que celle-ci requiert et risque d'engendrer (C) et les bénéfices individuels qu'il peut en escompter (soit les incitations collectives) (S). Le nombre de participants (N) dépend d'une fonction intégrant ces différents éléments. Autrement dit, le collectif qui se forme n'agit pas à l'unisson, mais résulte bien de l'agrégation de choix individuels ; et ces choix individuels ne sont pas irrationnels, ils

[179] C'est la version olsonienne de l'intérêt commun.
[180] Billet gratuit. Le cynisme et l'opportunisme l'emportent sur les bons sentiments. Argument du passager clandestin qui profit d'un ticket gratuit.

résultent d'un calcul de coûts et profits, les émotions entrant en ligne de compte dans la détermination de la valeur du bien collectif (V). Partant de là, Anthony Oberschall affirme que plusieurs versions de la théorie de l'action rationnelle (RAT) formulée par Mancur Olson peuvent être développées, en relation au degré d'interdépendance entre les choix des participants. Anthony Oberschall les incorpore à son modèle en dessinant une fonction de production, une fonction de coût, un jeu d'assurance dans un milieu social et une information imparfaite concernant la valeur du bien collectif pour les autres participants potentiels.

En effet, chacun bénéficiera du bien collectif, une fois produit, qu'il ait ou non participé aux efforts nécessaires pour son obtention, mais chacun en revanche à intérêt à laisser les autres membres en payer le prix, qui risque d'être d'autant plus élevé qu'il impliquera nécessairement, dans le cas d'un groupe initialement inorganisé ou « latent », des coûts d'organisation. Cette logique est fortifiée au niveau individuel par le double constat que, dans un tel contexte, sa contribution personnelle n'affectera guère les chances d'obtenir le bien collectif et que la conduite adoptée, dans quelque sens que ce soit, passera vraisemblablement inaperçue. Dans ces conditions, de nombreux acteurs peuvent être tentés par la stratégie du *free rider*, fondée sur l'espoir d'un bénéfice sans frais, mais on risque alors d'aboutir à un attentisme généralisé, et en définitive, le bien collectif ne sera pas obtenu.

L'argumentation de Mancur Olson met crûment en lumière l'existence d'obstacles importants à la mobilisation et à l'action collectives, car ni l'une ni l'autre ne peuvent être tenues comme allant de soi, même dans des situations critiques. En suivant la lignée de Mancur Olson ([1965] 1978), Daniel Gaxie (1977) – dans sa théorie de la pratique militante – développe l'idée qu'une personne ne s'engage dans une action collective qu'à condition d'y trouver des avantages. L'auteur dresse une liste des incitations sélectives et des avantages matériels qu'un parti peut procurer à ses membres : postes de responsabilité, emplois permanents… La dimension symbolique occupe également un rôle non négligeable, ainsi que celle de la socialisation : les emplois partagés, la chaleur des réunions, le sentiment gratifiant d'appartenir à une famille politique.

Dans un travail plus récent, Cédric Durand (2006) souligne qu'une nouvelle éthique du militantisme semble émerger. Radicalement sceptique à l'égard des promesses de lendemains qui chantent, le chercheur avance deux propositions fondamentales. D'abord, le refus d'un

décalage entre posture éthique et posture militante (Pattieu, 2004) se traduit par une forte défiance à l'égard des distinctions entre fins et moyens. Comme « chez les zapatistes, le présent de la lutte et la possibilité d'un autre futur tendent alors à être réunifiés » (Baschet, 2002 : 155-203). D'autre part, le militantisme sacrifice, est rejeté au profit d'une vision émancipatrice de la pratique militante elle-même, qui valorise fortement la créativité et légitime la dissension pourvu qu'elle ne soit pas sectaire (Cardon, 2003).

Le travail militant relève alors d'une forme d'économie du don dans laquelle la gratification est essentiellement d'ordre symbolique et la subjectivité dans la production de l'information devient une source de richesse militante (Granjon, 2001). L'exigence croissante d'autonomie dans l'engagement individuel a finalement pour corollaire une instrumentalisation des cadres de mobilisation qui est manifeste dans la complexification des formes d'implication, multi appartenance, militantisme intermittent, etc.…

Pour Donatella Della Porta (2002 ; 2003), les mouvements sociaux – pleinement conscients des échecs passés – doivent relever des nouveaux défis organisationnels pour faire face aux transformations socio-économiques, culturelles, politiques et géopolitiques. Il s'agit pour cet auteur de retrouver une efficacité d'action face aux mutations du capitalisme, d'éviter l'émiettement des forces en articulant des acteurs collectifs aux préoccupations très diverses, mais aussi d'accompagner le passage d'un militantisme de masse à un militantisme d'acteurs. La défiance vis-à-vis de la distinction entre fins et moyens, la multiplication des échelles de l'action militante et la diversification thématique des luttes émancipatrices convergent alors vers le rejet du couple représentation/hiérarchie comme modalité principale de coordination d'un possible bon gouvernement altermondialiste. En revanche, la mise en réseau de regroupements affinitaires – initialement limitée à la réalisation d'actions directes puis étendue à une nouvelle échelle pour l'organisation des contre sommets et des forums sociaux – apparaît comme l'esquisse d'une nouvelle forme d'organisation de l'agir ensemble.

Selon Sylvie Ollitrault (2008 : 23), « quelle que soit l'association considérée, deux dynamiques restent identifiables, d'abord, le recours à l'expertise est de plus en plus admis et routinier, au point que les associations ayant une « culture » plus marquée par les manifestations ont fini par accepter, voire légitimer, cette évolution ; par ailleurs, les nouveaux militants ne manifestent pas un intérêt démesuré pour les partis politiques, trop préoccupés à leur goût par la course aux élections. Selon cet auteur, ces militants seraient plus

proches des syndicats mais ne s'affilient pas, bien qu'ils aient été proches ou membres de syndicats étudiants ».

La place de la manifestation dans la mémoire collective est indiscutable, car elle occupe la fonction exceptionnelle d'un événement fondateur. Synonyme d'émeutes ou de révoltes soudaines, la manifestation, après une ritualisation et une domestication de sa violence, au cours du XXe siècle, est souvent présentée comme l'expression par excellence de l'action collective. Elle est une part essentielle de l'identité militante des organisations (syndicats, partis, ou associations) et un passage obligé de la défense des revendications, également assimilée à une lutte pour la promotion de son intérêt, à la mise en scène, dans un espace public, des contestations. Selon Pierre Favre (1990), elle est un mode d'action riche en significations. Ce dernier repère trois types de manifestations : la manifestation initiatrice, la manifestation de crise, la manifestation routinière, en soulignant qu'aucun d'eux n'était exclusif et qu'il pouvait exister des formes présentant les caractéristiques d'un de deux voire des trois types :

- la manifestation initiatrice vise l'émergence d'une nouvelle revendication, la promotion d'un nouvel enjeu, la visibilité dans l'espace public d'une population (note sur communauté etc.) comme partie prenante au débat. Il s'agit de se faire reconnaître et d'obtenir satisfaction sur le long terme, c'est-à-dire un changement de situation, une prise en compte de son intérêt ;

- la manifestation de crise serait celle du face à face ; des dates telles que le 6 février 1934 ou le 30 mai 1968 se fixent dans les mémoires comme des affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre. Le rapport à l'ordre public implique une potentielle émeute puisque l'objet de la manifestation peut être le retrait d'un gouvernement ou d'une loi. Les manifestants sont moins réceptifs aux objectifs de leurs organisations dont aucune n'est maîtresse du jeu. Dans ce cas la manifestation prend le visage de rapport de forces ;

- la manifestation routinière, quant à elle, est à l'inverse extrêmement ritualisée. Les défilés du 1er mai restent l'exemple de ce type de manifestation. Il peut s'agir pour les AM de commémorer, de montrer leur force voire d'entretenir le lien avec l'identité du groupe : le *Nous* contre le *Ils*. La visibilité du groupe est au cœur de la dynamique manifestante.

Malgré les nouvelles formes d'organisation, les réseaux de sociabilité subsistent, les moments d'entre soi des militants aident à réanimer le sentiment d'appartenance à un groupe. Ces instants font vivre le groupe, au sens d'occuper l'espace public dans le partage des

revendications communes, mettent en scène l'identité des acteurs sociaux, réactivant de cette manière le *Nous*.

Dès sa naissance, la mouvance altermondialiste a fait coexister deux dynamiques d'identité militante : une protestataire l'autre d'expertise. Les militants altermondialistes partagent la caractéristique d'une solidarité entre les champs universitaire et journalistique. Fréquemment, les intellectuels ont tendance à faire oublier leur profession, mêlant étroitement leurs compétences à la fois militantes et professionnelles dans un engagement métamorphosé. Ainsi l'engagement associatif réclame-t-il des nouvelles vocations avec la professionnalisation croissante des militants. Nous pouvons dire que, actuellement, le militantisme associatif possède trois aspects qui s'articulent entre eux, médiatique, militant et universitaire.

III.2.1. Le néo militantisme

Fabien Granjon (2001) part de l'hypothèse que, depuis les années 80, émergent en France de nouveaux dispositifs protestataires orientés vers la défense de groupes à faibles ressources. Pour l'auteur, ils répondent de plus en plus aux exigences de la lutte contre l'exclusion en articulant dans l'action collective des dimensions morales et politiques. Ces groupes seraient composés des citoyens en quête de formes d'investissement dirigées vers des espaces sociaux plus restreints où leur participation à l'activité collective de la Cité serait envisagée de façon plus concrète et plus immédiate.

Ces nouvelles formes d'engagement militant illustrent le passage d'un militantisme « traditionnel » à un « engagement distancié », concept mis en avant par Jacques Ion (1997), dont nous avons cité les caractéristiques plus haut. Néanmoins, le trait principal de cette évolution est la perte d'influence de la forme fédérale au profit d'un modèle d'organisation en réseau.

Pour Fabien Granjon, les « néo militants » s'expriment par de multiples voies plus modestes et chacune se consacre à une cause particulière. L'engagement se négocie davantage dans la multiplicité de projets revendicatifs menés en même temps à un niveau collectif ou individuel.

Ce qui compte avant tout, c'est de générer des projets ou de s'intégrer à des projets initiés par d'autres et d'exploiter toutes les connexions susceptibles de s'avérer, à cet égard, utiles. C'est notamment par rapport à cet accord que les TIC sont utilisées depuis quelques années par les militants de cette critique sociale. Ce fait soutient l'idée que tout mouvement social s'exprime selon des formes de protestation préexistantes historiquement qui tiennent à l'identité et aux particularités des groupes mobilisés. Ainsi les organisations des groupes néo militants font-ils preuve d'une constante inventivité dans le renouvellement de leurs principes d'action et n'hésitent-ils pas à emprunter des formes de coordination qui leurs étaient jusque-là étrangères. De toutes les nouvelles formes de protestation légitimes par les acteurs de l'engagement distancié, Internet se présente comme une ressource qu'il convient d'exploiter. Durant les périodes de forte mobilisation, certains groupes militants font usage du potentiel de communication lié à la messagerie électronique, les sites *web*, les listes de diffusion, lettres d'information, développant ainsi des pratiques soutenues et régulières sur le réseau Internet.

La médiation réciproque entre objets techniques et pratiques sociales est présentée par Fabien Granjon comme la traduction technologique de l'engagement distancié et la principale caractéristique du néo militantisme. Pour l'auteur, certaines formes d'action contestataires caractéristiques de l'engagement distancié sont proches de celles rencontrées au sein des NMS. Situées dans le champ de la culture, la sociabilité ou des valeurs, elles ne visent plus seulement les problèmes de production et d'économie.

Comme pour les NMS, les organisations de l'engagement distancié se caractérisent par le fait qu'elles sont des réseaux de structures polycéphales, diffusées et segmentées où la solidarité du groupe général dépend d'abord de la recherche individuelle d'un acquis, qu'il soit stratégique ou désintéressé. La rupture entre les NMS par rapport aux mobilisations plus anciennes, essentiellement syndicales et ouvrières, présente alors une similarité exemplaire avec ce que l'auteur décrit comme le glissement de l'engagement militant traditionnel vers l'engagement distancié.

Les points essentiels de convergence sont :

- les formes d'organisation témoignent d'une plus grande spécialisation dans leurs objectifs[181], ainsi que d'une défiance affirmée vis-à-vis des phénomènes de centralisation, de délégation et de régulation sociale ;

- les néo militants ne sont pas particulièrement attachés aux structures associatives au sein desquelles ils évoluent ;

- l'insertion, étape hautement symbolique dans les mouvements de masse, laisse dorénavant la place à un engagement symbolisé par le *post-in*, détachable et mobile, signale de la mise de soi à disposition, résiliable à tout moment (Ion, 1997 : 55).

Si le temps des luttes caractérisées par les manifestations est révolu et en partie remplacé par le recours à l'expertise, l'influence du contexte social est indéniable. Le réajustement entre les identités façonnées par les trajectoires individuelles sur les effets du contexte historico-social est reflété par la modification des « répertoires d'action ». En recourant à la notion de « répertoire », Charles Tilly (1986) s'inspire du vocabulaire musical pour montrer que toute mobilisation peut puiser dans divers registres d'expression. Pour cet auteur, le choix d'un mode d'action collective dépend étroitement du contexte historique, il ne peut que conclure à une évolution du répertoire d'action. Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire des moyens d'agir communs, sur la base d'intérêts partagés. Ainsi la plupart des gens savent-ils aujourd'hui comment participer à une campagne électorale, fonder une association ou s'y affilier, mettre une pétition en circulation, manifester, faire la grève, tenir un meeting, créer un réseau d'influence, etc. Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la *comedia dell'arte* ou du jazz qu'à celui d'un ensemble de musique classique.

Charles Tilly (1986) conçoit le répertoire d'action collective comme un ensemble de registres disponibles dans lequel un groupe n'aurait qu'à choisir une stratégie. Pour sa part, Sylvie Ollitrault (2008) considère qu'un répertoire adopté dans le passé, même inadapté au contexte présent, perdure dans la définition de l'identité : ainsi, les récits tant individuels que collectifs des manifestations des années 70, constitutifs d'une mythologie militante, continuent-ils à fasciner, vingt années après. Nous ne pouvons donc pas considérer un répertoire d'action comme synonyme d'une stratégie élaborée dans un contexte précis, il renvoie également aux

[181] *Single- issue organisation*.

identités pour soi et les autres qu'un collectif veut se donner. Quel que soit le registre choisi par le groupe, il contient nécessairement une forte dimension identitaire.

Les répertoires d'action se diversifient et se déclinent selon les configurations du conflit : occupation des locaux, manifestations, marches, pétitions, cercles de silence, boycotts, *siting-in*, grèves de la faim etc. Des méthodes revendicatives plus innovantes embrassent le spectaculaire, le symbolique et le radicalisme. La nature des revendications est plus qualitative et comporte également une forte affirmation identitaire. Les spécificités individuelles sont affirmées et les appartenances valorisées, bien au-delà des conflits de classe. C'est avant tout la personne singulière qui se trouve impliquée et c'est ainsi que le corpus militant, ses caractéristiques ethniques ou ses appartenances communautaires, peuvent être utilisées comme ressources dans l'espace public. Le rapport au politique est différent et se distribue sur la gamme d'interventions plus large qui ne visent pas la conquête légale du pouvoir, mais la construction d'espaces indépendants de l'emprise de l'État et/ou du marché, apte à organiser un rapport de force en direction des acteurs de la politique constituée. Chaque individu impliqué tend ainsi lui-même vers le politique et trouve des raisons de se défier d'une classe syndicale et politique apparaissant comme fortement distanciée. Les acteurs émergents du mouvement social n'entendent pas bouleverser d'emblée les rapports politiques en s'exprimant dans le champ des partis. Leurs appels récurrents à la vigilance civique sont davantage tournés vers une dynamisation de la société civile plus que vers la réduction de sa distorsion avec les acteurs politiques (Granjon, 2001).

II.2 L'usage des TIC

Comme l'ont montré les apparitions de la presse écrite, la radio et la télévision, l'apparition d'un nouveau média est rarement neutre pour le champ politique et la progression de la démocratie. L'attention soutenue de la part de l'ensemble des groupes contestataires pour les diverses technologies de l'information et de la communication (téléphone portable, ordinateurs, etc.) n'est donc pas étonnante. Plus particulièrement des groupes néo militants, animés par un souci général de progression démocratique, se sont emparés des TIC au fur et mesure de leur mise à disposition par le marché et/ou par les autorités politiques.

En 2001, Fabien Granjon (2001 : 86) constatait, que « l'intérêt pour l'innovation technique que l'on présuppose à la base de nouvelles dynamiques sociales, cache manifestement au final, un bilan pour le moins en demi-teinte, dans tous les cas bien en deçà des espérances initialement attendues par les promoteurs animateurs des divers projets ». Les premiers usages des TIC, spécialement la messagerie en ligne, ont par exemple été pressentis par certains groupes contestataires comme des innovations techniques leur permettant d'espérer une plus grande rationalisation ainsi qu'une plus grande efficacité dans la conduite de leurs projets. Malgré cet enthousiasme, seulement quelques réussites notoires et ponctuelles sont à noter pendant des moments de mobilisation de haute intensité (le mouvement zapatiste au début des années 90).

Le passage de l'état d'enthousiasme – propre à la nouveauté – à celui de la professionnalisation requiert des compétences que les associations ont dû acquérir. Le succès des dispositifs informatiques était lié au dynamisme des individus en charge d'animer la vie en réseau : la mise à jour des sites, mise en forme des documents et de contenus, animation des forums etc. Les performances techniques étaient également parties de cette problématique pour les usagers : l'interactivité, la vitesse de réponse, etc. À ces discernements, nous pouvons aussi ajouter les fortes contraintes économiques : les coûts d'équipement, d'exploitation et d'utilisation.

La dépendance des associations vis à vis des fournisseurs d'accès extérieurs a présenté certains inconvénients tel le développement à leur gré d'un contenu éditorial cohérent. Certaines associations ont accepté les offres d'hébergement qui leur étaient faites par des collectivités locales, ou par des organes de presse qui avaient pu mobiliser la logistique nécessaire à la création d'un serveur. Aussi les associations ne peuvent-elles faire que de la mise à jour des données et doivent se limiter à la présentation des informations de base : statuts, raison sociale, heures de permanences, etc. Structurés de la sorte, ces dispositifs informatiques n'ont pas pu intégrer les potentialités techniques les plus attractives, c'est-à-dire celles qui auraient permis d'inscrire au sein même du dispositif technique la nature activiste et militante de l'action associative. En conséquence, aucune conclusion solide ne peut être tirée des seules potentialités de l'outil informatique.

En effet, au-delà des difficultés classiques liées à l'usage de l'outil, nous pouvons mentionner une résistance à l'acquisition de nouveaux réflexes, comme la consultation des boîtes aux

lettres électroniques. Cependant, la principale résistance quant à l'appropriation, est probablement due à l'impression que les objets techniques ne sont pas producteurs de réalité. Dans son analyse sur les recours informatiques utilisés par les néo militants, Fabien Granjon conclut que l'usage d'une technologie et le sens social de celui-ci ne va pas forcement de pair, simplement parce que l'usage effectif n'est qu'en partie, et seulement en partie, inscrit dans l'offre technique. Donc, pour l'auteur, le sens social ne peut émerger qu'à condition qu'il y ait traduction sous forme technique des engagements fondamentaux de l'association : voilà ce que je suis, ce pourquoi j'existe, à qui je m'adresse, telles sont mes actions et ces écrans ne sont que le prolongement de mon engagement par d'autres moyens (Granjon, 2001 : 17).

III.2.3. La cyber militance

Les formes d'action collective de l'engagement distancié ont tendance à se percevoir de façon idéaliste par l'opinion publique. Le recours des groupes militants aux collaborations extérieures au mouvement et l'appui de personnalités médiatiques encouragent en partie l'accès aux médias et à l'arène politique. Ainsi la notoriété d'un mouvement social découlerait-elle de sa visibilité médiatique, lui permettant le passage aux réseaux plus larges et à l'élargissement de sa cause à la communauté globale de citoyens.

L'implication de la scène politico médiatique s'avère être un des moyens le plus efficaces de marquer les esprits et de faire entrer certaines revendications dans le débat public. Des problématiques qui, autrement, ne seraient pas prises en cause par les médias, encore moins par les responsables politiques : celles des sans logement, des sans papiers, des victimes du sida ou des chômeurs. Pour certains auteurs (Granjon, 2001 ; Mayer, 2002), la caractéristique principale de l'engagement distancié se trouve dans l'appel systématique à l'opinion publique par la médiatisation dans l'espace public des revendications sociales.

Au cours des siècles, l'espace public a évolué sous l'influence des modes de production, de distribution et de consommation des objets médiatiques : livres, journaux, revues… Donc il est fondé d'imaginer que les TIC, en particulier Internet, offrent les conditions d'une appropriation collective par l'opinion publique. Ainsi les acteurs sociaux peuvent-ils participer à la représentation et à l'expression de leurs mécontentements et de leurs savoirs par les moyens d'écriture qu'Internet fournit. Étant donné que la dimension symbolique des

luttes représente une importance capitale, le travail volontaire de mise en scène et de production directe d'une représentation de ses propres intérêts est primordial. Car, selon Fabien Granjon (2002 : 19) « celui qui sélectionne, contrôle et présente l'information, détermine forcément la figuration du monde et la façon dont elle s'ouvre à l'altérité ».

Jusqu'à aujourd'hui, « en ce qui concerne l'imposition de sens ou l'augmentation du potentiel de mobilisation par l'information » (Granjon, 2002 : 19), les éléments mis à disposition ne sont pas suffisants pour répondre aux questions telles que : qui visite les sites ? Quels sont leurs intérêts ? À quelle fréquence ? Et surtout : quel est l'impact de l'information sur les mobilisations ? Toujours selon Fabien Granjon « La maîtrise des supports de l'information semble être une ressource non négligeable pour les mouvements sociaux, dans la construction des identités et la mobilisation nécessaire à l'action collective en direction de l'opinion publique et des responsables politiques. […] L'exigence d'autonomie des acteurs du néo militantisme nécessite d'entrer en concurrence avec les structures verticales traditionnelles d'émission de l'information pour favoriser des réseaux alternatifs d'échanges d'information plus horizontaux » (Granjon, 2001 : 113).

Les néo militants visent à réduire la dépendance qu'ils ont à l'égard des *mass media* et cherchent à stabiliser leur autonomie médiatique. De cette manière, ils tentent la redéfinition de leur identité sociale à leur profit et d'éviter par conséquence le monopole des représentations officielles et des cadres de perception de l'injustice par les médias. Si les TIC sont utilisées dans le but de créer des espaces publics dégagés des contraintes inhérentes aux circuits classiques de production et de diffusion de l'information, elles sont aussi perçues comme appui dans la création d'espaces publics symboliques, susceptibles d'intéresser d'autres acteurs sociaux. Cependant, pour les néo militants, le principal forum où sont couvertes et mises en scène leurs actions contestataires reste les médias traditionnels, traités à l'avenir comme acteurs sociaux participant entièrement aux interactions avec les groupes mobilisés.

L'accès à l'opinion publique et à l'assurance d'une visibilité maximum requiert un ticket d'entrée qui passe obligatoirement par des stratégies mises en place avec la collaboration des médias de masse. Dorénavant, lors d'une action, il y a un journal, une chaîne de télévision ou une station de radio. Patrick Champagne (1990 : 232) désigne avec l'expression « manifestations de papier » les convocations en nombre qui visent à produire une image

positive de la mobilisation et des revendications à l'intention des médias. Pour cet auteur, « la manifestation aujourd'hui est une action qui ne peut produire les effets pour lesquels elle a été organisée qui si elle parvient à susciter de larges recensions dans la presse écrite, parlée et télévisée qui est devenue aujourd'hui le point de passage obligé pour être perçu par le champ politique et exister comme problème politique ». En résumé, « le lieu stratégique où se déroulent les manifestations, qu'elles soient d'ailleurs violentes et spontanées, ou pacifiques et organisées, n'est pas la rue, simple espace apparent, mais la presse. Les manifestants défilent pour la presse et la télévision. Les journalistes, présents tout au long des défilés ou installés dans des salles de presse, croient rendre compte de la manifestation sans toujours s'apercevoir qu'ils participent à sa réalisation au sens quasi cinématographique du mot » (Neveu, 1999 : 21).

Les consignes des organisateurs aux manifestants font parti du travail de présentation qui s'est fortement accru depuis que les manifestations « passent à la télévision », elles s'adressent au moins autant aux participants qu'à la presse, afin qu'elle les diffuse largement. De cette manière, les informations sur une manifestation en cours peuvent susciter des réactions de la part des auditeurs et décider de participations tardives. Pour Patrick Champagne (1990 : 232) « Les articles qui, dans la presse, précèdent l'« événement », jouent eux aussi un rôle bien connu des responsables syndicaux, qui fournissent par avance aux agences de presse toutes les « informations » utiles sur le déroulement prévu de l'événement : reprenant le plus souvent les propos des organisateurs, les journalistes tendent à présenter comme probable ce qui n'est pas encore advenu et à constituer l'événement avant même qu'il ne soit produit, afin d'aider à le faire advenir. « Spécialement dans la presse écrite, la première page des quotidiens ou des journaux télévisés constitue un lieu stratégique que les groupes sociaux et leurs représentants se disputent pour agir sur le champ politique. En rendant à la fois public et important ce dont ils parlent, par le simple fait d'en parler en première page, les journalistes tendent à déclencher un processus de prises de position en chaîne qui transforme en "problème national" un problème local, en problème "urgent et prioritaire" un problème politiquement considéré comme secondaire, etc. » (1990 : 233).

Toujours selon Patrick Champagne (1990 : 234) « les mouvements d'opinion, plus ou moins réels et durables, que ne manquent pas d'entraîner ces sujets de conversation obligés qui sont suscités par la presse quotidienne, sont à l'origine de cette force que l'on nomme "l'opinion publique". Mais le soutien volontaire ou non, par la presse, obéit aux lois de fonctionnement

du champ journalistique : les journalistes, lassés d'avoir à rendre compte de mouvements sociaux qui s'éternisent, surtout s'ils n'ont plus rien de nouveau à dire, peuvent craindre d'ennuyer leurs lecteurs et ont tendance à croire réglé un conflit qu'ils souhaitent, dans une logique médiatique, voir se terminer, déclarant par exemple, à la première occasion, en forme de "scoop", que les négociations ont fait "un pas décisif", contribuant par là à mettre fin réellement au conflit en faisant comprendre aux manifestants que la presse ne s'en intéresse plus ».

Selon Patrick Champagne (1990 : 235) « réussir une manifestation, c'est être capable de faire produire, en respectant de préférence l'indépendance de jugement des journalistes, de « bons » articles dans la plupart des supports de presse. Dans cette dynamique, les manifestants défilent devant une sorte de jury qui, compte tenu de la forme que pendra ce défilé, se fera son « opinion » et la fera largement savoir ». Ainsi les groupes qui défilent se sentent-ils « en représentation » et fabriquent-ils des « façades » manifestantes plus ou moins ajustées aux effets qu'ils entendent produire (Goffman, [1959] 1973). En conséquence, les manifestations contemporaines tendent davantage à être conçues pour des spectateurs dont le jugement est attendu, voire sollicité. Les personnalités placées en tête des cortèges sont soigneusement choisies ; le service d'ordre veille au « bon comportement » des manifestants et au respect des consignes données ; on cherche à susciter la sympathie du public et des téléspectateurs ».

Désormais, « il est impossible de dissocier les faits et le compte rendu des faits, la manifestation dans la rue et la manifestation qui est vue et donnée à voir par les médias, parce que la plupart des actions manifestantes sont explicitement conçues et mises en scène pour produire des comptes rendus dans la presse et, par là des effets sur le public. À partir de la prise de conscience par les manifestants de l'importance des médias, ils sont utilisés autant pour l'extension du mouvement lui-même que pour le faire connaître à « l'opinion » en encourageant ainsi des mouvements de soutien dans la population. En ce qui concerne les TIC, il existe des contenus en ligne « pour journalistes », spécialement conçus pour être repris et utilisés par la presse. De ce fait, les « commissions médias » se sont transformées en services de « relations publiques » du mouvement, dont la fonction est d'informer les médias de plus en plus présents et en situation de concurrence, à la recherche de « scoops » ou d'informations fiables sur le mouvement souvent complexe, imprévu et largement insaisissable » (Champagne, 1990 : 235).

III.2.4. Les communautés militantes virtuelles

Les dispositifs technologiques liés à Internet introduisent des formes d'organisation particulières, débouchant sur des actions collectives et reposant sur l'intrication de ressources techniques. Le recours à Internet ne devient véritablement opératoire que si toutes les articulations qui assurent son inscription dans un réseau social sont effectuées. Ainsi lorsque des actions contestataires convoquent une communauté d'internautes, appellent-elles également à la fois la téléphonie mobile, le courrier électronique et le fax.

En prenant l'exemple des listes de diffusion sur les sites Internet, Fabien Granjon remarque que les militants peuvent ne pas être ordinairement actifs, ne pas forcément se mobiliser sur une cause déterminée ou bien, selon le même répertoire d'action, ils peuvent aussi ne pas être des militants. Mais le fait d'être abonnés aux listes de diffusion les encourage à participer à des actions collectives précises. Selon les termes de Jacques Ion, l'initiative d'une communauté militante spécifique d'un *Nous* ou même d'un *Je* militant isolé, serait donc susceptible de trouver, auprès des abonnés de certaines listes de diffusion, un public suffisamment réceptif composé d'autres *Nous* militants et de *Ils* internautes, qui, sous certaines conditions, pourraient effectivement répondre positivement aux invites d'engagement exprimées par le biais de la messagerie électronique.

La mobilisation de nombre, qui est essentielle parce qu'elle est souvent un facteur de représentativité et de légitimité, pourrait donc s'effectuer également sur un mode digital dans la mesure où ce dernier autorise une rapide et large diffusion au-delà des frontières du groupe mobilisateur. En ce sens, Internet contribuerait à l'évolution des répertories de coordination où la capacité à mobiliser ponctuellement des individus au service des objectifs précisément circonscrits pourrait reposer, au moins en partie, sur des investissements de forme technologiques diffus et non plus essentiellement sur des inscriptions associatives dépendantes de réseaux d'appartenances préconstitués.

L'adhésion associative de l'engagement distancié est davantage indépendante des réseaux d'appartenance classiques et, par conséquent, l'être ensemble du néo militantisme tend à se renégocier non plus sur le modèle de l'adhésion, mais principalement à la libre élection et à

l'action. De ce fait, les rapports entre militants se font de moins en moins en fonction d'un enracinement à une identité ou à un territoire, mais suivant une formule de partage communautaire virtuelle susceptible de s'exprimer *via* Internet.

L'action en ligne favorise un engagement périodique, individuel et à la carte, elle est distanciée *stricto sensu*, dans la mesure où elle dispense à l'internaute l'exposition aux requêtes militantes et aux pressions sociales diverses qui accompagnent d'ordinaire les actions contestataires. Pour Erik Neveu (1999 : 69), « entre 60 % et 90 % du recrutement militant s'établit à partir de contacts directs, de face à face, au sein de réseaux sociaux partagés par recruteurs et recrutés. Pour ce qui est des TIC, loin de se limiter à un rôle de diffusion d'idées, de médiatisation, donné par une organisation, elles sont avant tout des médiations, des instruments de contact et de sociabilité militante ». L'organisation militante traditionnelle prend une autre dimension quand « le contrôle de médias militants ne se limite pas à un "paradigme d'influence" (Contamin, 2005). Désormais l'organisation d'une action contestataire ne peut pas se penser dans la seule logique matérialiste qui consiste à se demander si les revendications exprimées sont satisfaites. Car l'action protestataire englobe à la fois un travail de définition d'un problème social, une dimension de formation des militants, un travail de mobilisation de réseaux, des discussions face à face, un processus de mise à l'agenda médiatique, dont les conséquences ne peuvent se réduire à une évaluation binaire en termes de satisfaction ou d'échec ».

Bref, à la suite d'Éric Neveu (1999 : 70), nous reconnaissons l'ambiguïté dans le possible identification entre travail politique[182] et activité communicationnelle. Car « la composante communicationnelle tient son efficacité des appuis qu'elle prend dans des structures militantes mobilisées, dans des réseaux de sociabilité où s'insèrent les militants, dans des actions matérielles liées à des échéances ou des enjeux. À l'inverse, un travail politique qui ne serait que « communication » suggère davantage une pathologie de l'action collective, coupée du terreau de sociabilité qui conditionne son expansion, limitée à un univers de relations indirectes, éventuellement confinée au cercle des déjà convaincus »

Étant donné que l'accès à Internet se réalise de manière volontaire, on peut penser, à la suite de Pierre Chambat (1995), que la participation à des activités associatives en ligne repose sur

[182] Entendu comme élaboration et diffusion de principes de vision/division du monde.

de réels intérêts partagés capables de mener à une participation dépassant celle des réseaux numériques. Pour Fabien Granjon (2002 : 26) « la probabilité pour qu'un individu s'engage, suite à la réception d'un appel à mobilisation lancé sur une liste de diffusion, dépend de deux composantes. D'abord, de la nature de l'engagement demandé (si l'action sollicitée peut être réalisable à distance, c'est-à-dire sans obligation de présence physique, elle aura davantage de chances pour qu'elle soit suivie). Ensuite, la participation effective à l'opération semble être d'autant plus forte qu'elle sollicite des individus possédant le sentiment d'appartenir à une communauté aussitôt concernée par l'objectif de la mobilisation. L'exemple antérieur démontre qu'un appel à l'action ayant comme objectif la mise en échec d'une expulsion, bénéficiera d'abord d'une attention plus soutenue chez un parrain de sans-papiers que chez un militant de base d'un mouvement altermondialiste dont les préoccupations centrales peuvent être au départ assez éloignées des problèmes d'immigration irrégulière ».

En suivant la ligne de Bert Klandermans, Fabien Granjon (2002 : 27) s'intéresse à déterminer « si la décision individuelle de prendre part à une mobilisation collective peut être déclenchée suite à un appel de mobilisation en ligne. Autrement dit, le fait de fréquenter une liste de diffusion militante peut conduire-il, en soi, les abonnés à éprouver un sentiment d'appartenance suffisant pour les amener à se sentir concernées au point de répondre positivement aux appels à mobilisation qui y sont exposés ». Bert Klandermans dénomme la volonté de participer « *The Willingness to Participate* » au faite que « A person will participate in a social movement if s/he knows the opportunities to participate, if s/he is capable of using one or more of these opportunities, and if s/he is willing to do so » (Klandermans, 1984 : 584). Pour Bert Klandermans (1987 : 529), un phénomène complet de mobilisation peut présenter quatre aspects[183] qui impliquent différents processus, à la fois en termes théorique et pratique :

- le potentiel de mobilisation présuppose une interprétation des revendications ;

- la formation et l'activation des réseaux de recrutement impliquent la formation de coalitions et l'établissement d'un lien entre l'organisation du mouvement et des réseaux formels et informels préexistants ;

[183] « At the individual level, becoming a participant in a social movement can be conceived as a process with four different steps : becoming part of the mobilization potential, becoming target of mobilization attemps, becoming motivated to participate, and overcoming barriers to participate » Bert Klandermans (1987 : 529).

- la motivation à participer qui repose sur le calcul des coûts et des bénéfices de la participation ;

- une participation effective qui comprend l'entretien des motivations et l'élimination des obstacles.

Bert Klandermans affirme que la distinction entre les anciens et nouveaux mouvements sociaux n'a aucune valeur théorique : en s'attachant à identifier les trajectoires militantes des syndicalistes qui organisaient par exemple des mouvements pacifistes écologistes, il a relevé les limites de la distinction entre « anciens » et « nouveaux » mouvements sociaux. De son côté, Sylvie Ollitrault (2008) suggère que cette distinction reste davantage le produit idéologique d'une conjonction sociale et politique pour faire apparaître de manière progressiste, une identité de gauche refusant le communisme. En suivant l'hypothèse de Bert Klandermans selon laquelle les partis se nourrissent de nouvelles demandes pour s'adapter à la mutation du contexte social, nous pouvons penser que les MAM se sont ressourcés grâce aux NMS, constitués des nombreuses luttes qui partageaient l'intérêt d'investir une grammaire de nouveauté et de changement, et de ce fait échapper à une image réductrice du mouvement.

Être amené à prendre part active à une mobilisation présume une motivation particulière, un accord minimum avec les objectifs du mouvement qui, éventuellement, pourra avoir été l'objet d'un travail de persuasion. La constitution d'un public favorable à la cause défendue est acquise à la suite d'un effort préalable de mobilisation du consensus qui vise à diffuser un point de vue particulier. Ce potentiel de mobilisation est le résultat de longues campagnes dans lesquelles un mouvement propage ses vues en mettant en avant le côté inacceptable de certaines choses, choses qui peuvent être modifiées, le changement étant conditionné par l'action collective.

Selon Fabien Granjon (2002 : 27), « la mobilisation pour l'action est effective suite à une opération cognitive préalable d'un consensus, interprétée comme un processus à travers lequel un mouvement social essaie d'obtenir un soutien à son point de vue et passe un accord avec ses sympathisants sur les objectifs et moyens à mettre en œuvre pour arriver à ses fins. En suivant Bert Klandermans (1987), cet auteur considère que « la mobilisation du consensus est une tentative délibérée d'un acteur social de créer un consensus parmi un sous-ensemble de la population, tandis que la formation du consensus concerne la convergence non planifiée du

sens dans les réseaux sociaux ». Suivant l'exemple des listes de diffusion, au vu de l'hétérogénéité des contributions qui apparaissent, elles ne peuvent être désignées que comme instances de formation de consensus, c'est-à-dire des espaces d'interprétation, où l'attentes – des valeurs et représentation – des résultats de l'action ne peuvent être que suggérée. Il semble difficile d'imposer une vision linéaire, simple et définitive de la nécessité d'un engagement. D'abord, parce que les militants de l'engagement distanciée refusent le principe préalable d'un agir communicationnel en ligne, et pourtant indispensable à la mobilisation du consensus. Ensuite, parce que l'émergence d'un discours contradictoire peut venir rompre à tout instant un processus argumentaire déjà improbable et dénoncer l'univocité des positions exposées. À cet égard Fabien Granjon repère dans ses recherches que les appels à mobilisation diffusés sur les listes de diffusion qui sollicitent à des actions de terrain, ne sont généralement pas soutenus par d'autres contributions et ne font l'objet d'aucun commentaire, débat ou incitation morale. Il ajoute que les échanges en ligne sur ce type de messages entre membres d'une même collectivité d'abonnés, sont quasi inexistants. La recherche d'information nécessaire à l'évaluation simultanée du problème s'effectue ailleurs, dans d'autres espaces de sociabilité que ceux que décrivent les listes de diffusion.

Partant donc de l'hypothèse que les TIC peuvent être utilisées par les néo militants dans l'intention d'exposer largement leurs positions et de renforcer de façon latente leurs soutiens dans l'opinion publique, ils sont convoqués pour constituer des réseaux de recrutement et activer, à l'aide du courrier électronique, des réseaux d'interconnaissance constitués d'individus et d'organisations, dont la convocation dépendra en dernière instance de leur motivation à participer. Si les travaux effectués par Sylvie Ollitrault sur le répertoire d'action des militants écologistes britanniques, lui ont permis d'affirmer que le réseau des réseaux tend bien à renforcer les formes d'activisme individualisé, les observations de Fabien Granjon ne permettent pas de conclure à l'affaiblissement du *Nous* militant.

D'après les résultats d'une enquête en ligne réalisée auprès de 250 militants sur Internet, Fabien Granjon démontre que seul 35 % des personnes interrogées déclarent avoir le sentiment de faire partie d'une communauté en ligne. Pour cet auteur, le sentiment d'appartenance est plus présent (41 %) chez les utilisateurs quotidiens du courrier électronique et du *web*, et aussi davantage chez les utilisateurs quotidiens du courrier électronique et du *web* qui échangent par ce moyen avec des militants d'au moins une des organisations dont ils font partie.

Les thèses d'Anthony Oberschall ne peuvent être totalement remises en cause. Car le sentiment d'appartenance d'un groupe d'individus en ligne semble être d'autant plus partagé qu'il est lié à la pratique fréquente, régulière et active des TIC, mais aussi qu'il se construit sur des sociabilités éprouvées, pré existantes à la construction du collectif virtuel. Si l'élargissement de l'engagement à des individus autres que ceux habituellement attirés par l'action militante est une réalité reconnue en certaines occasions, il ne saurait toutefois constituer un attribut singulier résultant mécaniquement des pratiques de communication en ligne. Internet semble ne permettre la mobilisation de terrain véritablement avérée que chez des individus déjà impliqués dans des activités militantes de terrain.

À la suite de Fabien Granjon (2001), nous pouvons souligner qu'il y a rarement mobilisation sans « collectivités concrètes de référence » ou « communautés pertinentes pour l'action », préalablement constituées. Par conséquent, la réussite d'une action est, au moins partiellement, subordonnée à la valorisation d'un *Nous*. Les vecteurs classiques de la socialisation restent ainsi très importants et ce sont eux qui déterminent encore bien souvent la mobilisation en présence. Les communautés militantes virtuelles se trouvent en quelque sorte freinée par les relations militantes ordinaires. Si elles sont visibles dans l'espace public *via* des messageries du courrier électronique, elles restent sous la tutelle d'un registre de collectivisation qui relève des échanges habituels en contexte de militance.

Dans le cas qui nous occupe, les listes de diffusion telles attac-talk, attac-local, ecologie-societe@attac.org constituent bien des espaces militants d'échanges et de rencontre où s'expriment, se négocient et s'actualisent des affiliations centrées sur la critique sociale, permettant même à quelques-unes d'entre elles de trouver une certaine permanence. Mais il serait toutefois abusif d'y voir la marque d'une prégnance forte de la médiation technique.

Fabien Granjon conclut que les réseaux numériques ne suffisent pas à créer des réseaux sociaux véritablement nouveaux mais permettent plus sûrement de renforcer ceux sur lesquels ils s'appuient pour exister. Pour cet auteur, les communautés virtuelles sont des projections fragmentaires et focalisées de communautés militantes qui ont déjà une existence sur le terrain. De ce fait, les pratiques de communication sur Internet ne peuvent être considérées comme des points de passage obligés de l'expression militante que si celle-ci s'affirme

préalablement sur d'autres espaces. Elles ne sauraient être présentées comme prépondérantes dans la définition et l'ampleur des interactions sociales.

De facto, les échanges en ligne n'ont de valeur et ne se justifient aux yeux des militants que dans la mesure où ils s'articulent de façon prépondérante aux réalités de la critique sociale. Contrairement aux conclusions de Danièle Kergoat sur les pratiques télématiques liées aux luttes des infirmières de la fin des années 80, l'usage d'Internet ne se présente pas comme un moyen par lequel le mouvement social se concrétise en sujet collectif. Les contributions en ligne viennent quasiment se greffer sur des identités sociales préexistantes qui les prédisposent à une certaine réception. Les formes de militantisme exprimées sur Internet ne se constituent donc pas directement à partir des réseaux numériques, mais bien en référence à la force du social qui investit la technique et imprime une identité structurelle aux liens qui se tissent entre les réseaux sociaux militants et les réseaux numériques. Comme le souligne Sylvie Ollitrault (2008) dans son étude sur les militants écologistes, les militants tendent à faire de leur vie un présentoir de l'utopie qu'ils proposent, afin de montrer la faisabilité de leurs principes (ici de consommation et de production) dans une routine de leurs pratiques quotidiennes, au point qu'on ne peut démêler ce qui relève de l'engagement dans la sphère publique ou privée.

Nous utiliserons ces bases théoriques, dès lors qu'elles nous permettront d'analyser et d'approfondir notre étude. En effet, il s'agit de démontrer si les conclusions avancées par certains auteurs restent valables pour un cas pour nous particulier ayant trait à l'influence de l'usage des TIC. Au début de notre recherche, nous avons émis l'hypothèse que la pratique militante varie fortement selon le contexte historique, géopolitique, socioéconomique et culturel et en raison de l'essor des TIC, forcement influencée par elles. Nous voudrions ici montrer comment l'identité militante altermondialiste est construite par la base citoyenne, loin des liens qui peuvent se tisser sur les réseaux numériques. Ces militants altermondialistes, qui sont de plus en plus présents dans des manifestations internationales comme l'ont montré les dernières manifestations altermondialistes du G20 en avril 2009, suggèrent les questions suivantes : qui sont-ils ? Quelles sont leurs revendications militantes ? Ont-t-ils une identité néo militante ? Quel usage font-ils des NTIC ? Quelles sont les sources médiatiques qu'ils mobilisent ?

Avec l'objectif d'organiser un corpus d'étude permettant de répondre aux questions posées, nous avons fréquenté entre l'année 2002 et 2008 des environnements à la fois sociaux et informatiques entretenant un rapport de proximité avec l'association ATTAC-54. Nous nous proposons d'organiser ce corpus à partir de modes d'observation variés susceptibles de procurer un descriptif précis sur des pratiques de l'action militante. Nous présentons donc ci-après l'association ATTAC-54, notre terrain d'enquête à Nancy, en France.

III.3. ATTAC-54

La mobilisation nécessite trois conditions cumulatives qu'il apparaît nécessaire d'analyser : un groupe, une dimension politique et une situation conflictuelle (Lagroye, 1997). Ces caractéristiques donnent naissance au mouvement. Dans ce cadre nous présentons le fonctionnement de l'association ATTAC-54.

Comme nous avons vu plus haut, le militantisme associatif constitue un ensemble d'aspirations, d'attentes ou d'exigences collectives. La constitution d'un groupe permet d'influencer le pouvoir en place avec un poids plus important, elle permet également de s'intégrer dans un réseau, une petite société « idéologiquement proche », une famille, qui se rassemble autour d'un même but et se coordonne pour l'atteindre. La formation de l'action collective, reçoit son impulsion par le sens politique attribuée à celle-ci. La mobilisation s'approprie donc une signification politique et suppose que les acteurs se sentent détenteurs d'une nouvelle représentation sociale et acquièrent la conscience de la dimension politique de leur action. Enfin, du fait de l'existence d'une situation conflictuelle, ATTAC émerge face au nouvel ordre mondial, dont le domaine d'action est surtout économique. Nous rappelons que cette association a vu le jour en décembre 1997, suite à un éditorial du *Monde Diplomatique*, d'Ignacio Ramonet, « Désarmer les marchés », qui préconisait la création d'une organisation autour de la taxe Tobin. Selon son statut, l'objet de cette association est « de produire et communiquer de l'information ainsi que de promouvoir et mener des actions de tous ordres, en vue de la reconquête par le citoyen du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle… Parmi d'autres moyens, on

trouve la taxation des transactions sur les marchés des changes » appelée taxe Tobin. En somme il s'agit :

- de promouvoir la création d'une taxe sur le transfert des capitaux, dont le produit servirait à financer le développement des pays du Sud ;
- de vulgariser l'économie afin de permettre à la population de comprendre l'ensemble des enjeux économiques liés à la globalisation financière ;

L'association se donne également une dimension éducative pour le plus grand nombre : elle se donne pour mission d'analyser et d'expliquer les enjeux de la politique économique actuelle.

Localement, ATTAC-54 (attac54.org) était hébergé au début de notre enquête dans les locaux du syndicat SUD PTT qui mettait à sa disposition des salles, des machines à tracter, des ordinateurs et des téléphones. Une permanence était assurée les mardis au local du Mouvement des Objecteurs de Conscience (MOC) de 18h00 à 19h30 et les jeudis au local du SUD PTT de 16h30 à 18h00. Chacune de ces deux associations permettait au comité pour d'assurer son fonctionnement. Depuis 2007, les locaux sont situés au 29 rue Guilbert de Pixéricourt. C'est le Centre Lorrain pour l'Information et le Développement (CLID) qui accueille le comité dans ses locaux et met à sa disposition des salles pour le déroulement des réunions. Ces faits montrent qu'ATTAC-54 a trouvé une solidarité avec d'autres organisations de la société civile. Le nombre des adhérents à la fin de l'année 2002 s'élevait à 320. Durant l'année 2003, 50 nouveaux venus ont adhéré à l'association, en 2009, ils ne dépassent pas les 150.

Dans la *Lettre Mensuel* du Collectif ATTAC-54, le comité local a fait connaître son fonctionnement qui s'articule en trois axes :

« - Des temps pour apprendre, sous forme de conférences, projections de films au Caméo, participation aux formations organisées localement ou au plan national.

- Des temps pour construire les actions du comité :
    - le bureau se réunit une à deux fois par mois,
    - le conseil d'administration, ouverts aux adhérents, se réunit chaque troisième mardi du mois,

- la réunion des adhérents et des sympathisants, ouverte à tous, tous les deux mois, le premier lundi du mois, à 20h00 au Centre Lorrain pour l'Information et le Développement (CLID), 29 rue Guilbert de Pixéricourt. Cette réunion est consacrée à des questions d'actualité, aux échanges sur les avancées des différents groupes de travail, à l'organisation des actions, etc.…Le nombre de groupes de travail et les thèmes choisis peuvent varier au cours d'année, en fonction de l'actualité ou du calendrier des actions menées. Il existe également une équipe de rédaction de la *Lette mensuelle* ainsi qu'une équipe d'animation radio et un équipe Cinéma d'ATTAC.

- Des temps du débat sur les thèmes importants pour le comité ATTAC-54, tous les deux mois, le premier lundi du mois à 20h30 au CLID, 29 rue Guilbert de Pixéricourt. Lieu d'expression libre pour tous. La réunion-débat ne représente pas « la parole d'ATTAC », mais peut aider à prendre une position officielle ou aboutir à la création d'un groupe de travail. ». L'assemblée générale se réunit une fois par an et diffuse à cette occasion un compte-rendu de la réunion.

Jeudi ciné au Caméo St Sébastien à Nancy

jeudi 27 mars à 20h30

Quelle classe, ma classe !

documentaire de Philippe Troyon 60 mn

le film sera suivi d'un débat

Entre l'espace intime, singulier de chaque adolescent et les rives du monde inconnu où il faut se risquer, l'école est un pont, un voyage d'expériences et d'apprentissages. Le Cinéaste, Philippe Troyon a commencé son travail d'observation du collège Pierre Sémard de Bobigny, en 2002. Avec sa caméra, il a très vite perçu qu'il participait à une expérience rare. Il a décidé de recueillir cette réalité incontestable en prenant le temps de vivre et de filmer les élèves avec toute l'équipe éducative. Aujourd'hui ce film est le fruit incroyable et exemplaire du succès d'un apprentissage et d'un état d'être dans l'école républicaine.

III.3.1. Les commissions

Les commissions se retrouvent au niveau local. Ce sont des groupes de travail dont la vocation est d'étudier les problèmes locaux et d'essayer de mettre en œuvre des actions concrètes et précises pour les résoudre. Elles dépendent des antennes régionales ou départementales et les thèmes traités ainsi que leur nombre varient selon les groupes. Le

comité ATTAC-54 comprend des commissions telles : « Collectivités Territoriales », « Culture », « Collectivités Locales », « Retraites », « Éducation populaire » et « Jeunesse ». Leurs propositions et actions discutées en réunions donnent lieu à des comptes-rendus réguliers.

Forum de l'eau d'Attac-54 (2006)
Atelier "Eco"... comme économie (2008)
Campagne départementale d'information sur l' AGCS (2005-2006)
Collectif "Non à Edwige 54" (2008)
Collectif "Réseau Education Sans Frontières" (depuis 2004)
Collectif de défense de la Sécurité Sociale solidaire (depuis 2005)
Collectif pour une régie publique des transports en commun dans l'agglomération nancéienne et pour leur utilisation gratuite (2008)
Europe : le traité de Lisbonne (2008)
Europe et projet de Constitution européenne (2005)
Forum Social Local (depuis 2006)
Jumelage Attac Nancy Liège Karlsruhe (depuis 2005)
Services Publics Locaux (2007-2008)

Tableau III.1. Les actions et groupes de travail (2005-2008). Site www.attac54.org.

Au sein du comité ATTAC-54, chaque commission fixe son emploi du temps. Leurs membres s'organisent entre eux pour décider des réunions et un compte-rendu de ces réunions est distribué chaque premier lundi du mois aux adhérents lors de la réunion de l'association. À titre d'exemple, la commission « éducation populaire » se réunit tous les deuxièmes mardis de chaque moins à 20h30. La commission « Collectivités Locales » organisait une réunion avec le collectif « Que se tram-t-il ? »[184] à la MGC Bazin à Nancy le lundi 16 juin 2003 à 20h30.

Leurs actions sont variées et ces commissions sont relativement bien implantées dans la vie locale. Par exemple, la commission collectivités territoriales est intégrée dans la commission de la Communauté Urbaine du Grand Nancy. Ainsi les commissions sont-elles impliquées et prennent-elles part aux débats. Elles se trouvent à la source pour obtenir de l'information et la restituer ensuite aux membres du Comité. Ces actions peuvent aussi prendre forme de rassemblements ou d'envois de lettres ouvertes aux élus pour faire part de certaines

[184] Il s'agit de l'installation d'un moyen de transport collectif.

observations comme c'est le cas avec le collectif « Que se tram-t-il ? » dépendant de la commission collectivités territoriales qui en outre, a aussi lancé une pétition. Les actions sont multiples. La commission « G8 Evian » par exemple organisait le 20 mai 2003 une discussion débat sur le thème « Non au G8 ».

À partir de 2003, de nouveaux groupes de travail se sont créés, les commissions existantes l'année 2002 ont plus ou moins disparu. La création du collectif « Que se tram-t-il ? », a induit la formation de la commission « Collectivités Locales », ce collectif regroupait plusieurs associations et mouvements locaux. De plus ce collectif a décidé de s'intégrer à l'association EDEN. La commission « Collectivités Locales » s'intègre aussi dans le groupe de travail « AGCS », l'Accord Général sur le Commerce des Services[185], qui s'est réuni pour la première fois le 15 octobre 2003.

Projection-débat à l'IRTS

lundi 03 mars à 20H30

Dans le cadre d'un partenariat entre Attac 54 et la Forum de l'IRTS, la réunion-débat mensuelle est remplacée par la projection du film

Hôpital au bord de la crise de nerfs

de Stéphane Mercurio

et sera suivie d'un débat avec la réalisatrice et Jean Luc Olivier d'Attac54, médecin biologiste au CHU de Nancy.

Cette projection aura lieu le lundi 03 mars à 20H30 à l'IRTS 201 avenue Raymond Pinchard (Haut du Lièvre). Tarif 3,80 €.

Le Centre Hospitalier de Gonesse où travaillent 2200 personnes, dispose de 1000 lits. Dans tous les services, le même univers absurde : de la direction aux soignants, continuellement les mêmes questions sans réponse : comment gérer la pénurie d'infirmières et la kyrielle de fermetures de lits? Comment faire fonctionner l'IRM sans manipulateur radio ? Cette plongée au cœur de l'institution hospitalière croise deux niveaux de perception de la crise. D'un côté la direction en lien avec les décideurs, de l'autre les soignants en prise directe avec les malades. Entre les deux, réunions sans fin, discussions, incompréhension et un même discours : l'hôpital est au bord de la rupture.

III.3.2. Les réunions

[185] L'un des accords fondateurs de l'OMC.

L'association tient des réunions le premier lundi ce chaque mois. Elles ont lieu le soir à 20h30 et l'entrée est ouverte à tous, même aux non-membres. Sont donc présents tous les adhérents et sympathisants qui le désirent et parmi eux les membres du Conseil d'Administration ou des Commissions. Ce sont des réunions qui ont pour objectif d'informer les membres et les sympathisants sur les activités de l'association. C'est à cette occasion qu'ont rend compte des actions et des décisions des commissions. Un modérateur s'assure du bon déroulement de l'ordre du jour qui a été décidé conjointement par les membres du Conseil d'Administration et les présidents de commissions. La parole est attribuée sur simple demande. Il suffit de lever la main et un temps de parole limité est accordé. Chaque réunion se déroule selon une thématique qui donne lieu à un débat. Celui-ci dure en général un tiers du temps. Ensuite sont évoquées les actions à mener dans le mois. Il arrive souvent que des membres soient invités à faire de propositions et, dans ce cas, après un bref échange, les membres du Conseil d'Administration présents à la réunion décident d'impliquer l'association ou non dans l'action proposée.

La lettre mensuelle du comité ATTAC-54 correspondant aux mois de juillet et août 2005 ; elle annonce les rendez-vous de l'année 2005-2006 : « La réunion de rentrée aurait lieu le lundi 5 septembre 2005 à 20h30 à la Salle des fêtes de Tomblaine. Les réunions–débats sont programmées les lundi 3 octobre 2005, 7 novembre 2005, 5 décembre2005, 2 janvier 2006, 6 février 2006, 6 mars 2006, 3 avril 2006, et 5 juin 2006[186] ».

Lorsqu'une difficulté se présente et qu'une manifestation ou une autre action est envisagée, les membres du Conseil d'administration exposent la position d'ATTAC France (france.attac.org) et demandent l'avis des membres. Si le problème est cantonné au local, ce sont souvent les commissions qui sont chargées d'organiser l'action et qui la gèrent, après qu'elle ait été acceptée par les membres du conseil d'administration. Si le problème se pose au niveau national, ce sont les membres du Conseil d'Administration présents qui, lors de la réunion, vont avoir autorité pour définir les actions qui vont être autorisées ou non.

À l'issue de ces réunions, sont produits des comptes-rendus. Le fonctionnement diffère quelque peu de celui évoqué dans les statuts nationaux, sans doute pour tenir compte du

[186] Les thèmes prévus pour la période 2005-2006 : la réforme des Universités, les paradis fiscaux, les coopératives ouvrières, les logiciels libres, la décroissance, la politique du troisième âge, les politiques d'insertion, la politique du Conseil général, la gestion des déchets, etc.

contexte local. Toutes ces règles théoriques servent à encadrer les revendications et les moyens d'action dont dispose l'association.

En dix années de présence sur le territoire nancéien cette association, parvient à mobiliser un public relativement nombreux (entre 50 et 100 personnes), dans les débats, les manifestations culturelles, les discussions organisées autour des thématiques précises, des scènes de cinéma suivies d'un débat animé par des réalisateurs ou des intellectuels. Cet espace pluriel permet à des multiples organisations de se rencontrer au-delà des clivages traditionnels. L'impact principal se situe dans la collaboration entre associations qui s'établit lors des réunions. L'essentiel du travail de l'association ATTAC-54 consiste en la sensibilisation à certaines problématiques déjà évoquées et en la diffusion de l'information tant au niveau des membres de l'association qu'à l'extérieur. Par exemple, des experts, dont certains sont mondialement reconnus, et des néophytes désireux de se familiariser avec le fonctionnement des marchés se côtoient ainsi dans plusieurs groupes.


Conférence de Susan George
lundi 19 mai 2008 au Forum de l'IRTS

La conférence était organisée dans le cadre de la parution de son livre *La Pensée enchaînée. Comment les droites laïque et religieuse se sont emparées de l'Amérique*, Fayard, 2007. Susan George est présidente du conseil du Transnational Institute, ancienne vice-présidente d'Attac

Lettre mensuelle du comité ATTAC-54, septembre 2008.

Devenue un modèle des associations d'engagement moral, l'association ATTAC France est l'organisation spécifiquement altermondialiste la plus importante à niveau national. Elle demeure une référence pour la plupart des associations locales, même si certains militants regrettent qu'ATTAC-France outrepasse parfois son champ de compétence originale.

À l'instar d'Érik Neveu (1999), nous considérons que l'association ATTAC agit comme tout mouvement social. Le mouvement altermondialiste est animé par des objectifs semblables, des valeurs partagées et une certaine dynamique commune qui se construit, mais de manière

différente dans chaque espace local. Afin d'analyser cet acteur social local qui peut devenir national, nous jugeons important d'approfondir l'étude au niveau local pour mieux saisir son fonctionnement au quotidien. La dimension du local est importante, principalement parce que c'est là que se fait l'engagement de nouveaux sympathisants et que s'organisent toutes les actions et les mobilisations, y compris internationales.

En effet, si un ancrage local semble fondamental au succès d'un réseau altermondialiste, l'articulation et la rétroaction entre le local et le global paraît tout aussi centrale. Comme l'ont illustré les mobilisations internationales (Seattle, Gênes, Evian, Cancun, etc.), sans l'implication des associations locales, une réunion internationale dans une ville n'a guère d'impact sur ses acteurs sociaux. Il est certain que le succès d'une manifestation internationale peut renforcer les associations et coordinations locales, mais in ne peut être assuré que par un travail en amont important au niveau local et par les actions d'une société civile locale active. C'est la présence d'associations actives et leur volonté de coordination face aux événements qui ont permis la réussite de ces mobilisations internationales. En retour, elles y ont trouvé un nouveau dynamisme et ont attiré de nombreux militants et sympathisants.

L'attachement au local se décline suivant plusieurs facettes. L'une d'entre elles est la conscience de l'importance du niveau local de nombreux militants de base et leaders associatifs ou syndicaux, notamment parmi les membres actifs des différents collectifs. Un responsable militant expliquait ainsi : « Pour moi la base de la société, est local. C'est sur la base d'associations locales qu'on peut trouver des alternatives. Chez ATTAC, nous avons le slogan "Penser global, Agir local" suppose que le local est donc important ! Parce que quand on essaye d'agir globalement sans se rendre compte des spécificités des gens, ce qu'on proposera ne collera pas. Le choix revient aux gens de chaque localité » (homme 01, cadre moyen, septembre 2008).

L'interaction entre le local et le global s'illustre également par la manière selon laquelle l'association ATTAC-54 s'est appropriée la problématique globale de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), vu qu'elle est placée au centre de leurs préoccupations et transcrite au plan local. ATTAC-54 possède ainsi un groupe de travail « AGCS » et organise des conférences-débats autour de ce thème. Autour de ce projet, chaque association peut mettre en œuvre ces compétences, que ce soit son poids politique et social, son expertise en

matière d'analyse, sa capacité de diffuser l'information ou sa créativité. Le débat autour de ces négociations complexes dépasse largement les compétences des militants d'ATTAC.

APPEL AUX ÉLUS LOCAUX

Depuis deux ans, ATTAC, avec d'autres associations, mène une campagne d'information et de mobilisation de l'opinion publique. En particulier, elle appelle les conseils élus des collectivités territoriales à :
– informer leurs concitoyens et les alerter sur les dangers de l'AGCS ;
– prendre position publiquement par des motions et délibérations ;
– demander un moratoire sur les négociations en cours et l'ouverture d'un débat national sur ce sujet ;
– déclarer leur ville, communauté de communes, département ou région «zone hors-AGCS».

L'AGCS, une menace pour les services publics, une menace pour les collectivités locales. Site www.attac-54.fr . Consulté décembre 2003.

L'articulation entre les différents niveaux de réflexion et d'action demande un effort constant de la part de l'ensemble militant. Car tous les militants n'ont pas les mêmes capacités ni le même intérêt pour les problèmes globaux. Dans de nombreux cas, les militants soutiennent davantage l'ancrage local, tout en assignant aux leaders l'intérêt pour le niveau national ou international. Cependant, l'une des caractéristiques propres des mouvements altermondialistes demeure précisément dans sa capacité à articuler différents niveaux d'action et de réflexion. Chez les militants, il est fréquent d'entendre que « ce qui arrive et ce qui se décide au niveau mondial affecte de plus en plus la vie concrète et quotidienne des gens » (homme, 05, artisan avril 2007). Ce propos dévoile le sentiment d'appartenance à la même problématique : le processus de la mondialisation. Assurés par des mouvements locaux solides et le succès des mobilisations internationales, les niveaux du local et du global sont de ce fait consolidés.

L'analyse de mouvements locaux dans leur fonctionnement au quotidien peut permettre de mieux comprendre la tendance à combiner dans le même débat des problèmes locaux très concrets auxquels les militants sont confrontés et les politiques néolibérales internationales désormais présentes dans la société civile. La collaboration entre nouveaux et anciens militants, le lien entre local et global, l'impact des TIC, sont des questions que nous avons côtoyées depuis le début de notre étude.

Depuis sa création, l'association ATTAC est liée au développement des TIC notamment d'Internet. Le réseau Internet est apparu à une époque marquée par le déclin du militantisme

et l'entrée dans une nouvelle ère démocratique. En disant vouloir « démocratiser la démocratie », la mouvance altermondialiste propose un discours selon lequel il apparaît essentiel de reprendre le contrôle citoyen sur un monde qui nous échappe, qui se fait désormais « sans nous », dont les finalités ne sont pas « les nôtres ». Donc, la contribution des mouvements altermondialistes au bon déroulement de la vie démocratique consiste à rendre les décisions politiques crédibles face aux citoyens dans une communauté politique délimitée, et elle dépend également de l'accès formel des citoyens à l'espace public et au politique.

En tant qu'outil démocratique, la caractéristique fondamentale qu'Internet offre, est la communication *many to many*, qui se présente comme une alternative jusque là inconnue pour accomplir le renouveau démocratique. Fréquemment, ce potentiel est mythifié, comme souvent avec l'apparition d'un nouveau média, la presse écrite et la télévision en sont les meilleurs exemples. La transformation des pratiques militantes attribuée à l'usage d'Internet, comme le contact à distance et la participation à l'action choisie, est constatée par certains auteurs (Granjon, 2001 ; George, 2001).

Dans notre étude, dans la mesure où nous avons affaire à des individus déjà engagés politiquement, nous voudrions examiner comment les pratiques technologiques liées aux TIC permettent de renouveler leurs tendances militantes, ainsi que l'organisation et l'idéologie du mouvement. L'influence des pratiques technologiques, en particulier d'Internet, sur les formes sociales de l'engagement dans les mouvements altermondialistes, ne peut être étudiée indépendamment des stratégies d'acteurs, d'une situation et d'un contexte socio-historique (voir supra). Ceci signifie que l'étude empirique ne peut se limiter aux seules utilisations d'Internet par les militants donc, nous avons d'abord suivi les échanges véhiculés par le site *web* de l'association d'ATTAC-54, et par les différentes listes de discussion.

Pour comprendre comment l'outil informatique peut prendre place dans l'ensemble de la structure de l'association, nous avons considéré nécessaire de suivre les militants dans leurs réunions, dans certains de leurs actions, et de mener des entretiens avec les militants de base. Il s'agit d'approcher le mouvement par le bas et donner la parole à ceux qui sont directement concernés par la nouvelle organisation qui accompagne l'usage des TIC. L'introduction d'Internet compromet la question de la représentation identitaire et exige une nouvelle réflexion et des nouveaux repères de l'image du collectif :

- est-ce qu'Internet a consolidée l'identité collective de l'association ?

- est-ce que l'association ATTAC-54 est capable de mettre en place des stratégies médiatiques au service de l'engagement local ?

- quel genre d'espace public peut apparaître à la suite de l'usage des TIC ?

À partir de l'étude de l'association ATTAC-54, nous nous questionnerons sur la spécificité du mouvement et de ses caractéristiques. Nous considérons que l'idée acquise sur les militants qui emploient le *web* dans leur engagement à la communauté « globale » doit se matérialiser concrètement par des données statistiques.

En conséquence, nous avons décidé de faire une enquête sur les mouvements contre la mondialisation « altermondialistes », en particulier ATTAC-54, supposés faire usage des TIC depuis leur apparition dans les années 90. Cette enquête peut venir appuyer l'hypothèse de certains auteurs (Jacques Ion, 1997 ; Granjon, 2001 ; Sommier, 2001, 2003) sur le déclin de la propension à s'engager dans la France contemporaine.

Afin d'analyser la construction de l'identité politique militante assumée et véhiculée par les dispositifs médiatiques, les objectifs de notre enquête sont :

- profil socio démographique des participants
- nature et dynamique de la participation (engagement)
- fonctions remplis par les médias
- Internet : espace public ou source d'information et d'organisation des actions politiques.

En résumé, nous cherchons d'abord à savoir si les militants utilisent les TIC, comment ils les emploient, en particulier Internet ? Ensuite, nous souhaitons étudier l'usage que font les militants de cet outil, par exemple pour prévoir de réunions, organiser des manifestations de toute sorte, et protester contre les politiques locales. Finalement, cette étude ambitionne de démontrer comment la « glocalisation » se produit et, si c'est le cas, de quelle façon Internet constitue un outil qui aide les gens qui partagent des intérêts analogues à se rencontrer même s'ils sont éloignés. Enfin, une question est celle de savoir comment Internet peut aider les militants à élargir leurs contacts avec des groupes ou à renforcer les liens entre eux.

III. 4. Méthodologie

Parmi les différentes technologies mises en œuvre dans les campagnes de mobilisation altermondialistes, les recours aux pratiques liées à Internet sont typiques de l'ère postmoderne. À son niveau le plus fondamental, Internet peut être défini comme des « réseaux servant à connecter des environnements numériques de façon globale (Daugherty, 2005).

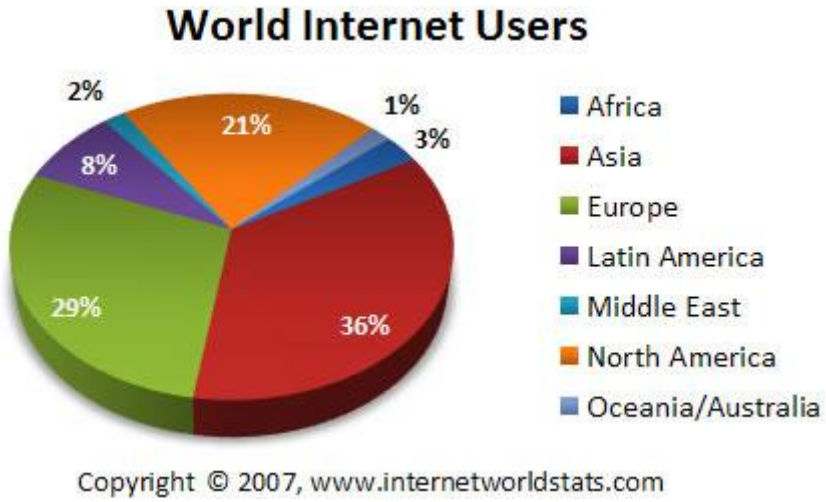


Figure III.2. La population internaute en 2007. Source www.internetwordlststs.com

En 2002 pas moins de 31 milliards de messages électroniques on été envoyés quotidiennement (figure III.2). La population d'internautes dans le monde devrait atteindre 1.5 milliards d'individus en 2011 selon *Jupiter Research* soit 36 % de plus qu'en 2006. À l'échelle mondiale plus de 800 millions de personnes restent en ligne (internetwordlstats, 2004), plus de 80 % d'utilisateurs d'Internet participent d'une certaine façon à une communauté virtuelle (Porter, 2004). Malgré l'idée répandue des pratiques informatiques, la difficulté demeure sur la définition et la catégorisation du phénomène de communauté virtuelle (Livet, 1994 ; Mitra et Schwartz, 2001 ; Porter, 2004). Cependant, le terme a aujourd'hui tendance à se référer principalement à Internet, définissant une communauté dans un environnement en ligne.

Avec plus de 69 % de la population des États-Unis en ligne (Nielsen, 2004), Internet est devenu le moyen traditionnel important à même de faciliter l'approche interpersonnel aussi bien que les formes d'organisation de communication. Le résultat est une société de l'information de plus en plus négociée et dépendant de la technologie capable d'établir, de maintenir, et de promouvoir une multitude des communautés virtuelles.

Cette étude essaye d'approfondir notre perception sur les communautés virtuelles et leur organisation, en analysant les motivations et les attitudes suivies par les militants de l'association ATTAC-54. En nous appuyant sur la discussion précédente, nous fixons les hypothèses suivantes :

H1 : L'envie d'une personne à rejoindre un collectif en ligne est orientée par ses propres motivations.

H2 : La volonté d'une personne à adhérer à une association est fonction de l'image de celle-ci dans la société.

H3 : Les potentialités techniques de l'outil informatique et les pratiques sociales de l'engagement distancié consolident les liens de solidarité entre adhérents.

H4 : Les nouvelles pratiques informatiques d'Internet facilitent l'intégration des adhérents d'une association et leur engagement à la problématique de la communauté locale.

H5 : Internet pourrait dynamiser, dans des groupes institués, l'émergence de nouvelles forces politiques ou sociales jusque là dépourvus d'un dispositif mondialement structuré.

Une fois la problématique définie et les hypothèses posées, des informations sont nécessaires afin de les vérifier. Ces données peuvent être recueillies par différentes méthodes : l'observation, l'expérimentation, et l'analyse de documents divers.

L'analyse d'une situation d'enquête en tant qu'interaction sociale et son influence dans la production du discours renvoie aux différentes manières de définir cette situation. Nous avons travaillé sur les motivations à l'engagement distancié dont la source la plus sûre et la mieux adaptée est, de loin, la parole militante. Pour ce faire nous avons choisi trois méthodes :

- l'observation,
- l'enquête par questionnaire,
- l'enquête par l'entretien semi directif.

L'observation peut être définie comme le regard porté sur une situation sans que celle-ci soit modifiée. Regard dont l'intentionnalité est de nature très générale et agit au niveau du choix de la situation et non au niveau de ce qui doit être observé dans la situation, le but étant le recueil des données afférentes à la situation (Ghiglione et Matalon, 1970).

L'enquête désigne l'ensemble des démarches accessibles à une argumentation de recherche qui, pour transformer ses informations en connaissances, borne ses raisonnements à l'espace assertorique où se fonde sa capacité spécifique de véridiction et d'objection, en s'astreignant à en parcourir le maximum de chemins, au profit de la généralité et de la validité de ses proposition (Passeron, 1995). Dans ce cas, le chercheur intervient en posant des questions, sans avoir le désir explicite de modifier la situation dans laquelle il agit en tant que tel.

L'entretien libre invite le sujet à répondre de façon exhaustive, dans ses propres termes avec son propre cadre de référence, à une question générale (le thème). Certains problèmes que rencontre l'entretien libre sont ceux du langage, puis ceux des contextes sociologique, économique, psychologique, culturel, dans lesquels ce problème est soulevé par le thème. Le choix de l'entretien libre comme méthode est lié de façon directe à la connaissance préalable que l'on a de la situation que l'on veut analyser : le problème et la population à laquelle on le pose. Le résultat d'un tel entretien renvoie à une étude plus approfondie dans la mesure où on estime incomplète son information sur le thème et qu'on recherche des informations sur un point particulier.

L'entretien directif est défini par l'ensemble de questions ouvertes, standardisées et posées dans un ordre immuable dans l'ensemble des enquêtes. Ces questions supposent de leur part des réponses relativement courtes et précises, à des questions non ambiguës.

L'entretien semi directif se définit par rapport aux remarques faites à propos de l'enquête libre. Il intervient à mi-chemin entre la connaissance complète et antérieure de la situation par le chercheur, ce qui renvoie à l'entretien directif ou au questionnaire et l'absence de

connaissance attribuée à l'entretien libre. Dans le cas de l'entretien semi directif, le sujet est invité à répondre de façon exhaustive, dans ses propres termes et avec son propre cadre de référence, à une question générale (le thème), caractérisée par son ambiguïté. Mais s'il n'aborde pas spontanément un des sous thèmes que l'enquêteur connaît, celui-ci pose une nouvelle question (le sous thème) dont la caractéristique n'est plus l'ambiguïté, afin que le sujet puisse produire un discours sur cette partie du cadre de référence du chercheur. L'entretien semi directif est donc approprié pour approfondir un domaine donné, ou vérifier l'évolution d'un domaine déjà connu.

Nous avons choisi de nous intéresser à l'association ATTAC (Action pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens), car celle-ci constitue une dimension de l'action collective, c'est-à-dire « une action commune ayant pour but d'atteindre des fins partagées » (ATTAC, 1999 : 9). L'étude de cas a principalement été menée sur le collectif de ATTAC-54 de Nancy, mais nous avons réalisé également une partie de l'enquête au cours de la Université d'été d'ATTAC en août 2007, organisé à l'Université de Toulouse. Les contacts se sont faits selon des démarches différentes :

- lors des manifestations,
- par contact direct des militants de l'Association,
- par Internet.

Initialement, nous avons mis en place une procédure d'enquête traditionnelle, l'observation participante : des observations réalisées *in situ* au siège de l'Association afin de développer un dispositif d'évaluation de l'usage réel des TIC dans l'action militante et de définir les rapports entre les ressources informatiques et l'usage par les utilisateurs.

Une deuxième approche a été la réalisation d'une enquête en ligne destinée à circonscrire les pratiques informatiques effectives des militants. Le questionnaire a été placé sur la liste de diffusion de l'association ATTAC-54. Ce questionnaire a également été transmis par email à plusieurs militants membres de l'Association. Nous n'avons reçu qu'une seule réponse à cette démarche. Nous supposons qu'une des motivations est qu'un faible pourcentage (20 %) des adhérents admet utiliser régulièrement son adresse électronique.

Dans le but d'obtenir les renseignements indispensables à notre étude, nous avons décidé d'imprimer le questionnaire et de réaliser les enquêtes de vive voix. Une grande partie de notre démarche expérimentale est constituée par une série d'entretiens semi-directifs réalisés entre janvier 2005 et février 2008, auprès de 25 adhérents ou participants aux activités de l'association.

Simultanément, nous avons construit un autre corpus constitué des environnements numériques liés au site web de l'organisation ATTAC-54. Sur ce site, des éléments, (documents, listes etc.) sont analysés pour y évaluer les potentialités techniques offertes aux militants. L'objectif de cette partie sera donc d'identifier les motivations de l'engagement dans le militantisme associatif chez les membres de ATTAC-54.

III.4.1. Observation participante

Pour mettre en oeuvre un questionnement compréhensible par les questionnés, l'enquêteur doit savoir et faire savoir qui il est, d'où il parle et à qui il s'adresse, à quelles problématiques il se réfère, quelles demandes cadrent sa recherche et quelles sont ses visées stratégiques (Ghiglione et Matalon, 1970). La méthode de l'observation permettra un premier repérage des catégories socioéconomiques et professionnelles du groupe. Le questionnaire issu de cette pré-enquête tiendra également compte des observations pour déterminer la proportion entre questions de fait, questions d'opinion et questions sur les pratiques militantes. En fonction des objectifs de l'enquête, l'observation restitue les contextes d'expérience et d'engagement des acteurs, et permettra de délimiter l'ancrage des données et des hypothèses dans des pratiques d'enquête, d'interprétation et d'évaluation.

L'analyse présentée ici se fonde sur une observation participante menée en tant que sympathisante de l'association ATTAC 54 à Nancy de 2002 à 2007. Pendant plus de deux ans, nous avons assisté aux réunions internes comme aux réunions publiques. Nous avons contribué à l'organisation des actions contre la guerre en Irak et participé à des séances de discussion de spécialistes. En août 2007, nous participions à l'Université de été d'ATTAC à Toulouse en France. Nous suivions également en parallèle les activités de l'association : assistance à manifestations, conférences par des intervenants qualifiés, projections-débats, etc.

La première partie de l'enquête de terrain était réalisée à Nancy durant les années 2002-2006. D'abord, nous avions comme objectif la mise en lumière des motivations de l'engagement des militants dans une association et l'évolution de leur engagement. Finalement, nous voulions déterminer les modalités des actions collectives. Dans cette perspective, l'intégration dans l'association locale d'acteurs et la rencontre de ses membres nous ont progressivement permis d'aborder l'engagement et de savoir comment les militants le vivaient au quotidien. Tout au long de l'étude, notre perception de la vie militante était réduite à l'observation simple pendant les réunions et les manifestations. Cependant, des actions ponctuelles dans l'organisation peuvent être considérées comme de l'observation participante. Ces observations *in situ* nous autorisent à faire certaines remarques.

Le caractère de l'engagement distancié peut être attribué facilement à l'association, car on peut être militant transitoire, sans pour autant se sentir écarté des actions à l'intérieur de l'association. La souplesse caractéristique de ce type d'engagement se manifeste matériellement. La hiérarchie de l'organisation existe mais elle est effacée par la disposition de l'espace durant les réunions. La parole est prise sur simple demande et si une réponse est attendue, tous les intervenants à la réunion font partie du débat.

La durée de notre étude nous a située entre deux grandes périodes, une première marquée par une population en majorité issue des anciens militants et de personnes âgées sans aucun passé militant, mais qui avaient pour point commun un attachement à l'idéologie de gauche. La deuxième période est marquée par une nouvelle génération de militants qui font usage des TIC, en particulière de l'ordinateur. Le développement du site de l'association ATTAC-54 date de 2003. La *Lettre mensuelle* sur papier ou électronique constitue un moyen de liaison et d'information pour tous les adhérents. Un réseau de diffusion est mis en place (tracts, affiches, invitations etc.), toutes les personnes peuvent distribuer quelques tracts ou apposer des affiches. Car pour l'association « ce n'est qu'en permettant au plus grand nombre d'apporter une contribution – même minime – à l'action du comité que nous pourrons nous faire connaître davantage, avoir une visibilité régulière et accroître notre audience »[187]. Comme souligné dans la même lettre « être adhérent ne donne pas droit seulement à recevoir

[187] *Lettre mensuel* ATTAC-54, juillet août 2004.

des informations et à "donner un coup de main", mais aussi à participer pleinement à la vie du comité, c'est-à-dire aux décisions et à l'organisation des actions ».

De ce fait l'association peut être considérée comme un espace public à la manière de Jürgen Habermas (1962). Nous pouvons aussi évoquer le concept d'espace public, qui amène Peter Dahlgren (1994) à se demander, à la lumière des changements observés dans notre société, comment et dans quelle mesure les moyens de communication de masse participent à l'information des citoyens sur le monde et à l'élaboration de leurs prises de position.

Au début de l'année 2002, les enjeux politiques ne se situent pas tous à la même échelle. La plupart des actions sont ciblées sur la démocratie. En réponse à notre interrogation, la majorité des adhérents mentionnent comme ayant été le « déclic » à leur adhésion et leur première mobilisation marquante, la date du 1er mai 2002. Au moment des actions de tractage des années 2003-2004, une majorité des personnes interpellées pour participer à une action déterminée exprimaient de l'indifférence et l'association était perçue comme « quelque chose venue d'ailleurs »[188]. L'association a ciblé le travail de proximité, s'efforçant de faire abstraction des formes organisationnelles, l'objectif étant de se rapprocher des individus et de dépasser tous les préjugés extérieurs.

Nombre de militants sont mobilisés à l'international sans avoir pour autant perdu de vue leurs engagements sociaux locaux.

> Comme chaque année, une journée d'action contre les paradis fiscaux aura lieu le 9 octobre à Luxemburg, à l'initiative de la coordination d'Esch, qui regroupe des comités ATTAC Belgique, du Luxemburg, d'Allemagne et de l'Est de la France.

Pour progresser dans l'idée que le cadre local ou national pouvait rendre compte tant de l'identité et des représentations des militants que de leurs stratégies, la question des échelles

[188] Militant ATTAC-54.

de l'action collective est privilégiée. L'intérêt pour l'activité politique locale est perceptible et est saisi par la communication. Celle-ci devient inséparable de l'activité politique local ainsi que national ou internationale. Nous avons constaté la modernisation des supports de la communication locale avec le passage du bulletin local envoyé par courrier, à la *Lettre mensuelle* électronique ; du développement du site *web* de l'association autant que de l'usage des radios et cinéma locaux.

L'information véhiculée par tous les instruments de la communication oblige à multiplier les stratégies mises en œuvre par les responsables des commissions. L'association, les médias et les militants entretiennent des relations dont les échanges réels sont souvent proches d'une interaction nulle.



Pour les militants, l'information fonctionne plutôt comme le signe de l'appartenance, comme indicateur d'une position privilégiée. Dans l'association, la communication se fait relationnelle lorsqu'au delà de l'information, elle assure l'accueil et l'écoute des individus et elle répond à leurs demandes. Le travail pratique de l'association consiste à organiser l'information, consulter la population, dialoguer avec les militants ou adhérents et rendre l'association transparente.

Notre observation avait pour objectif de restituer, dans la mesure du possible, par le biais d'un questionnaire, la trajectoire militante des adhérents ; de saisir les motivations et les cadres d'interprétation des militants dans la mesure où ceux-ci appartiennent formellement à l'association. Elle consistait également à dévoiler les stratégies médiatiques que des adhérents sont disposés à utiliser pour agir indépendamment d'un attachement formel à l'Association.

III.4.2. Enquête par questionnaire

Un questionnaire est un instrument scientifique de la constitution d'une base empirique, toute catégorisation pré codant une observation, un recensement ou un dépouillement. Il y a questionnaire dès que l'on recourt à une batterie de questions standardisées, que celles-ci soient posées à des individus échantillonnés ou recensés, à des documents d'archives, des listes administratives, etc., c'est-à-dire à quelque ensemble d'éléments nombrables que ce soit, dès lors que les questions de cette observation sont codifiées dans une classification limitée les propriétés qu'elles sélectionnent (Ghiglione et Matalon, 1970).

Notre questionnaire écrit a été élaboré à partir d'août 2004, en utilisant le logiciel Modalisa. Ce logiciel est utilisé sur le consentement de l'équipe du Centre de Recherche en Psychologie du travail à l'université Paul Verlaine-Metz. Nous avons fixé trois objectifs principaux, en plus des questions classiques, d'ordre sociographique et d'orientation politique. Le questionnaire (en Annexe) aborde sept thèmes :

A. Données socio-économiques,
B. Usage d'Internet,
C. Actions militantes,
D. Participation à la vie civique,
E. Usage des médias locaux,
F. Rapport au politique,
G. Rapport aux TIC.

Au total, le questionnaire comporte 70 questions (Q70), et nécessite environ 30 minutes pour être rempli. Son caractère lourd était donc coûteux en temps et en attention de la part des militants participants. En tant qu'enquêteur unique, il nous a fallu un effort supplémentaire pour limiter le plus possible les pertes de questionnaires et pour être disponible aux questions orales éventuelles.

L'enquête quantitative Militantisme associatif a été réalisée par nos soins pendant la période 2007-2008. Elle porte sur une population de 59 individus : adhérents, militants ou sympathisants de l'association ATTAC-54. Notre échantillon compte 45 individus parmi les 160 inscrits pendant l'année 2007 comme adhérents de l'association. Elle succède à la pré-enquête décrite antérieurement et poursuit le même objectif : l'analyse des motivations des adhérents au regard de leurs identité militante, afin de rendre compte de la diversité des parcours d'engagement et les moyens médiatiques utilisés pour y arriver. Les participants à cette enquête sont interrogés sur leur parcours militant, leur implication politique, leur usage des outils de communication et leur origine socio-économique.

Notre questionnaire est composé de questions fermées. Les réponses proposées sont variables. Par exemple nous avons proposé des questions en forme interrogative, la réponse étant alors « oui » ou « non ». Pour atténuer ce que ces réponses ont de trop catégorique nous avons proposé des réponses intermédiaires :

- entièrement d'accord,
- d'accord,
- pas d'accord.

Plus spécifiquement, des participants ont été invités à indiquer leur niveau d'accord sur l'usage que les médias traditionnels et les TIC peuvent apporter à leurs diverses actions militantes.

Quand nous proposons plusieurs opinions sur le même thème, nous demandons aux personnes interrogées laquelle correspond le mieux à leur propre position. Par exemple, les attitudes des répondants envers leur participation politique ont été mesurées en utilisant une échelle de réponses numérique de sept points. Nous avons utilisé la même procédure sur des questions se

référant aux usages que les participants font des médias traditionnels ainsi que d'Internet, sur des questions touchant leur participation à la vie civique, syndical et associative.

Comme souligné par Rodolphe Ghiglione (1970 : 216) : « Que la question posée soit ouverte ou fermée, il est rare que toutes les réponses recueillies entrent dans les catégories prévues, et puissent être décomptées avec les autres. Dans la présentation des résultats, on les regroupe le plus souvent en une seule catégorie résiduelle, éventuellement dans deux, sous rubriques : "sans opinion"et "autres réponses". Il est important de ne pas traiter ces "non-réponses" comme un simple résidu sans intérêt, parce que les significations de ces types de "non-réponse" sont très différentes et que, en les confondant, on perd de l'information. Dans un questionnaire statistique, on a tendance à ne pas noter ces détails, faute d'information suffisante, nous pouvons sous-estimer leur utilité ».

L'analyse des "non-réponses", voir comment elles se répartissent dans les différentes catégories, comment leur fréquence est liée à d'autres informations recueillies dans le questionnaire peut représenter un intérêt en soi. Répondre ou ne pas répondre à une question peut être, comme toute autre réponse, un indicateur de l'attitude à l'égard du problème abordé, mais aussi, ce qui complique l'interprétation, de l'attitude à l'égard de l'enquête. L'observation des résultats après leur analyse oblige à compléter l'enquête par une série d'entretiens semi-directifs avec les membres de l'association ATTAC 54, notamment.

III.4.3. L'entretien semi-directif

Notre étude repose essentiellement sur l'analyse d'une trentaine d'entretiens semi directifs réalisés à Nancy, dans deux périodes. La première va de l'année 2003 à la fin de l'année 2006 et l'autre est comprise entre l'année 2007 et le début 2008. Nous avons interviewé des militants inscrits à l'association ATTAC-54, nous avons interviewé autant d'actifs militants depuis moins d'un an que ceux militant depuis plus d'un an. À cela, il faut ajouter le choix équitable numériquement entre hommes et femmes, conjugué à une répartition selon les âges. Les interviewés n'ont pas été sélectionnés selon leur appartenance à une catégorie sociale spécifique puisque, pour cela, il aurait fallu les classer simultanément selon leur niveau de revenu, leur niveau culturel et le type de profession exercée. Néanmoins, cette recherche prend en compte chacun de ces éléments puisqu'ils ont leur place dans le vécu du militant.

Le guide d'entretien (en annexe) utilisé abordait six thèmes :

- les circonstances de l'engagement militant,
- les raisons du choix dans le domaine altermondialiste,
- les actions militantes et l'emploi du temps,
- l'intégration sociale,
- le rapport au travail et à la famille,
- leur perception de l'association par les médias.

Ces thèmes ont donné lieu au Questionnaire Militantisme associatif 2. Enfin, il est clair que « les résultats des enquêtes particulières doivent être interprètes à l'intérieur de structures globales puisque aucune situation sociale, inévitablement isolée lors du déroulement de l'enquête, ne peut ensuite être interprétée sans qu'on la replace dans l'ensemble qui lui donne sens » (Schnapper, 1999 : 114). Pour cela, nous utilisons les données quantitatives disponibles sur le sujet afin de combiner la connaissance globale qu'elles fournissent avec les résultats particuliers de notre enquête de terrain.

III. 5. Analyse des résultats

La fonction principale assignée à l'enquête quantitative consistait à saisir les éléments déjà soulignés plus haut, mais aussi à créer une base de données permettant de comparer nos résultats avec ceux publiés (Della Porta, 2003 ; Sommier, 2003). Le renouveau de la protestation collective de masse, l'ampleur du mouvement et sa diversité sont tels qu'il est difficile de rendre compte avec exactitude tant de sa composition que des forces effectives qui l'animent.

Les recherches pionnières de Donatella Della Porta (1999 ; 2003) ont dressé un panorama d'ensemble des militants altermondialistes en Italie, même si elles ne rendent compte que d'une partie de la réalité du mouvement. L'enquête par questionnaire était réalisée en deux temps : une première période du 15 octobre 1997 au 15 novembre 1997 et une seconde au mois de septembre 1998. Le questionnaire était envoyé par email à une population de 200 personnes qui fréquentent des listes de discussion et des forums de discussion.

Quant à Isabelle Sommier (2003), elle présente dans sa recherche une sociographie sur 2139 militants issue d'une enquête franco-suisse menée lors des manifestations ayant eu lieu en mai-juin 2003 dans les villes de Genève, Lausanne (Suisse) et Annemasse (France) en marge du sommet du G8 qui se tenait à la ville voisine d'Evian. Nous utiliserons les données reportées pour valider notre propre enquête, malgré les différences constatées des populations : sur l'échantillon et sur la nature du mouvement.

Enfin les travaux d'Erik Agrikoliansky (2003 ; 2004 ; 2008) font état de consensus dans les mobilisations en France. Dans son enquête quantitative il présente les résultats obtenus pendant le forum social européen sur 380 militants.

Pour notre enquête, réalisée en octobre 2007 auprès des militants d'ATTAC-54, nous avons interrogé 59 personnes participant activement aux actions menées par leur association. Dans tous les cas, nous considérons qu'il s'agit des militants. Sur l'ensemble des entretiens, nous avons questionné des hommes et des femmes, âgés entre 24 et 75 ans, aux catégories socioprofessionnelles diversifiées et retenu une sub-population de 45 individus.

À la question « aujourd'hui pour défendre quelles valeurs seriez vous prêt à vous engager ? » 40 % des personnes interrogées répondaient qu'elles s'engageraient pour défendre leurs idées politiques. Toutefois, dans cette même étude :

80 % des personnes n'éprouvaient pas l'envie de s'engager dans un parti politique,
65 % non plus dans un syndicat mais
51 % souhaitaient s'engager dans une association.

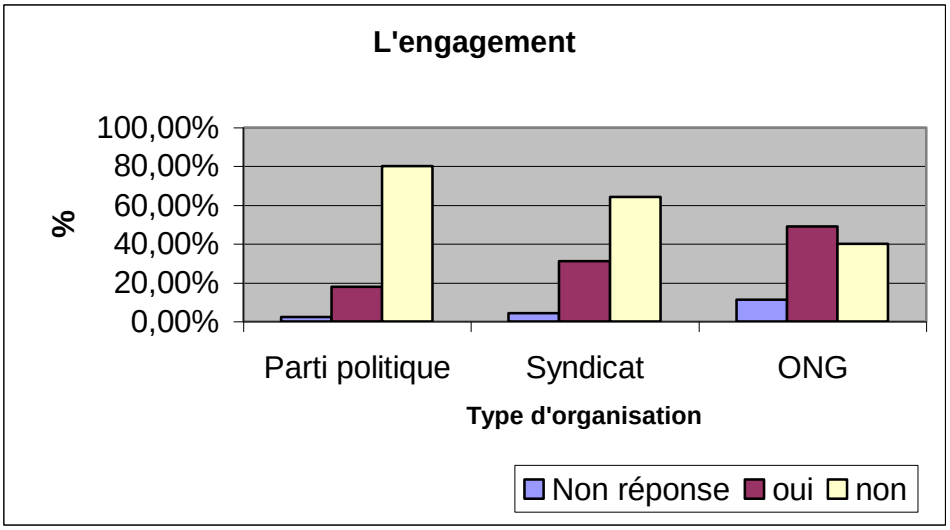


Figure III.3. L'engagement des militants d'ATTAC (Q10, Q11, et Q12).
Source : Enquête réalisée en Août 2007.

Dans l'enquête quantitative réalisée pendant le deuxième Forum social européen, Olivier Fillieule (2005) remarque que 78 % des interviewés déclarent appartenir au moins à l'une des organisations altermondialistes proposées et 65 % de manière active. Arrivent en tête les organisations altermondialistes, comme ATTAC ; 40 % des militants adhèrent à l'une d'entre elles. Puis les syndicats, dont la place prédominante reflète pour l'auteur la force de leur engagement, des organisations humanitaires et environnementales, suivies par des partis politiques, des organisations pacifistes et de défense des droits de l'homme, des organisations antiracistes et caritatives, sont déclarés par plus de 10 % des militants.

Les résultats montrent (figure III.3) que la hiérarchie des types d'organisations est singulièrement similaire à nos résultas avec 40 % pour les organisations altermondialistes, 24 % pour les syndicats et 18 % pour les partis politiques. En résumé, qu'il s'agisse d'appartenances passives ou actives, les mouvements de défense des droits de l'homme, les organisations antiracistes, caritatives, de quartier et religieuses régressent, de même que les partis politiques.

L'attrait des citoyens pour le secteur associatif peut également être expliqué par la facilité du retrait de l'engagement. Selon Emmanuèle Reynaud (1983), dans le secteur associatif l'investissement est plus restreint et l'engagement plus facile à donner ou à prendre. Certains

militants considèrent que « le secteur associatif a subi également une crise de l'engagement pendant les années 2002-2004 » (homme 02, enseignant, octobre 2006)[189].

L'association ATTAC-54 n'échappe pas à la règle, ces effectifs sont en baisse, notamment depuis l'année 2006. L'association n'exige pas un engagement total et sur la durée, ce qui pour les militants, est d'une grande importance. Le paiement de la cotisation est un fait presque abstrait et il n'interfère pas avec l'action de l'association. Car, comme toutes les associations, une cotisation annuelle est demandée aux membres, ce qui permet de favoriser les adhésions ponctuelles. Pourtant, pour certains militants, « le collectif de Nancy n'encourage pas des adhésions ponctuelles, notamment par le jeu des cotisations » (femme 01, professeur, septembre 2005).

Pour cette partie de l'enquête, nous concluons que l'engagement associatif est apparu à Nancy comme une alternative plus attractive que celle offerte par des partis ou des syndicats. Ces résultats confirment les hypothèses mises en avant par Jacques Ion (1997), sur la rénovation des pratiques militantes. Pour comprendre ce changement au sein du mouvement altermondialiste, il importe d'identifier les problèmes spécifiques au contexte socio-économique dans lequel ils apparaissent.

III.5.1. Profil sociographique des militants altermondialistes

Genre des militants

Selon Jacques Ion, les groupements du *nous* ont été majoritairement des groupements masculins, pourtant la présence de femmes et d'enfants était justifiée par la polyvalence de leurs activités. La masculinisation évidente de l'engagement, lié aux spécificités françaises de la notion même de citoyenneté, est en train de changer. Toutes les enquêtes récentes l'indiquent clairement : l'écart de participation entre les hommes et les femmes, autrefois très fort, tend très nettement à se réduire (Ion, 1997 : 61).

[189] Ici nous reprenons les entretiens semi directifs effectués pendant la période 2002-2008.

	% (2003)	% (2005)	% (2007)
Homme	55.4	48.9	51.1
Femme	44.6	51.1	48.9
Total	100.0	100.00	100.0

Tableau III.2. Sexe des militants (Q1).
Sources des données : Sommier, 2003 ; Fillieule, 2005 ; Notre enquête, 2007.

Dans le tableau III.2, nous pouvons remarquer que la répartition par sexe des militants montre un engagement conséquent des femmes, en adéquation au modèle de participation féministe revendiquée par les mouvements et soulignée par certains auteurs (Della Porta, 1999 ; Sommier, 2003 ; Agrikoliansky, 2008). À partir des années 60, le monde associatif était un univers façonné par les hommes l'émergence de la féminisation a provoqué de profondes modifications dans les modalités du fonctionnement associatif, mais aussi dans le statut même de l'adhésion et de sa signification dans la vie de l'individu.

Le développement de la mixité va ainsi de pair avec la séparation grandissante entre la vie privée et la vie militante. De ce fait aussi chez les militants hommes, préserver du temps pour la famille et les loisirs devient progressivement une pratique légitime dans un fonctionnement associatif longtemps marqué par l'hégémonie masculine. En général, les militants n'estiment pas que leur militantisme ait été préjudiciable à leur vie privée ou professionnelle. Il en découle généralement toute une réorganisation du temps de la militance. Pour un militant les rapports entre vie privée et vie militante nous confie : « Je ne crois pas qu'il y ait un problème pour concilier la vie de famille et la vie militante, il n'y pas de problème […] je pense surtout que c'est une question de qualité du temps consacré à la famille » (homme 02, universitaire, co-fondateur d'ATTAC-54).

À l'instar de Jacques Ion (1997 : 60), nous avons constaté qu'en même temps que s'estompent progressivement les frontières entre le *nous* et le *ils*, se trouvent peu à peu définis de nouveaux rapports entre le *nous* et le *je*. De fait, l'affaiblissement de la puissance du *nous* signale une autre façon de définir des adhérents individuels. C'est aussi une autre régulation des relations entre vie privée et vie militante qui est en jeu.

Âge des militants

Bernard Cassen, dans un entretien publié en 2003, (Cassen, 2003 : 43) à la question : Comment décririez-vous la base sociale de ses adhérents ? le Président d'honneur d'ATTAC et directeur général du *Monde Diplomatique*, déclare que le profil générationnel d'ATTAC « n'est pas bon », en effet il considérait que les jeunes, c'est-à-dire les moins de 35 ans, ne représentaient pas plus de 25-30 % des adhérents. Les résultats de notre enquête réalisée en 2008, confirment ses affirmations (tableau III.3).

D'ailleurs, les résultats présentés par Geoffrey Pleyers (2003) sur l'étude du mouvement altermondialiste liégeois montrent que la moyenne d'âge des militants est élevée et que peu de jeunes rejoignent l'Association. Certains d'entre eux, souvent proches de la trentaine, détiennent un rôle majeur dans l'organisation. Une section d'ATTAC Liège existe désormais au sein de l'université, mais elle rassemble d'avantage de professeurs que d'étudiants. L'auteur considère ce fait comme la preuve de la difficulté d'intéresser les moins de 25 ans à ce type de mouvement.

Âge	% (2003)	% (2005)	% (2007)
Moins de 20	9.9		
20-24	31.0	24.5	20.0
25-34	30.6	30.8	15.6
35-50	20.5	24.9	24.5
51-74	6.3	19.8	37.4
75 et plus	1.9		2.0

Tableau III.3. L'âge des militants.

Sources des données : Bandler, 2003 ; Fillieule, 2005 ; Notre enquête, 2007(Q2).

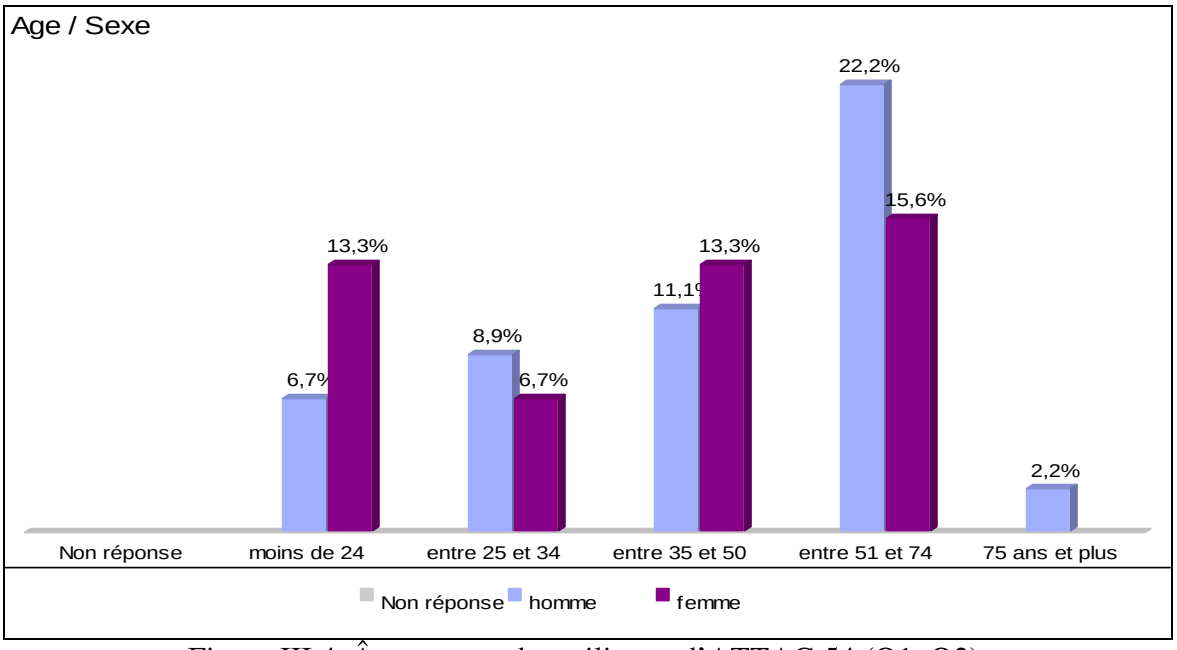


Figure III.4. Âge et sexe des militants d'ATTAC-54 (Q1, Q2).
Source : Enquête réalisé en Août 2007.

Les résultats de Marko Bandler et Isabelle Sommier (2003 : 3-13) concernant l'enquête réalisée pendant le contre sommet G8 d'Evian, montrent que « la très grande partie des militants altermondialistes sont des jeunes : près de 70 % ont moins de 35 ans ». Ces résultats montrent un désaccord avec d'autres études, pour les auteurs ces données ne permettent pas de trancher, à savoir si les militants alors présents à Evian constituent une fraction particulièrement engagée et politisée de l'ensemble de la nébuleuse altermondialiste, comme semblent l'indiquer les données relatives à la participation aux grandes manifestations contre la guerre en Irak (65.7 %).

L'une des caractéristiques fondamentales du mouvement altermondialiste est d'être parvenu à associer des personnes sans expérience militante (les nouveaux militants) avec des militants de longue date (les anciens militants). Cet arrangement apporte au réseau ce mélange de dynamisme et d'expérience, d'innovations et de pratiques bien adaptées, de créativité et de « savoir faire » qui explique en partie le succès rencontré ainsi que l'efficacité et l'originalité des acteurs.

Niveau d'études des militants

Notre enquête a permis de repérer trois types dominants qui rassemblent les diverses représentations de soi : politique, scientifique et militante. Antérieurement, une étude sur les

militants altermondialistes avait été réalisée par Donatella Della Porta (2001), des résultas incluent le niveaux d'études, ainsi que le type de diplôme des militants. L'auteur conclut que la grande majorité des militants sont issus de la classe moyenne intellectuelle, au point que, parmi les plus actifs au cours des deux premières années, seule une faible proportion ne possédait pas de diplôme d'étude supérieure.

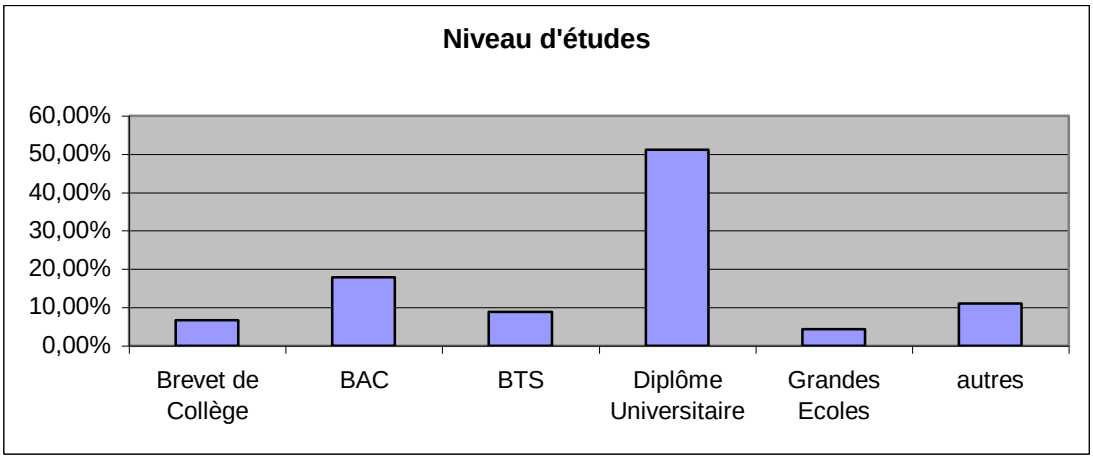


Figure III.5. Niveau d'études chez les militants d'ATTAC (Q5).
Source : Enquête réalisé en Août 2007.

Pour Isabelle Sommier et Marko Bandler (2003), les altermondialistes sont un mouvement fortement éduqué ou en fasse de le devenir, puisque près de la moitié d'entre eux ont suivi une formation universitaire. Sur ce point, l'homogénéité est grande, quel que soit le degré d'engagement des militants. Disposent d'une formation universitaire 54 % des leaders, 51.2 % des altermondialistes confirmés, 51 % des altermondialistes attestés et 49.2 % des altermondialistes débutants. Toutefois les leaders ont pour particularité d'avoir le pourcentage le plus important d'individus sans diplôme : 10.8 % et respectivement 4.9 %, 6.5 % et 5.4 %, ce qui est à mettre en relation avec leur caractère plus âgé et corrobore leur hypothèse.

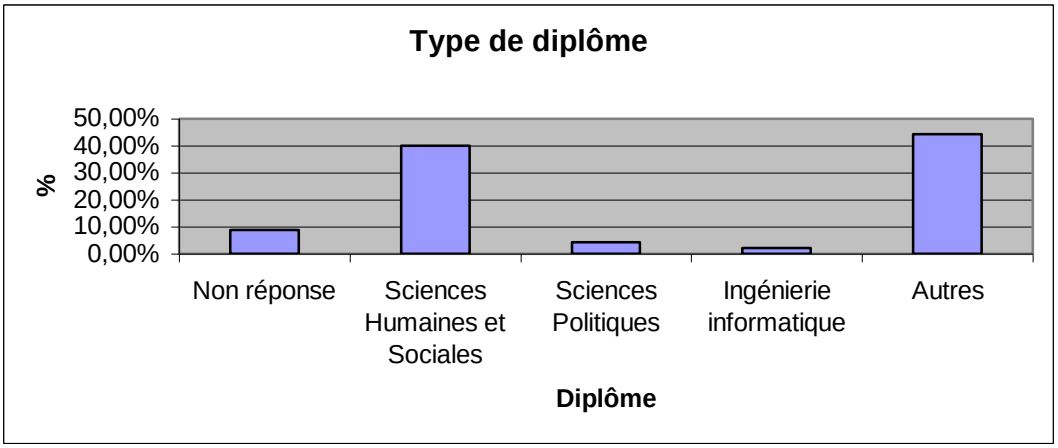


Figure III.6. Type de diplôme chez les militants d'ATTAC (Q6).
Source : Enquête réalisé en Août 2007.

Dans notre étude (Q5), les résultats de la figure III.5 montrent que plus de la moitié, 51.1 %, possèdent un Diplôme universitaire, la figure III.6 présent un 30 % dans le domaine des Sciences humaines et sociales (Q6). Un pourcentage relativement faible d'entre eux, 6.7 %, sont détenteurs d'un brevet de Collège.

En ce qui concerne les caractéristiques socio-professionnelles, les résultats de notre enquête (figure III.7) reprennent les propos de Bernard Cassen (2003 : 31) qui à la question « Comment décririez-vous la base sociale de ses adhérents ? » répondait : « *Grosso modo*, on peut dire que nous recrutons parmi la classe moyenne inférieure, travaillant principalement dans le secteur public, avec une proportion importante d'étudiants et d'enseignants, même si nous comptons aussi des employés et des dirigeants du secteur privé. Nous avons également un petit nombre d'agriculteurs et de chômeurs ». Le Président d'honneur d'ATTAC et directeur général du *Monde Diplomatique* ajoute : « Ce que nous ne possédons pas, en revanche, – pas plus que les autres, d'ailleurs –, c'est une implantation dans la classe ouvrière ou dans les couches populaires de manière générale ». Pour Bernard Cassen, il s'agit d'une crise de la représentation ouvrière sur la scène politique : « Jusqu'à présent, nous avons peu, voire pas d'impact sur ces catégories ».

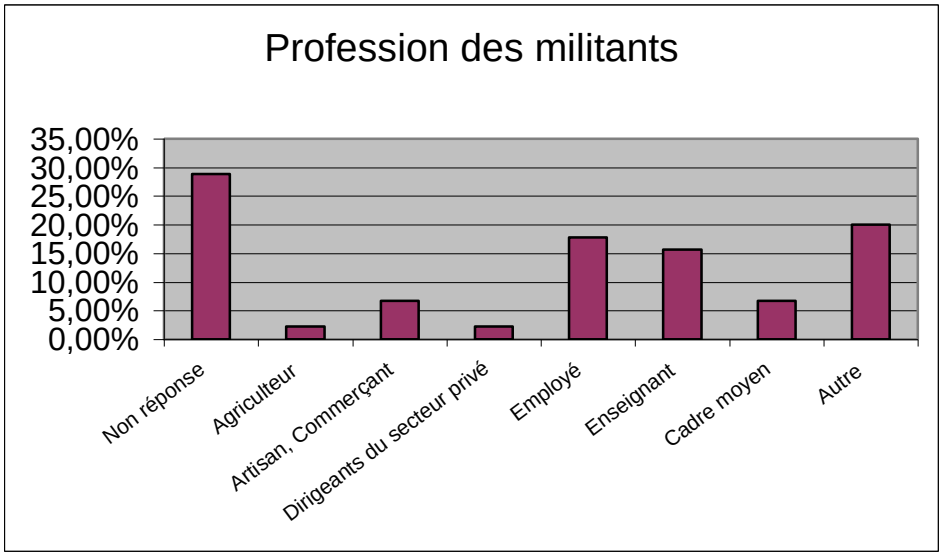


Figure III.7. Le profil sociologique des adhérents (Q9).

Source : Enquête réalisée en Août 2007.

Cette étude nous pousse à demander si la participation associative constitue une activité de participation politique où la représentation de l'univers politique serait une des sources de motivation de l'engagement.

III.5.2. La participation politique

Dans ce contexte, l'association ATTAC-54, fait figure d'exception car les militants viennent d'horizons politiques différents, comme nous le montrons dans la figure 8. D'ailleurs, dans notre étude qualitative, les militants reconnaissent leur sympathie, parfois leur appartenance, vis-à-vis des partis politiques. Nous avons constaté une forte tendance politique vers le parti écologiste, les « Verts », ce qui explique la forte implication dans la dimension écologique d'ATTAC-54. Aussi nous repérons un grand pourcentage des non-réponses et d'autres, sans spécifier de quel parti il s'agit.

Pour un militant (homme 03, enseignant, janvier 2007) « cette diversité politique transforme ATTAC-54 en une auberge espagnole », pour une autre, « chaque courant possédant ses propres prises de position sur les thèmes traités dans les assembles, favorise le débat » (femme 02, institutrice, mai 2006). La question qui se pose est celle de la présence de ces courants qui pourraient, à terme, nuire à l'efficacité même des actions de l'Association.

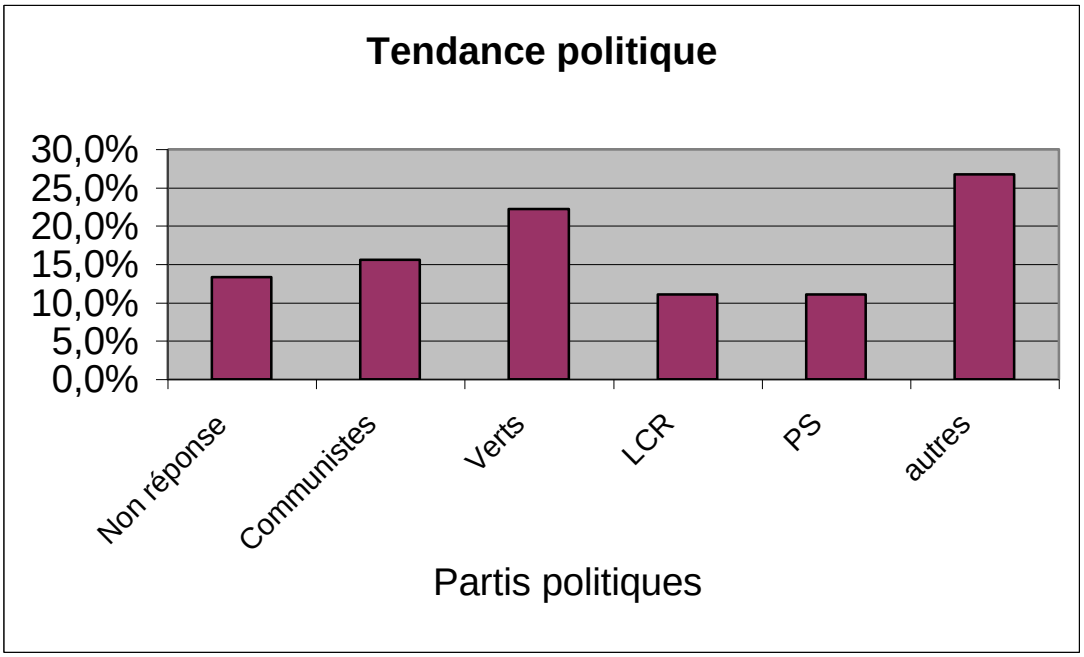


Figure III.8. Tendance politique des militants d'ATTAC (Q59).
Source : Enquête réalisée en Août 2007.

Nous présupposons que l'intérêt pour le militantisme associatif est la conséquence des buts que se fixent les associations : la défense d'une cause précise plus que d'une idéologie politique. L'association ATTAC est créée avec un objectif précis – notamment dans le domaine économique – mais le collectif a connu des évolutions. Cette association a vu ses objectifs se diversifier et, actuellement, l'association s'investit dans la lutte contre les OGM, dans certains mouvements sociaux[190], dans la défense de services publics en plus de son action éducative.

Nous pouvons dire que l'Association met en évidence des domaines insuffisamment pris en charge par la société civile qui incluent les problèmes en train de se constituer. Bref, leur objectif atteint, elle cherche à s'investir dans d'autres luttes pour ne pas disparaître.

Pour un militant (homme 04, cadre, mai 2008), sa participation n'est qu'un moyen de pression « en premier lieu sur l'opinion publique, il faut sensibiliser les masses sur les méfaits

[190] Le Réseau Education sans frontières (RESF), des réunions sont organisées pour l'information et le soutien aux jeunes scolarisés étrangers sans papiers.

potentiels de la mondialisation et en second lieu il faut cibler les hommes politiques ». Pour un autre, « une association comme ATTAC qui dispose de relais internationaux est une des meilleures directions afin d'avoir un impact, car il s'agit de cultiver les masses pour faire pression » (homme 06, agriculteur, mars 2007).

Ces objectifs ponctuels et précis sont en perpétuelle évolution. L'Association propose des thématiques nouvelles, générales et une multiplicité des domaines d'action pour entraîner des adhésions. Le rejet de la politique paraît être le critère principal du militantisme associatif, pourtant il ne nous semble pas être le plus important dans les logiques de l'engagement d'ATTAC-54.

Nous avons demandé aux participants de notre enquête s'ils considèrent leur participation, comme politique. Majoritairement, les militants estiment que globalement leur action n'est pas politique. Une militante (femme 03, enseignante, octobre 2007) estime que sa participation n'est pas totalement politique. Certes son action vise à influencer le pouvoir mais pour elle cela apparaît comme une action politique indirecte, de plus elle insiste sur le fait que l'association ne place pas d'acteurs sur l'échiquier des élections, ne porte aucun projet, aucun plan au gouvernement. Pour un autre militant (homme 07, enseignant, septembre 2007), sa participation est politique mais pour des raisons différentes. Du fait des objectifs de l'association un « mouvement d'éducation populaire », son action ne tend pas à influencer les hommes politiques, elle vise l'implication de l'individu.

En résumé, sur le plan politique, les répondants à l'enquête sont majoritairement de gauche et de partis moins orientés vers le pouvoir politique, comme c'est le cas des Verts. De plus, le fait qu'ATTAC regroupe plusieurs tendances politiques apparaît être un coût supplémentaire a l'exercice de leurs actions militantes. De fait, au sein de l'Association convergent plusieurs tendances, chaque courant a ses propres opinions sur les actions menées. Parfois, des divergences peuvent conduire certains militants à entrer en conflit avec le courant majoritaire et à mettre en péril le principe d'estime de soi des militants.

La participation politique conventionnelle est légitime, multiforme et rassemble une série de comportements[191]. Pour Nonna Meyer et Pascal Perrineau (1992), les activités de participation

[191] La participation politique non conventionnelle généralement est une forme de participation considérée comme illégitime, par exemple, les actes de terrorisme ou la violence urbaine.

politique s'ordonnent autour d'un degré faible d'engagement, le vote, jusqu'à un degré fort d'implication, l'appartenance. Entre le vote et l'appartenance, il existe une hiérarchie centrée sur l'intensité de l'engagement :

1. S'exposer à des stimuli politiques.
2. Voter.
3. Prendre part à une discussion politique.
4. Exprimer ces opinions pour tenter de convaincre d'autres personnes.
5. Prendre contact avec un homme politique.
6. Contribuer au financement d'un parti ou d'une campagne.
7. Assister à un meeting.
8. Participer à une campagne.
9. Appartenir activement à un parti.

À la lecture des résultats présentés dans la figure III.9, on constate tout d'abord que l'activité de participants la plus répandue est le vote (82 %), suivie par leur participation à des manifestations (67 %) et leur participation aux débats (63 %). Une large proportion des participants partage le refus des actions illégales et violentes. Il y a ceux qui s'abstiennent de répondre à la question (13 %) et ceux qui se disent prêts à pratiquer d'autres actions (27 %).

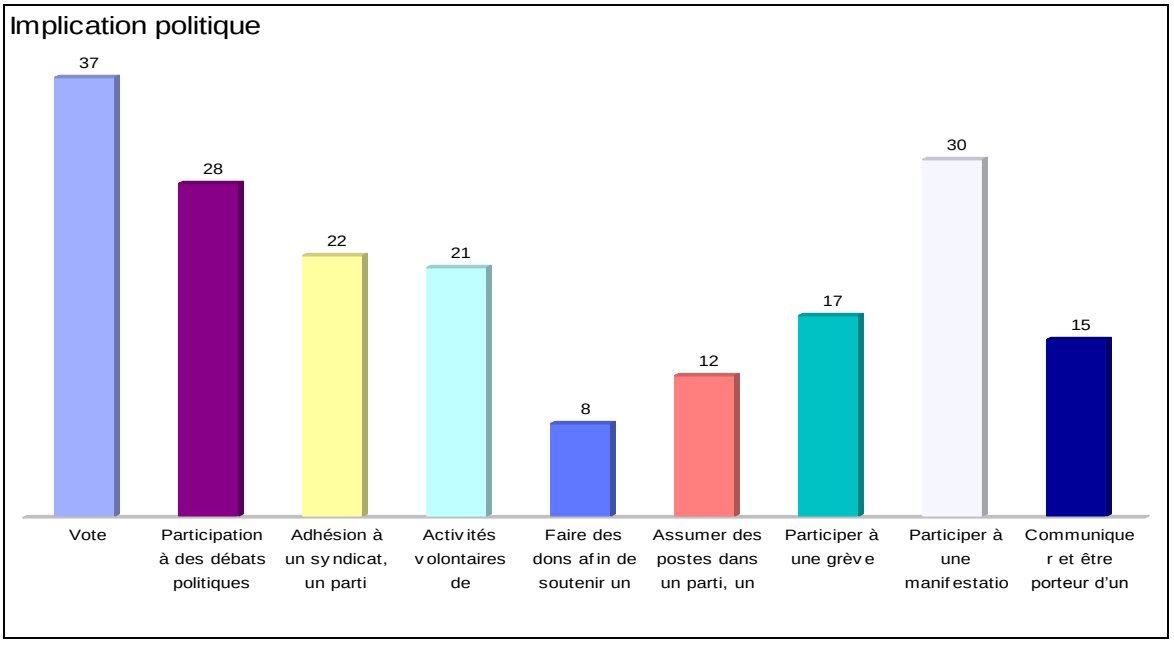


Figure III.9. L'implication politique des militants d'ATTAC (Q60).
Source : Enquête réalisé en Août 2007.

L'engagement dans un parti politique ou dans une organisation politique, est une activité qui ne concerne qu'une minorité d'individus : les militants. Il faut rappeler la définition que du militant fait Jacques Ion (1997 : 30) : « Le militant est celui qui risque sa vie en soldat dévoué à une cause. Formé à l'intérieur du groupement et donc lui devant tout, promu grâce à lui, il fait don de sa personne, pouvant même parfois sacrifier sa vie privée […]. L'engagement ne peut donc être ponctuel, même s'il doit être revivifié souvent. […]. L'individu tout entier est requis mais simultanément la personne privée n'apparaît que rarement, puisque aussi bien il n'exprime l'entité collective qu'en taisant ses caractéristiques personnelles ».

Ainsi, le militant est-il celui, selon cet auteur, qui donne à la cause une part importante de sa vie, ses heures de loisirs et tout ce qu'il peut soustraire de son temps de travail, afin de le consacrer à la politique ou à un autre domaine. Cependant, il ne faut pas restreindre le terme de militant au seul domaine politique, la pratique existe non seulement dans les partis politiques mais également dans toutes entreprises de mouvement social, dans la mesure où il s'agit de « toutes organisations mettant en œuvre des stratégies d'action et des série d'interactions avec des cibles et comportant de manière privilégiée, des recours à des actions concertées et dirigées vers tel ou tel secteur de l'État » (Ion, 1997 : 35).

Le militantisme n'est plus l'apanage des organisations traditionnelles, à savoir les partis et les syndicats, si nous prenons en compte l'émergence de nouvelles formes d'action collective donc de nouvelles formes de participation. Parmi les personnes interrogées, toutes témoignent du fait qu'elles mènent des actions militantes. À côté des activités conventionnelles telles que les réunions, distribution de tracts, les manifestations…, émergent des actions non conventionnelles. Pour Érik Neveu (2000 : 67), il s'agit des actes militants de troisième génération : les associations supranationales (ATTAC et SOS) ; le cyber militantisme (RLF, SOS, ATTAC) ; l'usage du recours juridictionnel comme élément de l'action militante (SOS et RLF) » ils manifestent un renouvellement des répertoires d'action. C'est le cas de ce militant d'ATTAC-54 qui se considère fortement engagé (homme 08, fonctionnaire, novembre 2008) avec la distribution des tracts, sa participation aux réunions et en tant que représentant du collectif au secrétariat national. Un autre estime qu'en qualité de président de l'association et représentant du mouvement dans la presse locale, ces actions constituent des actes militants, de même que certaines actions « différentes ». Donc, pour lui, l'engagement est solide (homme 09, commerçant, novembre 2007). Pour une autre militante (femme 04,

retraitée, septembre 2007), l'essentiel est « d'éduquer les masses sur les méfaits potentiels de la mondialisation ».

La participation politique est une activité légale dirigée vers le système politique. Si cette activité ne concerne que la prise de pouvoir, alors, l'engagement partisan est une activité principale et essentielle de participation politique. En revanche, si cette activité à d'autres résultats et notamment celui d'influencer le pouvoir, s'engager dans une association, peut être perçu comme une activité de participation politique. L'intérêt porté à ces nouvelles formes de participation, accrédite l'idée qu'il existe de nouveaux acteurs qui politisent de nouveaux objets et utilisent de nouvelles pratiques où l'État n'est plus l'élément central de la lutte. Simplifier la participation politique aux seules activités électorales évoque une vision réductrice.

Quand les canaux institutionnels et partisans dédiés à l'expression politique n'accomplissent plus correctement leur travail ou sont perçus comme défaillants, les citoyens se tournent vers des moyens non conventionnels pour faire entendre leur voix. La participation non conventionnelle se matérialise par des comportements très variés : participation à une manifestation, organisation et signature de pétition, assistance à des réunions de protestation ou de soutien, blocage de circulation grève, etc.

En conclusion, les attitudes des participants par rapport aux moyens d'action est liée à leurs caractéristiques sociales : âge, sexe, diplôme, origine professionnelle, etc., mais aussi à celles des ancrages politiques et militants. Selon Charles Tilly, tout mouvement est confronté à une palette préexistante de formes protestataires plus ou moins codifiées, inégalement accessibles selon l'identité des groupes mobilisés (Neveu, 1996). Le choix des moyens d'action est souvent lié aux circonstances, à l'expérience militante et aux caractéristiques sociographiques de l'individu. La quête d'une identité sociale, l'intégration dans une communauté, peut être perçue comme un facteur non négligeable dans la militance. L'association constitue pour leurs membres une communauté. C'est notamment ce sentiment que l'on retrouve chez les militants d'ATTAC-54. Par ailleurs des militants considèrent que leurs motivations ne sont en aucun cas d'ordre matériel.

III.5.3. Usage d'Internet

L'une des évolutions plus remarquables des deux dernières décennies est la manière dont Internet – utilisé auparavant par quelques scientifiques et étudiants seulement – s'est imposé dans la vie quotidienne, jusqu'à devenir un élément important. Internet provoque un changement dans la façon de communiquer avec l'autre : amis, famille, collègues, mais aussi dans la façon de travailler et la participation dans les affaires publiques. Cette capacité rapide est confrontée à une limite : l'aptitude des citoyens à comprendre et utiliser les applications ou, de manière plus générale, leur capacité à utiliser les TIC. Le constat posé par les premières recherches sur la transformation des pratiques militantes (Granjon, 2001 ; George, 2001) privilégiait le contact à distance et l'action au moyen des TIC.

Un de nos propos était d'observer si les pratiques informatiques, notamment d'Internet permettent de renouveler les pratiques militantes et sur quels aspects. En ce sens, Internet serait donc un espace public, accessible à n'importe qui, n'import quand, ce qui viendrait augmenter le nombre de nouveaux sympathisants et renouveler les structures de l'Association. Le rapprochement entre militants pourrait se faire plus facilement, car les contacts pris sur le *web* sont plus simples et plus rapides que dans l'organisation traditionnelle. Mais il ne faut pas négliger le déploiement de la culture numérique. L'enquête 2007 *Eurostat* s'est concentrée sur les compétences informatiques de base et l'utilisation d'Internet. Ces connaissances informatiques peuvent concerner une large gamme d'activités allant de la simple ouverture d'un fichier ou son déplacement, à la création et à la gestion de services informatiques complexes.

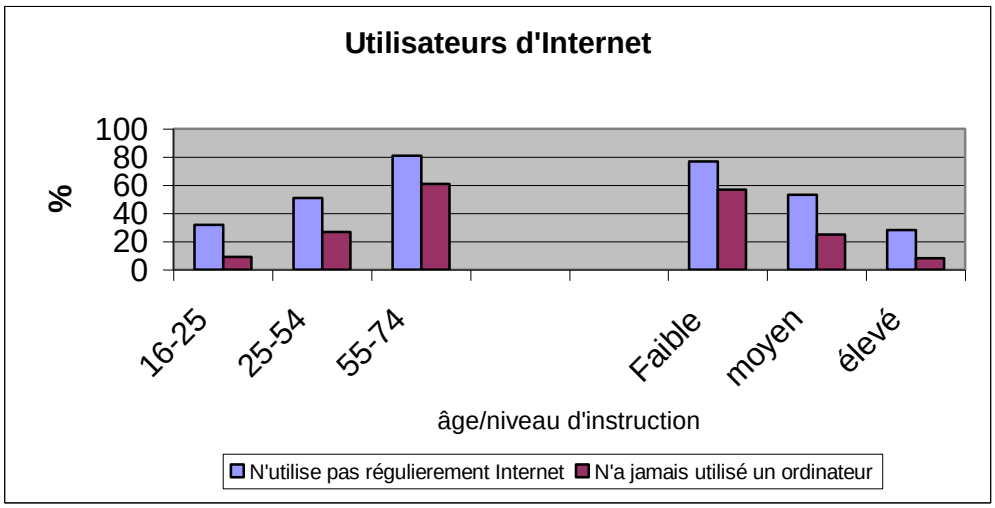


Figure III.10. Le niveau des compétences de la population en 2007.

Source : Eurostat, Enquête sur l'utilisation des TIC par les particuliers.

Le graphique de la figure III.10 présente le niveau des compétences des différents sous-groupes de la population en France. Une première observation indique que 37 % de la population ne possède aucune connaissance en informatique, alors que 22 % seulement semble pouvoir maîtriser une grande diversité d'applications. Le niveau d'instruction est un facteur important, 11 % des personnes possédant un niveau d'instruction élevé n'ont aucune connaissance de base. Mais plus de 60 % des personnes n'ayant pas dépassé le niveau secondaire ne possèdent non plus, aucune connaissance élémentaire.

Par rapport aux catégories d'âge, plus de trois personnes sur quatre âgées de plus de 65 ans ne possèdent aucune connaissance informatique, mais, même parmi les 16 à 24 ans, plus de 10 % semblent n'avoir aucune base. Selon ce rapport, dans les groupes sociaux menacés par l'exclusion sociale, la culture numérique représente un problème particulier pour la génération plus âgée, 61 % des personnes de plus de 55 ans n'ont jamais utilisé un ordinateur.

Les conclusions relatives à l'utilisation de l'outil informatique sont les mêmes pour l'utilisation d'Internet. Plus de la moitié des citoyens européens n'utilisent pas régulièrement Internet. De nouveau, les personnes les moins susceptibles d'utiliser Internet sont les personnes âgées ou celles ayant un faible niveau d'instruction. Mais, même dans le groupe des personnes âgées de 25 à 54 ans, plus de la moitié appartient à la population « hors ligne », 77 % des personnes ayant un faible niveau d'instruction n'utilisent pas régulièrement Internet. Dans cette enquête, la plupart des chômeurs (68 %) ne se servent pas régulièrement d'Internet (http://epp.eurostat.ec.europa.eu, site visité le 30 novembre 2007).

Nous avons constaté que les résultats de notre enquête, en ce qui concerne l'âge (Q1) et le niveau d'instruction (Q5), correspondent aux caractéristiques mentionnées ci-dessus. Donc nous pouvons prévoir une forte résistance à l'usage de l'outil informatique. Dans notre enquête, nous avons demandé aux participants (Q15-Q21) s'ils utilisent Internet, et quel type de sites ils fréquentent.
Les répondants (voir Tableau III.3) favorisent les sites à caractère politique avec 71 %, 69 % pour les sites associatifs et 44 % pour les sites humanitaires. Ces sites ont été fréquentés moins de cinq fois par semaine (46.7%) ; 80 % des participantes ont consulté des sites officiels à la recherche d'un document concernant une association (93 %), un article de presse (89 %), un texte légal (75 %) ou un décret de loi (62 %).

Type de site	%
sites à caractère politique	71,10%
sites à caractère associatif	68,90%
sites à caractère humanitaire	46,70%
autres	44,40%
sites à caractère syndical	26,70%

Tableau III.3. Type de sites fréquentés par la population en 2007 (Q15 - Q21).

On obtient alors une évaluation plutôt négative puisque 56 % des répondants ne sont pas intéresses par les forums de discussion et déclarent n'y avoir jamais participé (Q20). Seulement 13 % d'entre eux participent aux forums de discussion et considèrent que leur participation change la façon de débattre sur la politique, pour 67 % on obtient une non-réponse (Q21).

D'une manière générale, les militants qui assistent aux débats et/ou réunions reconnaissent que leur engagement a favorisé l'édification d'un capital relationnel, surtout amical. Ils se sentent intégrés dans une micro société, caractérisée par le sens de la famille et de la convivialité. En outre, les militants accordent une fonction d'intégration sociale à l'Association. Selon un militant (homme 01, cadre, septembre 2008), les sites *web* constituent « des structures lourdes où les marges de manœuvre pour une discussion politique et la liberté d'expression sont quasiment inexistantes ». Ces deux caractéristiques apparaissent pour ce militant comme un « repère de désintéressés et d'immobilistes ».

Sur leurs contacts avec le siège du parti (Q22), avec des élus locaux, avec des responsables politiques, ceux qui sont membres d'un parti politique déclarent avoir déjà pris contact avec le siège du parti – 7% –, nous recensons 71 % de non-réponses et 18 % de réponses négatives.

Nous avons questionné séparément les participants qui sont membres d'un parti politique, (Q22-Q28), ceux qui sont affiliés à un syndicat (Q35-Q40), et ceux qu'appartiennent à des associations (Q41-Q51). Les répondants membres d'un parti politique (18%), à la question sur leur type de participation préférée (listes de discussion, forums de discussion, chats, *blogs*, et autres), 80 % des participants ne donnent pas de réponse (Q25), 7 % des participants préfèrent

les listes de discussion et 4 % utilisent des forums de discussion. La fréquentation des sites est de 9 % pour moins de 5 fois par semaine et 83% de non réponse (Q23).

Sur le type de participation (listes de discussion, forums de discussion, chats, *blogs*, aucune) le sous-groupe de syndicalisés qui représente 24% de notre population répond à 79 % qu'ils n'y participent jamais (Q39) ; 14 % participent à des listes de discussion et 7 % aux forums de discussion. Quant à la fréquentation des sites (Q38), 70 % ne donnent pas de réponse, 9 % témoignent d'une à deux fois par mois et 4 % ne l'utilisent jamais. À la question sur la modification des attitudes dues à la médiatisation des débats politiques en ligne (Q40), 74 % des questionnés ne donnent pas de réponse, 2 % considèrent que ces débats peuvent modifier la participation politique et 4 % pensent que ces actions sont capables d'améliorer l'implication politique.

Sur l'ensemble des réponses des adhérents des organisations ONG (40 %), nous avons une fréquentation des sites (Q41) de 29 % une fois par mois, de 25 % jamais, et de 9 % qui ne répondent pas. À la question (Q42) sur leur intervention dans des discussions en ligne, 62 % ne donnent pas une réponse ; 22 % considèrent qu'il s'agit d'un débat international ; 13 % que c'est un débat national et uniquement 2 % pensent qu'il s'agit d'un débat local.

Nous observons que 31 % des participants ayant un poste de responsabilité au sein de l'Association (Q43) disent avoir visité les sites au moins une fois par jour, un faible pourcentage (2 %) visite les sites au moins une fois par semaine et nous trouvons un pourcentage élevé (53%) de non-réponse. Dans l'usage que les cadres de l'Association en font, 54 % des répondants donnent priorité aux actions relatives aux problèmes locaux, 27 % aux problèmes nationaux, et 7 % aux problèmes internationaux (Q44). Ici, la réaffirmation identitaire peut dépasser les attentes d'un groupe en particulier pour établir des nouvelles stratégies et produire des liens entre réseaux.

De nombreuses associations se sont appropriées Internet pour maintenir leurs connections avec leurs adhérents. Dans le cas d'ATTAC-54 les actions que les participants peuvent mener après avoir pris connaissance *via* Internet (Q45), 45 % d'entre eux sont prêts à assister aux assemblées, 60 % à participer aux réunions de l'association, 95 % à manifester, et 16 % sont favorables à d'autres actions (voir Figure III.11.).

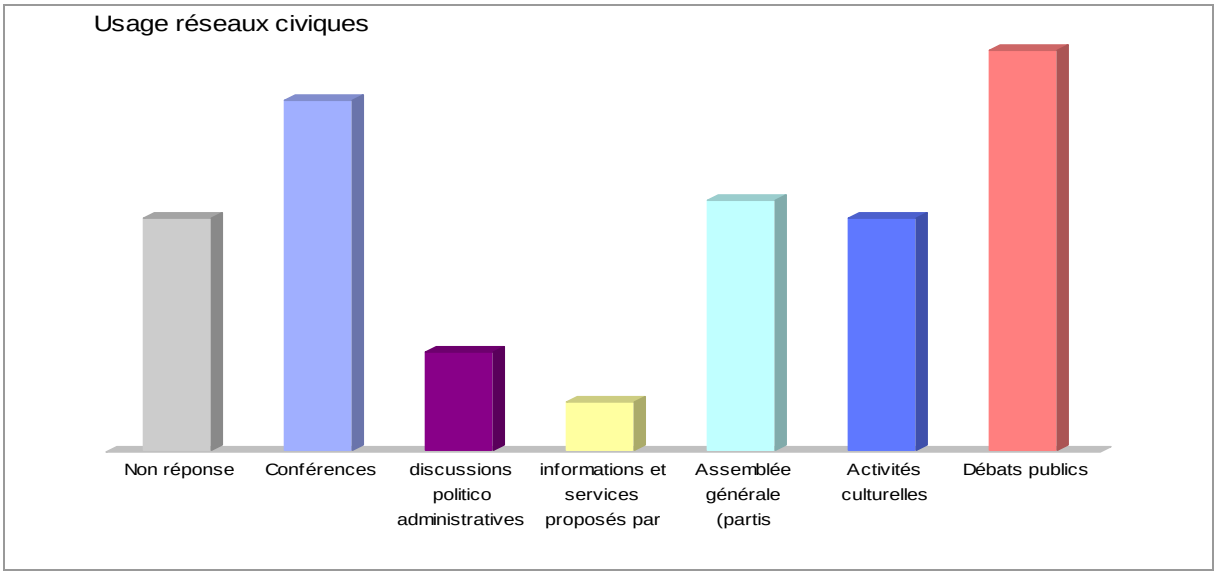


Figure III.11. Les usages des réseaux civiques sur Internet (Q33). Source : Enquête 2007.

Nous nous intéressons aux genres des rapports que les répondants peuvent établir *via* Internet avec leur entourage (Q46). Un pourcentage élevé d'entre eux, 76 % affirme avoir échangé les opinions politiques dans l'entourage amical ; 44 % avec l'entourage familial, 18 % dans le milieu professionnel et 11 % dans d'autres espaces. 40 % a déjà échangé des opinions politiques avec des personnes connues sur le *web* (Q47), contre 47 % qui ne l'a pas fait et un taux de non-réponse de 13 %. Cependant, 54 % des interrogés ont rencontré des personnes ou groupes de personnes dont ils avaient fait connaissance auparavant sur le *web* (Q48). 38 % de notre population a répondu négativement avec un taux de non-réponse de 9 %.

De nombreux militants trouvent dans Internet un moyen de nouer des rapports d'amitié, d'affermir leur identité et de se convaincre de l'existence d'autres (*Ils*) citoyens aux intérêts similaires et également désireux de ne pas renoncer à leur culture d'origine, et de ce fait contribuer au développement de liens transnationaux « plus immédiats, plus libres, plus intenses et plus efficaces » (Robins, 2001 : 26).

Nous posons la question sur l'usage que les militants font d'Internet et quelles sont les applications les plus utilisées (Q49) :

- envoyer d'un message de soutien pour une personne ou une cause,
- faire appel à un rassemblement solidaire envers une personne ou une communauté,

- demander des renseignements sur un fait public qui vous intéresse,
- sensibiliser les autres à propos d'un problème public,
- exprimer votre désaccord à un groupe ou à un membre du groupe,
- proposer une activité militante, distribution de tracts, appel à une manifestation,
- transmettre un communiqué,
- organiser une action de protestation en utilisant Internet.

Les réponses aux questions posées sont résumées dans le graphique de la figure III.12. Les pourcentages les plus élevés correspondent aux actions traditionnelles du militantisme : l'envoie d'un message de soutient pour une personne ou une cause (71 %), faire appel à un rassemblement solidaire envers une personne ou une communauté (57 %), sensibiliser les autres à propos d'un problème public (57 %) transmettre un communiqué (55 %).

Nous pouvons d'abord remarquer que s'engager dans une association c'est s'engager dans un espace public, c'est prendre part à la vie de la cité. Ce type d'engagement est perçu par les répondants comme un mode d'intervention proche de la vie quotidienne : l'envoi d'un message de soutien pour une personne ou une cause, faire appel à un rassemblement solidaire envers une personne ou une communauté, sensibiliser les autres à propos d'un problème public. Au contraire, l'organisation d'une action de protestation en utilisant Internet est perçue comme une pratique pour des gens avertis.

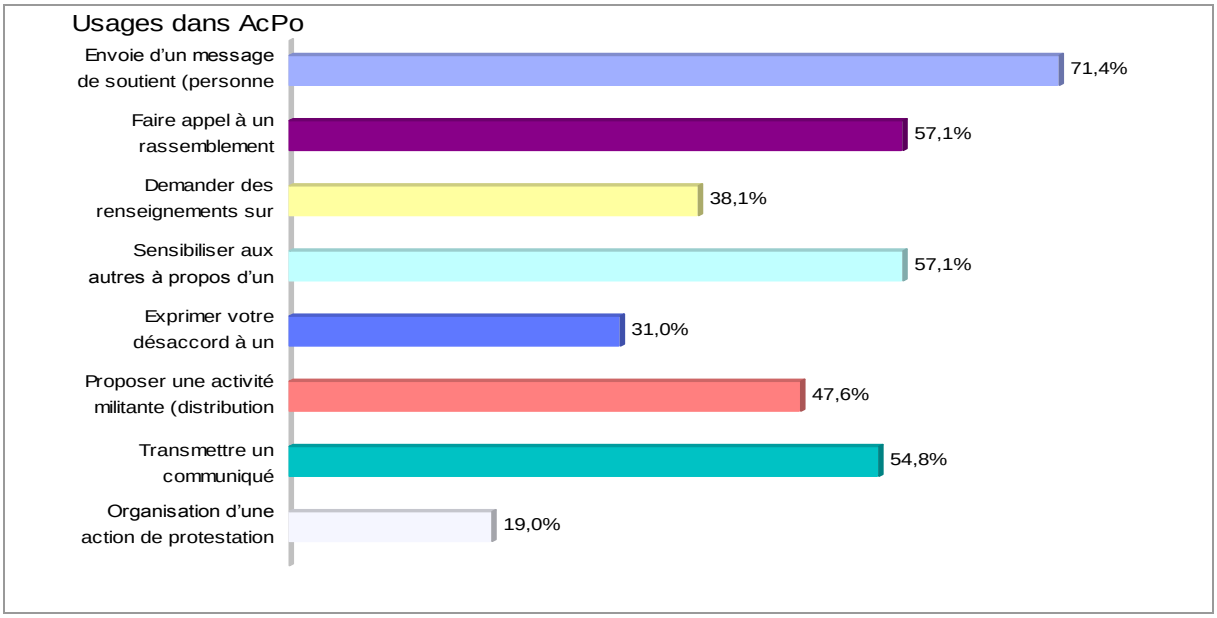


Figure III.12. Les usages militants d'Internet (Q49).

Source : Enquête réalisée en Août 2007.

Pour faire le tour de cette partie de l'enquête nous avons posé la question (Q50) : « si vous deviez définir le réseau Internet en un mot, lequel choisiriez-vous » 30 % des personnes interrogées ont choisi le mot information, 33 % celui de communication, 16 %, de services, le mot participation est choisi à 14 % et 8 % ont choisi le mot socialisation.

Selon Philippe Blanchard (1995), les transformations de l'espace public engendrées par l'arrivée du réseau Internet sont souvent négligées. Si l'on nomme espace public l'ensemble des lieux communs où les individus se retrouvent et sont susceptibles de « faire de la politique », alors y sont inclus les lieux publics physiques, marqués par une grande diversité de degrés d'interactivité, les médias de masse traditionnels (à interactivité faible ou nulle) et les nouveaux médias comme Internet (d'interactivité nulle, le *web* d'information et à moyenne ou forte : les forums, les chats, les listes). De ces propos, nous pouvons conclure qu'Internet n'accomplit pas, pour une grande partie des participants à cette enquête, sa fonction sociale. Nous ne devons pas oublier que l'Association – au même titre que d'autres organisations – est un puissant facteur de lien social, du fait qu'elle dispense une certaine culture. Cette fonction, l'association l'a perdue avec le développement des médias de masse. Pourtant, selon nos résultats, elle n'est pas remplacée par Internet.

Internet permet également l'apparition de relations sociales directement orientées vers le monde réel, c'est-à-dire un transfert de capitaux sociaux. À la question (Q61) « en dehors des réseaux avez vous rencontré des leaders politiques ? » 33 % répondent que jamais, un pourcentage non négligeable, 16 %, ne répondent pas ; et 16 % de la population a rencontré des leaders au moins une fois. Les échanges *via* Internet ne se substituent donc pas aux contacts physiques, même s'ils pouvaient les compléter et, de ce fait, permettre de maintenir des liens essentiels pendant des rencontres. Selon nos résultats, les échanges virtuels ne consolident pas les liens sociaux déjà établis dans le monde associatif.

À la question (Q62), « Quand vous contactez des partis ou des leaders politiques par Internet, avez-vous reçu une réponse ? » uniquement 7 % ont obtenu des réponses systématiques au message envoyé ; un grand pourcentage, n'a pas répondu à la question, et 13 % répond que jamais. Quant au motif du contact (Q63), il s'agissait d'un motif personnel pour 7 %, 9 % sont

ceux qui cherchaient à approfondir un thème d'actualité, 27 % voulaient exprimer une opinion, 7 % pour la proposition d'une loi, pour demander une adhésion 2 %, et un 4 % poursuivaient d'autres motifs.

En suivant Alberto Melucci (1999), à trop se concentrer sur la conquête de l'État, les partis seraient devenus inaptes à répondre efficacement aux demandes de la société civile. Face à cette incapacité, les individus délaissent les structures partisanes au profit d'autres groupes sociaux, légitimant en partie, le choix du secteur associatif. Parler d'anciennes formes et de nouvelles formes de participation est excessif, car plus que la participation, c'est la notion même de politique qui est remise en cause par ces groupes sociaux. L'essor de ces groupes et leur effervescence militante pouvant être dus à la représentation que les militants se font du politique. Comme l'ont démontré les réponses à la question (Q64) référant au contact par Internet avec un responsable politique, 22 % de la population considère que rien n'a changé, un faible pourcentage (9 %) a eu l'impression que leur opinion était prise en compte, 4 % a approfondi ses connaissances sur le thème demandé. Un pourcentage important, 64 %, des répondants, n'a jamais pris contact avec un responsable politique.

Pour Jacques Gerstlé (2006), la communication est une condition de la participation. Communiquer c'est prendre part, c'est de participer à quelque chose qui peut prendre des formes plus ou moins achevées telles que l'échange de signes ou le partage du sens. Communiquer politiquement c'est mettre en commun des opinions, des arguments, des récits relatifs à la communauté. Actuellement, nous assistons à une crise du politique qui touche la représentation des citoyens, comme en attestent les témoignages des participants à l'enquête : « Les gens ne sont pas dépolitisés mais ils refusent d'entrer dans les partis, la cause de cette crise est la subordination qu'ils imposent » (femme 05, retraitée, juin 2007) ; pour un autre militant, « le problème c'est que les partis n'arrivent plus à véhiculer la politique avec la dimension de l'action collective » (homme 10, maître de conférences, février 2008).

Cependant, des militants refusant la crise politique dans leurs propos, considèrent que « la participation politique se transforme mais elle n'est pas du tout en crise » (femme 06, commerçante, septembre 2008), pour un autre militant, « les personnes sont plus intéressées par la politique que l'on veut bien le laisser croire, mais elles se sont investies dans d'autres formes d'engagement que les partis, les associations par exemple, comme ATTAC » (homme 04, cadre, janvier 2008), d'autre part un militant nous révèle que « l'on s'engage dans des

associations à défaut du système partisan classique, ceci étant dû au fonctionnement des partis qui apparaissent comme des structures rigides » (homme 11, étudiant, décembre 2008).

Comme l'a souligné Paul Lazarsfeld (1955), nous communiquons plus facilement avec quelqu'un qui nous ressemble socialement et qui partage nos attitudes. Cette communauté de propriétés renforce la probabilité d'une interprétation convergente de la communication. L'homophilie (qui aime son semblable) et la communication se renforcent mutuellement car, en communicant, on augmente ses chances de faire comprendre et partager son point de vue. Mais les médias, en facilitant l'accès à des points de vue alternatifs, permettent d'éviter le renforcement des attitudes par homophilie.

Les résultats de l'enquête que nous avons conduite montrent le rôle non négligeable du refus à prendre contact par Internet avec un responsable politique (Q64), résultats qui deviennent révélateurs d'une vision particulière de communiquer politiquement. Nous avons donc cherché à savoir comment les militants associatifs percevaient la dimension politique de leur action. Sur ce point, ils estiment globalement qu'elle n'est pas politique, comme attestée par leurs témoignages : un militant explique « ma participation est purement éducative » (homme 10, maître de conférences, février 2008), pour une autre militante son engagement n'a aucune dimension politique, pour elle « il s'agit de rétablir la justice sociale et de solidarité qui sont détruites par les politiques néolibérales » (femme 07, enseignante, octobre 2008), pour une autre militante son action « est un combat quotidien » et partout elle ne vise pas à influencer directement la politique mais simplement « de rassembler des gens contre le libéralisme pour construire un autre monde » (femme 08, retraitée, mars 2008).

Fondamentalement, les militants de l'Association ne perçoivent pas leur participation comme économique, selon un militant « du fait de leur action, leur engagement est politique mais de manière indirecte » (homme 04, cadre, janvier 2008). Un militant estime que sa participation n'est pas totalement politique. Certes, son action vise à influencer le pouvoir mais pour lui cela apparaît comme une action politique indirecte. De plus il insiste sur le fait que l'association ne place pas d'acteurs sur l'échiquier des élections, ne porte aucun projet, aucun plan de gouvernement (homme 11, étudiant, décembre 2008). Des militants plus jeunes (qui n'ont le même recul vis-à-vis du domaine politique) envisagent une action comme politique si celle-ci porte sur un projet gouvernemental.

Les pourcentages importants de non-réponses sur les questions se référant à l'usage de l'outil informatique par les militants de base, confirment une des hypothèses que nous avons avancée au début de notre recherche, à savoir que l'influence social et politique d'Internet pouvait être sur estimée en ce qui concerne les collectifs locaux parfois très minoritaires.

Si nous considérons qu'un groupe accomplit l'action de protestation alors qu'il s'exprime collectivement, nos résultats montrent le recours croissant aux pratiques non conventionnelles de participation par l'Association (pétitions, boycotts, grèves, manifestations). Celles-ci ont le caractère spectaculaire, exigé pour l'obtention des informations. Par exemple, une manifestation est toujours plus visuelle et sa médiatisation incite à poursuivre ce type d'action par la visibilité immédiate du mécontentement exprimé et ses conséquences sur la propagation d'une revendication. Donc, une logique du contrôle de l'information s'impose dans la stratégie de communication des acteurs sociaux. Les médias deviennent des supports de légitimation de la revendication et du groupe qui l'émet, parce qu'ils vont définir la situation, construire une interprétation de l'événement qui, sûrement, aura une diffusion collective quelle que soit sa validité.

Localement, l'association réunit l'information nécessaire pour exposer de façon crédible les revendications et enchaîner leur diffusion par des réunions, manifestations, pétitions et, parfois, par des contacts avec les médias. C'est par ces moyens de communication que l'Association cherche à exercer une pression sur les autorités publiques. L'amplification de la contestation qui résulte de sa couverture journalistique explique que l'accès aux médias locaux et nationaux est une forme d'action privilégiée des militants de l'Association. Nous avons trouvé quelques fondements à cela dans les résultas de notre enquête.

L'usage d'Internet pourrait apporter	Une meilleure Information Q66	Une meilleure Communication Q67	Un meilleur Débat politique Q68	Plus de participation sur les Décisions Q69
Non réponse	8,9%	8,9%	6,7%	6,7%
Entièrement d'accord	33,3%	13,3%	15,6%	2,2%
D'accord	44,4%	35,6%	51,1%	33,3%
Pas d'accord	13,3%	42,2%	26,7%	57,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau III.4. Les apports d'Internet (Q66-Q69).

Source : Enquête réalisée en Août 2007.

Globalement, les répondants à notre enquête (Tableau III.4.) ont réfuté que l'usage d'Internet pourrait apporter une meilleure information (33 %), une meilleure communication avec les institutions et les citoyens (13 %), un meilleur débat public (15 %) et (2 %), une substantielle participation des citoyens sur les décisions gouvernementales (Q66 - Q69).

Quant à l'usage d'Internet, la plupart des interrogés 61 %, le considèrent uniquement comme un moyen d'information, et 50 % comme un moyen de communication (Q70), seulement 25 % d'entre eux le prennent comme un moyen de socialisation orienté vers l'argumentation politique (voir figure III.14).

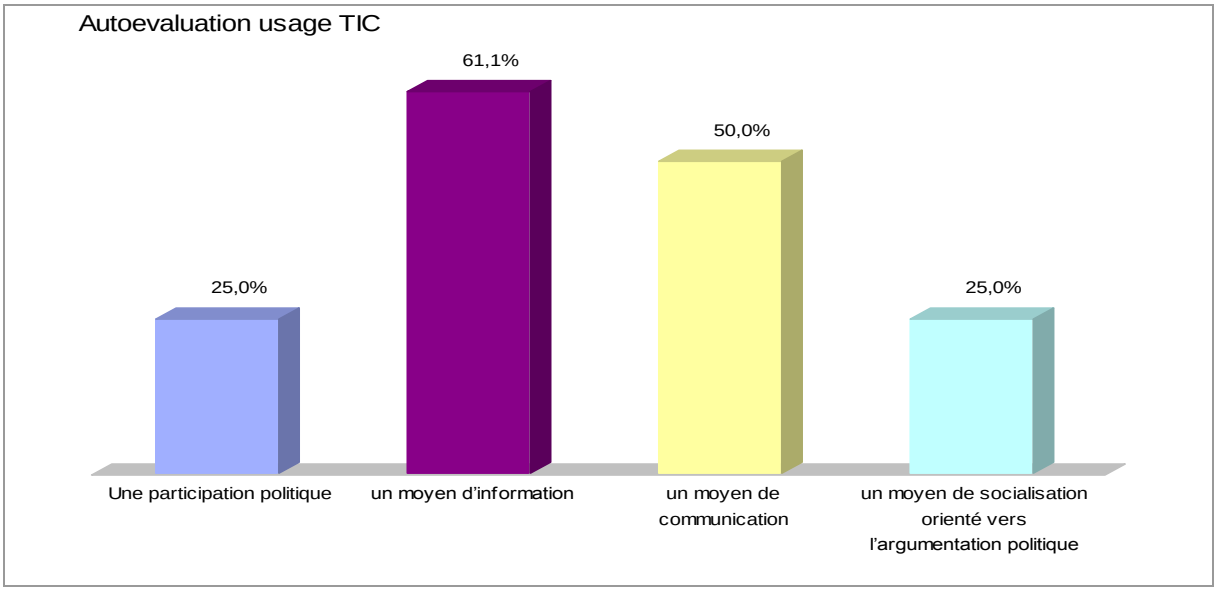


Figure III.14. Autoévaluation de l'usage d'Internet par les militants (Q70).

Source : Enquête réalisée en Août 2007.

Si la majorité des militants de l'association ATTAC-54 reconnaissent que l'activité qu'ils exercent est politique, il n'en reste pas moins qu'ils ont une vision de la politique qui leur est propre. Paradoxalement, tous la rejettent de manière directe, mais seulement dans sa définition classique, à savoir l'organisation, l'exercice ou la lutte pour le pouvoir. Pour une militante, la qualité de militant est donnée à « toute personne qui s'implique dans les buts de l'association, toute personne qui à la volonté de défendre une cause » (femme 10, retraitée, janvier 2007).

À la question « Pourquoi avez-vous privilégié le secteur associatif ? », les militants tendent à répondre : un état d'esprit, un rejet des structures lourdes, et une plus grande liberté d'expression. À ce titre, nous pouvons dire qu'ils s'inscrivent dans une communauté d'idées, propres du militantisme traditionnel, et qui légitimèrent leur choix de cet engagement associatif distancié par les avantages qu'il représente.

Nous trouvons un refus étonnant de l'outil informatique dans la pratique politique de l'Association que nous pourrions justifier par les caractéristiques sociographiques de la population locale. Cependant, Internet n'est pas le seul moyen de communication utilisé par les militants. Ce qui permet d'avancer la conclusion que les compétences requises pour l'utilisation de l'outil informatique sont à la source de cette défaillance.

III.5.4. Usage des médias de masse

La communication sert à révéler au système politique les demandes qui émanent de la société civile et ses réactions aux décisions et aux politiques publiques. Elle s'inscrit alors dans une participation collective dont témoignent l'activité des organisations, les mobilisations politiques, mais aussi la communication interpersonnelle. En conséquence, c'est le rapport entre la société civile et l'espace public qui est ici concerné par la communication et l'information. Dans ce contexte, les médias sont devenus le reflet le plus puissant de la société (au mieux) ou l'instrument qui la façonne (au pire), ils contribuent à la visibilité des opinions majoritaires et en conséquence à éliminer les opinions trop dissidentes par un processus en spirale de formation de l'opinion publique (Noelle-Neuman, 1966).

L'importance cruciale de l'information médiatisée dans la formation et les changements de l'opinion est mise en évidence par les modifications à court terme des préférences de l'opinion sondée sur des questions de politiques publiques ; elles peuvent être liées au contenu des informations télévisées.

L'information télévisée quotidienne bénéficie d'une très large audience. Selon l'étude *L'Année TV 2003* (Médiamétrie, 2003) la durée d'écoute des foyers français est de 331 minutes quotidiennement, et de 339 minutes en 2007. À la fin de l'année 2003, 42 journaux

télévisés sur TF1, dépassent les 10 millions de téléspectateurs. Cependant, l'intérêt d'une information, sa valeur (*newsworthiness*) n'est pas toujours commandée par l'appartenance à l'univers politique. Car l'actualité politique se trouve mêlée dans l'information télévisée, aux informations économiques et sociales, culturelles, sportives et générales.

Les grandes émissions politiques régulières ont une audience qui fluctue entre 1985 et 1988 de 9 % à 23 % des foyers ; l'âge moyen du public intéressé est de 45 ans, il est davantage parisien que provincial. À partir de l'année 1990, on assiste à une baisse de crédibilité généralisée des médias liée probablement aux conditions de la couverture des événements internationaux, par exemple la crise du Golfe Persique. Le désenchantement à l'égard de l'information diffusée par les médias affecte d'abord la télévision dont l'indice de crédibilité a chuté de 27 points, ensuite la presse écrite (- 22 points), enfin la radio (- 18 points). Malgré cette baisse, la télévision garde sa suprématie sur les autres médias en matière d'information politique (Ghiglione et Bromberg, 1998).

Selon l'enquête Sofres, de janvier 2004, la crédibilité sur l'information télévisée est de 51 %, 48 % pour la presse écrite et 38 % pour la radio. En janvier 2008, c'est la crédibilité de l'information radio qui arrive en tête, 57 %, devant la presse écrite, 49 % et la télévision 46 %.

Nous avons interrogé les participants à notre enquête sur le support médiatique utilisé pour suivre la campagne pour l'élection présidentielle de 2007 (Q29). Leurs réponses montrent (figure III.15) que les supports médiatiques préférés vont de la radio pour 89 % d'entre eux suivi par la presse écrite (82 %), ensuite de 56 % pour les journaux sur Internet et 58 % pour la télévision. Les sites des partis, des associations, de la ville et des sites de discussion politique, présentent alors des faibles pourcentages ; donc les médias de masse, prédominent largement.

La motivation principale annoncée est la recherche d'information et non la détermination du vote. Une grande majorité des militants déclarent « je ne regarde jamais les émissions politiques à la télévision ». Cependant, 97 % des répondants expriment un très vif intérêt pour la campagne. En revanche 3 % des répondants déclarent n'avoir recours jamais aux supports médiatiques, ils sont plus favorables aux conversations, meetings, affiches et tracts.

Certains membres d'ATTAC considèrent que la crise de l'engagement est également celle de la médiatisation, « il faut être présent dans les médias, mais cette présence ne dépende pas forcement de la percée de l'Association en la population » (homme 02, enseignant, octobre 2006). Pour une autre militante (femme 05, retraitée, juin 2007) : « On n'a plus de militants, très peu ou de moins en moins, ceux qui restent ont moins envie de s'engager qu'avant car il y a moins de monde dans les réunions, donc on n'en organise plus, les gens sont aussi bien informés par la télévision si ce n'est mieux que nous, donc ils n'aspirent plus à s'engager ».

Nous trouvons ces propos contradictoires, le besoin pour l'Association d'une visibilité médiatique et la perception par les militants que les médias monopolisent l'information. D'ailleurs, l'image véhiculée par les médias locaux n'est pas considérée par l'ensemble des militants comme valorisante du mouvement : pour les médias « quand il y a eu les problèmes lors des sommets anti-mondialisation, c'était ATTAC et personne d'autre » (homme 03, enseignant, janvier 2007). Une militante (femme 10, cadre, juin 2008) déclare « les médias ne cherchent pas les causes de notre mouvement, ils se contentent d'une querelle, pour établir des généralités… ». Certains militants accusent clairement la médiatisation de leur mouvement et tous s'accordent à dire que « la vision que les autres ont de cette association dépende de la bonne presse » et dans ce cas ils ne subissent aucune répercussion. Mais si l'Association est dévalorisée par les médias, ils sont jugés comme « de casseurs et les gens nous méprissent, ils considèrent que tous les militants sont ultra violents… » (femme 09, étudiante, février 2008).

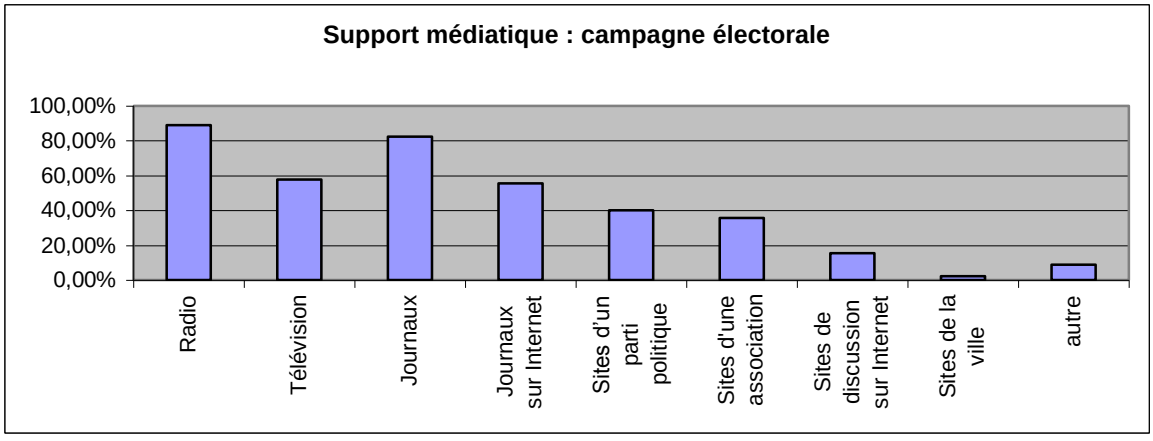


Figure III.15. Support médiatique utilisé par les militants durant la campagne électoral (Q29).

Source : Enquête réalisée en Août 2007.

Pour compléter les données, en dehors des motivations déclarées, nous avons questionné sur le support médiatique utilisé pour suivre les résultats (figure III.16) de l'élection présidentiel de 2007 (Q30). Ici le support médiatique le plus utilisé est d'abord la presse écrite, 76 %, après la télévision, 71 %, ensuite 64 % pour la radio, suivi de 51 % pour les journaux sur Internet, et finalement 14 % si nous regroupons les sites des partis, les sites politiques et les blogs.

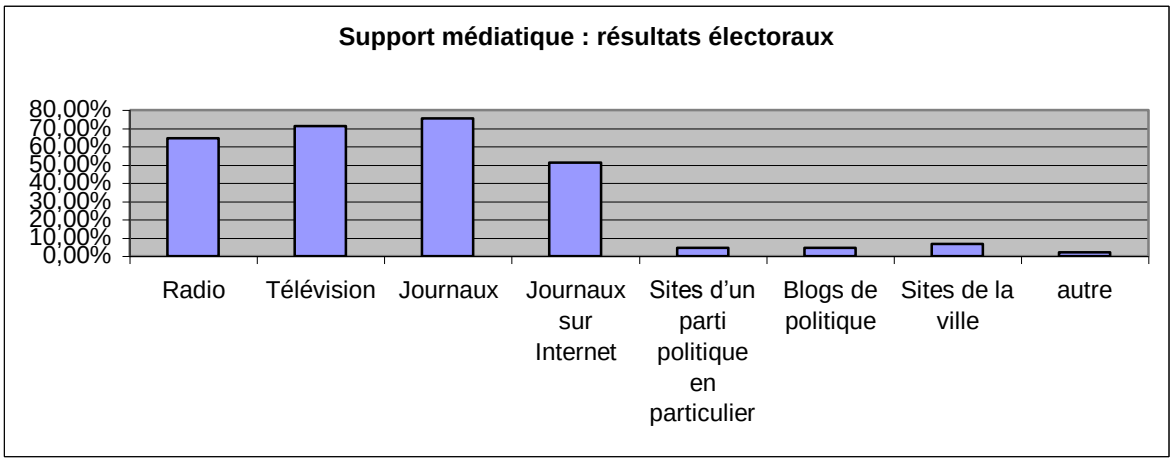


Figure III.16. Support médiatique utilisé par les militants pour les résultats électoraux (Q30). Source : Enquête réalisée en Août 2007.

C'est au niveau local que l'impact d'Internet est sensé se faire davantage percevoir. Nous considérons qu'il existe un paradoxe entre le succès relatif des réseaux internationaux et la réalité des réseaux sociaux de proximité. Une autre contradiction révélée par nos résultats est celle du peu d'utilisation des TIC supposées pourtant abolir les contraintes spatiales et donc donner lieu à des projets de grande ampleur.

Par la question (Q52), nous voulions savoir laquelle des options proposées est la plus proche de la définition que les participants ont de la télévision : nous avons recensé 4 % de non-réponses (figure III.17). Pour 49 % des répondants, il s'agit du divertissement, pour 12 % d'entre eux, c'est de l'information, pour 5 % c'est de la culture, pour 12 % de la population, la télévision ne représente rien, un grand pourcentage – 22 % – considère qu'il s'agit de la désinformation et pour 2 % elle représente autre.

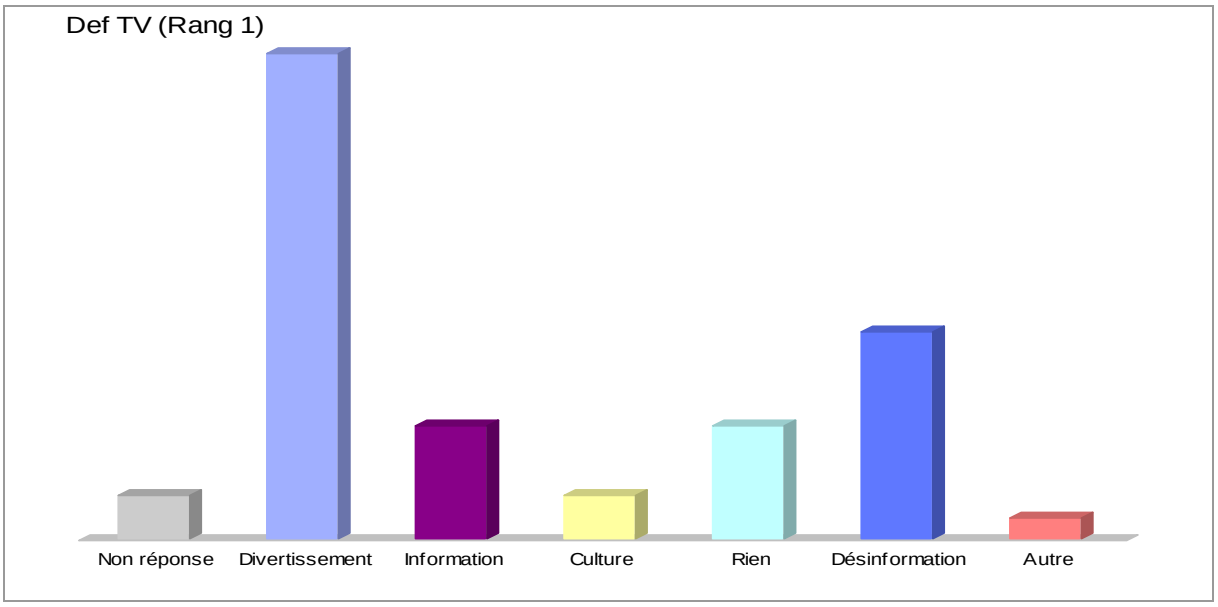


Figure III.17. Définition de la télévision par les militants (Q52).

Source : Enquête réalisée en Août 2007.

Étant donné l'importance de la radio pour les participants, nous voulions savoir laquelle des options proposées est la plus proche de leur définition (figure III.18). Nous recensons 7 % de non-réponses, pour 22 %, il s'agit d'une compagnie, pour 13 % d'entre eux, la radio remplit une fonction de bruit de fond, pour 56 % c'est un moyen d'information, pour 2 % c'est autre. Pour cette population, la radio ne représente pas la culture, ni ne véhicule la rumeur.

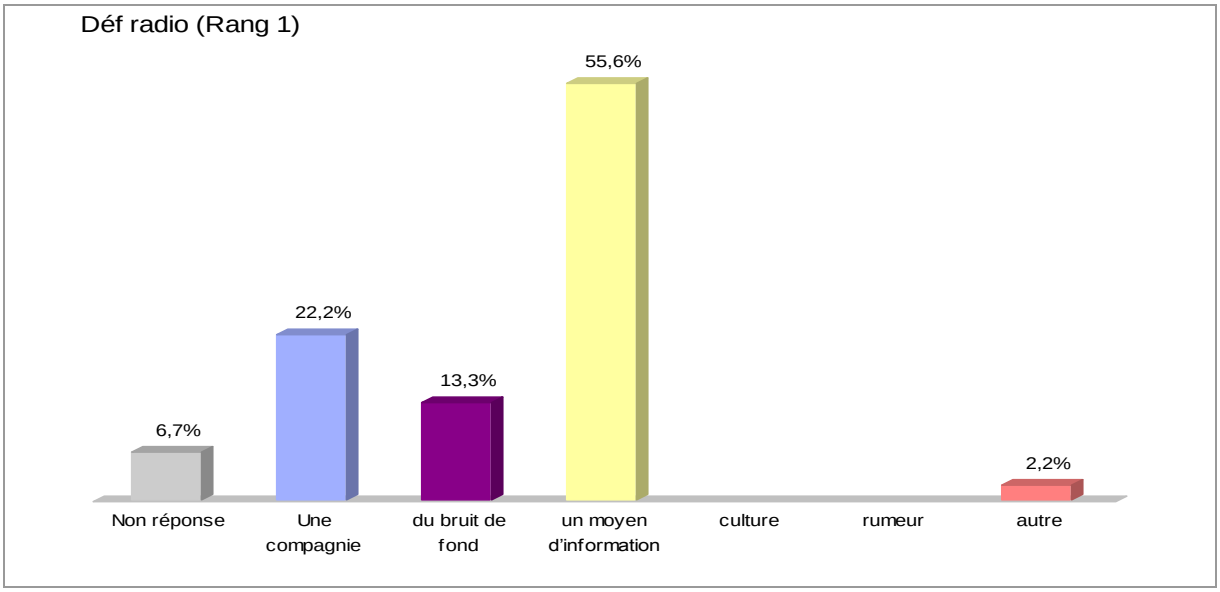


Figure III.18. Définition de la radio par les militants (Q54).

Source : Enquête réalisée en Août 2007.

S'agissant des usages des médias pendant les périodes électorales, il faut noter que l'audience ne doit être confondue avec son impact. En 1995, une enquête[192] sur les préférences médiatiques des Français comme aide à la décision électorale montrait qu'elles étaient les suivantes : 43 % optent par le journal télévisé, 35 % pour la presse écrite et 23 % pour la radio. De même, en juillet 1997, cet institut interroge sur les « principales sources d'information et de réflexion politique », il obtient sur l'ensemble des personnes interrogées, 2 % de sans réponse et le classement suivant : la télévision 75 %, la presse écrite 63 %, la radio 52 %, les amis 33 % ; la famille 31 %, les relations de travail 11 %, les contacts avec les militants associatifs 10 %, les médias électroniques, Internet, 2 %.

L'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages conduite par l'INSEE indique qu'en 1973, 55 % des 15 ans et plus lisaient un quotidien chaque jour. En 1989, ils ne sont plus que 43 %. La même enquête indique que sur le lectorat de presse d'information générale : trois français sur quatre ne lisent jamais de quotidien national et deux sur trois sont des lecteurs occasionnels de la presse quotidienne régionale. La presse régionale générale a résisté à la baisse de la lecture quotidienne de journaux qui affecte presque toutes les catégories sociales mais se trouve plus marquée chez les employés et les ouvriers qualifiés.

Pour Jacques Gerstlé (2006 : 188), ce rétrécissement du lectorat est inquiétant, comme indicateur du fossé culturel qui se creuse entre citoyens de compétences politiques inégales *via* les disparités d'accroissement ou non du capital culturel entre riches et pauvres en informations. Autrement dit, la presse écrite n'a certainement pas perdu son influence, mais sans étendre son lectorat, elle a même, peut être, étendu son influence, en mobilisant de plus en plus des élites.

Les résultats de notre étude sont résumés dans la figure III.19, ils s'appliquent à l'ensemble des réponses à la question : « Lisez-vous un journal local quotidiennement ? » 40 % ne lisent pas les quotidiens locaux, 24 % des répondants lisent toujours le même quotidien, 18 % alternent et 18 % ne répondent pas à la question (Q55-56). Pour certains militants, la lecture des journaux locaux permet d'acquérir des informations plus complètes que celles présentées dans les journaux télévisées.

[192] Institut CSA, sondage « sortie des urnes » du 23 avril 1995.

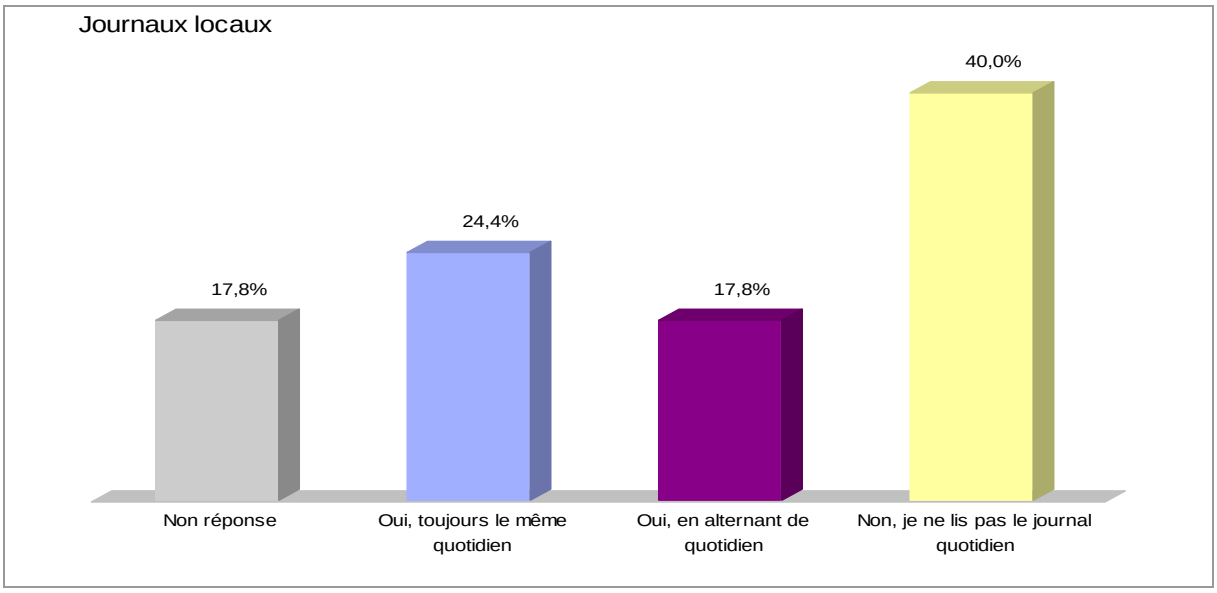


Figure III.19. Journaux locaux lus par les militants (Q55). Source : Enquête réalisée en 2007.

En ce qui concerne la lecture de la presse quotidienne nationale, les résultas de notre étude sont résumés dans la figure III.20, ils s'appliquent à l'ensemble des réponses à la question : Lisez-vous un journal national quotidiennement ? Parmi les participants, 16 % ne lisent pas les quotidiens nationaux, 76 % des répondants lisent toujours le même quotidien, et 9 % ne répondent pas à la question (Q57-58).

L'écart entre les pourcentages des participants qui lisent la presse régionale (25 %) et ceux qui font appel à la presse nationale (76 %) est très important. Si nous regroupons les participants qui lisent habituellement le même quotidien et ceux qui alternent les quotidiens, nous obtenons 42 %, un écart qui reste toujours important.

Nous essayons d'expliquer cet écart par nos observations car, généralement, les militants les plus déterminés politiquement sont aussi les mieux informés par une presse qu'ils utilisent pour donner de la force et des arguments à leurs opinions. Les moins convaincus s'adressent moins aux médias, souvent ils s'adressent aux personnalités les mieux informées les *opinion leaders*, pour avoir un point de vue. Nous remarquons que les relations interpersonnelles entre militants sont primordiales.

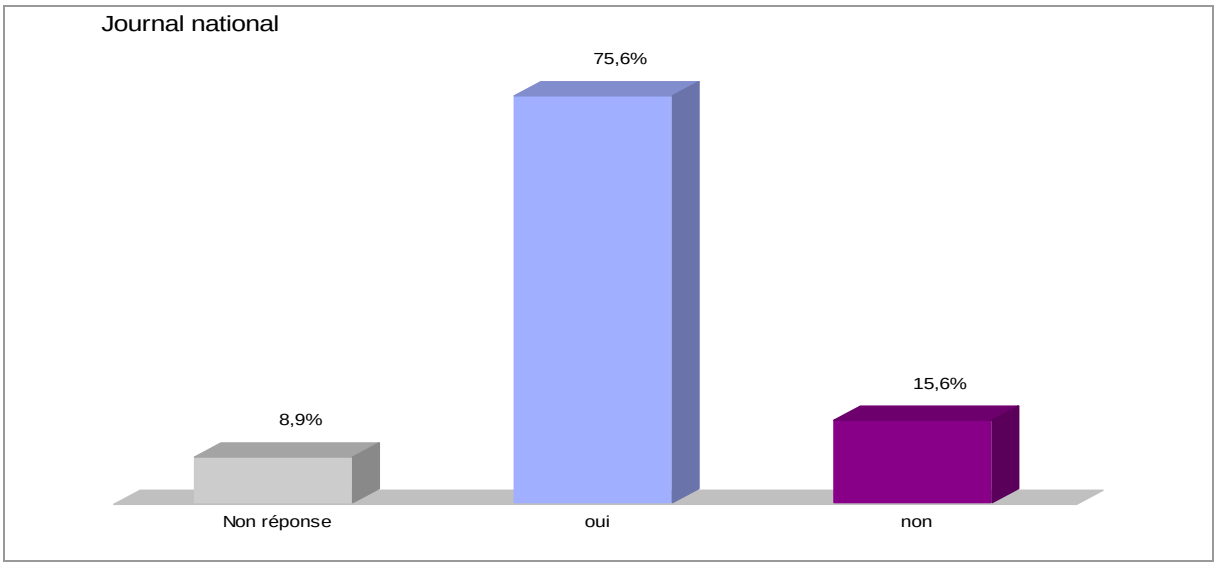


Figure III.20. Journaux nationaux lus par les militants (Q57).

Ces observations révèlent à nouveau l'importance des relations interpersonnelles entre militants et la hiérarchie que s'installe entre eux. Dans cette hiérarchie, il y a ceux qui sont les mieux informés – et sont dans le comité de l'Association – et les autres militants. Mais les premiers sont à leur tour en dessous des membres d'ATTAC-France les plus riches en informations qui véhiculent leurs messages de haut en bas de la pyramide. Somme toute, le modèle fondé sur la hiérarchie socioculturelle est transposé à tout type de support social, c'est-à-dire que les associations et les médias n'échappent pas à la règle.

Les TIC, en particulier Internet, renouvellent en fait la problématique des relations entre le marché, l'espace public, les moyens de communication et la démocratie, telle que Jürgen Habermas l'avait formulé au début années 60. Des nombreuses recherches s'interrogent sur la transformation de l'espace public au regard du développement d'Internet. Les forums de discussion en particulier ont fait l'objet de travaux empiriques notamment dans le cadre des usages par des groupes militants qui sont depuis longtemps sur le *web*.

Dans les sociétés modernes, la notion « idéalisée » de l'espace public proposée par Jürgen Habermas (1962) désigne un espace où la participation politique se concrétise au moyen de la discussion. C'est l'espace où les citoyens informés débattent de façon rationnelle des affaires communes, et donc une arène institutionnalisée d'interaction du discours. Chaque rencontre où les acteurs prennent des attitudes communicationnelles libres dévoile un espace public construit linguistiquement, qui coïncide avec la base normative d'Habermas. Sur cette

approche, on peut alors concevoir Internet comme espace public si un certain nombre de conditions sont remplies : se constituer en forum[193], c'est-à-dire un espace social où les individus peuvent exposer leur point de vue aux autres, et où ceux-ci répondent à leur tour pour exprimer leurs opinions et leurs inquiétudes.

Dans un tel espace se manifestent des engagements sur la liberté et l'égalité dans l'interaction communicationnelle. L'interaction prend la forme d'une conversation ou d'un dialogue où les orateurs et les auditeurs sont considérés au même niveau dans l'égalité, le respect et la liberté, de leurs rôles et échanges. Le modèle idéal de communication en face à face impose certaines limitations dans les interactions publiques et politiques. La communication doit s'adresser à un auditoire imprécis, car l'exclusion d'une partie de la société nie l'existence de l'espace public. Le caractère indéterminé d'une interaction face à face est requis, un discours à caractère public, doit s'adresser aux autres, pas seulement pour être écouté mais aussi pour convaincre. Cette caractéristique donne à la communication son sens « publique » quand elle s'adresse à un vaste public avec l'espoir d'une réponse. Ainsi constitue-elle un espace commun et ouvert aux interactions accomplies par l'agir communicationnel.

L'espace public dépend de la création d'un espace social particulier avec des interactions répétées et illimitées. Pour cela, il est nécessaire que les institutions assurent son existence et sa sécurité, et établissent des règles qui y permettent l'accès. Dans le cas d'Internet, son autonomie demeure dans de nombreux espaces (Dahlberg, 2001), comme les forums de discussion. L'égalité des participants et leur libre accès à la discussion et à son élaboration comptent parmi les caractéristiques de l'espace public habermassien. Cela semble atténuer la dimension hiérarchique des échanges. En revanche, cela ne favorise pas l'échange discursif rationnel mais au contraire la production des messages brefs, pas toujours pertinents. La possibilité de masquer son identité pose le problème de la sincérité de l'engagement et de l'opinion dans les discours en ligne, de même on remarque la diminution du sens de responsabilité envers les autres : rien n'oblige un participant à répondre aux autres, à être cohérent ou constant dans ses déclarations. Enfin, l'égalité des participants à un forum, est parfois apparente, l'invocation du savoir-vivre sur le réseau est souvent utilisée comme un moyen de discriminer certains utilisateurs.

[193] Le forum idéal est la salle de réunion, une caféterie, ou le hall de réunion où les participants sont présents physiquement dans une interaction face à face.

Jürgen Habermas démontre comment, par l'appropriation de l'espace public, un sujet politique (le bourgeois) peut s'approprier l'espace politique. Mais l'espace public bourgeois n'a jamais été *l'espace*. Au contraire, pour Mary Ryan (Fraser, 2001) à la même époque, on assiste à l'apparition d'une multitude de contre publics concurrents, comprenant les publics nationalistes, les publics paysans populaires, les publics des femmes de l'élite et les publics de la classe ouvrière. Cependant, Jürgen Habermas suggère que les interactions sociales ne sont pas possibles sans que se nouent différentes formes de communication entre individus. Or, ces formes de communication contiennent, implicitement au moins, des exigences de justice et d'égalité, et c'est de la vie sociale elle-même qu'émerge l'idéal d'une délibération collective sur ce que le monde doit être.

La condition d'égalité est mise en cause par notre enquête, à cause de l'inaccessibilité, pour l'ensemble des militants, de l'outil informatique. Ce fait peut être expliqué par les résultats de l'enquête réalisée en 2006. En 2006, en France, la population internaute est de 28.7 millions avec une taux de pénétration de 47.1 %. Le fossé numérique repose sur la distribution inégale de l'accès aux ressources de toute nature, dont Internet, et met directement en cause les facteurs économiques qui rendent illusoires les politiques publiques de développement des TIC.

En effet, dans la « société civile » constituée par de nouvelles associations, philanthropiques, civiques, professionnelles et culturelles – dont l'accessibilité à Internet est restreinte –, seulement une partie des militants s'intéresse aux communautés virtuelles. En ce qui concerne l'accès à l'information, Internet améliore sa circulation qui est une composante centrale de la démocratie. Dans une large mesure, la démocratie tourne autour de la question de savoir comment créer, traiter et transformer l'information. La circulation de l'information est incontestablement une spécificité d'Internet. C'est cette fonction qui prédomine parmi les principaux usages politiques d'Internet lors de notre enquête. En termes de discussion ou de débat, la controverse se renforce dans la mesure où la condition pour considérer Internet en tant qu'espace public habermassien n'est pas remplie, comme l'ont montré les faibles pourcentages de participants aux forums de discussion. Même si c'est un lieu de liberté pour la communication qui peut transcender les frontières et les obstacles socioculturels, dans le cas d'ATTAC-54, le lien social et la mobilisation collective ne sont pas favorisés comme ils pourraient l'être. Un autre point important concerne la prise de décisions, car ni les

infrastructures technologiques ni les compétences informatiques des militants ne sont au rendez-vous.



Photographie prise au cours de la manifestation conte la guerre en Irak. Nancy, 2003, GTR.

Pour l'instant, l'outil informatique ne semble pas avoir transformé ni la communication politique ni la participation politique chez les militants d'ATTAC-54. Pour autant, les manifestations, les actions préférées des militants, sont facilitées par les forums et les sites des associations, à cause de la diminution des coûts d'organisation et de la célérité pour répandre l'information. Mais il s'agit là d'une facilitation, non d'un bouleversement profond.



Photographie prise au cours de la manifestation conte la guerre en Irak. Nancy, 2003, GTR.

II. 6. Conclusion

Depuis une vingtaine d'années, la mondialisation représente le phénomène fondamental permettant de comprendre le monde contemporain. Nous pourrions en dire autant des mouvements altermondialistes. L'analyse de l'émergence de ces mouvements fait paraître une image de l'altermondialisme plus nuancée et cohérente que celle qui consiste à considérer ce phénomène comme étant unitaire et organisé aux niveaux local et international. L'apparition d'une action collective au niveau mondial suppose son organisation et des formes de coordination innovatrices, conçues collectivement. La nécessité de se coordonner au niveau mondial face à un adversaire identifié comme agissant à la fois localement et globalement a supposé la mobilisation de répertoires d'action et de protestation jusque-là inconnus.

La mise en réseau de mouvements très différents a donné lieu à des échanges de pratiques et de référents politiques et à l'invention de formes politique hybrides ; elle a permis d'opérer le passage d'expériences négatives localement situées à une revendication « globale », coordonnant des actions dans des lieux géographiquement éloignés. Cela a donné lieu au nombre de nouveaux engagements sociaux façonnés par la « glocalisation » (Wellman, 2005).

Ce terme caractérise l'effet des TIC sur l'aménagement du territoire, c'est le « processus double par lequel la ville se décharge de sa fonction de production, d'échange et de traitement de l'information en la déplaçant dans le cyberespace, tout en développant, conséquemment, de nouvelles formes d'organisations socio spatiales au niveau local » (Baliart, 2004).

La glocalisation des TIC *via* Internet permet aussi de fournir des services globaux, elle permet également aux communautés d'améliorer leurs communications locales. Nous pensons que dans l'environnement que nous avons étudié, la « glocalisation » se produit partiellement car l'outil informatique a peu contribué à élargir les contacts entre groupes ou à renforcer les liens entre les membres.

L'existence et l'action des associations ne constituent pas de phénomènes nouveaux. Depuis une vingtaine d'années, elles accompagnent l'échelonnement de la mondialisation, elles sont présentées comme un lieu de développement de la responsabilité des citoyens face aux pouvoirs publics. Avec l'essor des MAM, elles se sont affirmées comme un contre-pouvoir.

Cette expansion a entraîné un changement de nature des associations qui deviennent plus autonomes avec des objectifs limités. Si leur réseau ressemble a celui d'un parti politique (un échelon local et national). Ces collectifs locaux détiennent cependant une certaine indépendance vis-à-vis des collectifs nationaux.

Nous avons tenté d'approfondir notre perception sur les communautés virtuelles et leur organisation par une étude pratique en questionnant les motivations et les attitudes suivies par les militants de l'association ATTAC-54. Dans notre enquête à la question « Pourquoi avez-vous privilégié le secteur associatif ? », une grande majorité de militants interviewés a répondu : « Un état d'esprit, un rejet des structures lourdes, et une plus grande liberté d'expression ». Pour d'autres militants, l'indépendance d'ATTAC-54 subsiste dans la région, même s'ils sont conscients qu'ATTAC reste très présente au niveau national.

Durant certaines manifestations, nous avons observé que le contingent le plus important en plusieurs occasions est celui des jeunes de moins de 30 ans, en lien, bien entendu avec le genre de mobilisation (mouvement étudiant, droits de l'homme, altermondialisme). Toutefois, si on confronte cette affluence avec le nombre des militants, leur adhésion ou engagement permanent à une cause est plus limité et fluctuante en relation avec les intérêts du moment.

Ceci peut être un élément symptomatique du nouveau militantisme, c'est-à-dire d'un engagement ponctuel et visible (manifestations), sans pour autant adhérer à une organisation (parti politique, association, ou autre). Ne serait-ce pas une façon de garder une « distance acceptable » par rapport à une cause, même s'il y a conscience de la nécessité d'un engagement profond pour arriver a faire entendre les revendications ou mener des actions concrètes ?

Notre enquête a d'abord cherché à savoir si les militants utilisent les TIC. Comment les emploient-ils, en particulier Internet. Ensuite, nous avons étudié l'usage que les militants font de cet outil pour prévoir des réunions, organiser des manifestations de toute sorte et protester contre les politiques locales. En ce qui concerne la création des liens sociaux, nous avons constaté que l'association ATTAC n'est pas en mesure d'offrir à l'ensemble de ces militants des avantages matériels.

Notre enquête a également prouvé que peu nombreux sont les militants qui emploient Internet pour intensifier leurs liens envers la communauté locale. Ils utilisent l'email et la messagerie instantanée pour projeter les réunions de l'association, coordonner des manifestations, et pour envoyer des pétitions aux politiciens locaux. Ils emploient les sites *web* pour découvrir des acteurs sociaux locaux, obtenir des nouvelles de la communauté, et pour s'informer des organisations publiques. Nous avons constaté qu'en particulier ce sont les jeunes adultes qui font appel à ces pratiques informatiques.

À l'instar de Peter Dahlgren (2004), qu'Internet n'est pas en mesure de contrer le grand retrait à l'égard de la politique traditionnelle, ni de procurer des alternatives extra parlementaires de masse. Il ne changera probablement pas les constellations actuelles du pouvoir, mais peut au mieux faciliter l'émergence d'espaces publiques alternatifs, tout autant qu'approfondir et élargir l'espace public traditionnel dominant, mais tout dépendra de l'usage que les citoyens en feront.

Lorsque le spectre de la société de la surveillance se transpose au mythe de la transparence et qu'inéluctablement la société sera dominée de façon croissante par la technologie, comment déconstruire le mythe de la société d'information ? Comment faire la part entre un usage positif des TIC qui, pour des optimistes, pourront contribuer à sauver le monde et ses

problèmes sociaux, et un usage négatif pour ceux qui envisagent les usages technologiques à des fins de standardisation, de contrôle ou de répression ?

Conclusion

Durant les dernières décennies du XX^{è} siècle le monde a connu des changements fondamentaux dans ces aspects économiques, géopolitiques, culturels, et religieux. De nouvelles divisions, non plus fondées sur le territoire, ont partiellement remplacé les anciennes dimensions du système monde – Est/Ouest, et Nord/Sud –, générant des discriminations et des inégalités qui touchent la vie locale partout dans le monde, entre les villes et les banlieues, entre la métropole et la campagne. Nous avons orienté notre recherche vers l'étude de ce phénomène dénommé mondialisation. Pour y arriver nous avons abordé brièvement l'histoire de la mondialisation, ainsi que son évolution dans la deuxième moitié du XXe siècle.

La mondialisation est souvent présentée comme un processus appelé à favoriser les échanges interculturels, le métissage, la revalorisation des cultures locales ou minoritaires, marginalisées par l'État-nation, et pourtant, l'analyse concrète de ce processus invite à nuancer et à relativiser la vision enchantée d'un monde sans frontières ni hiérarchies symboliques. Car ce processus n'est pas simplement une situation de crise marquée par des acteurs et des contraintes nouvelles, qu'elles soient d'ordre social, économique, financière, culturelle. Cette situation présente aussi des cadres de vie singuliers, tels les inégalités des conditions de la production, la libre circulation des capitaux, l'homogénéisation de la culture, le repli identitaire, et la domination écrasante des TIC. L'étude du caractère multiforme de la mondialisation permet d'affirmer que celle-ci ne se confond pas avec la mondialisation du capitalisme, mais que les deux phénomènes évoluent ensemble, dans un monde où la technologie en est devenue l'incarnation.

Malgré les interdépendances entre diverses dimensions de la mondialisation, nous avons montré l'importance donnée à l'aspect économique et financier qui, grâce à l'étonnant progrès des TIC, fonctionne comme une entité unique en temps réel : les flux financiers traversent les circuits électroniques en quelques secondes, et donc le capital circule de manière invisible (Castells, 1997 :127).

Nous avons montré combien il est difficile de caractériser la mondialisation, celle-ci n'étant pas simplement d'une nouvelle forme d'internationalisation. Ainsi est-il important de ne pas confondre les relations internationales qui existent depuis le XVIe siècle, avec cette nouvelle réalité qui transforme la perception du temps et de l'espace, autrefois considérés comme des obstacles insurmontables.

Les transformations structurelles de la société, portées par la mondialisation – régulation des marchés, délocalisations, flexibilisation de l'emploi, migrations –, sont souvent perçues de façon ambiguë. Dans ce contexte, les différences sociales éclatent, et l'augmentation de l'exclusion et de la marginalisation rendent précaires les politiques publiques et font paraître l'impuissance de l'État-nation.

La mondialisation encourage l'émergence d'un très grand nombre d'acteurs sociaux qui ont des actions définies, que se soit à l'échelon local, national ou international. L'importance que certaines organisations non gouvernementales (ONG) ont acquise au niveau international leur permet de faire pression sur l'État-nation pour que celui-ci intervienne sur la scène mondiale, contribuant ainsi à la construction d'un espace public international.

Selon la perspective pragmatique que nous avons adoptée pour analyser le rôle joué par les médias dans la diffusion du message sur la mondialisation, le choix du discours journalistique a permis de constater l'étayement du discours politique dominant. L'analyse de la presse quotidienne nationale, conduite entre 2001 et 2007, a montré que tous les titres véhiculent le même discours sur la mondialisation, et la réalité décrite y est subordonnée au pouvoir politique dominant du pays. À l'instar de Fernand Bernard (2002), nous posons l'idée selon laquelle les entreprises journalistiques financent les opinions qui valorisent leur action, en accord avec l'*overclass* médiatique véhiculant la pensée unique.

Bien que le discours journalistique soit nécessairement et consciemment local, il n'est jamais entièrement limité parce que le discours même, s'il est global, porte en lui les marques de l'environnement social complexe et différencié où il prend sens. L'articulation de cet environnement avec les TIC est nécessairement complexe : le transfert du discours local génère des interactions du même ordre de complexité à cause des processus de production et des nouvelles pratiques discursives.

Parler de la mondialisation revient à parler d'un monde dans lequel n'importe quel pays fonctionne entre un marché centralisé, diffusé et imposé par des centres mondiaux de pouvoir et une fragmentation due à l'hétérogénéité entre les pays, en particulier ceux qui sont émergents. L'accélération du processus d'unification du marché global tient pour une large part aux stratégies de concentration et d'internationalisation des groupes financiers devenus des multinationales. D'ailleurs, la concurrence entre ces groupes s'est intensifiée depuis les années 90.

Dans ce cadre institutionnel, que celui-ci soit privé ou public, la diversité et la complexité du discours, aussi bien dans sa dimension globale que locale, est confrontée, en suivant Pierre Bourdieu (1993 : 249-262), au marché des biens culturels qui possède des critères de hiérarchisation et une économie qui lui sont propres. Quelques entreprises transnationales concentrent le pouvoir mondial de l'information et privilégient toujours, par conséquent, les mêmes élites mettant ainsi en cause la notion même de démocratie.

Nous avons montré comment la problématique de la mondialisation est abordée, depuis les années 70, par des recherches internationales et multidisciplinaires. Notre étude montre aussi que la mondialisation économique est privilégiée, mais la définition large du terme fait intervenir d'autres dimensions. C'est le cas de la culture qui, d'un côté, est soumise à l'homogénéisation mondiale sous l'hégémonie des États-Unis d'Amérique et, de l'autre, le repli identitaire ou la fragmentation culturelle.

L'essor de la mondialisation que nous avons ici exposée, a permis d'établir une première conclusion partielle : l'importance de sa dimension culturelle – longuement ignorée – est désormais reconnue. Il nous semble qu'elle est fondamentale pour analyser des mouvements de protestation et les formes de mobilisation collective qui cherchent à redéfinir la politique et le concept du bien commun (voir la deuxième partie de notre travail).

Notre recherche sur les mouvements de protestation nous a permis d'aborder des aspects qui permettent de retracer l'évolution manifestée par une multiplication des groupes militants mettant au centre de leurs pratiques, des pratiques médiatiques. Nous avons pu constater que les médias sont impliqués à des degrés différents dans cette évolution. La représentation la

plus fréquente de l'influence des médias paraît, tout simplement, ignorer les clivages locaux, en les masquant en termes de mondialisation. En ce sens, Internet s'installe comme un terrain nouveau pour l'organisation, la diffusion et la communication des engagements individuels et collectifs contemporains.

Dans la deuxième partie de notre travail de recherche l'approche descriptive nous a permis de mettre à jour les manières d'agir et de s'organiser des nombreux groupes, associations, coordinations, ONG, qui se reconnaissent dans la société civile internationale opposées au processus de la mondialisation, et qui ont donné naissance aux mouvements contestataires dénommés, à partir des années 2001, mouvements altermondialistes (MAM). Leur analyse a permis de distinguer de nombreuses causes de mobilisation : culturelles, organisationnelles et individuelles. Dans cette perspective se situent nombre d'ONG et de représentants de la société civile, tels Médecins sans Frontières, *Greenpeace, Amnensty International*, ATTAC, ou encore les groupes contestataires de Seattle, de Washington et de Gênes. Pour ces acteurs sociaux, le rôle de l'État-nation, le chômage, la précarité, l'augmentation des inégalités, des injustices, de la délinquance, de la perméabilité des frontières, sont provoqués par la mondialisation. Des spectres globaux tels la subordination de la politique à l'économie, la concentration des pouvoirs en mains des élites multinationales et le déficit démocratique, font en sorte que les luttes militantes ne peuvent être envisagées d'un point de vue local.

Nous adhérons aux propos des chercheurs qui considèrent les manifestations anti-mondialistes dans la ville de Seattle en novembre 1999, comme l'émergence d'un nouvel acteur social dont la principale fonction est d'occuper le rôle de médiateur entre citoyens et réseaux de discussion mondiaux. Dorénavant, l'intégration sociale, économique et politique du monde touche à la fois la mobilisation et l'action collective aux niveaux locaux et globaux.

Si l'essor de la mouvance militante altermondialiste a trouvé un écho médiatique mondial à partir du sommet de Seattle en 1999, notre étude montre que c'est un processus de longue durée qui remonte aux années 70. Dans le contexte social de l'après 68 marqué par un retour au terrain, à la lutte sociale sur des fronts nouveaux – des Nouveaux mouvements sociaux –, ces mouvements ont mis en œuvre des pratiques médiatiques visant à mettre les médias de masse, – la radio, la télévision, la vidéo –, au service du peuple dans une perspective d'appropriation, d'innovation et de changement social. Dans les pays industrialisés, avec l'essor des TIC, ces pratiques viennent enrichir leur représentation médiatique sur le *web*.

Avec l'utilisation des sites Internet choisis nous avons voulu montrer la manière dont des groupes et des individus « pionniers » ont ouvert la voie afin d'y développer des pratiques sociales et politiques nouvelles, en découvrant ainsi l'application des TIC pour la transformation sociale.

Nous avons remarqué les nombreuses tendances à l'intérieur des MAM qui obligent divers acteurs à reconsidérer leurs stratégies communicationnelles et à s'engager dans l'élargissement international de leurs actions, malgré des contextes nationaux parfois imprégnés d'un certain répit de luttes politiques et d'un anéantissement du champ militant. L'espoir d'une revitalisation de l'engagement par le bas nous semble donc mobiliser ces groupes militants, ancrés localement, qui parviennent pourtant à mobiliser les ressources internationales à des fins locales et à convertir un capital politique local en ressources utiles à la mobilisation transnationale.

À l'instar des mouvements politiques d'avant-garde, les MAM ont adopté une stratégie transnationale, en utilisant une variété de canaux de diffusion, la presse, la radio, la télévision, les TIC. Au moins trois manifestations témoignent de l'existence des réseaux transnationaux via Internet, le mouvement zapatiste, les manifestations à Seattle et à Gênes. Ces transformations présentent les médias de plus en plus comme des acteurs sociaux importants pour la création de nouveaux forums à l'échelle mondiale.

C'est cet aspect qui a attiré notre attention car les travaux consacrés à ce sujet ont montré comment Internet peut favoriser la constitution de coalitions transnationales et l'émergence d'une société civile transnationale qui adapte ses formes de lutte à la mondialisation économique. Parmi les sites que nous avons consultés, nous pouvons citer celui du mouvement zapatiste, *Zapatistes dans le cyberespace*, qui a su utiliser Internet pour populariser sa lutte auprès de l'opinion publique international, ou encore le site ATTAC-France qui a accompagné et favorisé la naissance de l'association ATTAC. Le caractère global qui entoure les sites militants altermondialistes s'explique par l'existence d'un espace public indépendant des appartenances territoriales Il est gouverné par des logiques autonomes et par des codes de comportement spécifiques. À notre avis, les rapports de force entre les dimensions mondiales ou transnationales et les dimensions locales ou régionales, s'alimentent mutuellement et restent ainsi dynamiques.

S’agissant d’un espace maintenant virtuel – le cyberespace –, nous pensons que le terme glocalisation prend ici convenablement sa place, parce que nous ne pouvons pas définir le global en excluant le local, et le caractère global prévoit l’imbrication du dedans et du dehors, des logiques internes et des logiques externes au cadre de l’État-nation. Selon nous, ce concept permet d’articuler des aspects de macro échelles et de micro échelles du monde social, connections que nous trouvons souvent obscurcies par l’approche économique de la mondialisation représentée par des macro processus, tels le marché mondial, les entreprises multinationales ou encore les accords des organisations internationales, en opposition aux microprocessus particuliers, les communautés en l’occurrence. Ainsi le terme de glocalisation permet-il de concilier les dichotomies global/local, macro/micro et homogénéité/hétérogénéité qui nuisent amplement à l’analyse de la mondialisation, et par conséquent à celle des MAM.

Nous n’avons abordé les rapports sociaux entre local/global que dans la troisième partie de notre recherche. Avec les TIC, les frontières spatiales mais aussi temporelles seraient élargies, et le terme global est souvent associé de façon négative à la mondialisation des marchés. Mais le global devient le cadre dans lequel s’organise désormais le risque du face-à-face entre société et marché, société et environnement. C’est dans le concept « global » que des novelles identités se manifestent, avec de nouvelles stratégies de communication.

Le clivage entre territoire local mondialisé et mondialisation des territoires sépare deux mondes où, dans le premier, règne le marché mondial et où, dans le second, interviennent de façon déterminante des considérations culturelles liées à l’Etat-nation. L’analyse de l’interaction de ces mondes a montré le bouleversement de l’identité collective traditionnelle fondée sur des idéologies religieuses, de classe, de sexe, ethniques. En même temps des nouvelles alliances transnationales – la communauté latine en Europe ou la communauté hispanique aux États-Unis – sont en formation. Ces constructions identitaires contemporaines se structurent autour du croissement entre terrain local et espace transnational. Dans cette approche l’espace public est dénaturé et dépasse le statut de simple contexte géographique et de ce fait la proximité spatiale devient un instrument pour décrypter les logiques sociétales.

Notre étude a montré une réelle préoccupation pour un militantisme dépassant les frontières, ce sujet concerne le plus grand nombre des sites Internet. À ce sujet nous signalons la difficulté que représente le choix d'un corpus d'étude, celui-ci étant théoriquement illimité dans la mesure où l'organisation en réseaux de cette nébuleuse amène les acteurs à circuler d'un groupe à l'autre, ceci pour amplifier en temps réel les contacts entre niveaux locaux et globaux. Cependant, nous avons choisi l'un des groupes le plus emblématiques de la mouvance altermondialiste ATTAC, considéré par plusieurs auteurs, comme l'association exemplaire d'une nouvelle façon de militer.

Derrière ce mode de fonctionnement sur le *web*, l'accès facilité à l'information, la visibilité des opinions, le transversalité et l'interactivité des échanges, émerge un contrôle réciproque entre la base et les dirigeants. La réciprocité s'installe dans la mesure où, du côté des adhérents, la connaissance de l'agenda de l'association, et les dossiers en cours peut ne pas être une réalité obscure et éloignée et, du côté des dirigeants, il n'est pas nécessaire d'attendre l'échéance des votes pour connaître l'opinion de la base. Cette façon d'agir est fondée sur l'intériorisation des certaines normes ou règles de fonctionnement interne. Il s'agit des rapports entre la structure globale de l'organisation et l'interaction réelle de chaque militant,

À partir du moment où la souplesse et la discussion sont valorisées par opposition aux procédures formelles (perçues comme rigides et stériles), il faut aussi s'attendre à ce que le débat et l'argumentation deviennent des principes forts du processus décisionnel. Le mode de prise de décision réel suit donc une dynamique communicationnelle de flux et reflux entre adhérents et dirigeants. Ainsi la multiplicité des échanges réduit l'écart entre la base et la direction et minimise l'hégémonie éventuelle des dirigeants.

L'usage d'Internet permet de lier étroitement discussion et décision, et contribue à faire de celle-ci le fruit du réel consentement de la part des adhérents, autant d'éléments qui inciteraient à conclure qu'Internet peut largement contribuer à l'installation de la démocratie interne. À la suite de ces observations, nous avons considéré que ces pratiques impliquent l'exigence d'identifier les individus qui se servent réellement d'Internet pour l'Association ATTAC. Nous avons limité notre analyse que nous limitons à l'étude d'un collectif local ATTAC-54 de Nancy. La troisième partie de notre travail a été vouée à décrire les pratiques sociales de ce collectif et l'usage qu'ils font des TIC.

Nous avons orienté notre recherche à l'identification des individus qui se trouvent derrière les réseaux militants sur Internet. Est-ce qu'il s'agit des mêmes individus, qui militent quotidiennement sur le terrain ?

Nous avons passé longtemps sur le terrain à résoudre cette question. Une période un peu plus étendue que prévu au départ s'est écoule depuis le début de notre recherche. En effet, nous avons voulu d'abord identifier les groupes locaux dédiés à la lutte altermondialiste ; ensuite les retrouver puis résoudre celui que nous choisirions pour développer notre recherche.

Un travail un peu plus délicat a consisté à faire comprendre parmi les militants nos motivations et par là nous faire accepter au sein des sympathisants d'ATTAC. C'était en tant qu'étudiante préparant une thèse que nous nous sommes présenté aux dirigeants de l'association. Alors, nous avons enquêté dans la ville de Nancy, en France, en tant que sympathisante de l'association ATTAC-54 de 2002 à 2007. Pendant cette longue période d'observation, les motivations de l'engagement des adhérents, leurs pratiques militantes, puis leurs pratiques informatiques ont nourri notre étude empirique.

Sur le plan méthodologique, nous avons procédé à l'analyse sociodémographique des militants en exploitant des constatations issues de l'assistance aux réunions internes, aux réunions publiques, ainsi que la contribution à l'organisation des actions militantes, telle la participation à des séances de discussion de spécialistes. L'analyse des pratiques sociales et technologiques, ainsi que celles des parcours militants, ont été conduites à partir d'un questionnaire qui a permis d'élaborer une vision quantitative du collectif.

Nous avons interrogé des individus, membres fondateurs de l'Association, ceux qui en sont partis, ceux qui sont actuellement adhérents et enfin ceux qui sont des sympathisants, résidant au moment de l'enquête dans la ville de Nancy. Nous disposons ainsi des données quantitatives sur 59 individus, d'une population qui est passée, entre 2003 et 2008, de 320 à 150 adhérents. Par ailleurs le danger de non représentativité de l'échantillon nous l'avons compensé par une enquête de type semi directif, réalisée entre septembre 2004 et novembre 2008 consistant d'entretiens avec 25 adhérents de l'Association,.

Nous avons constaté que le militantisme des associations comme ATTAC-54 n'est pas le fruit des pratiques informatiques, bien qu'il soit renforcé par l'usage d'Internet. Cependant, cet outil peut induire un véritable engagement distancié de la part des adhérents récalcitrants aux codes et pratiques plus rigides comme serait ceux des partis politiques et des syndicats.

Or, les TIC sont souvent considérées comme des instruments favorisant l'accès à tous les groupes et opinions diverses. Internet comme toute innovation technologique, oblige ceux qui font l'usage à s'adapter à un fonctionnement spécifique. Cependant, par notre travail d'enquête nous n'avons pas pu observer l'appropriation des TIC par les militants d'ATTAC-54. En effet, l'usage des TIC et notamment d'Internet, activement soutenu par certains chercheurs depuis le début des années 2000, n'a pas réussi à modifier les pratiques militantes du groupe. Nous considérons que chez les militants d'ATTAC-54, les pratiques informatiques n'en sont qu'a une première phase d'appropriation. Une étape que quelques chercheurs (Granjon, 2001 ; Trautmann, 2001 ; Matuszack, 2006) considèrent déjà franchie car il serait utilisé en tant qu'outil de mobilisation, fait que nous ne pouvons pas cautionner au vu de nos résultats.

Enfin nous avons constaté que l'imaginaire relatif aux TIC, en particulier les travaux de Patrice Flichy (2001), sur la supposée utilisation massive d'Internet et son influence sur les pratiques sociales et politiques se trouve confrontée à l'accablante réalité selon laquelle seule 30 % de la population l'utilise réellement (Eurostat, 2008), nous avons pu remarquer que le fait d'avoir un ordinateur et l'accès au réseau ne suffit pas pour garantir son appropriation socioculturelle, même si l'investissement de l'outil Internet précède son appropriation sociale et technique. Ainsi, nous rejoignons des approches (Granjon, 2004) qui promeuvent la nécessité impérative de s'intéresser aux processus d'appropriation des connaissances techniques nécessaires à une utilisation continue d'Internet. Nous avons également observé que l'appropriation technique est amplement négligée dans les projets éducatifs de l'association locale.

Il faut noter que cette étude repose d'abord sur un sondage auprès de 59 individus de 25 à 65 ans, mené en juillet 2007, au moyen d'un questionnaire. Nous savons qu'un sondage n'est pas totalement fiable (Gerstlé, 2006 : 54). Ce n'est qu'un élément parcellaire de la réalité, car du sondeur au sondé, jusqu'au public qui reçoit le sondage, tout est subjectivité : le questionnaire est rédigé par un être humain, ce qui traduit un premier biais ; les personnes qui participent au

sondage ne sont pas neutres, pas plus que leur milieu économique, social et culturel ou le contexte dans lequel est effectué le sondage (en l'espèce, le sondage se fait in situ). Aussi celui-ci ne peut-il pas déceler les réponses erronées. Une personne peut mentir volontairement pour se situer dans la norme ou ce qu'elle croit être la norme ou une autre peut se tromper parce qu'elle n'a pas compris la question. Là est la problématique de la sincérité et de la crédibilité des réponses. Notre étude n'élude pas cette interrogation propre à tout sondage : les réponses ont-elles une portée généralisable ?

La méthodologie de recherche que nous avons adopté, pour valider notre propre enquête, combinant l'observation participante *in situ*, des entretiens semi directifs d'adhérents, et des résultats publiés par de chercheurs d'autres disciplines (Sommier, 2001 ; Agrikoliansky, 2003, Eurostat, 2008) nous a permis de trouver certains points de convergence avec eux, ce qui traduit une possibilité de généralisation Et ce malgré les dimensions dissemblables des enquêtes concernées. Cependant la méthodologie quantitative que nous avons adoptée et, des indicateurs statistiques homogènes sélectionnés, nous ont permis d'arriver à de résultants comparables.

Nous considérons que l'analyse méthodologique qualitative et quantitative utilisé ici, est la méthode *ad hoc* pour enrichir l'étude des mobilisations collectives et des processus en vertu desquels les acteurs sociaux confèrent une signification a leur environnement social. Mais en tant que processus il est nécessaire de suivre ces groupes dans la continuité, afin de prendre en compte convenablement l'hétérogénéité des adhérents et leurs motivations, spécialement dans les phases qui vont suivre l'appropriation d'Internet.

Nous avons mis en évidence comment la mondialisation provoque la fragmentation sociale et économique, générant des plus en plus des groupes militants spécifiques. Pour ces groupes minoritaires, de plus en plus nombreux, les transformations du monde se jouent aussi bien dans la configuration des relations spatiales que dans les territoires de l'imaginaire, encore très fortement marqués par les traditions locales. L'association ATTAC-54 est un exemple. Ce collectif est parvenu à coordonner des actions –à un niveau plus large que la localité – nationales et internationales soutenues par ATTAC-France. Nous avons cherché à déterminer dans ses pratiques militantes des évolutions technologiques significatives. Étonnement notre enquête a dévoilée que l'engagement et les attachements de proximité consolident ce collectif prioritairement. La participation collective est fondée sur la capacité du groupe à

communiquer à d'autres individus et/ou groupes leurs objectifs d'une façon traditionnelle (face à face). L'usage des TIC, par les adhérents d'ATTAC-54, représente encore un objectif hors de portée, que quelques uns d'entre eux attribuent au manque de temps, de ressources, de capitaux culturels, sociaux ou économiques.

Nous considérons que l'appropriation de l'outil informatique et sa pratique active repose sur la capacité des militants de l'association à construire leurs propres dispositifs communicationnels. Dans cette démarche la construction identitaire collective demeure le point essentiel. Les adhérents d'ATTAC, ont connu d'abord une croissance importante, accompagnée d'un sentiment d'innovation, ils semblent avoir plus de difficultés à dépasser leur rapport au politique, résultat de la grave crise traversée par ATTAC en 2005-2006. Cette crise est à l'origine d'une baisse significative du nombre d'adhérents. Nous avons pu constater la rupture grandissante entre pratiques sociales et médiatiques. Auparavant les actions des MAM visaient à mobiliser l'opinion lors des sommets, mais à partir de 2007 les médias ont tendance à s'en désintéresser. Nous voudrions aussi mentionner les politiques répressives de l'État vis-à-vis des groupes militants associatifs. L'injustice sociale et la violence subis par certaines associations peuvent contribuer à leur marginalité et les orienter vers des nouvelles formes extrêmes de militantisme tel l'hacktivisme.

Au terme de ce travail nous voudrions formuler des axes de réflexion sur la construction à l'échelon locale d'espaces publics véritablement démocratiques. Mentionnons notamment le rôle des femmes dans les collectifs locaux, ainsi que l'engagement d'une population plus jeune (les moins de 25 ans), jusqu'au aujourd'hui encore très minoritaire dans cette type d'associations.

Les questionnements liés aux problématiques de l'espace public alternatif s'avèrent renforcées. La condition d'égalité est mise en cause par Nancy Fraser (2001), en analysant l'inaccessibilité à l'espace public pour raisons de genre. Le genre s'avère un dispositif particulièrement efficace à l'émergence d'une société hiérarchisée, hautement inégalitaire, stratifiée, dont le cadre institutionnel de base génère des groupes sociaux inégaux qui ont des relations structurelles de domination et de subordination. D'entre les groupes minoritaires subordonnés qui proviennent de l'application de ces pratiques, se retrouvent les femmes, les homosexuels, les noirs, les immigrants, entre autres. Afin de formuler leurs propres identités,

leurs intérêts et leurs besoins ces groupes se constituent en espaces publics alternatifs, tel le cyberespace.

Les caractéristiques d'Internet et sa spécificité en tant que réseau mondial, largement ouvert, décentralisé, illimité et délocalisé, encouragent le débat qui oppose réseau virtuel et espace local. Vu que les solidarités et les affinités sont tissées dans des espaces publiques réels avec des projections vers d'autres espaces réels et non plus en tant que métaphores géographiques, l'étude des interactions entre espace virtuel et réel est décisive pour repérer l'appui aux pratiques politiques que peut offrir Internet, et par conséquence son influence potentielle sur les constructions identitaires collectives.

Bibliographie

A

Agnoletto V., 2004, *Prima persona : le nostre ragioni contro questa globalizzazione*, Roma, Laterza.

Agnoletto V., 2005, *Per una nouva democrazia globale : sedi, strumenti,culture e contenuti*, Convegno nazionale della CGIL, Roma, 30-31 marzo 2004, Roma, Ediesse.

Agrikoliansky E., 2003, « De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie (s) d'un nouveau cadre d'action collective », Colloque du GREMM *Les mobilisations altermondialistes*, 3-5 décembre 2003, Paris.

Agrikoliansky E., Fillieule O., Mayer N., 2005, dirs, *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion.

Agrikoliansky E., Sommier I., 2005 dirs, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris Éd. La Dispute.

Agrikoliansky E., Fillieule O., Sommier I., 2008, dirs, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Éd. Karthala.

Albrow M. and King E., 1990, *Globalization, Knowledge and Society*, London, Sage.

Alvarez S., 1992, *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy, and Democracy*, Boulder: Westview Press.

Amin S., 2002, *Mondialisation des résistances*, Paris, Éd. Syllepse.

Andreff W., 1990, *Les multinationales*, Paris, Éd. La Découverte.

Ansart O., 2004, *La justification des théories politiques : la liberté et l'égalité considérées comme des suppositions*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Appadurai A., 1996, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, trad. de l'anglais par Fr. Bouillot, Paris, Payot, 2005.

Appadurai A., 2001, *Globalization*, London, Duke University Press.

Archibugi D., Lundvall B., 2001, *The Globalizing Learning Economy*, Oxford, Oxford University Press.

Aron R., 1996, *Les Conventions de la guerre froide* dans *Une Histoire du XXe siècle*, Paris, Plon.

Arthuis J., 1993, *Les délocalisations et l'emploi*, Paris, Éd. d'Organisation.

Assayag J., 2005, *La mondialisation vue d'ailleurs*, Paris, Éd. Le Seuil.

ATTAC, 1999, *Contre la dictature des marchés*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2000, *Les paradis fiscaux*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2000, *Tout sur Attac*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2001, *Agir local, penser global*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2001, *Avenue du plein emploi*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2001, *Enquête au cœur des multinationales*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2001, *Remettre l'OMC à sa place*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2002, *Attac au Zénith*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2003, *Quand les femmes se heurtent à la mondialisation*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2004, *Le développement a-t-il un avenir ?*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2005, *L'OMC en guerre contre la société*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2006, *Le Petit Alter Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2006, *Pauvreté et inégalités. Ces créatures du néolibéralisme*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2007, *Le G8 illégitime*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2008, *Mondialisation de la prostitution : une atteinte à la dignité humaine*, Paris, Éd. Mille et une Nuits.

ATTAC, 2009, *Commerce équitable... Produire, vendre et consommer autrement*, Paris, Éd. Syllepse.

ATTAC, 2009, *L'Europe à quitte ou double*, Paris, Éd. Syllepse.

ATTAC, 2009, *Sortir de la crise globale, vers un monde écologique et solidaire*, Paris, Éd. La Découverte.

ATTAC, 2009, *Sortir de la crise globale, Vers un monde solidaire et écologique*, Paris, Éd. La Découverte.

ATTAC, 2009, *Souveraineté alimentaire... Que fait l'Europe ?*, Paris, Éd. Syllepse.

Augey D., 2003, « Les journalistes : petits maillons au bout de la chaîne industrielle », *Hermès*, 35, pp. 73-80.

B

Baechler J., 1971, *Les origines du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Badie B., 1999, *Un monde sans souveraineté : États entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard.

Bandler M., 2003, « Le contre sommet du G8 d'Evian : éléments pour une sociographie des militants altermondialistes », Colloque du GREMM *Les mobilisations altermondialistes*, 3-5 décembre 2003, Paris.

Barber B., 1995, *Djihad versus McWorld : mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, trad. de l'anglais par Michel Valois, Paris, Hachette, 2001.

Barber B., 2006, *Comment le capitalisme nous infantilise*, trad. de l'anglais par Lise et Paul Chemla, Paris, Fayard, 2007.

Barbot J., 2002, *Les malades en mouvements. La médicine et la science à l'épreuve du sida*, Paris, Balland.

Barthelemy M., 1995, « Evolution du militantisme associatif », *Hommes et libertés*, 83, pp. 11-15.

Barthelemy M., 1998, « Les associations dans la société française : un état des lieux », *Cahiers du CEVIPOF*, 10.

Barthes R., 1970, *Mythologies*, Paris, Éd. Le Seuil.

Baschet J., 2002, *L'étincelle zapatiste*, Paris, Denoël.

Baschet J., 2005, *La rébellion zapatiste*, Paris, Flammarion.

Bauman Z., 1999, *Le Coût humain de la mondialisation*, Paris, Éd. Pluriel.

Beaud O., 1994, *La puissance de l'Etat*, Paris, Presses universitaires de France.

Beaud M., 1999, *Mondialisation : Les mots et les choses*, Paris, Éd. Karthala.

Beaud M., 2000, *Histoire du capitalisme : de 1500 à 2000*, Paris, Éd. du Seuil.

Beck U., 1986, *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, trad. de l'allemand par Laure Bernardi, Paris, Flammarion, 2008.

Beck U., 1997, *What is Globalization ?*, trad. Patrick Camiller, London, Sage, 2000.

Beck U., 2002, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, trad. de l'allemand par A. Duthoo, Paris, Aubier, 2003.

Bénichi R., 2003, *Histoire de la mondialisation*, Paris, Jacques Marseille.

Berger P., Luckmann T., 1967, *The Social Construction of Reality. A treatise in the Sociology of Knowledge*, Garden City, Doubleday.

Berger S., 2007, *Made in monde: les nouvelles frontières de l'économie mondiale*, Paris, Éd. du Seuil.

Bernard F., dir, 2002, *Dictionnaire critique de la mondialisation*, Paris, Éd. Pré-aux-Clercs.

Blanchard P., 1995, *Pirates de l'informatique : enquête sur les hackers français*, France, Addison-Wesley.
Boltanski L, 1994, *La souffrance à distance*, Paris, Éd. Métaillé.
Boltanski L., Chiapello E., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
Boucher S., Royo M., 2006, *Les think tanks*, Paris, Éd. Le félin.
Bourdieu P., dir, 1993, *La Misère du monde*, Paris, Éd. Le Seuil.
Bové J., Dufour F., 2000, *Le monde n'est pas une marchandise*, Paris, Éd. La Découverte.
Boyer R., 1997, *Mondialisation au-delà des mythes*, Paris, Éd. La Découverte.
Braudel F., 1985, *La Dynamique du capitalisme*, Paris, Arthaud.
Breton P., 1995, *L'utopie de la communication*, Paris, Éd. La Découverte.
Breton P., 2000, *Le culte de l'Internet*, Paris : Éd. La Découverte.
Brzezinski Z., 1970, *La révolution technétronique*, trad. de l'anglais par Jean Viennet, Paris, Calmann-Lévy, 1971.
Burbach R., 1994, « Roots of the Postmodern Rebellion in Chiapas », *New Left Review*, 205 May/June.
Busino G., 2001, in : Mercure D., dir, « *Quelles significations attribuer aux processus de rationalisation de la mondialisation ? »*, Canada, De Boeck.
Busino G., 2006, « Les défis de la mondialisation », *Revue européenne des sciences sociales*, 134, pp. 33-44.

C

Cardon D., 2003, « Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste », Colloque du GREMM *Les mobilisations altermondialistes*, 3-5 décembre 2003, Paris.
Cardon D., Prieur C., 2007, « Les formes de la discussion dans les blogs politiques », Colloque *Les usages partisans de l'internet*, Nancy, 21 et 22 juin 2007.
Cassen B., 2003, « On the attack », *New Left Review*, 19, pp. 41-60.
Castells M., 1996, *L'ère de l'information*, tome 1, *La société en réseaux*, trad. de l'anglais par P. Delamare, Paris, Fayard, 1998.
Castells M., 1997, *L'ère de l'information*, *tome 2, Le pouvoir de l'identité*, trad. de l'anglais par P. Chemla, Paris, Fayard, 1999.

Castells M., 1997, *L'ère de l'information, tome 3, Fin de millénaire*, trad. de l'anglais par J. P. Bardos, Paris, Fayard, 1999.

Castells M., 2001, *Capitalismo, mundialización, socialismo*, Montevideo, Ed. Izquierda hoy.

Castoriadis C., 1973, *La société bureaucratique : la révolution contre la bureaucratie*, Paris, Éd. 10/18.

Cefaï D., 2001, *Les formes de l'action collective*, Paris, Éd de l'École des hautes études en sciences sociales.

Cerny P. G., 1995, « Globalization and the Changing Logic of Action Collective », *International Organization*, Vol. 49, N°4.

Cerny P. G., 2005, « Terrorism and the New Security Dilemma », *Naval War College Review*, Vol. 58, N°1.

Chambat P., 1995, « Espace public, espace prive : le rôle de la médiation technique », in Pailliart I., dir, *L'espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, Ellug.

Champagne P., 1990, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Éd. de Minuit.

Champagne P., 1993, « La vision médiatique » in Bourdieu P., dir., : *La misère du monde*, Paris, Éd. du Seuil.

Champagne P., 1999, « Médias et mouvements sociaux », *Réseaux*, 17, pp. 19-85.

Chaniac R., 2003, « L'audience, un puissant artefact », *Hermès*, 37, pp. 35-50.

Charaudeau P., 2005, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.

Chassard Y., Fleury M. J., Maire J., Réactions et réponses à la mondialisation. Les syndicats à l'épreuve de la mondialisation, Paris, IFRI.

Chomsky N., 1999, *Le profit avant l'homme*, trad. de l'anglais par Jacques Maas, Paris, Éd. 10-18, 2003.

Cohen J., Arato A., 1994, *Civil Society and Political Theory*, London, The Mit Press.

Cohen R., 2000, *Global Social Movements*, London, The Athlone Press.

Cohen M., 1987, *Du rêve sioniste à la réalité israélienne*, trad. Jean Baptiste Grasset, Paris, Ed. La Découverte 1990.

Cohen E., 2005, *Le nouvel âge du capitalisme : bulls krachs et rebonds*, Paris, Fayard.

Contamin G., 2005, *La démobilisation politique*, Paris, Éd. La dispute.

Crochet A., 1997, « Le concept de globalisation : mythes et réalités », *Mondialisation et domination économique*, Paris Éd. Economica.

D

Dacheux É., 2008, « Utopie et SIC. Pour une approche plurielle des démocraties contemporaines », *Communication*, Vol 26, 2, pp. 23-58.

Dagorn R. E., 2007, in : Retaillé D., dir, *La mondialisation*, Paris, Nathan.

Dahlberg L., 2001, « Computer-Mediated Communication and The Public Sphere : A Critical Analysis », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 7 (1) article 1.

Dahlgren P., 1994, « L'espace public et les médias:une nouvelle ère ? », *Hermès*, n°13-14, pp. 243-262.

Dahlgren P., 2000, *Media and Political Engagement : Citizens, Communication and Democracy*; New York, Cambridge University Press.

Dahlgren P., 2000, « L'espace public et l'Internet, structure, espace et communication », *Réseaux*, 100, pp. 157-186.

Dahlgren P., 2004, *Cyberprotest : new media, citizens and social movements*, London, Routledge.

Daugherty T., Lee W. N., Kim K., Outhavong S., 2005, « Organizational Virtual Communities : Exploring Motivations Behind Online Panel Participation », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 10 (4) article 9.

De Certeau M., 1990, *L'invention du quotidien. I. Arts de faire*, Paris, Gallimard.

Delacroix X., 2004, *Influencer la démocratie, démocratiser l'influence*, Paris, Éd. Valoritem.

Della Porta D., Kriesi H., Rucht D., dirs., 1999, *Social Mouvements in a Globalizing World*, Londres, Macmillan.

Della Porta D., 2002, *Global No Global New Global*, Roma, Laterza.

Della Porta D., 2003, « Globalisation et mouvements sociaux », *Pôle Sud*, 19, pp. 175-195.

Della Porta D., 2003, « Democracy in movement : organizational dillemma and globalization from below », Colloque du GREMM *Les mobilisations altermondialistes*, 3-5 décembre 2003, Paris.

Della Porta D., AndrettaM., Mosca L., 2006, *Globalization from below : Transnational activists and protest networks*, Minneapolis, Minnesota Press.

Demers F., 1995, « Crise de l'Etat-nation et communication politique interne. Une ligne de fracture nommée démocratisation », *Hermès*, n° 17-18, pp. 267-285.

Denord F., 2002, « Aux origines du néo-libéralisme en France », *Le mouvement Social*, 195, pp. 35-77.

Dictionnaire de L'Académie française, 8th Edition (1932-5)

Dollfus O, 2001, *La Mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po.

Durand C., 2006, *Altermondialistes : chroniques d'une révolution en marche*, Paris, Éd. Alternatives.
Durkheim E., 1893, *De la division du travail social*, Paris, Presses universitaires de France, 2007.
Drainville André., 2004, *Contesting Globalization. Space and Place in the World Economy* , London, Routlege.

E

Esteva G., Prakash M. S., 1998, *Grassroots Postmodernism : Remaking the Soil of Cultures*, London, Zed Books.
Esteva G., 1998, « Beyond Development, What ? », *Development in Practice*, Vol. 8, No.3.
Eugène E., 2002, *Le lobbying : une imposture ?*, Paris, Éd. Le cherche Midi.
EZLN, 1994, *EZLN : documentos y comunicados tomo 1, 1° de enero al 8 de agosto de 1994*, México, Ed. Era.
EZLN, 1994, *EZLN : documentos y comunicados tomo 3, 2 de octubre de 1995 al 24 de enero de 1997*, México, Ed. Era.
EZLN, 1995, *EZLN : documentos y comunicados tomo 2, 15 de agosto de 1994 – 29 de septiembre de 1995*, México, Ed. Era.

F

Falk R., 2004, *The declining world order*, London, Routledge.
Farchy J., Raniavoson H., « La diversité culturelle soubassements économiques et volonté politique », *Hermès*, 40, pp. 33-38.
Farro A., 2000, *Les mouvements sociaux*, Québec, Les Presses de l'Université de Montréal.
Favre P. dir, 1990, *La Manifestation*, Paris, Presses de la Fondation national des sciences politiques.
Fillieule O., 1993, *Sociologie de la protestation*, Paris, Éd. L'Harmattan.
Fillieule O., Péchu C., 1993, *Lutter ensemble, les théories de l'action collective*, Paris, Éd. L'Harmattan.
Fillieule O., Blanchard P., Agrikoliansky E., Bandler M., Passy F., Sommier I., 2004, « L'Altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes

d'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix*, Vol 17, N° 68, pp.13-48.

Fillieule O., 2005, *Le désengagement militant*, Paris, Éd. Belin.

Flichy P., 1991, *Une histoire de la communication moderne*, Paris, Éd. La Découverte.

Flichy P., 2001, L'imaginaire d'Internet, Paris, Éd. La Découverte.

Forrester V., 1996, *L'horreur économique*, Paris, Fayard.

Foucault M., 1969, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard.

Foucault M., 1971, *L'ordre du discours. Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, Paris, Gallimard.

Fougier E., 2002, *Réactions et réponses à la mondialisation,* Paris, IFRI.

Fougier E., 2004, « Le mouvement altermondialiste », *Problèmes politiques et sociaux*, 897 pp. 5-12.

Fougier E., 2004, *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation ?*, Paris, Éd. Lignes de repères.

Fougier E., 2006, *L'altermondialisme*, Paris, Éd. Le Cavalier Bleu.

Fraenkel B., 1992, *La signature. Genèse d'un signe*, Paris, Gallimard.

Friedman D., 1992, *Vers une société sans Etat*, Paris, Éd. Belles lettres.

Friedman M., 1992, *La monnaie et ses piéges*, Paris, Dunod.

Friedman T., 2005, *La terre est plate : une brève histoire du XXIe siècle*, trad., de l'anglais par Laurent Bury, Paris, Saint-Simon, 2006.

Fuller R. B., 1973, *Earth Inc*., Nex York, Anchor Press.

Fraser N., 2001, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telles qu'elle existe réellement », *Hermès*, 31, pp. 125- 156.

G

Galland B., 1995, *Politiques de logement et gestion immobilière*, Genève, Georg.

Galland B., 1996, « De l'urbanisation à la glocalisation. L'impact des technologies de l'information et de la communication sur la vie et la forme urbaine », *Terminal*, pp. 71-72.

Gamson A., 1999, *Movimientos sociales : perspectivas comparadas*, Spain, Itsmo.

García Clancini N., 1990, *Culturas híbridas. Estrategias para entrar y salir de la modernidad*, México, Grijalbo.

García Clancini N., 2002, *Consumidores y ciudadanos : Conflictos culturales de la globalización*, México, Grijalbo.

Gaudin J. P., 2002, *Pourquoi la gouvernance ?*, Paris, Presses de Sciences Po.

Gaxie D., 1977, « Economie des partis et rétribution du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, 27, pp. 123-154.

Gaxie D., 1978, Le cens caché : inégalités culturelles et ségrégation politique, Paris, Éd. du Seuil.

Gaxie D., 2003, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien.

Gayer L., 2003, « Le voleur et la matrice. Les enjeux du « cybernationalisme » et du « hacktivisme », *Questions de recherche*, 9, Paris, Centre d'études et de recherches internationales Sciences Po.

Geertz C., 2003, *Savoir local, savoir global : les lieux du savoir*, Paris, Presses universitaires de France.

George E., 2001 « Relecture du concept d'espace public à l'heure d'Internet », *Emergences et continuité dans les recherches en information et communication, Actes du XIIe Congrès nationale de l'information et la communication*, UNESCO, Paris du 10-13 janvier 2001.

George E., 2001, *L'utilisation d'Internet comme mode de participation à l'espace public dans le cadre de l'AMI et au sein d'Attac : vers un renouveau de la démocratie à l'ère de l'omnimarchandisation du monde ?*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Lyon, Ecole Normal Supérieure de Lyon, Montréal : Université de Québec à Montréal.

George S., 1976, *Comment meurt l'autre moitié du monde*, trad. de l'anglais par Zéno Bianu Paris, Laffont, 1978.

George S., 2002, *La mondialisation libérale*, Paris, Gasset.

Gerhards J. et Rutch D., 1992, « Mesomobilisation : Organizing and Framing in Two Protest Campaigns in West Germany », *American Journal of Sociology*, 98-3, pp. 555-596.

Gerstlé J., 2004, *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2008.

Ghiglione R., Matalon B., 1970, *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratique*, Paris, Armand Colin.

Ghiglione R., Bromberg M., 1998, *Discours politique et télévision*, Paris, Presses Universitaires de France.

Giddens A., 1990, *Les conséquences de la modernité*, trad. de l'anglais par O. Meyer, Paris, Éd. L'Harmattan, 1994.

Giddens A., 1994, *Beyond Left and Right : the future of radical politics*, Cambridge, Polity Press.

Giddens A., 2000, *La troisième voie : le renouveau de la social démocratie*, Trad. de l'anglais par Laurent Bouvet, Emilie Colombani et Frédéric Michel, Paris, Éd. du Seuil, 2002.

Gingras A. M., 2003 La communication politique : état de savoirs, enjeux et perspectives, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Giugni M., Bandler M., Eggert N., 2007, « Contraintes nationales et changement d'échelle dans l'activisme transnational » *Lien social et Politiques*, 58, pp. 41-55.

Gobille B., 2005, « Cosmopolites et enracinés », in Agrikoliansky E., Sommier I., 2005 dirs, *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris Éd. La Dispute.

Goetz A. M., 2000, *Contesting Global Governance*, Cambride, Cambridge University Press.

Goffman E., 1959, *La mise en scène de la vie quotidienne. 1- La présentation de soi*, Paris, Éd. de Minuit, 1973.

Goffman E., 1991, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Éd. de Minuit.

Goldman D., 2007, *Globalisation and the Western Legal Tradition*, New York, Cambridge University Press.

Granjon, F., 2001, *L'Internet militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*, Paris, Éd. Apogée.

Granjon, F., 2002, « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », *Le Mouvement Social*, 200, pp 11-32.

Granjon F., 2004, « Les sociologies de la fracture numérique. Premiers jalons critiques pour une revue de la littérature », *Questions de communication*, 6.

Gosselin A., 1995, « La communication politique. Cartographie d'un champ de recherche et d'activité », *Hermès*, 17-18, pp. 17-36.

Guillen M. F., 2001, « Is Globalization Civilizing, Destructive or Feeble ? A Critique of Five Key debates in the Social Science Literature » *Annual Revue Sociologycal*, 27, pp. 235-260.

H

Habermas J., 1987, *Théorie de l'agir communicationnel. 1- Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, Paris, Fayard.

Habermas J., 1962, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, trad. d'allemand par Marc B. de Launay, Paris, Payot, 1992.

Habermas J., 1998, *Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard.

Haché A., 2006, *Le mouvement altermondialiste, versus les technologies de l'information et de la communication : Usages, pratiques et valeurs de l'activisme contemporain*, Thèse en Economie sociale, Université Toulouse 2 Le Mirail.

Hamel P., 2001, *Globalization and Social Movements*, New York, Macmillan.

Hardt M., Negri A., 2000, *Empire*, Paris, Exils.

Hayter T., 1972, *Aid as Imperialism*, Harmondworth, Penguin Books.

Held, D., 1995, *Democracy and the Global Order: From the Modern State to Cosmopolitan Governace*, Cambridge, Polity 2008.

Held D., 1999, *Global Transformations: Politics, Economics and Culture*, Cambridge, Polity.

Held D., 2004, *Un nouveau contrat mondial* : *pour une gouvernance social-démocrate*, trad. de l'anglais par Rachel Bouyssou, Paris, Presses Sciences Po, 2005.

Held D., 2007, *Globalization, anti-globalization: beyond the great divide*, Cambridge, Polity.

Hirst P., Thompson G., 1996, *Globalization in Question*, Cambridge, Polity.

Holton R. J., 1998, *Globalization and the Nation-State*, London, Macmillan.

Hoogvert A., 2001, *Globalization and the Post-colonial World*, London, Palgrave.

Houtart F., 2002, *Mondialisation des résistances : l'état des luttes*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Huyghe F. B., 2001, *L'ennemi à l'ère numérique. Chaos, information, domination*, Paris, Presses universitaires de France.

Huyghe F. B., 2005, *Comprendre le pouvoir stratégique des médias*, Paris, Éd. Eyrolles.

I

Inglehath R., 1977, *The Silent Revolution*, Princenton, Princenton University Press.

Ion J., 1997, *La fin des militants ?*, Paris, Éd. L'atelier.

Ion, J., 2001, *L'engagement au pluriel*, Paris, Publications de l'Université de Saint Etienne.

J

Jarré D., 2006, « Démocratie participative : état et perspectives ouvertes par la Constitution européenne », Bruxelles 8-9 mars.
Juhem P., 1999, « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux », *Réseaux*, 98, pp. 120-152.
Jordan T., 2003, *S'engager ! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs…*, trad. de l'anglais par S. Saurat, Paris, Éd. Autrement.
Jouët J., 1990, *Les nouvelles technologies de communication : orientation de la recherche*, Paris, Unesco.

K

Kearney A. T., Inc, 2006, *The Globalization Index*, Global Outlook : International Urban Research Monitor, www.atkearney. org.
Keck M., Sikkink K., 1998, Activist Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics, London, Cornell University Press.
Keynes J. M., 1930, *Théorie général de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. de l'anglais par Jean Largentaye, Paris, Payot, 1966.
Klandermans B., 1984, « Mobilization and Participation: Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory » *American Sociological Review*, 49, 5, pp. 583-600.
Klandermans B., Oegema D., 1987, « Potentials, Networks, Motivations, and Barriers steps towards Participation in Social Movements », *American Sociological Review*, 52, 5, pp. 519-531.
Klandermans B., 1988, « The Formation and Mobilization of Consensus », *International Social Movement Research*, 1.
Klein N., 2000, *No Logo : la tyrannie des marques*, Paris, Éd. J'ai lu, 2007.
Kobrin S. J., 1982, *Managing Political Risk Assessment : Strategic reponse to Environmental Change*, Berkeley, University of California Press.
Kondratieff N., 1992, *Les Grands cycles de la conjoncture*, Paris, Éd. Economica.
Korten D. C., 2001, *Quand les multinationales gouvernent le monde*, trad. de l'anglais par Nadège Renaud, France, Y. Michel, 2006.
Kriesi H., Della Porta, D., 1998, *Social Movements in a Globalizing World*, London Macmillan.
Krulic B., 1999, « Le nation : une idée dépassée ? », *Problèmes politiques et sociaux*, 832.

L

Lacroix G., 1997, *Le mirage Internet*, Paris, Vigot.

Lafay G., 2002, *Comprendre la mondialisation*, Paris Éd. Economica.

Laïdi Z., 1994, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard.

Laïdi Z., 2001, *La Gauche à venir. Politique et mondialisation*, Paris, Éd. de l'Aube.

Laïdi Z., 2004, *La grande perturbation*, Paris, Flammarion.

Lagroye J., 1993, *Sociologie politique*, Paris, Dalloz, 2006.

Lallement M., 1993, Histoire des idées sociologiques : des origines à Weber, Paris, Éd. Circa.

Landes D., 2000, *Richesse et pauvreté des nations: Pourquoi des riches ? Pourquoi des pauvres ?*, Paris, Albin Michel.

Lash S., Urry J., 1994, *The end of Organized Capitalism*, Royaume-Uni, Oxford Polity press

Latouche, S., 2006, « Les illusions de la techno démocratie de marché mondialisée », *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 134, pp. 181-193.

Laudicina P., 2005, *Le désordre du monde. Les grands axes de l'avenir*, Paris, Vuibert.

Lazarsfeld P., 1965, *Le vocabulaire des sciences sociales*, Paris, Mouton.

Le Bot Y., 1997, *Le rêve zapatiste*, Paris Éd. du Seuil.

Le Dictionnaire Le Nouveau Petit Robert de la langue française (2008), Paris, Dictionnaires Le Robert.

Le Goff J., 2001, *Marchands et banquiers du Moyen Age*, Paris, Presses universitaires de France.

Leclerc G., 2000, *La mondialisation culturelle. Les civilisations à l'épreuve*, Paris, Presses universitaires de France.

Lévêque S. 1999, « Crise sociale et crise journalistique » *Réseaux*, 98, pp. 89-117.

Levitt T., 1991, *Réflexions sur le management*, Paris, Dunod.

Lipschutz R., 1996, *Global Civil Society and Global Environmental Governance*, Albany, N.Y. State University of New York Press.

Livet P., 1994, *La communauté virtuelle*, France, Éd. de l'Éclat.

Losson C., Quinio P., 2002, *Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation*, Paris, Gasset.

M

Macé E., 2006, *Les imaginaires médiatiques*, Paris, Éd. Amsterdam.

Maddison A., 1977, *Les phases du développement capitaliste*, trad. de l'anglais par Roland Granier, Paris, Éd. Economica, 1981.

Marcos S., 1994, *Ya Basta ! : les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*, Paris, Dagorno.

Marín G., 1994, *Rebelión en Chiapas*, Santiago, Éd. Pluma y Pincel.

Mathieu L., 2001, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin.

Mathieu L., 2004, « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective », *Revue française de sociologie*, 43-5, pp. 561-580.

Mathieu L., Pattieu S., 2007, *L'engagement en questions. Regards sur les pratiques militantes*, Contretemps, 19, Paris, Textuel.

Marx K., Engels F., 1848, *Le manifeste du parti communiste*, Paris, Nathan, 1981.

Matterlat A., 1994, *L'invention de la communication*, Paris, Éd. La Découverte.

Mattelart A., 1995, *Histoire des théories de la communication*, Paris, Éd. La Découverte.

Matterlat A., 2000, Vers une globalisation ? *Réseaux*, 100, pp. 81-94.

Matterlat A., 2002, *La mondialisation de la communication*, Paris : Éd. La Découverte.

Mattelart A., 2007, *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris, Éd. La Découverte.

Matuszak C., 2006, *Stratégies cybermédiatiques des mouvements anarchistes et nationalistes révolutionnaires : parcours sémiotique dans l'internet de mouvements transgressifs*, Thèse de doctorat, Université de Lille.

Matuszak C., 2007, « L'internet comme moyen d'un renouvellement de la pensée et des pratiques. Quelles stratégies chez les mouvements anarchistes et nationalistes révolutionnaires ? », Colloque *Les usages partisans de l'internet*, Nancy, 21 et 22 juin 2007.

Maurer S., 2001, *Les chômeurs en action*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Mayer N., Perrineau P., 1992, *Comportements politiques*, Paris, Armand Colin.

Mayer N., 2002, *La démocratie à l'épreuve : une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Science Po.

Mayer N., dir, 2005, *L'Alter mondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion.

Mc Luhan M., 1962, *La galaxie Gutenberg. La genèse de l'homme typographique*, trad. de l'anglais par Jean Paré, Paris, Gallimard, 1977.

McLuhan M., 1964, *Pour comprendre les médias : les prolongements technologiques de l'homme*, trad. de l'anglais par Jean Paré, Paris, Éd du Seuil, 1977.

Mc Luhan M., Fiore Q., 1968, *Guerre et paix dans le village planétaire*, Paris, Robert Laffont, 1970.

Mc Luhan M., 1970, *The Global Village : Transformations in World Life and Media in the 21st Century*, Paris, Robert Laffont, 1989.

Melucci A., 1999, *Acción colectiva, vida cotidiana y démocracia*, México, Colegio de México.

Mercure D., 2000, « Les secrets de la main invisible », in A. Petitat, dir., *Secret et lien social*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Mercure, D., 2001, dir, *Une Société-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Canada, De Boeck.

Mertes T., 2004, *A movement of movements : is another world really possible ?*, London, Verso.

Michalet C. A., 1976, *Le capitalisme mondial*, Paris, Presses universitaires de France.

Michalet C. A., 2007, *Mondialisation. La grande rupture*, Paris, Éd. La Découverte.

Milani C., 2003, *Démocratie et gouvernance mondiale : quelles régulations pour le XXIe siècle*, Paris, Éd. Karthala.

Minc A., 1997, *La Mondialisation heureuse*, Paris, Plon.

Mitra A., Schwartz R. L., 2001, « From CyberSpace to Cybernetic Space : Rethinking the Relationship between Real and Virtual Spaces », », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 7 (1) article 1.

Monbiot G., 2003, *The Age of Consent : a Manifesto for a New World Order*, London, HarperPerennial.

Moreau Defarges, P., 1997, *La mondialisation*, Paris, Presses universitaires de France. 2005.

N

Negri A., 2000, *Empire*, trad. de l'anglais par Denis-Armand Canal, Paris, Éd. Exilis.

Neveu E. 1999, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, N°98, pp. 19-85.

Neveu E., 2001, « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, 100, pp. 107-135.

Neveu E., 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Éd. La Découverte, 2005.

Neveu E., 2001, *Sociologie du journalisme*, Paris, Éd. La Découverte.

Nielsen/NetRatings, 2004, *United States NetView Usage Metrics*, http :www.nielsen-netratings.com.

Noelle-Neuman E., 1966, *Les sondages d'opinion*, Paris, Éd. de Minuit.

Norris P., 2001, *Digital Divide : Civic Engagement, Information Poverty and the Internet Worldwide*, Cambridge, Cambridge University Press.

North D., 1973, *L'essor du monde occidental : une nouvelle histoire économique*, trad. de l'anglais par Jean-Michel Denis, Paris, Flammarion, 1980.

O

Oakeshott M., 1975, *Ideologies of politique*, London, Oxford University Press.

Oakeshott M., 1950, *Morale et politique dans l'Europe moderne*, Paris, Les Belles lettres 2006.

Oberschall A., 1973, *Social Conflict and Social Movements*,

O'Brien R., Goetz A. M., Scholte J. A., Williams M., 2000, *Contesting Global Governance*, Cambridge, Cambridge University Press.

Offe C. 1997, *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Ohmae K., 1985, *La Triade, émergence d'une stratégie mondiale de la puissance*, Paris, Flammarion.

Ohmae K., 1991, *La entreprise sans frontières, nouveaux impératifs stratégiques*, Paris, Éd. InterEd.

Ohmae K., 1994, *The Borderless World*, London, Profile Books.

Ohmae K., 1995, *The End of the Nation State*, London, Simon & Schuster.

Ollitrault S., 2008, *Militer pour la planète*, France, Presses Universitaires de Rennes.

Olson M., 1965, *La logique de l'action collective*, trad. de l'anglais par Mario Levi (1978), Paris, Presses universitaires de France, 1978.

P

Passeron J. C., 1995, *Les terrains de l'enquête*, France, Parenthèses.

Passet R., 1999, *L'Illusion néolibérale*, Paris, Fayard.

Passet R., 2001, *Eloge du mondialisme*, Paris, Fayard.

Pattieu S., 2004, « Expériences et pratiques des nouvelles générations altermondialistes », in *Penser radicalement à gauche, Contretemps,* 10, Paris, Textuel.

Péchu C., 1996, « Quand les exclus passent à l'action », *Politix*, 34, pp 114-133

Peeters A., Stokkink D., 2002, *Mondialisation. Comprendre pour agir*, Bruxelles, GRIP.

Périllier L., Tur J., 1977, *Le mondialisme*, Paris, Presses universitaires de France.

Perlas N., 2003, *La société civile : le 3e pouvoir : changer la face de la mondialisation*, France, Yves Michel.

Perrineau P., dir, 1994, *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Sciences Po.

Petit P., 1999, « La mondialisation en quête d'un avenir », *Revue internationale des sciences sociales*, 160, pp. 189-206.

Petras J., Veltmeyer H., 2001, *La face cachée de la mondialisation. L'impérialisme au XXIe siècle*, Paris, Éd. L'Aventurine, 2002.

Petras J., Veltmeyer H., 2002, *El imperialismo en el siglo XXI*, Madrid, Éd. Popular.

Pianta M., Zola D., 2008, « La montée en puissance des mouvements globaux », pp. 41-65, in Agrikoliansky E., Fillieule O., Sommier I., 2008, dirs, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Flammarion.

Pleyers G., 2003, « Le mouvement altermondialiste liégeois », Colloque du GREMM *Les mobilisations altermondialistes*, 3-5 décembre 2003, Paris.

Pleyers Geoffrey, 2007*, Forums sociaux et défis de l'altermondialisme : de Porto Alegre à Nairobi*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruilant.

Plihon D., 1997, « Les enjeux de la globalisation financière », dans *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris, Éd. La Découverte.

Plihon D., 2002, « Une autre mondialisation », *Recherches, Revue du Mauss*, 20, pp. 107-114.

Polanyi K., 1944, *La grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, trad. de l'anglais par Catherine Malamoud et Maurice Angeno, Paris, Gallimard, 1983.

Porter C. E., 2004, « A Typology of Virtual Communities :A Multi-Disciplinary Foundation for Future Research », », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 10 (1) article 3.

Portes A., 2003, *La globalización desde abajo : transnacionalismo inmigrante y desarrollo*, México, Porrua.

Proulx S., 1999, *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Paris, Éd. Apogée.

Putman R., 1993, *Making Democracy Work*, Princeton, Princeton University Press.

Q

Quermonne J. L., 1986, *Les régimes politiques occidentaux*, Paris, Éd. du Seuil.

Quermonne J. L., 1991, *L'appareil administratif de l'État*, Paris, Éd. du Seuil.

R

Ramonet I., 1997, *Géopolitique du chaos*, Paris, Éd. Folio, 1999.

Ramonet I., 1999, *La tyrannie de la communication*, Paris, Éd. Folio, 2001.

Ramonet I., 2000, *Les propagandes silencieuses*, Paris, Galilée.

Ramonet I., 2001, *Marcos. La dignité rebelle*, Paris, Galilée.

Ramonet I., 2002, *Guerres du XXIe siècle. Peurs et menaces nouvelles*, Paris, Galilée

Rangeon F., 1986, *La société civile*, Paris, Presses universitaires de France.

Rapport N° 2000/08 : *L'altermondialisation, un phénomène en pleine expansion*. www.csis.gc.ca.

Raynaud P., 2006, *L'Extrême Gauche plurielle. Entre démocratie radicale et révolution*, Paris, Éd. Autrement.

Rebelle B., 2003, *La terre n'est pas à vendre*, Paris, Desclée de Brower.

Reynaud E., 1983, « Groupes secondaires et solidarité organique : qui exerce le contrôle social ? », *L'année sociologique*, 33, pp. 181-194.

Rheingold H., 1995, *Les communautés virtuelles*, Paris, Adison-Wesley.

Ritzer G., 2004, *The Mcdonalization of Society*, London, Thousand Oaks.

Ritzer G., 2007, *The Globalization of Nothing*, London, Thousand Oaks.

Robertson R., 1992, *Globalization : Social Theory and Global Culture*, London, Sage.

Robertson R., 1995, « Glocalization : Time-Space and Homogeneity-Heterogeneity », *Global Modernities*, London, Featherstone.

Robins K., 2001, *British Cultural Studies : Geography, Nationality and Identity*, Oxford, Oxford University Press.

Rosanvallon P., 2006, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Éd. du Seuil.

Roseneau J., 1990, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press.

Rothbard M., 1991, *L'éthique de la liberté*, Paris, Éd. Les belles lettres.

S

Saillant J. M., 1996, *La dimension médiatique*, Paris, Ellipses, Éd. Marketing.

Salamon L., 1999, Global Civil Society. Dimensions of the Non Profit Sector, Bloomfield, Kumarian.

Sassen S., 1991, *The global city* : *New York, London, Tokyo*, Princeton, N. J., Princeton University Press.

Sassen S., 1996, *Losing Control? Sovereignty in an Age of Globalization*, New York, Columbia University Press.

Sassen S., 2004, *Contesting Globalisation*, London, Routledge.

Savitch H. V. 2002, Globalism and Local Democracy : Challenge and Change in Europe and North America, Royaume-Uni, Palgrave.

Savitch H. V., 2002, « Comment évolue la mondialisation et que laisse-t-elle augurer pour les villes? », *Revue internationale des sciences sociales*, 172, pp. 203-214.

Schnapper D., 2005, *La compréhension sociologique démarche de l'analyse typologique*, Paris, PUF.

Schumpeter J., 1947, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, trad. de l'anglais par Gaël Fain, Paris, Payot, 1998.

Sée H., 1926, *Les origines du capitalisme moderne. Esquisse historique*, Paris, Armand Colin, 1951.

Segrelles J., 1999, « Viejas ideas, nuevas estrategias : une reflexion sobre el MERCOSUR y la mundializacion de la economia », *Sripta Nova. Revista Electronica de Geografia y Ciencias Sociales* www.ub.es/geocrit/menu.html, 45 (11).

Sen A., 1979, *Economia del crecimiento*, trad. de l'anglais par Eduardo L. Suarez, México, Fondo de Cultura Economica.

Sen A., 1992, *Inequality reexamined*, Oxford, Clarendon Press.

Sen A., [1999] 2003, *Un nouveau modèle économique : développement, justice*, liberté, trad. de l'anglais par Michel Bessière, Paris, O. Jacob.

Senarclens P. 2002, *La mondialisation. Théories, enjeux et débats*, Paris, Armand Colin.

Shaw M., 2000, *Theory of Global state*, Cambridge, University Press.

Sikkink K., 2002, *Restructuring Wold Politics : Transnational Social Movements, Networks, and Norms*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

Simmel, G., 1999, *Sociologie : étude sur les formes de socialisation*, Paris, Presses universitaires de France.

Siroën J. M., 2004, *La régionalisation de l'économie mondiale*, Paris, Éd. La découverte.

Shaw M., 1996, Civil Society and Media in Global Crises: Representing Distant Violence, London Pinter.

Smelser N., 1962, *Theory of Collective Behavoir*, New York, Free Press of Glencoe.

Smith J., 1997, *Transnational social Movements and Global Politics. Solidarity Beyond the State*, New York, Syracuse University Press.

Smith J., 2008, *Social Movements for Global Democracy*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.

Sombart W., 1911, *Les Juifs et la vie économique*, trad. de l'allemand par Samuel Jankélévitch, Paris, Payot, 1923.

Sombart W., 1932, *L'apogée du capitalisme*, trad. de l'allemand par Samuel Jankélévitch, Paris, Payot, 1990.

Sommier I., 2001, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion.

Sommier I., 2003, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion.

Soros G., 2002, *Guide critique de la mondialisation*, Paris, Plon.

Starr A., 2000, Naming the enemy : anti-corporate movements confront globalization, London, Zed/Pluto.

Stigler G. J., 1947, *La Théorie des prix*, trad. par André Camp et Philippe Cazenave, Paris, Dunod, 1980.

Stigler G. J., 1998, *Production and Distribution Theories*, New Brunswick, Transaction publishers.

Stiglitz J. E., 1987, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002.

T

Tarde G., 1901, *L'opinion et la foule*, Paris, Presses universitaires de France, 1989.

Tardif J., 2006, *Les enjeux de la mondialisation culturelle*, Paris, Ed. Hors Commerce.

Tarrow, S., 1988, « National politics and collective action : recent theory and research in Western Europe and the United States », *Annual Review of Sociology*, 14 : 421-440.
Tarrow S., 1997, *El Poder en movimiento : los movimientos sociales, la acción colectiva y la politica*, Madrid, Alianza.
Tarrow S., 2000, « La contestation transnationale », *Cultures et conflits*, 38-39, pp.187-220.
Tarrow S., 2005, *The New Transnational Activisme*, New York, Cambridge University Press.
Tarrow S., 2007, « Cosmopolites enracinés et militants transnationaux », *Lien social et Politiques*, 58, pp. 87-102.
Tassin É., 1992, « Espace commun ou espace public ? », *Hermès*, 10, pp. 23-37.
Thompson G., Hirst P., 1996, *Globalization in Question*, Cambridge, Polity.
Thurow L. C., 1997, *The Future of Capitalism. How Today's Economic Forces Shape Tomorrow's World ?*, New York, Penguin Books.
Tilly Ch., 1986, *La France conteste de 1600 à nos jours*, trad. de l'anglais par Eric Diacon, Paris, Fayard.
Tilly Ch., 1999, *How Social Movements Matter*, Minneapolis, Minnesota Press.
Tilly Ch., 2004, *Social Movements, 1768-2004*, Londres, Paradigm Publishers.
Tomlinson J., 1999, *Globalisation et Culture*, Cambridge, Polity Press.
Tönies F., 1988, *Community & society*, New Brunswick, Transaction Books.
Touraine A., 1965, *Sociologie de l'action : essai sur la société industrielle*, Paris, Éd. Librairie générale française, 2000.
Touraine A., 1997, *Comment sortir du libéralisme?*, Paris, Fayard. 1999.
Trautmann F., 2001, Internet au service de la démocratie ? Le cas d'ATTAC, *Les Cahiers du CEVIPOF*, 30.

V

Valaskakis K., 1978, *L'option Europe : analyse de la plausibilité d'une association Québec Canada Europe*, Gouvernement du Québec, Ministère des affaires intergouvernementales.
Valaskakis K., 1999, « Le théâtre de la mondialisation : la scène, la distribution et l'intrigue de la pièce ont changé », *Revue internationale des sciences sociales*, 160, pp. 175-187.
Valenduc G., 1991, *Choix technologiques et concertation sociale*, Paris, Éd. Economica.
Vandelli L., 1991, *Pouvoirs locaux*, Paris, Éd. Economica.
Vanden Bergue K., 2005, *Narrativa de la rebelión zapatista*, Madrid, Ibeoamericana.

Vázquez M., 1999, *Marcos. Le maître des miroirs*, Paris, Fayard.
Vindt G., 1998, *500 ans de capitalisme*, Turin, Éd. Mille et une nuits.
Virilio P., 1996, *Cybermonde, la politique du pire*, Paris, Éd. Textuel.
Vitalis A., 1994, *Médias et nouvelles technologies*, Paris, Éd. Apogée.
Von Hayek F., 1945, *La route de la servitude*, trad. de G. Blumberg, Paris, Presses universitaires de France, 2002.
Von Mises L., 1938, *Le socialisme : étude économique et sociologique*, trad. de l'allemand par Paul Bastier, Paris, Librairie de Médicis, 1952.

W

Waddell S., 2005, *Societal Learning and Change : How Governements, Business and Civil Society are Creating Solutions to Complex Multi-stakeholder Problems*, Sheffield, Greenleaf Pub.
Wahlström M., 2004, « Negociating Political Protest in Gothenburg and Copenhaguen », in : Della Porta D., Peterson A., Reiter H., dir., *The Policing of Transnational Protest*, Royaume-Uni, Ashgate.
Wallerstein I., 1974, *Capitalisme et économie monde*, Paris, Flammarion, 1980.
Wallerstein I., 1983, *Le capitalisme historique*, Paris, Éd. La Découverte, 2002.
Wallerstein I., 2005, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes - monde*, trad. de l'anglais par Camille Horsey, Paris, Éd. La Découverte.
Weber M., 1919, *Le savant el le politique*, trad. de l'allemand par J. Freund, Paris, Plon, 1963.
Wellman B., 1999, *Networks in the Village Globale. Life in Contempory Communities*, Etats-Unis, Boulder Westview Press.
Wieviorka M., 2003, *Un autre monde… : contestations, dérives et surprises dans l'antimondialisation*, Paris, Balland.
Wolton D., 1997, *Penser la communication*, Paris, Flammarion.
Wolton D., 1999, *Internet et après ?*, Paris, Flammarion.
Wolton D., 2003, *L'autre mondialisation*, Paris, Flammarion.

Z

Zald M. N., McCarthy J., 1987, *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Publishers.

Zaret D., 1996, « Petitions and the ‘invention’ of Public Opinion in the English Revolution », *American Journal of Sociology*, Vol. 101, n° 6, pp. 1497-1555.

Annexe

Militantisme associatif. Cette enquête est menée par des universitaires afin d'étudier les usages d'Internet dans les pratiques quotidiennes des militants d'associations, partis politiques et des ONG.
Merci de bien vouloir remplir ce questionnaire

A. Données socio-économiques1. Vous êtes

- homme
- femme

2. Votre âge est

- moins de 24
- entre 25 et 34
- entre 35 et 50
- entre 51 et 74
- 75 ans et plus

3. Département de résidence

Minimum : 10 Maximum : 99

4. Etes-vous

- célibataire
- marié
- autre

5. Dernier diplôme obtenu

- Brevet de Collège
- BTS
- BAC
- Diplôme Universitaire
- Grandes Ecoles
- Autres

6. Type de diplôme obtenu

- Sciences Humaines et Sociales
- Sciences Politiques
- Sciences Economiques et Administratives
- Droit
- Ingénierie informatique
- Autres

7. Quelle langue maitrisez-vous (lue, écrite, parlé)

français
anglais
espagnol
allemand
autre
8. Exercez-vous une activité professionnelle
oui
non
9. Si oui, laquelle
Agriculteur, Exploitant
Artisan, Commerçant
Cadres administratifs et Commerciaux d'entreprise
Employé
Ouvrier
Enseignant
Cadre moyen
Profession libérale
Professions de la Santé et du travail social
Autre
10. Etes-vous militant d'un parti politique ?
oui
non
11. Etes-vous syndiqué ?
oui
non
12. Faites-vous partie d'une ONG ?
oui
non
13. Faites-vous partie d'une ONG
humanitaire
d'aide au développement
écologiste

☐ défense des droits de l'homme

☐ défense des immigrés/ droit d'asile

☐ caritative

☐ altermondialiste

Ordonnez les réponses.

14. Depuis quand faites-vous partie de l'association ATTAC

☐ Entrez la date sous la forme J/M/AAAA

B. Usage d'Internet15. Si vous utilisez Internet, quels sont les sites qui vous intéressent Si non, passez à la question 22

☐ sites à caractère syndical

☐ sites à caractère associatif

☐ sites à caractère politique

☐ sites à caractère humanitaire

☐ autres

(Réponses simultanées possibles : 4)

16. Pensez vous que l'usage de Internet modifie votre participation politique

○ de manière très importante

○ de manière moyennement importante

○ sans aucune importance

17. Consultez-vous ces sites

○ moins de cinq fois par semaine

○ moins de dix fois par semaine

○ plus de dix fois

○ autre

18. Avez-vous déjà recherché et consulté sur Internet un document tel que

☐ Texte légal

☐ Décret de loi

☐ concernant à un parti politique

☐ concernant une ONG

☐ concernant une association

☐ Articles de presse

☐ Discours à caractère institutionnel

☐ Aucune des propositions antérieures

Ordonnez les réponses.

19. Dans ce cas avez-vous consulté en priorité

- des sites officiels
- des blogs
- autres

20. Avez-vous été intéressé par les forums de discussion sur les sites consultés? Si oui y participez-vous

- jamais
- moins de cinq fois par semaine
- moins de dix fois par semaine
- plus de dix fois
- autre

21. Considérez vous que votre participation dans les forums a

- accru votre intérêt dans les affaires politiques
- modifié l'idée sur la participation politique
- amélioré votre implication politique
- changé la façon de débattre sur la politique

C. Militantisme22. Si vous êtes membre d'un parti politique, avez-vous déjà pris contact par voie électronique (email) avec (Si non, passez à la question 28)

- le parti politique
- un élu
- un responsable
- non

23. Lorsque vous avez utilisé Internet en vue de prendre contact avec le parti politique, et un leader en particulier combien de fois estimez-vous l'avoir fait ?

- moins de 5 fois
- moins de dix fois
- plus de dix fois
- aucune idée

24. Quel genre de message avez-vous adressé ?

- Un message d'ordre personnel
- Un message lié à une problématique professionnelle
- Un message relatif à un problème de la collectivité
- Un message portant sur la politique menée
- autre

25. Considérez vous que les informations trouvées dans le site d'un parti politique sont

- plus fiables que celles d'un quotidien
- plus crédibles que celles d'un JT
- plus complètes que celles présentées dans le JT
- plus objectives que dans un JT
- autre

26. Quel type de participation dans les sites du parti politique préférez-vous?

- liste de discussion
- forums de discussion
- Chats
- Blogs
- Autre

27. Si vous avez participé à un forum de discussion politique pouvez-vous citer un exemple

28. Avez-vous suivi la campagne électorale de 2007 ?

- oui
- non

29. Si vous avez répondu oui, quels supports avez-vous consulté

- Radio
- Télévision
- Journaux
- Journaux sur Internet
- Sites d'un parti politique
- Sites d'une association
- Sites de discussion sur Internet
- Sites de la ville
- autre

(Réponses simultanées possibles : 6)

30. Avez-vous suivi les résultats des élections 2007 ? Si oui, par quel support d'information ?

- Radio
- Télévision

- [ ] Journaux
- [ ] Journaux sur Internet
- [ ] Sites d'un parti politique en particulier
- [ ] News groups de politique
- [ ] Sites de la ville
- [ ] autre

(Réponses simultanées possibles : 6)

31. Si durant la campagne vous avez pris contact avec un responsable politique ou un leader politique par email, avez-vous reçu la réponse:

- ○ jamais
- ○ un fois
- ○ quelques fois
- ○ réponses systématiques au message envoyé

Participation à la vie civique32. Vous sentez vous lié à un groupe citoyen (réseau civique)? Si votre réponse est non passez à la question 35

- ○ oui
- ○ non

33. Parmi les services proposés par les réseaux civiques quels sont ceux que vous utilisez ou qui vous intéressent

- [ ] Conférences
- [ ] discussions politico administratives locales
- [ ] informations et services proposés par l'Université
- [ ] Assemblée générale (partis politiques, associations)
- [ ] Activités culturelles
- [ ] Débats publics
- [ ] autres

(Réponses simultanées possibles : 6)

34. Croyez vous que ces réseaux agissent surtout sur

- [ ] une information ponctuelle pour les citoyens sur les affaires locales
- [ ] une communication entre citoyens et les instances de pouvoir locales
- [ ] la participation citoyenne aux décisions publiques
- [ ] la transparence administrative des instances de pouvoir locales
- [ ] autres

Participation à la vie syndicale et associative35. Consultez-vous le site Internet du syndicat auquel vous appartenez? Si la réponse est non passer à la question 41.

- [ ] oui

- [ ] non

36. Quelles rubriques vous intéressent le plus

- [ ] informations sur les activités syndicales
- [ ] questions d'actualité
- [ ] documents sur les lois
- [ ] forums de discussion
- [ ] autres

37. Croyez-vous que les sites Internet des syndicaux fournissent essentiellement

- [ ] informations ponctuelles aux citoyens sur le chômage
- [ ] facilitent la communication entre citoyens et le syndicat
- [ ] participent aux enquêtes du syndicat pour mener à bien des décisions
- [ ] autres

(Réponses simultanées possibles : 3)

38. Vous connectez vous à un site Internet à caractère syndical au moins

- ○ une fois par jour
- ○ Au moins deux fois par semaine
- ○ deux à trois fois par mois
- ○ pas plus d'une fois par mois
- ○ jamais

39. Participez-vous aux débats politiques en ligne des sites syndicaux

- [ ] dans un chat
- [ ] dans un forum de discussion
- [ ] dans une liste de discussion
- [ ] dans un blog
- [ ] jamais

(Réponses simultanées possibles : 3)

40. Considérez vous que votre participation aux débats politiques en ligne des sites syndicaux vous ont permi de

- [ ] accroître votre intérêt dans les affaires politiques
- [ ] modifier votre participation politique
- [ ] améliorer votre implication politique
- [ ] changer votre façon de débattre sur la politique

41. Avec quelle fréquence vous connectez vous aux sites des ONGs (par exemple: médecins sans frontières): si votre réponse est jamais passer à la question 43

- ○ une fois par jour

- Au moins deux fois par semaine
- Deux à trois fois par mois
- Pas plus d'une fois par mois
- Jamais

42. Quant vous intervenez dans les discussions en ligne (forums, listes, chats, blogs) des sites ONG considériez vous que il s'agit d'un

- débat local (par exemple de la ville)
- débat régional
- débat national
- débat international

43. Si vous occupez un poste à responsabilités dans l'association, l'ONG ou le parti auquel vous appartenez, avec quelle fréquence utilisez-vous Internet ?

- plusieurs fois par jour
- une fois par jour
- au moins deux fois par semaine
- une fois par semaine
- plus d'une fois par mois

44. Dans l'usage que vous faites d'Internet vous donnez priorité à des actions concernant

- [ ] des problèmes locaux
- [ ] des problèmes régionaux
- [ ] des problèmes nationaux
- [ ] une problématique internationale
- [ ] autre

Ordonnez les réponses. (Réponses simultanées possibles : 4)

45. Après en avoir pris connaissance via Internet avez-vous déjà participé à:

- [ ] Assemble
- [ ] réunions de groupe
- [ ] manifestations
- [ ] autres

46. Avez-vous échangé via Internet des opinions politiques avec votre entourage

- [ ] familial
- [ ] amical
- [ ] professionnel

- [ ] autre

(Réponses simultanées possibles : 3)

47. Avez-vous échangé des opinions politiques par email avec des personnes que vous avez connu sur le réseau?

- ○ oui
- ○ non

48. Avez-vous rencontré en personne des personnes ou groupes avec qui vous avez fait connaissance sur le réseau?

- ○ oui
- ○ non

49. Dans l'usage que vous faites d'Internet quelles options avez vous employé

- [ ] Envoie d'un message de soutient (personne ou cause)
- [ ] Faire appel à un rassemblement solidaire envers une personne ou une communauté
- [ ] Demander des renseignements sur un fait public qui vous intéresse
- [ ] Sensibiliser aux autres à propos d'un problème public
- [ ] Exprimer votre désaccord à un groupe ou à un membre du groupe
- [ ] Proposer une activité militante (distribution de tracts, manifestation, organisat
- [ ] Transmettre un communiqué
- [ ] Organisation d'une action de protestation en utilisant Internet

(Réponses simultanées possibles : 5)

50. Si vous deviez définir en un mot Internet lequel choisiriez-vous ?

- [ ] Information
- [ ] Communication
- [ ] Services
- [ ] Participation
- [ ] Socialisation

Ordonnez les réponses.

Usage des médias locaux51. Regardez-vous le JT d'une chaîne locale de télévision

- [ ] deux fois par jour
- [ ] une fois par jour
- [ ] une fois par semaine
- [ ] plus d'une fois par semaine
- [ ] jamais

(Réponses simultanées possibles : 2)

52. Qu'est-ce que la télévision représente pour vous ?

- [ ] Divertissement

- [ ] Information
- [ ] Culture
- [ ] Rien
- [ ] Désinformation
- [ ] Autre

Ordonnez les réponses. (Réponses simultanées possibles : 4)

53. Avec quelle fréquence écoutez-vous la Radio

- plus de trois heures par jour
- les nouvelles
- une fois par semaine
- plus d'une fois par semaine

54. Que représente la Radio pour vous ?

- [ ] Une compagnie
- [ ] Du bruit de fond
- [ ] Un moyen d'information
- [ ] Culture
- [ ] Rumeur
- [ ] Autre

Ordonnez les réponses.

55. Lisez-vous un journal local quotidiennement ? Si non, passez à la question 57

- Oui, toujours le même quotidien
- Oui, en alternant de quotidien
- Non, je ne lis pas le journal quotidien

56. Le lisez-vous parce que

- il est lié à votre tendance politique
- il correspond à votre formation culturelle
- autre

57. Lisez-vous régulièrement un journal national? Si non, passez à la question 59

- oui
- non

58. Le lisez-vous parce qu'il:

- est lié à votre tendance politique
- est lié à votre formation culturelle

- autre

Rapport au politique59. Quelle est la force politique qui vous correspond le plus ?

- Communistes
- Verts
- LCR
- PS
- UDF
- UMP
- FN
- Autres

60. Comment se manifeste votre implication politique ?

- Vote
- Participation à des débats politiques
- Adhésion à un syndicat, un parti politique, une association, une ONG
- Activités volontaires de propagande : tractage, collage, etc.
- Faire des dons afin de soutenir un parti ou un candidat
- Assumer des postes dans un parti, un syndicat, une association ou ONG
- Participer à une grève
- Participer à une manifestation
- Communiquer et être porteur d'un discours politique par différentes voies
- Autre

(Réponses simultanées possibles : 6)

61. En dehors des réseaux avez-vous rencontre des leaders politiques?

- jamais
- moins de cinq fois
- moins de dix fois
- plus de dix fois

62. Quand vous contactez des partis ou leaders politiques par Internet, avez vous reçu une réponse

- Jamais
- Une fois
- Quelques fois
- Réponses systématiques au message envoyé

63. Quelle raison vous aviez de le contacter

- ☐ motif personnel
- ☐ approfondir un thème d'actualité
- ☐ exprimer une opinion
- ☐ proposition de loi
- ☐ demander une adhésion
- ☐ autre

(Réponses simultanées possibles : 4)

64. D'après un contact par Internet avec un responsable politique diriez vous que

- ○ vous avez approfondi sur le thème demandé
- ○ votre opinion a été mise en compte
- ○ votre proposition a donnée suite
- ○ rien n'a changé

65. Ordonner les arguments suivants selon votre intérêt

- ☐ politique économique
- ☐ politique fiscale
- ☐ politique sanitaire
- ☐ politique sociale
- ☐ politique du travail
- ☐ politique de la recherche et de l'Education
- ☐ politique environnemental
- ☐ politique des droits humains
- ☐ politique européenne
- ☐ politique de la mondialisation

Ordonnez les réponses. (Réponses simultanées possibles : 7)

Rapport aux TICs. L'usage d'Internet apporte à votre avis une meilleure information

- ○ Entièrement d'accord
- ○ D'accord
- ○ Pas d'accord

67. A votre avis Internet apporte une meilleure communication entre les institutions et les citoyens

- ○ Entièrement d'accord
- ○ D'accord
- ○ Pas d'accord

68. Internet apporte à votre avis un meilleur débat public
Entièrement d'accord
D'accord
Pas d'accord
69. Internet apporte à votre avis un moyen de participation des citoyens sur les décisions gouvernementales
Entièrement d'accord
D'accord
Pas d'accord
70. Comment définiriez-vous votre fréquentation des discussions politiques sur Internet ? (Chats, listes de discussion, forums de discussion)
Une participation politique
Un moyen d'information
Un moyen de communication
Un moyen de socialisation orienté vers l'argumentation politique
Autre

(Réponses simultanées possibles : 4)

1. D’abord, j’aimerais que tu me racontes comment tu en es arrivé à militer pour ATTAC-54.

2. Comment la communauté a perçu ton adhésion ?

3. Parle-moi des raisons qui t’ont amené à entreprendre un tel engagement.

4. Et pourquoi avoir choisit le domaine des altermondialistes en particulier ?

5. Est-ce que tu peux me raconter comment tu participes aux objectifs de l’association ?

6. Comment ATTAC-54 est-elle représentée dans les médias locaux ?

7. Peux-tu me raconter comment tu as vécu cette couverture médiatique ?

8. Peux-tu me raconter comme est organisée la communication chez ATTAC.

9. Quelles relations formelles et informelles entre militants entretenez-vous ? Avec qui et comment ?

10. Quelles compétences informatiques possèdes tu par rapport à celles exigées pour s'approprier le dispositif informatique ?

11. Quelles expériences, les militants ont de l'usage de dispositifs informatiques en général ?